N° 16
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 16 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Stratégie de déconfinement progressif	p. 524
Accords économiques UE-Canada (CETA)	p. 507
Suicide chez les enfants et adolescents	p. 549
Sommaire des séances publiques nos 33 à 35	p. 554
Sommaire des questions parlementaires	p. Q376

33e séance	Mercredi 6 mai 2020
34e séance	Jeudi 7 mai 2020
35e séance	Mardi 12 mai 2020

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

M. Gast Gibéryen et M. Marco Schank quittent la Chambre

M. Gast Gibéryen

MM. les Députés Gast Gibéryen (ADR) et Marco Schank (CSV) quitteront la Chambre des Députés à la rentrée parlementaire, à savoir le 13 octobre 2020.

La nouvelle session parlementaire s'ouvre, selon la Constitution, le deuxième mardi d'octobre.

Membre fondateur de l'ADR, M. Gast Gibéryen siège à la Chambre sans interruption depuis 1989. Il sera remplacé par M. Fred Keup.

En raison de son statut de doyen des députés, M. Gast Gibéryen était Président intérim à l'issue des élections nationales de 2018 jusqu'à l'élection du Président actuel, M. Fernand Etgen.

M. Marco Schank est membre de la Chambre des Députés depuis 1999 avec une interruption entre 2009 et 2013 où il était Ministre du Logement et Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures. Son successeur au Parlement sera le maire d'Ettelbruck, M. Jean-Paul Schaaf.

M. Marco Schank était Président de la Commission des Pétitions lorsque la pétition publique fut lancée en 2014.

M. Marco Schank

Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

Appel à une désescalade en Méditerranée

La 17e Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), organisée par la présidence allemande du Conseil de l'Union européenne, s'est tenue le 4 septembre 2020 par visioconférence eu égard aux circonstances exceptionnelles de la pandémie de Covid-19.

Lors d'un échange avec M. Josep Borrell i Fontelles, haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, les députés nationaux et européens se sont montrés très inquiets face aux conflits croissants aux frontières de l'UE et ont appelé à une désescalade urgente et à la mise en place d'un environnement propice au dialogue et aux négociations.

L'empoisonnement d'Alexeï Navalny, militant politique russe connu pour son opposition au régime du Président Vladimir Poutine, reste très préoccupant aux yeux des parlementaires et doit faire l'objet, selon eux, d'une enquête complète et transparente sur les circonstances exactes de cet acte.

La situation particulièrement fragile du Liban après la terrible tragédie qui a frappé les habitants de Beyrouth était encore au cœur des préoccupations et les parlementaires ont souligné l'importante nécessité de veiller à ce que le Liban s'engage dans un processus ambitieux de réformes qui lui apporte une stabilité politique et économique et réponde aux préoccupations légitimes et aux aspirations démocratiques de son peuple.

Une autre thématique au cœur de l'échange de vues était la situation en Biélorussie. Les parlementaires ont soutenu les exigences du peuple biélorusse pour la tenue de nouvelles élections présidentielles libres et équitables, avec la participation d'observateurs internationaux, dont l'OSCE.

Les intervenants étaient d'accord pour dire que la crise liée à la pandémie de Covid-19 a confirmé la nécessité d'une politique étrangère et de sécurité de l'UE plus forte et plus efficace. Dans un paysage géopolitique en pleine évolution, la responsabilité de l'UE est d'agir en tant qu'acteur mondial et en défenseur d'un ordre multilatéral fondé sur des règles, où les Nations Unies occupent le devant de la scène, en renforçant le multilatéralisme et en s'engageant stratégiquement avec des partenaires partageant une vision commune.

Mme Stéphanie Empain, Mme Lydia Mutsch et M. Gilles Baum ont participé à la visioconférence.

L'Administration parlementaire recrute par changement d'administration :

un ASSISTANT / SECRÉTAIRE pour son Service juridique (m/f)

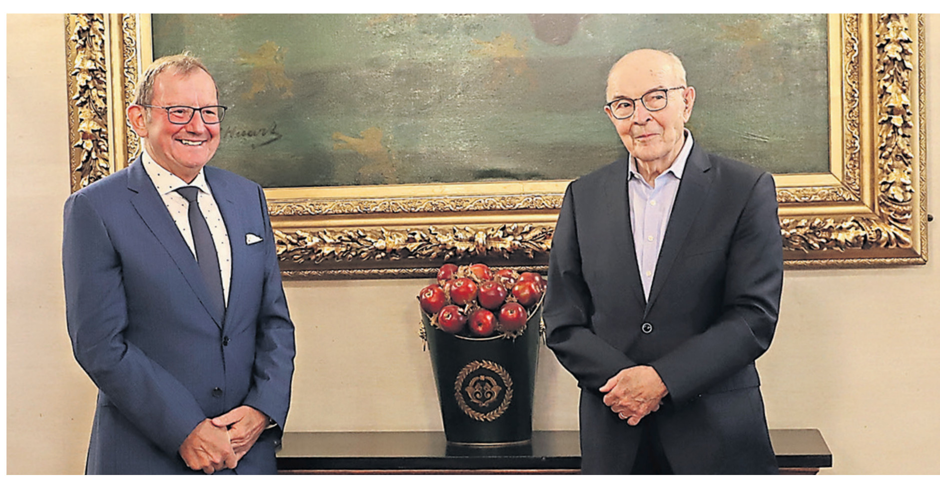
Nous vous invitons à consulter le lien suivant :

https://govjobs.public.lu/fr/postuler/recrutement-interne/changement-administration/2020/B1/Septembre/20202209_Assistan_DEPU.html

Welt-Alzheimerdag

Den 21. September war Welt-Alzheimerdag: Op deem Dag huet sech de Chamberspresident Fernand Etgen solidaresch mat de Mënsche mat Demenz gewisen.

De Jean Spautz krut 90 Joer



Den Éierepresident Jean Spautz huet den 9. September seng 90 Joer gefeiert. De Chamberspresident Fernand Etgen, all d'Deputéiert an déi ganz Chambersadministratioun wënschen him all Guddes.

Visite parlementaire à une agence de l'OTAN

Le General Manager de la NSPA, M. Peter Dohmen (à gauche) a expliqué aux membres de la délégation parlementaire les activités de son agence.

Quelles sont les missions de la NSPA (NATO Support and Procurement Agency) à Capellen ? Si l'agence est bien située sur le site de l'ancienne NAMSA (NATO Maintenance and Supply Agency), son champ d'action est beaucoup plus large que celui de l'agence précédente.

Les députés membres de la délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN et de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense ont pu s'en rendre compte lors de leur visite au site de la NSPA à Capellen.

Les activités de la NSPA

Les différentes activités sont nécessaires pour pouvoir assurer des missions de l'OTAN, comme par exemple en Afghanistan ou au Kosovo. Il s'agit de procurer le matériel, d'organiser le ravitaillement, les soins de santé ou encore le transport des troupes. Les États sont les principaux clients de l'agence, à 90 %, et l'OTAN ne représente que 10 %. Souvent, il s'agit de joindre les efforts pour ne pas doubler les commandes. Ceci permet des économies d'échelle et les contrats sont moins onéreux que lorsque chaque nation les passe individuellement.

En ce qui concerne le rôle de l'agence, le General Manager, M. Peter Dohmen, a encore précisé qu'il n'était pas politique. Il s'agirait plutôt d'exécuter des missions demandées par les États.

L'engagement du Luxembourg

Des projets du Luxembourg réalisés de façon bilatérale avec l'agence de l'OTAN de Capellen concernent des hélicoptères, la communication cryptée ou encore des équipements pour l'observation nocturne. En outre, des partenariats bilatéraux concernent les technologies de l'information (capacités des data centers de Betzdorf et de Bettembourg) ou encore le satellite GovSat. L'agence a également su fournir la structure hospitalière aménagée lors de la crise de Covid-19 près du Centre Hospitalier à Strassen.

Au niveau multilatéral, le Luxembourg participe entre autres au programme MMF (Multinational Multi-Role Tanker and Transport Fleet) avec la flotte d'avions multirôles de ravitaillement en vol et de transport de l'OTAN.

Les députés, dont la Présidente de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense, Mme Stéphanie Empain, la Vice-Présidente, Mme Nancy Arendt, ainsi que la Présidente de la délégation auprès de l'OTAN, Mme Lydia Mutsch, se sont renseignés sur les différents aspects du travail de la NSPA.

En 1968, l'agence a déménagé de Châteauroux en France vers le Luxembourg. En 1987 elle trouva son siège à Capellen. Actuellement 1.350 personnes, toutes civiles, travaillent sur le site de Capellen et 200 postes de différents métiers sont à pourvoir et en attente de candidats.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N° 16** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Effets des arrêts de la Cour constitutionnelle

7414B - Proposition de révision de l'article 95ter de la Constitution

À l'heure actuelle, la question des effets des arrêts de la Cour constitutionnelle n'est pas réglée dans la Constitution même, mais dans la loi du 27 juillet 1997 telle que modifiée portant organisation de la Cour constitutionnelle. Ainsi, l'article 15, alinéa 2 de la loi précitée dispose que :

« La juridiction qui a posé la question préjudicielle, ainsi que toutes les autres juridictions appelées à statuer dans la même affaire, sont tenues, pour la solution du litige dont elles sont saisies, de se conformer à l'arrêt rendu par la Cour. »

Autrement dit, les effets des arrêts de la Cour constitutionnelle sont circonscrits au(x) seul(s) litige(s) à l'occasion duquel/desquels le renvoi préjudiciel a été opéré. S'y ajoute que dès lors que les juridictions sont dispensées de saisir la Cour constitutionnelle, si celle-ci a déjà statué sur une question de conformité de la loi à la Constitution ayant le même objet, l'effet « inter partes » de l'arrêt en question peut se trouver élargi.

La proposition de révision sous rubrique a pour objet d'introduire à l'article 95ter de la Constitution, à la suite du paragraphe 5, un nouveau paragraphe 6 qui confère un effet général et absolu aux arrêts de la Cour constitutionnelle.

Cette nouvelle règle permettra de mettre fin à des situations inacceptables qui maintiennent en vigueur des textes déclarés non conformes à la Constitution par la Cour constitutionnelle. La nouvelle disposition confère par ailleurs à la Cour constitutionnelle la marge de manœuvre nécessaire quant à la détermination des conséquences des effets de ses arrêts.

Dépôt par M. Alex Bodry, Député, le 05.07.2019

Rapporteur : M. Léon Gloden

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

30.04.2019	Désignation d'un rapporteur
	Examen de la proposition de révision et de l'avis du Conseil d'État
17.05.2019	Examen de propositions de modification
23.05.2019	Échange de vues avec les chefs de corps de la magistrature assise et du parquet
04.06.2019	Examen et adoption de propositions de modification
03.07.2019	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Scission de la proposition de révision en deux propositions distinctes
17.07.2019	Présentation et adoption d'une série d'amendements
07.01.2020	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
04.02.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12.05.2020

Loi du 15 mai 2020

Mémorial A : 2020, n° 406, page 1

Accord économique UE-Canada I

7457 - Projet de loi portant approbation de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles, le 30 octobre 2016

Le projet de loi sous rubrique vise à approuver l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne (UE) et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles, le 30 octobre 2016. L'Accord permet d'établir des liens économiques avancés et privilégiés entre les deux partenaires. Une telle relation devrait créer de nouvelles possibilités de commerce et d'investissement entre l'UE et le Canada, notamment par un accès accru aux marchés des biens et des services et par l'amélioration des règles sur les échanges pour les acteurs économiques des deux côtés.

L'AECG comprend 30 chapitres avec annexes. La partie sur le libre-échange a pour but d'éliminer les tarifs sur les produits industriels, soit 99 % des droits de douane. Les secteurs les plus importants pour l'Union européenne sont les produits chimiques et pharmaceutiques, l'automobile et le textile. Les produits agricoles sont soumis à des quotas tarifaires, limitant la quantité de produits exemptés de tarifs à l'entrée de l'UE.

Dans les domaines des services, l'AECG facilite l'accès au marché canadien, y compris la participation aux marchés publics aux niveaux fédéral, provincial et communal. Il n'y a pas d'obligation pour les États membres de l'UE d'ouvrir leurs marchés publics ou de procéder à des privatisations dans des secteurs qu'ils ne souhaitent pas libéraliser. Les États membres gardent leur droit de rendre publics, à tout moment, des services privatisés.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 12.07.2019

Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Yves Cruchten) :

03.02.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
24.02.2020	Suite des discussions
09.03.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 06.05.2020

Loi du 20 mai 2020

Mémorial A : 2020, n° 446, page 1

Accord de protection des investissements UE-Singapour

7458 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de protection des investissements entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, fait à Bruxelles, le 19 octobre 2018

Le projet de loi vise à porter approbation de l'Accord de protection des investissements entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, fait à Bruxelles, le 19 octobre 2018.

L'Accord comprend quatre articles suivis de onze annexes et deux instruments interprétatifs. Basant sur le principe de l'intérêt commun, l'Accord vise l'amélioration du climat d'investissement entre l'UE et Singapour (article 1.1). Il a comme double objectif de renforcer les liens commerciaux et de créer un environnement plus stable pour soutenir les investissements entre les deux partenaires. L'Accord remplace les traités bilatéraux d'investissement existant avec douze États membres de l'UE (le Luxembourg n'en faisant pas partie) et crée un cadre moderne et commun de protection des investissements pour tous les investisseurs de l'UE présents à Singapour. Les investissements sont protégés contre des expropriations mais ne les excluent pas si les expropriations se trouvent dans l'intérêt public.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 12.07.2019

Rapportrice : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Yves Cruchten) :

03.02.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

24.02.2020 Suite des discussions

09.03.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 06.05.2020

Loi du 20 mai 2020

Mémorial A : 2020, n° 449, page 1

Accord de partenariat UE-Singapour

7459 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, fait à Bruxelles, le 19 octobre 2018

Le projet de loi vise à porter approbation de l'Accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, fait à Bruxelles, le 19 octobre 2018.

L'Accord est la nouvelle base contractuelle devant permettre un engagement politique et économique accru de l'UE en Asie de l'Est ainsi que de renforcer le dialogue politique et la coopération avec Singapour dans un large éventail de domaines.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 12.07.2019

Rapportrice : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Yves Cruchten) :

03.02.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

24.02.2020 Suite des discussions

09.03.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 06.05.2020

Loi du 20 mai 2020

Mémorial A : 2020, n° 447, page 1

Accord UE-Canada II

7460 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, fait à Bruxelles, le 30 octobre 2016

Le projet de loi sous rubrique vise à approuver l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, fait à Bruxelles, le 30 octobre 2016.

L'Accord de partenariat stratégique est divisé en sept titres, incluant notamment les domaines de la politique étrangère, le développement durable, l'environnement, le bien-être des citoyens, la recherche, l'innovation, la culture, l'éducation, la résilience face aux catastrophes, la justice, la sécurité, la lutte contre la criminalité organisée, le trafic de drogues et le terrorisme ainsi que la protection des données.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 12.07.2019

Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Yves Cruchten) :

03.02.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

24.02.2020 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

09.03.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 06.05.2020

Loi du 20 mai 2020

Mémorial A : 2020, n° 448, page 1

Cotisations de la Chambre des Métiers

7470 - Projet de loi portant modification de la loi du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers et modifiant la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce

Ce dispositif a pour objet d'adapter le mode de calcul des cotisations annuelles de la Chambre des Métiers et répond à une demande afférente de cette chambre professionnelle.

Jusqu'à présent ces cotisations étaient calculées uniquement sur la base du bénéfice commercial. Cette base est modifiée de sorte à diminuer la charge financière des petites et moyennes entreprises et de celles en début d'activité. À cette fin, le nouveau mode de calcul se fonde sur deux quotes-parts, l'une déterminée en fonction du bénéfice commercial (au sens de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu), l'autre en fonction du nombre de salariés de l'entité membre de la Chambre des Métiers.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 14.08.2019

Rapportrice : Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

(Présidente : Mme Simone Beissel) :

03.02.2020 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'amendements parlementaires

29.04.2020 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13.05.2020

Loi du 29 mai 2020

Mémorial A : 2020, n° 461, page 1

Covid-19 : prorogation de délais (secteur financier)

7540 - Projet de loi portant prorogation de certains délais prévus dans les lois sectorielles du secteur financier durant l'état de crise

Le présent projet de loi fait suite à la déclaration de l'état de crise en date du 18 mars 2020 dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 et a pour objet d'introduire certaines dérogations temporaires aux obligations en matière comptable pour les entités du secteur financier, y compris les entités du secteur des assurances.

Ainsi, il vise à tenir compte de la situation exceptionnelle causée par le Covid-19 et à anticiper les difficultés que les entités du secteur financier risquent de rencontrer pour remplir leurs obligations en matière d'établissement et de publication de rapports périodiques. Par conséquent, la loi en projet prévoit de proroger certains délais relatifs notamment à la publication des comptes annuels ainsi que des rapports y afférents.

Il est précisé que le présent projet de loi vise uniquement les délais en matière d'établissement et de publication de rapports périodiques qui ne font pas l'objet d'une harmonisation au niveau européen.

Par ailleurs, il est souligné que le présent projet de loi se contente de proroger les délais de publication directement prévus dans les lois sectorielles du secteur financier. Les délais figurant dans les lois sectorielles qui fonctionnent par un renvoi aux délais prévus dans la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, respectivement dans la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises sont couverts par le projet de loi n° 7541 prorogeant les délais figurant dans lesdites lois.

La durée d'application des mesures de prorogation des délais prévues par le présent projet de loi dépendra de la durée effective de l'état de crise, et, afin d'éviter d'éventuels abus, il est prévu que sont concernés uniquement les documents visés aux articles 1er à 7 dont les délais n'étaient pas échus au 18 mars 2020 et se rapportant à une période clôturée à la date de fin de l'état de crise déclaré le 18 mars 2020.

À des fins de sécurité juridique il est clarifié que les délais venant à échéance entre le 18 mars 2020 et la date d'entrée en vigueur de la loi en projet sont également couverts.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 26.03.2020

Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

30.03.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

08.04.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires

27.04.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 07.05.2020

Loi du 12 mai 2020

Mémorial A : 2020, n° 386, page 1

Covid-19 : prorogation des délais (dépôt des comptes annuels)

7541 - Projet de loi portant prorogation des délais de dépôt et de publication des comptes annuels, des comptes consolidés et des rapports y afférents durant l'état de crise

Le projet de loi n° 7541 s'inscrit à la suite de la déclaration de l'état de crise du 18 mars 2020 dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 et a pour objet d'introduire certaines dérogations temporaires aux dispositions prévues par le droit comptable des entreprises.

Le droit comptable des entreprises pose le principe du dépôt des comptes annuels dans le mois de leur approbation et au plus tard dans les sept mois après la clôture de l'exercice des comptes annuels, le cas échéant, du solde des comptes repris au plan comptable normalisé (PCN) ainsi que des rapports y afférents (p.ex. : rapport de gestion, rapport d'audit du réviseur d'entreprises agréé). Pour les sociétés mères tenues à l'obligation légale d'établir et de publier des comptes consolidés, ce même délai s'applique au dépôt des comptes consolidés. Par ailleurs, certaines entreprises sont également tenues au dépôt et à la publication d'autres rapports prévus par le droit comptable, à savoir la déclaration non financière (ou la déclaration non financière consolidée) et le rapport sur les paiements effectués au profit de gouvernements (ou le rapport consolidé sur les paiements effectués au profit de gouvernements).

Au vu des difficultés causées par la crise sanitaire liée au Covid-19 et de l'impossibilité pour la vie économique de suivre son cours habituel, il apparaît opportun de proroger les délais de dépôt et de publication des comptes annuels, des comptes consolidés et des rapports y afférents.

Il y a en effet lieu d'anticiper des difficultés significatives tant au niveau des services comptables et des directions financières des entreprises ou de leurs prestataires externes que des personnes en charge du contrôle légal des comptes et des organes de la société en charge de l'arrêté et de l'approbation des comptes.

Dans ce contexte, maintenir les délais de dépôt et de publication usuels n'apparaît pas raisonnable et expose les entreprises et leurs dirigeants à une responsabilité et à des sanctions qui ne sont pas en adéquation avec les circonstances exceptionnelles que traverse actuellement le pays.

Considérant qu'il importe de créer les conditions permettant une sauvegarde des entreprises et de favoriser la sécurité des acteurs économiques et sociaux, il est en conséquence proposé de proroger les délais de dépôt et de publication des comptes annuels, des comptes consolidés et des rapports y afférents à raison de trois mois.

Il en résulte qu'une entreprise dont l'exercice social est calqué sur l'année civile et dont les comptes annuels au 31 décembre 2019 devraient en principe être déposés auprès du registre de commerce et des sociétés (RCS) au plus tard le 31 juillet 2020 disposera en pratique d'un délai de trois mois supplémentaires, soit un délai prorogé au 31 octobre 2020.

Ce dépôt tardif au regard des délais usuels de dépôt ne saurait ainsi faire l'objet de poursuites pénales sur base de l'article 1500-2 de la loi modifiée du 10 août 1915. En d'autres termes, les administrateurs ou gérants qui n'auront pas été en mesure de soumettre à l'approbation de l'assemblée générale dans les six mois de la clôture de l'exercice les comptes annuels, les comptes consolidés ainsi que les rapports y afférents et qui dès lors ne sauraient procéder au dépôt et à la publication de ces documents dans les sept mois (soit dans le mois suivant l'approbation), ne seront pas passibles de la peine prévue à l'article 1500-2 point 2° pendant la durée de prorogation de trois mois liée à l'état de crise. En pratique, les entreprises disposeront dès lors de neuf mois (au lieu de six mois) pour faire approuver leurs comptes annuels, comptes consolidés et rapports y afférents, soit un dépôt auprès du RCS dans les dix mois (au lieu de sept mois) suivant la clôture de l'exercice concerné.

Enfin et afin d'éviter d'éventuels abus, il est précisé que ne sont visés que les comptes annuels ou les comptes consolidés ainsi que les rapports y afférents se rapportant à un exercice clôturé à la date de fin de l'état de crise et dont les délais de dépôt et de publication n'étaient pas échus au 18 mars 2020.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 27.03.2020
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

08.04.2020	Désignation d'un rapporteur
	Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation d'une série d'amendements parlementaires
09.04.2020	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
29.04.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
04.05.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12.05.2020
Loi du 22 mai 2020
Mémorial A : 2020, n° 467, page 1

Covid-19 : adaptation de délais (secteurs fiscal, financier et budgétaire)

7555 - Projet de loi portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise

Le présent projet de loi vise à introduire des dérogations limitées dans le temps à certaines dispositions législatives en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de la pandémie du Covid-19.

Dispositions fiscales

En complément de mesures déjà annoncées par le Gouvernement en matière fiscale le 17 mars 2020 et compte tenu des difficultés substantielles causées par la crise sanitaire et de l'impossibilité pour la vie économique de suivre son cours habituel, ce projet de loi entend suspendre ou proroger certains délais prévus au niveau des impôts directs et indirects.

Dans le domaine des impôts directs, il est proposé d'accorder un délai supplémentaire jusqu'au 30 juin 2020 aux personnes physiques et personnes morales pour déposer certaines déclarations d'impôt. De même, il est notamment proposé de reporter jusqu'au 30 juin 2020 les délais endéans lesquels les conjoints, résidents et non-résidents, imposables collectivement peuvent opter pour une imposition individuelle au lieu de l'imposition collective.

Enfin, dans le sillage du règlement grand-ducal du 25 mars 2020 portant suspension des délais en matière juridictionnelle et adaptation temporaire de certaines autres modalités procédurales, il est proposé de suspendre jusqu'au 30 juin 2020 les délais pour introduire une réclamation au sens du paragraphe 228 de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») devant le directeur de l'Administration des contributions directes ainsi que les délais pour introduire un recours hiérarchique formel contre certaines décisions administratives en matière fiscale. Il est précisé dans le projet de loi que le point de départ de la période de suspension des délais de réclamation et de recours hiérarchique est fixé au 18 mars 2020, date de la déclaration de l'état de crise.

Il est également proposé de proroger certains délais prévus en matière hypothécaire afin d'éviter que sous les conditions énoncées, les divers privilèges ne dégénèrent en simples hypothèques.

Disposition applicable au Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg

La date à laquelle le comité directeur du Fonds souverain intergénérationnel doit transmettre au Gouvernement un rapport sur l'activité du Fonds au cours du premier semestre et sur sa situation financière est reportée à la fin du premier semestre. Les nominations des membres du comité directeur sont prolongées jusqu'au 31 octobre 2020.

Disposition applicable à la Trésorerie de l'État

Par le présent projet de loi, il est visé de repousser de trois mois le délai de dépôt du projet de loi « Compte général » au 30 septembre 2020 au plus tard. Par corollaire, il est proposé de prolonger le délai pour la remise du rapport de la Cour des Comptes également de deux mois au 30 novembre 2020.

Disposition applicable à la Direction du contrôle financier

Le projet de loi vise à doubler les délais endéans lesquels le contrôleur financier doit accorder ou refuser son visa pendant la durée de l'état de crise.

Disposition relative à l'Office du Ducroire Luxembourg

Selon l'article 41 de la loi du 4 décembre 2019 relative à l'Office du Ducroire Luxembourg, l'ODL dispose d'un délai de six mois, à compter du 1er janvier 2020, pour reprendre les contrats de travail des membres du personnel de la Chambre de Commerce affectés au secrétariat de l'ODL. Afin de permettre une reprise des contrats en bonne et due forme par l'ODL, le projet de loi vise à prolonger le délai d'au moins six mois.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 07.04.2020
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

20.04.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
27.04.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 07.05.2020
Loi du 12 mai 2020
Mémorial A : 2020, n° 385, page 1

Covid-19 : dérogations (recrutement agents de l'État)

7557 - Projet de loi portant dérogation à certaines dispositions légales applicables aux fonctionnaires et employés de l'État et aux fonctionnaires et employés communaux en relation avec l'état de crise sanitaire liée au Covid-19

Au vu de l'évolution de la propagation du virus dit « Coronavirus », désigné par « Covid-19 », le Gouvernement a déclaré l'état de crise en date du 18 mars 2020, confirmé par la Chambre des Députés en date du 21 mars 2020 pour une durée de trois mois. Dans ce contexte, il a pris certaines mesures sans délai afin notamment de permettre le recrutement d'agents de l'État par dérogation à différentes règles normalement applicables. Ces dérogations sont prévues par les articles 9 et 17 du règlement grand-ducal modifié du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 et par le règlement grand-ducal du 27 mars 2020 portant dérogation à l'article 3, paragraphe 1er de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État.

Ces mesures ont des effets qui vont dépasser la période de l'état de crise, même si l'élément déclencheur se situe dans cette période.

En effet, la première dérogation prévoit que l'examen médical d'embauche est effectué au plus tard dans les deux premiers mois suivant l'admission au service respectivement de l'État ou de la commune, avec une suspension de ce délai pendant la période de l'état de crise.

La deuxième dérogation concerne les agents publics en préretraite qui, pour les besoins de la gestion de la crise sanitaire, ont pu être recrutés à durée déterminée sur base de l'article 33 de la loi sur les traitements des fonctionnaires de l'État qui normalement n'est applicable qu'aux agents retraités.

La troisième dérogation vise les professionnels de la santé qui ont pu être recrutés sur la seule base de leur autorisation d'exercer et ce par dérogation aux conditions normales de recrutement des employés de l'État.

Finalement, il est probable qu'en raison de la période de l'état de crise, des fonctionnaires ou employés de l'État ou communaux soient mis dans l'impossibilité de passer leurs formations et examens en temps utile et que de ce fait ils subissent des retards pour être nommés ou pour bénéficier d'un avancement en grade. Pour garantir qu'aucun fonctionnaire ou employé de l'État ou des communes ne soit lésé par cette situation, le présent projet de loi prévoit qu'à partir du moment où ils rempliront les conditions de nomination ou d'avancement, les effets y relatifs soient fixés aux dates initialement prévues, pourvu que les agents visés réussissent aux examens requis lors de la première session d'examen organisée après la fin de l'état de crise.

Dépôt par M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 09.04.2020
Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de la Fonction publique
(Président : M. Gusty Graas) :

29.04.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
04.05.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12.05.2020
Loi du 29 mai 2020
Mémorial A : 2020, n° 530, page 1

Le saviez-vous ?

BUDGET DE L'ÉTAT

Le budget de l'État est une loi autorisant les recettes et dépenses de l'État pendant une année, appelée exercice budgétaire. Le budget est présenté sous forme de tableau évaluatif des recettes et des dépenses.

SÉANCE 33

MERCREDI
6 MAI 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Dépôt d'une motion par M. Jeff Engelen

- *M. Jeff Engelen*

3. Heure d'actualité des groupes politiques DP, LSAP et déi gréng au sujet de la reprise progressive des activités dans les écoles et les structures d'accueil

- *Exposé : M. Gilles Baum*
- *Débat : Mme Martine Hansen (dépôt de la motion 1) - Mme Francine Closener (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser (interventions de Mme Josée Lorsché) - M. David Wagner - M. Sven Clement (dépôt de la motion 2)*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (interventions de Mme Viviane Reding et M. Sven Clement)*
- *Motions : M. le Ministre Claude Meisch*
- *Motion 1 : Mme Martine Hansen - M. le Ministre Claude Meisch - Mme Martine Hansen*
- *Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)*
- *Vote sur la motion 2 (adoptée)*

4. 7457 - Projet de loi portant approbation de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles, le 30 octobre 2016

7460 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, fait à Bruxelles, le 30 octobre 2016

- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes - M. Marc Baum - Mme Martine Hansen - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser - M. Georges Engel (interventions de M. Marc Spautz, M. Sven Clement, Mme Martine Hansen et M. Marc Goergen) - M. le Ministre Jean Asselborn - M. Marc Baum - M. Gast Gibéryen - M. Sven Clement (interventions de M. Georges Engel, M. Dan Biancalana et M. Marc Goergen) - M. Georges Engel (interventions de M. Sven Clement et Mme Martine Hansen) - M. Sven Clement (fait personnel) (intervention de M. Georges Engel)*
- *Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten (interventions de M. Fernand Kartheiser)*
- *Discussion générale : Mme Viviane Reding (dépôt de la motion 1) (interventions de Mme Martine Hansen, M. Mars Di Bartolomeo, M. le Ministre Jean Asselborn, M. Marc Baum et M. Fernand Kartheiser) - M. Gusty Graas (interventions de M. Marc Spautz, Mme Martine Hansen et M. David Wagner) - M. Mars Di Bartolomeo (interventions de M. Marc Baum et M. David Wagner) - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. André Bauler) - M. Sven Clement - M. Paul Galles (intervention de M. Sven Clement) (dépôt de la motion 2) (intervention de M. Fernand Kartheiser)*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes (intervention de M. Fernand Kartheiser)*
- *Mme Martine Hansen (parole après ministre) - M. Fernand Etgen, Président - M. Marc Baum - M. Georges Engel (intervention de M. le Ministre Jean Asselborn) - M. Fernand Kartheiser*
- *Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel (interventions de M. Claude Haagen et de M. Sven Clement)*
- *Motions 1 et 2 : M. Yves Cruchten - M. David Wagner - M. Fernand Kartheiser - M. Yves Cruchten - M. Mars Di Bartolomeo - M. André Bauler*
- *Vote sur le renvoi des motions 1 et 2 en commission (adopté) (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. André Bauler)*

5. Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten au sujet de l'intervention auprès des parlements de nos pays avoisinants afin de leur faire part des inquiétudes des parlementaires luxembourgeois concernant l'espace Schengen

- *M. Yves Cruchten*

6. 7458 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de protection des investissements entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, fait à Bruxelles, le 19 octobre 2018

7459 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, fait à Bruxelles, le 19 octobre 2018

- *Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : Mme Lydia Mutsch*
- *Discussion générale : M. Claude Wiseler - M. Gusty Graas - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Jean Asselborn et M. Claude Meisch, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Nee, Här President.

2. Dépôt d'une motion par M. Jeff Engelen

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech géif dann direkt d'Wuert un den honorabelen Här Jeff Engelen gi fir den Depot vun enger Motioun. Här Engelen, wannechgelift!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif just den Depot vun enger Motioun iwwert d'Pharmaindustrie maachen, déi mer duerno géifen diskutéiere bei mengem Kolleeg, dem Här Kartheiser senger Interpellatioun zu Lëtzebuerg no der Kris.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierte

stellt fest,

- datt Europa am Allgemengen a Lëtzebuerg am Besonneschen, am Fall vun enger Kris - esou wéi et sech an där aktueller Coronapandemie leider weist -, net déi néideg Autonomie am Gesondheetsberäich hunn, fir kënnen ouni Hëllef vu baussen d'Bevëlkerung medezinnesch optimal ze betreien;

- datt Europa grouss Deeler vu senger Produktioun u Medikamenter a medezinneschen Ekipementer iwwert déi lescht Jorzéngten a Staate baussent der Europäescher Unioun ausgelagert huet an domat an en Ofhängegkeetsverhältnis vun deene Staate geroden ass;

- datt och d'Fuerschung an d'Entwécklung vu Medikamenter haut zu engem groussen Deel an ëffentlechen a privaten Instituter baussent der Europäescher Unioun stattfannen,

ass sech dowéinst bewosst, datt et essenziell ass,

- datt Europa méi autonom operéiere kann, fir kënnen d'Bevëlkerung zouverlässeg medezinnesch ze versuergen;

- datt all Memberstaat vun der Europäescher Unioun kann a soll dozou e Bäitrag leeschten,

fuerdert d'Regierung op,

- eng Industrie- a Fuerschungspolitik ze férderen, déi eng méi grouss medezinnesch Autonomie vu Lëtzebuerg a vun der Europäescher Unioun erméiglecht an dohier konsequenterweis:

• den Opbau vun enger Pharmaindustrie zu Lëtzebuerg an, méi allgemeng, an der Europäescher Unioun encouragéiert;

• d'Fuerschung an d'Entwécklung am medezinnesche Beräich substanziell verstäerkt, inklusiv natierlech am Beräich vun de rare Krankheeten an am strikte Respekt vun deene strengsten deontologesche Reegelen;

• d'Investitiounen an d'Medezinn op der Lëtzebuerger Universitéit substanziell verstäerkt;

• den Opbau vu Fakultéite fir Biologie, Chimie, Biochimie (molecular life sciences) a Pharmazie op der Universitéit Lëtzebuerg bedreift;

• d'Orientéierung an naturwëssenschaftlech an a Gesondheetsberuffer als eng Prioritéit gesäit;

• d'Ausbildung am Beräich vun de Gesondheetsberuffer permanent verbessert;

- d'Unerkennung vum Wäert vun de Beruffer am Gesondheetsberäich an der Gesellschaft ze verbesseren an och dorop hinzewierken, datt d'Arbechtsbedéngungen an d'Remuneratioun an deene Secteuren attraktiv a kompetitiv sinn;

- de Luxembourg Institute of Health (LIH) auszebauen;

- all weider Institutiounen an deem Beräich ze ënnerstëtzen, déi am Déngscht vun der Allgemengheet agéieren.

(s.) Jeff Engelen.

3. Heure d'actualité des groupes politiques DP, LSAP et déi gréng au sujet de la reprise progressive des activités dans les écoles et les structures d'accueil

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Chamber féiert haut de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn iwwert de progressive Relancement vun den Aktivitéiten an de Schoulen an an de Betreiungsstrukturen, déi d'Fraktiounen DP, LSAP an déi gréng ugefrot hunn. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Martine Hansen, d'Madamm Francine Closener an d'Madamm Josée Lorsché.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här Gilles Baum als Vertrieder vun der DP-Fraktioun. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Gilles Baum *(DP)*.- Freunde:

„Freunde sind wichtig
zum Sandburgenbauen,
Freunde sind wichtig
wenn andre dich hauen,
Freunde sind wichtig
zum Schneckenhaussuchen,
Freunde sind wichtig
zum Essen von Kuchen."

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu mer erlaabt, haut meng Interventioun mat engem klenge Gedicht unzefänken. E Gedicht, wat ech ganz gär mat menge Klasse gemaach hunn am Ufank vum Schouljoer, wat awer nëmmen ee vun den Aspekter beliicht, nämlech d'Frëndschaft, déi mech dozou gefouert hunn, fir mat de Fraktiounscheffe vun déi gréng a vun der LSAP dës Heure d'actualité unzefroen.

Eis Kanner a Jugendlech sinn elo säit dem 18. Mäerz net méi an d'Schoul gaangen a si hu mat ganz vill Engagement vun doheem aus geléiert. Et war awer fir d'Kanner alleguerten net en Unterrecht wéi ëmmer. Besonnesch fir déi Kleng ass et nach ëmmer schwéier ze verstoen, dass se hire Bänknoper net méi hunn, dass se net méi kënnen am Schoulhaff op- an ofditzen a mat hire Kolleege spillen an dass se hir léif Joffer oder hire feine Schoulmeeschter net méi gesinn. Et sinn elo Wochen hier, säit si hir Kolleege fir d'lescht gesinn hunn. A fir d'Kanner ass dat wierklech eng hallef Éiwegkeet. An deene Wochen hu si dee ganz, ganz wichtege soziale Kontakt zu hire Frënn verluer.

Jo, d'Kanner brauchen hir Frënn. An d'Frënn hunn am Laf vum Liewen och ëmmer méi e grousse Stellewäert, an den Afloss vun den Elteren, dee geet zréck. A sengem Interview mam „Wort" sot den Dokter Theisen viru Kuerzem: „Mir musse léieren, mam Virus ze liewen." Natierlech musse mer weiderhi virsiichteg bleiwen. Mee mir mussen awer och lues a lues nees an eng Normalitéit zréckfannen. Dëst ënnerstraicht och den Dokter Pauly a sengem Gespréich mat RTL: „Eng absolutt Garantie an eng absolutt Sécherheet gëtt et net. Mee et ass awer och nees Zäit, dass d'Kanner eppes léieren, an dorënner och sozial Kompetenzen." An deem Kader begréisst och de Verband vun de Lëtzebuerger Kannerdokteren d'Entscheedung vun der Regierung, fir eis Schoulen nees schrëttweis opzemaachen.

Jo, den Enseignement à distance, dee mer elo kannt hunn, dat war eng flott Erfarung fir d'Kanner. Et war eng flott Erfarung och fir d'Léierpersonal. Et ass e Modell mat Zukunft. Mee et ass awer op kee Fall den Zukunftsmodell fir eis Schoul. Nee! Och an Zukunft wäert den Enseignant mat sengem Engagement a mat sengem Talent an der direkter Interaktioun mat de Kanner néideg sinn. Wéi sot schonn den John Hattie? Ech mengen, dat ass mëttlerweil heibanne jiddwerengem eng Referenz: „Auf den Lehrer kommt es an."

Aus mengem Bekannten- a Frëndeskrees weess ech, dass och d'Léierpersonal souwuel am Fondamental wéi och am Lycée prett ass a frou ass, fir erëm unzefänken, wann och ënner spezielle Konditiounen.

Vill Enseignanten aus dem Fondamental si bereet, Iwwerstonnen ze maachen an hir Klasse ganz ze iwwerhuelen, fir dofir aner Ressourcë fräizesetzen. Dofir hinne vun dëser Plaz aus e grousse Merci fir hiren Effort an dëse speziellen Zäiten!

Jo, et ass richteg: Wéi d'Datumer annoncéiert gi si vum 4. Mee, vum 11. Mee a vum 25. Mee fir d'Reprise, do war net alles duerchorganiséiert. Wéi hätt dat dann och kënne sinn? Et huet sech misse mat den Direktiounen awer och mam Syvicol, mat de Gemenge concertéiert ginn, fir dës Rentrée ënner spezielle Virzeechen ze organiséieren, well net all Gemeng vun eisen 102 Gemengen hei am Land fonctionéiert d'selwecht am Schoulberäich. An dofir huet musse gekuckt ginn, fir dat alles beschtméiglech organiséiert ze kréien. Dofir geet och e grousse Merci un d'Direktiounen an un de Syvicol, déi an dësen Deeg ganz, ganz fläisseg geschafft hunn an och nach weider wäerte schaffen, fir déi lescht Detailer bis zur Rentrée ofzeklären an ze garantéieren.

Säit de Méindeg sinn eis Premièren erëm an der Schoul. Fir eis koum et natierlech net a Fro, den Examen dëst Joer ausfalen ze loossen, genausou wéineg wéi et a Fro komm wär, fir den Examen ze verschenken. Nee, déi dräi Woche sollen elo genotzt ginn, fir d'Tester vum zweete Semester ze schreiwen, fir kënne propper Nummere vum éischten a vum zweete Semes-

ter ze hunn a fir eventuell déi schlechtst Nott ze verbesseren, an dann, wéi geplangt, an den Examen ze goen, fir och nom Resultat d'Aschreiwung op den Unien an op den Héichschoulen net op d'Spill ze setzen.

Den nächste Méindeg geet et da fir déi aner Klassen am Lycée erëm un, en alternance, eng Woch an der Schoul an eng Woch doheem. Och hei ass et wichteg, e propperen Ofschloss vum Schouljoer ze garantéieren, fir dann am September eng normal Rentrée an enger neier Klass kënnen ze organiséieren.

Déi drëtt Etapp, dat ass d'Rentrée vum Fondamental, déi jo virgesinn ass fir de 25. Mee. Et ass jo nach e bësse bis dohinner. An awer: Och hei ass scho ganz, ganz villes vun de Gemenge geleescht ginn. An do ginn och nach weiderhi Saache preparéiert.

An och wann ee sech hei soll am schoulesche Beräich op dat Wichtegst, op dat Essenziellt begrenzen, ass d'Zil och hei, e propperen Ofschloss vum Schouljoer ze garantéieren an eng gutt fonctionéierend Rentrée am September ze preparéieren. An ech kann Iech soen: „Eng Preparatioun op esou eng Rentrée, dat ass net ze ënnerschätzen, och net bei deene Klengen."

D'Organisatioun vun dëser Rentrée ass komplex. A wéi sot et de President vum Syvicol, de Kolleeg Emile Eicher, deen heibanne sëtzt: „Et ass eng Herkulesaufgab." Jo, well duerch d'Klassendeelung bräicht ee souwuel duebel esou vill Personal wéi och duebel esou vill Raimlechkeeten. Op der Pressekonferenz gëschter, zesumme mam Minister Claude Meisch, huet de Kolleeg Emile Eicher ënnerstrach, dass bis ewell ganz vill Froe konnte geklärt ginn, souwuel wat d'Schoule wéi och d'Betreiungsstrukturen ugeet. An nëmmen duerch eng enk Zesummenaarbecht tëschent dem Ministère an de Gemenge wäert engem sécheren Oflaf vun dëser Rentrée näischt am Wee stoen.

Et héiert een dacks, dass een déi Kleng dach hätt solle verschounen, dass et dach nëmmen nach e puer Woche gewiescht wäre bis d'grouss Vakanz an dass een de Cycle 1 hätt kënnen zouloossen.

Kolleeginnen a Kolleegen, dat wär absolutt falsch! Well grad am Cycle 1 gi ganz wichteg Bausteng geluecht, fir duerno am Cycle 2 d'Alphabetisatioun op Däitsch kënnen an Ugréff ze huelen.

Vill kleng Kanner, bei deenen den Enseignement à distance net an där Form méiglech war, hunn an där Zäit keen oder kaum Lëtzebuergesch héieren oder geschwat. De Cycle 1 zouzeloossen, géif déi ganz Alphabetiséierung d'nächst Joer op Däitsch ëm e Villfacht méi schwéier maachen. A kommt, mir sinn éierlech: Hei geet et och ëm Chancëgläichheet! Bedenkt nëmmen, bedenkt nëmmen, wat lass wär, wa mer d'Schoule ganzer sechs Méint zougelooss hätten!

Här President, den amerikanesche „Science Journal" huet d'lescht Woch eng rezent Etüd iwwert d'Verbreedung vum Covid-19 veröffentlecht. An d'Wëssenschaftler hunn erausfonnt, dass Kanner ënner 15 Joer, déi sech mam Virus infizéiert hunn, nëmmen een Drëttel esou u-stiechend wäre wéi Erwuessener. An d'WHO huet schonn am Mäerz festgestallt, dass d'Kanner sech haaptsächlech bei Erwuessenen ustiechen, wat ëmgedréit awer net de Fall wär. Ënnersichungen a Frankräich an an Island deiten drop hin, dass Kanner vill méi e klenge Risk hunn, sech mam Virus ze infizéieren, a souguer, wa si en hunn, nëmme selte Krankheetssymptomer entwéckelen.

Här President, och wann et esou schéngt, wéi wann d'Kanner manner ufälleg wären an och de Virus manner weiderginn), wéi am Ufank vun der Pandemie gefaart, hëlt d'Regierung d'Suerge vun de Kanner, vun hiren Elteren a vum Léierpersonal ganz eescht. An déi ënnerschiddlech Sécherheetsprecautioune sinn dee beschte Beweis dofir. Eng honnertprozenteg Garantie ass et net, mee eng honnertprozenteg Garantie gëtt et och net. D'Enseignéieren en alternance, d'Anhale vun de Sécherheetsofstänn, d'Droe vun engem Mask am Schoultransport wäerten dozou bäidroen, den Ustiechungsrisiko ze miniméieren. An de Méindeg huet dat bei de Premièrë jo ganz gutt geklappt.

Wéi de Minister Claude Meisch d'lescht Woch betount huet, huet d'Regierung hir Decisioun net einfach vun haut op muer getraff, net op déi liicht Schëller geholl, mee si huet se op Basis vu konkreete Recommandatioune vun Experte getraff. Duerch den Enseignement à distance hunn d'Elteren eng enorm Responsabilitéit, wat d'Léieren an d'Matschaffe vun hire Kanner betrëfft, an de leschte Woche gehat a geschellert. An et geet elo drëm, den Elteren nees dës Laascht vun de Schëlleren ze huelen, andeems ee lues a lues erëm an en normalen, an e gereegelte Schoulunterrecht zréckkënnt.

Mir hunn och Enseignanten, déi vulnerabel sinn, déi sech awer an dëser Situatioun net ewechducken. Ech nennen hei just d'Beispill vun engem jonke Schoulmeeschter, deem et am Moment net méiglech ass, a seng Klass ze goen, deen awer dofir e permanenten Onlinekontakt assuréiert, fir dass seng Schüler, déi vun doheem aus schaffen, zu all Moment kënne mat him a Kontakt trieden. An ech muss Iech soen: „Ech fannen dat ganz flott an dat ass mer och zu Häerz gaangen."

Kolleeginnen a Kolleegen, eng ganz Rei Mesurë sinn a wäerte weider geholl ginn, fir d'Sécherheet, d'Gesondheet vun de Kanner an den Enseignanten ze schützen. An aus enger Rei Grënn, déi ech opgezielt hunn, ass et wichteg, dass eis Schoulen erëm opginn. An dee wichtegsten ass dach sécher deen, dass mer kënnen e propperen Ofschloss vum Schouljoer hikréien an am September erëm eng normal Rentrée kënnen ugoen.

Ech sinn iwwerzeegt, dass dës schrëttweis Rentrée dee richtege Wee ass. An d'Demokratesch Partei steet hei voll a ganz hannendrun. Ech sinn Iech awer nach de Schluss vum Gedicht schëlleg. Ech hunn nach sechs Sekonnen.

„Vormittags, abends,

im Freien, im Zimmer …

Wann Freunde wichtig sind?

Eigentlich …

Une voix.- Immer.

M. Gilles Baum *(DP)*.- … immer!"

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Och e grousse Merci un d'Majoritéitsparteie fir dës Aktualitéitsstonn. Éischtens, et ass e wichtege Sujet, hei solle mer driwwer schwätzen, an zweetens, et ass awer e bëssen e Prezedenzfall, well mir haten elo schonn dräi Kommissiounen, wou mer iwwert dee selwechte Sujet geschwat hunn, an awer konnt d'Aktualitéitsstonn ugeholl ginn. Ech mengen, dat erspuert eis als Oppositioun bei nächsten Aktualitéitsstonnen e puer Diskussiounen.

Ech kommen dann zum Theema selwer. Ech hunn et scho méi dacks gesot: „Mir musse léieren, mam Virus ze liewen!" A mir mussen och an der Schoul mam Virus liewen. An dofir kann et net sinn, datt mer d'Schoul zouloossen, bis datt de Virus verschwonnen ass. Dat heescht, mir soen: „Jo, d'Schoul muss opgoen!" Mee dat soll dann awer, wannechgelift, ganz gutt virbereet sinn.

An dat Éischt, wat dozou gehéiert, ass, datt ee mat de Leit um Terrain schwätzt, ier een u sech d'Annoncë mécht. Datt dat net esou geschitt ass, wéi dat hätt solle geschéien, dat beweist dee Communiqué, dee gemeinsame Communiqué vun alle Gewerkschaften zesummen, déi gesot hunn: „Dat geet eis elo duer! Mir géife gär matabezu ginn!"

An och gëschter hunn ech nach esou ee Communiqué gesinn - ech hunn et och elo grad um Radio héieren - vun der Associatioun vum Léierpersonal vum Prescolaire, déi och gesot huet: „Mee mir sinn nach net matabezu ginn! Mat eis huet nach kee geschwat!" Dat ass net dee richteg gudde Wee fir ze schaffen. Et soll een d'Leit am Virfeld consultéieren. Dann hu mer nämlech vill manner Onzefriddenheet a mir hunn och méi praxisno Decisiounen.

En zweete Punkt, deen ech gäre wëll hei opwerfen, ass, datt et net méiglech ass, datt d'Verantwortung op d'Gemengen ofgewälzt gëtt oder op d'Lycéeën ofgewälzt gëtt. Ech ginn hei just ee Beispill: Wéi gesäit et zum Beispill aus, wann d'Gemengen aner Säll mussen huelen, fir den Accueil ze organiséieren? Déi Säll hu keen Agrement. Den Här Minister sot: „Hei musse mer anescht schaffen, well déi Zäit, fir en Agrement ze kréien, dat geet net méi duer." Mee wien huet an deem Fall d'Verantwortung, wa keen Agrement do ass?

Et sinn also nach relativ vill Detailfroen, déi opstinn, wou ech elo net drop aginn. Ech ginn och net op de Wirrwarr vun den Tester oder net Tester an. Ech ginn och elo net méi op d'Premièren an. Do hate mer virun zwou Woche scho gesot: „Fir eis wär et sënnvoll gewiescht, hei eng fakultativ Offer ze maache fir eng konkreet Hëllef fir déi, déi se bräichten."

Mee ech hunn awer nach eng geziilt Fro, an zwar: Hunn all dës Decisiounen, fir elo d'Schoul anescht ze organiséieren, eng konkreet legislativ Basis? Ech hat dat och scho virun zwou Woche gefrot. Dunn huet den Här Minister gesot, si géife kucken oder si wären amgaang mat kucken. U sech wéilt ech gäre wëssen, wat beim Kucken do erauskomm ass.

Dann e véierte Punkt … An elo hunn ech meng Motioun leie gelooss. Ech gi se nach séier sichen. Et geet ëm d'Beweegung, an ech hu mech jo och elo beweegt.

Beweegung a Sport, si mer nämlech der Meenung, mussen och an der Kris méiglech sinn. An et kann net sinn, datt d'Kanner fënnef Stonne laang hannerteneen um Stull sëtze bleiwen. Ech mengen, si kënnen et net. An et ass och net gutt, wa se dat géife maachen. Et ginn och nach aner Méiglechkeeten, fir sech ze beweegen, an och fir do d'Sécherheetsreegelen anzehalen. Bei Corona soe mer ëmmer, Hygiène wier wichteg. Sport, Beweegung gehéiert och zur Hygiène de vie. Et ass wichteg fir eisen Immunsystem. An et ass an eisen Aen e falscht Signal fir ze soen: „Dat sträiche mer elo einfach esou vum Programm." Dofir iwwerreechen ech dës Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- sachant que depuis les mesures de confinement, l'offre en activités physiques pour nos enfants a été considérablement réduite en raison de la fermeture de toutes les infrastructures sportives, y compris les installations sportives de plein air et les terrains de jeux ;

- rappelant dans ce contexte que les activités physiques sont extrêmement importantes pour le bien-être physique et mental ;

- constatant que l'éducation sportive est considérée à juste titre comme un moyen de prévention sanitaire, mais aussi comme un élément important dans la promotion du développement physique et mental des enfants et jeunes adolescents ;

- notant pourtant que nous allons devoir apprendre à vivre avec cette situation particulière,

invite le Gouvernement

- à maintenir, voire réintégrer dans la mesure du possible et notamment en tenant compte des règles de sécurité sanitaire, l'éducation physique dans les programmes scolaires ;

- à organiser des activités physiques en plein air notamment pour les classes de l'enseignement fondamental, que ce soit dans le cadre des cours à l'école (matin) ou pendant les heures d'accueil (après-midi), et ceci dans le respect des mesures de sécurité sanitaire ;

- à élaborer en étroite collaboration avec le personnel d'éducation physique un concept sportif adapté pour garantir, en cas d'omniprésence ou de recrudescence du Covid-19, la tenue de cours d'éducation physique réguliers pour toutes les classes scolaires et ce dans le respect des mesures sanitaires nécessaires, et ce dès la rentrée scolaire 2020 ;

- à fournir le matériel et les moyens nécessaires aux écoles pour mettre en œuvre le concept élaboré.

(s.) Martine Hansen, Nancy Arendt épouse Kemp, Paul Galles, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- An där froe mer u sech, datt de Sportsunterrecht net einfach soll gestrach ginn, datt sollen Aktivitéiten dobaussen organiséiert ginn, och an der Grondschoul, sief dat beim Accueil oder wärend der Schoul, an datt soll e Sportskonzept ausgeschafft ginn, fir datt, wa mer och am September de Virus hunn, dann de Sportsunterrecht kann normal funktionéieren.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV)*.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären, wat fir eis am wichtegsten ass, dat ass definitiv: Et däerf kee Kand duerch Corona e bleiwende Retard behalen. Dat ass dat Éischt. An dat Zweet ass: De Bildungserfolleg däerf duerch Corona net nach méi beaflosst gi vum sozioekonomeschen Hannergrond vun de Famillen. Do si mer ganz schlecht - gëschter huet de Claude dat nach gesot -, do krute mer och eng schlecht Nott am PNR.

Dofir musse mer éischtens emol derfir suergen, datt jiddwereen dat néidegt Material zur Verfügung huet. Zweetens musse mer derfir suergen, datt mer elo feststellen: Wou sinn d'Kanner drun? Hu se deen Niveau erreecht, dee se missten erreechen? Dofir bräichte mer Épreuve-standardiséeën. A wa se deen Niveau net erreecht hunn, da solle mer elo direkt geziilt eng spezifesch gratis Nohëllef ubidden, fir deene Kanner ze hëllefen, datt se deen Niveau kënnen erreechen, dee se hätte missen erreechen, a fir datt kee Kand u sech am September e coronabedéngte Retard huet.

Nach ee leschte Punkt zur Kannerbetreiung. Hei begréisse mer, datt d'Elteren, déi Kanner ënner dräi Joer hunn, elo kënne vum Congé pour raisons familiales profitéieren. Well fir eis ass et kloer: D'Kris däerf net genotzt ginn, fir den Elteren de Choix, dee souwisou scho begrenzt ass, fir hinnen de Choix an der Kannerbetreiung ze huelen.

Hei hu mer awer nach eng Partie Froen: Wéi ass et mat deenen Elteren, déi Kanner hunn iwwer dräi Joer, déi bis elo net an eng Crèche gaange sinn? Mussen déi elo an eng Crèche goen? Däerfe se nach bei d'Bomi oder de Bopi goen? Ech mengen, de Moien huet den Här Minister gesot, hie wier do …, oder mir wieren e bëssen op där falscher Plaz, et wier méi Familljeressort.

Mee ech mengen, fir d'Elteren ass et wichteg, datt si wëssen, wou se do kënnen higoen. Wann dës Kanner sollen an d'Crèche goen, da stellt sech fir mech d'Fro: Hu mer genuch Crèchëplazen? Ech denken net, well do huet de Minister och de Moie gesot gehat, datt, mengen ech, 50 % manner Kanner kënnen an de Crèchen opgeholl ginn. Da stellt sech d'Fro eeben: Wie kann definitiv nach alles dee Congé pour raisons familiales huelen? A wéi laang kann deen ausgebaut ginn? Geet e bis an de September? Geet en och nach méi laang?

A schlussendlech hoffe mer, datt mer och déi néideg positiv Konsequenzen aus dëser Kris zéien. An dat am Beräich vun der Digitaliséierung, dat am Beräich vun der Entrümpelung vun de Programmer, vun der Methodik a vun der Evaluatioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Schoul an den Zougang zur Educatioun si bei eis eppes ganz Normales a Selbstverständleches. Abee, d'Pandemie huet eis erëm virun Ae gefouert, wéi wichteg dësen Acquis vun engem gudde Bildungssystem ass, wéi systemrelevant d'Enseignanten an d'Educateure sinn. Duerfir musse mer elo alles drusetzen, fir dës Kris ze iwwerstoen an déi richteg Konsequenzen ze zéien. Elo direkt, fir datt d'Kanner nach dat meescht aus dësem Schouljoer kënnen erauszéien, mee och laangfristeg, fir d'Schoul un d'Realitéite vu muer unzepassen.

„D'Kris iwwerstoen an aus der Kris léieren", dat ass deemno de Motto vun der Stonn. Zanter dem 16. Mäerz si Kanner, Schüler, Enseignanten an Elteren an der „Schoul doheem". Dat ass a war net einfach. An och déi nächst Woche wäerten et nach a sech hunn. Mee et ass richteg a wichteg, datt endlech erëm Schoul „an" der Schoul gehale gëtt.

Firwat? Éischtens: All Kand huet e Recht op Bildung. Dat ass e Mënscherecht. Well et ass d'Basis fir Chancëgerechtegkeet a Participatioun. "Education is the most powerful weapon […] to change the world", sot den Nelson Mandela. An en hat Recht.

Zweetens: Déi sozial Isolatioun ass carrement kontraproduktiv fir d'Léieren. D'Kanner an d'Teenager gi motivéiert fir ze léieren, wa se dat zesumme mat anere maachen. Sozial Kontakter sinn d'Viraussetzung fir effikasst Léieren.

Drëttens: All Dag, deen d'Schoul zou ass, klëmmt d'Chancenongerechtegkeet, déi jo eise Schoulsystem souwisou schonn op eng dramatesch Aart a Weis markéiert, weider. Déi vill zitéiert Leeschtungsschéier tëscht Schüler aus sozioekonomesch favoriséierten an defavoriséierte Verhältnisser geet nach méi auserneen. Doriwwer si sech d'Bildungsfuerscher eens.

Iwwer kuerz oder laang, an dat ass mäi véierte Punkt, si vill Eltere mam Homeschooling iwwerfuerdert, an zwar net nëmmen déi aus sozial schwaache Milieuen oder wou et Sproochebarriäre ginn. Kanner an Teenager ze enseignéieren ass nun emol e richtege Beruff. Pedagogie ass eng Wëssenschaft. Dat rëselt een net einfach esou aus dem Aarm. Mäi Jéngsten huet iwwregens schonn no enger Woch gekeimt an zu mir gesot: „Wat sinn ech frou, dass du net meng Joffer bass."

(Hilarité)

Ech sinn och frou.

(Hilarité)

Mee am Eescht, et ass fir keng Mamm a fir kee Papp evident, mam Teletravail plus Homeschooling plus Mëttegiessekache plus Kannerameséieren ze jongléieren. Bei aller Léift zum Multitasking!

Une voix.- Très bien!

Mme Francine Closener *(LSAP).*- A fënneftens: Onlineteaching kann nimools d'Schoulhalen an der Schoul ersetzen. D'Enseignanten hu vun engem Dag op deen anere misse switche vum analogen zum digitalen Unterrecht. A wat ee virun dräi Méint quasi nach fir komplett onméiglech gehalen hätt, ass haut Alldag. Den techneschen Horizont gouf ganz huerteg erweidert. An dat ass gutt. Mee souwuel fir d'Vermëttele vun Inhalter wéi och fir déi sozial Kompetenzen sinn d'Schoul, den direkte Kontakt mam Enseignant onverzichtbar.

Aus all deene Grënn ass et gutt, datt d'Schoul nees ufänkt. An et gëtt alles drugesat, den Infektiounsrisiko sou kleng a sou kontrolléierbar wéi nëmme méiglech ze halen. Deen Zenario, dee Modell, deen den Educatiounsminister ze summe mat de Gemengen amgaang ass ze plangen an ëmzesetzen, ass immens komplex, usprochsvoll, e richtege Kraaftakt. Nach bleift munches ze klären. Mee et ass remarkabel, wat hei geleescht gëtt a puncto Organisatioun a Logistik, fir déi Reprise an d'Weeër ze leeden, am beschte Sënn vum Wuert.

D'LSAP ënnerstëtzt déi Roadmap a begréisst et ausdrécklech, datt hei no sanitäre Prioritéite gehandelt gëtt. Fir d'éischt ginn déi Jugendlech, déi d'Gestes barrières besser beherrschen, an dann déi méi Kleng.

Et ass och richteg, de Congé pour raisons familiales fir d'Eltere vun deene ganz Klenge bäizebehalen, idem fir do, wou keng Plaz ass an enger Betreiungsstruktur, respektiv fir déi vulnerabel Kanner. A positiv ass och fir d'Zukunft, datt Maisons relais a Schoul elo méi enk matenee verknäppt ginn. Et kann nëmmen am Sënn vun de Kanner sinn, wann d'Zesummeschaffe vun deenen zwou Strukturen nach méi selbstverständlech gëtt.

Här President, déi nächst Woche soll sech op dat Weesentlecht am Unterrecht konzentréiert ginn, op d'Haaptfächer. Ech hoffen awer och, datt déi éischt Stonnen elo net direkt drop lass gedrummt gëtt, mee datt d'Enseignantë mat de Schüler driwwer schwätzen, wéi si déi lescht Wochen erlieft hunn, dat Ganzt also opschaffen.

An och d'Beweegung ass wichteg. An de Minister huet dat de Moien an der Educatiounskommissioun jo och selwer gesot. Sport stäerkt och den Immunsystem. Dat ass eigentlech déi bescht Waff, déi mer hunn, géint all Zort vu Virus.

Natierlech muss ee sech och Gedanke maachen, wéi et am September an doriwwer eraus soll weidergoen a wat een à long terme aus dëser Kris fir eise Bildungssystem soll léieren. Et wier net vu Muttwëll, fir bei deenen nächsten Épreuves standardisées, déi souwisou jo am November sinn, déi eng oder aner Fro ronderëm d'Coronakris matanzebauen.

Eppes ass op alle Fall fir d'LSAP ganz kloer: Déi sozial Schéier an eise Schoulen dierf net nach weider auserneegoen. Sou muss zum Beispill verstäerkt op d'Schwächte vun de Schüler agaange ginn. D'Aide aux devoirs, esou wéi et am Koalitiounsaccord steet, also eng gratis professionell Nohëllef, muss esou séier wéi et eebe geet agefouert ginn. Grad an dësen Zäiten dierf d'Fro no enger qualifizéierter Nohëllef net vum Portmonni vun den Elteren ofhänken.

An dat gëllt och beim Stéchwuert Digitaliséierung. A ville Familien, wou doheem geléiert a geschafft gouf, koum et zu logistesche Problemer. Et huet nun emol net all Kand säin eegene Laptop. D'Digitaliséierung wäert weidergoen. An deene richtege Proportiounen ass dat och gutt. Mee mir mussen oppassen, datt déi Entwécklung net zu engem weideren Auserneendrifte vun der Schülerlandschaft féiert. Wann all Schüler op engem Laptop oder Tablet muss schaffen, da muss och all Schüler där een zur Verfügung gestallt kréien.

Geneesou wichteg ass et, den Enseignant ze stäerken, fir datt hien och op digitalem Wee eng optimal Unterrechtsqualitéit ka bidden, déi modern Technik also pedagogesch sënnvoll asetze kann.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den determinante Facteur fir déi schoulesch Karriär vun engem Schüler ass den Enseignant - de Gilles Baum huet den John Hattie jo schonn zitéiert, dat ass also bekannt - a seng Bedeitung huet sech an dëser Kris méi wéi jee gewisen. Duerfir verdéngt de Beruff vum Enseignant eis Unerkennung. Mir mussen derfir suergen, datt d'Léierpersonal sech nees vill méi ëm seng Käraufgab, nämlech d'Enseignéieren, ka këmmeren. Duerfir musse mer kucken, fir administrativ Hürden, wou et der ginn, zum Beispill am Ëmgang mat Direktiounen oder Kompetenzzentren, ofzebauen.

Et ass iwwerleeënswäert, fir den Enseignanten um Terrain an de Schoulen eventuell Psychologen oder Infirmièren zur Säit ze stellen, soudatt och Kanner mat Schwieregkeeten, Opfällegkeeten oder Behënnerunge gradsou wéi all déi aner um Unterrecht kënnen deelhuelen. Si gehéieren all an eis ëffentlech Schoul.

Här President, „Schoul doheem" wäert eis soubal net verloossen, si wäert an eise Käpp bleiwen. Schoul an der Schoul wäert duerfir awer och soubal kee méi wëlle mëssen. Ech si frou, datt mir zu Lëtzebuerg d'Defie vun der Pandemie esou gutt gemeeschtert hunn, datt mir ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Closener, Dir musst sou lues zum Schluss kommen.

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Ech si beim leschte Saz.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Här President, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Okay.

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Här President, ech si ganz frou, datt mir zu Lëtzebuerg d'Defie vun der Pandemie sou gutt gemeeschtert hunn, datt mir eise Kanner lo nees dat kënne bidden, wat fir hir Zukunft dat Wichtegst ass: eng gutt Bildung.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Closener, erlaabt Der, datt d'Madamm Kemp Iech nach eng Fro stellt?

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Selbstverständlech.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Merci, Madamm Closener. Ech si frou, datt Der gesot hutt, datt den Här Minister de Mueren an der Educatiounskommissioun gesot huet, de Sport wär wichteg. De Sport wär wichteg, dat freet mech natierlech ganz besonnesch.

Ech wollt an deem Kontext froen, ob dann och schonn eng Exitstrategie am Sport virgesinn ass? Dir wësst, ganz vill Länner sinn amgaangen opzemaachen, virun allem fir individuell Sportaarten dobaussen: Reiden, Tennis, Golf, ech kéint der eng Rei dovun zitéieren - Lichtathleetik -, déi kéinten drënnerfalen, wou ënner prezise Precautiounen de Sport erëm méiglech wär, relativ schnell.

Fir eng Rei vu Wettkampfathleeten, déi gewinnt sinn, fënnef- bis sechsmol d'Woch ze trainéieren, déi näischt kënne maachen am Moment, fir déi ass dat dramatesch. Och de gesondheetlechen Aspekt. Dofir wär ech frou, ze wëssen, ob de Minister dann och ..., oder wéini de Sportminister géif eng Kéier annoncéieren, wéi seng Exitstrategie am Sport dann ausgesäit.

Merci.

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Also nach sinn ech net Sportminister. Ech hunn och elo net direkt d'Ambitioun, fir den Dan Kersch do ze ersetzen. Ech mengen, dass hien dat ganz gutt mécht, dass e mat ganz ville Partner am Sport Récksprooch hëlt, wat ee ka maachen, wat sécher ass a wat net. Ech si sécher, dass de Minister Iech all Fro ronderëm d'Exitstrategie am Sport wäert beäntwerten.

Une voix.- Très bien!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Da si mer gespaant, wéini.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Closener. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann et eng Bevëlkerungsgrupp gëtt, iwwert déi mir am État de crise nach kaum oder guer net geschwat hunn, dann ass et déi vun de Kanner an deene Jonken, déi awer grad wéi de Rescht vun der Populatioun confinéiert sinn a scho bal aacht Wochen net méi an d'Schoul gaange sinn. Esou wichteg wéi et och war, d'Schoulen zouzemaachen, fir déi éischt grouss Infektiounswell a Schach ze halen, esou wichteg ass et awer och, un d'Kannerrechter ze denken. An et sinn déi, op déi ech meng Ried wëll fokusséieren.

Déi Rechter sinn zu Lëtzebuerg nach ëmmer héichgehale ginn an dat musse se och weiderhi ginn. Zu deene Rechter gehéiert ganz kloer d'Recht op Bildung an der Schoul, e Recht, wat esouwuel an der UN-Kannerrechtskonventioun vun 1989 wéi och an der universeller Deklaratioun vun de Mënscherechter aus dem Joer 1948 verankert ass. Zu deene Rechter gehéiert awer nach vill méi. Dozou gehéiert och e gläichberechtegten Zougang zu der Bildung, grad wéi och d'Recht, sech an der Gesellschaft matzedeelen, sech ze beweegen, ze partizipéieren a mat Gläichaltregen a Kontakt ze sinn, an net ze vergiessen d'Recht op Inklusioun.

Dir Dammen an Dir Hären, alles dat si Grënn, firwat déi gréng d'Opmaache vun de Schoulen ënnerstëtzen an explizitt begréissen. Dat wëll ech ausdrécklech betounen. Dëst natierlech am Respekt vu strenge Sécherheetsmoossnamen, déi jo ausgeschafft gi sinn, fir nun emol eng massiv Verbreedung vum Virus am Schoulmilieu ze verhënneren. Quitte datt eng 100%eg Sécherheet souwisou ni wäert bestoen, jiddwerfalls esou laang net, wéi mer kee fiabelen Impfstoff wäerten hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, deem kann een natierlech entgéinthalen - an da kommen ech op d'Petitioun, déi ënnerwee ass -, datt de Gesondheetsrisiko zu dësem Moment net ëmmer ze grouss wär an datt den Enseignement à distance soll bäibehale ginn, esou wéi et och vun enger ganzer Rei Elteren, vun Dausende mëttlerweil, gefuerdert gëtt.

Dozou Follgendes am Numm vun der grénger Fraktioun: Déi digital Methode stelle mir ganz sécher net a Fro, well se e gewëssent Potenzial hunn, esouwuel fir doheem ze léiere wéi och an der Schoul. Wat mir awer méi wéi a Fro stellen, ass e kontinuéierlecht Léieren op Distanz, e Léieren an der Isolatioun, eng Schoul, an där de mënschleche Kontakt duerch e Bildschierm ersat gëtt.

Wat beim Homeschooling jo ganz kloer feelt, ass dat soziaalt Mateneen - et ass schonn e puermol ënnerstrach ginn -, wat eebe grad ausserhalb vum Elterenhaus stattfënnt a stattfanne muss, fir datt d'Kanner an déi Jonk sech gesond entwéckelen. Domat mengen ech och de Kanner a Jonken hiert Recht, Relatioune mat Gläichaltregen, mee och mat erwuessene Bezuchspersounen opzebauen, sech dobaussen auszedrécken, Konfliktfäegkeet an Teamgeescht ze entwéckelen a firwat net och emol eng ze stiichten. Also alles dat, wat zum Opbau vu soziale Kompetenzen an zu der Entwécklung vun der Perséinlechkeet bäidréit a wat u sech d'Schoulzäit ausmécht, ugefaangen am Cycle 1, wou d'Sproochen natierlech am Mëttelpunkt stinn, mee nach laang net nëmmen.

Derbäi kënnt en zweete Bemoll beim Homeschooling: Et ass deen, deen och schonn ernimmt ginn ass, dee vun de wuessenden Inegalitéite beim Enseignement à domicile. Well net all Eltere besëtzen nun emol déi néideg Fach- a Sproochekompetenzen, déi ee scho bei deene Jéngste brauch, wann ee mat de Kanner wëllt léieren a vun Elteren zu Hëllefsschoulmeeschter oder Hëllefsléierin mutéiert.

M. André Bauler *(DP).*- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Domat verbonnen ass natierlech de Fait, datt och net all Stot dat néidegt informatescht Material an adequat Raimlechkeeten zur Verfügung huet, fir den Teletravail vun den Elteren an den Homeschooling mat engem oder oft méi Kanner parallell an a gudde Konditiounen ze organiséieren. Dat féiert ganz séier zum Chaos. Wat déi Form vun Enseignement also méi laang unhält, wat d'Kanner aus deene Stéit méi riskéieren, an d'Hannertreffen ze geroden, mat alle Spannungen, déi an de Familen entstinn.

An en drëtte Volet, deen eis beim Homeschooling net egal däerf sinn, ass dee vun der potenzieller Mësshandlung oder der Vernoléissegung vu Kanner a verschiddene familiäre Milieuen. Ganz sécher ass dat kee generelle Problem a kee Phenomeen, deen iwwerall ze fannen ass, mee fir déi Kanner, déi et betrëfft, ass dee Problem fatal, mat oft liewenslängleche Konsequenzen. D'Rapporte vum ORK, vum Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand aus de leschte Jore schwätzen an deem Kontext Bänn.

Fir eis ass och dat e Grond, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Schoulen nees opzemaachen. Well spéitstens dann ass et nees méiglech, mësshandelt oder vernoléissegt Kanner an de Schoulen ze detektéieren an déi betraffe Kanner ze signaléieren, esou wéi d'Gesetz et virgesäit. An anere Wierder: D'Opmaache vun de Schoulen huet och mat Jugend- a Kannerschutz ze dinn a mam Recht vum Kand op gewaltfräi Erzéiung a kierperlech Onverseertheet.

„Natierlech ass d'Theorie gedëlleg", kënnt Der mer elo soen, an d'Opmaache vun de Schoule werft trotz der preparativer Herkulesaarbecht nach ëmmer Froen op. Dëst natierlech am Fondamental an am Secondaire, mee och am Beräich vun der nonformaler Bildung, de Betreiungsstrukturen, wou d'Autonomie vun de Kanner, hir Eegeverantwortung an hir fräi Entwécklung am Mëttelpunkt solle stoen. Virun allem an deem Beräich wäert et ganz schwéier sinn, déi restriktiv Sécherheetsmoossnamen ze respektéieren, ouni déi pedagogesch Konzepter ganz e wéineg awer iwwer Bord ze geheien. Mee och hei gëllt déi Devis, déi eis um Häerz läit: „Wou et e Wëlle gëtt, do gëtt et e Wee."

Dat heescht: De Wëllen ass do. An de Wee packe mir esou besser, wat mir als politesch Responsabel méi konstruktiv mat allen Acteuren zesummeschaffen an zesummen no Léisunge sichen. An datt gutt zesummegeschafft gëtt, kann ech nëmme bestätegen, well ech selwer Schoulschäffen an enger Gemeng sinn a gesinn, wéi d'Kommunikatioun ofleeft. Dofir loossen ech déi Kritik net gëllen. All Fro, déi ech um Ministère stellen, gëtt beäntwert.

Och wa beim Zréck-an-d'Schoul natierlech net alles perfekt leeft, sou wier et an eisen Aen awer e Schlag an d'Gesiicht vun de Kannerrechter, wa guer näischt géif lafen. An et sinn och d'Kanner, déi eis als Éischt wäerte Merci soen, wa si nees am Haff bei hire Kolleege stinn. An Iech soen ech Merci da fir d'Nolauschteren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Léif Kolleegen, ech mengen, et ass schonn eng Iwwerraschung, wa mer hei héieren, datt déi Rentrée scolaire hei e Produkt wär, wou den Här Minister seet, en hätt sech mat all Mënsch consultéiert. Dat Éischt, wat mir gesinn, wa mer den Internet opmaachen oder d'Neiegkeete lauschteren, ass, datt eng Gewerkschaft no där anerer, eng Elterevertriedung no där anerer, eng Schülervertriedung no där anerer seet, si wären net consultéiert ginn.

Eis Definitioun ass eng aner. Ech war nach extra op de Site vun der DP kucke virdrun, do steet eppes vu Participatioun, do steet eppes vun Nolauschteren. Mee wéi ass dann d'Praxis? Dat schéngt net d'Praxis ze sinn. An eisen Aen ass kloer, datt hei eng gewësse Mëssuechtung vun de Partner an der Schoul war, vun der Schoul selwer, an einfach eppes sollt duerchgezu ginn. A mir kucken nach, firwat dat esou ass.

Ech wollt och dem Här Baum soen: „Jo, et gëtt Etüden an déi eng Richtung an an déi aner, wat de sanitäre Risiko ugeet." Mir hunn nach de Moien eng Question parlementaire gestallt, well déi Berliner Charité eng Étude médicale erausginn huet, déi eebe seet: „D'Kanner sinn net méi oder manner ustiechend wéi déi Erwuessen." Mir mussen dat kucken. Et besteet e sanitäre Risiko.

An ech wëll och deene Gréngen - der Madamm Lorsché - eppes mat op de Wee ginn: Fir déi gréng ass et jo anscheinend eng vun den Haaptursaachen, seet d'Madamm Lorsché eis, datt mer musse kucken, datt d'Kand a Sécherheet ass. An hiren Ae schéngt d'Kand a Sécherheet ze sinn, wann et an der Schoul ass an net an der Famill, wéinst dem Mëssbrauchsrisiko. Natierlech besteet esou e Mëssbrauchsrisiko. An et ass wichteg, datt mer op d'Kanner Uecht ginn, ...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Här President!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... egal wou se sinn. Mee et ass awer och esou, datt et e Phenomeen gëtt, deen heescht: Gewalt an der Schoul. An deen huet zougeholl an deene leschte Joren. Et gëtt e Phenomeen, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser, d'Madamm Lorsché freet d'Wuert wéinst Fait personnel.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Jo. Also Här Kartheiser, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Also si ka gär d'Wuert hunn. Mee ech mengen, et ass awer ... Ech ka mäi Saz fäerdeg maachen an da kënnt Dir ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Voilà.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Däerf ech Iech herno eng Fro stellen?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et gëtt e Phenomeen, deen heescht Gewalt an der Schoul. An et gëtt e Phenomeen, deen heescht Mobbing. An ech mengen, et kann een elo net higoe wéi déi gréng a soen: „Wat doheem geschitt, dat ass potenziell geféierlech, a wat an der Schoul geschitt ass et net!"

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- O! Egal wat!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir hunn als ADR eis och d'Fro gestallt: „Wéi stelle mir eis zu där Initiativ, fir elo schonn d'Schoulen ugoen ze loossen an net eréischt am September?" Mir sinn derfir! Mir sinn derfir, well och mir mengen, datt et keng Ausnam, weeder zäi_tlech nach soss, zur Schoulflicht ka ginn. Awer d'Modalitéite muss ee kucken.

Et hätt ee sech ganz gutt kënnen e System virstellen, wou parallell eng Offer an der ëffentlecher Schoul existéiert hätt an eng Kontinuitéit am Homeschooling. Och dat ass eng Form vu Schoulflicht, wann d'Leit dat doheem maachen. Et gëtt e puer Helden an dëser Kris. Iwwert dat medezinnescht Personal ass schonn dacks geschwat ginn. An eisen Ae sinn all déi

vum Léierpersonal, déi hir Kanner systematesch ënnerstëtzt hunn am Homeschooling, och fantastesch Virbiller. An d'Familljen hu Groussaarteges geleescht! An och dat muss een ënnersträichen.

Mir hunn als ADR dacks gesot - an ech sinn iwwerzeegt, datt vill Elteren dat entdeckt hunn -, wéi wäertvoll déi Zäit mat de Kanner ass. A mir hu gesot: „Mir mussen eng Kéier op de Modell goen, wou mer de Leit och de reelle Choix ginn, ob se wëlle sech der Kannererzéiung widmen oder léiwer schaffe ginn, op eng aner Manéier an dofir drun denken, fir en Elteregeld anzeféieren." Dat ass eng Propositioun, déi mir dacks gemaach hunn an déi ass aktuell. Mir musse se huelen.

Wat mer am Abléck gesinn, dat ass en immensen Effort, dee vu ville Säite gemaach gëtt - dat wëlle mer net ofstreiden -, vum Ministère, vun de Gemengen, vu sou ville Leit, déi elo implizéiert sinn, fir ze probéieren, dat heiten un d'Rullen ze kréien.

Mee et ass eng Improvisatioun. A sou villes ass nach net gekläert: Mir wëssen net, wéi eng Raimlechkeeten iwwerall solle benotzt ginn. Mir wëssen net, wéi et mat de Versécherungen dann ass, well den Agrement ausser Kraaft gesat ginn ass. Mir hunn net genuch Personal. De Ministère weess emol net, wivill Leit zur Verfügung stinn. Elo solle Studente rekrutéiert ginn, fir eventuell Lacunnen do opzefëllen. Et ass eng Improvisatioun.

An ech fannen, d'Kanner, d'Scolaritéit - wann hei gesot gëtt, wéi wichteg dat ass -, déi verdénge méi wéi eng Improvisatioun. Dir hätt kënnen drop zielen, datt mer fir de September eng gutt organiséiert Rentrée virbereet hätten, obwuel d'Krankheet och dann nach bei eis ass. Déi sanitär Kris ass dann net eriwwer, awer mir hätte kënnen eng gutt organiséiert Rentrée virbereeden an an der Tëschenzäit eeben déi duebel Offer maachen: an der Schoul oder doheem. Dat eent schléisst dat anert net aus.

Wat mer elo hunn, ass eng Noutléisung. Awer mir mussen eis eng Fro stellen: Firwat ass dat esou? Ass net dës Regierung higaangen an huet déi heite Solutioun, mat all hiren Nodeeler, geholl aus enger ekonomescher Iwwerleeung eraus an net aus enger pedagogescher, fir d'Käschte fir de Congé pour raisons familiales esou wäit wéi méiglech erofzedrécken?

Wann dat esou ass, da soll d'Regierung eis et soen. Da soll se soen, datt mer elo d'Rentrée scolaire hunn, well mer en Defizit hunn, well mer mussen an d'Schoul goen. Mee da soll se net pedagogesch Argumenter virausschécken! Da féiere mer eng ekonomesch Diskussioun! Och dat sinn Argumenter, déi ee muss berücksichtegen. Awer da féiere mer dach, wannechgelift, eng éierlech a richteg Diskussioun, wann dat d'Iddi vun der Regierung ass!

Mir hunn als ADR selbstverständlech och de Risiko am Bléck vun engem sozialen Auserneendriften. Mee och do soe mir: „Déi Kanner, déi doheem ënnerriicht ginn, éischtens, wa se mierken, datt se Problemer hunn, da schécke verantwortungsvoll Elteren hir Kanner an d'Schoul, wou se kënnen ënnerriicht ginn." A mir hätten och gär, datt déi Leit, déi Homeschooling maachen, optimal ënnerstëtzt ginn. A vill Leit vum Léierpersonal hunn dat gemaach an deene leschte Méint a Wochen. Dat ass eng Leeschtung! Mee et ass net esou, wéi et hei presentéiert gëtt, datt deen, deen doheem ass, automatesch an e Risiko kënnt, duerch sozial Nodeeler benodeelegt ze ginn. Et géif zwou Manéieren, fir et opzefänken: Ënnerstëtzung an déi Méiglechkeet, an d'Schoul ze goen a Presenzunterrecht ze genéissen.

Dann dat Argument vun de Sproochen, och dat héiere mer ganz dacks an op dat si mir als ADR besonnesch sensibel. Mee mir hu Problemer, och wa mer et unerkennen, datt et e wichtegen Aspekt ass an dëser Diskussioun - datt d'Kanner kënne Lëtzebuergesch léieren, op Lëtzebuergesch schwätzen an och virbereet si fir hir Scolarisatioun op Däitsch: e wichtegen Aspekt, an dat leegne mer net -, awer mir mussen awer och derbäisoen, datt dëst Argument vun der Regierung, wann et vun där Säit kënnt, net kredibel ass! Well mir hunn dach gesinn, datt ausgerechent dës Regierung an deene leschte Méint a Joren an hirer Schoulpolitik e Wee gaangen ass, ...

(Interruption par la présidence)

Lescht Argument, Här President, ech halen dann op.

... e Wee gaangen ass, wou eebe just dat Lëtzebuergescht an der Schoul doduerch zréckgesat gouf, well ëmmer méi international Schoule gegrënnt goufen, wou bal kee Lëtzebuergesch méi existéiert.

Dat gesot, Här President, wéi gesot, eise Choix als ADR wär hei och eng Méiglechkeet fir d'Elteren ze wiele gewiescht.

Ech mengen, d'Madamm Lorsché hat nach eng Fro.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech ginn direkt d'Wuert un d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Jo, ech wollt Iech froen, ob Der mer net nogelauschtert hutt oder ob et eng chronesch Krankheet ass vum ADR, datt een d'Wierder ëmmer am Mond verdréit kritt. Ech hunn net gesot, d'Kanner wären doheem net a Sécherheet. Ech hu gesot, datt den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand, dee reegelméisseg säi Rapport an der Chamber virstellt, ëmmer erëm drop hiweist, datt et Fäll vu Mësshandlung a Vernoléissegungen an de Famille gëtt. D'Roll vun der Schoul ass dee Moment, déi Kanner ze signaléieren, fir datt déi néideg Schutzmoossname kënnen ergraff ginn. An an deem Sënn hunn ech gesot: „Fir déi betraffe Kanner ass et fatal, wann dat net detektéiert gëtt." An dofir si mer frou, datt d'Schoulen an deem Sënn mathëllefen, déi Kanner ze schützen.

An ech wär frou, wann Der dee Gedanken elo géift verstoen. An ech mengen, wann Der eemol an der Schoul geschafft hätt a mat klenge Kanner ze di gehat hätt, déi moies mat bloen Aen an d'Schoul kommen, da wéisst Der, wat et heescht, Mësshandlung bei klenge Kanner, déi nuets op Späicheren agespaart ginn oder an de Keller an an d'Schoul kräische kommen, well se net geschlof hunn! Wann een do keng Verantwortung iwwerhëlt, dann ass dat Äre Problem.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools fir dës Kloerstellung.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Voilà! An d'Madamm Lorsché huet komplett Recht. Dat ass e Problem. An ech soen, ech hunn och gesot, datt dat e Problem ass, datt et Gewalt an de Familljen doheem gëtt. A main Argument war: Et ass awer net ëmmer esou, an zweetens gëtt et an de Schoulen och Problemer. Et gëtt och an de Schoule Gewalt. An et gëtt och an de Schoule Mobbing. An op deenen zwou Plaze muss no de Kanner gekuckt ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert direkt weider un den nächsten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Et gëtt vill Weeër, fir d'Schoul erëm un d'Goen ze kréien. Et gëtt vill Weeër, fir un d'Flichtbewosstsäin vun den Enseignanten ze appelléieren. Et gëtt vill Weeër, d'Enseignantë bei hirer Tâche ze begleeden. Wärend dem Confinement gouf et am Ufank och keng ganz kloer a gemeinsam Richtlinne fir d'Enseignanten, déi sech mam Homeschooling auserneegesat hunn. Villes huet op Eegeninitiativ berout. Et gouf Enseignanten, déi op Eegeninitiativ no hire Schüler kucke gaange sinn, déi alles drugehaangen hunn, fir jiddereen ze erreechen. An et gouf och Enseignanten, déi mat där neier Situatioun méi Schwieregkeeten haten, wat een och novollzéie kann. An et gouf och verschidde Schüler, déi ganz einfach net méi ze erreeche waren.

Mam Confinement, Här President, ass d'gesellschaftlech Funktioun vun der Schoul als sozialiséierend, als emanzipéierend, als schützend Institutioun fir Kanner a Jugendlecher erëm däitlech ginn. Dat geet u sech an eng ganz aner Richtung wéi déi usuell Politik vun der Regierung, déi weiderhin op meritokratesch an hierarchiséiert Schoulmodeller setzt, déi sozial a schoulesch Ongläichheete just weider verschäerfen. Niewebäi bemierkt muss een awer och sech d'Fro stellen, wat Meritokratie heescht. Wann et géif funktionéieren, da wéisste mer et scho laang!

Mir mengen, datt de Confinement d'sozial Ongläichheeten nach méi visibel gemaach an domat och déi schoulesch Ongläichheete weider verstäerkt huet. Mir mengen och, datt d'Schoul méi wéi soss eng wichteg Opklärerroll ze spillen huet.

Mir mengen, datt d'Schoul erëm soll opgoen, mee datt dat och mat manner Opwand an ouni Autoritarismus ka gemaach ginn, zum Beispill, wann een dat och an enger enker Zesummenaarbecht mat de Gewerkschaften a mat de Studentenorganisatioune gemaach hätt.

Et muss derfir gesuergt ginn, de Gesondheetsrisiko sou kleng wéi méiglech ze halen a sou vill wéi méiglech op d'Besoine vun deene Schüler anzegoen, déi bis ewell op der Streck bliwwe sinn an déi am Confinement net déi bescht Viraussetzungen hunn, fir doheem hir Schoulaufgaben anstänneg ze maachen.

D'Schüler, déi op der Streck bliwwe sinn, sollen endlech méi spezifesch ënnerstëtzt ginn. Wann eng Reprise vun der Schoul kënnt, da soll se sech un alleréischter Plaz u si riichten. Dofir hunn och déi Lénk gefuerdert, och mat de Gewerkschaften, datt d'Reprise scolaire virum Examen, zum Beispill, fir d'Schüler an den Ofschlossklasse fakultativ soll gemaach ginn. Mee dat ass elo kale Kaffi, well dës Debatt denkbar spéit stattfënnt.

D'Schüler aus dem Secondaire missten net un all Cours deelhuelen, mee d'Méiglechkeet kréien, déi Coursen nozehuelen, wou si Schwieregkeeten hunn, an iwwer eng Hausaarbecht hir Moyenne ze verbesseren. Vulnerabel Enseignanten a Schüler mussen dispenséiert ginn.

D'Reprise vum Fondamental, dat ass eng ganz komplizéiert a sensibel Fro. Mee do kéint ee sech d'Fro stellen: Hätt si net solle virgezu ginn? An: Hätt een net solle kucken, datt virun allem déi Schüler encadréiert ginn, déi Schwieregkeeten haten an elo zäitweileg aus dem System verschwonne sinn?

Mat dëser Virgeeënsweis hätt den Infrastrukturmangel kënnen ëmgaange ginn. E Problem, dee bis elo och negligéiert gouf vum Staat a vu verschiddene Gemengen, well mir wësse ganz genau, datt och virun der Kris op ville Plaze scho souwisou Plazmangel war, wat de Fondamental ugeet. Et hätt een natierlech och kënnen a klenge Gruppe schaffen an eng Partie Kanner aus dem Fondamental, wann néideg, dann och an de Gebaier vum Secondaire ënnerbréngen.

Här President, mir wëllen net alles schlechtmaachen, wat den Educatiounsministère gemaach huet, well mir sinn eis jo bewosst, datt et awer och net evident ass an datt déi Schwieregkeeten - an dat gëllt awer och fir aner Beräicher, wéi d'Santé zum Beispill -, mat deene mir elo konfrontéiert goufen, awer och eppes domadder ze dinn hunn, datt se strukturell Problemer erëm an d'Realitéit bruecht hunn, déi och virun der Kris do waren an deenen een och viru Joren, voire viru Jorzéngte schonn op eng ganz aner Aart a Weis, mat enger anerer Ënnerstëtzung vu verschiddene Service-publicken - an d'Schoul ass awer ee vun deene wichtegste Service-publicken - hätt kënnen aus der Patsch hëllefen.

Mir mengen, datt et an extraordinären Zäite grad de Moment ass, extraordinär Mesuren ze ergräifen. Et geet eis net drëms, eis just fir oder géint eng Reprise scolaire auszeschwätzen. Et geet eis drëms, ab elo un engem anere Schoulmodell ze schaffen, deen och wierklech inklusiv ass a Fäegkeete fërdert. Et geet eis och drëms ze iwwerleeën, a wéi enger Gesellschaft mer wëllen nom Corona liewen. Sou weidermaache wéi virdrun ass keng Optioun a ganz ville Beräicher an och net an der Schoul.

Ech soen Iech Merci. Fënnef Minutten, ganz pénktlech!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Ongewëssheet a puncto Schoulrentrée soll haut thematiséiert ginn. D'Elteren hunn Angscht, d'Kanner engem onbekannte Risiko auszesetzen, Angscht iwwert d'Reaktioun vun de Kanner, wa se hir Frënn erëmgesinn, Angscht, de Virus ze verbreeden, Ängschten, déi méi oder manner gerechtfertegt sinn.

D'Ouverture vun de Schoulen a Betreiungsstrukture kann e grousse Risiko sinn, wa keng kloer Richtlinne virleien. En éischte Schrëtt an d'Normalitéit ass awer noutwendeg. Mir mussen déi emotional Belaaschtung vun de Kanner ewechhuelen an d'Ënnerscheeder, déi sech an deene leschte Woche gebilt hunn, net méi grouss gi loossen. All Kand soll déi selwecht Méiglechkeeten hunn, well den Homeschooling huet seng Limitten: Net all Famill ass perfekt ekipéiert. Net all Famill huet d'technesch Kompetenzen, fir d'Kanner ze ënnerstëtzen. Och beim Léierpersonal ass et esou, datt net jiddwereen d'Ekipement oder den techneschen Knowhow huet, fir zu honnert Prozent vum Homeschooling kënnen ze profitéieren.

Fir dëst awer ze erméiglechen, muss d'Sécherheet vun all Eenzelnem priméieren. Mir wëssen, eng honnertprozenteg Sécherheet gëtt et net. Et kann ee keng „Vollkaskomentalitéit" assuréieren, wann et ëm e Virus wéi de Covid-19 geet. Wat mer awer kënne maachen, ass, de Risiko ze miniméieren. Well dee Risiko, deen et gëtt, deen ass och do, wa mer akafen, spadséieren oder schaffe ginn. Et muss een derfir suergen, datt Mesuren en place sinn, déi de Risiko vun enger potenzieller Infektioun miniméieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt Zäit, erëm de Wee a Richtung Normalitéit ze fannen. Dozou gehéiert d'Reouverture vun de Schoulen. Ganz kloer! Déi néideg Precautioune mussen awer getraff ginn, fir en anstännegen Oflaf de 25. Mee wéi och déi Wochen duerno fir Schüler, Enseignanten an Educateuren ze garantéieren.

D'Schoul ass wichteg fir d'Entwécklung, d'Weiderbildung vun de Kanner an et ass e Milieu, wou e soziaalt Ëmfeld opgebaut ka ginn. Et ass awer esou, datt d'Kanner aus dem Cycle 1 net verstinn, wat et mam Covid-19 op sech huet. Si kruten et vläicht erkläert, mee de Risiko ass deene Klenge warscheinlech am mannste bewosst. Et stellt sech also hei d'Fro, ob et net méi sënnvoll gewiescht wier, op d'mannst de Cycle 1 op fräiwëlleger Basis erëm zréck an d'Schoul ze schécken.

En aneren ëmstriddene Punkt sinn déi Kanner, déi mat enger vulnerabeler Persoun zesummen doheem wunnen. Ob dat an de Generatiounewunnengen ass, déi d'DP am Walprogramm stoen hat, ob dat awer och Kanner sinn, déi vläicht an enger Famill mat engem vulnerabele Geschwëster wunnen, all dës stinn am Moment virun der Onkloerheet, ob si, andeem se der Schoulflicht - wat eng Flicht ass - nokommen, net vläicht hir Famill, hir Nächste selwer a Gefor bréngen.

Déi Belaaschtung engem Kand opzeerleeën, déi Entscheedung Elteren opzeerleeën, fir entweeder sech un d'Gesetz ze halen an domadder potenziell d'Famill a Gefor ze bréngen oder eebe géint d'Gesetz ze verstoussen am Interêt vun der Gesondheet vun hiren Nächsten, dat ass, mengen ech, net den Interêt, deen d'Regierung hei wëllt promouvéieren.

Et ass also wichteg, datt mer kloer sanitär Richtlinnen hunn. A wann de Minister de Moien an der Kommissioun gesot huet, datt grad fir de Cycle 1 elo emol nach sanitär Virschrëfte sollen ausgeschafft ginn, well kloer ass, datt se sech net un alles hale kënnen, da muss ee sech d'Fro stellen, wéini d'Elteren an d'Kanner dat matgedeelt kréien.

Dofir den Appell un d'Regierung, de Familljen Informatiounen iwwert d'Hygiènesmesuren, d'Sécherheetsmesuren, d'Richtlinnen am Transport, d'Geste-barrièren an d'Prozeduren, déi ugewannt ginn am Fall vun enger Infektioun, dräi Deeg virum physesche Schoulufank matzedeelen.

Här President, ech hunn Iech dofir och eng Motioun op digitalem Wee deposéiert, déi genau dat vun der Regierung fuerdert.

Motion 2

D'Deputéiertechamber stellt fest:

- D'Reouverture vun de Schoulen de 25. Mee ass fir vill Famille mat Ongewëssheet verbonnen. Fir deem entgéintzewierken, sollen d'Elteren an d'Kanner am Viraus generell Informatiounen iwwert d'Mesuren an de Schoulen a Betreiungsstrukture matgedeelt kréien.

- Kloer Richtlinne sinn ausschlaggeebend fir e reiwungslosen Oflaf.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- de Familllen Informatiounen iwwer Hygiènesmesuren, Sécherheetsmesuren, Richtlinnen am Transport, Geste-barrièren a Prozeduren, déi ugewannt ginn am Kader vun engem Infektiounsfall, dräi Deeg virum Schoulufank per Mail oder Courrier zoukommen ze loossen.

(s.) Sven Clement.

En neie Message muss vermëttelt ginn: adaptéieren, léieren, d'Liewe mam Virus ze handlen, sech unzepassen a soumat de Virus ze iwwerstoen. Et geet drëm, zesummen d'Gestes barrières an eisen Alldag anzebauen.

Här President, no der Päischtvakanz ass virun der Päischtvakanz. D'Situatioun wäert sech net vun haut op muer änneren. Mir musse léieren, mam Virus ze liewen. Et ass wichteg, de Kanner virun der Vakanz d'Méiglechkeet ze ginn, dat wat se an deene leschte Wochen erlieft hunn, zesumme mat hire Frënn ze verschaffen an hinnen de Prozess vun deenen nächste Wochen nozebréngen. Et ass e gudden Exercice fir no der Vakanz, en Deel vum Stoff, deen déi lescht Wochen ze kuerz koum, opzeschaffen.

Et bréngt näischt, d'Kanner bis September anzespären. Et weess een nämlech elo schonns, datt de Virus am September warscheinlech nach ëmmer wäert do sinn. Mir mussen eis elo der Erausfuerderung stellen, fir muer zréck an eisen normalen Alldag ze fannen.

De Message sollt sinn: Ech passe mech un a léieren, mam Virus ze liewen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. An elo huet d'Regierung d'Wuert, den Educatiounsminister Claude Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och all deenen Dammen an Hären Deputéierten, déi hei interveniéiert sinn. Ech stelle fest, datt et trotz ënnerschiddlechen Detailvuen a -froen, déi gestallt goufen, awer e breede Konsens hei am Haus gëtt.

Et ass keen, vu kenger Fraktioun, vu kenger Sensibilité politique, heir eropkomm an huet gesot, mir sollten d'Schoulen nach ganz zouloossen a mir sollten d'Rentrée op September verréckelen. Jiddereen ass der Meenung, datt d'Schoul muss opgoen, datt d'Schoul zu eisem Liewe gehéiert, zu eiser Gesellschaft gehéiert, datt d'Schoul eng grouss zivilisatoresch Errungenschaft ass, déi derfir gesuergt huet, datt eng Generatioun no där anerer op den Erfarunge vun der Generatioun vu virdru konnt opbauen an datt sech d'Mënschheet dat ginn ass, wat mer haut duerstellen.

Et gëtt vum Recht op Bildung geschwat. Et gëtt vum Jugendschutz geschwat. Et gëtt ganz ënnerschiddlech Argumenter, firwat d'Schoul an och d'Betreiungsstrukturen nees successiv mussen opgoen.

An engem anere Punkt, denken ech, si mer eis och allegueren eens heibannen: datt dee Wee, dee mer do ze goen hunn, e stengege Wee ass an datt mer en awer musse goen. En ass stengeg, well mer extreem Restriktiounen operluecht kréien, fir eebe sécherzestellen, datt iwwert de Schoulbetrib, de Betrib vun de Structures d'accueil net de Covid-19 sech erëm eng Kéier ganz schnell kann an der Gesellschaft verbreeden, well et war jo dat déi Haaptsuerg dee Moment, wéi Mëtt Mäerz decidéiert ginn ass, d'Schoulen an d'Structure-d'accueile schlagaarteg zouzemaachen, well gefaart ginn ass, datt do, wou d'Kanner aus all de Famillen zesummekommen, de Virus sech vun där enger Famill an déi aner ganz schnell kéint verbreeden. An och wann et haut e gewëssenen Doute un där Interpretatioun vu wëssenschaftlecher Säit gëtt an et sécherlech awer och nach ganz vill Froe gëtt, ass et awer wichteg, datt mer eeben extreem virsiichteg sinn.

An déi extreem Restriktiounen, déi sanitärer Natur sinn, déi maachen eis et schwéier, kandgerecht ze schaffen, déi maachen eis et schwéier, eng zäitgeméiss Pedagogik kënnen unzewenden. Well Pedagogie op där enger Säit a Social Distancing op där anerer Säit, dat klappt naturgeméiss nämlech net esou gutt. An trotzdeem musse mer kucken, datt mer et fäerdegbréngen.

Duerfir ass et wierklech eng „Herkulesaufgab", wéi den Emile Eicher als Syvicol-President et genannt huet. A ville Gemengemammen a -pappen huet et dach bal onméiglech geschéngt, den éischte Moment, wéi mer gesot hunn: „Kommt, mir setzen eis beieneen a mir kucken, eis Raimlechkeeten esou ze optiméieren an eis Personalressourcen esou ze maximéieren, datt mer kënne mat hallwe Klasse fueren, souwuel an der Schoul wéi och an der Betreiung." Hallef Klassen, fir kleng Gruppe kënnen ze garantéieren a fir datt déi sech och net vermëschen an der Betreiung, och net am Couloir, och net am Haff, soudatt mer do natierlech en enorme Personalopwand a raimlechen Opwand musse kënne garantéieren, deen an der Reegel, wa jiddereen op eng Betreiungsstruktur wëllt zréckgräifen, duebel sou grouss ass, wéi dat am normale Fall de Fall ass! An do gesäit een, wéi grouss déi Aufgab do ass.

Trotzdeem denken ech, datt no deene Gespréicher, déi mer an deene leschte Woche mam Syvicol gefouert hunn, déi mer awer och mat der FEDAS, dem Trägerverband aus dem sozioeducative Beräich, gefouert hunn, wou mer op d'Kompetenz, d'Erfarung vun deenen Acteuren, déi op der Plaz musse schaffen, déi um Terrain musse leeschten, konnten zréckgräifen a virun allem op eng enorm Volontéit vu jiddderengem, fir hei ze kontribuéieren, fir datt mer d'Schoul an d'Betreiungsstrukturen an och den Enseignement fondamental de 25. Mee nees opkréien, datt dat derzou gefouert huet, datt mer Léisungsweeër fonnt hunn. Wou awer nach eng ganz Rei vu Steng um Wee leien an den nächste Wochen. An duerfir wäerte mer eis och reegelméisseg gesinn um techneschen Niveau, um politeschen Niveau, wann et noutwendeg ass. An ech sinn dervun iwwerzeegt, datt mer och ganz vill Steng nach kënnen aus dem Wee geraumt kréien.

Ech hunn, ech wëll dat just kuerz ënnersträichen, déi lescht Wochen, zanterdeem dës Kris ausgebrach ass, mer selwer ganz vill Zäit reservéiert fir ze consultéieren. Dat geet vläicht deem engen oder aneren net duer, wéi ee liest an héiert, mee ech hu quasi all Woch Reunioune mat deene Responsabelen aus dem Bildungsberäich, dem Collège des directeurs, awer och de Gewerkschaftsvertrieder vum Enseignement fondamental, vum Enseignement secondaire. Ech hu reegelméisseg Telefonsgespréicher mat der Représentation nationale des parents, mat hirem President, gradesou mam President vun der CNEL, der Nationaler Schülerkonferenz, fir eis iwwer grouss Froen an heiansdo och kleng Froe kënnen ze ënnerhalen.

An ech wëll virun allem Meenung matkréien, ech wëll Gefill matkréien, ech wëll Stëmmung matkréien, well dat sécherlech extreem wichteg ass fir eis Decisiounen, déi mer mussen huelen. Mee ech denken, Dir wësst et och an Dir liest déi Meenungen, Dir héiert déi Meenungen, datt se dach dacks wäit auserneeleien. An do e Konsens ze fannen, wou jiddereen seet: „Jo, dat doten, dat ass zu 100 % och eise Wee, wéi mir e géife goen", dat ass dach awer an deenen enken Zäitraim, an deene mer hei musse schaffen an Decisiounen huelen, denken ech, eng Illusioun.

Ech wëll nach eng Kéier ënnersträichen, datt ech déi Suergen an Ängschten, déi Schüler hunn, déi Elteren hunn, déi Enseignanten hunn, ganz eescht huelen. Mir hunn - och mir als Politiker, mee och d'Medien, d'Medezinner, d'Wëssenschaftler, d'Fuerscher - an deene leschte Wochen de Leit vill Angscht gemaach, datt se sollten doheembleiwen, mat enger ganz grousser Wierkung. A mir bauen elo op deem Resultat op vun deem Confinenemt, an déi Angscht an déi Suergen, déi sinn nach ëmmer do. An duerfir ass et wichteg, datt mer de Leit sollten nolauschteren.

Duerfir, Här President, verstinn ech Är Diskussiounen, déi Der hat och mat där Petitioun, déi vum Delai hier net méi konnt ugehéiert gi virun der Ouverture vun de Schoulen. Mee d'Paulette Lenert an ech, mir wäerten d'Petitionäre muer de Moie gesinn, fir och do nach eng Kéier nozelauschteren, fir och do nach eng Kéier ze verstoen, fir och do awer och nach eng Kéier duerzeleeën, wat mer alles maachen, fir datt déi Rentrée sécher ass fir Schüler, fir Enseignanten, esou sécher wéi et dach iergendwéi nëmme geet. Well eng 100%eg Sécherheet, an ech denken, och dat huet an deenen eenzelen Interventiounen hei de Konsens ausgemaach, wäerte mer net kënnen erreechen.

De Covid-19 ass present. Mir wäerte mat em musse liewen. Mir wäerte léieren, mat em mussen ze liewen. A mir wäerte sécherlech och nach do op deem Léierwee, dee mer allegueren, net nëmmen an de Schoulen, mee allegueren, an alle gesellschaftlechen Domänen, musse goen, nach ganz villes léieren a sécherlech och nach eist Verhalen déi eng oder déi aner Kéier revidéieren. Duerfir ass et sécherlech ganz normal, datt mer och an deenen nächste Wochen, sou wéi mer de Fonctionnement elo virgesinn an der Schoul, dat eent an dat anert nach eng Kéier wäerten a Fro stellen a permanent en A mussen drop werfen, ob et da wierklech richteg ass esou.

Ech wëll eng Saach, Här President, nach eng Kéier ënnersträichen. Mir hu bei deem Modell, dee mer elo hei gemaach hunn, jo probéiert, een Haaptzil ze erreechen. Dat ass, dat Schouljoer 2019/2020 propper kënnen ofzeschléissen, gudde Gewëssens kënnen ofzeschléissen an et net einfach ofzebriechen. Mir hätten et ofgebrach, wann d'Schoulen net méi opgaange wären.

Bei allem Respekt virun den Enseignanten, den Elteren, de Geschwëster an de Schüler selwer doheem beim Apprentissage à distance, wat dat ofverlaangt huet vun deenen eenzelen Acteuren a wéi gutt et op Plazen dach awer herno, no enger Rei vun Deeg, scho gelaf ass: Dat geet eleng net duer. A mir brauchen nach eng Rei vu Woche Presenzunterreecht, fir dat ze festegen, wat à distance geleescht gouf, fir awer och eng Rei vun Evaluatiounsmomenter ze hunn, déi no de Reegele vun eisem Schoulsystem eeben och noutwendeg sinn, fir kënnen ze jugéieren, wou de Parcours vun deem engen oder anere Schüler dann awer hiféiert.

A mir hu jo och do gesot, datt mer eis op dat Essenziellt musse konzentréieren. Fir sécherzestellen, datt all Schüler den nächste 15. September fit ass, fir dann e ganz normaalt Schouljoer nees kënnen unzefänken am nächste Joer, kucke mer, datt mer eis op déi essenziell Basis konzentréieren. An och dat, denken ech, ass geschitt, souwuel am Fondamental wéi och am Secondaire, datt d'Enseignantë sech allegueren eens sinn, wat elo nach wichteg ass an deenen nächste Wochen ze traitéieren, vu Matièren, vun Approchen, vu Kompetenzen ze vermëttelen, fir dem Schüler kënnen eng gutt Startchance am nächste Schouljoer ze ginn.

An do ass eeben e Modell dobäi erauskomm, wou mer elo, wa mer deen Zwouwocherhythmus, A-a-B-Wochen, kucken, 25 % obligatoresche Presenzunterrecht hunn, wou jiddereen an d'Schoul wäert kommen, a 75 % fakultativ Plagen, eng Kéier de Moien an der B-Woch, fir eeben eng Étude surveillée kënnen ze garantéieren. An awer och den Accueil, dee mëttes garantéiert ass bis owes sechs Auer, woubäi d'Horairen an der Gemengeresponsabilitéit leien. An do soll jiddereen no senge Gewunnechten an Traditiounen natierlech och kënne kucken.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Meisch, erlaabt Der, datt d'Madamm Reding Iech eng Fro stellt?

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Ech erlaben der Madamm Reding alles, sou wéi ech soss jiddderengem et erlaben. Mee der Madamm Reding besonnesch!

(Hilarité et brouhaha)

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Jo, Här Minister, merci fir déi Extrawurscht.

(Hilarité)

Mee d'Situatioun ass ganz schwiereg. An an enger schwiereger Situatioun mécht een och emol Feeler, dat ass ze verstoen. Ech hunn eng Suerg fir d'Mammen, well mir hu jo d'Schwieregkeet souwisou, fir eis Mammen an d'Beruffswelt eranzekréien, an ech gesinn e ganz grousse Risk bei deem Zwouwocherhythmus, dee mer do afééieren, datt et finalement da wäerten d'Mamme sinn, déi dorënner leiden an net méi kënnen hirer Aarbecht nogoen, sou wéi se dat misste maachen an enger Aarbechtswelt, déi jo nees normal soll fonctionéieren.

Kann de Minister fir esou Fäll Iwwergangsléisunge fir bis d'grouss Vakanz virgesinn?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn d'Wuert zréck un den Educatiounsminister.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Also ech deelen déi Suerg do, well ech soen, well ee sécherlech an deene leschte Wochen an och elo, wat d'Grondschoulen ubelaangt, nach mierkt, datt et éischter d'Mamme sinn, déi sech doheem dann erëm ëm d'Kanner musse këmmeren, an d'Pappen awer éischter déi waren, déi de Wee zréck an d'Beruffswelt fonnt hunn. An dat soll eis interpelléieren.

Duerfir war et eis jo och esou wichteg, datt mer net nëmmen hei vu Schoul schwätzen, mee datt mer mat de Gemenge gekuckt hunn, fir eeben och Capacitéit ze mobiliséieren, fir datt mer fir all Kand, dat dat wëllt, sou gutt wéi méiglech och kënne Betreiungsplaze vu moies bis an de fréien Owend eran assuréieren, fir datt do, wou d'Elteren deen dote Choix wëllen huelen, hir Beruffsaktivitéit och erëm wëllen opzehuelen, déi dann och eng Betreiungsstruktur hunn, wou hiert Kand grad esou sécher ass, well et gradesou a klenge Gruppen ass, well et mat deene selwechte Kanner zesumme wäert bleiwen, mat deenen et och moies an der Schoul ass, wa se dat da wëllen.

An do eebe just nach, wou mer dat net sollten hikréien - woubäi ech denken, datt mer et duerch déi Diskussiounen an deen Engagement, deen och d'Gemengen hei weisen, quasi flächendeckend wäerten hikréien -, mee wann dat iergendwou net sollt de Fall sinn, well mir hunn och haut dacks Gemengen, déi mussen enger Mamm, engem Papp soen: „Et deet eis leed, mir hu keng Plaz an der Maison relais, du kënns elo emol op eng Waardelëscht", falls dat sollt geschéien an dëser Ausnamesituatioun, an där mer nach ëmmer sinn, kann dann e Recht op e Congé pour raisons familiales do accordéiert ginn, vun deem dann d'Mamm oder de Papp ka profitéieren. Mee éischt Prioritéit ass sécherlech och do, d'Betreiungscapacitéit kënnen ze garantéieren.

Ech wëll awer nach ënnersträichen, datt et eis wichteg war, hei kloerzemaachen, datt de Staat an der Verantwortung ass an datt déi staatlech Instanze mussen decidéieren, ob de Schoulbetrib, de Betrib vun de Structure-d'accueilen esou sécher ass fir d'Kanner, fir d'Enseignanten. A wa se sécher sinn an als solch begutacht gi vun de Gesondheetsinstanzen an och vu mengem Ministère, da si mer an der Obligation scolaire. An da muss och jiddereen an d'Schoul kommen. A wa mer Zweifel dorunner hätten a mir wären net sécher, datt de Betrib esou ze assuréiere wär, dann dierft jo eigentlech kee kommen.

Duerfir war ech vun Ufank u kee Frënd vun deenen Diskussiounen, obschonn dat sécherlech munch Diskussioune vill méi einfach gemaach hätt, wou gesot ginn ass: „Fir deen dote Cycle oder fir déi Kanner oder fir déi Woch, maacht et fräiwëlleg!" Ech denken, mir hunn do eis Responsabilitéit als staatlech Instanzen ze iwwerhuelen. Dat hu mer hei gemaach. A mir kënnen déi Decisiounen net op d'Schüler, net op d'Elteren, net op d'Familljen ofwälzen, well si sécherlech dat net besser kënne jugéieren, wéi et an der Schoul geet. Mee dat wëllt net heeschen, datt hir Ängschten net eescht ze huele sinn, hir Suergen net eescht ze huele sinn. Déi si ganz real. A mat deene mussen och mir als Politiker eis auserneesetzen an eis vill Zäit huelen, fir se ze verstoen, drop anzewierken, awer och ze erklären.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Ech denken, datt an deenen nächste Wochen nach vill Detailfroen ze kläre bleiwen. An ech sinn oppe fir d'Chamber, fir mat Iech alleguerten doriwwer ze diskutéieren, sief dat an der Kommissioun, wou mer jo elo e wëchentleche Rhythmus hunn, Här President, vun eise Sëtzungen, sief et och hei am Plenum.

Ech hu selwer gesot: „Eng Rei vu Froe stinn nach op, wéi mer zum Beispill de Cycle 1 wäerten organiséieren, well ech mat all deenen eens sinn, déi soen: ‚D'Crèche an d'Spillschoul kënne jo net esou fonctionéieren, wéi dat elo zum Beispill am Lycée mat de Primaner dës Woch scho fonctionéiert.' "

An ech hunn och gëschter op der Pressekonferenz kloer gesot: „Wann d'Spillschoulskand erëm an d'Schoul kënnt an et leeft voller Begeeschterung op d'Léierin duer an d'Léierin misst soen: ‚Bleif op zwee Meter! Du däerfs mech elo net upaken. Du däerfs elo net a mäin Aarm kommen, net op mäi Schouss kommen!', ech denken, da wär et besser, mir géifen de Cycle 1 zouloossen a mir géifen d'Crèchen zouloossen."

An dat däerf et net sinn. Duerfir si mer och mat den Instanze vun der Santé, der Direction de la santé an awer och dem Conseil supérieur des maladies infectieuses amgaangen ze kucken, wat fir e pedagogescht Konzept mer kënnen uwenden an deene restriktive sanitäre Mesuren, déi mer imposéiert kréien. An ech si ganz optimistesch, och wéinst deem leschte Feedback, deen ech aus deenen Diskussioune kritt hunn, datt mer do e gudde Wee wäerte fannen. E Wee, deen op der Iddi baséiert, datt mer kleng Gruppen hunn, déi mer no bausse ganz staark zoumaachen, fir no bannen eigentlech méi familiär kënnen ze agéieren a mateneen ëmzegoen. Da sinn och e kandgerechten Ëmgang an eng kandgerecht Pedagogik fir de Cycle 1 a fir d'Structures d'accueil méiglech.

Nach ee Wuert zum Congé pour raisons familiales. Jo, ech denken, datt mer dat Instrument punktuell nach brauchen. An d'Regierung huet dat jo och decidéiert, datt mer et do brauchen, wou Kanner, well se vulnerabel sinn, well se Virerkrankungen hunn, well se chronesch erkrankt vläicht sinn, mussen doheem bleiwen, fir sech selwer ze protegéieren, datt dann och hir Elteren, ee vun hiren Eltere kann doheem bleiwen. An ech hunn et scho gesot, datt mer och do, wou mer keng Betreiungsstruktur am Alter tëschent véier an zwielef Joer kënnen assuréieren, mussen eng Form vu Congé pour raisons familiales da spille loossen.

Och do ass d'Regierung domadder d'accord. A mir hu jo och gëschter annoncéiert, datt mer wëllen e generellt Recht bäibehale fir Congé pour raisons familiales fir Eltere vu Kanner ënner dräi Joer oder bis dräi Joer, well mer och do gesinn, datt et ganz vill Situatioune gëtt, wou Kanner elo vläicht aneschters betreit goufen - wou ee vläicht net rouege Gewëssens d'Kand awer elo nach eng Kéier bei d'Grousseltere ka ginn, net wëllt e schlecht Gewëssen derbäi hunn -, datt mer wëllen den Elteren do de Choix loossen, ob een, wann d'Crèchen elo och de 25. Mee erëm opginn, éischter dohinner wëllt goen oder ob dann ee vun den Eltere wëllt d'Betreiung doheem assuréieren, an dat eeben nach eng Zäitche gesinn elo.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Minister, sidd Der d'accord, datt den Här Clement Iech nach eng Fro stellt?

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Bon, ech sinn net gradesou d'accord wéi bei der Madamm Reding, mee ech géif et awer akzeptéieren.

(Hilarité)

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Och merci dem Minister. Dir hutt elo grad vun deene Kanner geschwat, déi selwer vulnerabel sinn. Ech hat virdrun a menger Ried awer och nach de Fall opgeworf, wou se Geschwëster hunn, déi vulnerabel sinn. Well ech mengen, datt dat wierklech op d'Psyche och vun de Kanner géif wierken, ze wëssen, datt se duerch den Akt vum An-d'Schoul-Goen potenziell hir Schwësterchen oder hire Bridderchen a Gefor kéinte bréngen. An ech mengen, do feelt am Moment eng kloer Äntwert. An dofir, Dir hutt elo d'Chance, fir do eng ze ginn.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Ech denken, datt ech se awer och schonn op Plaze ginn hunn. An ech mengen, datt et net um Educatiounsminister, och net um Educatiounsministère ass, och net un de Schoulen oder un den Enseignanten ass, dat doten ze jugéieren. Duerfir baséiere mer eis do op d'Zertifikater vun Dokteren. An den Dokter soll jugéieren, ob e Kand selwer vulnerabel ass, ob awer och vläicht en Enseignant vulnerabel ass, awer och, ob eng Familljekonstellatioun esou ass, datt een duerch de Fait, datt e Kand an d'Schoul geet oder och vläicht en Enseignant an d'Schoul geet, kéint aner Familljememberen, déi vulnerabel sinn, a Gefor bréngen. Dat si jo ganz komplex Situatiounen, wou ech denken, nëmmen e Medezinner kann dat jugéieren. A mir wäerten eis do op déi Zertifikater baséieren.

Ech sinn och frou, datt mer eis driwwer eens waren, datt momentan an deene leschte Wochen de Kanner ganz vill gefeelt huet a virun allem de Grondschoulkanner nach bis de 25. Mee ganz vill wäert feelen. Jo, hinne feelt d'Schoul. An et hätt ee sech et net kënne virstellen, datt d'Kanner sech jee esou op d'Schoul kéinte freeë wéi an dëse Wochen. Hinne feelen awer virun allem och hir Frënn, hir Kolleegen. Hinne feelen hir Enseignanten. Hinne feelt, jo, och de Sport. Hinne feelen och d'Scouten, hir Veräiner, d'Musek, alles dat, wat hiert Liewen ausgemaach huet. Hinne feelen och d'Spillplazen. Ech kann Iech net verspriechen, wéini datt dat doten erëm alles wäert méiglech sinn. Mee mer plangen hei en éischte Schrëtt och erëm an e kandgerecht Liewe fir ganz vill Kanner. An dat wäert da mat der Ouverture vun de Schoulen a vun de Betreiungsstrukturen ufänken.

Alles dat dote brauche Kanner fir eng gesond Entwécklung. An duerfir solle mer keen Dag méi laang waarden, fir eis op deen dote Wee ze maachen, am Interessi vun der Zukunft vun eise Kanner. An d'Ouverture vun de Schoulen an de Betreiungsstrukturen ass domadder sécherlech schonn e ganz grousse Fortschrëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Här President, wann Der erlaabt, géif ech vläicht nach zwee Wuert soen zu deenen zwou Motiounen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Do wollt ech direkt hikommen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Motions

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. D'Motioun vun der Madamm Hansen iwwert de Sport. Ech mengen, Dir hutt et héieren, wéi dat mir an, ech mengen, jiddwerengem um Häerz läit, virun allem elo, wou mer an enger Zäit sinn, wou d'Kanner iwwer Wochen dobanne waren, oft kaum virun d'Dier konnte goen, net nëmme kee Schoulsport haten, mee sech och soss eigentlech net beweegt hunn, a wéi wichteg datt dat doten eis ass, och fir erëm e gesonden Equiliber ze kréien.

Allerdéngs stelle sech do eng ganz Rei vu Froen, déi net mir aus pedagogescher Iwwerzeegung kënne beäntwerten, mee och erëm eng Kéier d'Gesondheetsexperte musse beäntwerten: Wéi an ënner wat fir engen Ëmstänn ass Schoulsport méiglech? Wéi an ënner wat fir engen Ëmstänn ass eeben och Veräinssport méiglech, ass Indoorsport, ass Outdoorsport méiglech? Do huet d'Regierung haut nach iwwert d'Sportskonzept vum Deconfinement, d'Deconfinementskonzept vum Sport beroden. An ech denken, datt mer do hoffentlech an deenen nächste Wochen och nach Entwécklung wäerten drakréien.

Eng Saach ass kloer an hunn ech vun Ufank un ëmmer gesot: Déi Betreiungszäit, déi mer mëttes hunn, wann et nëmme geet, soll ee kucken, och do erauszegoen! Eng aner Saach ass och kloer: Déi Zäit mam Cycle 1 an an de Crèchen, wann et nëmme geet, och do probéieren erauszegoen! Well dee sécherste Raum, grad och an dëser Pandemie, dat ass dee vun der Natur dobaussen, deen onendlech grouss ass. Wat de Raum méi kleng ass, wat de Virus sech besserspiert dobannen. A wat de Raum méi grouss ass, wa mer dobausse sinn, wat mer en éischter lass sinn. Gitt mat de Kanner duerch de Bësch! Do kann och emol eng Kéier een houschten. An zéng Sekonne si mer do scho ganz wäit ewech, wou vläicht eng Kéier e puer Viren op de Buedem gefall sinn. An duerfir ass dat déi Instruktioun, déi mer elo scho wäerte ginn.

Ech wäert proposéieren, amplaz elo ... Well hei sti Saachen dran, déi ech haut net kann unhuelen, well ech souwisou net dee sinn, dee ka jugéieren, ob dat doten aus sanitären Iwwerleeunge geet oder net. Mee ech géif proposéieren, datt mer vläicht déi Diskussioun eng Kéier an der Kommissioun féieren, mat deene Richtlinnen, déi mer ginn, fir elo scho kënne Beweegungsaktivitéiten ze maachen iwwer souwuel Schoulzäit wéi Betreiungszäit ewech, an datt mer awer och kucken, wat d'Perspektive fir déi nächst Zäit sinn, a soubal mer dat wëssen, eng Kéier an der Kommissioun doriwwer ze diskutéieren. Ech denken, datt mer do eigentlech méi wäit géife kommen an der Diskussioun zesummen.

D'Propositioun vum Sven Clement, fir d'Elteren, alleguerten d'Schüler an och, huelen ech un, d'Enseignanten hei per Mail ze informéieren iwwert d'Sécherheetsmesuren: Do rennt Der oppen Diere bei eis an! Mir hu vum Ufank vun där Kris u probéiert, en direkte Kommunikatiounswee zu den Elteren an och zu den Enseignanten ze sichen, iwwer Newsletteren, déi mer erausgeschéckt hunn, déi ganz staark appreciéiert ginn, denken ech, well et eng direkt Kommunikatioun ass, eng sécher Kommunikatioun ass, well mer ganz schnell och op nei Entwécklungen, op nei Froe konnte reagéieren.

An natierlech wäerte mer och all déi Froe kucken: Wéi verhalen ech mech am Gebai? Wat sinn déi Sécherheetsbestëmmungen? Wat muss ech als Schüler, wat muss ech als Enseignant maachen? Bis wouhinner däerf ech och als Mamm an als Papp matgoen a muss ech vläicht aner Reegelen och respektéieren, wéi dat virdrun am normale Betrib de Fall war? Dat wäerte mer natierlech nach virun der Ëffnung vun all Ordre d'enseignement verschécken.

Ënner anerem verdeele mer och do eng Informatioun mat deene Buffen, déi mer verdeelen un d'Schüler an un d'Enseignanten. Och do nach eng Kéier: Wéi kann ech déi notzen? Mee och nach: Wat sinn aner Sécherheetsdispositiounen? A mir wäerte jo och ganz besonnesch am Enseignement fondamental déi éischt Woch notzen, fir mat all de Kanner - well do wiessele mer jo A- a B-Grupp of innerhalb vun der éischter Woch, fir all Kand virun der Päischtvakanz eng Kéier an d'Schoul ze kréien -, mir wäerten déi Zäit notzen, fir och do d'Kanner ze familiariséiere mat deem neie Fonctionnement. Si kennen d'Schoul net méi erëm, wa se an d'Schoul kommen. A mir musse se lues a lues dorunner eruféieren.

A gradesou läit mer do um Häerz, datt mer natierlech och nach eng Kéier iwwer alles dat, wat geschitt ass, mat de Kanner schwätzen, iwwert déi lescht Wochen, firwat dat noutwendeg war, wat een erlieft huet, firwat mer elo nach net all eis Fräiheeten erëmhunn a wéi dat warscheinlech wäert weidergoen. Ech mengen, d'Kanner mussen dat doten och verstoen. Dat wäert eng Period an hirem Liewe sinn, wou se sech hiert ganzt Liewe wäerten drun erënneren. A wichteg ass, datt se et och verschaffen an iergendzwousch herno eng Kéier och als eng wäertvoll Period dann awer kënne gesinn. An dat wäert et nimools sinn, falls se et net verstan hunn a mer hinnen dobäi net gehollef hunn. Duerfir ass och dat eppes, wat déi éischt Schoulwoch um Ordre du jour steet.

Also, Här Clement, mir kënnen dat heite stëmmen, mee et ass quasi virgesinn an et ass schonn dru geschafft ginn, fir et ze realiséieren.

Villmools merci!

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Educatiounsminister Claude Meisch.

An domadder kéime mer dann zur Diskussioun iwwert d'Motiounen, déi de Minister lancéiert huet.

Motion 1

D'Auteurin vun der éischter Motioun, d'Madamm Martine Hansen, huet d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech huelen dann déi Offer un, datt mer an der Kommissioun driwwer diskutéieren. Ech hätt just eng Fro: Wär et do net méiglech, datt mer do och Sportsproffen oder Vertrieder vun de Sportsproffen derbäihätten? Déi hate sech jo och do zu Wuert gemellt, well si jo och mengen, datt d'Beweegung an de Sport an de Schoule méiglech wären. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert direkt zréck un de Minister.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Also éischtens, denken ech, ass et un der Chamber ze decidéieren, wien derbäi ass a wie soll derbäikommen. An ech mengen, datt bis elo eng Reegel war, datt Associatiounen eigentlech net direkt dann an d'Kommissioun kommen. Mee ech mengen, datt net d'Regierung do soll decidéieren, wie vun der Kommissioun soll invitéiert ginn. De Ministère wäert sécherlech déi Leit matbréngen, déi e fir utile dofir empfënnt. A mir hunn an eise Servicer Leit, déi sech ëm de Sport këmmeren, an déi wäerte sécherlech mat derbäi sinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo. Et wär an deem Sënn och vläicht net schlecht, wann een de Sportsminister oder d'Sportskommissioun mat derbäihätt, well et jo trotzdeem an enger Jointe, mengen ech, géif méi eng breet Diskussioun ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- De President huet de Message, mengen ech, héieren, well dee wénkt Jo.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Kënne mer dann eeben elo duerch Handophiewen decidéieren, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat ass dës Motioun eestëmmeg an d'Kommissioun verwisen.

(La motion n° 1 de Mme Martine Hansen est renvoyée à la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à la Commission de la Santé et des Sports.)

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun, déi den Här Sven Clement vun der Sensibilité politique Piraten deposéiert huet. Ass dozou eng Wuertmeldung do?

(Négation)

Kënne mer dann iwwert déi Motioun och duerch Handophiewen ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 2

Wien ass derfir?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun, obschonns se superfetatoire ass, wéi de Minister gesot huet, ugeholl.

4. 7457 - Projet de loi portant approbation de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles, le 30 octobre 2016

7460 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, fait à Bruxelles, le 30 octobre 2016

Mir kommen elo zum Projet de loi 7457 iwwer e Wirtschafts- an Handelsofkommes tëschent Kanada an der Europäescher Unioun an zum Projet de loi 7460 iwwer eng Partnerschaft tëschent Kanada an der Europäescher Unioun. An do géif ech direkt dem Ausseminister, dem Här Jean Asselborn, d'Wuert ginn, fir eng Deklaratioun ze maachen.

Här Asselborn, wannechgelift.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Merci, Här President. Eng ganz kuerz, ech wëll d'Chamber net laang ophalen.

Bon, Dir wësst: CETA méi wéi Singapur, mee et sinn allen zwee wichteg Accorden. A vu les circonstances, hunn ech mech concertéiert mat deenen dräi Presidente vun de Fraktiounen aus der Majoritéit. Ech hunn och d'Stellung gesi vun där gréisster Oppositiounspartei an natierlech och vun alleguerten deenen anere Parteien, Oppositiounsparteien hei an der Chamber.

Vu awer och d'Wichtegkeet vun deem Accord um internationale Plang, um europäesche Plang, géif ech Iech eng Propos maachen, Här President: Wann Der domadder d'accord wiert als Chamber fir ze soen: „Mir maachen haut den Debat doriwwer", an d'Regierung an ech selwer hätten näischt dergéint - wann d'Chamber domadder d'accord ass -, dass mer de Vott da géife maachen, wann d'Coronakris et erlaabt, fir erëm alles opzemaachen, och an der Ëffentlechkeet.

Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister, fir déi Deklaratioun. Ech froen dann d'Chamber, ob se mat der Propositioun vum Här Minister averstanen ass.

Mee fir d'éischt hätt awer nach gären den Här Marc Baum d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Also am Prinzip si mir jo domadder averstanen, wann den Zäitpunkt vum Vott méi wäit no hanne geluecht gëtt an domadder deen Deel, deen d'Chamber traitéiert, méi laang brauch, ier en a Kraaft trëtt. Dat ass eng inhaltlech Appreciatioun.

Mee ech froe mech awer, a wéi enger Prozedur mer hei sinn! Also, mir sollen haut eng Debatt féieren. Et ass jo d'Debatt, wat d'Wiese vun der Demokratie selwer ausmécht. An da solle mer warscheinlech iergendwann eng Kéier als „unter ferner liefen" an engem Ordre du jour mat aacht, néng weidere Punkte soen: „Voilà, elo brauche mer net méi driwwer ze schwätzen, da komme mer elo zum Vott!" Dat fannen ech awer eng ganz bizarre Prozedur.

Duerfir géif ech nach eng Kéier drëms bieden, wat véier Parteien hei gëschter gefrot hunn, datt mer d'Debatt an de Vott zesummenhalen an awer op en Datum verréckelen nom État de crise. Mir hu gesinn heibaussen, et gëtt an der Gesellschaft eng grouss Oprou.

Ech sinn amgaang, all Mail eenzel ze beäntwerten, déi jiddwer Deputéierten heibanne krut. An no mengem Ziele sinn ech elo bei 850, innerhalb vu manner wéi 24 Stonnen. Dat heescht, et gëtt eng grouss gesellschaftlech Oprou dowéinst. Kommt, mer halen déi Formen, déi mer hei an eiser Demokratie kennen, nämlech eng Debatt ze hunn, dorunner de Vott unzeschléissen, just, mir maache se nom État de crise, dat heescht, an engem Mount, ënnert deene Konditiounen, déi mer haten.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann hunn d'Wuert gefrot gehat: d'Madamm Hansen, dann den Här Clement an den Här Kartheiser.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Mir haten dat do gëschter scho gefrot gehat, fir de Projet vum Ordre du jour ze huelen, ech mengen, déi ganz Oppositioun zesummen. An dat wär an eisen Aen nach ëmmer déi bescht Léisung. Et ass nämlech lo keng Urgence.

Mir hu gesot gehat, et soll ee lo net an der Kris probéieren, déi Debatt hei iergendwéi iwwert de Knéi ze briechen. D'Regierung huet u sech duerch den État de crise jo och gréisser Manifestatiounen net méi erlaabt. Et si vill Leit, an dat gesi mer an eise Mailen, mir ginn iwwerschott mat Mailen, et si ganz vill Leit, déi gäre sech wëllen zu Wuert melle bei dëser Debatt. Déi kënnen dat net! Dofir géif ech déi Demande och wierklech nach eng Kéier ënnerstëtzen, datt mer d'Debatt an de Vott net géifen haut maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Clement, wannechgelift.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci och dem Marc Baum, datt en dat nach eng Kéier ugeschwat huet, och dem Martine Hansen.

Ech mengen, ech si frou, datt ech net deen eenzegen heibanne sinn, deen op all déi Mailen eenzel äntwert a probéiert, do tatsächlech deene Leit och ze erklären, firwat eis Positioun esou ass, wéi se ass. Ech mengen, datt an engem „Parlament", wat vum ale fransésche Wuert kënnt fir Ënnerriedung, vum fransésche Wuert „parler" ofgeleet ass, et deem säi Rôle eebe grad ass, ze debattéieren an net nëmmen um Ënn ofzestëmmen, an datt mer dat an enger gréisstméiglecher Oppenheet maachen.

An ech deelen dem Marc Baum seng Besuergnis do awer, datt mer haut den Debat féieren an dann am Oktober, November, iergendwann zwëschent engem aneren Debat, zwëschent anere Modèle-de-basen nach séier e Vott dertëschentschiben, wou drasteet: „approbation du projet", an esou weider. Ech mengen, datt géif deem Projet, där Envergure vun deem Projet net Rechnung droen. An deementspriechend ënnerstëtzen ech zesumme mam Marc Goergen och déi Demande vum Marc Baum, fir dee Punkt hei vum Ordre du jour ze huelen.

Ech mengen, mir hunn déi lescht Deeg, déi lescht 24 Stonne gesinn, wéi séier d'Zivillgesellschaft sech awer hei mobiliséiert. Mir hunn et virun der Dier gesinn. Mir hunn et digital gesinn. Mir sollten deem Rechnung droen an net hei eppes am Confinement iwwert de Knéi briechen, wat definitiv just de Populiste Waasser op d'Mille wär. Well et féiert dozou, datt mer jiddwerengem, dee seet: „D'Parlament dréckt wärend dem Confinement Saachen duerch, déi mer net wëllen!", datt mer genau deene Leit géife Recht ginn, wa mer dat haut maachen. An dat sollte mer verhënneren. Mir sollten de Glawen un d'Demokratie héichhalen. An dozou gehéiert den Debat, och wann en

heiansdo méi haart ass, och wann en heiansdo manner ageneem ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann hat den Här Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President. Ech mengen, ech kann dem Här Asselborn nëmme Merci soe fir eng Propositioun, déi e gemaach huet. Awer mir hunn eis Positioun gëschter ganz kloer gemaach. An dat, wat den Här Asselborn eis hei proposéiert, wa mer elo hei am Bundestag séizen, wat mer jo net sinn, géif ech soen: „Nicht Fleisch, nicht Fisch."

Wat ass dat doten, wat mer haut proposéiert kruten? Et ass eng Tentativ, sou op jidde Fall wéi mir dat liesen, fir déi Méiglechkeet vun der Ëffentlechkeet, fir un der Debatt deelzehuelen duerch eng grouss Demonstratioun, déi mer jo warscheinlech hätten, ewechzehuelen. An dofir hate mir jo gëschter gesot: „Kommt, mir maachen et baussent dem Krisenzoustand, an deem mer elo sinn!", do, wou et higehéiert, wou jidderee kann demonstréieren.

An et ass gläichzäiteg de Versuch, wa mer da bis un de Vott kommen, datt d'Leit sech net méi mobiliséieren, well eigentlech d'Debatt jo schonn eriwwer ass am Parlament. Dat ass an eisen Ae keng Offer, déi iergendeen Demokratietest ka bestoen. An dofir denke mer, mir sollten dat Ganzt verleeën, baussent de Krisenzoustand leeën. A wann dann d'Regierungsmajoritéit der Meenung ass, datt mer haut d'Debatt solle féieren, da musse mer och haut driwwer ofstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Wie wëllt nach eppes soen zum Ordre du jour? Den Här Engel, wannechgelift.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Mir hunn eis déi Ausféierungen, déi gëschter hei an der Chamber gefouert goufen, natierlech zu Häerz geholl. A mir hunn och nach eng Kéier driwwer nogeduecht. A mir wollten heimadder a mat där Demarche, déi mer elo haut proposéiert hunn - haut den Debat ze féieren an dann d'nächste Kéier, an enger Kéier, wou dann d'Demonstratiounen, sou wéi se vum Här Baum jo ëmmer monéiert goufen -, an engem Dossier, dee scho virdrun eng Rei vu Manifestatiounen hat, deenen dann och d'Geleeënheet ginn, (veuillez lire: - haut den Debat ze féieren an dann de Vott eng aner Kéier ze maachen, wann dann d'Demonstratiounen, sou wéi et vum Här Baum jo ëmmer monéiert gouf, nees kënne stattfannen -, dat an engem Dossier, dee scho virdrun eng Rei vu Manifestatiounen hat, mir wollten heimadder de Manifestanten dann och d'Geleeënheet ginn,) ze demonstréieren an hiren Onmutt dann och virun der Chamber hei kënne matzedeelen.

Dat hei wär eng Kompromissléisung fir eis gewiescht, den Debat haut ze féieren an de Vott eng aner Kéier ze maachen. Dat wollte mer duerfir hei proposéieren. Et muss ee jo och soen, wa mer keng Demonstratioune méi zouloossen, an dat ass jo am ganzen État de crise déi ganzen Zäit de Fall, dann dierfte mer heibannen iwwerhaapt guer kee Projet méi stëmmen! Well d'Demonstratiounsrecht ass jo dann opgehuewe fir ..., also besteet jo nach ëmmer fir alleguer d'Projeten! Mir hunn hei viru Wochen de Projet des grandes infrastructures (veuillez lire: viru Wochen de Finanzement vun de grands Projets d'infrastructure) gestëmmt, do hätten och Leit kënne soen: „Mir sinn net d'accord mat deem Projet!"

(Brouhaha)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Hat Der do 800 Maile kritt, Här Engel? Hat Der do 800 Maile kritt? Jo?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei, wannechgelift!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Mir hu keng 800 Maile kritt. Dir hat se gëschter och nach net kritt. Dir hutt se och eréischt haut kritt.

(Interruptions diverses)

Gutt. Also géife mer eis als Parlament hei jo da Fesselen undinn an näischt méi kënne stëmmen, well d'Demonstratiounsrecht net do ass. Just fir dat ze soen. Dat heite war e Kompromiss, wou mer dann deene Leit, déi wëllten hiren Onmutt zum Ausdrock bréngen, d'Geleeënheet ginn hätten, beim Vott dat och ze maachen.

Ausserdeem waren eis Rumeuren zougedroe ginn, dass et kéint zu enger Saalflucht heibanne kommen, wat eis natierlech an eng Situatioun ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- Beweiser! Beweiser!

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... wat eis an eng Situatioun bruecht hätt, déi fir eis als Majoritéit e Problem duergestallt hätt, well mer de Quorum net gehat hätten, well mer eng Persoun heibannen hunn, déi vulnerabel ass, ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also dat war net geplangt!

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... déi an enger schwéierer Situatioun ass, ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech weess net ...

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Dat war net geplangt! D'Piraten stinn zum Nee a bleiwe sëtzen. Also keng Suerg!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei, wannechgelift! Den Här Engel huet d'Wuert, an den Här Engel eleng!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Da soll en hei net insinuéieren!

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... déi an enger schwéierer gesondheetlecher Situatioun ass, soudass mer als Majoritéitsparteien hei de Quorum net méi gehat hätten. Fir deem och aus dem Wee ze goen a fir der CSV, déi jo de Projet hei an der Kommissioun matgestëmmt huet, déi also zu deem Projet hei steet, och d'Geleeënheet ze ginn, fräi hire Vott hei kënnen ze expriméieren, ouni datt se sech an der Fessel gefillt hätt, datt d'Demonstratiounsrecht net hätt kënnen ausgeüübt ginn, wär dat hei de Kompromiss gewiescht.

Mir stinn zu deem Kompromiss: den Debat haut an de Vott eng aner Kéier. Da kënnen d'Leit dobaussen demonstréieren an den Debat kann haut stattfannen. Ech mengen, datt dat eng gutt Léisung wär, fir de Projet hei haut ze debattéieren an dann op engem spéideren Dag ze evakuéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann hat den Här Minister, den Här Jean Asselborn, d'Wuert gefrot.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Also, d'Regierung huet der Chamber näischt ze soen. Ech géif zwar mengen, dass déi Propositioun, déi ech gemaach hunn, dat hunn ech och geduecht, dass déi kéint matgedroe ginn. Ech hunn esou Signaler kritt gehat, soss hätt ech se net gemaach. Ech géif elo mengen, op jidde Fall als Regierung, dass, wat de Claude Baum gesot huet, op eng Manéier net richteg ass. Mir hunn hei eng Chamber, déi fonctionéiert och an Zäiten ...

(Interruption)

De „Marc", pardon, wat de Marc gesot huet hei.

... déi fonctionéiert och an Zäite vum Corona: Mir sëtzen hei zesummen, mir si preparéiert, mir hunn an der Kommissioun alles virbereet. Ech hu gesot: „Ech hunn der Chamber näischt ze soen", ech géif awer am Numm vun der Regierung mengen, wéi mer elo hei sinn, solle mer haut, en sérénité, deen Debat féieren. A wann e Problem ass mam Vott, da vertage mer dee Vott bis no der Coronakris, wéi ech gesot hunn. Mee ech mengen, d'Leit protestéiere jo net, dass mir hei en Debat hunn iwwert de CETA.

(Interruption)

Duerfir protestéiere se dach net! D'Leit ... Mir maachen och keen Debat iwwert de CETA, mir maachen en Debat iwwert den Investitiounsschutz! De CETA ass schonn zwee an en halleft Joer a Kraaft, just fir dat ze soen. An duerfir géif ech nach eng Kéier proposéieren, Här President: „Kommt, mir maachen eis Aarbecht!" Jiddereen huet seng Sensibilitéiten. Dat verstinn ech. Ech respektéieren dat. Mee mir sinn hei, fir eis Aarbecht ze maachen, géif ech mengen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister. Ech mengen, dat wär eng Propositioun, déi ...

Den Här Baum, wannechgelift.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech stellen awer elo zwou Saache fest. Déi éischt Saach, déi ech feststellen, ass: Déi Propos, déi hei gemaach gëtt, ass net d'Resultat vu laangen Iwwerleeungen, well sech d'Majoritéitsparteie gëschter d'Argumenter vun der Oppositioun nach eng Kéier duerch de Kapp goe gelooss hunn, mee et ass reng politesche Machtcalcul, well gefaart ginn ass, datt d'Opositioun géif de Sall verloossen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Näischt anescht ass dat hei!

(Protestations)

Et ass net d'Resultat vun enger grousser Iwwerleeung.

An dann dat Zweet. Dir kënnt mat Recht soen: „Eng Majoritéit ass eng Majoritéit a mir halen drop, datt déi Debatt hei gefouert gëtt." Déi, déi e Problem hunn an déi hei 850 E-Maile bis elo verschéckt hunn, dat ass d'Zivillgesellschaft, wou e Brouillon elo dobausse manifestéiert huet, wéi d'Chamber ugefaangen huet. Dat ass den OGB-L, dat ass den LCGB, dat ass d'CGFP, dat ass de Mouvement écologique, dat ass natur&ëmwelt, dat ass d'ULC. Soll ech se alleguer opzielen?! Déi soen, datt dat eng Frechheet ass, déi Debatt haut ze féieren!

A wann Der och virun der Oppositioun net de Respekt hutt fir ze soen: „Ma kommt, mer verleeën et ëm ee Mount!", - de grâce, ëm e Mount! -, da misst Der awer zumindest virun deenen Organisatiounen aus der Zivillgesellschaft dee Respekt hunn.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

(Interruptions)

Une voix.- Nom État de crise.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum, fir déi Stellungnam. Den Här Gibéryen huet nach d'Wuert gefrot.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, dat heite soll elo kee Spill ginn, ...

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei, wannechgelift, e bësse méi roueg! Den Här Gibéryen huet d'Wuert. An hien eleng.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech mengen, dat hei soll kee Spillchen elo ginn tëschent Majoritéit an Oppositioun. Datt mer eng politesch Ausernanersetzung hunn, verschidde Meenungen, dat ass normal an engem Parlament. An ech mengen, gëschter huet d'Oppositioun verlaangt, datt de Punkt vum Ordre du jour erofkënnt, well net nëmmen de Vott wichteg ass, mee och den Debat. Den Debat, wou déi eenzel Parteien hei zum Ausdrock bréngen, mat wat fir engen Argumenter datt se derfir respektiv dergéint wëlle stëmmen. An deen Debat, dat ass e Ganzt, mat dem Vott!

M. Roy Reding *(ADR).*- Voilà. Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- A gëschter ass gesot ginn: „Ma et ass alles fäerdeg. Kommt, mir maachen eis Aarbecht!" Mee mir sti jo net ënner Zäitdrock. Mir sti wierklech net ënner Zäitdrock. A wat wier dann elo, wa mer géifen haut soen: „Ma da kommt, mir verleeën net nëmmen de Vott, mir verleeën och den Debat!" Well wat notzt den Debat haut, wa mer souwisou net driwwer ofstëmmen? Dann hu mer en Debat gemaach, ouni datt ee kann dobausse soen, ob d'Lëtzebuerger Parlament averstanen ass oder net averstanen ass, well mir hu kee Vott geholl.

An ech mengen, et géif der Majoritéit wierklech, wierklech keen Zack aus der Kroun falen, wa mer haut géifen en Accord treffen a mir géife soen: „Ma da kommt, mir verleeën den Debat an de Vott op no der Kris!" Da si mer genausou séier mat deem Ganze fäerdeg, wéi wa mer dat dote géifen haut opdeelen an eng weider Diskussioun hei am Land lancéieren, déi onnëtz ass.

Ech géif duerfir wierklech d'Regierung an d'Majoritéit bieden: Kommt, mir kucken am Interesse vun der Demokratie an och am Respekt vun eiser Verfassung, wou d'Manifestatiounsfräiheet dra verankert ass ...

An et kéint een och nach d'Diskussioun féieren, ob déi Diskussiounen, déi hei d'Regierung mécht, datt am Fong gesot gëtt: „D'Manifestatiounsméiglechkeet ass ausser Kraaft gesat!", ... och dat ass eng Diskussioun. Eng Regierung ka keng Verfassung ausser Kraaft setzen!

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Och a Krisenzäite ka se keng Manifestatiounsméiglechkeet ausser Kraaft setzen. Do kënnt also nach eng nei Diskussioun, déi sech doranner wäert ralliéieren. An ech géif duerfir wierklech, Här President, als deen Eelsten heibannen, en Appell un d'Majoritéit an d'Regierung maachen: Kommt, mir ginn eis d'Hand a mir verleeën dat Ganzt op no der Kris!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gibéryen. An da freet den Här Sven Clement d'Wuert nach eng Kéier.

(Brouhaha)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech ka mech dem Här Gibéryen an där Fro hei nëmme ralliéieren. Ech mengen, et ginn eng ganz Rëtsch gutt Argumenter, firwat deen Debat hei wichteg ass.

Et ass en Debat, virun deem mer eis net sollte verstoppen. Deen Debat wäert fréier oder spéider stattfannen. Do si mer eis eens. D'Fro stellt sech also: Wéini? Wéini ass dee richtege Moment, fir iwwer e Projet ze diskutéieren, an deem et wierklech esou en Engagement vun der Zivillgesellschaft gëtt?

(Brouhaha)

Wat den Här Engel virdru gesot huet vun de grands Projets d'infrastructure ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei, wannechgelift, e bësse méi roueg. Den Här Clement schwätzt.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Also, ech weess net, wivill E-Mailen den Här Engel krut a wivill Bréiwer oder Bréifdauwen e krut. Ech krut der op alle Fall däitlech manner, fir net ze soen, d'Limitt tendéiert géint null, mathematesch ausgedréckt, wéi et ëm d'grands Projets d'infrastructure gaangen ass. Hei ass awer, mengen ech, d'ganz Chamber permanent engem Mailbombardement ausgesat. Op sozialen Netzwierker gëtt Stëmmung gemaach. Et ass kloer, datt d'Populatioun, d'Zivillgesellschaft am Breeden, d'organiséiert Zivillgesellschaft am Breeden hei den Debat sicht a gehéiert wëllt ginn.

(Interruptions)

Ech sot et virdrun: „Et ass Waasser op d'Mille vun de Populisten, wa mir als Chamber hei e Vott huelen, genau dann, wann d'Populisten eis et ënnerstellen."

(Brouhaha)

An da muss ech awer nach eppes lassginn, well dat deet mer wierklech, wierklech wéi an do hätt ech méi vum Här Engel erwaart, wéi hei der Oppositioun ze ënnerstellen, d'Liewe vu Kolleeginnen a Kolleege wëllen op d'Spill ze setzen, ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat hunn ech net gesot!

(Brouhaha)

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... fir e politesche Gain ze kréien!

(Exclamations et protestations)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Zigelt Är Wierder, Här Clement, wannechgelift! Dat hunn ech net gesot!

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Dat do stëmmt net!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dir hutt gesot, mir géifen domadder d'Gesondheet ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- Här Clement, wannechgelift, zigelt Är Wierder, well dat do hunn ech net gesot!

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... vu vulnerabele Kolleeginnen a Kolleege riskéieren.

(Brouhaha)

Dat hu mir net gemaach! Mir sëtzen hei, mir stinn dozou, datt mir zu deem Projet Nee wäerte stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Mir sinn net wéi verschidde Memberen aus der Regierung, déi 2017 op Instagram grouss mat Plakater „Stop CETA" stoungen an elo sech ganz rar maachen déi lescht Deeg, well se op eemol a Regierungsverantwortung sinn an e Projet matdroe wëllen, deen hir Partei europawäit refuséiert.

(Interruption)

Wien ass dat, frot Der?

(Interruption)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- A wie kéint dat sinn?

(Interruption)

Wéi? Den Här Turmes?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. An da ginn ech d'Wuert zréck un den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech mengen, datt den Här Clement sech hei wierklech an der Wuertwal vergraff huet. Ech verzeien em dat och eng Kéier. An am Eifer des Gefechts kann engem dat geschéien.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Mir Iech och!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech mengen, dass dat net esou geduecht war. Wann et esou geduecht war, fannen ech et ganz schlëmm, datt Der mir hei ënnerstellt, ech géif engem Deputéierte seng Gesondheet op d'Spill setzen. Ech fannen dat ganz grav!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Nee, Dir hutt eis dat ënnerstallt!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dir hutt eis dat virgeworf!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dir hutt eis dat ënnerstallt.

(Interruptions)

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Wann Der mer dat wëllt ënnerstellen, dat fannen ech ganz, ganz, ganz grav!

Une voix.- Nee, nee, pardon! Dir hutt eis dat ënnerstallt!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Dat fannen ech ganz grav, wann Der mer dat ënnerstellt.

(Interruptions)

Gutt. Mir hunn lech eng Propos gemaach. Dat sollt e Kompromiss sinn.

(Interruptions)

Mir hunn lech eng Propos gemaach. Dat sollt e Kompromiss sinn tëschent deene Meenungen, déi zirkuléiert sinn, fir den Debat haut ze féieren a fir de Vott eng aner Kéier ze maachen. Dee Kompromiss schéngt hei net op grouss Géigeléift ze treffen, soudatt ech géif proposéieren, dass mer, esou wéi mer dat gëschter heifir proposéiert hunn, de Vott mat dem Debat haut géife verbannen an dat alles géifen hei duerchzéien.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci. Ech ginn nach eng Kéier d'Wuert zréck un den Här Clement fir Fait personnel. An da musse mer kucken, datt mer ukommen.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Jo. Här President, et deet mer leed, mee den Här Engel huet elo grad gesot, ech hätt him virgeworf, d'Liewe vun Deputéierten oder d'Gesondheet vun Deputéierten op d'Spill ze setzen. Ech géif dat, wannechgelift, gär korrigéiert wëssen. Ech hunn nämlech net gesot, hie géif d'Liewe vun Deputéierten op d'Spill setzen, ech hu gesot, hien hätt der Oppositioun dat insinuéiert, mir wéilten dat maachen. Dat ass eng Nuance.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Dat hunn ech och net gesot!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ech hunn net gesot ...

Ma dat kënne mer am Verbatim da gären noliesen, mir kënnen dat jo da maachen. Mee ech wëll hei kloerstellen, datt d'Oppositioun, an, ech mengen, do kann ech fir eis alleguerten op dëser Säit schwätzen, zu kengem Zäitpunkt mat der Iddi gespillt huet, fir d'Gesondheet vu Kolleeginnen a Kolleegen heibannen op d'Spill ze setzen.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech stellen also fest, datt et keng Majoritéit gëtt, fir der Propositioun vum Här Asselborn Rechnung ze droen. Da géife mer den Ordre du jour am Fong geholl esou evakuéieren, wéi e vun der Presidentekonferenz festgehale ginn ass.

An ech géif dann direkt d'Wuert un de Rapporter vun deenen zwee Projets de lois, den honorabelen Här Yves Cruchten, ginn. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert, fir eis déi zwee Projete virzestellen.

Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wéilt ech preziséieren, dass ech elo als Rapporter schwätzen an dass mäi Kolleeg, de Mars Di Bartolomeo, herno wäert fir meng Fraktioun schwätzen.

Ech wéilt och ufänke mat enger Prezisioun: De CETA ass vum Conseil européen ugeholl ginn, vum Europaparlament gestëmmt ginn a besteet elo zanter iwwer 30 Méint a gëtt och applizéiert.

Mir befannen haut eigentlech nach iwwert den Investitiounsschutz, deen déi national Kompetenz betrëfft. An dat ass och eppes, wat mir hei als nationaalt Parlament ëmmer gefuerdert hunn. Dësen Deel vum Ofkommes, dee jo deen alen Arbitrage duerch dee weesentlech verbesserte System vun der Cour d'investissement ersetzt, kann nëmmen dann a Kraaft trieden, wa mir em gréng Luucht ginn.

Well den Investitiounsschutz awer en Deel vum ganzen Accord ass, besteet den Androck, dass mir haut och iwwert d'Zukunft vum Handel mat Kanada kënne bestëmmen. Dat ass awer net ganz wouer. Der Korrektheet wéinst an och fir e bessert Verständnis fir déi Leit, déi eis vläicht haut nolauschteren, géif ech awer a mengem Rapport op dee ganzen Accord agoen, esou wéi mer dat eigentlech och ëmmer an eisen Aarbechten an der Chamberskommissioun gemaach hunn.

Mir hunn de facto zwee Projete virun eis leien. Dat ass engersäits de Projet de loi 7460, deen den APS, also den Accord de partenariat stratégique tëscht der Europäescher Unioun a Kanada approuvéiert. Anerersäits hu mer de Projet de loi 7457 zur Ratifikatioun vum Accord économique et commercial global oder, wéi déi meescht e kennen, dem CETA.

(Brouhaha)

D'Decisioun vun der Kommissioun, dës zwee Projeten zesummenzehuelen, mécht an eisen Ae Sënn. D'Iddi ass hei, dass den Accord de partenariat stratégique de CETA politesch encadréiert. De Commerce ass just een Element vun de Bezéiungen, dat sech an dee méi breede politesche Kader vum Accord de partenariat stratégique agliddert.

Effektiv probéiert d'Europäesch Unioun bei all Handelsaccord, och en zousätzlechen Accord ofzeschléissen, fir d'Zesummenaarbecht och an aneren Domänen ze stäerken. Sou ass dat scho mat Südkorea geschitt an och mat Japan ass een dëse Wee gaangen.

(Interruption)

Mat manner enke Partner, wéi zum Beispill Singapur, hu mer en Accord de partenariat et de coopération virleien, iwwert dee mer duerno ofstëmmen. D'Debatten ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Cruchten?

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur*.- Jo?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Kartheiser freet d'Wuert. Ech weess awer net firwat, ob et fir eng Fro ass oder wat.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, fir eng Fro, wannechgelift, Här President. Wann den Här Cruchten mer se zougesteet.

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur*.- Jo. Selbstverständlech.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Den Här Cruchten sot ...

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur*.- Dir kënnt mer se vläicht och herno stellen. Géif dat lech eppes ausmaachen?

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Gelift?

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur*.- Géif et lech eppes ausmaachen, fir mer se duerno um Wupp ze stellen?

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Nee, selbstverständlech net, Här Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur*.- Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci.

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur*.- D'Debatten iwwert de CETA hunn dëse manner bekannten Accord natierlech an de Schiet gestallt. Dobäi ass den Accord de partenariat stratégique e wichtege Jalon an der Kooperatioun mat Kanada.

Kanada ass effektiv e wichtege Partner vun der Unioun, souwuel wirtschaftlech gesinn, mee och politesch, virun allem am haitegen internationale Klima. D'Kanadier sinn eng Stëmm fir Toleranz a fir Diversitéit, e Land mat enger staarker demokratescher Traditioun an engem Rechtsstaat, e staarken Ënnerstëtzer vum Multilateralismus, en Alliéierten an der Bekämpfung vum Klimawandel. A villen Hisiichte sti sech Kanada an Europa deemno ganz no. Alles dat mécht Kanada zu engem Kärpartner op där anerer Säit vum Atlantik.

D'Relatiounen tëscht der Europäescher Unioun a Kanada gi bis an d'50er Joren zréck, wou se virun allem wirtschaftlecher Natur waren. 1976 haten déi zwee Acteuren en Accord-cadre de coopération commerciale et économique ënnerschriwwen. 1990 gouf dunn eng Déclaration politique conjointe ënnerschriwwen. 1996 koum et dann zu enger Déclaration politique et plan d'action communs Canada-Union européenne. 2004 gouf da fir d'éischt vun enger strateegescher Partnerschaft geschwat, wou e Programme de partenariat ugeholl gouf.

Den Accord de partenariat stratégique, iwwert dee mer haut befannen, ass eng Extensioun vun dëser historescher Bezéiung. E schaaft e Kader fir politeschen Dialog a Kooperatioun an enger ganzer Rei vun Domänen, deen et erlabe soll, d'bilateral Bezéiungen nach eng Kéier ze verdéiwen. Den Accord de partenariat stratégique ass virun allem e politeschen Accord a beschtefalls „soft law".

Et ass éischter en Instrument, e Kader, deen et deenen zwou Parteien erlaabt, zesummenzekommen a sech iwwer duerchaus sensibel Theemen auszetauschen an ze beroden, an dat lassgeléist vum Commerce, dee jo iwwert de CETA gereegelt gëtt. Sou gëtt zum Beispill déi bilateral Kooperatioun a Saachen internationale Fridden a Sécherheet, Klimawandel oder Bekämpfung vum Terrorismus gestäerkt.

Et ass awer och en Accord, deen eis gemeinsam Wäerter confirméiert an et erlaabt, an internationalen Institutioune besser a méi strateegesch zesummenzeschaffen. Effektiv sinn d'Kanadier e wichtege Partner, zum Beispill am UNO-Mënscherechtsrot respektiv an der véierter Kommissioun vun der Assemblée générale, wou mer op enger Rëtsch Dossieren zesummeschaffen.

Ze notéieren ass och, dass den Accord de partenariat stratégique e Lien mam CETA mécht. Den Artikel 28.7 gesäit nämlech vir, dass eng grav a substanziell Verletzung vu Mënscherechter oder a Saachen Netverbreedung vu Waffen als Grond fir d'Denonciatioun vum CETA vun enger Partei dénge kann, esou wéi et och am Artikel 30.9 vum CETA festgehalen ass. Dëst ass, by the way, op Dränge vun der Europäescher Unioun en vue vun enger Conditionnalité politique bäigesat ginn, wärend d'Kanadier op dësem Punkt éischter gezéckt haten.

Den Accord de partenariat stratégique ass den 30. Oktober zesumme mam CETA ënnerschriwwe ginn, nodeems d'Verhandlungen, déi 2011 ugefaangen hunn, 2014 konnten ofgeschloss ginn. Zanter dem 1. Abrëll 2017 gëtt de groussen Deel vum Accord virleefeg ugewannt. Well et en Accord mixte ass, dee souwuel EU- wéi och national Kompetenze couvréiert, mussen alleguerten d'Memberstaaten e ratifizéieren, ier e ganz a Kraaft wäert trieden. Am Moment sinn dat 19 Länner.

D'Kommissioun huet de Projet de loi an den Avis vum Staatsrot, deen den 8. Oktober erakomm ass a keng Observatiounen hat, analyséiert. Den 9. Mäerz hu mer de Rapport dann an der Kommissioun ugeholl.

Mam internationalen Handelsklima steet et net zum Allerbeschten, wéi mer alleguer wëssen. Virun allem d'Amerikaner ënnert dem President Trump huelen eng aggressiv, eng protektionistesch an nationalistesch Approche, déi sech net vill fir Reegelen a multilateral Kanäl interesséiert. Mir gesinn dat beim Handelskrich mat China, mee och d'Europäesch Unioun huet dem amerikanesche President seng Obsessioun mat Handelsbilanze schonn ze spiere kritt. Tariffer a Menacë fir nach méi Tariffer sinn op der Dagesuerdnung vum amerikaneschen Discours.

D'europäesch Approche ass do eng ganz aner: Iwwert de Wee vum Dialog a vun der Zesummenaarbecht solle gemeinsam Reegelen ausgeschafft ginn, déi net nëmmen den internationalen Handel solle förderen, mee och den neie Sensibilitéite fir den Développement durable, de Klimawandel an d'Erhale vu staarke sozialen Norme solle Rechnung droen.

Op dëser Plaz wëll ech der Zivillgesellschaft Merci soe fir déi Aarbecht, déi si geleescht huet an déi et erméiglecht huet, méi streng Ufuerderungen, virun allem an den Handelsaccorden, déi mir mat Drëttlänner ofschléissen, anzebauen. Dës Aarbecht huet hir Friichte gedroen.

Ëmfroe vum Eurobarometer weisen, dass d'Lëtzebuerger eng éischter favorabel Meenung zu Handelsaccorden an dem internationalen Handel generell hunn. Dräi Véierel fannen och, dass se vum internationalen Handel profitéieren. Zum selwechten Ament gëtt et fir si ëmmer méi wichteg, dass sanitär an Ëmweltnorme bei esou Accorde respektéiert ginn. 65 % fannen, dass bei der EU-Handelspolitik dat schonn de Fall ass.

Dës Statistike sollen eis elo net dovun ofhalen, den Accord kritesch ënnert d'Lupp ze huelen. Mee et ass awer eng Indicatioun, dass et e gewëssene Réckhalt fir esou Handelsaccorde gëtt. Wéi virdru scho gesot, ass Kanada e laangjärege Partner, dee grosso modo deene selwechten Ziler a Saachen Handelspolitik nogeet. Fir d'EU ass Kanada den zéngtgréisste Partner, wärend d'EU fir Kanada deen zweetwichtegsten Handelspartner ass.

Och a Saachen Investissementer hunn déi zwee enk Relatiounen. Kanada ass den drëttgréissten Investisseur an der EU, wärend d'EU déi zweetgréisst Source fir direkt Investissementer a Kanada ass.

De CETA soll, graff gesot, d'Handelsrelatiounen tëschent deenen zwou Parteie verstäerken an e méi zolitte Kader fir Investissementer schafen, dat alles no strikte Reegelen.

Loosst mech awer fir d'éischt kuerz op d'Geschicht vum CETA agoen! 2007 hunn déi europäesch a kanadesch Regierungen am Kader vum EU/Kanada-Sommet eng Etüd lancéiert, déi zur Konklusioun komm ass, dass d'Liberalisatioun vum Wueren- an Déngschtleeschtungshandel souwuel fir d'EU ewéi fir Kanada Virdeeler hätt.

2009 sinn dunn d'Verhandlungen tëschent deenen zwou Parteien ugaangen, fir de CETA auszeschaffen. 2011 ass d'Verhandlungsmandat vun der EU amendéiert ginn, fir de Volet vum Investitiounsschutz an d'Promotioun vun den Investissementer ze integréieren.

Um EU/Kanada-Sommet vum 26. September 2014 hunn déi zwee Länner dunn ugekënnegt, dass d'Negociatiounen ofgeschloss wären. Am Februar 2016 war et dunn d'Annonce, dass de juristesche Feintuning fäerdeg wär. Zum selwechten Ament koum och déi wichteg Ukënnegung, dass de CETA en neien Investitiounsschutzsystem kritt, op deen ech spéider nach méi am Detail wäert agoen. De fäerdegen Accord gouf dunn den 30. November 2016 ënnerschriwwen.

Wéi virdru scho gesot, geet et bei dësem Accord ëm en Accord mixte, also en Accord, dee souwuel national wéi och EU-Kompetenze betrëfft. Dofir ass et dann och néideg, dass souwuel d'EU-Parlament, mee och all d'EU-Memberstaaten den Accord ratifizéieren. D'EU-Parlament huet de 15. Februar 2017 säi Go ginn. A Kanada hunn d'House of Commons an de Senat de CETA 2017 approuvéiert. Op EU-Niveau hu bis ewell 13 EU-Memberstaaten de CETA ratifizéiert.

Nodeems d'EU-Parlament an de Conseil den Accord approuvéiert hunn, sinn dunn all déi Deeler, déi exklusiv der EU-Kompetenz ënnerleien, provisoresch a Kraaft getrueden. Dat heescht praktesch, dass zanter dem 21. September 2017 eng 90 % oder 95 % vum Accord a Kraaft sinn.

De Projet gouf den 12. Juli 2019 vum Minister Asselborn deposéiert. Den Avis vum Staatsrot ass den 8. Oktober erakomm. De Staatsrot hat och keng Observatiounen zum Projet. Den 3. Februar huet d'aussepolitesch Kommissioun souwuel de Projet de loi wéi och den Avis vum Staatsrot analyséiert. De 24. Februar sinn dës Diskussioune virugaangen.

Als President war ech prett a bereet, fir déi Diskussiounen och nach weiderzeféieren, falls dat néideg gewiescht wär. Allerdéngs däerfe mer net vergiessen, dass mer de CETA als Chamber schonn an der Vergaangenheet dacks diskutéiert hunn. Als aussepolitesch Kommissioun hu mer d'Negociatioune suivéiert mam Minister, deen dësen Dossier ëmmer ganz proaktiv mat eis diskutéiert huet an iwwert d'Debatten am Conseil vun der EU rapportéiert huet. Souguer dräimol, mengen ech, samschdes ass eis Kommissioun zesummekommen. De 26. Januar 2016 hate mer och eng Reunioun mam Här Pierre Marc Johnson, Négociateur en chef vum Quebec am Kader eebe vum CETA.

Mee och an der Chamber selwer hu mer eis Aarbecht gemaach. Sou gouf et eng ganz Rëtsch u Motiounen, an deene mir als Parlament eis Positioun duergeleecht hunn. Erlaabt mer, kuerz dräi vun deene Motiounen ze ernimmen!

An der Motioun vum 18. November 2015 vum honorabelen Här Serge Urbany huet d'Chamber d'Regierung opgefuerdert, sech géint all Demarche ze stellen, déi de Wee zur Implementatioun vum CETA virundreiwe géif, soulaang deen ale System vu Schidsgeriichter virgesi wär. An enger anerer Motioun vum 7. Juni 2016 hu mer als Chamber dunn insistéiert, dass den Accord als Accord mixte agestuuft misst ginn. Och hate mer gefuerdert, déi juristesch Froen zum Système de Cour d'investissement ze kläre souwéi d'Onofhängegkeet an d'Objektivitéit vun de Riichter ze garantéieren.

An enger weiderer Motioun vum 20. Oktober 2016, déi mäi Virgänger Marc Angel erageereecht hat, gouf d'Regierung dunn invitéiert « à donner son accord, sous certaines réserves, au CETA au sein du Conseil de l'Union européenne et à lancer le processus démocratique de ratification. » (veuillez lire: « à donner son accord, compte tenu de ce qui précède, à l'AECG/CETA au sein du Conseil de l'UE et à lancer le processus démocratique de ratification. »)

An där Chamberssitzung hat de Minister dunn och eng Deklaratioun iwwert de CETA gemaach. Ech fannen, dass mer dofir duerchaus soe kënnen, dass mer de Prozess als Chamber intensiv an och mat där néideger Seriositéit begleet a matgestalt hunn.

Perfekt ass deen Accord net! An dach gouf et eng Rëtsch Ännerungen, déi den Accord ganz kloer besser gemaach hunn! Hei musse mer nach eemol déi wichteg Roll vun der Zivillgesellschaft ervirhiewen. Déi huet fir Verbesserunge gepusht, zum Beispill a Saache Schidsgeriichter, mee och fir zousätzlech Garantien ze kréie fir de Klimaschutz oder d'Erhale vu Standarden. An do huet sech am Laf vun den Negociatiounen och eppes gedoen.

Dass d'Zivillgesellschaft haut nach ëmmer net zefridden ass, kënne mer och iergendwéi verstoen. D'Globaliséierung an en internationalen Handel, deen op Konkurrenz tëscht de Länner berout, déi maachen Angscht. An d'Kritik géint dësen Accord wéi och géint aner Verträg huet domadder ze dinn. An dësem Sënn ware mir eis an der Kommissioun, mengen ech, alleguer

eens, dass den Accord net perfekt ass, well hien d'Fuerderunge vun der Zivillgesellschaft fir e grondsätzlech aneren Handel net erfëlle kann.

Mee wann ee kuckt, wéi den Accord evoluéiert huet, och am Verglach mat aneren Accorden, sou kann ee schonn zur Konklusioun kommen, dass dëst Ofkommes zu enger Verbesserung vum internationalen Handel bäidroe wäert. En Accord, dee mer en plus mat engem Land ofschléissen, dat zu engem groussen Deel eis Standarden an eis Wäerter deelt, a wou eng gewësse Vertrauensbasis do ass, dass Kanada seng Obligatioune mat guddem Wëllen ëmsetze wäert.

Et ass e sougenannten „accord nouvelle génération", deen also net méi just déi klassesch Froen, wéi den Zougang zum Maart, traitéiert, mee och Dispositiounen zu, ënner anerem, dem Schutz vum geeschtegen Eegentum, dem Marché public oder der nohalteger Entwécklung huet.

Den „instrument interprétatif commun" ass ausgeschafft ginn, fir eng Rëtsch kritesch a kontrovers Punkten duerch d'Festleeë vun enger gemeinsamer Interpretatioun ze klären. Dës Instrument ass och net just eng politesch Deklaratioun, mee et muss effektiv vun engem Riichter consideréiert ginn, falls et zu engem Sträitfall sollt kommen.

Et ass och e liewegen Accord. De Comité mixte, deen duerch den Artikel 26.1 an d'Liewe geruff gëtt, ass responsabel fir all Froen iwwert d'Implementatioun vum Accord. Dee Comité mixte hat am September 2018 och schonn eng Sëtzung, wou ënner anerem iwwert déi nohalteg Entwécklung geschwat gouf an dräi Recommandatiounen ugeholl goufen, déi eng besser Kooperatioun erlabe sollen.

De CETA ass en décke Batz: iwwer 2.000 Säiten, opgedeelt an 30 Kapitelen an eng Rëtsch Annexen, wéi och dee faméisen Instrument interprétatif commun. Wat d'Tariffer ugeet, gi ronn 99 % vun den Droits de douane op industrielle Produiten eliminéiert. Fir d'EU sinn hei virun allem den Textill- an den Automobillsecteur wéi och déi cheemesch Produite wichteg. Produiten an der Landwirtschaft si Quoten ënnerworf, wat heescht, dass just eng gewësse Mass u Produiten tarifffräi exportéiert ka ginn. Als Beispill kann een d'Rëndfleesch nennen, wou d'Quot bei 48.000 Tonne pro Joer läit. D'Exportatioun vum Pouletsfleesch gëtt guer net liberaliséiert.

Et gouf och eng gewëssen Angscht, dass den europäesche Marché mat kanadesche Produiten iwwerschwemmt kéint ginn. Abee, déi Angscht huet sech bis elo net gerechtfertegt. Wat d'Servicer ugeet, facilitéiert den Accord den Accès op de kanadesche Marché fir Entreprisen aus der EU. Hei muss gesot ginn, dass et fir d'EU-Memberstaate keng Obligatioun gëtt, hir Marché-publicken opzemaachen. Och kann den Accord se net zu Privatiséierunge vu verschiddene Secteuren zwéngen. Ausserdeem behalen d'Staaten d'Méiglechkeet, privatiséiert Servicer erëm ëffentlech ze maachen. D'Gestioun vun de Gesondheetsservicer, d'Bildung oder nach d'Distributioun vum Waasser ginn net beaflosst.

Loosst mech nach kuerz op deen een oder anere méi kontroverse Punkt agoen! Deen ale Schidsgeriichtssystem ISDS, dee virun allem vun der Zivillgesellschaft, mee och vu verschiddene Länner kritiséiert gouf, ass wéi gesot duerch den Investment Court System ersat ginn. Den Europäesche Geriichtshaff huet den 30. Abrëll 2019 deklaréiert, dass dëse System mat europäeschem Recht kompatibel wär, dat nodeems d'Belsch hei en Avis gefrot haten.

Den ICS ass eng kloer Verbesserung am Verglach zum ISDS. D'Riichter sinn onofhängeg an objektiv. Dëst ass nach eng Kéier am Instrument interprétatif commun festgehale ginn. D'Prozedure sinn transparent an et gouf e Mécanisme d'appel op d'Bee gesat. Dës Norme si fir d'EU den neie Standard a Saache Règlement des différends. Déi lëtzebuergesch Regierung huet sech effektiv dozou engagéiert, keng Accorde méi ze akzeptéieren, déi net dësen neien ICS hunn.

Am Idealfall ass den ICS just eng Tëschenetapp um Wee zu engem multilaterale Geriicht fir Investissementer. Dat ass sécherlech nach e laange Wee. Ëmmerhi gëtt et nach haut méi wéi 2.000 där Accorde weltwäit, déi deen alen ISDS-System hunn. D'Hoffnung ass, iwwer bilateral Accorde méiglechst vill Länner mat u Bord ze kréien an iergendeng Kéier eng kritesch Mass zesummenzehunn, fir esou eng multilateral international Cour kënnen ze lancéieren.

Ech wëll op däser Plaz ënnersträichen, dass d'Geriichter net do sinn, fir den Entreprisë besonnesch Rechter ze ginn. D'Zil ass, dass auslännesch Investisseuren net diskriminéiert gi par rapport zu lokalen Entreprisen. Dat heescht, dass eng Lëtzebuerger Firma a Kanada soll behandelt gi wéi eng kanadesch Firma an dass de Lëtzebuerger Staat eng kanadesch Firma zu Lëtzebuerg soll behandele wéi all déi aner.

Fir ze garantéieren, dass et keng Abuse gëtt, gouf och am Instrument interprétatif commun festgehalen, dass just europäesch a kanadesch Entreprisen dëse Mechanismus notze kënnen, also Entreprisen, déi e reelle wirtschaftleche Bezuch zu deenen zwou Wirtschaften hunn. Dës Provisioun war iwwregens eng Konditioun fir d'Ënnerschréft vu Lëtzebuerg.

Wat déi sanitär a phytosanitär Standarden ugeet, gouf et Befierchtungen, dass dës Standarden no ënne reviséiert kéinte ginn. Et geet hei zum Beispill ëm d'Benotze vun Hormoner, Antibioticken oder Pestiziden. Den Accord ännert näischt an der EU-Legislatioun. Et gëtt allerdéngs en Dialog, wat d'Coopération réglementaire ugeet, an dat duerch e Forum. Hei geet et fir d'alleréischt dréms, d'Normen, déi vun deenen zwou Säite benotzt ginn, ze verstoen. Wann et Sënn mécht, kann et effektiv och zu enger Konvergenz vun Norme kommen. Wat net wäert geschéien, ass, dass hanner zouenen Diere méi niddreg Normen imposéiert ginn.

De Principe de précaution ass, wéi gesot, assuréiert. Gläichzäiteg ass och garantéiert, dass déi eenzel Länner hiren Droit de réglementer bäibehalen, also d'Méiglechkeet, fir Mesuren am Intérêt public ze huelen. Dat gouf och vun enger onofhängeger Expertekommissioun bestätegt, déi a Frankräich agesat gouf, fir den Impakt vum CETA a Saachen Ëmwelt a Gesondheet ze préiwen. Déi Kommissioun huet och festgehalen, dass de Principe de précaution, deen am Traité vu Lissabon verankert ass, prinzipiell garantéiert ass.

Jo, d'Multinationalle profitéiere vum Accord! Mee et däerf een net vergiessen, dass den Text och spezifesch Dispositioune fir kleng a mëttelgrouss Betriber virgesäit. A jo, dës Positioune ginn haut nach net voll a ganz ausgeschëpft! Dofir ass et wichteg, d'PMEen ze sensibiliséieren, hinnen ze hëllefen, fir besser vun den neien Opportunitéiten ënnert dem Accord ze profitéieren. Dat ass natierlech och fir lëtzebuergesch Entreprisen interessant a kann zum Deel dozou bäidroen, eis Wirtschaft ze diversifizéieren. Den Ausseministère huet scho mat der Chambre de Commerce zesummegeschafft, fir d'Entreprisen hei zu Lëtzebuerg ze sensibiliséieren, och wierklech vun den Opportunitéiten ze profitéieren, déi esou Verträg mat sech bréngen.

Et ass sécherlech vill ze fréi, fir definitiv Konklusiounen zum Impakt op déi zwou Wirtschaften ze zéien. Och wann den Eurostat vun 2017 op 2018 eng Hausse vum bilateralen Handel wéi och eng 15%eg Erhéijung vum Handelsiwwerschoss am Verglach zu deene Jore virdru festgestallt huet, sou muss een déi Zuelen awer relativéieren an et kann een déi Tendenzen net just an eleng um CETA festmaachen. Op alle Fall geet et dréms, de Suivi vum Accord ze maachen, souwuel wat den Handel selwer ugeet, mee och, wéi sech Saache wéi Standarden oder nach den Ëmweltschutz entwéckelen.

Ech wéilt ofschléissen, andeem ech als President vun der aussepolitescher Kommissioun alle Membere wëll e Luef ausschwätzen. Och, jo, och ausdrécklech deenen, déi den Accord haut net wäerte stëmmen! Si hu mat hire Froen, Interventiounen, och emol kritesche Remarken derfir gesuergt, dass mer konnten eng seriö Preparatioun vum Dossier maachen an all senge Facetten an och duerch all Bléckwénkel konnte kucken. An dat huet dësem Rapport op alle Fall net geschuet. Grad am Contraire!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten. An da ginn ech dem Här Fernand Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President, an och dem Här Cruchten merci, datt e bereet ass, eng Fro unzehuelen. Normalerweis stellen ech keng Froe bei engem Rapport, mee et schéngt awer eng gewësse Kontradiktioun hei ze sinn. Den Här Asselborn huet ganz am Ufank gesot, datt mer haut eigentlech just iwwert d'Kapitel 8 ofstëmmen. An den Här Cruchten hat och am Ufank gesot, wéi och den Här Asselborn, den Accord wär schonn a Kraaft. Or, ech mengen, et ass esou, datt e provisoresch a Kraaft ass. An den Här Cruchten huet a sengem Rapport och zweemol gesot, datt d'Staaten alleguer e musse ratifizéieren.

Do wollt ech just nach eng Kéier, datt den Här Cruchten eis ganz kloer seet: Wat sinn d'Inzidenze vun deem Vott haut, dee mir hei am Parlament huelen? Wann d'Lëtzebuerger Chamber Nee seet, dann ass et jo normalerweis esou, datt dee CETA ganz hifälleg ass. Ass dat esou, Här Cruchten?

Merci.

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Also, nee, dat wëll ech net esou soen. Mee Dir wësst jo, Här Kartheiser, dass mer genee déi dote Fro och e puermol an der Kommissioun diskutéiert hunn. An dat ass effektiv net esou einfach ze beäntwerten, wat geschitt, wann d'Ratifikatioun an engem EU-Memberstaat - dat musse jo net mir sinn, dat kann iergenden aneren EU-Memberstaat sinn -, wa se do verworf gëtt. Dat wär, sou wéi ech op jidde Fall an der Kommissioun et och verstanen hat, effektiv juristescht Neiland. An déi genee Konsequenzen dovunner sinn och, menger Meenung no, nach net ganz kloer.

Op alle Fall war déi Fro do, ech mengen, zweeoder dräimol gestallt ginn. An eng definitiv Äntwert hu mir och dorobber net kritt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten. Als éischt Riedner ass déi honorabel Madamm Viviane Reding agedroen. Madamm Reding, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg ass am État de crise. A mir sinn an der Chamber, fir Antikrisegesetzer ze stëmmen. Dës Woch sinn awer eng Rei Antikrisegesetzer vun der Majoritéit vun der Dagesuerdnung geholl ginn. Awer dat Netantikrisegesetz CETA, wat och no der Kris seng Gëltegkeet gehat hätt, dat ass op der Dagesuerdnung bliwwen!

An do stelle mer eis wierklech d'Fro: Firwat dann net der Zivillgesellschaft, deem Deel vun der Zivillgesellschaft, dee wëllt protestéieren, déi Méiglechkeet ginn, vu datt am Fong geholl keng Urgence ass?

Mir hätte sollen d'Méiglechkeet ginn, déi participativ Demokratie zum Ausdrock ze bréngen, an net se bremsen! An dofir wollt d'CSV, mat anere Parteien aus der Oppositioun, datt mer déi Debatt zu dëser Zäit net géife féieren. Mee déi politesch Majoritéit war enger anerer Meenung. Dont acte! An dofir elo déi Debatt hei.

Mir entzéien eis där Debatt net. A mir leeë souguer och Motioune vir. Här President, hei ass déi éischt, déi ech am Numm vun der CSV virleeën. De Paul Galles wäert déi zweet herno och nach virleeën.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- rappelant la signature de l'Accord économique et commercial global (AECG/CETA) le 30 octobre 2016 ;

- rappelant l'entrée en vigueur provisoire de l'AECG/CETA au 21 septembre 2017 portant sur les dispositions relevant de la compétence exclusive de l'Union européenne ;

- rappelant que l'entrée en vigueur totale de l'AECG/CETA ne sera possible qu'après sa ratification par les parlements nationaux et régionaux des États membres ;

- rappelant la réduction de la quasi-totalité des barrières d'importations et de tarifs douaniers entre le Canada et l'Union européenne par l'AECG/CETA ;

- rappelant les bénéfices du libre-échange pour l'emploi et l'économie luxembourgeois et européens ;

- rappelant l'établissement d'une nouvelle norme mondiale concernant le développement durable dans les accords commerciaux par l'AECG/CETA ;

- considérant le renforcement des normes en matière sanitaire, phytosanitaire, environnementale et de travail ;

- considérant, malgré ce fait, les craintes de certains citoyens en ce qui concerne les normes environnementales, sanitaires et sociales européennes et luxembourgeoises ;

- considérant les critiques de certaines parties de la société civile en ce qui concerne le système d'arbitrage dans les accords commerciaux ;

- considérant les avancées décisives de l'AECG/CETA en passant d'un arbitrage international en matière d'investissement à un système juridictionnel des investissements (Investment Court System, ICS) ;

- rappelant le blocage au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC/WTO) dû au refus de renouvellement des juges par les États-Unis ;

- considérant la création d'un nouveau système intérim (MPIA) pour pallier cette insuffisance ;

- considérant les préoccupations des consommateurs et des agriculteurs européens et luxembourgeois ;

- considérant la nécessité d'une réorientation stratégique de l'Union européenne et du Luxembourg en matière de commerce international après la crise du coronavirus,

invite le Gouvernement

- à rester vigilant en ce qui concerne une mise en œuvre irréprochable de l'Accord économique et commercial global (AECG/CETA) dans l'esprit du principe de précaution ;

- à veiller à l'application effective des normes environnementales, sanitaires, phytosanitaires et sociales européennes et luxembourgeoises dans le cadre de l'AECG/CETA ;

- à soutenir activement l'action européenne pour la mise en place d'un « multi-party interim appeal arbitration arrangement » (MPIA) à l'OMC ;

- à œuvrer avec insistance en faveur d'un tribunal multilatéral des investissements comme institution internationale permanente ;

- à tirer les leçons politiques, économiques et stratégiques pour le commerce international de la crise du coronavirus.

(s.) Viviane Reding, Félix Eischen, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Claude Wiseler.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Mee éier mer elo ufänke mat der Diskussioun, wär et awer interessant ze gesinn: Wat denken d'Leit dobaussen eigentlech iwwert den Handel? Well mir héiere jo déi, déi sech manifestéieren. Do stoungen der e puer virun der Chamber an anerer hunn zu Honnerten eisen E-Mail-System flaachgeluecht.

Mee bon, dann, den Eurobarometer vum Mee 2019, deen huet gefrot, an alle Länner vun Europa, ob d'Handelsaccorden dann elo eng gutt Saach oder eng schlecht Saach wäre fir hiert Land. An zu Lëtzebuerg hu 67 % vun deene Befrote gesot, et wär eng gutt Saach. An 30 % hu gesot, et wär eng schlecht Saach. Dobäi läit Lëtzebuerg mat deenen, déi dat eng gutt Saach fannen, besser wéi den Duerchschnëtt an Europa, well den Duerchschnëtt an Europa, dat sinn 59 %, déi soen, et wär eng gutt Saach, a 35 %, déi soen, et wär eng schlecht Saach.

Also gëtt et verschidde Meenungen an eiser Bevëlkerung; am Vollek allgemeng, mee awer och bei jiddwerengem, ech mengen an eisen Associatiounen, an eise Veräiner, an eise Parteien - och bei der CSV -, an de Familljen dobaussen, verschidde Meenungen. An dofir, mengen ech, wär et esou wichteg, datt mer hei géifen emol objektiv analyséieren: Wat steet an deem Accord? Ass deen Accord geféierlech? Bréngt en eis eppes oder net? A wou kënnt dann iwwerhaapt déi Oppositioun, déi sech jo lautstaark bemierkbar mécht, wou kënnt déi iwwerhaapt hier?

Déi Oppositioun ass relativ jonk. Si ass am Fong geholl entstanen zu där Zäit, wéi Europa mat den Amerikaner iwwert den TTIP diskutéiert huet. Dat war eng ganz schwiereg Diskussioun. An do war décken, décke Sträit. Do ass et ëm grondleeënd Prinzippie gaangen, déi d'Amerikaner einfach net wollte gutthalen: Konsumenteschutz, Liewensmëttelsécherheet, Dateschutz, Sécherheetsbestëmmunge bei Medikamenter, bei Maschinnen an esou weider an esou fort. Also mir hunn eis quasi d'Käpp ageschloen.

An Dir wësst jo och, datt den TTIP näischt ginn ass, well mir als Europäer net wollten eis Reegelen, eis Prinzippien opginn. Et waren also vill Diskussiounen a keng Resultater. Den TTIP ass vum Dësch. Mee aus deenen Diskussiounen huet sech an de Käpp vu ville Leit festgesat, datt den Handel per se eng negativ, eng schlecht Saach wär.

D'Politik huet awer doraus geléiert. An dofir hu mer vu virera gesot: „Mir maachen net méi en Handelsaccord, dee verschidde Saachen net op Pabeier bréngt." Wéi zum Beispill: Ofschafung vun Tariffer, okay. Mee Wäerter bäibehalen, Reegele festleeën, gesellschaftlech Prinzippie festegen, doréms geet et! „A mir wäerte bei deem nächsten Handelsaccord", hu mer no der TTIP-Erfarung gesot, „derfir suergen, datt dat geschitt!" An dofir hu mer versicht, deen Handelsaccord mat enger Frëndnatioun ze maachen, déi ongeféier déi selwecht Opfaassung, déi selwecht Wäerter, déi selwecht Protektioun och vun de Mënschen huet. An dofir Kanada.

An dat heiten ass net en normalen Handelsaccord wéi Honnerte vu virdrun. Dat heiten ass ganz kloer eng strateegesch Partnerschaft mat engem Verbündeten.

De Rapporter huet scho ganz gutt op déi verschidden Daten higewisen. Ech wëll Iech nëmme soen, et ass keng nei Saach. D'Verhandlunge sinn am Joer 2009 ugaangen. Zënter 2009 gëtt an den nationale Parlamenter an

am Europaparlament zu där Saach diskutéiert. Vill Sitzungen, vill Ausernanersetzungen, vill Abezéiung, vill Sträit vun der Zivillgesellschaft. Ënnerzeechnung vun där ganzer Saach: 2016. Ratifizéierung dunn am Europaparlament an am Europäesche Conseil.

An den Deel, dee sech net mat der Juristerei befaasst, deen ass zënter 2017 a Kraaft. An doduerch, do geet et jo ëm den eigentlechen Handel, do geet et ëm d'Agrikultur, do geet et ëm allegueren déi Saachen, doduerch kann ee jo och scho verschidde Konklusiounen treffen, well et huet ee jo deen Abstand vun 2017 bis haut.

Éischt Constatatioun: Deen Accord hei schaaft keen Handel. Deen Accord reglementéiert den Handel, deen et gëtt, schaaft Reegelen, fir datt deen Handel an alles, wat dorunnerhänkt, op uerdentlech Aart a Weis funktionéiert: beim Schutz vun den europäesche Gesetzer an domat och de Lëtzebuerger Gesetzer - et ass keen eenzegt europäescht Gesetz, keen eenzegt Lëtzebuerger Gesetz, wat ausser Kraaft gesat gëtt duerch deen Accord hei -, bei der Liewensmëttelsécherheet, allegueren déi phytosanitär Ofsécherunge vun de Konsumenten - Konsumenteschutz, ganz wichteg! -, mee awer och, an dat hu mer jo als Parlamentarier ëmmer gefrot, datt et beim Handel och muss ëm d'Aarbechtsrecht goen.

An dofir sinn an deem Handelsaccord hei och d'Reegele vun der OIT matageschriwwen. Mir hu gesot: „Handel däerf och net einfach den Ëmweltbestëmmunge widderspriechen." An dofir hu mer eis baséiert op den Accord de Paris. An den Handel däerf och net derzou féieren, datt den nationale Gesetzgeeber net méi d'Méiglechkeet huet, e Gesetz ze maachen. Also d'Basis vun enger Chamber ass, derfir ze suergen, datt se ka reglementéieren, op Virschlag vun der Regierung oder op Virschlag vun der Chamber. Déi Méiglechkeet behale mer nach ëmmer.

An ech gesinn elo just den Emile Eicher viru mer: Wat hate mer Diskussioune wärend Jore mat de Gemengen, déi nämlech gefaart hunn, duerch Handelsaccorde kéinten zum Beispill eis Reglementer, wat den Offall oder wat d'Waasser ubelaangt, ausser Kraaft gesat ginn. Quod non. Do geet keen drun! Och deen heiten Handelsaccord net!

An dann ass haaptsächlech wichteg, mee do kommen ech herno nach drop, d'Schafung vun enger onofhängeger ëffentlecher Geriichtsbarkeet, déi och Rechtssécherheet, Sécurité juridique bréngt.

Et geet also ëm vill méi wéi Tariffer ofzeschafen. Et geet drëm, gesellschaftlech Wäerter an Instrumenter ze schafen, an datt déi souwuel a Kanada wéi bei eis agehale ginn.

Wie profitéiert dann elo am Fong geholl do dervun? Aus den éischten Analyse vun all deene Länner, déi dat schonn applizéieren zënter 2017, geet kloer eraus: Déi, déi wierklech profitéieren, sinn déi kleng, gutt vernetzt Länner: Lëtzebuerg, Schwäiz, Irland, Dänemark, Belsch. Länner, déi selwer kee grousse Bannemaart hunn an déi op Import/Export ugewise sinn.

Zweetens profitéieren dovun d'Kleng- a Mëttelbetriber, well dat sinn déi Schwaach an deenen Handelsaccorden, besonnesch wann et zwëschent engem klenge Land an engem grousse Land virgeet. Mee hei, besonnesch duerch déi nei Geriichtsbarkeet, hunn eis Kleng- a Mëttelbetriber Méiglechkeeten, déi se virdrun net haten. An dat ass och gutt esou!

Wéi ass dann d'Situatioun elo hei zu Lëtzebuerg? Ma zu Lëtzebuerg ginn et 129 Entreprisen, déi a Kanada exportéieren. Dat sinn haaptsächlech Mineralien, Stol, Metall, Maschinnen, Transportmaschinnen an esou virun, Porzeläin, Optikermaterial an esou weider an esou fort. Bei engem Export an der Héicht vu 532 Milliounen importéieren mir aus Kanada an der Héicht vun 283 Milliounen. Mir hunn also e ganz zolitten Handelsiwwerschoss mat Kanada.

Wat exportéiere mer dann elo haaptsächlech? Exportéiere mer … Oder importéiere mer vill Agrarproduiten? Nee! Quasi guer net, oder net vill, op d'mannst. An et huet sech och zënter 2017 näischt geännert. Wat exportéiere mer dann? Mee mir exportéiere Gedrénks an Tubak, haaptsächlech. A mir importéiere relativ wéineg aus Kanada.

Awer eppes Flottes wollt ech Iech soen: „Wësst Der, wat an eisem Lëtzebuerger Moschter dran ass?"

Une voix.- Nee! Sot eis et!

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Soll ech Iech et soen?

(Brouhaha)

Dat gleeft Der awer net. Kären aus Kanada!

Plusieurs voix.- A!

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Jo. Well a Kanada …

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Awer net am „Ourdaller"-Moschter!

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- … produzéiere se nämlech déi giel Kären, déi eisen typesch Lëtzebuerger Moschter jo sou gutt maachen.

(Hilarité)

Jo. A mir wëlle keng franséisch Kären. Dat si brong Kären. Déi sinn eis ze staark. Bon, voilà!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Ech mengen, Dir sidd um beschte Wee, fir et matzestëmmen.

(Hilarité et brouhaha)

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Dat ass just als Anekdot geduecht gewiescht. Mee bon, soit.

Importéieren däerfe mer allegueren déi Wueren, …

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Entschëllegt, Madamm Reding?

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- … déi den europäesche Standarden entspriechen. Mir kënne keng Wueren importéieren, déi géint europäesch Gesetzer verstoussen.

An dofir eng Fro, déi mir ganz kloer un d'Regierung - wann déi da géif nolauschteren, Här Minister - stellen, dat ass: Mir wëssen, mir sinn ofgeséchert duerch d'Gesetzer, well jo keng Wuer däerf erakommen, déi eise Gesetzer widderspréicht. Mee fir datt dat och esou geschitt, muss kontrolléiert ginn. An do hu mir eng Responsabilitéit als Land, fir derfir ze suergen, datt bei eis näischt erakënnt, wat eise Gesetzer net géif entspriechen. Eis Fuerderung also …

Une voix.- An Europa!

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- An Europa allgemeng, mee och bei eis hei zu Lëtzebuerg. Also wannechgelift kontrolléieren, datt dat och esou geschitt! Ofgeséchert ginn déi geopolitesch Indikatiounen - also eise Kachkéis däerf net imitéiert ginn a Kanada, och eise Muselwäin net - an eng Sécurité juridique fir Kleng- a Mëttelentreprisen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

An elo kommen ech dann zum wichtegsten Deel!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Madamm Reding, erlaabt Der, datt den Här Baum Iech nach eng Zwëschefro stellt?

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Och zum Schluss, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Och zum Schluss, jo.

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Jo, well ech kommen nämlech elo op dee wichtegste Punkt. An dat ass den Investitiounsschutz, dee Punkt och, wou den Här Kartheiser eng Fro gestallt huet virdrun, wou mer … Wa mer dat net stëmmen, kréie mer et net! Sou ass et, juristesch gesinn. Also deen Deel vum Accord, deen iwwert d'Juristerei geet, dee brauch d'Unanimitéit vun de Memberstaaten, soss kann en net an d'Praxis ëmgesat ginn.

Wat ass deen Deel? Bis ewell hu mer an eisen Handelsaccorden eng Justiz, déi keng Justiz ass, nämlech eng privat Justiz, wou déi verschidde Parteien Experten ernennen, fir Arbitter ze sinn an hire Clienten dann ze hëllefen. Zum Avantage natierlech vun deene grousse Betriber, well déi jo genuch Geld hunn, fir deier Experten ze bestellen. Awer e klenge Betrib hei aus Lëtzebuerg, wann deen e Problem huet, dann huet en et schwéier vis-à-vis vun de Risen. An hei kënnt déi radikal Ännerung, déi esou wichteg ass a fir déi mer a ganz Europa laang gekämpft hunn, zesummen iwwregens mat der Zivillgesellschaft.

Déi traditionell ISDS-Systemer hu keng Rechtstaatlechkeetsgarantie ginn. Si hunn d'Onofhängegkeet vun der Justiz net garantéiert. Si waren net transparent a si hu keng Jurisprudenz erméiglecht. Lo geet dat ewech an et gëtt remplacéiert duerch eng nei Geriichtsbarkeet mat professionellen a staatlech bezuelten, onofhängege Riichter, mat klore Prozeduren, mat ëffentlechen Auditioune viru Geriicht, mat enger Veréffentlechung vun den Akten a mat enger Jurisprudenz. Dozou hunn déi Belsch eng Fro gestallt virum Europäesche Geriichtshaff an den Europäesche Geriichtshaff huet den 30. Abrëll 2019 gesot: „Deen neie System klappt, passt mat eise gesetzlechen an Traitésbasissen openeen."

Dat doten ass e wichtege Schrack. Ech géif verlaangen, Här Ausseminister, datt mer nach soll en e Schrack virugoen! Well mir hunn nämlech elo e System hei, deen hoffentlech och hei an der Chamber eng Majoritéit fënnt am Vott, mee deen da soll an allen zukünftegen Accorden agesschriwwe ginn - soss si mer nämlech net méi domat d'accord - a wou soll versicht ginn, dat an deenen alen Accorden ze ersetzen.

Sou, dat ass elo eng Saach, déi ass bilateral. Lo hu mer awer och an der Welthandelsorganisatioun multilateral Geriichtsbarkeeten. An déi sinn d'Amerikaner amgaangen, eis futti ze maachen, andeems se keng Riichter méi bestelle fir an déi Geriichter. Dat ass net gutt.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Et ass scho futti!

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Et ass scho futti, jo, Här Minister. Do hutt Der absolut Recht!

Dofir - an do wëll ech Iech felicitéieren! - hutt Dir an d'Europäer am Allgemengen an 20 aner Staaten op de Welt decidéiert: „Dat ka jo net méi esou virugoen! Kommt, mir kreéieren eng nei, onofhängeg Geriichtsbarkeet am internationale Kontext!" Gutt, datt Lëtzebuerg do derbäi ass. Ech hoffen nëmmen, datt deen „interim appeal arrangement", dee jo den 30. Abrëll 2020, also virun e puer Deeg, der WTO iwwermëttelt ginn ass, datt deen de Multilateralismus wäert stäerken an datt à terme doraus kann eng zolidd multilateral Geriichtsbarkeet entstoen. Well dat, Dir Dammen an Dir Hären, brauche mer onbedéngt.

Resümmee: Handel ouni Reegelen ass falsch. Reegele sinn do, fir eis Sécherheet ze ginn, de Konsumenten, deene klenge Länner, deene klengen Entreprisen. An dofir sinn ech frou, datt Europa sech hei konnt zesummeraufen an e Punkt setzen, e ganz klore Punkt: Vun elo u geet et anescht wéi virdrun! A mir si Standardmaker an net Standardtaker um internationale Plang. Hei si mer „Standardcreateuren". An ech hoffen, datt dee Standard do sech wäert bewären an datt mer doduerch kënne weltwäit Reegele kréien, déi eis Mënsche schützen, déi eis kleng Betriber schützen.

An ech hoffen, datt mer iwwert déi dote Saach dann och eng Diskussioun hei zu Lëtzebuerg kréien. Eng Diskussioun mat alle Forces vives. Och mat deenen, déi net dergéint sinn, well deene muss een och erklären, ëm wat et geet, well d'Leit jo duerch dat ganzt Getöse dobausse verونséchert sinn. Dofir hunn ech och versicht, mech ganz einfach hei op d'Texter ze beruffen a soss näischt ze soen.

Kommt, och wa mer … Dat heite war net gutt, mengen ech, datt mer dat haut gemaach hunn. Mee kommt, mir iwwerhuelen d'Initiativ, Här President vun der aussepolitescher Kommissioun, fir datt mer no der Coronakris bei d'Leit ginn an hinnen erklären, wat mer dann esou dreiwen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Reding. An da waren nach zwou Froen …

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président*.-… vum Här Kartheiser a vum Här Baum. Den Här Baum ass scho prett.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech hunn natierlech ganz andächteg nogelauschtert, wéi et hei ëm de Lëtzebuerger Moschter gaangen ass, well ech deen och ganz gär hunn. An duerfir wéilt ech dann eng Fro un d'Madamm Reding stellen: Déi kanadesch Kären, déi am lëtzebuergesche Moschter dra sinn, wéi Der gesot hutt, hunn déi de CETA gebraucht, fir do dranzekommen? Respektiv d'Investitiounsofkommes mat Kanada?

Ech huelen d'Äntwert warscheinlech virewech: Nee, well mer schonn Handel mat Kanada hunn a well dat, mengen ech, kee gutt Beispill ass, wat ee kann ufëiere fir ze soen, firwat de CETA nëtzlech wier, well et déi Form vun Handel souwisou scho gëtt, mat Reegelen an ouni déi Schidsgeriichter.

Mee ech wéilt awer d'Fro trotzdeem un d'Madamm Reding stellen, well ech mengen, si wäert mer do Recht ginn, datt déi Kären, déi kanadesch, net de CETA gebraucht hunn.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Sou, lo stellt Iech emol vir, et geet eppes schif mat deene Kären, zum Negative fir eis Lëtzebuerger Moutarderie, an déi muss viru Geriicht goen. Wa mer déi heite Geriichtsbarkeet hunn, dann ass eis Moutarderie sécher, datt se Recht kritt opgrond vu klore Bestëmmungen, mat onofhängege Jugen, an datt se net brauch Milliounen ze bezuelen, fir deier Affekoten ze finanzéieren.

Also, ech hu jo och a menger Ried gesot: „De CETA erfënnt den Handel net. Den Handel ass do!" Mee ech hunn et als Beispill ginn: Handel kann och gutt sinn. An dat doten ass e Beispill.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da wier et um Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, just eng Klengegkeet, villmools merci. An och merci un d'Madamm Reding. Mat deem Wuert „dat Getöse", hutt Dir domadder de Protest vun der Zivillpopulatioun gemengt, Madamm Reding? Just eng kleng Fro fir d'Comprehensioun. „Dat Getöse dobaussen", hutt Der gesot.

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Jo, gesitt Der, ech si keen Diplomat. Déi schwätzen anescht. Ech kommen aus dem Minett an ech schwätzen, wéi de Mond mer gewuess ass.

(Hilarité)

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Reding. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. Ech gi ganz éierlech zou: Datt mer déi Debatt haut hei féieren, kéint - kéint! - op den éischte Bléck liicht provokativ gesi ginn.

(Interruption)

Mee wéi ass et am Liewen? Ee Bléck geet net duer. Et muss een ëmmer eppes zweemol kucken.

(Interruption)

A wéi ech mer dann och d'Méi gemaach hunn, awer trotzdeem en zweeten, méi geneeë Bléck op déi Debatt vun haut ze werfen, hunn ech awer ganz séier erausfonnt, datt et ubruecht ass, fir haut deen Debat hei ze féieren. An do gëtt et eng Rei vun Ursaachen. Ech wëll der e puer opzielen.

Déi éischt ass: Déi Negociatioune fir de CETA-Accord, déi lafen zënter 2009, also eelef Joer.

Zweetens: D'EU-Parlament, an et ass hei scho gesot ginn, huet de 15. Februar 2017 den Accord ginn an - ech mengen, wat wichteg ass, an och dee Message muss méi oft no bausse bruecht ginn - den Accord ass zu 90 % plus ou moins provisoresch a Kraaft schonn. Mir diskutéieren also haut, an et ass awer, mengen ech, net onweesentlech, datt een dat ëmmer erëm widderhëlt, iwwer ee ganz weesentlechen Aspekt - e ganz wichtegen Aspekt -, dee souwuel vum Rapporter, vum Yves Cruchten, deem ech och villmools Merci soe fir säi ganz flotte Rapport, wéi och vun der Madamm Reding … Iwwregens soen ech: „Madamm Reding, mat Ausnam vun engem Saz hutt Dir eng wonnerbar Ried de Moien elo hei gehalen." Ech wëll Iech och duerfir felicitéieren. Duerfir verstinn ech och - herno kommen ech och drop zréck - eppes awer an Ärem Behuelen trotzdeem net, mee awer Är Ried war wierklech ganz gutt. Dat muss een éierlech hei soen.

En drëtte Punkt: Mir hunn den 9. Määerz an der Kommissioun de Rapport ugeholl! Dat ass zwee Méint hier! A wat ass entre-temps geschitt? Mir wëssen et alleguer. Mee mir hunn awer och entre-temps festgestallt, …

(Interruption)

… mir hunn awer entre-temps festgestallt, datt dëst Parlament fonctiounsfäeg ass.

(Brouhaha)

An ech profitéiere vun der Geleeënheet, emol dem Här Scheeck an der ganzer Verwaltung an all deene Leit, déi ronderëm schaffen, emol Merci ze soen! Mir fonctionéiere praktesch weider, wéi wann näischt geschitt wier! A solle mer dat net als Ursaach huelen, fir dann eis legislativ Aarbecht weiderzeféieren? Wou läit do eng Ursaach, fir dat net ze maachen? An dowéinst ass et fir mech an och fir meng Partei a mat Sécherheet fir vill aner Leit an, ech sinn och iwwerzeegt, fir Verschiddener, déi haut oder gëschter gefrot hunn, et sollt vum Ordre du jour geholl ginn, …

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President!

M. Gusty Graas *(DP)*.- … datt se bannendran och e bëssen eppes aneres denken.

Dann e véierte Punkt, do wëll ech awer och drop …

(Protestations)

Plusieurs voix.- Här President!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President! Wéi kann dat da sinn?!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Ass dat - ech weess net -, ass dat do elo fir mech gemengt, oder …?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Nee. Den Här Spautz huet nach d'Wuert gefrot gehat.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Wann awer …

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wann en et kritt vum Här Graas.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Hie kritt et. Mee meng Zäit gëtt awer gestoppt!

Här Spautz, jo?

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Jo, Här President, Här Graas, ech wollt lech am Fong froen, Dir hutt elo just gesot: „D'Parlament kann normal fonctionnéieren. Et leeft alles, wéi et soll." Dann huelen ech dat jo op als Opfuerderung, dass mer den État de crise ab dësem Moment kënnen ophiewen an dass mer keen État de crise méi brauchen.

Merci.

(Brouhaha)

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Richteg!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Ma bei allem Respekt, Här Spautz, mee ech mengen, Dir kennt d'Prozedur genausou gutt wéi ech. Deen État de crise ass duerch e Gesetz op dräi Méint festgeluecht ginn. A mir sinn de Moment ...

(Brouhaha)

... mat Sécherheet ...

(Brouhaha)

Mir sinn de Moment mat Sécherheet net an der ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Graas huet d'Wuert a soss keen!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Mir sinn net an der Diskussioun, fir deen État de crise opzehiewen oder net. Ech mengen, do muss een elo emol d'Entwécklung ofwaarden an net fréizäiteg eng Decisioun huelen, déi eis vläicht herno géif leed doen.

Da kommen ech awer zu engem ...

M. Marc Spautz *(CSV)*.- D'Chamber kann à tout moment den État de crise ophiewen.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Da kommen ech awer zu engem véierte Punkt, ...

(Brouhaha)

... dee mech derzou féiert, datt et wichteg ass, datt mer haut hei driwwer diskutéieren, well, wéi gesot, déi Diskussioun haut, dat ass u sech en Ofschloss vun engem laange Prozess. Mir hunn änner anerem zum Beispill schonn dräi Motiounen hei an der Chamber votéiert, wou mer en long et en large awer intensiv iwwert dee ganze CETA - d'Problematik, muss ee soen - diskutéiert hunn. Et kann also kee soen, datt hanner zouenen Dieren hei diskutéiert ginn ass. An ech wëll och drun erënneren, datt contrairement zum TTIP sengerzäit all déi Verhandlungsdokumenter asiichtbar sinn. Déi kann also jiddwereе kucke goen.

(Brouhaha)

An dann e fënnefte Punkt: Gëschter ass hei monéiert ginn, datt d'Leit elo d'Méiglechkeet net kriten, sech nach no baussen ze manifestéieren am negative Sënn. Ech hu just festgestallt, wéi mir alleguerten heibannen: Mir hu bis - de leschte Stand, ech hu se net gezielt - 700, 800 Maile kritt, de Mëtteg stoungen och Leit dobaussen. Ech wëll dat guer net als pejorativ dohinnerstellen, au contraire. Au contraire! Dat beweist jo awer, datt d'Demokratie lieweg ass an datt se och an esou Situatioune sech ka manifestéieren. Ech weess net, wann den État de crise net gewiescht wier, ob da vill méi Leit dobausse gestanen hätten. Mee Tatsaach ass: De Moyen war do, sech och dergéint ze opposéieren, wat mir de Moment amgaange sinn ze maachen.

De Virstouss vun de Kolleege vun deene Lénke vu gëschter, do soen ech awer ganz éierlech: „Dat ass awer fir mech déi eenzeg Partei - déi eenzeg Partei! -, déi kredibel war an där Propos, déi gëschter gemaach ginn ass." Ech si verwonnert iwwer aner Parteien, fir eng net ze nennen, déi awer mat dee gréisste Verfechter vun dem CETA-Accord hei ass, a mir hunn dat elo virun e puer Minutten op eng extraordinär Aart a Weis hei nach eng Kéier bewise kritt, datt just déi Partei elo aus emotionale Grënn d'Situatioun ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Mir hu gesot, et géif ëm d'Form goen, ...

M. Gusty Graas *(DP)*.- ... wëllt benotzen, ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- ... mir hunn dat erkläert!

M. Gusty Graas *(DP)*.- ... fir am Fong geholl hei ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Keng emotional Grënn, mee demokratesch Grënn!

M. Gusty Graas *(DP)*.- ... fir am Fong geholl hei deen Debat ...

(Brouhaha)

... net stattfannen ze loossen. An ech fannen dat, éierlech gesot, fir eng Partei vun där Envergure, mat där Geschicht, awer trotzdeem zumindest, zumindest iwwerleeënswäert.

Une voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Dann däerf een och net vergiessen: Mir liewen an enger Zäit vun Handelsofkommessen. Dat ass och näischt Neits. Där ginn der schonn zënter Jorhonnerte gemaach. De Moment gëtt et der 2.600 - plus ou moins - op der Welt, ...

(Interruption)

... déi net all perfekt sinn, dat wësse mer och. Datt der do mussen eng Rei ajustéiert ginn, dat wësse mer och. Lëtzebuerg huet de Moment plus ou moins 100 Handelsofkommessen hei an der Chamber guttgeheescht am Laf vun deene leschte Jorzéngten, dat gréisstendeels „comme une lettre à la poste".

An dann däerf een awer och net vergiessen, grad e Land wéi Lëtzebuerg ass jo awer ugewisen op Export. 100.000 Aarbechtsplazen - an ech bezéie mech hei op Aussoe vun der Europäescher Kommissioun, dat sinn Zuelen, déi net bei mir gewuess sinn -, 100.000 Aarbechtsplazen hänken am Fong geholl vum Export ausserhalb vun der EU of hei zu Lëtzebuerg! Ech mengen, et brauch ee kee groussen Ekonomist ze si fir ze wëssen, wat dat fir en Impakt huet.

Dann, wéi gesot, gëtt et zënter 1976 och scho mat Kanada e Kaderofkommes. D'EU ass den zweeten Importateur a Kanada. An 2018 sinn d'Exporter aus der EU a Kanada ëm 15 % an d'Luucht gaangen, wat jo mat Sécherheet och kann esou interpretéiert ginn, datt dat schonn eng positiv Entwécklung a Konsequenz vun dem CETA-Accord ass. Dat seet alles villes aus.

An och, nach eng Kéier muss een dat hei ënnerstraichen: Wann et der europäescher Ekonomie gutt geet, da geet et och der Lëtzebuerger Ekonomie gutt. An et brauch ee sécher net ëmmer erëm hei ze rappeléieren, wat et heescht, wa mer an engem Land liewen, wou mer eng gutt Ekonomie hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer op e puer Elementer hiweisen, déi fir eis als Demokratesch Partei wichteg sinn, firwat datt mir eng positiv Approche zum CETA hunn, déi awer mat Sécherheet net bedenkenlos ass. Ech wäert och dorobber nach zréckkommen. Et sinn natierlech och Punkten, déi eis och gewësse Suerge gemaach hunn, déi entre-temps awer aus dem Raum geholl goufen.

Ronn 500 Milliounen Euro wäerten also elo erspuert ginn um Niveau vun Douanestaxen, wann elo Exportatiounen a Kanada gemaach ginn. Dann huet Kanada zum Beispill 143 Produkter aus der europäescher Liewensmëttelbranche unerkannt, déi spezifesch Nimm aus der Regioun hunn. Hei schwätzt een, wéi gesot, vun „indicateurs géographiques". Et kann een also praktesch vun enger Marque nationale schwätzen. Do sinn eng Rei Produkter, déi schonn, kann ee bal soen, e weltbekannten Numm hunn. Ech denken do un de Roquefort aus Frankräich, de Gouda aus Holland, de Prosciutto di Parma aus Italien. Mee wat verhënnert, datt vläicht an Zukunft och emol eng Kéier e Lëtzebuerger Produkt dee Label wäert kréien? An dat wäert ouni Zweifel dann och zum Virdeel vun eisem Export sinn.

Dann däerf een och net vergiessen, datt eng Rei zousätzlech Avantagë fir d'Betriber an deem Sënn entstinn, datt eng reciproque Unerkennung vun den Evaluatiounszertifikater vun de Produkter kënnt. Dat erspuert net nëmmen Zäit, dat erspuert och de Betriber Geld. Ech denken do zum Beispill un elektresch Apparater, ech denken u Spillsaachen, an et kéint een déi Léscht mat Sécherheet nach weiderféieren.

Vill Diskussioune ginn natierlech gefouert, sinn natierlech och gefouert ginn iwwert déi méiglech Plainten am Kader vun engem Sträit. Ech ënnerstraichen och, datt déi sech jo nëmmen op déi Deeler vun engem Investissement bezéie kënnen, déi schonn existéieren. Kompensatioune fir net realiséiert zukünfteg Benefisser sinn also ausgeschloss.

Fir eis ass et als Demokratesch Partei och wichteg, datt en ekonomesche Lien muss bestoe fir déi Firmen, déi, wéi gesot, hei ënnert dem CETA kënne gesi ginn, zwëschent der EU a Kanada.

An dann däerf ee jo och net vergiessen, datt och elo lëtzebuergesch Entreprisë kënnen un Ausschreiwungen a Kanada deelhuelen. Dat bitt de PMEen och nei Méiglechkeeten.

Ech begréissen dann zum Beispill awer och d'Limitt fir d'Exemptioun vun Douanestaxen op gewëssenen Agrarprodukter. Ech mengen, dat war jo eng Suerg och vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft, datt se gefaart hunn, an zu Recht gefaart hunn, datt eng zousätzlech nei Konkurrenz do géif entstoen. An doweinst sinn och esou Limitten awer wichteg, fir dann déi Gefor zumindest relativ kleng ze halen.

An dann, d'Madamm Reding huet dat e puermol hei ënnerstrach, an ech kann dat och nëmmen nach eng Kéier ënnerstraichen, datt auslännesch Operateuren, déi Servicer an der EU ubidden, sech natierlech mussen un déi europäesch an un déi national Legislatioun halen. An et ass och wichteg, datt an Zukunft och däerfen natierlech EU-Memberstaaten, an dozou gehéiert jo selbstverständlech och Lëtzebuerg, hir Gesetzestexter am ëffentlechen Interessi adoptéieren.

An da muss een och soen, datt CETA zum Beispill zum Renforcement vum Protektiounsniveau vum intellektuellen Eegentum bäidréit. Och dat ass e Punkt, dee ganz, ganz rar hei diskutéiert gëtt. Mee wie fält dann, zum Beispill, dorënner? Majo, och Leit aus der Konschtzeen, Museker oder Grafiker, wat ech och als Konscht ugesinn. Och déi kréien natierlech do nei Méiglechkeete gebueden.

An dann däerf een net vergiessen, datt et eng Rei Beruffer elo gëtt, déi elo manner Restriktiounen hunn, fir net ze soe praktesch guer keng Restriktioune méi, fir a Kanada kënnen hirer Professioun nozegoen. Ech denken do un Architekten, Kontabelen, Affekoten an Ingenieuren. Och dat bitt also deenen nei Perspektiven.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et virdru scho kuerz ugeschnidden: Dat heescht natierlech net fir eis als Demokratesch Partei, datt mir elo bedenkenlos nëmmen „hurra!" géife ruffen, wa mer iwwert dee ganze CETA-Accord hei diskutéieren. Et sinn eng Rei rout Linne ginn, ech géif jo léiwer soe blo Linnen, mee an dësem Fall muss een awer vu roude Linne schwätzen, déi mir ëmmer erëm gezunn hunn a wou mer ganz kloer gesot hunn: „Déi Punkten däerfen net iwwerschratt ginn! Dat sinn eis Fuerderungen." A mir mussen entre-temps elo feststellen, no all deenen Negociatiounen an all deene Joren, datt och deem Rechnung gedroe ginn ass.

Éischtens emol, wat fir eis ganz wichteg war - ganz wichteg war! -, dat ass, datt europäesch Standarden, datt Lëtzebuerger Standarden, wat Soziales ubelaangt, wat Ëmweltschutz ubelaangt, net dierfe verwässert ginn. An dat ass mat Sécherheet net geschitt.

Zweetens: Mir waren och vun Ufank un derfir, datt et en Accord mixte sollt sinn. Dat ass et jo och elo an deem Sënn schlussendlech ginn. Et gëtt ëmmer gesot: „Da mussen déi 27 Parlamenter - sinn et jo elo net méi, nëmme méi, leider - hiren Accord ginn." Mee et sinn der méi wéi 27! Et sinn der 43! Well do kommen nach eng Rei regional Parlamenter derbäi. Dir braucht nëmme bei eis Kolleegen an d'Belsch ze kucken, déi jo do vill méi eng aner Struktur huet, fir et emol esou auszedrécken.

Dann, en drëtte Punkt, dee fir eis och ganz wichteg war, an dat ass deen allerwichtegsten, dat ass dee vun dem ICS, also deen Investment Court System. Grad eng liberal Partei, dat kann een net oft genuch ënnerstraichen, déi awer wierklech den Akzent op d'Rechtsstaatlechkeet setzt, déi sech derfir hiergëtt, engagéiert, datt e Rechtsstaat no kloren Norme muss fonctionnéieren, grad déi Partei hat immens Problemer, datt u sech kéint praktesch esou arbitrár Juridictioune geschafe ginn, datt - ech soen dat elo e bësse lässeg - e bëssen esou Feierowendriichter géifen, kéinten herno an esou Sträitfäll, esou Litigen urteelen. Dat war fir eis ëmmer eng ganz kloer rout Linn. An dat besteet jo, Gott sei Dank, net méi. Mir sinn elo um Niveau vum ICS ukomm, dat ass och wichteg, soudatt mer elo spezifesch Geriichter kréien, mat Magistraten, déi eng Nominatioun vun Autoritéite kréien. Sou soll et an engem Rechtsstaat fonctionéieren. An dat huet eis besonnesch, wéi gesot, awer grouss Satisfaktioun ginn.

Do waren natierlech och kontradiktoresch Meenungen. Ech erënneren nach drun, datt zum Beispill den däitsche Riichterbond dat e bëssen aneschters gesinn hat. Mee wéi gesot, et si jo zwee Avise vum Europäesche Geriichtshaff komm, deen dat kloer awer ënnerstrach huet, datt dat dee richtege Wee ass.

An dann natierlech awer och eng véiert rout Linn, déi fir eis ëmmer gezielt huet, dat war dee sougenannte „Precautiounssystem". Och do ass et fir eis evident, datt den Artikel 191 vum Traité vu Lissabon, deen dat jo garantéiert, muss natierlech och seng Applikatioun hunn um Niveau vun esou Accorden.

Am Kader vum CETA gëtt jo och da mat sougenannten „negative Léschte" geschafft. Och dat ass e bëssen e provokatiivt Wuert gewiescht fir Eenzelner. Dat heescht am Fong geholl, datt jo all Secteur, deen net extra opgeléscht ass, datt deen och dierft dann dee Moment hei matdiskutéiert ginn. An nach eng Kéier muss een hei ënnerstraichen: D'Staate behale jo awer och d'Recht, fir weider ze reglementéieren.

An da gëtt et jo awer wichteg Ausnamen. Et brauch ee jo nëmmen d'Annex 1 an d'Annex 2 emol eng Kéier duerchzekucken. Do fënnt een awer eng ganz Rei vun Exceptiounen, souguer eenzel Länner, déi Exceptiounen ugefrot hunn, sief dat, datt entweeder d'EU am Globalen oder och emol dat eent oder dat anert Land eng ugefrot huet.

An ech wëll virun allem awer op een Domän hiweisen, an ech mengen, do si mer eis awer alleguer eens heibannen, datt dat ee vun deene wichtegsten ass, dee weesentlechsten. Et geet ëm d'Waasser, et geet ëm d'Waasserversuergung, et geet ëm d'Epuratioun vun dem Waasser. An do zitéieren ech lech dann aus dem Accord, ënnert dem Secteur Fëscherei an Agrikultur, wat do drasteet: « L'Union européenne se réserve le droit d'adopter ou de maintenir toute mesure relative aux activités, y compris les services relatifs au captage, à l'épuration et à la distribution d'eau aux ménages et aux utilisateurs industriels, commerciaux ou autres, y compris l'approvisionnement en eau potable et la gestion de l'eau. » Ech mengen, dat ass kloer an däitlech. Déi Angscht, dat rout Duch, mat deem verschidde Leit dobaussen emol ronderëmgaange sinn a gemengt hunn, wa mer esou Accorde géife guttheeschen, da géif dat mat sech bréngen, datt eist Waasser géif privatiséiert ginn, déi Angscht ass also mat Sécherheet elo och vum Dësch.

An da wëll ech awer och op den Artikel 30 (2) zum Beispill hiweisen. Do ass eng Revisiounsklausel dran, datt eebe kann och dee Vertrag hei zu all Moment schrëftlech gekënnegt ginn! An dat ass jo awer och fir eis, net nëmmen als Lëtzebuerger, mee als Europäesch Unioun, weesentlech.

An da kommen ech awer kuerz op déi Diskussioun zréck, déi gëschter hei gefouert ginn ass, eng ganz interessant Diskussioun, iwwer praktesch wéi en neie Wirtschaftsmodell soll forméiert ginn, wann d'Enn vun där Kris hei sech ofzeechent, wat jo, hoffe mer, ganz séier soll sinn. An zu Recht - zu Recht! - huet quasi all Vertrieder hei gesot: „Mir mussen an Zukunft verstäerkt op regional, op national Produkter setzen." Jo, dat muss méi wéi jee de Wee no vir sinn.

D'Fro, déi ee sech muss stellen: Majo, natierlech soll een a muss een dee Wee goen, mee steet dat a Kontradiktioun mam CETA-Ofkommes? Iwwerhaapt net. Iwwerhaapt net! Well mir behalen do ... An Zukunft huet all Konsument an och all Staat d'Méiglechkeet, ze reglementéieren, an de Konsument, wéi gesot, behält dee leschte Choix. E muss net de Wäin aus Kanada drénken. An de Lëtzebuerger soll virun allem e gudde Lëtzebuerger Riesling oder Pinot oder Auxerrois ...

(Interruption)

... vun der Musel drénken, well da fënnt e ganz séier eraus, datt dee vill besser ass wéi dee kanadeschen. Ouni d'kanadesch Wënzer hei elo a Mësskreditt ze bréngen.

(Interruption)

Mir hunn och gudde Béier, dat stëmmt. Mee duerfir ass et also wichteg, datt een och dee Message no bausse gëtt.

Dat ännert absolutt guer näischt un engem sougenannten „neie" Wirtschaftsmodell, woubäi dat och e grousst Wuert ass. Mee zumindest mengen ech, an do ass awer eng Eenegkeet ze spieren, datt ee muss an Zukunft versichen, vill méi staark op Produkter ze setzen, déi an direkter Ëmgéigend hei produzéiert ginn.

Wéi gesot, ech hunn dat schonn hei ënnerstrach: D'Demokratesch Partei ass selbstverständlech en faveur vun deem Ofkommes hei, mee wäert allerdéngs och an Zukunft nach wie vor awer mat Argusaen drop kucken, wéi sech déi ganz Saach dann entwéckelt.

Dann awer och e Wuert natierlech zu der Oppositioun, déi sech da queesch duerch Europa forméiert huet. Awer och do soll een elo emol sachlech sinn a realistesch sinn! An deene meeschten europäesche Länner war wéineg, praktesch guer keng Oppositioun. Et si souguer Länner, wou Gewerkschaften Demandeur waren - Demandeur waren! -, fir datt deen Accord hei eebe sollt ratifizéiert ginn. Datt dat elo hei zu Lëtzebuerg net de Fall ass, datt mer hei déi Plattform hunn TTIP/CETA, dat ass legitimm. An et muss een dat och respektéieren, wa Leit sech op déi Manéier ausdrécken.

An ech kommen awer dorobber zréck, wat d'Madamm Reding hei richtegerweis gesot huet. Ech fäerten och, datt do e bëssen eng Vermëschung entstanen ass. Natierlech, den TTIP ënnert där Form ... An ech ka mech nach erënneren, wéi ech mat mengem Frënd Max Hahn ënner Sécherheetsvirkéierungen hu missen dorower goen, fir kënnen den Dossier

däerfen ze kucken als Deputéierten, wat fir ee Gefill datt mer haten, datt mer gesot hunn: „Esou kann et net weidergoen! Esou kann et net weidergoen!" Dat heescht, do ass awer schonn eng negativ Stëmmung entstanen, et ass en negative Mythos praktesch kreéiert ginn, wat den TTIP ubelaangt. An iergendwéi ass de CETA do an dee Sog mat erageroden.

Woubäi ech awer ënner kengen Ëmstänn hei wëll deene Leit e Virworf maachen, déi déi Vermëschung do elo esou „benotzen", têschent Guillemeten, fir eeben eng gewësse Stëmmung ze maachen. Mee et muss een dat awer kloer an däitlech soen, datt déi Oppositioun, déi an engem Land natierlech muss akzeptéiert ginn, datt se an deem Sënn awer och vläicht e bësse ze relativéieren ass.

Dann, wéi gesot, wa mir eis och elo mat den Zilsetzunge vun där Plattform net direkt identifizéiere kënnen, wëll ech awer ganz kloer hei soen, datt mer awer de Respekt weisen. An ech sinn och iwwerzeegt, wann Ännerungen am Laf vun deene leschte Jore virkomm si bei den Negociatiounen, ass et ënner anerem och dorobber zréckzeféieren, datt ganz vill Organisatiounen, och déi hei zu Lëtzebuerg, e gewëssenen Drock gemaach hunn. An duerfir solle se och op déi Manéier weiderfueren. Eppes bleift ëmmer an der Politik hänken. An et wier dee gréisste Feeler, dee mir als Politiker kéinte maachen, wa mer déi Wierder géifen ignoréieren, wa mer géifen Astellungen, Positiounen, déi vu bausse kommen, déi vläicht net ëmmer angeneem sinn, dat ass ganz kloer, mee wa mer eis géifen driwwer ewechsetzen, dat ass ongesond. Dat ass souguer Géft fir eng Demokratie.

Wat wéi gesot déi zukünfteg ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Graas, erlaabt Der, datt den Här Wagner Iech eng Fro stellt?

M. Gusty Graas *(DP)*.- Selbstverständlech erlaben ech dat.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President, a merci, Här Graas, datt Der et erlaabt. Ech ënnerbriechen net onbedéngt ëmmer gären, mee ech wëll awer eng Richtegstellung, eng Kloerstellung u sech ...

M. Gusty Graas *(DP)*.- Also keng Fro.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Neen, et ass eng Fro. Et ass eng Fro, ...

M. Gusty Graas *(DP)*.- A.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- ... déi d'Saach vläicht méi kloerstellt. Well ech herno keng Zäit wäert hunn, fir dorobber anzegoen, well ech nëmmen zéng Minutten hunn.

Dir hutt déi verschidden Organisatiounen opgezielt, déi sech och an där Plattform regruppéieren an déi géint de CETA sinn. Dorënner ass den OGB-L, dorënner ass den LCGB, dorënner ass de Mouvement écologique, dorënner ass och d'Landjugend, d'Baueren an esou weider, déi sinn och dergéint, déi hu jo och e Post gemaach.

Gitt Dir dann dovunner aus, datt all déi Organisatiounen, wat awer keng kleng Klippercher sinn, datt déi u sech den Accord vum CETA net verstanen hunn? Si se net op der Héicht intellektuell, fir ze wëssen, wat richteg ass, wat hir Interessen ugeet oder wat net? Kënne se keng Verträg liesen? Ass et dat, wat Der wollt soen?

Merci.

(Brouhaha)

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci fir déi Fro. A wann ech elo e bësse méi laang brauch, fir Iech drop ze äntwerten, dann heescht dat, datt ech amgaange sinn, de Film zréckzedréien iwwert dat, wat ech gesot hunn.

A bis elo kann ech nach ëmmer net feststellen, datt ech esou eng Ausso sollt gemaach hunn!

(Interruption)

Duerfir, Här Wagner, wannechgelift, wann Der scho versicht, een iergendwéi mengen ze erwëschen um falsche Fouss, da muss ee sech e bësse méi intelligent awer ustellen. Well dat do hunn ech net gesot! Ech hu just gesot, an dat hunn ech net nëmmen ech schonn de Mëtten hei gesot, datt, leider, well den TTIP eeben déi Entwécklung gemaach huet, déi e gemaach huet, de CETA e bëssen an de Sog mat erageroden ass. An datt doduerch eng Stëmmung entstanen ass, déi am Fong geholl awer mat sech bruecht huet, datt allgemeng sech géint déi Ofkommes méi negativ ausgeschwat ginn ass.

Ech hoffen, datt ech awer elo relativ däitlech op Är Fro geäntwert hunn. Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Dat war ganz däitlech. Si kënnen den Ënnerscheed ...

M. Gusty Graas *(DP)*.- Voilà, ech wollt dann, ...

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- ... also net maachen!

M. Gusty Graas *(DP)*.- ... ech wollt dann awer zum Schluss och nach e Wuert soen iwwert de Projet de loi, deen awer elo hei mat dran integréiert ass. An den Yves Cruchten, deen huet dat och ganz flott hei schonn ënnerbreet. Dat ass de 7460 iwwert den Accord de partenariat stratégique, dee mer elo mat Kanada och hei votéieren. Well dat ass e ganz wichtegen Accord! Dee muss ee jo och zum Deel lassgeléist gesi vum CETA-Ofkommes. An dowéinst ass et och wichteg, datt mer eis iwwert deen hei ënnerhalen.

E bréngt jo mat sech, datt mer eng verstäerkt Zesummenaarbecht, mir, d'Europäesch Unioun un éischter Linn natierlech, mir als Lëtzebuerger Land och, mat Kanada ustriewen. Dat ass ganz wichteg! Kanada ass jo awer nun net egal wéi e Land! Kanada ass, ech gebrauchen elo net dat Wuert „Musterbeispill", mee ass awer eng héich entwéckelt Demokratie. An et ass also net méi wéi richteg, datt dann en Echange op deem Niveau mat deene Länner an Zukunft nach méi staark wäert ausgesinn.

An den aktuelle Vizepresident vun der Kommissioun, de Frans Timmermans, dee war den 18. Oktober 2016 bei eis an der Chamber, wou ech em och ënner anerem eng Fro iwwer CETA gestallt hat, an en huet do ee Saz gesot, e kuerze Saz, mee dee bei mer hänke bliwwen ass an deen ech och nach eng Kéier sollt widderhuelen: « Le Canada partage nos valeurs. » Voilà! An dowéinst hu mer all Interêt, grad mat esou engem Land verstäerkt an Zukunft nach Relatiounen opzebauen.

A fir Iech nach e lescht Beispill ze ginn, wat fir e positive Geescht de Moment och a Kanada virherrscht. Dir wësst dat elo virun, et war den 18. an den 19. Abrëll, do war jo de grausamen Amoklaf zu Nova Scotia, wou 23 Leit muttwëlleg ëmbruecht goufen. Mee wat huet elo Kanada virgeschter oder virun dräi Deeg decidéiert? Dat, wou d'Amerikaner scho Joerzéngten driwwer schwätzen, huet Kanada bannent dräi Woche gemaach: Si hunn e Verbuet vu Stuermgewierer ausgeschwat. Dorënner falen 1.600 Modeller. Ech wëll dat Beispill just hei ënnerbreeden, fir ze soen, wat fir een Esprit och an deem Land ass.

Iwwer aner Punkte kéint een och schwätzen. Iwwert d'gläichgeschlechtlech Politik, iwwert d'Klimaschutzpolitik. Et ass ganz villes, wat mer gemeinsam hu mat deem Land. An dowéinst kann ech et nëmmen ofschléissend engersäits begréissen, datt mer de CETA-Accord haut diskutéieren an och hoffentlech wäerte positiv zur Ofstëmmung bréngen. Wat, wéi gesot, net verhënnert, datt mer an Zukunft, an do denken ech virun allem un de Volet Klimaschutz, nach méi verstäerkt eis dorobber ausriichten. Well et gëtt jo awer Méiglechkeeten, Adaptatioune permanent virzehuelen. An do solle mer dat och ganz genee suivéieren. An och zweetens deen aneren Accord, den Accord de partenariat stratégique, dee mir als Demokratesch Partei als eppes Positives gesinn.

An ech bedaueren, leider, e bëssen, datt hei versicht ginn ass, elo deen, a mengen Aen, wichtegen Debat an och dee wichtegen Ofschloss vun deenen zwee Gesetzer hei vu verschiddener Säit aneschters ze interpretéieren. Bon, dat ass an der Politik esou, dat huet een ze akzeptéieren. Mee, wéi gesot, d'Demokratesch Partei steet awer ganz kloer zu deenen zwee Gesetzer.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Ganz gutt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu gëschter derfir gestëmmt, dass mer eisen Ordre du jour net änneren, well ech der Meenung sinn, mat ville Kolleegen, dass eist Parlament a Saache CETA, dem Handelsaccord mat Kanada also, alles gemaach huet, wat et konnt maachen, fir doraus e weesentlech besseren Accord ze maache wéi all déi aner Ofkommessen, déi d'EU a mir bis elo ausgehandelt a ratifizéiert hunn.

Dialog mat der Zivillgesellschaft, Debaten an der Chamber, Motiounen, déi mer net nëmme gestëmmt hunn, mee och derfir gesuergt hunn, dass se exekutéiert gi sinn, eng Panoplie vu Question-parlementairen, Diskussioune mat der EU-Kommissioun, bei eis an der LSAP war de CETA eis esouguer e Kongress mat Resolutioun wäert, wou d'Resolutioun och à la lettre suivéiert ginn ass, hunn zu enger klorer Positioun vun der Chamber mat ganz grousse Majoritéite gefouert.

Mir hunn also net nëmme Motioune gestëmmt, mee mat Gläichgesënnten derfir gesuergt, dass dat Ofkommes net iwwert d'Käpp vun den nationale Parlamenter, net iwwert d'Käpp vun der Zivillgesellschaft a Kraaft gesat géif ginn, mee - an dat war och net esou evident, well ganz vill Leit zu Bréissel der Meenung waren, dass et keen Accord mixte sollt sinn, aus Erfarung vun anere mat aneren Accorden - mir hunn duerchgesat, dass et en Accord mixte géif ginn, wou engersäits d'Europaparlament gefuerdert ass, awer bei weesentlechen Deeler och déi national Parlamenter gefuerdert sinn. Mir hunn zesumme fir eng besser Juridictioun gesuergt hei a bei Interpretatiounsfroe fir weesentlech méi Kloerheet.

Wa mer haut zesummen iwwert dësen Accord diskutéieren, dann net, fir Protestaktiounen aus dem Wee ze goen! Dir wësst, dass mer an deene leschte Jore mat munch Protestaktioune konfrontéiert waren an do net daf Ouere gewisen hunn, mee mat vill Verständnis op déi Protestaktiounen, déi Suergen, déi berechtegt Suergen zougaange sinn an och dorop reagéiert hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Mir hunn um Ordre du jour an eisem Programm festgehalen, well mer souwisou virhaten, dee Projet ze diskutéieren an ze stëmmen, just ier de Krisenzoustand ausgeruff ginn ass. A just bei der Ausruffung vum Krisenzoustand, Dir kënnt Iech alleguer drun erënneren, esouwuel de President hanneru mer wéi ech selwer och als Rapporteur hunn insistéiert, dass och a Krisenzäiten, wou vill vun eisen Aktivitéite ronderëm de Krisenzoustand dréien, déi Chamber hei normal an hirer legislativer Aarbecht misst fonctionéieren.

Dat ëmsou méi - dat ëmsou méi! -, wann där legislativer Aarbecht e ganz laange Virlaf virausgaangen ass. A wierklech keen an dësem Haus ka behaapten, dass mer deen heite Projet iwwert de Knéi gebrach hätten. Also wann een dat behaapt, da soll en dat soen! Dat ass nämlech sécher net de Fall. Esou vill, wéi mer iwwer TTIP ...

Iwwregens kleng Klammer op: TTIP, wou mer sollten imposéiert kréien - imposéiert kréien! - a wou mer eis gewiert hunn, fir eppes imposéiert ze kréien, wat mer emol gesinn hätten, wou mer hätte sollen eng eidesstattlech Erklärung maachen, fir iwwerhaapt däerfe kucken ze goen, do huet dat Parlament hei sech gewiert géint esou eng eidesstattlech Erklärung. Mir hu gesot: „Esou eppes ënnerschreiwe mir net. Dir musst eis vertrauen." A mir si kucke gaangen a mir hunn dat Vertrauen och vum Ausseminister kritt. A mir hunn du kënne feststellen, dass, och wa mer et konnte kucken, dat esou Tonne Pabeier waren, dass een esou klug erausgaangen ass wéi een eragaangen ass. A wann een net u viischter Front matverhandelt huet, da sinn engem eng ganz Rei vu Spëtzfëndegkeeten entgaangen.

Ech sinn och ganz frou, dass eng Fra, eng vun eise Kolleeginnen, eng engagéiert Europäerin, hei e richtege Plädoyer gehalen huet fir dësen Accord. An ech si mat hir d'accord: E gudden Accord ass weesentlech besser wéi keen Accord. An deen Accord hei ass kee schlechten Accord. An ech wäert dorop zréckkommen.

Dat hei gehéiert also ganz kloer zu eiser gesetzgeeberescher Aarbecht, grad ewéi deen zweete Projet zu eiser gesetzgeeberescher Aarbecht gehéiert, dee sécher manner Beuechtung fënnt, deen éischter e politesch-strateegesche Projet ass, wéi déi zwou Säite kënnen um politesche Plang méi intensiv zesummeschaffen. Mee och wann net esou vill doriwwer geschwat gëtt, en ass wichteg, besonnesch dann, wa likeminded Länner, déi déi selwecht Wäerter deelen an héichhalen, sech eens ginn, fir a weesentlechen Dossieren zesummenzeschaffen a sech ofzeschwätzen. Dat ass och e weesentleche Fortschrëtt, wann ee mat Länner kann esou Accorde fannen, déi engem ganz nostinn. Ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck, wéi no dass Kanada eis eigentlech steet.

Déi Aarbechten hu mer also a gudde Konditiounen ofgeschloss. De Rapport vun der Kommissioun gouf mat de Stëmme vun der CSV, der LSAP, de gréng Kolleegen an der DP gestëmmt. Ech vergiesse vläicht een, deen nach matgestëmmt huet? Wann nach een de Fanger hieft vun deenen anere Gruppéierungen, ...

(Interruption)

... huelen ech dat ganz gär no. Also déi aner Deeler vun der Oppositioun hunn net matgestëmmt.

Dat heescht also am Kloertext, dass deen Accord vun enger ganz breeder Majoritéit hei an dësem Haus gedroen ass. Net ohne Wenn und Aber. Mat enger ganzer Rei vun Iwwerleeungen, déi vläicht, wa mer alles gewosst hätten, wat mer elo zënter e puer Woche wëssen, vläicht nach zu aneren Ännerungen an deem Vertrag gefouert hätten, mee Fait ass: Dee Projet hei gëtt vun enger ganz breeder Majoritéit gedroen. Do hënnert och näischt drun, dass mer haut éischter, an enger éischter Phas, iwwert d'Form wéi iwwert de Fong diskutéiert hunn.

Wou ech awer wëll drop insistéieren, dat ass, dass, och wat d'Form ugeet, dass mer déi Forme gewaart hunn an dass hei net an engem Hauruckverfare virgaange ginn ass, mee dass dat hei eng Virlafdauer vun enger Rei vu Joren hat, wou all déi Protestaktiounen - zu Recht! - sech manifestéiert hunn. An déi wäerten net weesentlech aneschters si wéi déi Protestaktiounen, déi vläicht elo nach op eis zoukommen, well et ass kee weesentlecht neit Element zënter 2016 oder 2017 an deem heite Projet erakomm.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Bartolomeo, akzeptéiert Der eng Fro vum Här Baum?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Wann et eng Fro ass an net eng alternativ Ried, da jo.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Natierlech ass et eng Fro, Här Bartolomeo. Ech si ganz hellhöreg ginn, wéi Der gesot hutt, datt vun deem Datum, wou de Rapport ugeholl ginn ass, bis haut, mat deem Wëssen, wat mer an deenen zwee Méint gewonnen hätten, eventuell nach Ännerungen an deen Accord dann erakomm wieren. A mech géif interesséieren, wéi eng Ännerungen Dir dann domadder gemengt hutt.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ma wann Der mer nolauschtert, wann Der mer nolauschtert, da wäert ech Iech soen, wou mer an Zukunft wäerten oppassen, nach méi staark wäerten oppasse musse bei neie Verträg an an der Neiverhandlung vu bestoende Verträg wéi an der Vergaangenheet. Ech wäert Iech dat do alles soen, well mir sinn ...

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Dir stëppelt mäi Virwëtz.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Mir hunn ... Här Baum, Verträg, och mat deem beschte Partner, sinn ëmmer Kompromësser. An et setzt ... Dat ass och eng gutt Saach, well da gëtt keen iwwert den Dësch gezunn. Da sinn zwou Parteien, déi sech openeen zoubeweegen. Mee et gëtt eng ganz Rei vu Gebidder hei, wou dat net noutwendeg war, well déi zwee genee d'selwecht denken. Well déi zwee genee d'selwecht denken an d'selwecht fonctionéieren! An ech ginn Iech eng Rei vu Beispiller, wou Der mer sécher net wäert widderspriechen.

Mir hunn also eis Aarbechten, nodeem scho Kanada an 13 Partner aus der EU den Accord ratifizéiert hunn a 95 % dovun zënter bal dräi Joer provisoresch a Kraaft getruede sinn, ënner gudde Konditiounen ofgeschloss. Hei geet et also net ëm eng Nacht-und-Nebel-Aktioun, mee ëm uerdentlech gemaachte parlamentaresch Aarbecht, wou am Projet d'accord sécher - sécher, wéi bei allen Accorden - Loft no uewe fir zukünfteg Accorde bestoung, awer dat Resultat, wat ausgehandelt gouf, wäitaus besser ass wéi dat, wat an all deenen aneren Handelsverträg war, déi op den Dësch komm sinn. A wat jiddefalls, an do widderhuelen ech nach eng Kéier, wat d'Madamm Reding gesot huet, weesentlech, weesentlech besser ass wéi ouni Accord zesummen ze fonctionéieren an ouni gemeinsam Wäerter expressis verbis ënnerstrach ze hunn.

Datt mer net daf si fir d'Stëmm aus der Zivillgesellschaft, weist d'Propositioun vum Ausseminister, déi leider net ugeholl ginn ass. Well ech mengen, heibannen an dobausse kéint jo eigentlech keen eppes dergéint hunn, dass mer nach en zousätzlechen Debat féieren! Wann d'Ofstëmmung opgelooss gëtt! Bon, mir hunn ... Elo kann ee soen: „Da wär den Debat ofgeschloss ginn." Mee ech hunn immenst Vertrauen an d'Kolleegen aus dem Parlament, dass se awer e Wee fonnt hätten, wa mer eréischt an e puer Wochen ofgestëmmt hätten, fir awer nach en Debat erëm eng Kéier ronderëm eppes opzemaachen, wat a Wierklechkeet zou war. Ech bréngen Iech net op kromm Iddien, mee zum Beispill eng Motioun oder eng Resolutioun oder, oder, oder. Also wann een den Debat erëm hätt wëllen opmaachen, dann hätt een e kënnen opmaachen. Mee ech bréngen Iech net op falsch Iddien, well soss iwwerleet Der Iech et vläicht nach eng Kéier an dann huelt Der dem Ausseminister seng Propos vläicht awer nach op an ...

Une voix.- D'Dier ass zou.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Jo. Jo. D'Dier ass zou, leider, leider ...

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- A wat huet dat da mat Zivillcourage ze dinn? Näischt! Dann däerfe se manifestéieren ...

(Interruptions diverses)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Di Bartolomeo, et ass un Iech.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ech si ganz héiflech. Ech si ganz héiflech, dofir soen

ech guer näischt zu mengem jonke Kolleeg. Dee mer vill méi no ass, wéi hie mengt!

(Interruption)

Voilà. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Kanada, dat Land, mat deem d'EU, an domat och Lëtzebuerg, deen Handelsaccord ausgehandelt huet, iwwer Deeler vun deem mer haut debattéieren, ass definitiv kee „Schurkenstaat". Kanada steet eis am Contraire ganz no, souwuel wat eis gemeinsam Wäerter ugeet, wéi wat dat Soziaalt ugeet. Kanada ass eng ganz stabill Demokratie. An dat Land engagéiert sech an der internationaler Communautéit fir de Multilateralismus, steet zu den Engagementer vun der Klimakonferenz an huet wéineg gemeinsam mat sengem grousse Noper. Kanada steet eis vill méi no wéi sengem Noper. A Kanada steet eis vill méi no, wéi eng Rei vu Memberstaaten aus der EU eis stinn, wat Wäerter ugeet an och, wat aner Beräicher ugeet.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Kanada ass keng amerikanesch Provënz a Kanada ass och keen trojanescht Päerd fir US-Multien. Kanada verfüügt, aneschters wéi d'USA, iwwer en universelle System vu sozialer Sécherheet, mat Mindestléin tëscht 10,5 a 15 Dollar jee no Provënz. Nennt mer e puer europäesch Länner, wou de Mindestloun vergläichbar héich ass!

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Besonnesch hei donidden am Eck, nennt mer der e puer, europäescher, wou de Mindestloun esou héich ass! Mat deene selwechte Versécherungsbranchen, wéi mir se hunn, mat solidarescher Gesondheetsversuergung, enger allgemenger Pensiouns- an Unfallversécherung, mat engem Pensiounsalter, engem legale Pensiounsalter vu 65 Joer, mat enger Chômage- a Fleegeversécherung, et j'en passe et des meilleurs. Ech hunn elo vergiess: de gudde System vu Famillenzoulagen a vu Wunnengsbauhëllefen. Kanada ass eis an eenzele Beräicher souguer viraus, zum Beispill beim automatesche Rentesplitting.

(Brouhaha et interruption)

Jo, a mir erfannen den Handel mat deem Land net nei, mee mir fërderen en.

Ech gesinn also keng Gefor, datt den Accord eise Gesondheets- a Sozialsystem an eis ëffentlech Déngschtleeschtunge kéint ënnergruewen. Dat ëmsou méi, well eis Reglementéiercapacitéit an deene Beräicher net ageschränkt ass. Ech soen dat hei sou, wéi ech dat denken! Wa mir net en Handelsaccord mat Kanada kënne schléissen, da froen ech mech, mat wat fir engem Land mer ee kënne schléissen. Mat wat fir engem Land mer iwwerhaapt nach ee kënne schléissen! A wa mer iwwer - herno - aner Handelsaccorde schwätzen, da sinn ech der Meenung, dass do d'Virsiicht vill méi grouss ass wéi an der Zesummenaarbecht mat Kanada.

De gesamte CETA-Accord ass net ze verwiessele mat deem an der Tëschenzäit begruewenen TTIP mat den USA, deen iwwer laang Strecken an enger Dunkelkammer ausgehandelt gouf. Hei war och dat selwecht probéiert ginn, wat sech als gewaltege Feeler vun den EU-Instanzen erwisen huet an zu Recht eng ganz grouss Mefiance vis-à-vis vun esou Handelsaccorden ausgeléist huet.

De Mouvementer aus der Zivillgesellschaft géint den TTIP, awer och géint de CETA-Accord, zesumme mat Politiker, déi net just Kopfnicker wollte spillen an op d'Mixitéit vun esou Accorde gepocht hunn, ass et ze verdanken, datt mer haut iwwer en Accord diskutéieren, deen a weesentleche Punkte verbessert ginn ass. Sécherlech ass de CETA-Accord net perfekt, grad wéi dee gemeinsame Wirtschaftsmodell méi wéi jee virum Hannergrond vun der Covidkris ze hannerfroen ass. Mee et ass dee beschten Handelsaccord, dee jee vun der EU geschloss ginn ass.

Mam Vott vum Europaparlament si 95 % vun deem Accord schonn a Kraaft. An en Nee bei deene leschte 5 % wär sécher net dee richtege Wee a géif d'EU als Handelspartner zréckwerfen. Och dat muss gesot ginn.

Ben, wa mer dat kucken, wat mer an deene leschte Wochen erlieft hunn, da musse mer soen, dass mer bei zukünftegen Accorde vläicht zousätzlech Schrëtt musse maachen an nach e bësse méi ambitiéis, nach e bësse méi contraignant ëmgoe mat wichtege Prinzippien, déi eis um Häerz leien, wéi d'Nohaltegkeet, dat Soziaalt, de Principe de précaution, de Monitoring, d'Transparenz, an d'Matsprooccherecht méi zolidd verankeren.

Jo, et steet alles implizitt dran. Mee et wäert am Endeffekt drop ukommen, wéi dat Ganzt ëmgesat gëtt. Et kléngt gutt, datt d'Nohaltegkeet am Prinzip an de Principe de précaution idem net a Fro gestallt sinn. Besser ass et, wa se fest an Traitéë verankert sinn an zu kenger Interpretatioun Ulass ginn.

Fir déi heftegst Diskussioune bei deene rezenten Handelsaccorden hunn d'Schidsgeriichter gesuergt, ech brauch do net drop zréckzekommen, dat hunn den Här Rapporter an déi aner Kolleege ganz gutt gemaach. Mir hunn do e Monitoring och virgesinn an e ganz kloren Deontologiekodex vun de Riichteren, déi iwwregens déi selwecht Qualifikatioune mussen hu wéi an deenen eenzele Länner, fir dat dote serië kënnen ze suivéieren.

Den Accord ass elo a weesentlechen Deeler zënter ongeféier zwee Joer a Kraaft. An obwuel et ze fréi ass, fir en definitive Bilan ze zéien, ass bis elo net dat ageträff, wat vill Suerge gemaach huet. Mir bleiwen also der Meenung, dass Handelsaccorden, déi equilibréiert sinn an déi dat Wäertvollt an deene betraffe Länner respektéieren, wäitaus besser si wéi keng Accorden an och wäitaus besser si wéi Mauere ronderëm sech opzebauen. Well dat ass keng Solutioun. Globaliséierung a Fro ze stellen heescht net Nationalismus, Globaliséierung a Fro stellen heescht ze kucken, ob mer zwëschent deem engen an deem aneren, zwëschent deem Nationalen an deem „tout globaliser, tout mondialiser" net en drëtte Wee kënne fannen, wou mer dat, wat wäertvoll ass an deenen eenzele Länner, ofstäipen an dat, wou den Zesummen eng Plus-value bréngt, festegen. E wichtegen, wichtege Prinzip!

Wann een dësen Accord ... Ech weess net: Wivill bleift mer nach, Här President?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Nach 39 Sekonnen.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Okay. Also wann een dësen Accord elo an den aktuelle Kontext vun der Gesondheetskris ronderëm de Virus Covid-19 stellt, dann drängt sech de Constat op, wéi wichteg dem Staat ëffentlech Déngschtleeschtungen, solidaresch Gesondheets- a Sécurité-socialesSystemer sinn an dass de Maart an déi ultraliberal Rezepter dann, wann et drop ukënnt, versoen an nom Staat ruffen.

D'Ënnerstellung, dass ëffentlech gemengnëtzeg Instanzen net esou leeschtungsfäeg wäre wéi dat, wat privat a gewënnorientéiert ass, ass kloer widderluecht ginn. D'Kris huet ënnerstrach, wéi wichteg, jo, liewenswichteg de Sozialstaat an d'Investissementer an ëffentlech Servicer sinn. E staarken a finanzkräftege Staat, deen op d'Solidaritéit opbaut, ass e Garant, fir duerch Krisen aller Aart ze kommen. Ech erënnere just un d'Stolkris, d'Finanzkris a Gesondheetskrisen.

Jo, och virun déser Kris sinn Appetitter geäussert ginn, fir ëffentlech Servicer ze privatiséieren. Ech mengen, datt de renge Merkantilismus hei zolidd Téitsche kritt huet. Déi jëtzeg Kris huet gewisen, datt Mondialiséierung, Globaliséierung, eng onverdënnte Profittlogik, Auslagerunge vu liewenswichtege Produktiounsketten zu enger grousser Fragilitéit gefouert hunn.

(Interruption par la présidence)

Dat muss eis léieren, dass Multilateralismus zesummen ze liesen ass mat Solidaritéit, mat Nohaltegkeet, Verdeelungsgerechtegkeet, mat Demokratie, mat engem Respekt vun der Ëmwelt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Di Bartolomeo, Zäit ass eppes ganz Kostbares ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ech weess, Här President!

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... an déi däerf een net verschwenden.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ech weess, Här President, an ech kommen och selbstverständlech direkt zum Schluss.

Esou Verträg solle complementaire sinn, ech hunn dat virdru schonn ënnerstrach. Vill - an da kommen ech zu mengen zwee leschte Sätz -, vill wäert dovun ofhänken, wéi den Accord ëmgesat gëtt. Et fënnt sech implizitt villes dran erëm, wat eis wichteg ass, mee et bleift och Sputt fir Interpretatioun.

Här President, an deem Sënn bréngen ech den Accord vun eiser Fraktioun fir d'Projete 7457 a 7460. An ech soen lech e ganz grousse Merci fir Är Gedold mat mir.

Merci, Här President!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen lech villmools Merci, Här Di Bartolomeo. Nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol loosst mech Merci soe fir deen exzellente Rapport, dee gemaach ginn ass! Et war e Rapport, deen och op ganz vill Bedenken agaangen ass, wat, mengen ech, ganz wichteg war, well op eng ganz Partie vun hinne wäert ech och nach zréckkommen. Ech wollt awer och menge Virriedner Merci soen. Si hunn eng ganz Partie Punkten opgegraff, déi ech aus Zäitmangel net kann an hirer Integralitéit ophuelen. Ech wollt awer soen, dass ech mech engem ganz groussen Deel dovunner och ka ralliéieren.

De CETA ass en historeschen Dossier, mat ville Kapitelen a villen, ville Säiten. Ech kann, mengen ech, vu mir soen, dass ech mech vu ganz vum Ufank un, „from scratch" do erageschafft hunn an den Dossier och ganz ouni Schleier virun den Aen ugepaakt hunn. Heiansdo ass et effektiv, mengen ech, méi einfach, wann een nei dobäi ass an e gewëssene Bagage net mat sech schleeft. Da geet ee mat engem anere Bléckwénkel un déi Saach erun, quitte dass mäi Bléckwénkel och ëmmer e gréngе wäert sinn. Dofir loosst mech e klenge Réckbléck maachen!

Ech mengen, dass et wichteg ass, fir nach eemol kuerz no hannen ze kucken an dat opzegräifen, wat mäi Virgänger op dësem Dossier, de Claude Adam, schonn am Oktober 2016 dozou gesot huet. An ech zitéieren hei e puer vu sengen Aussoen: „Jo, et ass sécher, wann et eleng un eis geleeën hätt, da géif de CETA-Vertrag ganz anescht ausgesi wéi deen, iwwert dee mir haut schwätzen. Da wier beim CETA vun Ufank un op eng transparent Aart a Weis verhandelt ginn. [...] Eis Memberen an och mir Deputéiert selwer sinn zesumme mat den Organisatiounen aus der Zivillgesellschaft op d'Strooss gaangen, fir och iwwert dëse Wee e klore Message ze ginn.

Um europäeschen Niveau ass", also „war", „de Claude Turmes aktiv, [...] fir och um Niveau vum Europaparlament fir eng Verbesserung vum CETA ze schaffen. Dobäi hu mir eis et eeben net esou einfach gemaach wéi sou munch aner Leit heibannen. Mir hunn nämlech net einfach nëmmen Nee zum CETA gesot an eis doduerch d'Chance huele gelooss, fir kënnen e konstruktiivt Wuert matzeschwätzen an de Vertrag doduerch zum Besseren ze wenden." Zitatende.

A genee dorobber wëll ech haut hei eraus. Mir hunn als Partei aktiv matgeschafft. Mir hunn esou munches erreecht, och wa mir mat Sécherheet net alles erreecht hunn, wat mer eis virgeholl hunn. Mee d'Europäescht Parlament huet de CETA de 15. Februar 2017 guttgeheescht an dofir ass en och am September 2017 provisoresch a Kraaft getrueden. Firwat provisoresch? Ma well de Volet vun der Sträitschlichtung an nationaler Hand läit an dat vollstännegt Akraafttriede vum gesamten Accord eréischt da ka stattfannen, wann och dee Volet an alle Memberstaaten duerchgaangen ass.

An da si mer beim Sujet vun haut: Mir schwätzen hei an haut eigentlech net iwwert de CETA a senger Totalitéit. Deen ass, wéi gesot, zënter dem positive Vott vum EU-Parlament am Joer 2017 zu gutt 95 % a Kraaft. An, jo, mir stinn nach ëmmer dozou, dass mir eis en anere CETA gewënscht hätten, een, an deem Ëmweltschutz an d'Bekenntnis zu de Klimaziler méi en héije Stellewäert gehat hätten. Mee wéi gesot, mir schwätzen haut am Kader vun déser Ratifikatioun duerch d'Chamber net iwwert de gesamten Accord, sondern iwwer e ganz spezifesche Punkt, an eleng op dee Punkt bezitt sech haut och eise Vott. Mir stëmmen haut „just" - ech soe „just" entre guillemets - iwwert déi eenzel Passagen aus dem Accord of, déi an de Kompetenzberäich vun de Memberstaate falen. An dat ass de Volet vun de Schidsgeriichter a vun de Sträitschlichtungsmechanismen.

Wéi gesot, ech soe „just" entre guillemets, well och wann et sech, gemooss un der Säitenunzuel vum gesamten Accord, just ëm e klenge Volet handelt, sou ass et awer e wichtege Punkt, op deem et och laang Zäit grouss Onkloerheete gi sinn. An ech mengen, op déi si meng Virriedner och schonn alleguerten agaangen.

Et ass net fir näischt, wéi gesot, dass dës Chamber de 7. Juni 2016 d'Regierung mat enger Motioun opgefuerdert huet, fir derfir ze suergen, datt eventuell legal Ongereimtheeten, besonnesch a puncto Konformitéit vun de Schidsgeriichter mat EU-Recht, misste gepréift ginn. Dës Onkloerheeten hunn awer net just eis beschäftegt, mee notamment och d'Wallonie. An dofir huet d'belsch Regierung dozou en offiziellen, verbindlechen Avis beim Europäesche Geriichtshaff ugefrot.

Deem säin Avis koum den 30. Abrëll 2019 an den EuGH stellt doranner keng Inkompatibilitéite mat der europäescher Gesetzgeebung fest. An deem Avis zitt den EuGH awer och verschidde Grenzen: Et däerfen nämlech keng Entscheedungen ugegraff ginn, déi demokratesch getraff gi sinn, virun allem an de Beräicher Ëmweltschutz, Santé a Soziales.

Schwätze mer also elo iwwert déi ominéis Schidsgeriichter! Et gouf jo vill Kritiken zum CETA. An aus der Zivillgesellschaft koum groussen Drock, well d'Bedenken ze grouss waren, besonnesch wat de Fonctionnement, d'Transparenz an d'Legitimitéit vun dëse Schidsgeriichter ubelaangt huet.

Mee als Alleréischt: Vu wat schwätze mer hei genau? Mir schwätzen iwwer Investitiounsschutz. En Investitiounsschutzofkommes ass e välkerrechtleche Kontrakt tëscht Staaten, deen Investoren aus deene jeeweilege Vertragsstaaten eeben e bestëmmte Schutz am Gaaschtstaat zouséchert. Dobäi geet et ënner anerem ëm Schutz virun Enteegnung oder Schutz géint Diskriminéierungen.

(Interruption)

Esou Investor-Staat-Schidsverfaren, ISDS, sinn an den 80er Joren agefouert ginn, fir Investisseure virun arbiträre staatlechen Entscheedungen ze schützen. Mee wéi bei sou villem, gouf et awer Lücken an deem System, déi och alt emol zu ganz perverse Situatioune gefouert hunn, well grouss Multinationalle Staaten op horrend Zomme Schuedensersatz verklot hunn, wann dës zum Beispill Mesuren am Sënn vun der Ëmwelt oder vu Sozialstandarde geholl hunn.

Den Drock aus der Zivillgesellschaft an eise gemeinsame Protest hunn awer eppes bewierkt an eisen Engagement ass och belount ginn, well entgéint alle Coutummen ass den Text vum CETA nach eemol opgemaach ginn an et ass un den Dispositiounen zum Investitiounsschutz geschafft ginn, fir e verbesserten Accord virzeleeën: Déi ëmstridde privat Schidsgeriichter, ISDS, goufen dunn am CETA duerch de verbesserten Investment Court System, ICS, ersat. De CETA ass domadder deen éischte Fräihandelsaccord, dee mat dëser neier Generatioun vun engem Geriicht schaffe soll.

Mam CETA ass d'Schidsgeriichtsbarkeet also moderniséiert ginn. Mee wat ass elo konkreet besser ginn? Ech ginn hei e puer Beispiller:

Den Ënnerscheed tëscht deem alen ISDS an deem neien ICS läit ënner anerem doranner, dass mir elo zum Beispill e stännegt Geriicht solle kréien, dat sech vum Fonctionnement hier un d'Geriichtshäff nom Välkerrecht soll uleenen. Déi eenzel Riichtere si fir eng länger Zäit genannt. Si sinn onofhängeg a si hunn e strenge Verhalenskodex, un deem se sech mussen orientéieren. Et gëtt eng Recoursméiglechkeet an zweeter Instanz agefouert. D'Prozesser sinn transparent duerch d'Ëffentlechkeet vun den Unhéierungen an duerch d'Veréffentlechung vun den Dokumenter.

D'Onkäschte vum Prozess gi vum Verléierer gedroen. Och dat ass nei an dat reduzéiert am Fong geholl zu engem grousse Deel de Risiko vu Mëssbrauch, well déi Onkäschte bei esou Prozesser einfach wierklech eenorm sinn.

An net zulescht kënnen awer och d'Zivillgesellschaft an ONGen eegen Avisen a lafend Affären abréngen. An och dat ass eng wichteg Verbesserung par rapport zum ale System.

Heescht dat elo, dass den ICS als perfekt Léisung ugesi ka ginn? Mat Sécherheet net. Op menger perséinlecher Wonschléscht géif nach stoen, dass och d'Zivillgesellschaft kéint virun esou e Geriicht zéien, dass Staaten och kënne géint eng Entreprise virgoen, déi Ëmwelt- a Sozialstandarde mat Féiss tréppelt, oder dass d'Anhale vu Mënscherechter an Ëmweltstandarden iwwerhaapt erzwonge ka ginn. Mee deen neie System ass besser wéi dat, wat bis dohi bestanen huet, an en enthält verschidde Leitplanken, déi d'Rechtsstaatlechkeet garantéieren.

Loosst mech och umierken, dass duerch dës Ratifikatioun eng siwe besteeënd bilateral Investitiounsschutzverträg tëschent EU-Memberstaaten a Kanada, déi allesamt nach nom alen ISDS-Verfare fonctionéieren, ersat géife ginn. An dat ass net onweesentlech! Well eng vun de Konsequenze vun enger Netratifizéierung vum Gesamtaccord wier, dass dës ISDS-Dispositioune weiderhin applikabel wieren. Da géif genee dee Risiko entstoen, deen esou oft no vir bruecht ginn ass: nämlech dee vu geziiltem Mëssbrauch vun den ale Schidsgeriichter.

An duerfir: Och wa mir hei net vun engem perfekte System schwätzen, sou si mer dach wäit ewech vun engem Nivellement vers le bas. „Nivellement vers le bas" hunn ech haut bis elo nach net héieren. Ech denken awer, dass et am Laf vun der Diskussioun nach e puermol wäert optauchen, an ech géif deem wierklech gäre virgräifen a soen: „Mir schwätzen hei vun enger Verbesserung vun deem System, wéi mer e bis elo kennen."

Här President, et ass mir haut en Uleies, op eng Partie Bedenken anzegoen, déi vis-à-vis vum CETA formuléiert gi sinn an déi och esou an enger ganzer Partie Communiquéë stinn, déi d'Leit jo och liesen an déi de Leit Suerge maachen. Ech mengen, dass et grad an déser emotiounsgeluedener Diskussioun eminent wichteg ass, e klore Kapp ze behalen a sech am Detail mat de Fakten ze beschäftegen. D'Welt vun de Fräihandelsaccorden ass komplex, ass ze kom-

plex, fir sech als Eenzelne mat all Detail befaassen ze kënnen. Dofir hunn ech och a leschter Zäit versicht, mech op déi am meeschte gestallte Froen ze konzentréieren, an op e puer vun hinne géif ech gären hei agoen.

Ugefaange mat der Fro, déi oft gestallt gëtt an déi deemools och esou vum Claude Adam formuléiert ginn ass: „Brauche mir iwwerhaapt esou Schidsgeriichter am Kader vun engem Traité mat Kanada? Mir hunn dach e funktionéierende Justizsystem. Wéisou kënnen dës Litigen net virun engem vun deene Geriichter behandelt ginn?"

An, jo, Investisseure sinn an eisen europäesche Länner géint onverhältnisméisseg staatlech Agréffer an hiert Eegentum geschützt. Mir hunn an der EU eng effizient a fräi Justiz. An dat selwecht gëllt och fir Kanada, well och do wieren eis Investisseure geschützt.

Mee hei géif ech gäre soen, an, ech mengen, dat ass och eng perséinlech Appreciatioun: Entweeder et ass ee géint de Prinzip vun engem Schidsgeriicht oder et ass een derfir. Mee ech géif et net kohärent fannen, wann een am Kader vum CETA géint esou e Schidsgeriicht richteg Stuerm leeft an dann awer an engem aneren Accord mat engem anere Land op eemol géif drop bestoen. A genee dat ass awer och fir mech en Theema.

Mir schwätzen hei och iwwer esou Schidsgeriichter an engem méi breede Kader. Mir schwätzen iwwer potenziell Accorde mat anere Länner, deenen hir Justiz vläicht net dee selwechte Stellewäert huet, vu Partnerlänner an der Kooperatioun, fir déi et wichteg wier, Investisseuren u Land ze zéien. An déi Investisseure sinn awer net onbedéngt fir en Invest ze begeeschteren, wa se domadder musse rechnen, dass am Fall vun engem Litige de Monni vum Pätter do um Riichterstull sëtzt. Do musse mer also kohärent bleiwen.

Une voix.- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Eent vun de weideren Argumenter géint de CETA ass, dass ëmwelt- a sozialpolitesch Mesuré kéinte viru Schidsgeriichter ugegraff ginn, wann Multinationallen zum Beispill Lëtzebuerg oder en anere Memberstaat virun extra Geriichter op Milliarde Schuedenersatz verkloe géifen, well hinnen eeben e Gesetz am Interêt vun der Ekologie oder der sozialer Gerechtegkeet net passt.

Den EuGH huet a sengem Urteel ganz kloer festgehalen, dass deem net esou ass. D'Zitat aus dem Pressecommuniqué vum EuGH - also hei elo Extraiten -: „Das Abkommen enthält aber Vorschriften, nach denen das CETA-Gericht und die CETA-Rechtsbehelfsinstanz nicht die Befugnis haben, Entscheidungen in Frage zu stellen, die von einer Vertragspartei demokratisch getroffen worden sind, insbesondere in den Bereichen des Niveaus der Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung, [...] des Schutzes des Lebens und der Gesundheit von Menschen und Tieren, des Schutzes der Lebensmittelsicherheit, des Schutzes der Pflanzen, des Umweltschutzes, des Schutzes der Arbeitssicherheit [...]. Die Autonomie der Rechtsordnung der Union wird durch das Abkommen also nicht beeinträchtig." Dat heescht also och, dass d'Investitiounsgeriicht net kann EU-Recht anescht interpretéiere wéi den Europäesche Geriichtshaff.

E weidert Argument, wat virbruecht gëtt, ass, datt et speziell a geheim Kommissioune géif ginn, an deenen Norme kënnen noverhandelt ginn. Am Kloertext gëtt gefaart, dass an esou engem Gremium hanner zouenen Dieren nei Grenzwäerter géifen duerch Beamten definéiert ginn oder Substanzen accordéiert ginn, déi net am Aklang mat Ëmwelt- oder Gesondheetsstandarde wieren.

Bei deene soi-disant geheime Kommiteeën handelt et sech ëm den am Accord festgehale Joint Committee a seng Specialised Committees.

Hei muss een als Alleréischt emol festhalen, dass déi Kommiteeë schonn haut etabléiert sinn. Dat, wouriwwer mir haut ofstëmmen, huet näischt mat deene Kommiteeën ze dinn, well déi si schonn a Kraaft a se funktionéiere schonn.

Ceci dit géif ech trotzdeem gären op déi Ausso agoen, well et ass wichteg, dat kloerzestellen: Déi Kommiteeë kënne sech just an der Interpretatioun vum CETA prononcéieren. An déi Decisioune sinn dann och bindend. Si kënnen eis Gesetzer an Normen awer net aushieweleen. All d'Ordre-du-joure vun deene Kommiteeë sinn och online zougänglech, souwéi och d'Rapporten derzou.

Et gëtt weiderhi bemängelt, dass de Principe de précaution net richteg verankert ass an dass dowéinst elo Produkter aus Kanada bei eis dierften op de Marché kommen, ier bewisen ass, dass se net ëmwelt- oder gesondheetsschiedlech sinn. Hei denkt een natierlech direkt u Pestiziden, OGM, Hormonfleesch etc.

An effektiv: De Principe de précaution ass net schrëftlech am Accord opgefouert, well mir de Kanadier dee Prinzip net kënnen imposéieren. Mir kënnen awer weider no deem Prinzip funktionéieren a reglementéieren. A wa si wëlle bei eis exportéieren, da musse si sech och un dës Normen halen.

Indirekt, wéilt ech awer umierken, ass de Principe de précaution am Traité dran, notamment iwwert d'Kapitel 5.4, wou EU a Kanada op hir jeeweileg Rechter a Verflichtungen am Kader vum Sanitary-and-Phytosanitary-Measures-Ofkommes vun der WTO verweisen. An eeben deem Ofkommes ass de Principe de précaution vun der EU verankert an iwwert dee Wee sollt de Principe de précaution vun der EU eeben integrative Bestanddeel vum CETA sinn.

Fir den Import vu kanadeschem Rëndfleesch, zum Beispill, bedeit dat, dass kanadesch Exportateuren eis Importkonditiounen erfëlle mussen, an dat natierlech och um Niveau vum Gebrauch vun Hormones de croissance wéi och beim Benotze vun Antibiotiquen.

Konkreet also: Wann e kanadesche Produzent wëllt an Europa exportéieren, da muss en eng separat Filière fir Fleesch fir Europa op d'Bee stellen. No mengen Informatiounen ass dat e relativ groussen Opwand, soudass bis haut nëmme 36 Produzente vun iwwer ëmmerhi 75.000 beim Rëndfleesch esou eng Filière opgebaut hunn. Dat selwecht gëllt um Niveau vun de Pestiziden. Och do ännert de CETA näischt un eise Reegelen an un eise Grenzwäerter.

Et steet des Weideren am Raum, mir 60 Deputéierten hätten haut d'Méiglechkeet, de CETA ze kippen, wa mir haut dergéint stëmmen. Ech krut an deene leschte 24 Stonnen - ech mengen, net nëmmen ech - méi E-Mails wéi an deene leschten zwee Méint zesummen a si all haten de Betreff „Stopp CETA".

An ech géif dat dofir gären nach eng Kéier hei opgräifen, well dat ass jo och quasi mat eng vun deenen éischte Froen, déi haut gestallt ginn ass: Wat ass, wann den Accord elo hei net duerchgeet? Wéi gesäit et dann aus mat der provisorescher Applikatioun?

Ech hat déi Fro och an der Kommissioun selwer gestallt. An ech krut deemools awer och vum Beamte gesot, dass et u sech net méiglech ass, dass e Memberstaat aus der Unioun dësen Accord mëttelfristeg kippe kann. Well wat géif passéieren, wann e Memberstaat heizou elo Nee géif soen? Ben, da géif dësen Accord mixte eebe gespléckt ginn an da géif de CETA als solche weiderexistéieren.

Mir kënne mëttel- oder laangfristeg jo net eppes blockéieren, wat mer net an eiser Kompetenz hunn. Déi Kompetenz do läit op europäeschem Plang. Dat géif eis vläicht ee Joer, vläicht zwee Joer - ech weess net, wéi schnell se schaffen - no hanne réckelen, mee et géif awer um Outcome vun der Geschicht keen Ënnerscheed maachen.

An da géif ech och gär de Lien maachen oder op dee Lien zréckkommen, deen elo zurzäit gemaach gëtt tëscht der aktueller Coronapandemie an dem CETA. Well, jo, grad an Zäite vu Corona kréie mir virun Ae gehalen, dass eis Aart a Weis ze wirtschaften an déi extreem Interdependenze vun eiser Weltwirtschaft favorabel si fir Pandemien. An natierlech, mir wëssen haut, wat Zoonose sinn a mir wëssen och, dass dës begënschtegt ginn, wann de Mënsch an de Liewensraum vun Déieren andréngt; wat eeben och duerch eis Aart a Weis ze wirtschafte begënschtegt gëtt.

Ech wéilt awer am Kader vum schnelle Gedankesprong vu Corona op CETA an dem Vott vun haut virdru warnen, elo ganz einfach a simplistesch Konklusiounen ze zéien. Mir dierfen, mengen ech, bei aller Kritik, déi ech jo och abruecht hunn un de Reegele vum Welthandel, och elo net an den Automatismus verfalen, e komplette Repli sur soi ze maachen. Well d'Konsequenz vum Corona dierf net en Zréck-zum-Nationalismus an och kee blannt Autarkiestriewe ginn.

Mee dovun ofgesinn - an do si mer awer och erëm beim Ursprong vu menger Interventioun -: Et ass net iwwert de Welthandel, iwwert d'Quoten, d'Transportweeër oder d'Reegele vum Welthandel, wouriwwer mer haut hei schwätzen. Mir schwätzen haut an hei iwwert den ICS. An et gëtt, mengen ech, nach keng Indicen, dass et e Lien tëscht dem Coronavirus an engem Schidsgeriicht gëtt.

Dofir, loosst mech sou lues Richtung Konklusioun kommen! Jo, et gouf eng grouss Offleenung géint de CETA. A si mer éierlech: Déi europäesch Institutioune sinn zu engem gudden Deel mat derfir verantwortlech, dass d'Kritik esou vehement war a se haut zum Deel och nach ass. Iwwer Joren ewech sinn d'Verhandlungen hanner zouenen Dieren an ënner Ausschloss vun der Ëffentlechkeet gelaf. Déi national Parlamenter sinn och vill ze spéit matagebonne ginn.

Ech ka just hoffen, dass meng Erklärunge vun haut, alle virop d'Tatsaach, dass mir haut just iwwer e Brochdeel vum Accord ofstëmmen, däitlech maachen, wéisou mir gréng haut eisen Accord heizou ginn. Et huet näischt domadder ze dinn, dass ee sech eppes schéischwätzt oder dass ee seng Prinzipie verréit. Et huet eppes dermadder ze dinn, dass een als verantwortungsbewosste Verhandlungspartner e Konsens, un deem ee selwer matgeschafft huet, matdréit, och wann en net perfekt ass.

Wat ech Iech awer alleguer ka versécheren, ass, dass mir gréng eis Haltung net geännert hunn zu den Auswüchs vun engem dechaînéierte Welthandel. Et mécht fir eis kee Sënn, ëmmer weider Verträg ze maachen, an deenen d'Quoten an d'Luucht gesat ginn. An et ass kontraproduktiv, esou Verträg ze maache mat Länner, déi sech weeder u Sozialstandarden nach un Ëmweltstandarden halen.

Mir fuerderen duerfir, dass d'EU-Kommissioun de Verhandlungsprozess fir esou Accorde reforméiert. An hei wéilt ech och op d'Aarbecht vun eiser EU-Deputéierten, dem Tilly Metz, hiweisen, wat sech an der Handelskommissioun vum Europaparlament staark derfir asetzt, dass zukünfteg Verträg méi transparent a méi participativ sinn an dass d'Anhale vu Mënscherechter an Ëmweltstandarden obligatoresch an erzwonge kënne ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Dofir wëlle mir och no vir kucken an derfir suergen, dass de Welthandel sech an Zukunft an Aklang mam Paräisser Klimavertrag a mat de Sustainable-Development-Goals entwéckelt.

Op d'mannst an dëser Partei a sécher och an dëser Majoritéit sti mir voll hannert deene Prinzippien. An dofir hu mir am Koalitiounsaccord och eng Rei Prioritéiten definéiert, déi d'Regierung op europäeschem an op internationalem Niveau verfollegt. Dozou gehéiert och, dass mir keng weider Fräihandelsaccorde maache solle mat Länner, déi d'Obligatiounen aus dem Paräisser Klimavertrag ignoréieren.

Une voix.- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Dir Dammen an Dir Hären, ech gesinn, meng Zäit ... also meng Riedezäit, leeft of. Dofir soen ech Iech Merci ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ass ofgelaf.

(Hilarité)

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Voilà. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn domadder den Accord.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Empain. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. Et ass e bëssen onglécklech, Dir Dammen an Dir Hären, datt mer dës Diskussioun separat vun der Singapur-Diskussioun féieren, well déi zwou Diskussioune gräifen aneneen. A mir wäerten nach dorobber ze schwätze kommen.

Wéi déi gréng am Europaparlament géint den CETA gestëmmt hunn, huet hire Porte-parole, den Här Yannick Jadot, Follgendes gesot: „Mir mussen dee CETA-Accord lassginn. déi gréng wäerte weiderkämpfen an de Staaten, iwwerall an Europa." A wéi déi gréng géint den CETA hei zu Lëtzebuerg gekämpft hunn, hu mer elo grad héieren: Si hunn dat wonnerbar gemaach! Än ech mengen, si sollen dat virun hirem Elektorat da justifiéieren.

Mir als ADR, mir bekennen eis zum fräien Handel an zu oppene Mäert. Dat ass fir eis selbstverständlech. Mir profitéieren als klengt Land besonnesch dovun, vun der fräier Zirkulatioun vu Wueren an Déngschtleeschtungen, ëm déi et hei besonnesch geet. A selbstverständlech gëllt dat och fir Kanada a Singapur.

A mir mussen eise Baussenhandel encouragéieren. Ech hunn d'Zifferen de Mëtten nach eng Kéier nogekuckt, wéi d'Madamm Reding der genannt huet. Ech hunn déi aktuell: Mir hunn Exporter an der Gréisstenuerdnung vun 106 Milliounen Euro a Richtung Kanada an Importer vu 44 Milliounen Euro. Et ass also e bësse manner.

Mee Tatsaach ass, datt mer eis mussen d'Fro stellen: Wat kënne mer eis vum CETA erwaarden? An do huet d'Kommissioun eng Etüd maache gelooss, deemools wéi dat Vereenegt Kinnekräich nach Member war an der Europäescher Unioun, a si huet gesot: „Mir kënnen eis en 23 %-Plus vum Handelsvolumen tëschent der Europäescher Unioun an dem Kanada erwaarden." Eisen Undeel un där Rechnung louch deemools bei 0,065 %. A wann een dat zugrond leet, da kéint Lëtzebuerg compte tenu vun eisem Aussenhandel mat ongeféier 70.000 Euro d'Joer méi rechnen. Dat ass also en enorme Virdeel, dee mir statistesch géifen aus deem CETA-Accord erauszéien: 70.000 Euro, an där Gréisstenuerdnung.

Awer mir soen: „D'ADR bekennt sech jo zu fräie Mäert prinzipiell, awer dat ass net onkonditionéiert. Dat heescht net, datt mer den ongehemmte Kapitalismus wéilten oder d'Absenz vu sozialen an ekologesche Standarden. Mir wëllen och keng Delokaliséierung." A mir gesinn och, datt den CETA, sou wéi en am Abléck appliéiert gëtt, net perfekt funktionéiert, zemools net beim Wäin a beim Kéis, wou kanadesch Provënzen Tricke fannen, fir eebe protektionistesch kënne weiderzeagéieren.

Eiser Meenung no ass vläicht déi Zäit vun deenen allëmfaassenden Handelsaccorden ofgelaf. Mir gesi jo, datt dat Problemer gëtt. Beim CETA a beim TTIP hu mer et gesinn, ganz kloer. A mir sollte vläicht a Richtung goe vu méi klengen, sektoriellen Accorden, wou mer och kënnen d'Bedenke vun eenzele Beruffsgruppen oder Interessevertriedunge besser berücksichtegen. Et ass e bëssen ongécklech, datt mer heiansdo d'Interessie vun de Bauere mussen an d'Spill bréngen, fir déi vun de Finanzplazen a vun der Stolindustrie ze kompenséieren oder ëmgekéiert.

Mir musse kucken, fir sektoriell, do, wou et eis arrangéiert, en Accord ze hunn, deen alle Standarde gerecht gëtt. Dat ass de Wee vun der Zukunft. An dofir musse mer och elo déi grouss Accorden ëmmer méi kritesch kucken.

Et gëtt positiv Punkten an deem Accord. An ech mengen, datt mer heibanne warscheinlech e Konsensus hunn iwwert dee Wee, fir Geriichter ze maachen, fir de Sträit tëschent Investisseuren a Staaten anescht unzepaken. D'Virriedner hunn alleguer dorobber insistéiert. An ech mengen, do si mer eis och, souwäit ech dat gesinn, alleguer eens, datt dat e Schrëtt an déi richteg Richtung ass, fir d'Staaten net méi erpressbar ze maachen.

Awer, et gëtt och kritesch Punkten. An een dovun ass, datt mer vläicht ze vill drop Uecht ginn, datt mer en Accord brauchen ..., oder datt gesot gëtt, fir den Handel mat Kanada auszebauen, bräichte mer deen CETA-Accord. Wësst Der, dat Alleréischt, wat ee wëllt maachen, wann een iergendwou an engem Land wëllt d'Handelsbezéiunge stäerken, dat ass, op der Plaz present ze sinn. Mir hu keng Ambassade zu Ottawa. Mir hu keng Ambassade zu Singapur. Mir hu kee Generalkonsulat am Kanada a keent zu Singapur. Dat Éischt, wat ee muss maachen, datt ass op der Plaz sinn, fir d'Land bekannt ze maachen. Mir hunn eng Ambassade zu Washington, déi ass zoustänneg fir d'USA, Kanada a Mexiko. Et ass jo kloer, datt do Kanada a Mexiko op d'mannst net esou kënnen ofgedeckt ginn, wéi si et géife verdéngen. Dat wär fir Lëtzebuerg, fir de bilateralen Handel warscheinlech nach méi wichteg wéi de CETA.

Wouriwwer stëmme mer haut of? An ech wëll do vläicht en Ausfluch maachen, well et ass eigentlech dat, datt europäescht Recht, wat eis am meeschte stéiert an dëser Diskussioun. Den Här Asselborn huet gläich gesot: „Just iwwert d'Kapitel 8", an anerer hunn dat och gesot. An datt et u sech egal wär, wat mir hei ofstëmmen, den CETA, dee wär en vigueur an dat géif och esou bleiwen. Dat ass sécher net de Fall! Well d'Diskussioun huet ugefaangen, wéi dat wallounescht Parlament ugefaangen huet, Problemer ze gesi beim Investoreschutz a bei den Interessie vun de Baueren. Deemools sinn Zweifel driwwer opkomm um Niveau vun der Europäescher Unioun, ob et da gutt ass, datt 42 national oder regional Parlamenter kënnen iwwert dee CETA ofstëmmen. An et ass probéiert ginn, e Wee do derlaanscht ze fannen. An dat weist u sech deen net demokratesche Charakter vun där Diskussioun.

Den Traité vun der Europäescher Unioun, den Artikel 4, schreift der Unioun vir, datt se muss d'Autonomie locale a régionale an der Europäesch Unioun respektéieren. An déi lëtzebuergesch Regierung, wéi déi Diskussioun deemools opkomm, datt muss een och soen, huet sech net derfir agesat no där Wallounien-Diskussioun, datt d'Rechter vun deene Klenge preservéiert ginn, mee si wor mat am Conseil vun der Europäescher Unioun, am Ministerrot, der Meenung, datt d'Reegele sollte geännert ginn, an zwar zulaaschte vun deene Klengen.

Den Artikel 3 vum Traité gëtt der Europäescher Unioun eng „compétence exclusive pour la conclusion d'un accord international", ënner gewëssene Konditiounen, dat muss een och soen: wann e legislativen Akt vum Conseil virläit. A gläichzäiteg betount den Artikel 4 vum selwechten Traité: do wou eng Compétence partagée besteet tëschent der Europäescher Unioun an de Memberstaaten. Et ass wichteg, dat am Kapp ze hunn. Mir schwätzen u sech net vun engem „accord mixte" am Traité, mee

vun enger „compétence partagée". An déi Compétence partagée, déi geet ënner anerem iwwert de Marché intérieur, Politique sociale, Agrikultur, Environnement an esou weider an esou virun: alles Saachen, wou d'Europäesch Unioun keng exklusiv Kompetenz huet. Si ka just en Traité ofschléissen opgrond vun engem Rechtsakt.

Dunn huet de Conseil den 22. Mee 2018 probéiert, e Wee laanscht déi wallounesch Situatioun ze fannen, an zwar op d'Bedreiwe vun der Europäescher Kommissioun. Well wann Der d'Konklusioune liest vun dem Conseil, 22. Mee 2018: « L'intention de la Commission européenne est de recommander de scinder dans les accords séparés les dispositions relatives aux investissements et les autres dispositions commerciales et le rôle du Conseil dans le cadre de négociations commerciales. » An zwar, heescht et: fir eng kredibel Handelspolitik kënnen ze bedreiwen. Dat heescht: déi Kleng net méi consultéieren, datt kee Problem ka komme vun deene Klengen, wéi Wallounien.

An da kënnt eebe Singapur doran - an dofir ass et schued, datt mer separat diskutéieren -, d'„opinion" vun der Cour de justice, an dann heescht et: "The Council notes that in the future", mir schwätzen 2018!, "the Commission intends to recommend draft negociating directives for free trade agreements covering exclusive EU competence on the one hand", et ass déi éischte Kéier, wou den Ausdrock opdaucht, "and separate mixed investment agreements on the other, with a view to strengthening the EU's position as a negociating partner." Mir hunn also hei d'Konklusioun vun der Wallounien-Situatioun.

An als e Resultat - schreift de Conseil am Mee 2018 - gëtt et elo Free-Trade-Agreements, déi komplett an der EU-Kompetenz sinn, déi op EU-Niveau mussen - op EU-Niveau! - akzeptéiert ginn a keng Ratifikatioun bei de Memberstaate méi brauchen, an d'Europäescht Parlament soll dann doriwwer ofstëmmen. An am Punkt 8 heescht et, datt d'Memberstaate solle just nach derfir suergen, datt d'Parlamenter an d'Zivillgesellschaft „should be kept duly informed". Et ass also net méi vun enger Ratifizéierung d'Ried, mee nëmmen nach vun enger Informatioun vun de Parlamenter a vun der Zivillgesellschaft.

Wat heescht dat hei? - An do steet nach als Ironie derbäi: "The Council will continue endeavouring to obtain, to the greatest extent possible, a consensus [...]." Also e Konsensus ass emol net méi verlaangt, mee nëmmen nach „am gréisstméigleche Mooss".

Dat hei heescht, datt d'europäesch Traitéen ëmgaange goufen, ouni Ratifizéierung vum Parlament hei. Kee Parlament an der Europäescher Unioun huet dat hei jee ratifizéiert! Keent! Datt hei de Conseil op d'Bedreiwe vun der Kommissioun sech zesummegesat huet an e Wee gesicht huet, fir d'Memberstaate kënnen ze ëmgoen, inklusiv déi lokal a regional Autoritéiten: Méi ondemokratesch wéi dat hei geet et net!

Et ass e Vertragsbroch. An dowéinst, net well mir géint de fräien Handel wären, mee well mer net akzeptéieren, datt mir entmündegt ginn! Well mir net akzeptéieren, datt den Här Asselborn heihikënnt a seet: „Ma mir stëmmen haut just iwwert d'Kapitel 8 of." Nee, mir stëmmen iwwert de CETA of!

An: Déi provisoresch Applikatioun vun engem Traité - Artikel 25 vun der Wiener Vertragsrechtskonventioun - kann e Staat ni bannen, wann e säi Wëlle bekannt ginn huet, fir net wëllen duerch en Traité gebonnen ze sinn. Elementar! Kee Staat ka géint säi Wëllen un en Traité gebonne ginn. A wann eng provisoresch Applikatioun ass - an deen Traité hei ass e Ganzt! - an ee Parlament an der Europäescher Unioun stëmmt dergéint, ma dann ass en hifälleg! Dat ass Demokratie. Dat ass dat Wiese vun enger Europäescher Unioun, wéi mir se nach kënne matdroen. Awer et ass dach net esou, datt mir kënnen nokucken, wéi eng Europäesch Unioun sech iwwert d'Demokratie ewechsetzt, wéi se hir Verträg brécht, wéi se d'Staaten ënner Drock setzt, well se wëll e „credible trade partner" sinn an enger internationaler Verhandlung. Wou si mer dann?!

(Interruption par la présidence)

Deen Traité hei, Här President, an Är Schell ënnermoolt et, ass fir eis net akzeptabel! Well mir halen drop, datt Lëtzebuerg an d'Lëtzebuerger kënne matbestëmmen an Europa. Soss ass et net dat Europa, wat mir wëllen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Dir gesitt, deen Traité ass e „mille-feuille antidémocratique" op allen Eebenen. Här President, déi heite Chamber ...

(Interruption)

... gëtt oft als „Haus vun der Demokratie" bezeechent. Demokratie ass awer net, wann eng knapps Majoritéit vun Deputéierten - eng denkbar knapps Majoritéit vun Deputéierten! - géint eng grouss Minoritéit vun Deputéierten eng Dagesuerdnung wëllt duerchboxen. An anerersäits: Demokratie ass och net, wann eng denkbar knapps Majoritéit vun Deputéierte géint eng grouss Majoritéit vun der Bevëlkerung eppes wëllt hei duerchboxen.

Wie fir den CETA ... An ech ginn der Majoritéit ze bedenken: Do si Rumeuren entstanen, déi net stëmmen, mee stellt Iech emol vir, et hätt gestëmmt! Dir maacht esou, wéi wann Der ouni Oppositioun eppes kéint maachen. Ouni Oppositioun kommt Der net wäit!

(Interruption)

Wie fir de CETA stëmmt, ...

Une voix.- Dat ass awer onorthodox, well mir ...

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Da wësst Der Bescheed.

(Hilarité)

Wie fir den CETA stëmmt, beweist, datt en aus der Coronakris näischt bäigeléiert huet. Wa gesot gëtt: „No der Coronakris muss ëmgeduecht ginn", da muss och dee Facteur an d'Iwwerleeung afléissen.

Här President, iergendwéi di mer d'Kolleege vun der DP e bësse leed. Si di mer leed, well et jo haaptsächlech déi gréng sinn, gefollegt vun der LSAP, déi den CETA mordicus, den CETA tockskäppeg hei duerch d'Chamber wollten duerchpeitschen. An dobäi ass et jo och nach esou, datt d'DP als liberal Partei u sech am mannste Problemer mam CETA misst hunn an och huet. An déi gréng an d'LSAP, déi hätte solle kämpfen dergéint. Ma neen, déi gréng an d'LSAP hu fir den CETA gekämpft. Bis elo. Bis elo nach!

(Interruption)

Dat huet awer alles eng Erklärung, Här President. déi gréng an d'LSAP wëllen den Dossier ganz séier lassginn, well si wëssen, datt e flagrant géint hir Grondiddie verstéisst.

(Interruption)

An dat ass dat Schlëmmst. déi gréng an d'Sozialisten, déi stinn emol net méi zu hirem Opportunismus. Dat wier dat Allermannst gewiescht! Si duechten: „Kommt, mir zéien dat schnell wärend der Coronakris duerch! Da kann de Mouvement écologique net manifestéieren, da kënnen d'Gewerkschaften net manifestéieren."

(Interruption)

Léif Gréng, léif Sozialisten, ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

... léif Majoritéit, Dir hutt d'Demokratie ënner Hausarrest gesat!

Une voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Wat bedenklech ass, ass de Fakt, datt quasi all Ëmweltverbänn, Bauereverbänn, Gewerkschafte géint den CETA sinn. Ma nee, hei sinn zéng LSAP-Deputéierter an néng gréng Deputéiert, déi wëssen et besser wéi jiddereen. All déi Verbänn, déi wëssen et net, op nationalem Niveau, ...

(Interruption)

... an der EU, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- An zwee Lénker.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- ... déi wëssen dat net. Mee néng gréng Deputéierter an zéng LSAP-Deputéierter, déi wëssen et natierlech besser. Ech hoffen, datt si sech och bewosst sinn, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- An zwee Lénker nach besser!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- ... datt hir Argumentatioun deckungsgläich ass mat där vu liberale Parteien a vun de Multien. Ech hoffen, datt se sech däers och bewosst sinn.

(Interruption)

Mee ech wéilt awer nach eppes soen zu de Gréngen an zu der LSAP, well Dir hätt et och kënnen aneschters maachen.

(Interruption)

Dir hätt jo och kënnen ... Ech huelen all Froen herno, merci! Dir hätt jo och kënnen ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Nee, mir stelle keng Froen, soss ...

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Dir hätt jo och kënnen innerhalb vun der Kommissioun kämpfe géint den CETA. An hei, ech hunn déi gréng héieren, si hätten esou vill gekämpft! Ech weess net, wat si ënner „kämpfen" verstinn, mee net dat selwecht wéi mir. Dir hätt och kënnen à la limite soen: „Hei, mir sinn dergéint, mee dat gehéiert zur Ofmaachung. Mir sinn an enger Koalitioun. Mir mussen derfir stëmmen." Et ass net grandios, mee dat hätt ee verstanen, well et ass éierlech. Éierlech gesot!

Et gëtt nach eng drëtt Méiglechkeet, an déi ass nach op: Dir stëmmt dergéint. Dir stëmmt dergéint! Well wann ech richteg verstanen hunn, d'CSV ass derfir, d'DP ass derfir, d'CSV huet 21 Sëtz, d'DP 12 Sëtz, si hunn der zesummen 33, méi wéi d'Koalitioun u sech. Also u sech kéint et duerchgoen. De CETA brauch Iech net! D'Zivillgesellschaft anscheinend jo och net.

(Brouhaha)

Mee ech fäerte ganz einfach, ech fäerte ganz einfach, datt Dir tatsächlech op enger Linn sidd mat de Lobbyen an datt Dir wierklech mengt, datt den CETA eng gutt Saach ass.

Här President, vu datt d'Zäit begrenzt ass, wäert ech nach just e puer Punkten opzielen. Et ass driwwer diskutéiert ginn: „Wouriwwer diskutéiere mer?" Dat ass schonn ..., dat seet scho villes aus iwwert deen antidemokratesche Virgang; et ass ganz schlëmm!

Et ginn siwe Punkten, siwen Haaptsënnen: De CETA ass en ultraliberale Vertrag, warscheinlech souguer ze vill liberal fir Iech, mee bon. An ech schwätzen hei vun, ech stäipe mech hei op d'Kapitelen 9, 9.7, 13, 19, 30.5: Servicer gi liberaliséiert, Kapitalstréim gi liberaliséiert, ëffentlech Ausschreiwunge gi liberaliséiert. Ëffentlech Servicer sinn och potenziell a Gefor, well d'Servicer, déi ginn eebe mat enger Negativlëscht, deemno wéi, liberaliséiert, dat heescht: alles wat net explizitt ausgeklammert ass.

Zweetens: De CETA ass en autoritäre Monstervertrag - Kapitelen 8 an 29. Wann engem Multi eng Gesetzgeebung net passt, da kann e virun e Schidsgeriicht goen - egal wéi dat elo heescht -, da kann e virun e Schidsgeriicht goen a Recht kréien. Da kënne mir hei Gesetzer stëmmen, déi mer wëllen, wa souwisou e puer Leit an engem Schidsgeriicht eis Demokratie aushielege kënnen! Mir brauchen dat guer net. Et gi jo souwisou aner Mechanismen. Et brauch ee strictement kee Schidsgeriicht, dovunner ofgesinn. An dat neit ass kee grousse Fortschrëtt. Au contraire. Et ass vläicht e Fortschrëtt, den ICS ass e Fortschrëtt par rapport zum ISDS, mee et ass e Réckschrëtt par rapport zum Rechtsstaat! An e Réckschrëtt - pardon? - zum Rechtsstaat gëtt elo interpretéiert als e Fortschrëtt?! Ech verstinn näischt!

(Interruption)

An Dir sot vläicht: „Jo!"

(Hilarité)

Sozial- an Ëmweltstandarde gi vum CETA geopfert. All déi Passagen am Text, déi vu soziale Rechter oder vun der Ëmwelt schwätzen, si Makulatur a juristesch net verbindlech a stinn an der Hierarchie wäit ënnert dem sakrosankte Prinzip vun der Handelsfräiheet.

Véiert Doudsënn: En aneren Artikel ass zudéifst antidemokratesch, an dat ass grad dee vun der regulatorescher Zesummenaarbecht. Am Kloertext: D'Multie kréien d'Méiglechkeet, am Virfeld verschidde Standarden ze beaflossen, ouni datt d'EU-Deputéiert - an nach manner ze schwätze vun eis - eppes dovunner matkréien. An do geet et net nëmmen ëm Autosspigelen, et geet ëm Sécherheetsnormen, et kann ëm Konsumenteschutz goen, et kann ëm Ëmweltnorme goen, et geet ëm sozial Normen, ëm Aarbechtsstandarde oder ëm Finanzregulatioun. Dat si keng Klengegkeeten.

Fënneft Doudsënn: Wie kontrolléiert dat Ganzt? Mir net. D'Europaparlament natierlech och net. Et muss een iwwerhaapt kämpfen, fir e bëssen eppes gewuer ze ginn, fir eng Entrevue kënnen ze kréien. Net ze schwätze vun de Bierger! Et ginn eeben déi verschidden, déi néng Kommiteeën a Souskommiteeë geschafen. Déi hunn d'Recht, den Accord ze interpretéieren an ze modifizéieren. Dat kann do geschéien. An dat wäert och do geschéien, lues a lues!

Klimaschutz dann, doranner ass den CETA eng eenzeg Katastroph. Den Accord vu Paräis, dee souwisou net dat Gielt vum Ee ass, dee steet och dran, do gëtt sech dorobber referéiert. Fir gewësse Leit ass dat och eng gutt Excuse, fir de CETA dann unzehuelen. Dat ass e bëssen, wéi wa mer elo, ech weess net, eng Gesetzgeebung géife maachen, wou mer d'Doudesstrof erëm aféieren a mir soen: „Mee par contre, nee, keng Angscht, dat wäert alles am Respekt vun de Mënscherechter oder vun der Dignité humaine geschéien!" Dat ass e bëssen dat selwecht. Esou: „A, dann ass et jo gutt!"

De Kanada gëtt och oft als ganz harmlos Natioun duergestallt, warscheinlech well de Verglach mam südlechen Noper et och erlaabt a well hire Premier e bësse méi flott ass an och besser danze ka wéi den Trump. Dat ass richteg. Esou ganz verschidden ass en awer net, politesch gesinn! Et ass e gudde Communicateur. Mee et ass awer net esou einfach: De Kanada ass e groussen Teersandproduzent. An dat ass extreem knaschteg. De Kanada ass net bekannt, fir immens ekologesch ze sinn, dovunner ofgesinn. An dat wäert och warscheinlech no der Coronakris nach gepusht ginn, ekonomesch gesinn. Deen Teersand, dee wäert nach staark gepusht ginn.

Hei an der Chamber gëtt och oft, zemools vun der Koalitioun, vu circulairer Ekonomie geschwat. An d'circulaire Ekonomie ass jo u sech eng interessant Saach, well dat heescht, datt ee produzéiert, consomméiert, datt een erëm eng Kéier recycléiert um lokale Raum, eebe „circulaire". Mir kommen hei an eng Logik ... Et ass circulaire Ekonomie, awer ronderëm de Globus! Et ass circulaire Ekonomie ronderëm de Globus.

An de Problem ass jo deen: Et geet hei ëm den CETA, mee et geet net nëmmen ëm den CETA. Et geet ëm eng ganz Rei ... D'Madamm Empain ass dorobber agaangen. Si huet zu Recht gesot: „Et gi ganz vill Accorden."

Mir stëmme meeschtens dergéint, well si ginn all an déi selwecht Logik. Et gëtt ganz vill sougenannte Fräihandelsaccorden, déi regulatoresch Accorde sinn a Wierklechkeet. Déi regulatoresch Accorden, déi ginn iwwerall gemaach, an déi verbanne sech e bësse wéi e Spannennetz wierklech lues a lues ronderëm d'Welt.

Dat ass keng Konspiratiounstheorie, mee et ass eng Regulatioun, déi eng aner engendréiert iwwerall, iwwerall ronderëm d'Welt. An déi lues a lues, lues a lues, weider déi verschidde Produktiounschaîne mateneen an Ofhängegkeet bréngt. An déi souwisou och d'demokratesch Entscheedungsfäegkeet vun de méi oder wéineger demokratesche Länner vun däser Welt iwwerhaapt nach méi schwéier wäert maachen.

A wat schwätze mer hei vun nach méi an nach méi Commerce mam CETA? De Marc Baum huet virdru gesot: „Mir brauche kee CETA, fir Commerce mat Kanada ze maachen." An déi wëllen es nach méi maachen. Mee, meng léif ...

Une voix.- Leit?

(Hilarité)

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- ... Kolleegen, Frënn, déi Gidder, déi aus Kanada kommen, ...

(Brouhaha)

A, Dir sidd och Frënn, mee Dir nervt awer!

M. André Bauler *(DP)*.- Dat ass awer schéi vun Iech, Här Wagner!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Mee déi Gidder, déi aus Kanada kommen, ...

(Interruption)

... an den Här Asselborn weess dat bestëmmt nach besser, well hie fiert vill méi oft Vëlo wéi ech: Déi Gidder, déi aus Kanada kommen, déi ginn net mam Vëlo an Europa transportéiert. Déi komme mam Fliger, mat Cargoschëffer. Ech gesinn iwwerhaapt net d'Plus-value, fir ze soen, grad an däser Zäit, grad an enger Zäit, wou mer de Klima musse schützen, datt mer weiderhin nach méi an d'Richtung ginn, fir Echangen ze maachen, déi kee Sënn maachen, wou Saachen importéiert, exportéiert gi weiderhin, wou nach méi Commerce gemaach gëtt, zemools fir Saachen, Produkter, déi mer hei och kënne selwer produzéieren.

Dat heescht: Jo, et muss een ëmdenken! An et muss een an eng aner Richtung ëmdenken.

(Interruption par la présidence)

O, ech si scho fäerdeg. Et hätt ee kënnen e Modell 2 oder Modell 3 hunn, mee bon!

(Interruption)

Ech hunn nach déi siwent Doudsënn. An ech wäert Iech se awer erspueren, well u sech ass et och scho gesot ginn. Mee ech soen Iech, ech si schonn drop agaangen u sech: De Problem ass deen, an dat ass ganz wichteg, dat musst Der verstoen, et geet net ëm Kanada oder net Kanada! Kanada ass e Staat wéi en aneren, net besser, en ass souguer besser wéi aner Staaten, wéi Singapur zum Beispill, well dat ass och e Staat, mat deem mer gemeinsam Valeuren hunn.

Et geet drëm: Mir kommen an eng Welt eran, wou elo Multien, gestäipt vun der Finanzindustrie - doriwwer kéint een och nach schwätzen - a gehollef vu Verträg wéi dem CETA, eng weltwäit, an dat kann ee soen, ech soen dat Wuert, eng weltwäit Diktatur opriichten. Well dat, wou duerno an de Länner nach ka gewielt ginn, ass: Si kënnen hir Deputéierte wielen, si kënnen duerno legitimm Regierungen hunn, a mir kënnen och weiderhin diskutéieren, awer just dat.

Genausou wéi d'Zivillgesellschaft. „Kommt, mir loosse se diskutéieren!" „Kommt, mir loosse se manifestéieren!" Awer just dat.

Mee déi mann, déi wéineg Rechter, déi d'Zivillgesellschaft zurzäit huet, an déi hinnen d'Majoritéit accordéiert, well vill ass se net agebonne ginn, ben, déi wéineg Rechter, déi wäerte mir lues a lues och esou hunn. Well d'Multinationalen, déi sinn an der Tëschenzäit deelweis méi staark wéi d'Staaten. A wann een hinnen dat och nach op dem Platto zerwéiert, eis Demokratien, da kënne mer apaken. Dat wäert ganz lues goen. A wie fir de CETA stëmmt, entschëllegt, mee dee stëmmt fir en Deel vun dëser Diktatur mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Très bien!

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir erënneren eis: Enn 2016 huet d'wallounescht Parlament fir eng gréisser diplomatesch Kris gesuergt, andeems se refuséiert hunn, de CETA ze ënnerschreiwen. Den deemolege Ministerpresident vun der Wallonie, de Paul Magnette, eise sozialistesche Kolleegen ass deen Numm sécherlech e Begrëff, huet de CETA als trojanescht Päerd bezeechent, well e laang erkämpfte Sozial- an environnemental Standarden ze ënnergruewen dreet. D'Signéire vum CETA war doropshin nëmmen ënner verschiddene Konditiounen, déi vun der wallounescher Partie gestalt goufen, erméiglecht ginn.

Zu dëse Konditiounen huet, ënner anerem, gezielt, den Europäesche Geriichtshaff ze froen, fir ze kucken, ob de Mechanismus vun de Schidsgeriichter mat den europäeschen Traitéë vereinbar wär. An dem Avis hält d'Cour de justice européenne um Kierchbierg da fest, datt de CETA an d'ICSen en effet konform si mam europäeschen Droit. Ma just well eppes konform ass mam Gesetz, heescht et nach laang net, datt et richteg ass. Deemno gëtt de Geriichtshaff och ze bedenken: « En l'absence d'un régime visant à assurer d'accessibilité financière du tribunal et du tribunal d'appel aux personnes physiques et aux PME, le mécanisme risquerait en pratique d'être accessible aux seuls investisseurs qui disposent d'importantes ressources financières. »

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wie profitéiert eigentlech vun dësem Fräihandelsofkommes? Sinn et d'Exporteure vu Graine fir de Moschter? Sinn et déi, déi zu Lëtzebuerg Happ fir de Béier importéieren? Mir hunn an de leschte Wochen hei vill iwwer Independanten, déi kleng a mëttelstännesch Betriber geschwat, an eng ganz Rëtsch hu sech heibanne béis an d'Plomme gehäit, fir sech op d'Säit vun dëse Betriber ze schloen.

Une voix.- O!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ma de CETA ass net fir dës Betriber geduecht! Eng kleng Entreprise huet net d'Mëttel, fir esou Geriichtsbarkeete mat enger Multinational anzegoen. D'Justiz dierf awer an den Ae vun de Piraten net nëmmen deene virenthale sinn, déi räich genuch sinn, fir se ze bezuelen.

Et ass elo ewell erëm eng Zäitchen hier, ma mir kënnen eis nach all un d'Geheimniskréimerei ronderëm d'CETA-Verhandlungen erënneren. Mir Piraten sti fir Transparenz. Mir kënne schonn eleng aus deem Grond dëse Projet net matdroen. An d'Plattform „Stopp TTIP & CETA" huet sech vun Ufank u staarkgemaach géint dësen Accord de libre-échange.

Pour rappel wëll ech hei just e puer Acteuren opzielen - et goufen der ewell och scho genannt: d'Action Solidarité Tiers Monde, d'ALEBA, Bio-Lëtzebuerg, Vereenegung fir Biolandwirtschaft, d'Caritas, d'CGFP, d'FGFC, den OGB-L, den LCGB, Greenpeace, d'Jongbaueren, d'Jongwënzer, de Mouvement écologique, natur&ëmwelt, d'Union des consommateurs, et j'en passe.

(Interruption)

Dat si keng kleng, entschëllegt mech fir den Ausdrock, dat si keng kleng Jickebetriber. Dat si grouss Associatiounen, déi d'Zivillgesellschaft zu Lëtzebuerg representéieren, an deene mer haut, mat där Entscheedung, deen Debat haut ze féieren, amplaz en op den Etat Net-Kris ze verréckelen, sécherlech e Bärendéngscht geleescht hunn.

D'Plattform stellt sech, zu Recht, d'Fro, ob ee Parlamentarier engem 2.300 Säite laangem Dokument wéi dësem ka gudde Gewëssens zoustëmmen. Och wien dës 2.300 Säiten aachtmol gelies huet, deem fält et schwéier, net virun der Komplexitéit vun de juristesche Verweiser an dem Fachjargon ze kapituléieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir wëssen all heibannen, wivill Verschwörungstheorien a falsch Informatiounen hautdesdaags am Internet zirkuléieren. D'Angscht- a Panikmaacherei ass zu engem Fonds de commerce ginn. Oft aus dubiéise Quelle finanzéiert, ziilt dës Desinformatioun dorop of, d'Vertrauen an d'demokratesch Grondprinzipien an an eis Institutiounen ze ënnergruewen. Datt d'Majoritéit decidéiert huet, de CETA haut, wärend dem État de crise, ze votéieren, ass Waasser op d'Mille vun esou Populisten, déi säit dem Ufank vun der Kris prophezeien, datt den État de crise mëssbraucht gëtt, fir onpopulär Decisiounen duerch d'Parlamenter ze baatschen.

Här President, de CETA wärend dem État de crise, ënner Ausschloss vun der Zivillgesellschaft, ze votéieren, ass an den Ae vun de Piraten ee graven, jo, en onverzeileche Feeler. Et ass wichteg, datt och d'Zivillgesellschaft, d'Gewerkschaften an d'Ëmweltorganisatioune sech am Virfeld vun esou engem Vott net nëmmen digital artikuléiere kënnen. Dëst ass duerch déi aktuell Beschränkungen am Kader vum Covid-19 net méiglech. An ech si besonnesch enttäuscht vun deene Parteien, déi sech d'Zivillgesellschaft an der Vergaangenheet zu Eege gemaach hunn, fir géint dësen Accord ze klappen. An elo héiert een näischt méi. All d'Bedenke verflunn.

Steet den Här Turmes haut, esou wéi 2017, dobausse géint de CETA ze demonstréieren oder sëtzt en am Büro an dréit d'Regierungsentscheedung mat? Vläicht mécht en eng Fauscht an der Täsch. Seng Norécklerin an der Chamber huet haut op alle Fall e Projet verteidegt, géint deen den Här Turmes laang gekämpft huet. Erfolleglos, wa souguer seng eege Partei dat elo matdréit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass fir eis Piraten ondenkbar, ënnert dësen Ëmstänn dee Projet hei matzedroen. Mir empfannen dëst als Vertrauensbroch vis-à-vis vun de Biergerinnen a Bierger. Als Broch mat enger Kultur vum Dialog. Als Broch mat der Konsenspolitik. Den amerikanesch-indeschen Ekonomist a Professer un der Columbia University Jagdish Bhagwati huet an enger Publikatioun aus dem Joer 1995 fir d'éischte Kéier vum Spaghetti Bowl, dem Spaghettiteller oder -déppen, wéi ee wëllt, geschwat. A senger Publikatioun diskutéiert de Professer Bhagwati den Enjeu vun de Fräihandelsofkommessen a bezeechent den Term vum „Free Trade Agreement" als „orwellianeschen Newspeak". Wou Fräihandelsofkommes dropsteet, ass elo net onbedéngt Fräihandel dran.

Mee firwat seet en dat? An der Reegel gi mer dervun aus, datt en Handelsofkommes derfir suergt, datt Handelsbarriären erofgesat ginn. A mir vergiessen dobäi awer, datt mer gläichzäiteg och aner Handelspartner aus de jeeweilegen Handelsaccorden ausschléissen oder souguer d'Handelsbarriäre fir Drëtter eropsetzen. Een unilateralen Handelsaccord mat engem Drëttstaat ass, per se, ëmmer preferentiel. En diskriminéiert deen, deen net Deel vum Handelsaccord ass. De Professer Bhagwati zitt duerfir de Begrëff vun der Preferential Trade Area deem vun der Free Trade Area vir.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten sti fir de Multilateralismus. Mee wa Multilateralismus, da richtege Multilateralismus! Duerch deen nordamerikanesche Fräihandelsaccord NAFTA wiisst Mëtt den 90er Joren den Enthusiasmus fir regional amplaz vu multilateralen Handelsaccorden. Ob NAFTA, Mercosur, TTIP oder CETA, all dës eenzel regional Fräihandelsofkommesse suerge fir de besote Spaghettitellereffekt. Doduerch, datt Handelspartner hir eege Fräihandelsofkommessen ofschléissen, erreeche mir de Géigendeel vun deem, wat mer wëllen, nämlech fräien, oppenen Handel tëscht gläichberechtegten Acteuren.

Amplaz d'Produite selwer zielt bei dësen Handelsofkommesse souzesoen d'Nationalitéit vum Produit. Hanner all Handelsofkommes stieche jorelaang Diskussiounen tëscht Lobbyisten, déi d'Konditioune vun der Stee hanner zouenen Dieren aushandelen, ënner Ausschloss vun der Zivillgesellschaft. All Land, wat mat engem anere Land en Ofkommes getraff huet, huet seng eege Standarden a sengem Handelsofkommes festgeluecht. Um Enn vun dësem Prozess sti mir virun engem Wirrwarr vun Handelsofkommessen, dem Spaghettiteller, mat all Kéiers anere Konditiounen.

Dëst ass kee Multilateralismus. Et wier falsch a populistesch, d'Diskussioun ëm dësen Handelsaccord ze féieren, andeems ee seet: „Protektionismus op där enger Säit oder CETA op där anerer Säit." Et ass méi komplex.

Här President, mam GATT, dem General Agreement on Tariffs and Trade, ware mir nom Enn vum Zweete Weltkrich um richtege Wee. Duerch de GATT, der spéiderer Welthandelsorganisatioun, sollten d'Handelsbarriären an d'Douanestariffer ofgebaut ginn. D'Ofschafe vu preferentielle Konditioune war also beim GATT eent vun den Haaptziler. An der Handelspolitik war fir d'Europäesch Unioun d'Liberaliséierung an d'Reegelsetzung iwwert d'Welthandelsorganisatioun ëmmer de Kinnekswee. Et sollt net separat verhandelt ginn. Et sollte konsensuell gemeinsam multilateral Entscheedunge fonnt ginn, wou keen ze kuerz kënnt, weeder déi eng nach déi aner.

Mee d'Situatioun haut ass anescht. Ënnert den 164 Membere vun der Welthandelsorganisatioun ass et schwéier, zu engem Konsens ze kommen. Eleng awer de Fakt, datt de Multilateralismus an der Kris stécht, dierf eis net derzou encouragéieren, de Konsens op OMC-Niveau opzeginn. Mir sollte virsiichteg si mat unilateralen Handelsaccorde wéi dem CETA, a sollten eis stattdessen op europäeschem Niveau derfir staarkmaachen, datt d'Efforten, fir zu engem Konsens an Handels- an Tariffsfroen ze kommen, op internationalem Niveau verstäerkt ginn. Unilateralismus ass fir eis Piraten keng Léisung. Net an aussepolitesche Froen an och net an Handelsfroen.

Här President, sou wéi de Montesquieu schonn a sengem Wierk „De l'esprit des lois" sot: « L'effet naturel du commerce est de porter à la paix. » Et ass dat, wat de Montesquieu „le doux commerce" genannt huet. Dës Iddi vum „doux commerce" léisst duerchblécken, datt déi eenzeg Manéier, fir datt Mënsche vu verschiddener Hierkonft, Sprooch, Kultur a Glawe kënne friddlech zesummeliewen, déi ass, Handel mateneen ze dreiwen. Duerfir brauche mir awer kee CETA. Mir brauchen e fairen an transparente Multilateralismus, och a virun allem an Handelsfroen.

Ech wëll meng Ried ophale mat engem Saz vum Georg Christophe Lichtenberg, dee gesot huet: „Es ist nicht gesagt, dass es besser wird, wenn es anders wird. Wenn es aber besser werden soll, muss es anders werden."

Villmools merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Exzellent!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement, pardon, den Här Paul Galles.

(Hilarité)

Pardon. Jo. Ech si sou gewinnt, datt Dir dee leschten ageschriwwene Riedner sidd. Pardon.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Also, ech kann nach eng Kéier ufänken.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Nee.

(Hilarité)

D'Wuert huet elo den honorabelen Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech gi jo de Pirat vun der CSV genannt, da passt dat jo iergendwou. An deen Allerleschten ass vläicht dee Beschten.

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass mer perséinlech a menger Zäit als Deputéierten, als Volleksvertrieder vun all eise Leit, also vun deenen, déi bausse virun dem Cercel stoungen, vun deenen, déi elo eis E-Maile geschriwwen hunn, vun deenen, déi derfir sinn, déi dergéint sinn, déi, déi doheem bliwwe sinn, also als Vertrieder, Volleksvertrieder vun all eise Leit, nach ni esou schwéiergefall, fir mer eng Meenung ze bilden zu engem politesche Projet. An ech ka mer virstellen, dass et och villen aneren heibannen änlech gaangen ass an dëser Situatioun. Net nëmmen op der Oppositiounssäit, mee vläicht och op der Majoritéitssäit.

Ech hunn dat ganzt Theema als e ganz komplext Theema erlieft. Als en Theema, wou et schwéier war ze navigéieren, tëschent all deem, wat ech héieren hu vun Argumenter derfir a vun Argumenter dergéint.

Ech wëll hei, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Motioun deposéieren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que l'actuelle crise du coronavirus révèle à la fois les points forts et la vitalité ainsi que les faiblesses et les fragilités systémiques de la mondialisation et du système économique international en général et du libre-échange en particulier ;

- rappelant que la mondialisation et le libre-échange ont également permis à nombre de pays de sortir de leur extrême pauvreté ;

- considérant que les chaînes d'approvisionnement et de consommation représentent une nuisance objective et considérable pour notre environnement et le climat mondial ;

- considérant qu'une prise de conscience politique, économique, sociale et écologique s'impose après la crise du Covid-19 et qu'un retour au « business as usual » ne constitue aucunement une option en vue d'un nouveau départ durable,

invite le Gouvernement

- à régionaliser davantage nos chaînes d'approvisionnement et notre production stratégique (alimentaire de base, médicaments essentiels, matériel médical, technologies de pointe, etc.) afin de répondre au maximum et dans un esprit volontariste aux besoins essentiels de l'Europe, de la Grande Région et du Luxembourg ;

- à renforcer dans ce sens durablement nos petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que notre secteur primaire ;

- à œuvrer à tous les niveaux européens et internationaux pour un libre-échange plus juste, plus durable et plus humain ;

- à s'engager pour une mondialisation revisitée réconciliant éthique et économie, travail et capital, écologie et commerce selon les principes d'une économie durable et sociale de marché assurant les besoins de base des citoyens.

(s.) Paul Galles, Martine Hansen, Viviane Reding, Marco Schank, Marc Spautz.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Mat dëser Motioun wëll ech am Numm vun der CSV versichen, an deem, wat ech selwer als en Dilemma erliewen, e klenge Wee ze weisen. An et ass zugläich och fir eis Fraktioun e kloert Zeechen, dass mer d'Suerge vun der Zivillgesellschaft, déi ganz vill ënnerholl huet, fir sech ze manifestéieren, seriö huelen. An dass mer awer och versichen, eppes ze maachen, wat an dësem Moment kruzial ass: Nämlech d'Léieren aus där Zäit, déi mer pauschal Coronakris nennen, seriö ze huelen an och ze zéien.

Ech wëll awer och betounen, dass ech aus Grënn vun der demokratescher Participatioun et trotz allem weiderhin ee fataalt Zeeche fannen, dass de Vott iwwert dëse Projet haut Nomëtteg hei um Ordre du jour ass. An ech stellen dës Motioun och just dofir vir, well mer haut Nomëtteg dann trotzdeem dat maachen, wat iergendwann jo iergendwou awer néideg ass a war, nämlech, eng inhaltlech Diskussioun zum CETA ze féieren.

Well am Fong, zur Saach vum CETA - an ech hat tatsächlech probéiert, mech duerch déi 2.000 Säite vum CETA derduerchzewullen - am Fong, zur Saach vum CETA besteet mäi perséinlechen Dilemma doran, dass ech engersäits ganz gutt verstinn, dass de Fräihandelsaccord mat Kanada scho längst do ass, dass oft noverhandelt an noverbessert gouf, dass immens vill Uleiessen aus der Politik an aus der Zivillgesellschaft erageflooss sinn, an dass iwwregens och Leit aus eiser politescher Famill federféierend mat dru geschafft hunn, dass dësen Text ëmmer besser ginn ass, an dass an enger souwisou onperfekter Welt dat Beschtméiglecht mat engem allgemeng ganz fiabele Partner, Kanada, doraus entstanen ass, wuel wëssend, an dat ass och de Mëtteg scho gesot ginn, dass och a Kanada net alles perfekt ass.

Ee Partner Kanada, deen iwwregens genau wéi d'Europäesch Unioun kee Repli op sech selwer wëllt maachen, net wéi säi groussen Noper protektionistesch funktionéiere wëllt an dee sech bewosst ass, dass internationalen an interkontinentalen Handel och e Puzzlestéck ass am Erhale vum Weltfridden.

Mee, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech verstinn awer zugläich aneresäits och, dass ganz vill Leit, och déi, déi virdru virum Cercel op eis gewaart hunn, an och déi Honnerten, déi digital, per Mail protestéiert hunn, sech soen, dass, souguer wann dësen Accord esou gutt wéi iergendwéi nëmme méiglech ass, en ëmmer nach engem Prinzip entsprécht, géint dat si fundamental virginn! Ee Prinzip, wat ee kéint beschreiwen als neoliberal, kapitalistesch, globalistesch, ee Prinzip, dat derzou féiert, dass Produktiouns-, Liwwer- a Consommatiounsketten immens laang ginn, dass d'Produiten x-mol iwwerflëssegerweis ronderëm d'Welt geflu ginn an d'Ëmwelt verschmotzen, an dass an deene laange Liwwerketten onnéideg vill Geforen entsti fir méiglech Mënscherechtsverletzungen a fir katastrophal Ënnerbezuelungen, an dass d'Multinationalen tatsächlech méi staark kéinte gi vis-à-vis vu klengen Entreprisen, déi riskéieren, geschléckt ze ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass mäin Dilemma bei dësem Projet. An dofir dës Motioun, an där mir als CSV eng clever a staark Relokaliséierung a Reregionaliséierung vun eiser Produktioun verlaangen, sou wäit dat méiglech ass a sou wäit dat gewënscht ass, an an där mer invitéieren, dass mer allegeurten zesummen als Chamber genau dat der Regierung proposéieren.

Si soll alles dat ënnerstëtzen, wat och scho beim Verbessere vum CETA-Accord eng wichteg Roll gespillt huet, fir dass nämlech déi virdru genannte Geforen ausgeschloss ginn. A si

soll alles ënnerstëtzen, an ech mengen, dass eng vun de grousse Coronaléieren - an ech fannen et enorm wichteg, dass mer eis als Chamber d'Fräiheet an d'Zäit ginn, bei deenen eenzelne Projeten an awer och eng Kéier getrennt dovun, eis ze ënnerhalen iwwert dat, wat mer aus der Coronakris musse léieren - nämlech eng Autarkie muss sinn, eng vill méi staark Autarkie fir Lëtzebuerg, eng vill méi staark lokal Produktioun a Consommatioun, méi Onofhängegkeet, a matten an der Groussregioun a mat Europa zesummen ee staarkt Géigegewiicht ze schafen zu deem, wat hei tatsächlech kéinte Gefore sinn an esou enger neoliberaler globalistescher Attitüd.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Galles, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt?

M. Paul Galles *(CSV)*.- Ma wann den Här Kartheiser nach ee Moment Zäit huet, ech maache mäi leschten Abschnitt fäerdeg, an da sinn ech ganz, ganz gäre fir hien do.

Ech géif mer dofir wënschen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass dat eeben net nëmme waarm Wierder sinn, déi mer un d'Regierung riichten, eng Relokaliséierung a Reregionaliséierung vun eiser Produktioun, mee dass et eng gemeinsam staark an och voluntaristesch Opfuerderung ass, eng Erwaardung, déi mer am Numm vu ganz ville vun eise Bierger a Biergerinnen un d'Regierung riichten: d'Wirtschaft erëm an den Déngscht vum Mënsch ze stellen, gerecht a fair Konditiounen ze hunn, déi mer mat - a bewosst - kënne kontrolléieren, eis eege PMEen an eise Primärsecteur ze stäipen an an de weesentleche Saache sou wäit wéi méiglech onofhängeg ze sinn.

An deem Sënn dës Motioun an ech bieden Iech alleguerten, d'Motioun, wann et och an Ärem Interesse ass, matzeënnerstëtzen.

Ech soen Iech dofir villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Kartheiser, elo däerft Der Är Fro stellen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo. Villmools merci, Här President, och merci dem Här Galles. Ech si frou, datt den Här Galles d'Fro net direkt geholl huet, well ech lauschteren him esou gär no, datt ech frou sinn, dass ech eréischt um Enn vu sengen Ausféierungen d'Wuert kréien.

Ech wollt dem Här Galles soen: „Ech versti säin Dilemma!" Mee en huet och mir en Dilemma elo verursaacht. Ech verstinn d'Positioun vun der CSV net méi richteg, well tëschent der Madamm Reding hirer Ried an Ärer Ried, Här Galles, woren, a mengen Aen, gewëssen inhaltlech Spannungen.

Kënnt Dir eis kuerz vläicht erklären: Wéi ass d'Positioun vun der CSV par rapport zum CETA? Stëmmt Der derfir? Dergéint? Firwat? Ech sinn e bëssen duerjerneen.

Merci.

(Brouhaha)

M. Paul Galles *(CSV)*.- Ganz gären, ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn d'Wuert zréck ...

M. Paul Galles *(CSV)*.- ... Här Kartheiser.

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... un den Här Galles.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Jo. Ganz gären, Här Kartheiser. An et ass jo gutt, dass ee sech heiansdo Froe stellt.

(Brouhaha)

Et ass tatsächlech esou, an dat, mengen ech, kann ech hei ganz, ganz offe soen: Mir hu bei eis ganz offen doriwwer diskutéiert, an do gouf et ënnerschiddlech Meenungen. Mir hunn eis awer gëeenegt op e gemeinsame Wee, dee mer och als Fraktioun hei wëlle vertrieden an dee meng Fraktiounspresidentin, d'Madamm Hansen, och wäert gläich duerstellen. Dir kënnt awer, wat eis Haltung vis-à-vis vum CETA ugeet, ganz gären lech op d'Ried vun der Madamm Reding bezéien. Do war déi relativ däitlech erauskomm.

An ech wollt hei eng Motioun abréngen, déi dervun ausgeet, dass eis Parteipositioun stëmmt, an déi zousätzlech eppes virschléit am Sënn vun deem, wat awer vu ganz ville Leit an däser Gesellschaft als Gefor an als Uleies iwwreg bleift.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Galles. An elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Ausseminister Jean Asselborn. Här Asselborn, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Merci, Här President. Sou, ech mengen, ech ka kucken, e wéineg séier hei duerch de Bësch ze kommen. Fir d'alleréischt wollt ech Iech soen, dass et e flotten Debat war a mengen Aen, e wéineg anescht, wéi ëmmer no de Grenzen ze kucken. An ech mengen, ech hunn och bäigeléiert. An ech hoffen, dass ech och vläicht e puer Äntwerte ka ginn, wou Der d'Zoustëmmung kënnt ginn.

Also, dat Éischt, dat ass: Ech mengen net, dass an de leschten zéng Joer e Projet de loi esou dacks an der Chamber hei diskutéiert ginn ass! Och ausserhalb vun der Chamber. Vläicht mat der Ausnam vun der Verfassungsreform, vun deenen Texter. Mee déi, déi scho méi laang hei derbäi sinn, déi wëssen, wivill Debaten dass mer heiriwwer hate vun 2011 praktesch un.

Dat Zweet: Ech sinn awer och schonn ze laang derbäi, fir ze wëssen, dass hei keng rational Argumenter méi zum Droe kommen. Dat ass esou. An déi géifen och net zum Droe kommen an engem Mount an och net an engem Joer. Ech mengen, hei muss jiddwereen seng Responsabilitéit huelen, a mer musse kucken, derduerchzekommen.

Ech wëll fir d'éischt och dem Yves Cruchten e grousse Merci soen. Ech mengen, dat war schonn e Rapport, deen net ohne war. Kompliziéiert Matière! En huet kloer Wierder fonnt. An ech hoffen, dass och verschidde Leit säi Rapport liesen, deen immens kredibel ass, deen ouni Polemik ass a vläicht och derzou bäidréit - an ech hoffen dat -, fir dass dat besser verstane gëtt.

An ech wëll och der Madamm Viviane Reding hei Merci soen. Et hu verschidde Leit dat gemaach. Dat war eng Ried aus der Oppositiounssiicht, mee wou een awer gespuert huet, dass all hir Erfarung, déi se zu Bréissel gesammelt huet, hei agefloss ass an d'Evolutioun vun deem Text ganz gutt erëmginn huet.

Ech wëll hei vläicht och eppes soen direkt. Een Deputéierten huet gesot: „Mir". Mir hunn net deen Accord gemaach als Lëtzebuerg! Deen Accord ass gemaach ginn tëscht der Europäescher Unioun a Kanada.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, dat ass, ech kommen nach eng Kéier drop zréck: CETA net stëmmen, ass schonn eppes, an do huet den Här Kartheiser net Onrecht, wou mer net solle mam Feier spillen. Wa mer CETA net stëmmen, da maache mer effektiv d'Dier zou, fir een neie System vun Investoreschutz ze kréien. An ech explizéieren dat.

An dat Lescht, wat ech wëll soen, dat ass - ech mengen, d'Madamm Reding huet dat ernimmt - un eis Kolleege vun der Lénker: Wa 67 % am Land fir d'Handelspolitik vun der Europäescher Unioun sinn, dann ass et awer e wéineg, loosse mer soen, zimmlech kéng, fir ze behaapten, dass d'Opinion publique dobausse géint d'Handelspolitik vun der Europäescher Unioun wier.

Mee vläicht e wéineg der Rei no, ouni mussen elo erëm alles ze widderhuelen. Ech wëll vläicht ufänke mat der Transparenz. Also, mir hunn ënner Lëtzebuerger Presidence, vun 2015, hu mer eng Situatioun virfonnt, an ech ka mech dat genee erënneren, bis 2013 war de Kommissär De Gucht zoustänneg, wou mer effektiv hei Deputéierten an déi Dunkelkammer geschéckt hunn. An ech wëll hei soen, dass et net d'Kommissioun war deemools, déi verhënnert huet, dass d'Mandater publizéiert ginn. Et ware verschidde Länner vun der Europäescher Unioun, déi dat verhënnert hunn. Ech zielen Iech se elo net méi all op. Mee do waren och Grousser derbäi. An dat war wierklech eppes, wou ee sech Gedanke gemaach huet, wéi d'Europäesch Unioun fonctionéiert. A mir hunn an eiser Presidence 2015 alles gemaach, fir dovunner ewechzekommen. D'Mandater sinn du publizéiert ginn. Natierlech och déi vum CETA. An all Negociatiounen, déi gefouert gi si vun der Kommissioun, fënnt een um Internet, do kann ee se kucken.

Mir haten hei zu Lëtzebuerg, och fir dat just ze rappeléieren, ech weess deen Dag nach genee, 4.000 Leit waren op der Strooss, an déi hu géint den TTIP an de CETA manifestéiert. Ech soen hei net, dass d'Leit de CETA net verstanen hunn. Mee ech soen Iech: Dat, wat d'Amerikaner eis deemools zougemutt hunn an deem TTIP, dat war, dass si domadder géifen allegueren eis Norme kënne briechen! Eis Standarde kënne briechen. An de CETA hat de Malheur, dass en an dee Pak do materageschloss ginn ass. Mee tëschent dem TTIP an dem CETA ware kilometerwäit Differenzen. An ech weess, dass dat eppes war, wou natierlech dat net spuerlos eriwwergaangen ass. Ech weess och, dass eng Partei, déi ech mengen ze kennen, e Kongress hat de 4. Oktober 2016, an do awer e klore Vott geholl huet, fir virsiichteg un déi Handelsverträg an och un de CETA erunzegoen.

Nun, mir hunn an der leschter Koalitioun schonn decidéiert gehat, och opgrond vun eise Kolleege vun déi gréng, awer och mir selwer als Partei, ech mengen, och d'DP hat do guer kee Problem, dass mer géifen oppassen, dass mer net en Handelsvertrag maachen, wou eeben eis Wäerter géifen op d'Spill gesat ginn.

Ech ginn Iech elo e puer Zuelen, wat eis Produktioun zu Lëtzebuerg ugeet an eisen Export. An ech wëll déi net kommentéieren, mee déi sinn awer zimmlech frappant. Am Joer 2019 sinn zu Lëtzebuerg Bienen a Servicer fir 217 Milliarde produzéiert ginn. 217 Milliarde Gidder a Servicer! An exportéiert dovunner si ginn 132 Milliarden. Also 61 %.

Mir mussen also wëssen, wat fir een Impakt dass de Welthandel an den Handel op eist Lëtzebuerger Land, mat allem, wat dorunner hänkt, eis Ekonomie, eis Sozialpolitik, huet. Dat ass, jiddereе muss do säi Fazit zéien. Och wat elo den Här Paul Galles zum Schluss presentéiert huet, dat ass alles eng Diskussioun wäert. Mee mir musse wëssen, dass de Räichtum zu Lëtzebuerg a groussen, grousse Moossstief eebe vun dem Handel, dem Welthandel ofhänkt. An ech mengen, dee Chiffer do, dee beleet dat.

Ech wëll elo vläicht, well den Här Kartheiser jo do esou insistéiert huet, a wou ech em net ganz Onrecht ginn, awer och soen, wat d'Stéphanie Empain gesot huet: Wann e Land net ratifizéiert, wat geschitt dann? Da geschitt net näischt. Dat ass ganz kloer. Wann ee Land net ratifizéiert vun deene 27, wivill, jo, mir si jo nach zu 27, oder eng Provënz, e regionaalt Parlament net, da si mer net méi am Film, wou mer elo dra sinn. Da, mengen ech, da wier nëmmen eng Issue méiglech: Dass e Splitting géif gemaach ginn tëschent der provisorescher Applikatioun elo, wat d'Substanz ugeet, an eeben allem, wat den Investoreschutz ugeet. An dat wier en Dauerschued. Well dat, wat mer wierklech gemaach hunn, och an eiser Presidence, wat mer ugefaangen hunn, do ze maachen, an zum Schluss gefouert hunn, mam ICS, dat wier hifälleg.

Mir kënnen haut net soen, wat definitiv géif geschéien, well guer keng Erfarung do ass. Mee ech mengen, dass da géif een Debat ugoen an der Europäesch Unioun, fir zu engem Splitting ze goen.

Ech wëll och hei soen, an dat ass elo net positiv oder negativ, mee et ass e Fait, dass héchstwarscheinlech dat heiten dee leschten Accord mixte war, deen an deem Genre do an der Europäescher Unioun virgeleucht ginn ass.

Bon, zum Contenu: Et ass en Accord, de Rapporter huet dat richteg gesot, vun der neier Generatioun. An et geet net nëmme just dréms, fir d'Tariffer erofzesetzen, mee och fir aner Beräicher - d'Telekommunikatiounsservicer, den E-Commerce, d'Ëmwelt, d'Aarbecht - matanzebezéien, wou béid Partner och an deenen Domänen enk matenaner verknäppt sinn.

Nun, vläicht e Wuert, fir séier ze maachen, zu den agroalimentairen Normen. Dat heescht, déi sanitär a phytosanitär Normen. Kanada muss weiderhin déi europäesch sanitär Reegele fir d'Importprodukter respektéieren a vice versa och. Dat heescht, dass um veterinäresche Gebitt Medikamenter, zum Beispill Antibiotiquen, als Wuesstemsfacteure verbuede sinn. Et ass och esou, dass a Kanada nei Filièren elo entwéckelt ginn, fir iwwerhaapt kënnen e besseren Accès op eise Maart ze kréien. Dat seet, mengen ech, genuch. An d'Zuel vun de Fleeschimporter, et ass hei vläicht nach net esou erwäänt ginn, d'Fleeschimporter sinn ëm 9 % net eropgaangen, mee erofgaangen. Dat selwecht gëllt och fir d'Agrarprodukter. Virun allem den Import vu Weess, vu Cerealien, vu Sojabounen an och vun Uelegkäre sinn ëm 24 % gefall.

Bon, d'EU kontrolléiert d'Produkter, an ech mengen, do ass jo och driwwer geschwat ginn, net nëmme bei der Arrivée, mee och schonn am Exportland. Mir kontrolléiere schonn a Kanada. A säit 2016 goufen a Kanada 17 Auditen duerchgefouert, bei deenen d'Resultater an de kanadesche Laboratoiren allegueren vun der Europäescher Unioun als zefriddestellend klasséiert goufen.

Den Accord ännert näischt, dat muss een och ëmmer erëm widderhuelen, un eiser Gesetzgeebung. Eis Reegele musse weiderhin agehale ginn! An de Principe de précaution, deen ass net nëmmen am Vertrag ageschriwwen, mee de Principe de précaution ass ee Grondprinzip vun der Europäescher Unioun. An d'Kommissioun muss sech asetzen - si ass Gardienne vun den Traitéen -, fir dass dee Prinzip vun der Precaution, dass deen an alle Verträg agehale gëtt.

Sou, elo kommen ech zu där Geschicht vum Investitiounsdeel. Also ech ka mech dat genee erënneren, mir hunn 2015, an ech weess nach d'Nimm vun deenen, dat war de Matthias Fekl fir Frankräich, deen ass herno Inneminister ginn, dee war Trademinister, an et war de Matthias Machnig fir déi Däitsch, mir dräi plus nach e Kolleeg aus Holland an een aus Dänemark, mir hunn eis zesummegesat a mir hunn eis d'Fro gestallt: Wéi komme mer ewech vun deem ISDS?

Dir wësst, den ISDS, dat heescht Investor-state dispute settlement an dat ass e System, deen och elo nach besteet a wou e Staat ka verurteelt ginn, wann e seng Legislatioun ännert an doduerch Investore géifen u Gewënner verléieren. Dat ass dat, wat elo besteet. An do bestinn der nach, mengen ech, dausend de Moment.

An dat ass eppes, vun deem mer wëllen ewechkommen. Dat ass eng Cour d'arbitrage, déi privatrechtlech gefouert gëtt. A wat ass de System, dee mer amplaz setzen? Den ICS. Dat ass en Investitiounsgeriicht oder en Investment-Geriicht. An ech wëll Iech elo emol vläicht hei kloer soen, wat dat Wichtegst do derbäi ass. Dat ass, dass engersäits eng juristesch Sécherheet besteet fir d'Investoren, wa se an e schwieregt Ëmfeld geroden, dass néideg Infrastrukturen, déi finanzéiert ginn, dass do also Garantië si fir si, wa se investéieren, an dass de Staat, dee se leséiert, dass se do e Schutz kënnen hunn. Awer anerersäits muss de Staat d'Garantie hunn, dass den Intérêt public - ech soen den Intérêt public -, dass en dee kann eegestänneg definéieren. An ech soen Iech elo e puer Punkten, déi net méi méiglech sinn, wa mer eng Kéier den ICS a Kraaft hunn.

Den Droit de réglementer vun de Staate gouf geschützt, andeems d'Argument vun dem erwaarte Profitt als net akzeptabel erkläert gouf. D'Investisseure kënnen déi fiskal Mesuren net um Geriicht contestéieren. Den ICS ka keng staatlech Reglementatioun annuléieren an dierf och d'EU-Recht net interpretéieren. An dat Wichtegst ass och nach vläicht - beim ISDS war dat net de Fall -, dass eng Appellprozedur kreéiert ginn ass.

Also dat heescht: Mir hunn hei wierklech eppes gemaach an der Europäescher Unioun, wat e Virreider elo ka sinn. Souguer ee Virreider, fir et fäerdegzebréngen an der nächster Zukunft, wann de Wëllen do ass, allgemeng gesinn op der Welt, dass een en internationaalt Geriicht ka schafen, wat dann déi dote Reegelen alleguerte géif matdroen. Allerdéngs, mir wëssen zënter 2016, a wat fir enger Welt dass mer liewen, an déi multilateral Approche hei ass net grad geseent.

Vläicht nach e puer Wuert fir ofzeschléissen iwwert de Bilan vum CETA. Also de bilateralen Handel vu Wueren ass an der Unioun ëm 10,3 % gewuess am Verglach zum Duerchschnëtt vun den dräi Joer 2015-2017. An den EU-Iwwerschoss mat Kanada ass ëm 60 % geklommen. Der Europäescher Unioun hir wichtegst Exportartikelen hunn all däitlech zougeluecht: 16 % bei de Maschinnen, 14 % bei den Autoen, 29 % bei de Pharmacieprodukter a 7 % bei den Agrarprodukter.

Bon. Vläicht den Impact climatique, dee jo och ganz wichteg ass. Selbstverständlech, Här Wagner, dat war net méiglech, fir an de CETA d'Paräisser Ofkommes dranzekréien. CETA ass e puer Joer virdrun ënnerschriwwe ginn. Mee et ass awer falsch, wat Der do sot. Et ass kloer, dass am Artikel 24.4 béid Parteien, Kanada an d'Europäesch Unioun, sech engagéiert hunn, den Accord vu Paräis ze respektéieren. Dat steet dran. Dat kënnt Der noliesen. Ech kann Iech deen Artikel ginn, do steet dat kloer dran. An duerfir ass de CETA-Accord och en Accord, wou net méi kann drënnergefuer ginn, wann en Handelsaccord gemaach gëtt. Et gëtt keen Handelsaccord méi, wou mer net de Paräisser Accord vun 2015 respektéieren.

Wat elo Lëtzebuerg ugeet, och do hu verschiddener vun de Leit heibanne jo geschwat, wéi verwuerzelt dass mer och ekonomesch tëscht Lëtzebuerg a Kanada sinn. D'Exporter an och virun allem d'Industrieprodukter sinn an d'Luucht gaangen. Natierlech hunn dovunner vill kleng Betriber och profitéiert, vill Kleng- a Mëttelbetriber.

Kanada ass effektiv ee vun deene wichtegste Partner. An den Export vu Wuere vu Lëtzebuerg a Kanada, do si vill Entreprisen, déi grouss Entreprisen hei sinn, ArcelorMittal, HUSKY, DuPont, Paul Wurth an esou weider, déi wuesse konstant. An zënter 1993, fir Iech dee Chiffer ze soen: Et waren 20 Milliounen Euro am Joer 1993, wat den Export war. A mir sinn elo bei praktesch 100 Milliounen am Joer 2018 ukomm.

Also Kanada ass haut ee ganz wichtege Marché fir d'Lëtzebuerger Kleng- a Mëttelbetriber. An eis Ambassade, do braucht Der Iech net ze vill suergen ze maachen, Här Kartheiser, d'Ambassade zu Washington an och eist Konsulat zu New York, déi jo fir Kanada zoustänneg sinn, déi maache ganz, ganz vill Aarbecht do. Gutt,

si sinn net sur place. Mee trotzdeem weess all Betrib dat.

An ech maachen dat elo, well Der dat gesot hutt: Gold & Wood, Ceratizit, Circuit Foil, Euro-Composites, Luxcontrol, Paul Wurth, PM-International, SPI Group, Stoll Group, Talkwalker, Tractel Secalt, Artec 3D a souguer d'Bettener Mille sinn allegueren iwwer eis Ambassade an eise Consulat général zu New York gaangen, fir a Kanada unzekommen. Mir hunn 187 Lëtzebuerger Entreprisen, déi drun interesséiert sinn, fir vun dem CETA-Ofkommes ze profitéieren. Duerfir däerfe mer net soen, dass dat keen Impakt huet op eis Ekonomie, wa mer deen Accord hei ofschléissen.

An duerfir wëll ech och soen zum Schluss, dass eigentlech wéinst den natierleche Synergien tëscht eisen zwee Länner an eise jeeweilegen héich performante Secteuren, mer och een exzellent Investitiounsverhältnis hunn. Eist Land huet 2017, dat sinn déi rezentst Statistiken, déi ech hunn, ongeféier 50 Milliarde kanadesch Dollar, dat sinn 32 Milliarden Euro, a Kanada investéiert. Dat ass schonn e Pak. A mir waren domadder op der drëtter Plaz weltwäit, wat auslännesch Direktinvestitiounen a Kanada ugeet.

Ech kann Iech och nach soen zum Schluss, 2017 hunn d'kanadesch Investissementer am Grand-Duché ronn 77 Milliarde kanadesch Dollar, dat si ronn 50 Milliarden Euro, erreecht, wat Lëtzebuerg op déi drëtt Plaz placéiert huet no de Vereenegte Staaten an no Groussbritannien. An dës Zuel weist, wéi wichteg dass kanadesch Investisseuren och fir eist Land sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Ausseminister. Den Här Kartheiser wëllt Iech awer nach eng Fro stellen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Villmools merci, Här President. Ech soen och dem Här Minister Merci fir seng Ausféierungen, déi mech och zum Deel iwwerrascht hunn an hirer Prezisioun an Oppenheet.

Meng Fro ass just déi heiten: Den Här Minister ass elo zum Schluss op déi Situatioun vun eiser diplomatescher Vertriedung an Nordamerika agaangen. An ech ginn him Recht, datt do eng ausgezeechent Aarbecht gemaach gëtt. Dat ass fir mech ganz kloer.

Mee d'Fro ass: Ass dat nach zäitgeméiss, datt mir eng Ambassade hu respektiv ee Generalkonsulat fir d'Vereenegt Staate vun Amerika, fir all déi international Organisatiounen, déi zu Washington sinn, d'Organisatioune vun den amerikanesche Staaten an anerer? An da Kanada, och ee vun eisen NATO-Partner an e ganz wichtege Partner, a Mexiko vun deene selwechten Instanzen ofhänke loossen. A mengen Aen op jidde Fall ass dat einfach net méi zäitgeméiss.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An ech mengen, wa mer an enger Rei vun afrikanesche Staaten Ambassaden opmaachen, wat och vläicht eng gutt Decisioun ass, ech wëll dat hei net kritiséieren, mee da muss ee sech awer froen, ob mer mat Bléck op Nordamerika net en Dispositif missten opriichten, deen e bësse méi etofféiert ass wéi dat, wat mer am Abléck do hunn.

Merci.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Also ech mengen, Här President, dat do maache mer eng aner Kéier. Mir sinn amgaang ze iwwerleeën, ob mer ... Déi éischt Fro ass - Dir wësst dat -, dat ass Irland. Elo, wou Groussbritannien net méi an der Europäescher Unioun ass, misste mer kucken, wéi mer an Irland do Fouss faassen, wat immens wichteg ass. D'Irlänner hunn eng Ambassade bei eis.

Mir hunn de Moment, ech weess net, wivill Ambassaden dass mer haten, Här Kartheiser, wéi Der nach eng diplomatesch Karriär verfolegt hutt, mee et sinn der eng jett méi. A mir hunn d'Zuel vun eisen Diplomate praktesch verduebelt an deene leschten zéng Joer. Mir kënnen do nëmme Schrëtt fir Schrëtt virgoen.

Mee Dir hutt Recht! Ech mengen, wann ee kuckt, mir hunn a Brasilien eng Ambassade opgemaach, wou all Mënsch gesot huet: „A Brasilie brauche mer eng Ambassade fir de südamerikanesche Kontinent, well mer jo am meeschten Attachen do hunn." Dat hu mer och du gemaach. Dir gesitt, dass dat vläicht och elo de Moment net grad ideal ass do. Mee mir hunn awer, wann Der nëmmen un d'Cargolux denkt, a Südamerika immens vill Betrib. A mir mussen eng Presenz hunn do sur place.

Mir hunn nach e Pied-à-terre am Nicaragua, wou mer Entwécklungshëllef gemaach hunn. Dir wësst och, dass dat net ohne ass, wat do geschitt. Also et ass eng Iwwerleeung. Mee ech soen Iech: „Mir kommen elo aus enger Kris eraus." An ech mengen net, dass jiddereen an d'Luucht spréngt an der Regierung an och net an der Chamber, wa mer elo soen: „Mer musse méi Ambassadë maachen!"

Mir musse vläicht kucken, eis Ambassaden nach méi effektiv ze maachen, och um nordamerikanesche Kontinent. Dat ass immens wichteg! Mee déi Ekippen, déi mer do hunn, déi maachen hiert Bescht. Okay?

Merci.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Ausseminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

D'Madamm Hansen freet nach d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo. Parole après ministre, wannechgelift.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech widderhuele mech. Mir hunn et gëschter gefrot, mir hunn et de Mëtteg nach eng Kéier gefrot, déi gesamt Oppositioun, fir de Projet de loi vum Ordre du jour ze huelen. An dat virun allem wéinst der Form, well et ass definitiv keng Urgence, fir dësen Accord elo haut hei stëmmen ze loossen. Et soll een d'Kris net mëssbrauchen, fir dëse wichtege Projet duerchzeboxen.

D'Regierung huet de Leit duerch d'Deklaratioun vum Etat de crise d'Recht ewechgeholl fir ze manifestéieren. Zu dësem Projet wëllen awer Dosende vun Organisatiounen manifestéieren. Ganz vill Leit wëllen hir Meenung no baussen droen. An dofir si mer hei dovunner iwwerzeegt, datt et haut net dee richtegen Zäitpunkt ass, fir dësen Accord hei ze stëmmen. Dat ass einfach falsch!

D'Majoritéit huet gëschter decidéiert, datt mer en Debat géife féieren. Si huet dat haut nach eng Kéier decidéiert, datt mer en Debat géife féieren. Mir sinn awer weiderhi fundamental der Meenung, datt d'Kris eeben net däerf mëssbraucht ginn, fir déi participativ Demokratie ze verhënneren. Dat gehéiert ganz einfach zu eisen elementaren demokratesche Spillreegelen.

An dofir, Här President, hu mir als CSV decidéiert, fir net um Vott ze participéieren. An dat gëllt och fir deen nächsten Accord, dee mer duerno stëmmen.

Laut Artikel 50.2, sinn ech awer elo grad gewuer ginn, kënne mer dann net heibanne sëtze bleiwen, well wa mer géifen heibanne sëtze bleiwen, géife mer automatesch matstëmmen. Mir ginn also duerfir eraus. Mir wäerten also net um Vott hei participéieren.

Ech soen Iech Merci.

(Les députés du groupe politique CSV quittent la salle pour ne pas participer au vote.)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. Ech wëll dat confirméieren, wat d'Madamm Hansen gesot huet. Laut dem Artikel 50.2 vum Chambersreglement zielt den Deputéierten, deen am Sall ass, fir de Quorum a gëtt zu den Abstentioniste gezielt. Mir mussen dann eeben einfach elo kucken, ...

(Interruptions)

Mir mussen dann duerno kucken, ob de Quorum erreecht ass oder net.

Awer den Här Baum freet nach d'Wuert.

Une voix.- Egal wat!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, ech hu virdrun derfir plädéiert, datt d'Debatt an de Vott solle verluecht ginn. Ech hunn awer och ganz am Ufank gesot, datt mer kéinten averstane sinn, wann de Vott no hanne verluecht gëtt. Elo ze froen, datt d'Debatt an de Vott no hanne verluecht ginn, ass Moutarde après dîner, well d'Debatt huet stattfonnt.

Duerfir géif ech da froen, fir déi Propos, déi am Ufank gemaach ginn ass, fir de Vott zu engem aneren Zäitpunkt ze maachen, fir déi dann och wouerzehuelen. Well déi jo, wéi mer gewuer gi sinn, no räiflecher Iwwerleeung an no enger Ausenanersetzung doriwwer stattfonnt huet, mengen ech, datt dat änner deenen heite Konditiounen déi beschte Méiglechkeet wier.

Ech mengen, datt et kee gutt Zeechen ass, wann déi gréisste Oppositiounspartei, déi iwwer een Drëttel vun allen Deputéierten hei vertrëtt, net un deem Vott deelhëlt aus Grënn, déi fir mech absolutt novollzéibar sinn an déi ech inhaltlech deelen. Duerfir géif ech proposéieren, datt dee Vott op en aneren Datum verluecht gëtt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann huet den Här Georges Engel d'Wuert gefrot.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Dräi ganz kuerz Remarken. Ech hunn hei viru mer den Ordre du jour, deen den 12. Mäerz erauskomm ass. Den 12. Mäerz! Virun der Kris! An op deem Ordre du jour steet fir mëttwochs den 18. Mäerz drop: d'Deklaratioun vum Jean Asselborn an dann d'Projete vum CETA a vu Singapur.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Ma dat ass d'aussepolitesch Debatt!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Wien, ...

D'aussepolitesch Debatt. An da steet do: CETA a Singapur. Dat war fir den 18. Mäerz virgesinn. Also war den Ordre du jour fäerdeg, fir dat doten ze debattéieren. Wien also hei seet, mir hätten ofgewaart, datt d'Coronakris, vun där hei elo bal insinuéiert gëtt, wéi wa mir se geruff hätten, dass duerch d'Coronakris dëse Projet elo eréischt géif dropkommen, well mir dat elo wéilte vertuschen, dee läit also falsch. Hei ass de Beweis, dass en Ordre du jour do war, wou dat sollt virdrun op den Ordre du jour kommen. Dat ass déi éischt Saach.

Déi zweet Saach: Wann d'CSV aus dem Sall geet, da muss si domadder eens ginn!

Une voix.- Jo!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat ass net eis Decisioun. Dat ass d'Decisioun ganz eleng vun der CSV. Si huet déi Decisioun geholl a si muss och domadder eens ginn!

Drëtt Saach: Mir haten am Ufank vun dëser Reunioun proposéiert, e Kompromiss ze maachen. Dee Kompromiss ass ofgeleent ginn. Mir hunn duerfir decidéiert, de Vott haut mat dem Debat ze verbannen. An ech géif och bei där Propos bleiwen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, et ass mer emol éischtens eng Freed festzestellen, datt d'ADR heibannen déi gréisstenten Oppositiounspartei ass.

(Hilarité générale et applaudissement)

Dat gesot, dat gëtt natierlech, ...

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei, wannechgelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat gëtt natierlech deem, wat ech soen, e besonnescht Gewiicht. An ech bieden d'Kolleegen, dat dann och esou a Rechnung ze huelen. Mee ech hu ganz gutt dem Här Baum nogelauschtert an och aneren, an ech mengen, mir sinn elo e bëssen an enger anerer Situatioun wéi virdrun, well d'CSV elo aus dem Sall erausgaangen ass.

An ech mengen, dat ass awer eng Situatioun, déi net ganz gutt ass, firwat och ëmmer. Ech mengen, mir sollten all Partei d'Geleeënheet ginn, hei um Vott deelzehuelen. A wann elo awer déi Meenung sech heibanne géif erauskristalliséieren, datt mer de Vott verleeën, da soll et net un eis leien. Mir wären och domadder dann d'accord, fir et der CSV ze erlaben, zum gegeebenen Zäitpunkt matofzestëmmen.

Villmools merci.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nee. D'CSV-Fraktioun kann ëmmer erëm erakommen. D'Dieren, déi kënnen och erëm opgemaach ginn. An ech mengen awer, datt mer eeben elo kënnen zum Vott kommen, vu datt de Quorum erreecht ass. Ech wollt drop hiweisen, datt de Vote électronique just fir déi perséinlech Stëmme méiglech ass. Dofir stëmme mer elo fir d'éischt elektronesch fir déi perséinlech Stëmmen of. An duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7457 et dispense du second vote constitutionnel

De Vott fänkt un.

De Vott ass ofgeschloss. Ech bieden elo déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn, d'Hand an d'Luucht ze halen.

Appel nominal (vote par procuration)

Resultat vum Vott ass 31 Jo-Stëmmen, 8 Abstentiounen.

Plusieurs voix.- Nee!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- 8 Nee-Stëmmen. Pardon. Et ass jo esou no hei beieneen. Entschëllegt. Jo, genau.

Plusieurs voix.- 6!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Also de Vott ass ofgeschloss. De Projet de loi 7457 ass mat 31 Jo-Stëmme bei 8 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Eng ecrasant Majoritéit!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Et kann ee sech et och schéischwätzen, Här Mars Di Bartolomeo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir kommen elo zum Vott iwwert de Projet de loi 7460. Den Text steet am Document parlementaire 7460[2]. Fir d'éischt déi perséinlech ...

Mir musse fir d'éischt hei emol ...

Plusieurs voix.- D'Dispens vum zweete Vott!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- A jo.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Et sinn zwee Projet-de-loien.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vott fir de Projet de loi 7457?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Da kéime mer elo zum Ofstëmme vum Projet de loi 7460.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7460 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Den Här Haagen feelt nach.

Nee, deen ass elo do. Deen ass do. Jo. Wien e Vote par procuration ofgi wëllt, dee soll dann d'Hand hiewen.

Appel nominal (vote par procuration)

An de Projet de loi 7460 ass mat 31 Jo-Stëmme bei 8 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 7458, een Investitiounsofkommes tëschent der Europäescher Unioun a Singapur an de Projet de loi 7459 ...

(Brouhaha)

... iwwert de Partnerschafts...

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Mer hunn nach Motiounen!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Och wa se grad net hei sinn, mee ...

Une voix.- Well da geet et méi schnell, wat wichteg ass!

Motions

M. Fernand Etgen, *Président.*- Okay. Da stëmme mer elo iwwert déi zwou Motiounen

of. D'Motioun Nummero 1, déi vun der CSV-Fraktioun deposéiert ginn ass.

Wëllt nach een eppes zu där Motioun soen? Den Här Yves Cruchten.

Motion 1

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Ech hoffen, dass d'Kolleege mech dann elo dobaussen héieren. Also ech wëll soen, déi Motioun Nummer 1, déi deposéiert gouf vun der Madamm Reding an déi jo och d'Ënnerschrëfte vun enger Partie vun hire Parteikolleegen dréit, ech mengen, dass déi ganz gutt ass, dass se genau an déi Richtung geet, wéi mir dat och gesinn.

Mir sollen effektiv vigilant bleiwe bei der Mise en œuvre vum Accord. Ech mengen, dat kann een nëmmen ënnersträichen. An och drop Uecht ginn, dass déi Normes environnementales, sanitaires, phytosanitaires et sociales, déi mer hei an Europa hunn, dass déi am Kader vum CETA-Accord agehale ginn. Ech mengen, ech kann de Kolleegen nëmme recommandéieren, d'Motioun Nummer 1 ze stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann hat den Här Wagner d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, zur Motioun Nummer 1 vun der CSV, déi d'Madamm Reding deposéiert huet: Mir kënnen eis net dëser Motioun ralliéieren. Aus verschiddenen Ursaachen. Do gëtt et schonn ee Considerant, deen eng Affirmatioun mécht, mat där mir net einfach esou kënne liewen. « Rappelant les bénéfices du libre-échange pour l'emploi et l'économie luxembourgeois et européens. » Dat ass eng gewot Ausso. Doriwwer kéint ee stonnelaang diskutéieren, inwiefern dat Benefisser hat a fir wien och nach a fir wien net. Dat heescht, do ass schonn e formale Feeler dran an eisen Aen.

An duerno bei den Invitten, fir duerno en „tribunat multilatéral des investissements comme institution internationale permanente" anzeféieren. Also wa mir scho soen, datt innerhalb vun deem Accord, dee mer elo grad leider ugeholl hunn, datt mer géint esou en Investissoreschutz a géint sou e Mechanismus sinn, da si mer och géint sou e Mechanismus op internationalem Niveau.

Ech hat net d'Méiglechkeet, fir wierklech drop anzegoe mat deenen zéng Minutten. Mee a Wierklechkeet ass dat ..., et kéint ee vill iwwert déi Mechanisme soen. Zurzäit, déi, déi mer och kennen, an déi, déi och am CETA virgesi sinn, déi favoriséiere ganz kloer d'Entreprisen an d'Investisseuren au détriment vun de Staaten. Egal wat een dozou mengt.

An, wa mer och nach sou eppes op internationalem Niveau géife bréngen, däerf een net vergiessen, datt zemools déi äermste Staaten op der Welt, ...

(Brouhaha)

... déi Staaten, wou déi ekonomesch Struktur am mannsten entwéckelt ass, dorënner wäerte leiden, well déi emol net onbedéngt d'Ressourcen hunn, fir sech géint den Drock vun de Multinationalle kënnen ze verteidegen.

An datt se sech et warscheinlech vläicht och wäerten zwee- bis dräimol iwwerleeën, ob se iwwerhaapt eng Decisioun treffen, aus Angscht, si kéinte vun enger Entreprise virun esou e Geriicht gezu ginn, wéi dat zum Beispill och de Fall ass mat Rumänien, wat verklot gëtt iwwer esou e Schidsgeriicht, justement vun enger kanadescher Goldentreprise, déi alles verpescht an enger Gégend, an déi kanadesch, déi kanadesch, déi léif kanadesch Goldentreprise, déi wëllt Rumänien zu 4 oder 6 Milliarden Euro - ech weess net méi, et ass esou e Montant - verkloen. Wie gewënnt um Enn? Dat weess een net esou richteg! Mee op jiddwer Fall ass d'Bier nach guer net esou geschielt.

(Brouhaha)

D'Bier ass nach guer net sou geschielt! Dat heescht, hei sinn och vill Saachen erzielt ginn iwwert déi Schidsgeriichter, déi net stëmmen. An dofir, dat, wat schlecht ass op regionalem Niveau, ass och schlecht op internationalem Niveau. Dofir wäerte mer dergéint stëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. An dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President. Déi Motioun 1 vun der CSV, déi kënne mir bal ganz matdroen. Mir géifen, wann d'CSV hei wär, zwou Textännerunge proposéieren. An zwar aus juristesche Grënn. An deem zweete Considerant géife mir soen: « Rappelons l'entrée en vigueur provisoire du CETA au 21 septembre 2017 » an do de Saz ophalen. An an deem nächste Considerant géife mer soen: « Rappelons que l'entrée en vigueur entière est définitive », einfach aus juristeschen Iwwerleeungen, wéi mer et virdrun an eiser Interventioun och gesot hunn.

An där Fassung, wéi d'Motioun 1 am Abléck virun eis läit, wäerte mir eis enthalen, well se eeben net komplett an eisen Aen der Realitéit entsprécht. Awer wat d'Richtung ugeet, droe mer se natierlech mat. Mir enthalen eis just beim Vott.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Dann hat den Här Cruchten d'Wuert gefrot.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Jo, ech bedaueren nach ëmmer, dass d'Kolleegen, déi d'Auteure vun där Motioun sinn, elo net hei sinn.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Jo, dat hate mer nach ni.

Une voix.- Jo.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Dann hätte si kënnen dorobber reagéieren. Ech mengen, dass et awer aus Fairness vis-à-vis vun hinnen ubruecht wär, dass mer déi Motioune géifen, déi zwou Motiounen dann, an eis Kommissioune schécken, déi betreffe jo och meng Kommissioun, wou ech President sinn, da kënne mer och do nach eng Kéier driwwer diskutéieren. Zemools wann et just u klengen Textännerunge géif leien.

Une voix.- Ze fein. Ze fein!

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ganz d'accord, Här President. Ganz d'accord!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Kënne mer à main levée doriwwer ofstëmmen, fir déi zwou Motiounen an d'Kommissioun ze verweisen?

(Assentiment)

Vote sur le renvoi des motions 1 et 2 en commission

Wien ass d'accord, fir déi zwou Motiounen an d'Kommissioun ze verweisen, aus Fairness zu den Auteuren?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Da sinn déi zwou Motiounen, d'Motioun 1 an d'Motioun 2, an d'Kommissioun verwisen.

(La motion 1 de Mme Viviane Reding et la motion 2 de M. Paul Galles sont renvoyées à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Här President, hei ass zwar eppes, wat mer nach ni erlieft hunn.

(Interruptions)

Une voix.- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dass een eng Motioun abréngt a selwer net do ass, fir driwwer ofzestëmmen. Dat ass remarkabel, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- A, et muss alles eng Kéier fir d'éischt am Liewe sinn, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Wat gelift?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et muss alles eng Kéier fir d'éischt am Liewe sinn.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Jo, Dir hutt Recht. Dir hutt Recht! Ech kann Iech nëmme Recht ginn. Mee et ass awer remarkabel. Remarkabel ass dat falscht Wuert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- O wéi Recht hutt Der, Här Di Bartolomeo.

M. André Bauler *(DP).*- Et ass aussergewéinlech.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An domadder kënne mer elo zu eisem leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut kommen, nämlech dem Projet de loi 7458 an dem Projet de loi 7459 iwwer en Investitiounsofkommes tëschent der Europäescher Unioun a Singapur, an dem Projet de loi 7459 iwwer ee Partenariats- a Kooperatiounsofkommes tëschent der Europäescher Gemeinschaft a Singapur. An ech géif d'Wuert ginn un den honorabelen Här Yves Cruchten, dee fir d'Rapportrice vun deenen zwee Projet-de-loien, d'Madamm Lydia Mutsch, schwätzt. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

5. Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten au sujet de l'intervention auprès des parlements de nos pays avoisinants afin de leur faire part des inquiétudes des parlementaires luxembourgeois concernant l'espace Schengen

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Nee, nee, nee, nee!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nee, mécht d'Lydia dach de Rapport?

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Entschëllegt, Här President, dass ech eng Kéier kuerz agräifen. Do ass eng Konfusioun. D'Madamm Mutsch mécht selbstverständlech hire Rapport selwer.

Ech hat gefrot, fir virun hir eng Kéier kuerz d'Wuert ze kréien. Et ass och wierklech nëmme fir eng Minutt. Ech wollt dervu profitéieren, fir eng Resolutioun hei ofzeginn, eranzereechen, déi mer net haut sollten diskutéieren, mee wou mer vläicht muer eng gutt Geleeënheet hätten, fir doriwwer ze schwätzen, an déi d'Ënnerschrëft vun alle Fraktiounen dréit, also de breede Konsens. Se ass undiskutéiert ginn an der aussepolitescher Kommissioun.

An et geet drëms, eng Resolutioun ze huelen iwwert d'Situatioun op de lëtzebuergesche Grenzen. Si huet zwou Säiten. Si ass eng Kéier op Franséisch verfaasst, esou wéi mer dat hei meeschtens maachen, mee aus gegeebenem Anlass hu mer och, an net ouni Grond, nach eng däitsch Kopie derbäigeluecht. Villmools merci!

Résolution

La Chambre des Députés,

- réaffirmant que l'espace Schengen, un des grands acquis de l'Union européenne (UE) et expression de nos libertés, doit être protégé à tout prix ;

- rappelant que la mise en œuvre des règles de l'espace Schengen implique l'élimination des contrôles frontaliers au sein de l'espace et un renforcement des contrôles frontaliers aux frontières dites « extérieures » ;

- considérant que la pandémie liée au Covid-19 ne connaît pas de frontières et que le virus ne peut être endigué par la fermeture d'une frontière ;

- considérant que plusieurs États membres de l'UE ont procédé à la fermeture de leurs frontières ou ont réintroduit des contrôles aux frontières intérieures ;

- considérant que plusieurs points de passage frontaliers entre le Luxembourg et l'Allemagne restent encore fermés ;

- estimant que les contrôles aux frontières et les restrictions en matière de circulation doivent rester proportionnés et exceptionnels et en conformité avec les dispositions légales existantes, et que la liberté de circulation doit être rétablie dans son intégralité dès que possible ;

- soulignant l'importance de permettre aux travailleurs frontaliers de continuer à franchir les frontières, notamment les travailleurs en première ligne dans la lutte contre le Covid-19, ainsi qu'à retourner dans leur pays d'origine sans entrave ;

- soulignant aussi qu'il demeure de la plus haute importance de maintenir les frontières intérieures de l'UE ouvertes aux marchandises ;

- estimant qu'un retour coordonné à un espace Schengen de libre circulation pleinement opérationnel, sans contrôle aux frontières intérieures, devrait constituer un élément indispensable de la stratégie de sortie de crise ;

- estimant qu'il faut idéalement éviter des quarantaines à l'entrée d'un territoire d'un État membre pour des citoyens de l'UE ;

- saluant l'engagement du Gouvernement et d'un grand nombre d'acteurs en faveur d'une réouverture des frontières et le rétablissement des règles de l'espace Schengen ;

- rappelant que l'Europe sans frontières est vécue au quotidien par plus de 11,5 millions de citoyens dans la Grande Région, que notamment plus de 240.000 travailleurs y traversent tous les jours les frontières pour rejoindre leur lieu de travail respectivement que des milliers d'étudiants poursuivent leurs études à l'échelle transfrontalière,

décide

- d'intervenir auprès des parlements de nos pays avoisinants et de leur faire part des inquiétudes des parlementaires luxembourgeois,

- de maintenir des relations étroites avec les parlements nationaux de nos pays voisins en vue d'établir un dialogue constructif sur la situation aux frontières et de permettre à chercher des solutions pragmatiques en la matière,

- de continuer à s'engager au sein des enceintes interparlementaires, notamment le Conseil parlementaire interrégional et l'Assemblée interparlementaire Benelux, au sujet des frontières et à soutenir leurs efforts pour trouver des solutions appropriées.

(s.) Yves Cruchten, Sven Clement, Stéphanie Empain, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, David Wagner, Claude Wiseler.

Entschließung

Die Abgeordnetenkammer,

- unterstreicht, dass der Schengenraum, eine der großen Errungenschaften der Europäischen Union (EU) und Ausdruck unserer Freiheiten, und die damit verbundenen Rechte um jeden Preis geschützt werden müssen;

- weist darauf hin, dass die Umsetzung der im Schengenraum geltenden Regeln die Abschaffung von Grenzkontrollen innerhalb des Schengenraumes und verstärkte Kontrollen an seinen Außengrenzen beinhaltet;

- weist darauf hin, dass die Covid-19-Pandemie keine Grenzen kennt und nicht durch Grenzschließungen eingedämmt werden kann;

- nimmt zur Kenntnis, dass mehrere EU-Mitgliedstaaten innerhalb des Schengenraumes Grenzschließungen vorgenommen und Grenzkontrollen eingeführt haben;

- stellt fest, dass einige Grenzübergänge zwischen Luxemburg und Deutschland zu diesem Zeitpunkt immer noch geschlossen sind;

- ist der Ansicht, dass Grenzkontrollen und Einschränkungen der Bewegungsfreiheit nur in Ausnahmesituationen zulässig sind. Sie müssen verhältnismäßig zu den angestrebten Zielen sein und im Einklang mit geltendem Recht stehen. Der freie Personen- und Warenverkehr müssen so schnell wie möglich vollumfänglich wiederhergestellt werden;

- unterstreicht, wie wichtig es ist, Berufspendlern weiterhin die uneingeschränkte Ein- und Ausreise zu ermöglichen. Dies gilt insbesondere für die Berufsgruppen, die im Kampf gegen das Covid-19 an vorderster Front stehen;

- unterstreicht ebenfalls die überragende Bedeutung des freien Warenverkehrs innerhalb des Schengenraumes;

- ist der Ansicht, dass eine geordnete Rückkehr zu einem uneingeschränkt funktionierenden Schengenraum und zum Respekt des freien Personen- und Warenverkehrs ein unabdingliches Element der Ausstiegsstrategie aus der Covid-19-Krise darstellen sollte;

- ist der Ansicht, dass Quarantänen für EU-Bürger bei der Einreise in einen Mitgliedstaat idealerweise vermieden werden sollten;

- begrüßt das Engagement der Regierung und zahlreicher anderer Akteure für eine Öffnung der Grenzen und die Wiederherstellung der Regeln des Schengenraumes;

- weist darauf hin, dass das grenzenlose Europa täglich für mehr als 11,5 Millionen Bürger in der

Le saviez-vous ?

BUREAU DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Le Bureau, élu par la Chambre, se compose du Président, de trois Vice-Présidents et de neuf membres au plus. La Chambre élit également des membres suppléants permanents, dont le nombre maximal est fixé à neuf. Le Secrétaire général fait partie du Bureau sans toutefois pouvoir participer aux votes. Le Bureau représente la Chambre sur le plan national et international et règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes. Par ailleurs, il s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend les décisions relatives au personnel de l'administration parlementaire.

Großregion eine gelebte Realität darstellt, dass mehr als 240.000 Grenzpendler die Grenzen täglich übe hmen und ihnen die Bedenken der Luxemburger Abgeordneten zu übermitteln;

- enge Beziehungen zu den Parlamenten unserer Nachbarländer zu pflegen im Hinblick auf einen konstruktiven Dialog bezüglich der Situation an den Grenzen und einer pragmatischen Lösungsfindung;

- sich weiterhin im Rahmen der interparlamentarischen Zusammenarbeit, insbesondere im Interregionalen Parlamentarierrat und im Benelux-Parlament, für offene Grenzen einzusetzen und die Bemühungen dieser Institutionen, geeignete Lösungen zu finden, zu unterstützen.

(s.) Yves Cruchten, Sven Clement, Stéphanie Empain, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, David Wagner, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten.

6. 7458 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de protection des investissements entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, fait à Bruxelles, le 19 octobre 2018

7459 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, fait à Bruxelles, le 19 octobre 2018

An da geet d'Wuert un d'Rapportrice vun deenen zwee Projets de loi 7458 a 7459.

Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Jo, da kommen, Här President, also elo déi zwee Projeten, op déi zum Deel bei der Diskussioun vu virdru scho Referenz gemaach gi war, nämlech déi Accorde mat Singapur, déi mir ratifizéiere sollen. Dat ass engersäits den Accord de partenariat et de coopération, APS, an anerersäits den Accord de protection des investissements, API, tëscht der EU a Singapur.

Déi zwee Accorde mussen zesumme mam Accord de libre-échange vun der EU gekuckt ginn. Dee gouf am Oktober 2018 am Fong zäitgläich ënnerschriwwen. Zesummegeholl erlaben déi doten Accorden eng besser Kooperatioun a méi enk Relatioune mat Singapur, sollen awer och méi generell e Baustee si fir en erweiderten Engagement a Südostasien, mat den ASEAN-Länner.

Si si gläichzäiteg en Engagement fir eng verstäerkt Kooperatioun an en internationalen Handel, deen op Reegele baséiert, klore Reegelen a Standarden, an deen dann och dës Reegelen a Standarde schützt a verbreet.

Innerhalb vun der ASEAN, déi, global gesinn, deen drëttgréisste Partner vun der EU ass, ass Singapur bäi Wäitem dee wichtegste Partner.

Ugangs war e regionalen Handelsaccord mat den ASEAN-Länner ugeduecht, mee et koum dunn d'Autorisatioun vum EU-Conseil 2007, fir an dëse Verhandlungen och d'Méiglechkeet virzegesinn, se bilateral ze féieren, wann e regionalen Accord an enger éischter Zäit net direkt ëmsetzbar wier. Op där Grondlag huet d'Kommissioun iwwert déi lescht Jore bilateral Verhandlunge mat sechs ASEAN-Länner gefouert. 2011 ass dee Mandat ausgeweidert ginn, fir den Investitiounsschutz derbäizesetzen. Am Oktober 2014 goufen d'Verhandlunge fir den API mat Singapur ofgeschloss.

Vu dass mer elo de CETA-Accord virun e puer Minutte gestëmmt hunn, spréngt natierlech een Ënnerscheed direkt an d'A. De CETA englobéiert och den Investitiounsschutz, wärend et am Fall vu Singapur zwee getrennt Accorde sinn. Déi Spléckung vum Accord huet hir Originnen an engem Avis vum Europäesche Gerichtshaff vum Mee 2017, dee beseet, dass d'EU exklusiv Kompetenz fir all Matièrë vum Accord huet, ausser wat déi net direkt Investissementer an de Règlement des différends ugeet. Et gouf doropshin d'Decisioun geholl, all zukünfteg Accorden an zwee ze splécken. An esou ass et dozou komm, dass d'Chamber leedeglech den API ze ratifizéieren huet.

Den ALE ass och scho provisoresch a Kraaft. Den API muss vun allen EU-Memberstaate ratifizéiert ginn. Bis elo huet dat just Lettland gemaach. Dat heescht, an deem Fall wier Lëtzebuerg eent vun deenen éischte Länner am Peloton. Deen Accord ersetzt 13 bilateral Investitiounstraitéë vun EU-Memberstaate mat Singapur. Domat hu mer elo e modernt a kohärent Reegelwierk, dat fir alleguer d'Memberstaate gëlle soll.

Den API huet zwee Haaptziler: engersäits d'Handelsrelatiounen ze stäerken an anerersäits e méi stabillt a berechenbaart Klima fir Investissementer tëscht deenen zwee Partner ze schafen, dat duerch Reegelen, déi Investoren aus der EU en héijen Niveau u Schutz gewäerleeschten. Dat ass ëmmer eng vun deenen éischte Prioritéiten.

Gläichzäiteg assuréiert den Accord awer och d'Recht vun den EU-Memberstaaten, fir nei Gesetzer am Intérêt public ze maache respektiv existéierend Gesetzer à jour ze setzen.

Fir Lëtzebuerger Investisseuren heescht dat, dass se elo méi Sécherheet an och méi Berechenbarkeet hunn, wa se an de Marché vu Singapur investéieren. Den Accord garantéiert, dass d'Regierung vu Singapur si fair behandelt, se net par rapport zu den nationalen Investisseuren diskriminéiert an hinnen elementar Garantië gëtt, déi sougenannte Standards of Investment Protection.

Gläichzäiteg gëtt och Lëtzebuerg fir Investisseuren aus Singapur natierlech vill méi interessant. Genee wéi am CETA gesäit och dësen Accord den neien Investment Court System vir. Och doriwwer war d'éinescht scho geschwat ginn, dofir halen ech mech och kuerz. Ech hunn deen Debat och kënne suivéieren. Permanent Jugen, deenen hir Objektivitéit an Onofhängegkeet garantéiert ass, ëffentlech Hearingen a Publikatioun vun allen Dokumenter, fir en héijen Niveau un Transparenz ze garantéieren, kloer Konditiounen, wéini en Investisseur e Staat verkloe kann, an eng Cour d'appel, wou Decisiounen ugefecht kënne ginn, wa se contestéiert sinn.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt wéi gesot just nach Accorde mat deem System. D'Hoffnung ass, dass à moyen oder à long terme genuch Länner dëse System akzeptéieren a mer dann, op Basis vun eeben deene Prinzippie vum ICS, e multilateraalt Geriicht fir Investissementer op d'Bee kënne stellen.

Loosst mech elo nach kuerz eppes zum APS soen! Deen Accord gouf 2013 ënnerschriwwen an ass dee véierte vu senger Zort mat den ASEAN-Länner, no Indonesien, de Philippinnen an dem Vietnam. Esou Accorden änneren näischt um legislative Plang, mee si kreéieren e Kader, fir d'Kooperatioun um politeschen, wirtschaftlechen a sektorielle Plang tëscht der EU a Singapur an enger ganzer Rëtsch vun Domänen ze institutionaliséieren an domadder och ze verstäerken.

Dat ass zum Beispill a Saachen Antiblanchiment, der Energie oder der Bekämpfung vun der organiséierter Kriminalitéit de Fall. En ëmräisst u sech e méi generelle Kader, wougéint den ALE an den API méi spezialiséiert Accorden an deem grousse politesche Gesamtkader sinn.

Dir wësst heibannen, dass mir als Land eng ganz enk Relatioun mat Singapur hunn. Et fanne reegelméisseg Visitte statt. An och ass schonn oft an d'Vitrinn gestallt ginn, dass Singapur fir eis e bedeitenden Handelspartner ass, virun allem wat d'Servicer ugeet. Et sinn och eng ganz Rei Lëtzebuerger Entreprisen a Singapur implantéiert, dat virun allem am Telekommunikatiounsberäich, awer och an der Logistik, an de Services financiers an ëmmer méi an der Informatik. Dozou kommen 118 Lëtzebuerger Betriber, déi elo schonn a Singapur exportéieren. Dat sinn der jo awer schonn eng Rëtsch!

Fir Lëtzebuerg ass den Artikel 30 vu besonnescher Relevanz an dofir wëll ech och doriwwer schwätzen, well hei geet et drëms, eng méi enk Kooperatioun an den Domäne vun der Wëssenschaft an der Technologie ze erlaben. 2016 huet Lëtzebuerg am Kader vun enger Visitt vum Premier zu Singapur eng ganz Rei bilateral Accorden tëscht Fuerschungsinstituter an deenen zwee Länner ofgeschloss, dëst ganz spezifesch tëscht dem Fonds national de la recherche an der National Research Foundation. Dësen Accord erlaabt de Finanzement vu gemeinsame kollaborative Fuerschungsprojeten an Domänen, wou gemeinsam Interête fir déi zwee Länner bestinn. Am Kader vum Accord tëscht der EU a Singapur gëtt esou eng Zesummenaarbecht elo encouragéiert, facilitéiert an eeben och institutionaliséiert.

Fir d'Weiderféiere vun deene Bezéiungen, vun deenen ech elo grad geschwat hunn tëscht eisen zwee Länner, ass d'Ratifikatioun vun dësen Accorden also schonn eng wichteg Geschicht. Singapur huet gewëssen Ähnlechkeete mat Lëtzebuerg. Et ass e klengt Land mat enger extreem oppener Wirtschaft an engem ganz héije Liewensstandard. Op internationalem Plang si si a ville Rankinge gutt positionéiert, zum Beispill wat d'Perceptioun vu Korruptioun ugeet oder och den Développement humain. Oder och, an dat wësse mer, als héichwäerteg Standuert fir auslännesch Direktinvestitiounen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Singapur ass, genee wéi Lëtzebuerg, e leidenschaftleche Verteideger vum Multilateralismus an enger Welt, déi op Reegele baséiert. Innerhalb vun der ASEAN plädéiere si fir eng méi staark Integratioun a sinn am Moment och de Coordinateur, fir d'Relatiounen tëscht der EU a Südostasie weider ze verstäerken.

Allerdéngs - an elo kënnt et, an dat wësse mir och heibannen - huet Singapur och seng manner schéi Säiten. A Saache Mënscherechter loosse si dach ze wënschen iwwreg. D'Fräiheet vun der Press, d'zivill a politesch Fräiheeten, notamment d'Libertés d'expression et de réunion pacifique, si staark an deem Land ageschränkt. D'Doudesstrof gëtt nach praktizéiert an d'Rechter vun den LGBTI-Communautéiten a -Persoune si ganz limitéiert. Lauter Saachen, déi eis hei zu Lëtzebuerg ganz um Häerz leien.

Gläichzäiteg muss ee soen, dass Singapur um Niveau vun der UNO ganz aktiv ass, wat sozial, ökonomesch an ökologesch Rechter ugeet. Sou si si ënner anerem am Domän vum Assainissement eng dreiwend Kraaft. Och dat dierf hei roueg gesot ginn.

Et ass aus all deene Grënn wichteg, dass den Artikel 23 (2.c) en Dialog iwwert d'Mënscherechter virgesäit, wou déi Problemer och ugeschwat kënnen a musse ginn. Et ass an deem Zesummenhang ze notéieren, dass den Artikel 44 d'Méiglechkeet virgesäit, souwuel den APS wéi och den ALE am Fall vu grave Mënscherechtsverletzunge carrement ze resiliéieren. Dat fir de Fall, wou Consultatioune béidersäits keng Verbesserung vun der Situatioun géife mat sech bréngen.

D'Bestriewen, fir e regionalen Accord ofzeschléissen, ass weiderhin do. Am Mäerz 2017 hat d'EU d'Verhandlunge mat deenen zéng ASEAN-Memberen erëm opgeholl. Déi Demarche huet bis elo awer nach kee konkreet Resultat bruecht. Dësen Effort koum am Kontext vun der Annonce vum amerikanesche President, dass sech Amerika aus de Verhandlunge fir de sougenannte Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement géif zréckzéien. Vu dass Amerika sech allgemeng a progressiv souwisou aus der Regioun zréckgezunn huet, kéint den Engagement vun der EU mat ASEAN ëmsou méi wichteg sinn, dëst och fir enger elengeger Dominanz vu China e bësse mat entgéintzewierken.

Bon, dat sinn d'Explikatioune ronderëm dës Projeten, déi ech Iech wollt mat op de Wee ginn. Gläichzäiteg wollt ech Merci soen an och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dëse Projete mat op de Wee ginn.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci der Madamm Rapporteur. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech fänken domat un, selbstverständlech der Rapportrice Merci ze soe fir de schrëftleche Rapport, dee méndleche Rapport. Si huet souwuel déi méi schwiereg Säite wéi déi positiv Säite vun deenen Accorden hei absolutt richteg beschriwwen. A fir dëse Rapport gëllen och eng ganz Rei vun deene Remarken, déi vum Prinzip aus d'Madamm Reding fir de CETA virdru gemaach huet, an déi ech net wëll nach eng Kéier ganz widderhuelen.

Et geet engersäits ëm den Accord de protection vun den Investissementer an anerersäits ëm en Accord de participation et de coopération tëschent Europa, der Europäescher Unioun a Singapur.

Fir mech ass et evident, datt Asien haut schonn, mee nach weesentlech méi an Zukunft, ee wichtege Partner wäert sinn, net nëmme wat den Handel ugeet, net nëmme wat de Commerce ugeet, mee och wat d'politesch Kooperatiounen ugeet. An do musse mer, esou wéi dat an deene leschte Joren ugefaangen huet, eis an deenen nächste Joren als Europäer, als Lëtzebuerger weesentlech méi nach ëmstellen.

Mee Asien an dee ganze Raum a Südostasien ass e komplizéierten an ass haaptsächlech en diversifizéierte Raum, wou ee ganz gutt muss op déi Sensibilitéite vun deenen engen an deenen aneren oppassen. Vill perséinlech Erfarungen, déi ech dohannen hunn, weisen, datt de perséinleche Kontakt, déi Relatiounen, déi een op Basis vu Méint a Jore mat de Leit dohannen opbaut, weesentlech sinn, fir dat opzebauen, wat an deene Länner vun Asien esou wichteg ass. An dat ass dat Vertrauensverhältnis lues a lues kënnen ze kreéieren, dat dann och hëlleft, souwuel politesch wéi wirtschaftlech Relatiounen ze verdéiwen.

An dofir ass et, mengen ech, am fundamentalen Interêt vun der Europäescher Unioun, esou Accorde wéi déi hei ze ënnerschreiwen, well et kloer ass, datt mer hei e juristesche Kader setzen, deen eis erlaabt, déi Relatioune méi verlässlech ze maachen, deen eis och erlaabt, e klore juristesche Kader ze schafen, deen d'Zesummenaarbecht vereinfacht.

Et ass a mengen Ae wichteg, datt d'EU esou Initiative wéi déi hei hëlt. Haaptsächlech an enger Zäit, wou, wéi mer et scho virdru gesot hunn, déi multilateral Instrumenter, déi fir eis jo säit Joerzéngte weesentlech sinn, awer an deene leschte Méint extreem geschwächt gi sinn. Ob dat elo d'WTO ass, ob dat d'Nationunië sinn oder ob dat d'WHO an deene leschte Wochen och ass, wou haaptsächlech duerch de Comportement, deen d'amerikanesch Regierung par rapport zu deene multilateralen Organismen un den Dag geluecht huet, an awer och deels, dat wëll ech och soen, notamment bei der WTO, duerch eng abusiv Interpretatioun, déi notamment och China vun de WTO-Reegelen an deene leschte Jore gemaach huet, mer awer eng Schwächung vu multilateralen Instrumenter leider - an ech soe wierklech „leider“ an ech hoffen, datt et geschwënn och erëm an déi aner Richtung geet - einstweile kennen.

An dofir ass et fir mech absolutt weesentlech, datt d'EU sech och bilateral Instrumenter gëtt, fir u sech de Commerce, den Handel kloer ze reegelen a fir déi Relatiounen op méi zolidd Féiss, hei an dësem Fall dann op bilateral zolidd Féiss ze setzen.

Dat hei sinn Ofkommessen, déi de politeschen Dialog klarifizéieren, déi och d'Kooperatioun klarifizéieren, mee och Domänen net scheien unzegoe wéi de Blanchiment, wéi Ëmwelt, wéi Klima, wéi nei Technologien, wéi Transport, wéi Justiz an déi dann och kloer an däitlech e Raum schafen, fir Froen a Problemer am Kader vun den Droit-de-l'hommen a vum État de droit zumindest kloer an däitlech unzeschwätzen. An dat ass fir eis och wichteg.

Par ailleurs ass et och esou, datt vun enger eleng Lëtzebuerger Perspektiv aus et evident ass, datt et an eisen Aen e gudden a weesentlechen Accord ass, well eis Relatioune mat Singapur dach staark an deene leschte Joren an d'Luucht gaange sinn, haaptsächlech an notamment am Fongesecteur.

Also d'Konklusioun, déi ech heiraus zéien, am Numm vu menger Fraktioun, datt mer d'accord si mat deem Text an deen Text also eisen Accord fënnt. Dat ass déi éischt Konklusioun.

Déi zweet Konklusioun, dat ass awer déi selwecht wéi virdru beim Text vum CETA. Mir soe ganz kloer, wéi mer par rapport zu dësem Text stinn. Mee op där anerer Säit soe mer awer och ganz kloer, datt mer net der Meenung waren, datt dësen Text haut hätt sollen an der Diskussioun an am Vott op den Ordre du jour kommen, well eng ganz Rei Leit, wéi beim Text virdrun, dergéint sinn, a well mer mengen, datt een dofir deen Text hätt sollen an enger Zäit ofstëmmen, wou och déi Leit an enger ausserparlamentarescher Oppositioun déi Fräiheet, déi d'Constitutioun hinne garantéiert, hätte kënne kloer an däitlech zum Ausdrock bréngen, fräi manifestéieren, fräi op hir Aart a Weis hir Meenung ausdrécken. Dat hu se momentan net. Dat hu se aus verständleche Grënn momentan net.

An dofir ass et fir eis och onverständlech gewiescht, datt d'Regierung insistéiert huet, fir haut dësen Text ze diskutéieren an ofzestëmmen. An dofir wäerte mer genau dat selwecht maache wéi beim Text virdrun, wéi beim CETA: net matstëmmen an de Sall verloossen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann direkt ukënnegen, datt d'DP de Sall net wäert verloossen an heibanne wäert bleiwen, well et fir eis awer ganz wichteg Gesetzer sinn, déi zwee, déi eis hei elo vun der Madamm Mutsch presentéiert goufen. Duerfir och e Merci fir déi Rapporten.

Sécher, jo, iwwer Singapur kann ee sech vill Gedanke maachen. Singapur, e Land, wat 1965 onofhängeg ginn ass vu Malaysia, wat e ganz aarmt Land ass a wat haut e ganz héije Liewensstandard duerstellt; eent vun deene räichste Länner net nëmmen an Asien, mee op der Welt. Sécher wësse mer och, datt virun allem d'Mënscherechter do net onbedéngt ëmmer esou traitéiert ginn, wéi dat an eise Standarden de Fall ass. Et si Leit, déi huele fir Singapur den Term „illiberal parlamentaresch Demokratie“. Dat ass keen neien Term, well dee gëtt

entre-temps och ewell fir e Memberstaat vun der Europäescher Unioun gebraucht, wat dee Staat allerdéngs, mat Sécherheet, net onbedéngt éiert.

Mir wëssen, datt et grouss Problemer a Singapur gëtt. Ech wëll just op ee Punkt hiweisen: Wann Der lech zu Singapur zu méi wéi dräi Leit wëllt versammelen, da braucht Der eng staatlech Lizenz! Dat seet also scho ganz villes aus.

Elo ass natierlech d'Fro: Solle mer mat esou Länner an de Kontakt trieden, jo oder neen? Mir sinn awer éischter der Meenung: Jo, et soll een de Kontakt sichen, et soll een den Dialog sichen, well aus deem Dialog kann awer och eppes Positives entstoen.

Engersäits, wéi gesot, deen Accord, wou et ëm Investissementsschutz geet. Do kann een natierlech direkt erëm d'Parallell och zum CETA hierstellen. Wat fir eis wichteg ass, ass, datt eeben och do deen ICS geschafe gëtt, well domadder eeben eng kloer, däitlech Juridictioun no rechtsstaatleche Prinzippie virgesinn ass.

An da vläicht kuerz e Wuert nach iwwert deen zweeten Accord iwwert de Partenariat an d'Kooperatioun. Do sinn awer eng Rei interessant Artikelen dran. Ech soen den 19, de 34, de 36.

Et geet, ënner anerem, ëm d'Migratioun. Et geet, ënner anerem, ëm de Klimaschutz. An et geet virun allem och ëm d'Santé. A wat do ganz interessant ass: Et steet wuertwiertlech, ech mengen, et ass den Artikel 36, wou et ëm d'Santé geet, dran, datt och am Kader vu Pandemië soll méi enk zesummegeschafft ginn. Et mengt een also scho bal, déi Leit wieren hirer Zäit viraus gewiescht.

Et gesäit een also, datt et awer wichteg ass, datt een och Länner, déi zwar vun dem territorialen Aspekt hier gekuckt kleng sinn, also véiermol méi kleng wéi Lëtzebuerg, awer mat iwwer fënnef Milliounen Awunner, trotz deenen negativen Aspekter, déi een net kann ignoréieren, awer soll matrespektéieren. Duerfir si mer och der Meenung, mir sollen och an Zukunft den Dialog mat esou Länner sichen. An, dat huet d'Madamm Rapportrice och schonn hei richteg bemierkt, datt jo awer, wann elementar Mënscherechter zum Beispill net respektéiert ginn, datt dat Ursaach genuch ass, fir esou Accorden dee Moment och ze resiliéieren.

Bref, ënnert dem Stréch, selbstverständlech begréisse mer als Demokratesch Partei déi zwee Accorden a wäerten och eis Zoustëmmung ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci dem Här Graas. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nom CETA schwätze mer dann elo iwwert de Fräihandelsaccord mat Singapur. An och wann ee keng zwee Fräihandelsaccorden tel quel matenee vergläiche kann, sinn déi zwee Dossieren an hirer Entwécklung enk matenee verknäppt. Also géif ech dann och der Rapportrice villmools Merci soe fir hire Rapport an déi Lienen, déi se gemaach huet, virun allem och déi Problemer, déi se ugeschwat huet am Rapport, awer dann och den Ausbléck, wéi een iwwert d'Kooperatioun a d'Zesummenaarbecht ka versichen, déi Problemer och am Dialog ze léisen.

Et gëtt, wat de Fräihandelsaccord ubelaangt, staark Parallellen zum CETA, déi mech och derzou verleeden, dat ze widderhuelen, wat ech virdrun am Kader vum CETA-Accord scho gesot hunn. Dat selwecht gëllt: Wann déi gréng dësen Accord ausgehandelt hätten, da géif och dësen Accord aneschters ausgesinn.

Mir schwätzen hei erëm iwwer en Traité, deen e Volet huet, dee reng an EU-Kompetenz ass, an ee Volet, wou déi national Parlamenter hir Kompetenz halen. An, wéi d'Madamm Rapportrice och scho gesot huet, gëtt et hei een elementaren Ënnerscheed par rapport zum CETA an dat ass eeben d'Aart a Weis, wéi den Traité opgestallt ginn ass.

No den Onsécherheeten an Onkloerheete mam CETA um Niveau vun de Kompetenzen tëscht EU a Memberstaaten am Ratifikatiounsprozess, ass d'Decisioun geholl ginn 2017, fir all zukünfteg Fräihandelsaccorden ze splécken, also een Accord ze maachen, dee reng an der Kompetenz vun der EU läit, an een Accord, dee reng iwwert den Investment Protection schwätzt, wou d'national Parlamenter och dann e Wuert matschwätze kënnen.

Duerfir konnt de Fräihandelsaccord mat Singapur, den éischten Accord iwwregens dann, deen no dësem Prinzip fonctionéiert, nom Vott vum EU-Parlament och a Kraaft trieden, an dat dann eeben och net provisoresch, wärend den Investmentvolet nach opbleift, bis dass en duerch alleguerten déi national Parlamenter gaangen ass.

Genee wéi beim CETA hunn déi europäesch Gréng och dësen Dossier vun Ufank u kritesch begleet. Schonn eleng, well mir hei iwwer e Fräihandelsaccord schwätze mat engem Partnerland, mat engem Land, wat et mam Theema Mënscherechter net esou genau hält. An ech si frou, dass meng Virriedner heizou och schonn alleguerte Stellung geholl hunn.

Mir hunn Amendementer eragereecht, leider ouni grousse Succès. Mir schwätzen och hei erëm vun enger Verhandlung, déi op EU-Niveau an enger fir eis relativ bedauerlecher Aart a Weis gefouert ginn ass. Mee, wéi gesot, den Traité ass an zwee gespléckt a mir hunn eis haut just iwwert de Volet vun der „Investment Protection" auszeschwätzen.

An duerfir kann ech och hei nëmme meng Argumentatiounslinn vu virdru widderhuelen a géif och nach eng Kéier widderhuelen, dass mir effektiv no vir kucke mussen an net just kucken, mee dann och maachen.

Wéi soll e faire Welthandel an Zukunft ausgesinn?

Mir hu follgend Punkten am Koalitiounsprogramm verankert, déi d'Regierung op internationalem Niveau verfollegt; dat hat ech virdru scho beim CETA gesot:

- keng Fräihandelsaccorde mat Länner, déi d'Obligatiounen aus dem Paräiser Klimavertrag ignoréieren;

- international Normen am Beräich vum Klima-, Ëmwelt- a Gesondheetsschutz mussen integralen an enforceabele Bestanddeel vun all Handelsaccord sinn;

- e multilateraalt Handelsgeriicht bei der UN aféieren, dat et och ermëiglecht, Entreprisen unzesiche fir Ëmwelt- a Klimaschied, Verstéiss géint Mënscherechter an esou weider.

Eigentlech ass et jo och erklärtent Zil, dass den ICS just provisoresch ass an dass déi ICS-Tribunaler just eng Tëschenetapp sinn zu engem multilaterale Geriicht, op dat mir dann awer och wierklech vill Hoffnung leeën a wou mir wierklech och jiddwereen encouragéieren, um Niveau vun den Handelsbezéiungen an déi Richtung ze drécken, dass dat och net just Geschwätz bleift.

Mir haten an der Kommissioun driwwer geschwat. Mir hu gefrot: Wou sinn déi Diskussiounen drun? An d'Äntwert war: „Et leeft. Mir schwätzen driwwer." Mee et ass och nach kee konkreeten Zäitplang. An ech mengen, dass et wichteg wier, net just ze soen: „Den ICS ass eng Tëschenetapp." Mir mussen och wierklech do virukommen.

Da wollt ech awer just e puer Wierder nach soen iwwert den Accord de coopération mat Singapur. Jo, et ass eng Tatsaach, et ass gesot ginn: „Singapur, Mënscherechter, do sinn e puer Knéck an der Leitung." Awer esou en Accord de coopération soll wierklech d'Basis bidden, fir eng politesch a wirtschaftlech Zesummenaarbecht ze hunn a fir dann och den Austausch mat deene Länner ze forcéieren.

Mir sinn eis bewosst, dass mir et mat Singapur eebe mat engem Land ze dinn hunn, wou verschidde Froen nach net zu eiser Zefriddenheet gekläert sinn. Mee mir gesinn duerfir dësen Accord och als Méiglechkeet, fir deen Dialog ze intensifiéieren, eebe grad just um Sujet vun de Mënscherechter, awer net nëmmen.

Une voix.- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Den Accord gesäit iwwregens och vir, an dat hat d'Rapportrice och gesot, dass e ka resiliéiert ginn, falls grav Violatioune vu Mënscherechter géife stattfannen an de politeschen Dialog net zu enger Besserung géif féieren. Mee ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, dass de politeschen Dialog ëmmer muss Prioritéit bleiwen.

An deem Sënn ginn ech dann och den Accord vun eiser grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. An dann huet d'Wuert den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, ech wëllt och ufänken an der Madamm Mutsch Merci soe fir hire Rapport a meng Interventioun vläicht op zwee Punkte beschränken.

Deen éischten ass d'Affär vun de Mënscherechter. Wësst Der, wann een zréckdenkt, wéi iwwert de CETA an iwwert den TTIP dacks diskutéiert ginn ass, da wor eent vun den Haaptargumenter, wat ugefouert gouf: „Jo, mee dat an dat Land huet eng Konventioun vun der Organisation internationale du travail net ratifizéiert. Dat ass e grave Problem." Et ass e Problem! Mee hei hu mer e Land, wat wierklech massiv Mënscherechtsverletzunge bedreift. An dann heescht et, wéi elo zum Beispill vun deene Gréngen: „Et sinn e puer Knéck an der Leitung."

Dat ass eng Manéier, fir sech mat der Problematik ausenanerzesetzen, déi net eis ass. Mënscherechter sinn eng ganz wichteg, fundamental Saach. An ee Mënsch, an dat hu mer hei schonn eng Kéier gesot, op der Welt ass eis esou vill wäert wéi een aneren. A wann iergendwou Mënscherechter verletzt ginn, an der Doktrinn vum Ius cogens, da betrëfft dat eis direkt.

Deen Dialog, dee mer mat Singapur hei an och mat anere Staate musse féieren, well mir kréien eng änlech Diskussioun, wa mer den Accord mat Japan diskutéieren, wou d'Doudesstrof och ënner zimmlech onmënschleche Konditioune vollzu gëtt, dee geet wierklech un d'Kredibilitéit vun eiser Politik. Mir wëssen alleguer heibannen, datt deen Accord net gekënnegt gëtt wéinst deem Zoustand vun de Mënscherechter, wéi en am Abléck zu Singapur ass. Mee näischt däerf eis entbanne vun der Suerg ëm d'Mënscherechter an deem Land a fir deen Dialog mat Singapur eescht ze féieren, fir ze probéieren, Verbesserungen erbäizeféieren.

Mir hunn zu Singapur e Phenomeen, an ech hunn den Androck, datt et e bëssen esou ass, als géif den Dialog vun de Mënscherechter an déi aner Richtung gefouert ginn: Singapur ass e Meeschter vun der Tracingapp an huet et, och duerch d'Tracingapp, muss ee soen, fäerdegbruecht, fir d'Epidemie elo, oder d'Pandemie relativ enk ze halen, awer och op d'Käschte vu mënscherechtleche Consideratiounen. An ech mengen, et ass ganz einfach wichteg, wann deen Accord elo hei a Kraaft trëtt, datt mer net soen: „Et sinn e puer Knéck an der Leitung", mee wierklech fir d'Mënscherechter antrieden.

Deen zweete Punkt, deen ech wëll uschwätzen, ass, wéi et zu deem Accord koum. An do hate mer en Avis, et ass gesot ginn, eng „opinion" vum Europäesche Geriichtshaff, deen et dann der Kommissioun erlaabt huet, och am CETA-Accord op déi Doktrinn ze goen, fir gespléckten Accorden ze maache mat enger Competence, wéi si soen, exklusiv vun der Europäescher Unioun a verschiddenen Domänen.

Mir hu virdrun exposéiert, firwat d'ADR déi Doktrinn net akzeptéiert, déi net ratifizéiert ass vu kengem Parlament. Ech mengen, dat muss een ënnerstraichen. Et ass eng Vertragsännerung duerch d'Hannerdier. A mir akzeptéieren déi och an dësem Dossier net. Mir wäerten also dee Partenariatsaccord net matstëmmen, aus genau deem Grond, soulaang mir hei net eng Traitésännerung, an deem Sënn wéi d'Interpretatioun vun der Kommissioun an dësen Handelstraitéeen ass, ratifizéieren.

Mir wäerten awer den Accord matstëmmen iwwert den Investmentschutz, well mer der Meenung sinn, datt dat eng positiv Entwécklung ass. A jiddwereen heibannen, mengen ech, geet an déi Richtung, fir ze soen: „Jo, mir mussen einfach vun enger Situatioun ewechkommen, wou e Staat erpressbar ass. Mir sollten a Richtung vun internationalen Handelsgeriichter goen." Dat droe mer ganz sécher mat.

Eng lescht Bemierkung, wat deen Avis vum europäesche Geriichtshaff ugeet. Mir hunn an deene leschte Joren eng Entwécklung, wou déi international Geriichtsbarkeeten en tant que tel ëmmer méi an eng Diskussioun erageroden, awéiwäit se politiséiert sinn. Dat gesi mer zu Stroossbuerg beim Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter. Mir gesinn et an aneren internationalen Instanzen; rezent nach eng Diskussioun ronderëm d'Weltgesondheetsorganisatioun. A mir gesinn et och am Europäesche Geriichtshaff, wou mer wëssen, datt en och e bëssen ëmmer orientéiert gouf, fir eng federalistesch Approche ze vertrieden.

Mat deem Avis iwwer Singapur, wéi mat aneren Urteeler, déi an deene leschte Jore koumen, ass och den Europäesche Geriichtshaff an eng Diskussioun erageroden, déi net nëmmen d'Qualitéit vun den Urteeler betrëfft, oder vu senge Rechtsakten, mee och d'politesch Ausriichtung dervun. Ech mengen, als Parlamenter musse mer eis och eng Kéier domadder befaassen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert direkt virun un den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Eng Sekonn! Ech versiche mech ze pëtzen an ... ech dreemen net. Nee, ech dreemen net. Ech dreemen net. Ech hu elo grad héieren: „D'Verbrieche géint d'Mënscherechter a Singapur, dat ass e Knéck an der Leitung. D'Aspäre vun Homosexuellen ass e Knéck an der Leitung." A wat nach am Witzegsten ass, dat ass, datt grad den Här Kartheiser vun der ADR schockéiert ass - zu Recht! -, datt ee sou Aussoe mécht, déi vun der gréngér Säit kommen.

Mir hu virdrun, wéi mer iwwert de CETA geschwat hunn ... Mee déi Diskussioun hate mer och schonn an der Kommissioun, well ech hat d'Fro och gestallt. Virdrun hu mer iwwert de CETA geschwat an du koume se do, d'Diplomaten: „Jo, Lëtzebuerg, mir maachen dach nëmmen ... also d'EU mécht dach nëmme Verträg mat demokratesche Rechtsstaaten, wéi Kanada." - Zweete Punkt: Singapur. „Jo, mee ... Jo, et ass wouer. Et ass kee ganz demokratesche Staat, mee Dir gesitt, mir maachen Dialog," a blabla a sou weider. Et ass alles, et ass fir ze kräischen.

Entschëllegt, et geet hei jo nëmmen ëm d'Finanzplaz! Et geet guer net ëm d'Mënscherechter! Dat gëtt einfach esou drageschriwwen. Dee ganzen Dialog wäert net stattfannen. Oder e fënnt statt an e wäert strictement seng Friichten net droen.

Et steet och natierlech dran, wann d'Mënscherechter net respektéiert géife ginn, da kann ee sech zréckzéien aus dem Accord. Ma kommt, mir maachen et e bësse méi einfach a mir stëmmen dee guer net mat! Well d'Mënscherechter, actuellement, ginn net respektéiert. Ausser mir mengen, si ginn zurzäit respektéiert.

An dat wär eng Fro, déi ech un d'Regierung hätt: Ass d'Regierung vu Lëtzebuerg der Meenung, datt d'Aspäre vu Männer oder vu Fraen, déi eng gläichgeschlechtlech Orientéierung hunn, Homosexueller, datt d'Aspäre vun Homosexuellen e Verstouss géint d'Mënscherechter ass oder kee Verstouss géint d'Mënscherechter ass?

Wann et kee Verstouss géint d'Mënscherechter ass, da stëmme mer dat heite mat. Wann et e Verstouss géint d'Mënscherechter ass, da stëmme mer dat heiten net mat!

Well ech sinn dovunner ausgaangen, datt d'Aspäre vun Homosexuellen inakzeptabel ass. Et ass natierlech een Heritage vun der britteschen Kolonialiséierung, mee si hunn et bäibehalen. Ech wëll se net verteidegen, mee dat däerf een net vergiessen.

Ech fannen déi ganz Argumentatioun wierklech étrange. An ech fannen et wierklech schlëmm, datt mer elo an eng Richtung ginn, fir einfach ze soen, engersäits: „Wann s de géint de CETA bass, da kriss de dräi Stonne laang erkläert, datt dat en demokratesche Staat ass, an de Kanada, dee mécht jo alles perfekt a mir maache jo keng Saache mat Diktaturen." An elo hu mer esou dee komesche Polizeistaat Singapur, wou ech franchement net wéilt liewen, ...

(Interruption)

... als Heterosexuellen och net wéilt liewen, well et kënnt an de Prisong wéinst ganz villen anere Saachen. An dat gouf och gesot. Mee dat sinn anscheinend Kavaléiersdelikter an eisen Aen, hein, wann ech dat richteg verstinn. Jo, da kënne mer dat awer elo unhuelen.

Et geet nëmmen ëm d'Verfechtung vu gewëssenen Investisseuren. Singapur ass eng Finanzplaz. Et geet nëmmen dorëms! Mer mussen ophalen, elo awer egal wat ze erzielen.

Et däerf een och net vergiessen, well ... Zurzäit ass et jo och esou ... Ech sinn der Meenung, éierlech gesot, wann eng Entreprise ... Well et gouf gesot: „Déi Tribunallen, déi mussen och agefouert ginn, fir d'Investisseuren oder d'Entreprisen ze protegéieren, wa se an engem Land investéieren, wat e bësse komesch ass", wat jo de Fall vu Singapur ass. Éierlech gesot, wann eng Entreprise mengt, si misst an engem Land, wat e bësse komesch ass, investéieren, wou d'Mënscherechter net respektéiert ginn, da soll se virun hir Responsabilitéite gestallt ginn.

Prinzipiell mécht een dat schonn emol net, well wann een an e Land investéiert, wat ze autoritär polizeistaatlech gefouert gëtt a wou verschidde Kategorië vun der Bevëlkerung kujenéiert an an de Prisong gesat ginn, dann ënnerstëtzt een dee Regimm. A soss näischt! An da sollen déi Entreprisen och mat de Konsequenze vun hirer Dot rechnen, an esou engem Land ze investéieren.

An et muss een och ganz gutt oppassen: Elo grad wéinst der Coronakris, do ass déi ganz Industrie, déi domadder elo verbonnen ass, déi dohanne wëllt investéieren, spezialiséiert Affekotebüroen a Fongen, déi si schonn elo passionéiert amgaangen, doriwwer ze diskutéieren, wat sech elo duerch déi Pandemie fir Méiglechkeete bidden, fir Schuedenersazfuerderungen ze stellen. Zum Beispill Grenzschléissunge kéinten als diskriminatoresch Behandlungen ausgeluecht ginn, oder Faillitten duerch de Confinement kënnen als Expropriation directe interpretéiert ginn a sou weider a sou virun. Dat heescht, et ass en denkbar schlechte Moment, fir esou en Accord ofzeschléissen.

Dofir bieden ech Iech, also vu datt dat souwisou drasteet: „Wann d'Mënscherechter net respektéiert ginn, dann zéie mer eis zréck." Kommt, mir maachen eis d'Saach e bësse méi einfach a mir stëmmen dat Ganzt einfach net mat! Soss si mer ganz einfach inkonsequent.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn elo net nach eng Kéier op d'Mënscherechtssituatioun a Singapur an. Ech mengen, datt de Kolleeg David Wagner en exzellente Rapport dovunner gemaach huet an och kloer opgewisen huet, firwat eleng aus Mënscherechtsgesiichtspunkten u sech dësen Text ze rejetéiere wär.

Ech wollt nach eng Kéier kuerz op d'Genèse agoen, well och dat ass interessant. Deen Text hei geet u sech zréck op 2007. Also dat heescht, et gëtt säit 13 Joer op deenen ënnerschiddlechsten Niveauen drun erëmgedoktert. An ursprénglech war et d'Kommissioun, déi mat de sougenannten ANASE-Staaten Negociatioune sollt féieren. Erauskomm ass, an et ass wéi sou oft: „Und der Berg gebar eine Maus." Mir si bei engem Fräihandelsofkommes mat Singapur erauskomm. Engem Land, wat ee ka kritiséieren. Ech mengen, mir hunn dat och elo gemaach.

Et muss een awer vläicht nach eng Kéier e bësse méi wäit och iwwert déi Saach vun deene Fräihandelsaccorde schwätzen. De Kolleeg David Wagner huet et gesot:

Op där enger Säit ass dat hei fir d'Finanzplaz. Ganz kloer! Singapur ass ee vun deene gréisste Finanzzentren an der Regioun. Et ass sécherlech eng Demande vu grousse Banken, Fongegesellschaften do, fir datt et méi einfach gëtt, fir Geld zwësche Lëtzebuerg oder, méi grouss gesinn, der EU a Singapur hin- an hierzeschiben. Sécherlech kee Geheimnis.

Dat Zweet ass, datt och de militärindustrielle Komplex e ganz groussen Interêt drun huet, fir dem Stadtstaat Singapur et méi einfach ze maachen, hir Saachen ze kafen. thyssenkrupp aus Däitschland ass ee Beispill, déi ganz gären deem klenge Land - méi kleng wéi Lëtzebuerg iwwregens - U-Booter verkafen.

Firwat sinn déi U-Booter fir Singapur esou wichteg? Ma ganz einfach, well Singapur éischtens emol just iwwert d'Mier kann approvisionéiert ginn, ouni duerch en anert Land ze goen. Dat si se eis dann nach viraus. Mir mussen, egal wéi, op eis Nopere bauen. An zweetens, well de Gros vun dem Welthandel tatsächlech laanscht Singapur geet. Wien eng Kéier zu Singapur war an do op d'Mier erauskuckt, dee gesäit u sech näischt aneres wéi Schëffer. D'Mier gesäit ee bal net méi. Et ass net méi blo, et ass faarweg, an alle Faarwen a Formen, wéi do Containerschëffer, Tankeren, a wat weess ech, laanschtfueren, fir Gidder aus dem Osten an de Westen ze bréngen a meeschtens eidel Containeren erëm zréckzeféieren.

Well dat däerf een och net vergiessen: Et sinn haaptsächlech Gidder, déi ënner komesche Konditiounen hiergestallt ginn, déi aus dem méi fernen Oste laanscht Singapur op Lëtzebuerg kommen, wärend d'Geld aus Europa dann iwwer Singapur an de méi fernen Oste fléisst.

Ech kommen awer nach op e Volet zréck, dee mer haut tatsächlech ofstëmmen, nämlech de Volet vun de Schidsgeriichter. Mir hunn et virdru beim CETA kritiséiert. Mir hu virdru beim CETA gesot, datt et e Problem gëtt mat deene Schidsgeriichter. An dat ass bei deem heite Fall net anescht.

Jo, et si Schidsgeriichter vun där neier Generatioun. Et ass net méi den ISDS. Et ass elo den ICS. Ech sot et gëschter, wéi mer iwwert d'Buschtawenzalote geschwat hunn, datt Fanta 4 sech heiansdo géifen d'Fro stellen, ob se net besser hätten am Parlament zu Lëtzebuerg ze sëtzen, wou mat sou schéine Buschtawekombinatiounen hin- an hiergeworf gëtt, wéi wann et kee Muer géif ginn, wéi Lidder ze schreiwen.

Et ass awer esou, datt, ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

... „Schuster, bleib bei deinem Leisten", et vläicht besser ass, si schreiwen hir Lidder. A mir mussen eis mat där Buschtawenzalot dann eens ginn.

Den ICS ass e Progrès, mee et ass nach net „der Weisheit letzter Schluss". An - et ass jo och gesot ginn - mir wëlle multilateral kloer ëffentlech Geriichtsbarkeeten. Ëffentlech Geriichtsbarkeeten, wou jiddwereen Accès dozou huet. An zwar net nëmmen déi Déck, wou net nëmmen thyssenkrupp herno ka soen: „Majo, mir konnten eist U-Boot elo manner gutt u Singapur verkafen an dofir muss elo iergendeen hei blechen." Mir hätte gäre Geriichtsbarkeeten, déi vu jiddwerengem uruffbar sinn. A soulaang et déi sougenannte MICen net gëtt, musse mer, mengen ech, och net hei virpreschen an déi nächst Etappe maachen.

Wien op ICS-Tribunaler baut, huet op Sand gebaut. De Multilateralismus muss groussgeschriwwe ginn. An och bei dësem Accord gesi mer erëm eng Gefor vu weideren unilateralen Accorden an Approchen, soudatt mer, genau wéi beim CETA, erëm en Teller Spaghetti virun eis stoen hunn, an zwar en Teller Spaghetti, deen eleng opgrond vun der Mënscherechtssituatioun eis ganz, ganz ferme Bauchwéi géif maachen, wa mer en da géifen iessen. An dofir, Här President, wäerte mir och géint dësen Traité stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Här President, just ee Saz. Also selbstverständlech: Singapur a Mënscherechter, dat ass net grad eng Symbios. Dat ass kloer! An et ass keen Accord tëscht Lëtzebuerg a Singapur. Et ass en Accord tëscht der Europäescher Unioun a Singapur, mat enger ganzer Geschicht.

D'Fro, déi mer eis ze stellen hunn, ass ëmmer déi. Wann am Artikel 1 vun deem Ofkommes drasteet, dass d'Mënscherechter musse respektéiert ginn a wann am Artikel 49 drasteet, wann effektiv géint d'Mënscherechter verstouss gëtt, dass en da kann unilateral opgehuewe ginn, dann ass d'Fro: Wa mer näischt maachen, wa mer keen Accord hunn, hu mer dann een Hiewel, e besseren Hiewel, wéi wa mer en Accord hunn a kënnen awierken?

Lëtzebuerg wäert op jidde Fall eent vun deene Länner sinn, déi dat doten, wat d'Mënscherechter ugeet, selbstverständlech wäerte ganz staark am Bléckwénkel hunn. Mir hu jo nach keen Accord. Duerfir mengen ech, Här President an och Här Wagner: Wa mer eis kënnen en Hiewel ginn, fir do positiv anzewierken, da solle mer deen net verpassen, och als Lëtzebuerg.

Ech mengen, et geet hei net nëmmen ëm d'Bankeplaz. Et si jo net lauter Bankeplazen an der Europäescher Unioun, et sinn och vill aner Interêten do. An eisen Interêt solle mer dorobber fokusséieren, dass mer eppes maachen, fir d'Mënscherechter a Singapur ze verbesseren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Asselborn. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7458. Den Text steet am Document parlementaire 7458[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7458 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dat maache mer par vote électronique. D'Ofstëmme fänkt un.

Wien ee Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht huelen.

Appel nominal (votes par procuration)

De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7458 ass mat 35 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zum Ofstëmme vum Projet de loi 7459. Den Text steet am Document parlementaire 7459[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7459 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt par vote électronique, déi perséinlech Stëmmen. De Vott fänkt un.

Wien ee Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht huewen.

Appel nominal (votes par procuration)

An dëse Projet de loi ass mat 31 Jo-Stëmmen bei 8 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da kéime mer nach zur Resolutioun, déi ...

Plusieurs voix.- Muer!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Nee, muer. Da stëmme mer déi muer of.

Domadder si mer dann um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

An ech wënschen Iech all ee schéinen Owend. Haalt Iech monter a bleift gesond!

(La séance publique est levée à 19.48 heures.)

SÉANCE 34

JEUDI
7 MAI 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Fernand Etgen, Président*
2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Claude Wiseler
   - *M. Claude Wiseler*
3. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, au sujet de la stratégie de déconfinement progressif, suivie d'un débat
   - *Déclaration : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
   - *Débat : Mme Martine Hansen (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp et M. le Premier Ministre Xavier Bettel) - M. Gilles Baum - M. Georges Engel (interventions de Mme Martine Hansen et M. Gilles Roth) - Mme Josée Lorsché - M. Gast Gibéryen (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) - M. Marc Baum - M. Sven Clement (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)*
   - *Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de Mme Martine Hansen) - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (interventions de M. Gilles Baum)*
   - *M. Marc Baum (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert - M. le Premier Ministre Xavier Bettel - Mme Martine Hansen (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) - Mme la Ministre Paulette Lenert - M. le Premier Ministre Xavier Bettel (intervention de M. Marc Spautz)*
4. Motion de M. Sven Clement relative à l'invitation du Gouvernement à ne pas rendre l'utilisation d'une application de traçage des contacts obligatoire
   - *Exposé : M. Sven Clement (dépôt d'une motion modifiée)*
   - *Discussion générale : Mme Viviane Reding - M. Guy Arendt - Mme Lydia Mutsch - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Sven Clement et M. Mars Di Bartolomeo) - M. Marc Baum (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp)*
   - *Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - M. Paul Galles (parole après ministre) - M. le Premier Ministre Xavier Bettel*
   - *Vote sur la motion modifiée (adoptée)*
5. Résolution de M. Yves Cruchten relative à l'intervention auprès des parlements de nos pays avoisinants afin de leur faire part des inquiétudes des parlementaires luxembourgeois concernant l'espace Schengen

- *Exposé : M. Yves Cruchten*
- *Discussion générale : M. Claude Wiseler - M. Gusty Graas - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

6. 7540 - Projet de loi portant prorogation de certains délais prévus dans les lois sectorielles du secteur financier durant l'état de crise

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt*
- *Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 7555 - Projet de loi portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt*
- *Discussion générale : M. Gilles Roth (dépôt de la motion 1) - M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1 : M. Gilles Roth*
- *Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Pierre Gramegna, Mme Paulette Lenert et Mme Sam Tanson, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.03 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Claude Wiseler

Ech ginn d'Wuert direkt un den honorabelen Här Claude Wiseler fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt haut eng Proposition de loi iwwert d'auslännesch Investissementer zu Lëtzebuerg hei deposéieren. Ëm wat geet et?

Et geet ganz einfach dorëm, dee sougenannte „mécanisme de filtrage" hei zu Lëtzebuerg anzeféieren, deen der Regierung erlaabt, e Contrôle auszeüben an eventuell ze blockéieren oder Konditiounen ze stellen, wann Investisseure vun ausserhalb vun der Europäescher Unioun wëlle méi wéi 10 % Parten an Entreprisen, déi zu Lëtzebuerg etabléiert sinn, kafen. Et geet hei ëm Entreprisen, déi wichteg sinn an déi sensibel si fir eist Land, Entreprisen am Energiesecteur zum Beispill, am Waassersecteur, am Transportsecteur, a Gesondheetsinfrastrukturen oder Entreprisen aus der Sécurité sanitaire an alimentaire, Mediebetriber oder och nach Entreprisen, wou sensibel Technologië respektiv Informatiounstechnologien am Spill sinn.

Et geet drëm, bei Tentativë vu strateegeschen Iwwernamen, déi géint national an europäesch Interête sinn, vun ausserhalb der EU aus, kënnen ze blockéiere respektiv kënne Konditiounen ze stellen.

Mir froen esou e Gesetz säit méi wéi zwee Joer. Dee viregte Wirtschaftsminister huet ëmmer refuséiert, dat hei an d'Chamber eranzebréngen. D'Europäesch Kommissioun freet déi eenzel Länner och, sech esou en Instrument ze ginn, an zwar säit zwee Joer. De Conseil an d'EU-Parlament hunn den 19. Mäerz 2019 e Reglement ugeholl, deen deem Ganzen en europäesche Kader gëtt. An déi Propositioun, déi ech hei haut deposéieren, schreift sech ganz kloer an deen europäesche reglementaresche Kader an.

D'Europäesch Kommissioun huet och viru Kuerzem en dréngenden Appell un d'Länner gemaach, fir sech esou e Gesetz ze ginn, an huet en e puermol an deene leschte Wochen och widderholl, an haaptsächlech an der Coronakris, well vill Entreprisë finanziell geschwächt sinn an och fragill momentan si fir esou strateegesch Iwwernamen.

Dofir dës Proposition de loi, Här President, déi ech elo hei bei Iech deposéieren.

***7578** - Proposition de loi relative aux investissements étrangers au Luxembourg*

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler.

3. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, au sujet de la stratégie de déconfinement progressif, suivie d'un débat

Den éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass eng Deklaratioun vum Premierminister Xavier Bettel iwwert d'Strategie vum schrëttweisen Deconfinement mat uschléissender Debatt. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Martine Hansen, den Här Gilles Baum, den Här Georges Engel an d'Madamm Josée Lorsché.

Dir Dammen an Dir Hären, mir héieren elo d'Deklaratioun vum Premier- a Staatsminister Xavier Bettel iwwert d'Strategie vum progressiven Deconfinement. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Déclaration

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den 29. Februar vun dësem Joer gouf zu Lëtzebuerg déi éischt Persoun positiv op de Coronavirus getest. Den 1. Mäerz hunn ech an Ofsprooch mat der Gesondheetsministesch d'Cellule de crise « pandémie » zesummegeruff an domadder ware mer am Ufank vun enger Situatioun, wou et an der Haaptsaach dorëm goung an haut och nach haaptsächlech dorëm geet, et Virus ze bekämpfen.

Zanter dem Ufank vun der Kris sinn zu Lëtzebuerg no aktuellen Zuelen, déi mer gëschter Owend jo matgedeelt kritt hunn, 98 Leit un dem Coronavirus gestuerwen. Et ass bestëmmt net, dass déi 98 alleguerte just un de Suitte vum Coronavirus gestuerwen sinn, mee eppes ass sécher: dass all onnéidegen Doudegen een ze vill ass.

Mir hunn et zu Lëtzebuerg bis elo fäerdegbruecht, dat Schlëmmst ze verhënneren. Déi Biller, déi een aus dem Ausland kennt, sinn hei ni Realitéit ginn. Et kann een haut soen, dass mer et bis elo gepackt hunn, de Virus ënner Kontroll ze bréngen, an och fäerdegbruecht hunn, am Fong déi Verbreedung, esou wéi se och an anere Länner stattfonnt huet, zesummen ze bekämpfen.

Mir hunn et fäerdegbruecht, eise Gesondheetssystem net ze iwwerlaaschten. Mir hu keng chaotesch Situatioune kannt. A mir hunn ni als Regierung missen offiziell e Comité d'éthique froen, wéi eng ethesch Choixen ee misst treffen iwwer en Triage vu Patienten.

Dass mer et fäerdegbruecht hunn, Här President, ass d'Resultat vun enger Solidaritéit vun onser ganzer Gesellschaft, vun enger Solidaritéit wierklech vun all Mënsch, vun deene Leit, déi hei liewen, an och vun deene Leit, déi aus der Grousseregioun heihinner schaffe kommen. Et ass wierklech remarkabel ze gesinn, wat d'Leit och an deene leschte Woche gemaach hunn, fir eebe gemeinsam déi Vulnerabelst vun onser Populatioun och, esou gutt et geet, ze schützen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Prinzip, déi Vulnerabelst ze schützen, ass a bleift richteg. Wa mer nämlech iwwert déi nächst Phase vun engem luesen Iwwergang, ech soe „luesen Iwwergang", an eng méi, e bësse méi normal Situatioun kënnen iwwergoen, ass et eeben, well d'Situatioun eis dat och erlaabt.

An et ass just méiglech nämlech, vun enger zweeter Phas ze schwätzen, well mer jo eng éischt Phas den 20. Abrëll zesummen decidéiert hunn. An ech muss soen, dass no deem Declenchement vun där éischter Phas vum 20. Abrëll een haut ka soen, dass déi och gutt fonctionéiert huet mat deenen Tester, mat deenen Zuelen, déi mer och haut hunn.

Ech weess, dass dat fir verschidde Leit ze laang war, mee mir hunn eis engagéiert, dass mer déi Delaie wéilten ofwaarden tëschent deem éischten Deconfinement an dem zweeten Deconfinement, well wann déi Reegelen net respektéiert gi wieren, wann d'Leit sech net un déi Solidaritéit gehalen hätte vum Respekt ee vis-à-vis vun deem aneren, kéint ech haut, Här President, net virun Iech stoen, fir iwwer eng zweet Phas vum Deconfinement mat Iech ze schwätzen.

Mir hunn, wéi gesot, haut eng Situatioun, wou mer manner wéi 100 Leit hunn, déi hospitaliséiert sinn. Mir hunn der eng 20, déi an intensiver Behandlung sinn. An erlaabt mer awer och, wëllen ze preziséieren, ouni wëllen Angscht ze maachen, dass och, wa bei deenen Doudegen, well et gëtt jo ëmmer geschwat vun deenen Zuelen, vun dem Alter vun den Doudegen: Jo, déi Leit, déi un dem Coronavirus stierwen, si Leit, meeschtens, an engem gewëssenen Alter. Mee mir hunn op der Intensivstatioun och jonk Leit gehat. Et soll een net mengen, dass jonk Leit net krank kënne ginn an och net op eng Intensivstatioun kënne kommen!

Dat heescht, et ass wichteg, dass ee weess, dass awer jiddwereen ka Porteur sinn. Jiddwereen ka Porteur sinn! Dat heescht, e kann et och weiderginn. Mee wéi gesot, d'Konsequenze bei deem engen hänke ganz vill och vun dem État de santé an eeben och vun der Vulnerabilitéit vun de Leit of.

An eise Berechnungen, Här President, an och an deem Monitoring, dee mer och gemaach hunn, hu mer eng maximal Capacitéit jo vun 180 Better mat intensivmedezinnescher Betreiung festgeluecht. Mee mir hunn eis awer och déi Limitt ginn. A mir hu festgehalen, dass 90, also d'Hallschent, déi Limitt sollt sinn, déi mer net wëllen iwwerschreiden, fir dass mer och en dignité a wierklech mat der ganzer Precautioun déi Soine kënne ginn.

A mir sinn den Ament wäit ewech vun deenen Zuelen. An och d'Zuel vun den Neiinfektiounen ass den Ament niddreg. Et sinn den Ament ëm déi 1 % vun de geteste Persoune positiv. An dat ass eeben och eng gutt Ausgangsbasis, fir weider Mesuren ze huelen, déi eisen Alldag erëm, esou wéi ech virdru gesot hunn, e Stéck méi no un d'Normalitéit kënne bréngen.

An eisen Nopeschlänner ass den Taux vun den Neiinfektioune pro Test däitlech méi héich, an awer gläichen d'Mesurë vum Deconfinement deenen, déi mer och huelen. Et kann een deemno soen, dass mir eng virsiichteg Approche hunn. An déi virsiichteg Approche hate mer zënter dem éischten Dag hei zu Lëtzebuerg. An dat huet eis awer och erlaabt, déi Resultater ze hunn, déi Situatioun ze hunn, déi mer och alleguerte kennen.

An déi virsiichteg Approche erlaabt eis, dass mer elo ab Méindeg, wéi gesot, nei Deconfinementsmesurë kënnen hunn. Also, wat ännert sech dann ab Méindeg, Här President?

Ab Méindeg ass dee legale Confinement, esou wéi een dee kéint nennen, opgehuewen. Dat heescht, dat bedeit, dass ee keng Ursaach muss hunn, fir sech ze deplacéieren. An et muss een net méi legal am Fong de Gros vun der Zäit och doheem sinn. Dat ass tatsächlech e grousse Changement an der Approche, wéi se bis elo war, wou e Confinement général war, deen elo opgehuewe gëtt.

Wéi gesot, Här President, wëllt dat net heeschen, dass mer net wierklech de Leit awer recommandéieren, d'sozial Kontakter esou kleng wéi méiglech ze halen. Et ass net, well en Deconfinement elo kënnt, well een nees dierf sozial Kontakter hunn, dass et drëms geet, nees ganz vill Leit mateneen ouni Precautioune wëllen ze gesinn.

Fir eis ass et wierklech wichteg, dass hei en Appell och un d'Eegeverantwortung, un d'Eegeverantwortung vun all eenzelne Bierger wierklech och wichteg ass. Allgemeng setzt de Staat elo am Fong op d'Responsabilitéit och vun deem Eenzelnen an deem Kontext.

Jo, vun e Méindeg un ass et och nees erlaabt, dass ee sech bei en aneren deplacéiert an och sech bei engem aneren ophält, engem Familljemember, dem Noper hëllefe geet. Dat war am Moment net erlaabt, bei den Noper ze goen, bei d'Famill ze fueren. En anere kënnen ze gesinn, en anere kënnen ze empfänken, war net erlaabt. A wéi gesot, fir eis ass et dofir wichteg, dass een dat och nees kann, dat, wat een nennt: déi sozial Kontakter tëschent de Leit nees méiglech maachen.

Mee et geet wéi gesot drëm, déi sozial Kontakter, dass dat och limitéiert ass mat der Zuel, mee dass een déi och lues a lues ka relancéieren.

Et ass och kloer, Här President, dass och doheem déi selwecht Reegelen ziele wéi op der Aarbecht, wéi dobaussen. Et geet net drëms ze soen: „Ech hunn eng Mask, wann ech elo akafe ginn; ech hunn eng Mask, wann ech bei de Leit sinn, mee wann d'Leit bis bei mir doheem sinn, zielt guer keng Reegel méi. Ech kann do maachen, wéi et mer gefält." Well egal wéi Der et maacht, sidd Der dann an enger Situatioun, wou Der riskéiert, engem deem aneren, wann e positiv ass, de Virus och weiderzeginn oder weiderzekréien. Dat heescht, et ass scho wichteg, dass een och, wann een doheem Gäscht huet, kuckt, de Social Distancing ze halen, dat heescht, dass een och dee Respekt huet vis-à-vis vun deene Mesuren.

An ech soen dat elo net hei, Här President, well d'Regierung dat gären hätt, well ee mengt, dass dat gutt ass als Regierung, mee well een iwwerzeegt ass, dass et am Interêt vum eenzelne Bierger ass! Et geet ëm seng eege Gesondheet! Et geet dorëm, hie selwer ze protegéieren an déi, déi em léif sinn! Well e riskéiert duerno, wéi gesot ... Dee Social Distancing ass am Fong am Moment déi bescht Method, fir net een deem aneren de Virus weiderzeginn. Mee fir deen oprechtzeerhalen, fir ze soen, dass een elo nach wochen- a méintlaang iwwerhaapt kee Kontakt méi mat anere Bierger kann hunn, wësse mer, dass dat och net méiglech ass.

Mir wëssen och, dass mer hei op d'Disziplinn vun de Leit setzen an op d'Responsabilitéit vun den eenzelne Bierger. Also, wéi gesot, et geet elo net drëms, fir ab Méindeg ze soen: „Déi ganz Hygiènesreegelen, déi ganz Mesuren, déi mer bis elo geholl hunn, geheie mer iwwer Bord an déi zielen och net méi", well soss riskéiere mer, dass mer bei verschiddenen Aktivitéiten, déi mer elo opgemaach hunn, nees missten d'Handbrems zéien an zréckgoen.

An Dir gesitt jo och an där Presentatioun, déi mer Iech jo och gemaach hunn dës Woch, dass eng Rëtsch vu Saachen nach net op sinn. Nach net op sinn! An ech weess, wéi wichteg et awer och ass, dass déi aner Secteuren opginn, déi fir eist soziaalt Liewen, fir eis Gemeinschaft, fir eis Populatioun och déi Momenter vu Convivialitéit bedeiten. An déi kënne mer nees opmaachen, wa mer nees déi richteg Zuelen hunn, fir kënnen an eng drëtt oder an eng véiert Phas ze kommen. An dat kënne mer just, wann déi Zuelen och da stëmmen! Dat heescht, dass ee sech un déi Reegelen, déi mer bis elo decidéiert hunn, och hält.

Mir mussen, an dat ass eng Flicht an eng Responsabilitéit vun ons alleguerten, déi Vulnerabelst och schützen. An ech weess, dass no där Annonce vun de Méindeg ganz vill Leit gesot hunn: „Elo kënne mer nees alles!" Neen, dat ass net de Message! De Message ass net: „Et ass nees alles wéi gëschter." Et ass net méi virdru fir déi nächst puer Wochen, an ech hoffen, net fir déi nächst puer Méint.

Här President, mir hunn et och gesot, dass ab Méindeg de Gros vun de Geschäfter nees op sinn, an och d'Geschäfter an de Soins à la personne, dat heescht, d'Coiffeuren och nees dierfe schaffen, allerdéngs, op Rendez-vous dierfe se och schaffen. Et ginn am Detail keng legal Reegelen, wéi dat ze fonctionéieren huet. Mir hunn zum Beispill net an de Gesetzer geschriwwen, wivill Leit pro Meterkaree kënnen an e Buttek kommen, mee bis elo hu mer jo awer festgestallt, éischtens si Recommandatioune vun der Santé ausgeschafft gi mat de concernéierte Secteuren, a bis elo hu mer gemierkt, dass ouni legal Basis déi meescht Commercen, déi am Moment hunn dierfen op sinn, awer Reegele gemaach hunn, fir hir Clienten a virun allem och fir hiert Personal ze schützen. Dat heescht, dass hei och d'Responsabilitéit ganz, ganz wichteg ass.

Ech weess zum Beispill, dass bei deene Beruffer, an de Commercen de Mask obligatoresch gëtt. Dee gëtt obligatoresch fir déi Leit, déi do schaffen, souwéi fir déi Leit, déi Client sinn, well mer jo wëssen, dass mer déi zwee Meter net kënne respektéieren. Dat bleift de Grondprinzip: zwee Meter Distanciatioun, a wann dat net méiglech ass, dann ass de Mask Flicht.

A fir déi Beruffer, wou mer wëssen, dass jo méi enke Kontakt ass, wéi bei der Estheticienne, wéi beim Baartcoiffeur, muss do dann eng Visière oder eng méi dicht Mask, déi FFP2-Mask, gefrot ginn. Jo, well ee weess, dass ee kee Soin do

ka maachen, wann de Client och eng Mask un huet.

De Prinzip bleift awer, dass am Commerce a bei deenen dote Reegelen a bei deenen Ouverturen, déi mer maachen, de Mask do, wou zwee Meter net kënnen agehale ginn, dann d'Reegel muss sinn.

A mir setzen do, Här President, e groussen Deel och op d'Eegeverantwortung. A mir kënnen dat och maachen, well mir jo gesinn hunn, an ech hunn Iech et virdru gesot, dass an de Supermarchéen, mee och op den Tankstellen, beim Bäcker, bei de Baumäert, déi selwer Mesurë geholl hunn. Mir hunn alleguerten déi Fotoe gesinn, dass dat am Ufank net de Fall war, dass d'Leit sech opgereegt hunn, well se gesot hunn: „Mir sollen doheem bleiwen an dann, do, wou mer awer akafe ginn, gëtt et keng Reegel an d'Leit bleiwe stonnelaang a si bleiwen do, si halen do Kosettercher."

D'Geschäftsleit selwer hu vis-à-vis vun hirem Personal an eeben och vis-à-vis vun hirer Clientèle déi Mesurë geholl, déi wichteg sinn.

Eng weider Ännerung am Text ass och iwwert d'sportlech Aktivitéiten, déi jo am Moment net erlaabt sinn, déi awer dann och ab Méindeg relancéiert ginn, an domadder och dann déi entspriechend Installatiounen nees kënnen opgemaach ginn.

Et handelt sech do ëm d'Sportaarten, déi bausse stattfannen. Dat heescht, keng Sportaarten, déi indoor sinn, an do, wou kee Kontakt tëschent de Leit ass. Mir kënnen net soen: „Dir hutt zwee Meter Distanz bei allem a beim Sport zielt déi Reegel net." Dat heescht, dat sinn d'Sportaarten, wou kee Contact physique ass, a selbstverständlech och, wéi gesot, am Fräien, wat awer mat sech bréngt, dass Infrastrukturen zum Beispill wéi e Vestiaire, wéi eng aner Saach, déi an enger bannenzeger Struktur kéinte sinn, selbstverständlech och zou musse bleiwen.

Eng Rei Kulturinstitutioune wéi d'Muséeën, d'Bibliothéiken, d'Archiven oder och aner Kulturhaiser dierfen nees Public empfänken. An et gëtt och eng Méiglechkeet geschaaft, fir dass een och kann Drive-in-Evenementer wéi de Kino zum Beispill aus dem Auto ka kucke goen, wou een do dann zum Beispil confinéiert ass, an da kéint een zum Beispill och esou Aktivitéite maachen.

De Rassemblement dobausse vun 20 Leit ass och nees erlaabt, an, wéi gesot, am Respekt och vum Ofstand an eeben och vun deene Mesures barrières, déi mer bis elo och geholl hunn.

Et sinn elementar Rechter, Här President, déi an enger oppener Demokratie, an enger Gesellschaft wichteg sinn. A soubal et méiglech war, hu mer dann eebe gekuckt, déi Mesurë kënnen och ze huelen. An ech riskéieren, mech ze widderhuelen, an ech ënnersträichen et awer nach eng Kéier, wann et muss sinn, soen ech et nach eng Kéier dräimol, Här President: Mir musse weider disziplinéiert sinn! An et gëllt eeben net elo, fir an deenen nächsten Deeg Rassemblementer ze organiséieren, wou een elo scho weess, dass d'Reegelen net wäerte kënnen agehale ginn.

Ech hunn direkt zum Beispill deen Dag, wou mer gesot hunn „sechs Leit dobannen", Leit héieren, déi gesot hunn: „Ma da maachen ech am Gaart eppes, da kann ech der 20 organiséieren." Dat ass op ëffentleche Plazen! A wa mer Reegele maache vu Limitatiounen, ass et, nach eng Kéier, am Interêt vun de Bierger. Et si Limitatiounen, déi eng sanitär Ursaach hunn. Et si keng Mesuren, déi geholl ginn, well een einfach wëllt Mesuren huelen.

Här President, mir hunn och déi Mesurë geholl, a mir hunn d'Modellisatioun an d'Pabeieren och der Chamber zoukomme gelooss, an dat ass doudsécher e groussen Deel och vun der Basis, mat där mer eis Strategie begleet hunn, mee et ass net nëmme just dat. Et sinn och déi Gespréicher, déi mer déi lescht Deeg a Wochen haten iwwer vill Aspekter, déi ee muss eeben an d'A faassen.

An et ass jo net fir d'éischt, wou ech Iech och soen, dass mer zum Beispill mat Experten en Echange och haten, wéi et mat de d'Kanner geet, wéi d'Situatioun mat de Kanner ass, iwwert déi psychologesch Aspekter, déi dat bréngt, déi negativ Aspekter, déi e Confinement och bréngt. An ech mengen, déi Punkte sinn hei net méi ze rechtfertegen.

Jiddwereen heibanne weess ganz genau, wat och Kollateralschied si vun engem Confinement. A mir kënnen eis net erlaben, dass mer duerch de Confinement duerno méi Leit hunn, déi Kollateralschied net iwwerliewen oder Problemer kréien, wéi iwwert de Virus selwer! Dowéinst ass dat doten och ee Punkt, deen ëmmer muss mat analyséiert ginn.

Mir wëssen, Här President, dass ëmmer e Risiko besteet, dass de Virus sech och erëm méi séier verbreet. An dofir ass et och immens wichteg, dass ee weess, dass déi Mesurë mussen agehale ginn an dass am schlëmmste Fall och d'Handbrems nach eng Kéier muss gezu ginn.

Här President, et ass Optimismus, dee mer de Moment spieren. Mir gesinn och gutt Entwécklungen. D'Regierung ass sech awer och ganz bewosst, dass, wa mir dat heibanne gesinn, awer och ganz vill Leit dobausse sinn, déi deen Optimismus, déi déi Loscht, déi déi Zukunft, déi déi Loft elo nach net gesinn.

Ech hunn Iech virdru gesot, dass dat net fir jiddwereen déi selwecht Situatioun ass. Fir Geschäftsleit, fir Betriber, fir Patronen, fir hir Salariéen, déi getraff gi si vum Coronavirus, mee och besonnesch fir den Horeca, wéi ech virdrun och gesot hunn, deen elo nach net opgeet, wou Ängschte sinn, wou Froe sinn, wou Iwwerliewensfroen all Dag um Ordre du jour stinn.

A mir wëssen, dass déi staark impaktéiert sinn. An dofir si mer och weider amgaangen ze kucken, wéi mer Mesurë kënnen huelen, fir deene Secteuren, déi nach net fonctionéieren, weider ënnert d'Äerm kënnen ze gräifen. Dat gëllt och fir d'Independanten, wou och Geschter nees eng Mesure presentéiert ginn ass, wéi een den Independantë kann hëllefen.

D'nächst Woch ass, ënnert der Leedung vum Finanzminister, wéi Der jo wësst, jo och deen Aarbechtsgrupp, dee si och hu mat de Wirtschafts-, Aarbechts- a Classes-moyennes-Ministeren, zesumme mam Här Bausch a mat der Madamm Tanson, wou eeben och nach verschidde Mesurë gekuckt ginn, wéi de Chômage partiel, well mer wëssen, dass de Chômage partiel am Moment och eng Méiglechkeet ass, wéi mer deene fonctionéiere kënne loossen. Mee et sinn awer och zum Beispill Instrumenter iwwert d'Solidaritéit mat klenge Betriber an och den Independanten, déi weider ausgeschafft ginn.

Et si bei de Loyeren Incitation-fiscallen, well mer wëssen, dass de Loyer awer e Coût fixe ass fir eng Rëtsch vu Betriber, virun allem fir d'Geschäftsleit a fir d'Restauranten, wou mer amgaange sinn ze kucken, wéi mer en Incitatif fiscal am Fong kënne maachen, net dass de Staat en iwwerhëlt, mee dass mer dem Proprietär d'Instrumenter ginn, wou en am Fong incitéiert gëtt - incitéiert gëtt - , fir Loyeren nozeloosse bannent dem Joer 2020.

Dat sinn zum Beispill Mesuren, déi geholl kënne ginn, wou mer wëssen, dass dat e Problem ass fir ganz, ganz vill Leit och am Commerce oder an dem Horeca. Et wäerten och Propositioune gemaach ginn, fir der Tourismusbranche entgéintzekommen, fir dass een och eeben op deene verschiddene Plazen de Restauratiounen oder der Hotellerie do kann ënnert d'Äerm gräifen. Et wäert en héijen Investissementsprogramm och gemaach ginn, dat heescht, eng Hëllef, fir eng Relance économique ze kréien, fir dass mer am Fong eng aktiv Aarbechtsmaartpolitik och kënne bedreiwen, andeem mer och fäerdegbréngen, dass mer am Fong den Impakt vun dëser Kris op d'Aarbechtsplazen, dat heescht op d'Chômagezuelen, esou kleng wéi méiglech kënnen halen.

Här President, et gëtt dann och nach ee Secteur, dee ganz atypesch fonctionéiert, an dat ass dee vun de Medien. Mir wëssen, dass zanter Mäerz op ee Coup och d'Revenuen am Mediesecteur ewechgefall sinn. D'Annoncë sinn ewechgefall, si si staark reduzéiert op jidde Fall, doudsécher. An dat wäert a kuerzer, a mëttelfristeger Zukunft och net aneschters sinn, well wann eng Kris bei grousse Betriber gespuert gëtt, dann ass dat Éischt, wou een dann eeben och de roude Bic erausbhëlt, fir ze sträichen, d'Publicitéit oder d'Zeitungsabonnementer, déi een da resiliéiert. Dat heescht, do deet dat dann eeben dem Editeur, deen dann och d'Medie publizéiert, zweemol wéi.

Et ass awer, Här President, e Fait, dass nach ni esou vill Medie consomméiert gi si wéi déi lescht Wochen, nach ni! An ech si frou, dass mer op professionell Medie kënnen zielen, well wann ee sech misst op d'sozial Medie baséieren, fir kënnen hei erauszefannen, wat richteg a wat falsch ass, da muss ech soen, da wier et ganz, ganz schwéier.

An dowéinst ass et fir eis wichteg, dass een och dat unerkennt. An den Editiounshaiser hätte se och kënnen de Choix maachen, fir Chômage partiel unzefroen. Hu se awer net gemaach, well se d'Aarbecht wollte maachen. An och wann et keen ekonomesche Sënn hat, war et e Sënn fir eeben d'Demokratie a fir ons Gesellschaft. An et ass kee massive Chômage partiel ugefrot gi vun Editiounshaiser.

Fir dëser Situatioun Rechnung ze droen an ze hëllefen, dass de Pluralismus och iwwert dës Kris eraus zu Lëtzebuerg existéiert, hu mer eng extraordinär Hëllef fir d'Press decidéiert. Si orientéiert sech an der Héicht no der Zuel am Fong vun de Journalisten, déi an de leschten zwee Méint effektiv och geschafft hunn. An de System gesäit eng Hëllef vir vu 5.000 Euro fir den Editeur pro Journalist, a plafonéiert ass se op 200.000 Euro pro Betrib.

Här President, dat ass eng Hëllef am Sënn vun der Medievillfalt, am Sënn vun enger Demokratie, déi och nom Virus muss staark bleiwen.

Här President, wéi gesot, mir ware selwer Demandeur als Regierung, fir deen Debat haut kënnen ze hunn, fir deen ech mat der Gesondheetsministesch bei Iech komm sinn, fir mat de Vertrieder vun der Natioun den Echange kënnen ze hunn iwwert déi Mesures de déconfinement, déi mer hunn.

Ech muss Iech zouginn, dass ech ganz am Ufank beim éischten Zenario net gemengt hat oder gehofft hat, dass ech haut kéint virun Iech stoen, dass mer kéinte schonn iwwert déi zweet Phas ab nächste Méindeg diskutéieren. Wéi mer et gemaach hunn, Dir braucht nëmmen dobaussen ze kucken, wéi Lëtzebuerg et fäerdegbruecht huet, op d'Kris ze reagéieren, wéi mer fäerdegbruecht hunn, dass all eenzelne Bierger sech bewosst war, dass, wann e sech un d'Reegelen hält, en en Deel vun der Léisung ass, a mir hunn all dozou contribuéiert, dass mer dat fäerdegbruecht hunn. Mir hunn eis Geste-barrièrë gehal!

Kuckt haut an der Strooss! De Gros vun de Leit droen eng Mask! A wéi Der et och matgedeelt kritt hutt, wäerte mer och nach eng Kéier 50 Maske pro Awunner, awer och fir d'Frontalieren, déi heihinner schaffe kommen, verdeelen an den nächste Wochen.

Jo, dat gehéiert och zur Responsabilitéit: ze kucken als Staat, wéi mer kënnen zesumme fäerdegbréngen, dass d'Bierger déi Moyenen och kréien, fir déi Geste-barrièrë kënnen ze respektéieren.

Ech wëll Iech just soen, dass ech weess, dass, och wa mer haut déi positiv Noriichten hu wéi déi vum 11. Mee, esou wéi ech scho virdru gesot hunn, ganz vill Leit nach ganz vill Froen hunn a ganz vill Leit iwwerhaapt nach net wëssen, wéi et weidergeet.

Mir wäerten alles maachen, fir den Impakt vun der Kris esou kleng wéi méiglech ze halen. Mee virun allem wëlle mer och eng Pandemie evitéieren. Mir wëllen eng zweet Well evitéieren. An dat kënne mer just fäerdegbréngen, wa mer all zesummenhalen a mat dem Respekt, der Responsabilitéit, der Solidaritéit, déi mer déi lescht zwee Méint bewisen hunn, weiderfueren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. Ech soen him Merci fir seng Ausféierungen.

Mir héieren dann elo d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert, déi eis zousätzlech Informatiounen …

Plusieurs voix.- Nee!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Nee, okay! Ma neen, tant mieux! D'Madamm Hansen hat alles richteg erkannt a si ass scho prett als éischt ageschriwwe Riednerin. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, „Stratégie de déconfinement progressif", esou huet de Staatsminister seng Erklärung iwwerschriwwen, déi en eis haut hei an der Chamber ginn huet. An do sinn dräi Wierder dran: „stratégie", „déconfinement" a „progressif". Ech fänken emol mat der Strategie un.

Eng Strategie, déi soll u sech ëmmer guidéieren, si soll koordinéieren, si soll Kloerheet schafen, si soll ee kloert Zil hunn an och en Zäithorizont. Ech ginn op déi do Punkten nach méi spéit eng Kéier an. Mee si soll awer och an enger beschtméiglecher Kenntnis vum Terrain gemaach ginn.

An hei stelle sech fir eis eng Partie Froen, nämlech ganz einfach, well mat de Leit vum Terrain dacks net oder kaum geschwat ginn ass. Dat geet vun de Schoulgewerkschaften iwwert d'Sozialpartner bis hin zu den Dokteren. An dat ass definitiv net gutt fir eist Mateneen, well grad an der Kris ass de Sozialdialog wichteg, an do däerf kee Social Distancing sinn.

Déi sanitär Kris, déi mer hunn, an déi Wirtschaftskris, déi onvermeidlech ass, déi däerfen ënner kengen Ëmstänn zu enger breeder Sozialkris ginn. An duerfir ass et - ech mengen, ech hunn dat schonn eng Kéier gesot gehat - u sech net gutt, fir sech éischter vu Consultingfirme beroden ze loosse wéi vun de Sozialpartner. Zumindest en Dialog mat de Sozialpartner wär hei immens wichteg.

Här President, „déconfinement", „stratégie de déconfinement", also, op gutt Lëtzebuergesch, eng Ofkéier vum faméise „Bleif doheem!". De Premier sot et och: De „Bleif doheem!", dee gëtt opgehuewen, an dat ass gutt. Ech si frou, datt d'Situatioun sech geännert huet. D'Madamm Lenert sot, mir hätten eng berouegend Situatioun. An ech soen hir och nach eng Kéier villmools Merci fir hiren Asaz an dëser Kris.

An dës Situatioun hu mer och, well d'Leit sech un d'Reegele gehalen hunn. An och si verdéngen e grousse Merci, well just dowéinst kënne mer elo hei iwwert den Deconfinement schwätzen.

Mir hunn de Virus nach net zu 100 % am Grëff. Dat hunn ech schonn e puermol gesot. Mee mir mussen awer verhënneren, datt de Virus eis mat sengem Grëff zu 100 % läämt. An duerfir hu mir als CSV och déi lescht Woch gesot: „Et ass un der Zäit, fir d'Gesondheet, d'Fräiheet an d'Wirtschaft erëm ënner een Hutt ze kréien."

Well villes gëtt net méi akzeptéiert. Vill Mesurë sinn och net méi proportional. An d'Leit an d'Betriber brauchen onbedéngt Planungssécherheet. Si brauche Perspektiven. An et ass elo un der Zäit, fir hinnen erëm een Deel vun der Fräiheet zréckzeginn. A „Fräiheet", dat heescht definitiv net, an ech mengen, och dat huet de Premier scho gesot, auf Teufel komm raus Vollgas ginn, d'Pneue quiitsche loossen, mee et heescht nach ëmmer, mat der néideger Virsiicht sech un d'Reegelen, wann ech vun Autoe géif schwätzen, un de Code de la route ze halen.

An dat heescht am Kader vum Oplackeren: éischtens nach ëmmer d'Reegel vum Ofstand anhalen, aus dem „Bleif doheem!" gëtt u sech ee „Bleift auserneen!".

Anscheinend gëtt et schonns eng App, ech hu se nach net gesinn, wou et piipst, wann ee méi no wéi zwee Meter beieneekënnt. Also dann hätte mer schonn eng direkt Warnung. Ech hat elo déi lescht Woch eng Kéier um Fernsee ee gesinn, deen hat esou ee Gerüst ronderëm gebaut vun zwee Meter, also, dat ass relativ komplizéiert, da wär d'App méi einfach. Dat ass dat Éischt, also: „Bleift auserneen!"

Zweetens, déi sanitär Hygiènesreegele musse weider strikt respektéiert ginn, well soss packe mer de Virus net. An an deem Kader begréisse mer och, datt déi 50 Masken zur Verfügung gestallt gi fir jiddwereen iwwer 16 Joer. Et ass nach e bëssen eppes aneres wéi eisen nationale Maskeplang, mee et geet awer an déi richteg Richtung.

An dréttens, an dat ass zentral bei all Exitstrategie, mussen d'Infektiounsketten ënnerbrach ginn. Dat heescht, soubal wéi een infizéiert ass, muss esou gutt wéi méiglech verhënnert ginn, datt en aner Leit infizéiert. An duerfir muss natierlech fir d'éischt emol festgestallt ginn, wann eng Infektioun do ass. An duerfir brauche mer Tester.

D'Regierung seet jo och mëttlerweil: „Testen! Testen! Testen!" An dat ass och gutt. An et ass och gutt, datt mer anscheinend mëttlerweil genuch där Tester hunn. Mee nach ëmmer ass zumindest engem groussen Deel vun eis déi Teststrategie net ganz kloer an och d'Kommunikatioun a Saachen Tester ass sécherlech net ganz kloer.

Hei ass den Androck erwächt ginn, ganz Lëtzebuerg géif getest ginn. Ech hunn e puer Schlagzeile vum 28. Abréll: „Flächendeckend testen!", „Un mois pour tester l'ensemble du Luxembourg!", „Die ganze Bevölkerung wird getestet." Dat war virun enger Woch. Ee Mount, fir déi ganz Bevëlkerung ze testen, da kéint ech jo elo dovunner ausgoen, datt schonn ee Véierel vun der Bevëlkerung getest wär. Ech denken net, datt dat de Fall ass.

An ech fanne wierklech, datt mer hei eng kloer Kommunikatioun brauchen. An et kann net sinn, datt een an der Kris d'Kommunikatioun esou mécht, datt ee virun allem eng gutt Schlagzeil kritt. Eng Kommunikatioun muss kloer sinn, si muss transparent sinn a si muss virun allem informéieren, well soss schaaft se Onsécherheeten. An a Krisenzäiten ass dat op jidde Fall eppes, wat mer net brauchen.

An et wär och fir eis wichteg ze wëssen, op wéi enge Krittären d'Regierung ëmmer hir Decisioune baséiert. Dat ass net einfach fir eis. Mir hunn dacks no Informatioune gefrot. Ech soen et elo nach eng Kéier: Ech hunn dräi Woche laang hannereneen nom Reproduktiounstaux vum Virus gefrot. Ech hunn déi lescht Woch du gesot kritt, dee wär 1,04. Ech hat awer d'Evolutioun gefrot. Do krut ech gesot, dat géif online gesat ginn deen Dag. Deen Dag war et net online. Et ass een Nolafen, et ass ee Sichen no Informatiounen, déi mer awer, denken ech, zegutt hunn!

De Mëtteg lauschteren ech dann de Radio, de Mëtteg ginn ech dann um Radio erëm gewuer, bei eis läit en elo bei 1,04. Dat ass einfach net gutt. Mir mussen eis Aarbecht maachen a mir brauchen duerfir Informatiounen. A mir kënnen den Informatiounen net ëmmer nolafen.

Ech kéint och zu deem Taux hei froen: 1,04, wat bedeit deen elo fir déi Exitstrategie? A Frankräich, hunn ech héieren, läit e bei 0,6.

Mir haten och d'Etüde gefrot. De Premier huet eis gesot ..., mir hu gëschter eng kritt, déi war gëschter am Courrier vun der Chamber. Ech weess net, ob et der méi gëtt. Mir hunn zemindest elo emol eng kritt. Ech denken, datt et awer och ekonomesch Etüde misst ginn, fir eng Simulatioun do ze maachen. Ech hunn déi heiten elo iwwerflunn. Ech hu se elo net genau am Detail gelies. Mee wéi ech se iwwerflunn hunn, et geet ëm déi groussflächeg Teststrategie, do si mer awer e puer Punkten opgefall.

Eenzel Kontingenter, gëtt ëmmer geschwat, eenzel Gesellschaftsgruppe kéinten duerch dës groussflächeg Teststrategie elo éischter vun de Beschränkunge befreit ginn. Do wëll ech einfach gäre wëssen: Wéi leeft dat konkreet an der Praxis?

An der Etüd steet och, d'Bevëlkerung soll opgedeelt ginn a Kontingenter - ech hunn nach kee richteg gutt lëtzebuergescht Wuert fonnt - vu 50.000 bis 100.000 Leit. An dobäi kënnt dann, datt dës Kontingenter solle stufeweis opgemaach ginn. Esou steet et an der Etüd. All dräi Woche kéint een neie Kontingent da getest ginn an uschléissend, do, géif ech mengen, stéing e Feeler an der Etüd, well do steet: „von Lockerunge befreit" ginn, ech denken éischter, datt et „von Beschränkunge befreit" gi sollt heeschen. Dat heescht, all dräi Woche soll esou ee Kontingent getest ginn an da kéinten do erëm bei deene méi Lockerunge kommen.

Fir mech stelle sech einfach eng Partie Froen: Wéi eng Kontingente sinn dat? Wéini ginn déi eenzel Kontingente getest? Wéi ee Kontingent gëtt zum Beispill elo getest an an dräi Woche kann dee méi Lockerungen erfueren? An, an, an … D'Teststrategie ass definitiv fir eis net kloer.

Beim Bau sinn, mengen ech, eenzel Leit oder prouwenaarteg getest ginn. D'Schüler sollten all getest ginn. D'Premièrë si getest ginn, elo sollten déi aner Schüler erëm net méi getest ginn. Wat gëtt konkreet gemaach? De Commerce geet jo elo op. Ginn och elo do Leit méi getest? Wéi gesot, ech weess et net!

Här President, d'Teststrategie ass an eisen Aen definitiv nach net ganz kloer. An zu enger klorer Exitstrategie géif dat heiten och gehéieren. An da wëll ech awer hei nach op eppes agoen, op eng Question parlementaire urgente, déi meng Kolleege Laurent Mosar a Gilles Roth gestallt hunn, wou et eeben och genau ëm dës Tester geet a wou et drëm geet, datt déi Tester awer solle 40 Millioune kaschten an ob do eng Ausschreiwung gemaach gi wär.

Ech ginn elo net am Detail drop an, well d'Zäit leeft awer fort. Ech invitéieren Iech alleguer, fir déi Äntwert ze liesen, déi mer do kritt hunn. Do géif ech soen, déi Äntwert, déi ass eng Frechheet! Déi ass eng Frechheet fir déi zwee Deputéierten, mee déi ass am Prinzip och eng Frechheet fir d'Chamber hei!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Awer ech kommen erëm op d'Infektiounsketten zréck, déi mer jo musse probéieren, esou séier wéi méiglech ze ënnerbriechen, well dat ass en Deel vum Exit. Och am Dokument, wat mer gëschter kritt hunn, steet, datt, wa mer esou wäit sinn, datt mer just nach esou vill Infizéierter hunn, datt de Contacttracing nokéim, da kéint een am Prinzip opmaachen. De Contacttracing schéngt also eppes immens Wichteges ze sinn an dëser Exitstrategie. Ech hunn awer elo de Mëtteg näischt dovunner héieren!

D'Covid-19-Taskforce recommandéiert dann och, an dat steet och an deem Text, d'Notzung vun dateschutzkonforme Contacttracing-Apps, virun allem, well se méi séier sinn an och méi effizient wéi de manuellen Tracing. Leider hunn ech och dovunner näischt héieren. Wat ass d'Bedeitung vum Tracing an dëser Exitstrategie?

Bon, mer wäerten herno bei der Motioun vun de Piraten nach eng Kéier drop agoen. Mir sinn och kee risege Fan vun esou enger App. Mee mir wäerten eis engem fräiwëllegen digitalen Tracing net widdersetzen, wa mer doduerch méi Fräiheeten, méi séier Fräiheete kënnen zréckkréien an och d'Gesondheet an d'Fräiheet erëm eener Hutt kréien.

Mir brauchen, an dat soen ech awer och, bei enger Exitstrategie awer och e kloren Exit vun esou enger App. Och dat misst elo geplangt ginn!

Här President, „Bleift auserneen!", déi bekannten Hygiènesmoossnamen an d'Ënnerbriechung vun der Infektiounsketten duerch testen an trace sinn d'Viraussetzunge fir méi Fräiheet, fir d'Fräiheet an d'Gesondheet an och d'Wirtschaft ënner een Hutt ze kréien. A méi Fräiheete kréie mer och elo ab e Méindeg mat deem neie Reglement. Well eppes steet fest: Mir musse léieren, mat deem Virus eens ze ginn. Mir kënnen eis net nach méintelaang aspären.

A mäi Kolleeg, de Gilles Roth, dee sot och virgëschter op dëser Plaz: „Et ass héich Zäit ginn, datt elo Upassunge kommen, well villes gëtt net méi akzeptéiert a villes passt einfach net méi."

Firwat, ech soen nach eng Kéier dat Beispill, firwat ass et erlaabt, mam Motorrad ronderëmzefueren, awer net zum Beispill mam Auto? Ech war, ech mengen, net dee leschte Weekend, do hat et gereent, de Weekend virdru mam Vëlo gefuer. Also ech kann Iech soen, et si mir ganz vill Motorrieder begéint, et si mer awer och ganz vill Cabrioe begéint, et si mer och Oldtimere begéint. An ech mengen, deen een huet genausou mann eppes Schlechtes gemaach wéi deen aneren. Also, wannechgelift, d'Moossnamen esou festhalen, datt d'Leit se verstinn! Well wann d'Leit se verstinn, dann hale se sech och drun.

Oder eppes aneres. Wa meng Mamm elo am Altersheem wär, da kéint ech bei se goen. Meng Mamm ass doheem, dann dierft ech elo nach net bei se goen. Dat ass u sech net ganz logesch. An duerfir gëtt et Zäit, datt mer hei Ännerunge maachen.

Den Alldag vun de Leit, dee soll erëm e bësse méi Normalitéit kréien, an och eis Wirtschaft muss erëm lues a lues un d'Rulle kommen.

Här President, den Här Di Bartolomeo hat d'Madamm Lenert gefrot, wou déi meescht Leit sech ugestach hätten. Wa mer dat wéissten, da kéinte mer nämlech, duerfir hat en och gefrot, déi néideg Konsequenzen zéie bei eiser Exitstrategie. An ech weess elo net, wou datt dat genau war, mee d'Madamm Lenert sot, am Sozialen hätte mer déi meescht Leit, déi sech ugestach haten. War dat elo doheem? War dat elo op der Schaff? Oder soss éierens bei de Leit? Ech mengen, soss éierens éischter net, well dat war jo nach verbueden.

Elo gëtt et erlaabt, fir sechs Leit doheem op Besuch ze hunn. An et ass och wichteg, datt mer erëm esou eppes erlaben, datt mer erëm eng Kéier kënnen d'Famill gesinn, datt mer erëm kënnen eng Kéier d'Frënn gesinn. A wéi gesot, wéi et soll kontrolléiert ginn, weess ech zwar net. Well ech denken, doheem ass doheem a privat ass privat, an dat soll och esou bleiwen. A mir wëlle keng Police an der Stuff hunn, mee mir wëllen awer d'Verantwortung an der Stuff hunn. An duerfir brauche mer dee klore Message: Och doheem mussen d'Reegelen agehale ginn!

De Premier huet en Appell gemaach un d'Eegeverantwortung, dat ass gutt. Mee wannechgelift, dee klore Message musse mer maachen! Et ass elo net Zäit, fir doheem d'Kiermes vum Duerf ze feieren, och net nëmmen zu sechs. Also muss ee kloer soen: „Ofstand wannechgelift och hei halen!" an op d'Sécherheetsmesuren hiweisen. Et ass hei een: „Bleift auserneen, och doheem!"

(Hilarité)

Och wann dat weiderhin … Also net iwwerall doheem, also an der Famill net, okay! Ech hunn iwwert de Besuch geschwat, Här Spautz!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV)*.- Elo hate mer schonn Angscht.

(Hilarité)

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech wëll elo net, datt mer elo hei alleguer d'Relatiounen ofbriechen.

(Hilarité et brouhaha)

Gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Madamm Hansen, fuert roueg weider! Loosst Iech net duerjerneebréngen!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Wa mer awer doheem de Besuch hunn, a virun allem wa mer bei d'Bomi a bei de Bopi ginn, dann ass et, mengen ech, wichteg, datt een dës Sécherheetsmesuren nach respektéiert, wat definitiv net einfach wäert sinn an all Fall, mee déi nei Normalitéit ass net déi al Onbesuergtheet, zumindest net elo schonn. An do kann ech just soen: leider!

Well mer däerfen eis och elo erëm treffen dobaussen am ëffentleche Raum. Ech wollt dat nach eng Kéier preziséiert froen. Mee den Här Premier sot, am ëffentleche Raum. Ech hoffen elo net, datt alleguer déi 20 Leit sech elo a Gruppen treffen um Stau, well dat ass e schéinen ëffentleche Raum an de Weekend gëtt gutt Wieder. Mee et ass och wichteg, datt mer erëm kënnen ënner Kolleegen dobausse sinn. Wéi gesot, ech mengen, et ass méi wichteg, d'Sécherheetsreegelen, den Ofstand gi respektéiert, ob et der elo 18 oder 21 sinn.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Richteg!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Här President, e ganz anert Theema, wat awer nach net ugeschwat ginn ass. „Zesumme Kierch sinn", dat ass de Motto vun der Oktav. Also, ech wëll elo hei net priedegen. Éischtens kann ech dat net, et ass och net meng Natur. An ech géif och fäerten, et géif kee mech priedege loossen.

(Hilarité)

Mee ech weess, datt awer och vill Leit d'Bedierfnis hunn, fir erëm an d'Kierch oder soss an e Gottesdéngscht ze goen. Duerfir och hei meng Fro: Vu wéini un dierfen d'Leit erëm an d'Kierch?

Well wann de Buttek opgeet, de Coiffeur geet op, de Musée geet op, da kéint ee sech jo awer och froen: „Kann een net erëm an d'Kierch goen?" Och do si Sécherheetsreegelen, déi kënnen agehale ginn.

(Brouhaha)

Mir begréissen, Här President, dann och d'Ouverture vun de Muséeën, vun de Bibliothéiken, well och hei musse mer erëm kënne Kultur méi physesch erliewen.

An d'Kultur ass wichteg fir eis. An duerfir weisen ech nach eng Kéier op dem Octavie Modert seng Motioun, wou hatt no Léisunge freet an och konkreet Virschléi gemaach huet, fir d'Artisten an d'Intermittents du spectacle ze ënnerstëtzen. Do vermësse mer nach Léisungen.

Dat selwecht gëllt fir de Sport. An ech sinn och frou, datt mer bis elo nach ëmmer konnte Sport dobausse maachen, eenzel oder an der Famill. Ech denken, datt dat wichteg war fir déi physesch an och fir déi psychesch Gesondheet.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech sinn och frou, datt elo erëm eenzel aner Sportaarten erlaabt ginn. Och Sportsveräiner kënnen erëm dobaussen aktiv ginn. Och wann een elo kee Fussballsmatch ka spillen, esou kann een awer Technik üben, et kann ee Konditioun üben. Et ass villes machbar, wou eeben d'Sécherheetsreegele kënnen agehale ginn. Also och do: De „Bleift auserneen!" ass méiglech. An duerfir ass et gutt, datt mir dat do och maachen.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV)*.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Et wär definitiv fatal, wa mer an dëser Zäit, an dëser sanitärer Kris net géife kucken, datt d'Leit d'Méiglechkeet kriten, fir no hirer Gesondheet ze kucken. An de Sport, d'Beweegung gehéiert zur Gesondheet derbäi.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV)*.- Richteg!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech hunn awer hei nach eng aner Fro. Wéini kënnen zum Beispill Fitnesszentren opgoen? An Nordrhein-Westfalen hunn ech gelies, den 11. Mee, well och do si Sécherheetsmesurë méiglech.

Mir haten den Här Sportsminister gefrot, mer hunn u sech keng Detailer kritt, mee ech soe just och hei: Dës Betriber brauche Planungssécherheet. Sot wannechgelift och dëse Betriber, wéini datt Der envisagéiert opzemaachen, ënner wéi enge Konditiounen, fir datt d'Leit sech kënnen drop astellen, fir datt se kënne plangen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir musse mam Virus léieren ze liewen. An duerfir brauche mer och eng nei Normalitéit an de Klinicken, an den Altersheemer an an de Fleegeheemer, an dat virun allem wat d'Besuchsrecht ugeet.

An ech soen Iech hei nach eemol Merci fir déi Motioun, déi mer hei gestëmmt hunn, eestëmmeg gestëmmt hunn, fir datt et méiglech ass, datt d'Leit, déi um Stierwe leien, kënne begleet ginn. Dat ass wichteg. Mee ech muss leider och soen, datt ee leschten Äddi net duergeet. Ech sinn a leschter Zäit dacks vu Leit ugeschwat ginn, an et mierkt een, datt et net iwwerall d'selwecht gehandhaabt gëtt. An dat ass schlecht. Et si Leit, déi hu Leit aus der noer Famill an der Klinick leien, schwéier krank, an déi kënnen net bei se goen. An ech soen Iech einfach: Wann een déi Leit éischtens kuckt vun deenen hirer Positioun, déi hunn Ängschten, wann déi mussen eleng do sinn, dann ass dat net mënschlech. An et ass och schwéier zu erdroe vun deenen, déi dobausse sinn an déi net kënne bei dës Leit goen.

Duerfir wär et wichteg, datt mer hei national kloer Reegele kriten, datt dat iwwerall kéint d'selwecht gehandhaabt ginn an datt mer hei net géifen d'Verantwortung un d'Klinicken, un d'Dokteren, un d'Gestionnairen ofleeden.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Wierklech maachen ech en Appell: Baut wannechgelift dëse mënschlechen Deel an Är Exitstrategie an!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et schonns gesot: Et gëtt Zäit, datt mer d'Fräiheet, d'Gesondheet an d'Wirtschaft ënner een Hutt kréien. Well och fir eis Wirtschaft gëtt et immens héich Zäit, datt si erëm un d'Rulle kënnt. An ech kann Iech soen: D'Wirtschaft dobaussen, déi waart, datt se gréng Luucht kritt, kloer Annoncen an eng kloer Kommunikatioun, well si brauchen d'Planungssécherheet an och si brauche Perspektiven.

An hei brauche mer méi kloer Aussoe wéi, ech hunn dat leider och schonn e puermol gesot: „Wann d'Zuele gutt sinn, da maache mer vläicht op." Do froen ech mech ëmmer: „Wéi eng Zuelen? A wat heescht ‚gutt'?"

Här President, eis Ekonomie ass zwar net alles. Mee, an dat steet awer och fest, ouni eng staark regional, lokal, national Ekonomie ass awer och alles näischt!

An ech denken hei besonnesch un eis Kleng- a Mëttelbetriber. Si sinn d'Réckgrat vun eiser Gesellschaft a si leide ganz staark ënnert dëser Kris. An et ass wichteg, datt mer op dëst Réckgrat oppassen, well soss, kann ech Iech soen, kréie mer alleguer staarke Réckwéi, an dat ass näischt Guddes.

Mir hunn als CSV och de Covid-19-Stabiliséierungspak matgedroen. A mir begréissen och, datt d'Regierung wierklech no munchen Ierweeër a kontraproduktive Messagen hei nogeluecht an nogebessert huet, grad och wat déi finanziell Hëllefe bei den Independanten ugeet. Ech soen et nach eng Kéier: Déi sinn net alleguer a laang net alleguer Spëtzeverdénger!

Mee dat geet nach net duer. Mir mussen och derfir suergen, datt déi versprachen Hëllefen onbürokratesch an direkt um Terrain ukommen.

Ech hunn hei e Mail vum Dënschdeg, 5. Mee. Do schreift ee mer: „No bal siwe Woche koum dann elo endlech haut de schrëftleche Refus" - no siwe Wochen, de schrëftleche Refus! - „Ech hoffe jo elo, datt et net erëm siwe Wochen dauert, bis datt ech da vläicht déi 2.500 Euro kréien oder erëm e Refus."

Ech soen Iech, stellt Iech just vir, Dir kréicht siwe Woche laang keng Pai an Dir hätt keng Anung, wéini datt Der erëm eng Kéier kéint ee Sou verdéngen! An da kréicht Der no siwe Wochen, wou Der vläicht gehofft hutt, eng kleng Bäihëllef ze kréien, da kritt Der dann e Refus an Dir wësst nach net, wat kënnt. Dat ass esou net akzeptabel. A wann ech de Gilles Roth zitéieren: „Et ass hei eng grouss Diskrepanz tëschent Usproch a Wierklechkeet."

An da musse mer eis Direktbäihëllefen och nach ausbauen. Mir mussen de Prabbeli méi grouss opspanen. Och do hat ech gëschter nach een Telefon, wéi ech aus der Chamber hei heemgefuer sinn, vun engem Här, deen u sech am Secteur vum Evenementiel - déi Fester organiséieren - schafft.

Et gi warscheinlech vill där Secteuren, déi nach duerch d'Netz falen. An ech kann Iech just soen: Hie kritt keng Bäihëllef, hie fält wierklech laanscht all d'Méiglechkeeten. Ech kann Iech awer och soen, wat e sot. E seet: „Ech si voller Scholden. Ech weess net, ech kréien näischt. Ech weess net, wéini ech erëm ka Sue verdéngen." An da seet en: „Weess du, wat dat hei gëtt? Dat heite gëtt ee Risepush fir alleguer déi Elteren, déi soen zu de Kanner: ‚Hei, gitt bei de Staat schaffen an traut iech nëmmen net!'"

An ech kann Iech soen: Wann dat hei erauskënnt, dann hu mer definitiv ganz schlecht geschafft! An dorobber musse mer oppassen. Dat wär fatal fir eis Wirtschaft, well mir brauche Leit, déi sech trauen. Also loosst se wannechgelift net am Ree stoen a passt de Prabbeli séier un, well soss packen eis Betriber dës Wirtschaftskris net! An dat bedeit Chômage! An dann hu mer eng sozial Kris, déi mer awer ënner allen Ëmstänn musse verhënneren!

Mir haten als CSV eng Abberzuel vu konkreete Propose gemaach. A mir wären, éischtens emol, frou, wann dës Gesetzespropositiounen och elo deemnächst, dat hat ech och de Moie gesot, an de Kommissioune kéinten diskutéiert ginn.

An ech begréissen dann och elo, datt den Här Premier u sech eis Propos, wou et ëm d'steierlech Ureizer fir d'Proprietäre geet, fir de Loyer an der Kris nozeloossen, datt hien déi Propos och elo opgegraff huet. Mir musse wierklech op deem do Wee virugoe fir d'Betriber, fir hinnen de Réck ze stäipen, well vill stinn der mam Réck widdert der Mauer.

An da kann ech just nach eng Kéier hei soen: Et geet net, datt ee Regierungsmember mengt, alleguer déi Independanten, déi wäre mam gëllene Läffel op d'Welt komm. Well ech mengen, där hu mer net vill, an ech mengen och, ganz vill hunn och elo nach kee gëllene Läffel.

An et geet och net, wann ee Wirtschaftsminister seet, ech hu mer dat de Moien eréischt ugelies: „En intelligente Patron, dee soll direkt nom Confinement senge Leit Congé ginn." Mee ech froe mech dann: Wou solle mer dann eng Relance hierkréien, wa mer sollen ufänke mat schaffen an da gi mer de Leit Congé?!

Ech weess net, wéi dat soll fonctionéieren, mee am Wirtschaftsministère, do wäerte se sech dann elo geschwë kënnen op de Congé freeën.

(Interruption)

Also eis Betriber, déi brauche Planungssécherheet an dat op zwee Niveauen: a puncto Datumen, wéini se erëm kënne schaffen. Dat ass vun de Méindeg un elo e bësse méi kloer. Dat kéint awer nach méi kloer ginn, well mer hunn nach Betriber, déi wëssen et net.

An zweetens a puncto Bäihëllefen, an hei muss ee laangfristege Gesamtpackage op den Dësch geluecht ginn. Den Här Delles hat en annoncéiert fir déi lescht Woch. Mir hunn elo erém eng Kéier eenzel Mesurë kritt. Mee mir brauchen ee globale Package, deen dat Ganzt zesummenhält an deen d'Strooss hält.

Den Här Buck vun der UEL sot: „Mir brauchen net all Dag nei Mesuretten." Net all Dag nei Mesuretten, mee ee Gesamtpackage an och eventuell secteurspezifesch Pläng, well all Secteur ass anescht. Just esou kréie mer d'Betriber virun der Faillite gerett.

D'Chambre des Métiers, d'Chambre de Commerce hu ganz vill konkreet Propose gemaach. Et wär och interessant ze wëssen, wat d'Regierung vun dëse Proposen hält.

Elo geet de Commerce op, d'Coiffeuren däerfen och erëm schaffen. Dat hu mer gefrot, dat ass och gutt esou, natierlech erëm eng Kéier ënnert dem Motto „Bleift auserneen!" Och dat sot de Premier. „Et gëtt keng legal Virschrëften", sot de Premier. Et ass awer wichteg, eng kloer Kommunikatioun ze maachen. An ech hoffen, datt déi dann dobaussen ukënnt, wéi bei de Commercen, op wat se mussen oppassen.

An ech soen et och hei nach eng Kéier: Et ass gutt, datt och elo déi kleng Commercë kënnen opmaachen, well et ass definitiv net gerecht gewiescht, datt d'Grande-surfacen alles konnte verkafen an déi aner souze mam Fanger am Mond do, well et ass net esou wichteg, wien eppes verkeeft oder wien eppes mécht, mee et ass méi wichteg, wéi een eppes mécht. An déi kleng Betriber kënne genausou gutt Sécherheetsreegelen anhale wéi déi grouss Betriber.

Dann huet den Här Staatsminister och nach gesot, et wär elo nach ze fréi fir den Hotels- a Restaurantsberäich, deen natierlech duerch d'Natur vun der Saach besonnesch ënnert deem „Bleift doheem!" leit. An och de „Bleift auserneen!" gëtt bei hinne ganz schwéier.

Ech wëll hei de François Koepp, Generalsekretär vun der Horesca, op RTL zitéieren. Dee sot: „De ‚Wann-wann-wann' an dann den ‚Eventuell-den-1.-Juni', dat hëlleft eis näischt." „Mir brauche kee ‚Wann-wann-wann'", seet en, „mee mir brauchen een ‚Elo-dann-dann-dann' an ënner klore Konditiounen." Si brauchen also Planungssécherheet oder zumindest Kloerheet an de Krittären an och bei de Konditioune vun der Stee oder hei vun der Ouverture. Wéi eng Krittäre sinn ausschlaggebend, ob si elo kënnen den 1. Juni opmaachen oder net?

Wéi gesäit d'Situatioun iwwerhaapt am Moment aus? Ech weess net, huet d'Regierung do Informatiounen, wivill Betriber riskéieren, an eng Faillite hei ze falen? Vill vun hinne stinn nämlech definitiv och mam Réck widdert der Wand. Loyer, sozial Käschten, dat ass net näischt!

A wann dee Secteur bis opgeet, da verdéngt dee jo net dat erëm, wat e virdru verdéngt huet! Nee, méi Distanz, heescht manner Clienten, heescht manner Recetten. Et gëtt also hei keng Relance a V-Form, wéi et fir eis Wirtschaft am PSC virgesinn ass.

A mir brauchen awer och fir dëse Secteur eng Relance, well och dëse Secteur ass wichteg fir eist Land, ass och wichteg fir d'Attraktivitéit vun eisem Land. An och hei schaffe vill Leit. An och si mussen ënnerstëtzt ginn.

Här President, wat fir eis nach wichteg ass, mir kommen an eng Wirtschaftskris, mir si schonn an enger Wirtschaftskris, mee déi Wirtschaftskris, déi däerfe mer net um Bockel vun deene klenge Leit a vum Mëttelstand ausdroen.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Et ass keng Zäit fir Austeritéit. Et ass u sech Zäit fir d'Solidaritéit, an do virun allem mat de klenge Leit a mat der Mëttelschicht, dem Mëttelstand. An hei soll kee probéieren, ee géint deen aneren auszespillen!

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Här President, dann nach zu engem aneren Deel vun eiser Ekonomie: der Landwirtschaft. An ech hoffen, datt an der Kris jiddweree gemierkt huet, wéi wichteg et ass, datt mer eng gutt fonctionéierend Landwirtschaft hunn. Si suergt nämlech fir eis Liewensmëttelsécherheet.

Mir haten eng Motioun hei erabruecht, fir och dëse Secteur geziilt ze ënnerstëtzen an der Coronakris. Leider huet d'Majoritéit gemengt, dat wier net noutwendeg. Ech kann Iech just soen: Et ass noutwendeg, och dëse Secteur leit ënnert der Coronakris! De Wäibau huet scho ganz staark Aboussen. Och an der Landwirtschaft zéien däischter Wolleken op, Donnerwieder um Weltmaart.

Op EU-Niveau, hunn ech elo gelies, géif sech eppes dinn am Beräich vu Bäihëllefen. Mee ech fannen, d'Regierung sollt net waarden, bis datt sech op EU-Niveau eppes deet. D'Regierung soll selwer aktiv ginn, an dat net nëmmen an de Sonndesrieden, mee direkt elo. Mir haten et gefrot. D'Betriber brauchen et och.

Heiansdo huet een do definitiv d'Gefill, datt, wa mer net grad vläicht hei an der Chamber sinn, wou mer direkt iwwert d'Landwirtschaft schwätzen, da géif ee mengen, d'Mëllech kéim, oder d'Regierung géif mengen, d'Mëllech kéim aus dem Cactus an net vun der Kou vum Bauer.

Här President, mir diskutéieren hei erëm iwwer een Deel vun enger Exitstrategie. Ee gesamte Package ass et nach net. Et ass awer wichteg, datt d'Regierung jiddwerengem kloer Pespektiven opweist. An et muss och elo iwwert déi reng Exitstrategie weider nogeduecht ginn. Wat kënnt duerno?

Ech wëll elo keen déif gräifenden Debat hei ufänken, well déi Zäit hunn ech och net. Mee ech wëll awer wëssen: Hutt Dir Iech schonns Gedanke gemaach, wéi eng Konsequenzen, wéi eng positiv Léieren Der aus dëser Kris wëllt zéien am Beräich vum Gesondheetswiesen, zum Beispill och am Beräich vun der Gesondheetskeess, an der Schoul, an der Neiorientéierung vun eiser Wirtschaft, an de Prozeduren? Villes ass wärend der Kris hei méi einfach ginn. Ma kommt, mir iwwerhuelen dat fir no der Kris!

Den Här Bausch, mengen ech, war et de Moien, ech gi mat all deene Pressekonferenzen net méi richteg eens, mee ech mengen, et war den Här Bausch, dee gesot huet, nach virum Summer géif d'Regierung sech zesummesetzen, fir de Koalitiounsaccord ze iwwerkucken. Wat heescht dat genau? Wat gëtt do gekuckt? Et wär interessant, dat ze wëssen.

(Interruption)

Dir Dammen an Dir Hären, ech maache just nach ee klengen Exkurs an Europa, well den 9. Mee hu mer eisen Europadag. A mir hunn hei zu Lëtzebuerg ee Feierdag doraus gemaach.

Ech kann Iech just soen: Dësen 9. Mee ass hei zu Lëtzebuerg keng Ursaach, fir ze feieren! Et ass och nach de 70. Anniversaire vun der Schuman-Deklaratioun. An et wär wierklech fir eis interessant ze wëssen, wat de Premier, wat d'Regierung ënnerholl huet, fir datt mer eis Grenzen zu deenen eenzelne Länner endlech opkréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn als CSV den État de crise viru siwe Woche matgestëmmt an dat an aller Längt. Mir hu gesot: „De Virus ass ze séier fir eis Instanzen." Mir hunn eis Verantwortung iwwerholl. Mir hunn de Leit vertraut a mir hunn eist Vertrauen och der Regierung ginn. Ech muss just soen, an ech mengen, och dat war déi lescht Deeg scho gesot ginn: Zumindest een Deel vun deem Vertrauen, wat mer hätte sollen zréckkréien, hu mer net kritt. Dat ass net gutt.

Fir eis steet op jidde Fall elo kloer fest, wa mer kucken, wéi et virugeet, fir eis ass et kloer: Et wäert mat eis keng Verlängerung vum État de crise duerch d'Hannerdier vun der Chamber ginn. An et stellt sech och d'Fro, wéi laang mer dësen État de crise nach a Realitéit hunn.

An de Gilles Roth hat dee leschten Dënschdeg eebe gefrot, d'Fro un den Här Staatsminister gericht, fir juristesch préiwen ze loossen, ob den État de crise iwwerhaapt nach ginn ass.

Ech wollt hei froen: Ass dat geschitt? An da wäre mer natierlech interesséiert, fir déi Äntwert drop ze kréien.

Fir eis ass op jidde Fall kloer: Jo, mir stinn zum Prinzip vun engem Covid-19-Gesetz. Mir hunn et selwer an eiser Motioun gefuerdert, mee mir refuséieren en allgemengt Pandemiesgesetz, wat u sech op illimitéiert Zäit der Regierung géif illimitéiert Pouvoiren zoukomme loossen a wat mer elo missten iwwert de Knéi briechen.

Mir brauchen ee Covid-19-Gesetz, wat mer awer a Rou mussen diskutéieren, an duerfir brauche mer et och elo, well mir hunn et méi esou vill Zäit fir ze diskutéieren, a mir brauchen et elo, fir et a Rou kënnen ze diskutéieren, an de grousse Prinzip muss sinn: keng onnéideg Aschränkunge vun de Fräiheeten. An ech hoffe wierklech, datt dann hei dat Mateneen erëm besser ka fonctionéieren an datt mer dat verspillt Vertrauen erëm kënnen zréckgewannen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen.

Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn e puer Meter op de Virus guttgemaach. Mir hunn en net ageholl. Mir hunn en och net iwwerholl. Mee mir hunn awer e puer Meter guttgemaach. A wann ech u mäi Marathonvergläich vu menger leschter Ried kann uknäppen, da géif ech soen: Mir hunn e gudde Lafrhythmus fonnt, e Lafrhythmus, deen eis erlaabt, Stéck fir Stéck dem Zil méi no ze kommen, ouni awer an der nächster Kéier ausser Otem ze geroden.

Jo, déi lescht Wochen, déi hunn eis alleguerten op eng haart Prouf gestallt, a mir hunn alleguerte vill vun eise Fräiheete missen opginn, fir alleguerten eis Matmënschen ze schütze virum Covid-19. An ech weess, dat war vu jiddwerengem vill verlaangt an et huet och laang gedauert.

Déi Efforten, déi mir all zesumme geleescht hunn, hunn dozou bäigedroen, dass d'Infektiounszuelen hei am Land am Gréff sinn. Si si momentan ënner eise Capacitéiten, an ech mengen, dat soll eis alleguerte freeën. „Flatten the curve", dat huet bei eis fonctionéiert a mir alleguerten hunn dozou bäigedroen. Et ass de Verdéngscht vu jiddwerengem, et ass de Verdéngscht vu jiddwer eenzelnem Bierger, dee sech un d'Consignë gehalen huet.

Et sinn dës gutt Nouvellen, déi eis et elo erlaben, de Confinement ze lackeren. Déi zweet Phas vum Deconfinement kann also ufänken. No de Chantieren, den Dokteschpraxen ass et ab e Méinden un de Butteker, u verschiddene Commercen, ënner anerem och de Coiffeuren an de Soins à la personne, déi hir Dieren erëm kënnen opmaachen, déi erëm kënne schaffen.

Dat suergt net nëmme bei deene betraffene Betriber fir e grousst Opootmen, mee och, mengen ech, bei de Leit alleguerten. D'Reouverture vun deene Butteker a Geschäfter weist, dass mir en éischte klenge Schrëtt a Richtung Normalitéit ginn, an dat mécht eis alleguerten Hoffnung.

Mee de Virus ass nach ëmmer present. An och wann d'Regierung elo e Schratt geholl huet, fir verschidde Mesuren nees ze lackeren, musse mer eis bewosst sinn, dass de Virus och weiderhin en Deel vun eisem Liewe bleiwe wäert an dass mer eis och weiderhin adaptéiere mussen.

D'Maxime „Bleif doheem!" gëtt ersat duerch d'Maxime „Bleif virsiichteg!". Ech appeléieren un d'Eegeverantwortung vun all Eenzelnem. Ech appeléieren un de Verstand vun all eenzelnem Matmënsch, fir weiderhi Rücksicht ze huelen op déi aner Leit, fir weiderhi Rücksicht ze huelen op déi Leit, déi vulnerabel sinn. Mir musse weiderhin d'Sécherheetsofstänn anhalen a weiderhin déi Hygiènesmesuren, déi mer eis elo an de leschte Wochen operluecht hunn, och anhalen, fir domat ze verhënneren, dass et zu enger grousser Zuel un Neiinfektioune kënnt, déi eis géif an all eisen Efforten no hanne geheien.

Här President, dësen Deconfinement, deen hu mer net op d'liicht Schëller geholl. A mir kënnen en nëmme consideréieren a mir kënnen en nëmmen duerchzéien, well mer eis alleguerten esou gutt un d'Reegele gehalen hunn.

Sécherheetsmesuren, déi bis elo gegollt hunn, wäerten och weiderhi mussen agehale ginn an et kommen nach weider Mesuren derbäi. Esou war vill Organisatioun néideg, fir an de Schoulgebaier eng sécher Zirkulatioun ënnert de Leit ze erméiglechen, an dat wäert och an de Betriber an an de Commercen agefouert ginn. An Dir wësst, et ass scho gesot ginn: All Matbierger iwwer 60, pardon, all Matbierger iwwer 16 Joer - ech gesinn, hei kënnt e bësse Aktioun an der éischter Rei -, iwwer 16 Joer wäert 50 Masken zur Verfügung gestallt kréien.

Den Deconfinement gëtt awer och vun enger Teststrategie begleet, wéi mer se och bei der Relance vun de Schoulen erlieft hunn. Schüler an Enseignantë konnte sech op fräiwëlleger Basis teste loossen, fir den Infektiounsrisiko op den absolutte Minimum ze reduzéieren.

Ech verweisen hei op eppes, wat, mengen ech, awer jiddwerengem heibanne bewosst ass: dass a kengem Land, proportional gesinn zu senger Populatioun, esou vill getest ginn ass wéi zu Lëtzebuerg, a mir hunn och nach d'Capacitéiten, fir weiderhi ganz vill Tester duerchzeféieren.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Als Member vun der liberaler Partei, déi sech fir d'Selbstbestëmmung vum Mënsch an och fir seng perséinlech Fräiheeten asetzt, fir seng perséinlech Entfalung asetzt, fanne mir et net einfach ze soen, mee et war richteg, am Kampf géint de Covid-19 verschidde vun eise Fräiheeten anzeschränken. Et war keen einfachen, mee et war awer dee responsabele Wee, deen et erméiglecht huet, eis Infektiounszuele kleng ze halen an elo mam Lockere kënnen unzefänken.

Ech sinn iwwerzeegt, dass mer alleguerten eng Rei Léieren aus dëser Kris mathuelen. Mir hunn eis en neit Bewosstsäin ginn iwwer Saachen, déi vläicht fréier fir eis selbstverständlech waren. Eis Beweegungsfräiheet war ageschränkt. Mir konnten net méi higoen, wou mer wollten. Mir konnten net méi bei eis Famill goen. Mir konnten eis Frënn net méi an den Aarm huelen. An et sinn déi Momenter, déi eis weisen, wat dach awer am Liewe wierklech wichteg ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Beruffer, déi bal onsiichtbar waren, kruten an de leschte Wochen a Méint déi verdéngt Unerkennung. Ech denken do net nëmmen un d'Gesondheetsberuffer, mee och un d'Liewensmëttelindustrie, d'Rengegungs-, d'Sécherheetsdéngschter an och eis Administratiounen, déi dozou bäigedroen hunn, dass et net zum komplette Stëllstand hei am Land komm ass. Ouni déi Leit, zu deenen awer och ganz, ganz vill Frontalieren zielen, hätte mir mat ganz vill anere Problemer ze kämpfe gehat. An ech hoffen, dass eis dëst Bewosstsäin, dëst neit Bewosstsäin och an Zukunft wäert erhale bleiwen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Eis Aart a Weis fir ze schaffen huet sech a kierzester Zäit dramatesch verännert. D'Digitalisatioun gouf staark virugedriwwen, och a Secteuren, wou dat laang evitéiert gouf. Den Teletravail huet et ville Leit erméiglecht, weiderzeschaffen. An d'Schoul huet duerch den Enseignement à distance sech op déi nei Situatioun adaptéiert. D'Doktere konnte sech iwwer Teleconsultatioun ëm hir Patiente këmmeren.

Mee dës Kris huet natierlech och eng ganz Rei negativ Suitten. D'Angscht virum Virus huet vill Leit dovunner ofgehalen, an d'Spidol ze goen, wat dozou gefouert huet, dass aner gesondheetlech Problemer sech verstäerkt hunn.

Den Deconfinement gëtt de Patienten hoffentlech elo de Courage, fir bei den Dokter ze goen, wa si sech net gutt spieren.

Och ekonomesch huet dës Pandemie eis ganz haart getraff. An opgrond vun de strengen Hygiènesmesuren hu vill Commercen hir Diere missen zoumaachen. Elo sti vill Independantë viru ganz groussen Erausfuerderungen, an eis Regierung huet direkt finanziell Hëllef bereetgestallt, an Aussiicht gestallt, fir eise Betriber an dëser schwéierer Zäit ënnert d'Äerm ze gräifen.

De Finanzminister Pierre Gramegna huet eis en Dënschdeg e puer Chifferen hei presentéiert. An ech mengen, et si schonn impressionnant Montanten, déi d'Regierung deblockéiert, fir de Leit hei ze hëllefen. An net méi spéit wéi gëschter huet och de Mëttelstandsminister Lex Delles nach eng Kéier nogeluecht a weider Hëllefe fir eis Independanten an Aussiicht gestallt.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Et ass scho vill gemaach ginn. Et bleift vill ze maachen. An ech muss soen, ech fannen et schued, dass meng Virgängerin hei um Pult, dass d'Spriecherin vun der CSV dat haut de Mëtteg kaum ernimmt a kaum gewierdegt huet.

(Brouhaha)

Den Independanten ass awer am meeschte gehollef, wa si erëm schaffe kënnen. D'Reouverture vun de Commercen ass dowéinst net nëmmen e wichtege Schrëtt fir eis Ekonomie, et ass och en Hoffnungsschimmer fir eis Betriber, déi zënter Wochen ëm hiert Iwwerliewe baangen.

Nieft dem wirtschaftlechen Aspekt sinn et awer och d'psychologesch Problemer, déi en Deconfinement esou wichteg maachen. Wochelaang doheem sëtzen, kaum d'Méiglechkeet hunn, fir virun d'Dier ze goen, dat kann zu enger enormer mentaler Belaaschtung ginn.

De Leit feelt de soziale Kontakt, hinne feelen hir Veräiner, hire Sport.

Et muss een an dësem Kader bedenken, dass net all Mënsch zu Lëtzebuerg e grousst Haus mat engem Gaart huet, nee, vill Familljen liewen a klengen Appartementer, oft souguer ouni Balcon. Am Ufank ass et nach schéin, wann ee ganz vill Zäit matenee ka verbréngen, mee dat kann och zur Belaaschtung ginn, wann ee sech op eng Kéier net méi aus de Féiss kënnt.

Wann d'Kanner net an der Schoul sinn an d'Eltere mussen Homeoffice maachen, kann dat zu engem erhéichte Stress féieren an de Familljen, an de Risiko vun häuslecher Gewalt an och vun Depressioune klëmmt. An och dowéinst ass et wichteg, fir den Deconfinement Schrëtt fir Schrëtt weiderzeféieren. Ee gewëssene Risiko vun enger Infektioun kënne mer leider net ausschléissen. Mee mir kënnen awer och net waarden, bis mer e Vaccin hunn oder eng Immunitéit, déi nach net nogewise konnt ginn.

E komplette Confinement kënne mer eis net iwwer Wochen nach weider erlaben, wa mer net wëllen op aner Aart a Weis deier - deier! - derfir bezuelen.

M. André Bauler *(DP)*.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech widderhuele mech, an als grousse Schoulmeeschter vun enger klenger Landgemeng weess ech, dass d'Widderhuele ganz, ganz wichteg ass: „Bleift, bleift virsiichteg!!!"

Et gëllt och weiderhin, trotz méi labbere Reegelen, sech un d'Hygiènesmesuren ze halen, sech un d'Sécherheetsmesuren ze halen.

An och wa mir elo erëm däerfen eis Frënn an eis Famill treffen, dann heescht dat net, dass mer all Owend oder all Dag sechs aner Leit bei eis doheem mussen empfänken, an et ass nach laang net Zäit, fir grouss Partyen ze organiséieren!

M. André Bauler *(DP)*.- Ganz gutt!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Vertraue mer weiderhin och dorobber, de Sécherheetsofstand vun zwee Meter anzehalen! Loosst eis och an Zukunft weiderhin all openeen oppassen, fir dass mer weider Meter fir Meter de Virsprong vum Virus eranhuelen an dass mer alleguerten zesummen als Natioun an als Land de Marathon géint de Virus gewannen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum.

Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ab nächster Woch komme mer an eng nei Etapp vum Deconfinement. Am Géigesaz vun der éischter Etapp wäerten d'Verännerunge vill méi däitlech spierbar sinn. De Fait, dass ee sech ka méi fräi beweegen, d'Geschäfter erëm zum Deel ophunn, kulturell a sportlech Aktivitéite wéinstens emol vereenzelt erëm kënne stattfannen, wäert eis e Gefill ginn, dass mer lues erëm a méi eng normal Situatioun kommen.

Mir sollten eis awer kenger Illusioun higinn: D'Gefor, fir sech mam Virus unzestiechen, ass nach wie vor ganz reell, a wat mer eis méi fräi erëm beweegen, wat de Risiko méi an d'Luucht geet. Dat wäert nach laang esou bleiwen. Soulaang keng Impfung besteet a soulaang mer keng wierksam Medikamenter entwéckelt hunn, ass de Problem net geléist. Mir wäerten eis missen drop astellen, dass mer eis nach Méint, méiglecherweis méi wéi e Joer mat där Situatioun hei mussen erëmschloen.

Déi radikal Mesurë vum Confinement waren effikass. Mir hunn domat eist Zil erreecht. Eng onkontrolléiert Ausbreedung vum Virus gouf verhënnert an eise Gesondheetssystem gouf zu kengem Zäitpunkt iwwerlaascht. Dee strenge Confinement an engem éischte Moment vun der Pandemie war wichteg a richteg a gouf vun de Leit och gutt ugeholl, a souguer vun engem Deel vun der Oppositioun hu mer aacht vun zéng kritt, wat jo u sech an der Realitéit bal eng Zéng vun zéng ass.

(Hilaritéit)

An och wann de Coronavirus elo genausou présent ass wéi Ufank Mäerz oder warscheinlech méi verbreet ass wéi deemools, ass d'Situatioun haut eng aner. Déi Woche vu Confinement hunn eis erlaabt, d'Capacitéiten an de Spideeler eropzesetzen, Prozeduren auszeschaffen, fir infizéiert Patiente vun den net infizéierten ze trennen, zousätzlech medezinnesch Apparater en place ze setzen, Material ze kafen, grouss Quantitéite vu Schutzkleedung ze beschafen. Mir hunn déi Zäit gebraucht, fir eis ze preparéieren op méi eng laang Phas, wou d'Zuel vun den Infektioune jidderzäit erëm ka klammen.

Trotz alle Mesurë si méi Leit wéi soss schwéier krank ginn an et sinn op deem Dag vun haut 98 Leit mam Coronavirus gestuerwen. Wann ee vergläicht, wéi séier an dramatesch d'Situatioun sech hei vir a Frankräich entwéckelt hat, si mer bis elo verhältnisméisseg gutt dervukomm.

Mir hunn aus deenen Erfarunge geléiert. Mir wëssen haut, wéi een de Risiko vun enger Infektioun ka reduzéieren, a mir hu besser Méiglechkeeten, fir dëst Wëssen an der Praxis ze notze wéi nach virun zwee Méint. Mee de Virus bleift zum groussen Deel e groussen Onbekannten.

Physesch Distanz, an et ass virdrun oft gesot ginn, an et kéint een et ëmmer erëm widderhuelen, physesch Distanz halen an déi vill zitéiert Geste-barrièren ze respektéieren, dat bleiwen déi wichtegst Elementer vun der Risikovermeidung, déi sinn nach ëmmer topaktuell.

Dat erfuerdert vill Efforten an Disziplinn vun eis all. Et ass bemierkenswäert, wéi séier a wéi konsequent déi meescht Leit hei am Land sech un déi Reegelen ugepasst hunn. Déi Geschäfter, déi opbliwwe sinn, hunn an engem Rekordtempo Barrièren a Markéierungen installéiert, fir hiert Personal an hir Clienten ze schützen. Et gouf haut an engem Mooss op den Teletravail zréckgegraff, deen ee sech viru Wochen nach net konnt virstellen.

Vill vun dësen neie Verhalensweise wäerte mer misse laangfristeg bäibehalen. Mir brauchen och an de kommende Méint déi selwecht Beretschaft, Efforten ze maachen, déi selwecht Disziplinn an och déi selwecht Solidaritéit. An dat wäert nëmme fonctionéieren, wann et fir déi Mesuren, déi méi laang bestoe bleiwen, eng grouss Akzeptanz an der Bevëlkerung gëtt. Dës Mesurë mussen novollzéibar a realistesch ëmsetzbar sinn, an et muss och eng Verhältnisméissegkeet bestoen tëschent der Aschränkung an dem Resultat, wat een domadder wëllt erreechen.

Dat ass fir mech ee vun de kruziale Punkten, un deene mer och alleguer gemooss ginn an déi de Succès determinéieren. An, jo, ech kann och verstoen, dass ee sech opreegt iwwer Inkohärenzen, déi kënne virkommen. Mee mat allem Respekt, ech verweisen awer och op d'Verhältnisméissegkeet vun der Opreegung. Et ass nun emol awer keng national Katastroph, wann de Motofuerer mam Moto fueren däerf an de Cabriofuerer nach net mam Cabrio duerch d'Land fueren däerf. Jo, et ass net kohärent, jo, mee et ass keng national Katastroph!

A wat soll dee klenge Betrib soen, deen ëm d'Iwwerliewe kämpft, deen net weess, wéi et an den nächste Jore soll weidergoen, net fir hien, fir seng Salariéen, net fir seng Famill, wa mir eis hei op der Tribün an d'Broscht geheien iwwert de Cabrio an iwwert de Motofuerer?!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Mir hunn eis och an d'Broscht gehäit fir kleng Betriber, déi net dierfen opmaachen!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Ech fannen dat wierklech onverhältnisméisseg ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Et war ee Beispill!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- ... an awer liicht an eng Tendenz vun ... Jo, Dir wësst, wat ech wëll soen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech mengen, mir hu méi iwwer kleng Betriber geschwat.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- An, jo, bei deenen 1.000 Decisiounen, dat ass richteg, bei deenen 1.000 Decisiounen, wat oft kleng Decisioune waren, déi an der Lescht geholl goufen, do kann et emol sinn, dass eng net bis ganz zum Schluss duerchduecht war. Dat ass méiglech, jo, mee dat ass awer keng Katastroph, Här Roth.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- An d'Äusserung iwwert d'Independanten, dass se mam Ferrari ronderëmfueren?

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Dir hutt Iech hei opgereegt, et war schéin Iech nozekucken, ...

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- ... wéi am Theater! Mee ech muss soen: D'Verhältnisméissegkeet ass net ginn!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- An d'Independantë mam Ferrari, wou ass do d'Verhältnisméissegkeet?

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Ech hu vun deem mam Cabrio an deem mam Moto geschwat, iwwert déi Der Iech hei opgereegt hutt.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dir schwätzt och vun deenen aneren!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- A wann Der mech op déi Independanten uschwätzt, Dir zitéiert ëmmer ee Saz vu Facebook. Ma lauschtert emol de „Face à face" tëschent dem Här Kersch an dem Här Reckinger vum 21. Abrëll no!

Ab der Minutt 1, 1 Minutt 59, do héiert Der, wat den Här Kersch seet, dass en absolutt net géint d'Independanten ass, dass e sech souguer fir d'Independanten asetzt. Mee Dir zitéiert dat natierlech net, Dir zitéiert léiwer eng Äusserung op Facebook, wou en am privaten Chat mat engem geschwat huet. Dat ass natierlech, dat passt Iech méi an de Krom. Mee lauschtert och emol déi aner Saachen no, déi e gesot huet!

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Wichteg, Dir Dammen an Dir Hären, ass, dass mer eng kleng Lëscht vu Reegele brauchen, un déi sech jiddwereе strikt muss halen, déi kontrolléiert ginn a wou ee ka bestrooft ginn, wann ee sech net drun hält. An da brauche mer eng laang Lëscht vu praktesche Recommandatiounen, wou jiddwereen eegeverantwortlech muss decidéieren, wat op seng perséinlech Situatioun passt. Eng gutt a kloer Informatioun vun der Ëffentlechkeet wäert do nach emol verstäerkt gebraucht ginn. Eegeverantwortlechkeet, de Premier huet et gesot, wäert de Schlëssel vum Succès vun eise Moossname ginn.

Déi lescht Woche vum Confinement waren eng absolutt Ausnamesituatioun. Esou noutwendeg de Confinement och war, esou kloer ass et och, dass een esou e radikale Lockdown net op eng laang Zäit kann duerchhalen.

An deene knappen zwee Méint hu vill Leit finanziell Verloschter missen erdroen. A fir een Deel vun hinne steet d'Existenz um Spill. Trotz de konsequenten Hëllefe vum Staat kënnen dës Verloschter net komplett ausgeglach ginn an et ass ze fäerten, dass warscheinlech net all Betrib dës Kris iwwerliewe wäert. Mir kënne just alles drusetzen, fir de Schued esou kleng wéi méiglech ze halen an esou vill wéi méiglech Aarbechtsplazen ze retten.

D'LSAP steet dozou, dass d'Gesondheet vun de Leit muss iwwert dem ekonomeschen Interessi stoen. Den etappeweisen Deconfinement bedeit net, dass déi Approche sech geännert huet. Den Niveau vun den Infektiounen ass dank der Confinementsphas elo esou niddreg, dass mer schrëttweis Ouverturë kënne maachen, ouni e Risiko anzegoen, d'Kontroll iwwert d'Situatioun ze verléieren. A Kontroll kréie mer doduerch, wa mer d'Beweegunge vun de Leit am A behalen.

Beim éischte partiellen Deconfinement sinn d'Chantieren an d'Baumäert erëm opgaangen. Jo, an d'Butteker sinn net opgaangen, well eeben d'Ouverture vun de Butteker vill méi Beweegunge mat sech bruecht hätt a vill méi Leit ënnerenee Kontakt gehat hätten. An dëse Risiko, dee war aus gesondheetlecher Siicht vill ze grouss gewiescht. Déi hu mer elo kënnen analyséieren, déi éischt Etapp, an duerfir kënne mer elo an déi zweet Etapp mat de Butteker goen an déi ass och richteg.

Déi ganz Situatioun ass eng Gratwanderung. Den Här Feller huet dat ganz gutt am Bureau vun der Chamber a bei der Conférence des Présidents erkläert mat deene verschiddenen Zenarioen, a keen heibanne ka soen, mir net an och déi aner net, wat genau déi richteg Mesurë sinn, déi ee muss huelen.

Et ginn hei ganz ënnerschiddlech Meenungen, déi sech queesch duerch d'Gesellschaft, Familljen, Parteien an och heibannen zéien. Mir hunn Testméiglechkeeten, déi et virun zwee Méint nach net gouf, soudass mer iwwert déi néideg Instrumenter verfügen, fir en enkmaschege Monitoring vun allen Etappe vum Deconfinement ze maachen. Dat bedeit, dass mer verschidde Secteure genau kënnen iwwerwaachen an domat séier kënne reagéieren, wann an engem Beräich d'Infektioune géifen zouhuelen. Mir missten dann net erëm alles zoumaache wéi an deene leschte Woche vum Confinement.

Well mer an där exzeptioneller Lag sinn, fir, zumindest vun der Zuel vun de verfügbaren Tester hier, déi ganz Bevëlkerung kënnen ze testen, ass et flächendeckend méiglech, infizéiert Leit schnell ze identifizéieren an ze isoléieren, soudass all déi negativ getest Persoune sech e Stéck méi sécher a méi fräi kënne beweegen.

Dëse Monitoring an d'Recherche wäerten eng ganz entscheedend Roll fir den Deconfinement spillen. Feelentwécklunge séier ze bemierken a geziilt kënnen anzegräifen, dat wäert nëmmen op Basis vun engem gudde Monitoring méiglech sinn.

Ech sinn optimistesch, dass déi Situatioun sech an de kommende Wochen nach verbessert. Weltwäit gëtt ënner Héichdrock gefuerscht an all nei Erkenntnisser, déi eis hëllefen, eis Strategien am Kampf géint de Virus ze verbesseren, bréngen eis e Stéck Fräiheet erëm.

Mat dëser neier Etapp vum Deconfinement, Dir Dammen an Dir Hären, kréie mer méi Kloerheet, wat fir eng wirtschaftlech Aktivitéite schnell erëm kënnen opgoen a wat fir eng Secteuren nach méi laang op eng Reprise musse waarden. Dorauser ergëtt sech dann, wien nach méi laang staark Ënnerstëtzung brauch a wie vläicht nach just op en Deel vun den Hëllefen ugewisen ass.

An ech begréissen hei ganz ausdrécklech d'Mesurë fir d'Independanten - ech soen och nach eng Kéier: fir d'Independanten! -, déi gëschter virgestallt goufen. Mir sinn eis dobäi bewosst, dass déi, déi elo erëm ufänke kënnen, nach net iwwert de Bierg sinn, well se manner Clientë kënnen zerwéiere wéi bis elo, an dach brauche si en aneren Typ vu staatlecher Ënnerstëtzung wéi déi, déi nach Wochen oder souguer Méint mussen zoubleiwen. Ech schwätzen hei och speziell vum Horeca-Beräich. Et kann een net déi eng géint déi aner ausspillen. Iwwerall muss gekuckt ginn, esou vill wéi méiglech Entreprisë virun enger Faillite ze retten an Aarbechtsplazen ze erhalen.

Wann de Staat massiv Suen an d'Ekonomie eragëtt, sollt et net nëmmen d'Zil sinn, dat Besteeënd ze erhalen, mee et muss een och no vir kucken an deene Verännerunge virgräifen, déi och ouni déi sanitär Kris op d'Betriber duerkomm wären. Dat betrëfft d'Digitaliséierung souwéi och d'Transition énergétique, de schounenden Ëmgang mat Ressourcen, déi just begrenzt zur Verfügung stinn, an esou weider.

Mir wëllen, dass eis Betriber net nëmmen dës Kris iwwerstinn, mee dass se laangfristeg iwwerliewensfäeg sinn. Do ginn et eng Rei vu Mesuren ze huelen. A kommt, mir notzen déi Geleeënheet hei och!

Innovatioun a Recherche musse verstäerkt gefërdert ginn. Et gëtt och positiv Erfarungen aus der Kris, déi mer kënnen derfir notzen. E Beispill ass an deem Kontext ganz sécher och den Teletravail, dee sécherlech och seng Problemer huet, mam Material an esou weider, mee déi awer an dëser Krisenzäit relativ séier a pragmatesch och geléist konnte ginn. An duerfir brauche mer och gewësse Standarden, déi mer mussen opsetzen.

Mir mussen awer oppassen, dass mer net där Schäinselbststänneger, där et elo nach méi kéinte ginn an déi vläicht ausgenotzt kéinte ginn, ze vill kréien, a verschidden Entreprisë sech da laanscht d'Aarbechtsrecht kéinten drécken, an déi Schäinselbststänneg u sech, déi schonn an normalen Zäite riskéieren, ausgebeut ze ginn, hei a Krisenzäiten nach méi d'Existenzgrondlag verléieren an dann duebel benodeelegt wieren.

Fir dass d'Betriber erëm schaffe kënnen, brauche se nämlech och gutt an zouverlässegt Personal. Soulaang wéi d'Schoulen an d'Accueilstrukturen zou sinn a vill Elteren doheem musse bleiwen, fir Kanner ze betreien, erschwéiert dat d'Reprise vun den Aktivitéiten. Och hei gëllt fir d'LSAP, dass dat eleng als Argument net ka gëllen, fir ze decidéieren, d'Schoul erëm opzemaachen. Et ass net eleng d'Ekonomie, déi dat kann decidéieren. Och hei muss d'Gesondheet, an dat gesinn ech an engem ganz generelle Begrëff vun de Kanner an hire Familljen, un éischter Stell stoen.

An nëmme wann d'Tester an de Monitoring weisen, dass et méiglech ass, d'Kanner an d'Schoul an an d'Betreiungsstrukturen ze schécken, ouni si engem onverantwortleche Risiko auszesetzen, kënnen dës dann och erëm opgoen. Mir hu gëschter hei iwwert d'Schoul geschwat. Ech wëll duerfir net ze vill driwwer schwätzen, mee et ass effektiv wichteg, ze ënnersträichen, dass den Homeschooling seng Grenzen huet. D'Schoul kann net ze laang zoubleiwen, well dat mécht d'Inegalitéiten nach méi grouss. Net jiddwereen huet e Computer a grad kleng Kanner kënnen eleng net domadder ëmgoen. Net all Eltere kënnen hire Kanner beim Léieren hëllefen. A Kanner betreien an am Homeoffice schaffen, dat léisst sech schlecht kombinéieren.

Kanner, déi op enkem Raum an enger méi grousser Famill zesummeliewen, hu keng roueg Plaz, fir ze léieren, an dat alles mécht et esou wichteg, datt d'Schoulen erëm opginn, soubal et méiglech ass.

Fir Kanner a fir Erwuessener sinn d'Schoul an d'Aarbecht net dat Eenzegt, wat zielt. Déi lescht Wochen hunn deene meeschte vun eis erëm bewosst gemaach, wéi wichteg déi sozial Kontakter sinn. Et ass schonn oft gesot ginn, ënner anerem virdru vu mengem Kolleeg, dem Gilles Baum. An dozou gehéiert och, Sport kënnen ze maachen an och kulturell Evenementer kënnen ze appreciéieren. Villes dovunner bleift nach ageschränkt, mee mir kréie lues a lues

Ouverturen, a méi Fräiheete vun deem Eenzelne wäerten natierlech och dovunner ofhänken, wéi déi Eegeverantwortung wäert sinn.

Ee Jonken, deen net a Kontakt ass mat vulnerabele Leit, ka sech zum Deel anescht verhale wéi een, dee mat Persounen an engem Haushalt lieft, déi engem erhéichte Risiko ausgesat sinn. Wie berufflech andauernd mat anere Leit a Kontakt kënnt, muss eventuell méi virsiichteg si wéi een, deen de ganzen Dag eleng am Homeoffice schafft an duerno sech owes mat e puer Frënn begéint, déi an där selwechter Situatioun si wéi hien.

Ech wéilt an deem Kontext och hei eng Lanz fir de Sport briechen. An enger Gesellschaft, an där ganz vill Leit engem erhéichte Gesondheetsrisiko ausgesat sinn, well si sech net genuch beweegen, ass d'Méiglechkeet, fir reegelméisseg Sport ze maachen, enorm wichteg. Et ass och ganz wichteg, fir de Leeschtungssport erëm zum Deel ze erméiglechen. Fir déi Betraffen, déi awer meeschtens net zu de vulnerabele Persoune gehéieren, ass eng méintelaang Zwangspaus e richtege Problem. Asoufern d'Sportler net a Kontakt mat anere vulnerabele Leit sinn, misst et eigentlech erëm méiglech sinn, dass se kéinte wéinstens hallefweegs normal trainéieren.

An aus gesondheetlecher Siicht ass de Breedesport awer nach méi wichteg. A besonnesch fir eeler, also vulnerabel Leit, ass et enorm wichteg, dass se sech beweegen, fir dass hir Mobilitéit erhale bleift.

Am schwieregste gëtt an Zukunft de Spagat, fir déi vulnerabel Leit optimal ze schützen, ouni si vun dem gesellschaftleche Liewen auszeschléissen. Trotz allen Efforte wäert de Risiko vu méi enger staarker Verbreedung vum Virus an der Gesamtbevëlkerung an den nächste Méint jo awer klammen. A wann déi eng also een Deel vun hirer Fräizäit zréckkréien, da mussen déi vulnerabel Persounen ëmsou besser geschützt ginn.

Mir brauchen hei also geziilt Moossname fir all déi Leit, ouni si awer méintelaang an Isolatiounshaft ze loossen. Ech denken hei och speziell un déi Leit, déi an de Spideeler an an den Altersheemer sinn.

Als Konklusioun wëll ech festhalen, dass mer lues awer sécher aus dem Confinement mat strikte Reegelen an eng relativ Normalitéit mussen erëm erakommen, wou d'Eegeverantwortung vun deenen Eenzelnen eng zentral Roll wäert spillen. D'Viraussetzung heifir ass eng gutt Informatioun vun der Gesamtbevëlkerung doriwwer, wéi ee sech a wéi een déi aner schütze kann, wien déi vulnerabel Persoune sinn, op déi een extra muss oppassen, a wéi een dozou bäidroe kann, de Risiko vun enger zweeter Infektiounswell esou kleng wéi méiglech ze halen. Wann dat klappt, da kënne mer geschwënn e gudden Deel vun der Fräiheet erëmkréien, déi mer an de leschte Wochen esou vill vermësst hunn, an dat alles mat der néideger Solidaritéit ënner eis all.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engel.

Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, haut si mer scho bei der fënnefter Debatt, déi iwwert d'Coronakris an der Chamber gefouert gëtt. Mir haten nach gëschter déi iwwert d'Ouverture vun de Schoulen a mer si bei der drëtter Deklaratioun vum Premier a kuerzer Zäit. Zuelemëisseg ass dat scho bal rekordverdächteg, wann ee kuckt, wéi oft mer eis hei echangéiere mat der Regierung.

Wann een déi eenzel Deklaratiounen da matenee vergläicht, da stellt ee fest, datt déi vun haut eigentlech vill méi optimistesch geklongen huet wéi déi éischt vum 18. Mäerz vun dësem Joer, wou mer riicht an den Tunnel vum Confinement eragefuer sinn.

Elo si mer um Wee eraus, net mam Schnellzuch, mee virsiichteg an an Etappen, fir ze verhënneren, datt mir wéinst onvernünftegen Decisiounen nees mussen zréckfueren an d'Reegelen nees musse verschäerft ginn. Dat wier, mengen ech, dat Schlëmmst, wat een eiser Gesellschaft kéint zoumudden. An ech woen och ze behaapten, datt et spéitstens da mat der Solidaritéit a mat der Akzeptanz vun deenen dach liberticidë Moossnamen eriwwer wier.

Esou drastesch a konsequent wéi dës Moossnamen och waren, fir an deen Tunnel vum Confinement eranzefueren, esou verschidde sinn awer och d'Weeër, déi gewielt kënne ginn, fir nees erauszefueren a fir de Confinement Schrëtt fir Schrëtt zu Enn ze bréngen. D'Regierung berifft sech jo hei haaptsächlech op Modelliséierungen, op wëssenschaftlech Etüden an Zenarien, déi och ganz vill vu Virologe begleet ginn.

Bis elo war dat dee richtege Wee, dat ass ganz gutt gemaach, well d'Prioritéit beim Flaachhale vun der Infektiounskurv louch a muss leien, fir eise Gesondheetssystem virum Kollaps ze schützen. A mir si frou, datt dat Zil och erreecht konnt ginn dank der grousser Solidaritéit, der Disziplinn an dem Verstand vun eiser Gesellschaft. An och an Zukunft musse mer virsiichteg bleiwen. Och dat hunn all meng Virriedner hei gesot an ënnerstrach.

Dir Dammen an Dir Hären, fréier oder spéider, mat Betounung op „fréier", kënnt awer och den Zäitpunkt, wou mer de Bléck musse méi erweideren a wou mer d'Infektiounszuelen aus méi engem breede Bléckwénkel musse kucken. An anere Wierder: Bis elo hu mir am System Virus-Mënsch eis virun allem mam Virus beschäftegt. An et kënnt d'Zäit, datt mer eis mat deem aneren Element vun deem System beschäftegen an eis deem zouwennen.

Dat Element ass eis Gesellschaft, dat ass d'Allgemengwuel, dat sinn awer och eis Rechter a Flichten, déi net definitiv ënnert d'Rieder däerfe geroden, esou wéi wann den État de crise dach awer en Normalzoustand géif ginn. Dat bedeit awer och, datt kloer ofgewie muss ginn, wéi héich d'Käschte sinn, déi d'Gesellschaft bezuele muss, wann d'Gesellschaft an d'Ekonomie wochen- a méintelaang lamleien. Domat mengen ech d'Käschten um Niveau vun der Aarbechtslosegkeet, der Aarmut an dem sozialen Zesummenhalt. Ech mengen awer och d'Käschten um Niveau vum soziale Mateneen, zu deem jo net nëmmen déi sozial Kontakter gehéieren. Dozou gehéieren och déi kulturell a sportlech Aktivitéiten, déi mir brauchen, fir eis am Liewen ze beräicheren, eis weiderzebilden a fir en equilibréiert a gesond Liewe kënnen ze féieren.

Mir si frou, datt sech och do eppes deet momentan an datt de Sportsminister eis muer de Moien déi néideg Prezisiounen iwwert den Deconfinement am Sport wäert liwweren. Ëmmerhin huet de Sport eng wichteg Fonctioun an eiser Gesellschaft, déi wäit iwwert de Leeschtungssport erausgeet, esou wichteg wéi deen och ass, ugefaange bei der Preventioun vun Iwwergewiicht, Sedentaritéit an Häerzkreeslafproblemer, déi och eng grouss Gesondheetsgefor duerstellen, bis hin zu der gesellschaftlecher, pedagogescher an inklusiver Roll vum Sport, déi nees lues a lues zum Droe muss kommen. Dat selwecht zielt fir d'Kultur, wat d'integrativ Roll ugeet.

Dat generellt Zil muss et jo da sinn, de mënschlechen, gesellschaftlechen, sozialen an ekonomesche Schued och a grad a Pandemiezäiten a Grenzen ze halen. De Wee, wéi dat Zil erreecht ka ginn, muss wuel den Erkenntnisser vun de Virologe Rechnung droen, an dat gëtt jo och gemaach. D'Politik muss awer och aner Standpunkter a Betruecht zéien. An et ass och d'Verantwortung vun der Politik, fir di kollektiv Gesondheetsschutz an de kollektive Fräiheetsentzuch an d'Woschuel ze geheien an am Dilemma téscht zouspären an opmaachen déi richteg Decisiounen ze huelen.

Dee Ball läit also net just bei de Virologen, mee e läit och bei der Politik. An duerfir begréisse mir, datt d'Regierung sech net méi just mam Virus beschäftegt, mee och mat den negative Konsequenze vum Confinement, fir déi se jo schonn eng ganz Rei Hëllefsmoossnamen decidéiert huet. Besonnesch an nach méi begréisse mir awer, datt eng wichteg Erkenntnis sech lues a lues duerchsetzt, och bei der Regierung. Et ass déi, datt mir eis net méi weiderhi vum Virus däerfen dreiwen oder dirigéiere loossen, mee datt mir léiere mussen, mam Virus ze liewen.

A fir dat hinzekréien, Dir Dammen an Dir Hären, brauche mir kloer Reegelen, déi eis an Zukunft net méi an d'Messer lafe loossen, wann eng nei Pandemie optrëtt.

Här President, de Covid-19 huet Lëtzebuerg jo eigentlech um lénke Fouss erwëscht. A fir dat Schlëmmst ze verhënneren, hu mir der Regierung duerch de Vott vum État de crise d'Recht ginn, eng ganz Rei Grondrechter a Fräiheeten anzeschränken. D'Infektiounszuele konnten op déi Manéier a Grenze gehale ginn an de Gesondheetssystem huet iwwerlieft. Änlech Froe wäerte sech awer och an der Zukunft stellen. Et wäerten nämlech ëmmer nei Vire ginn, och wa se net scho muer de Moien hei ukommen. An et wäerten ëmmer geféierlech Vire ginn, vläicht nach méi geféierlech wéi dee vum Covid-19. An och an Zukunft wäerte mir mat Pandemien ze kämpfen hunn, a spéitstens da muss d'Politik wëssen, wéi se vun Ufank un op eng Pandemie muss reagéieren.

D'Fro ass, ob se da gradesou reagéiert wéi beim Covid-19. Wa jo, géif dat jo heeschen, datt d'Beweegungsfräiheet eng weider Kéier ageschränkt géif ginn, datt d'Versammlungsfräiheet eng weider Kéier opgehuewe gëtt, datt d'Schoulen, d'Crèchen, d'Geschäfter, d'Restauranten, d'Bistroen, d'Chantieren an d'Entreprisen eng weider Kéier fir Wochen a Méint zougemaach géife ginn, an datt et eng weider Kéier géif heeschen, Masken op d'Gesiicht oder op d'mannst zwee Meter Distanz zum Mënsch vis-à-vis oder zum Mënsch niewendrun.

Wann déi Approche bei zukünftegen Epidemië géif Usus ginn, Dir Dammen an Dir Hären, da géifen eis Grondrechter am Fong zu virtuelle Rechter verkommen, déi ënner Pandemievirbehalt stinn.

Ech denken, mir sinn eis eens, Dir Dammen an Dir Hären: Dat ass dach awer e geféierleche Wee, wa mer en nach méi oft musse goen. Mir sinn och frou, datt näischt an eiser Verfassung steet vun enger Demokratie, déi noutfalls ënner Masken ootme muss, fir e klengt Wuertspill ze gebrauchen. Besser, d'Demokratie léiert, mam Virus ze liewen.

Fir den Ëmgang mat Pandemien da méi generell ze reegelen a juristesch Sécherheet ze schafe vun Ufank un, si mir der Meenung, als Gréng, datt mer dat néidegt Gesetz brauchen, wat mir nun emol beim Ausbroch vum Covid-19 net haten.

Et ass do, Dir Dammen an Dir Hären, wou de politesche Schong bei dëser Kris am Ufank gedréckt huet: Mir waren net drop virbereet. Lëtzebuerg huet zwar e Pandemiegesetz, mee dat Gesetz staamt vun 1885. Et kann ee soen, et ass vergilbt, an et ass och schwéier ze fannen um Internet. Ech hu souguer de fréiere Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo missen aschalten a mobiliséieren, fir et ze fannen. Warscheinlech well déi fréier Regierungen dovun ausgaange sinn, d'Wëssenschaft hätt alles am Grëff an d'Pandemië wiere fir ëmmer an éiweg vum Planéit verbannt oder zumindest aus eisem Land verbannt, ass dat Gesetz och ni ugepasst ginn.

De Covid-19, mee och schonn aner Pandemien, déi no 1885 opgetaucht sinn, hunn eis awer de Géigendeel bewisen. Pandemië si komm, an och wa mir zanter zéng Joer zwee Pandemieplàng hunn, dee vun der Pandémie grippale, déi jo dann am Wanter meeschtens optrëtt, oder dee Plan Pandémie vun der Grippe aviaire, hu mer awer nach kee Gesetz, fir den Ëmgang mat Pandemië kohärent an am grousse Ganze global ze reegelen, inklusiv am Respekt vun de Mënscherechter.

Spéitstens elo wësse mer, datt mer esou e Gesetz brauchen. An als Gréng begréissen ech och ausdrécklech, datt mer an där Fro mat der Regierung a virun allem mat der Gesondheetsministesch un engem Strang zéien, well si och esou ee Gesetz fuerdert.

Ech wëll awer och virun enger Gefor warnen, nämlech virun där, dass iwwerstierzt Decisioune geféierlech kënne ginn. Wann ee gesäit nämlech, wéi komplex a wéi juristesch sensibel e gutt Pandemiegesetz ass, ech verweisen op dat aus der Schwäiz, wat am Januar 2012 a Kraaft getrueden ass a ganzer 88 Artikelen enthält, da weess een och, datt esou e Gesetz net an deenen nächsten zwou bis dräi Wochen aus dem Stee geschloe ka ginn. Besser mir huelen eis déi néideg Zäit a Rou a schafen e Gesetz, wat op allen Eebenen d'Strooss hält, well et ass dann awer nach ëmmer besser, kee Gesetz ze hu wéi e ganz schlecht Gesetz. Dat verhënnert net, datt mir déi aktuell Moossnamen, déi jo schonn decidéiert sinn an déi nach a kuerzfristeger Zäit decidéiert wäerte ginn, och an e legale Kader kënne setzen. Dat stelle mir ganz kloer net a Fro an dat muss och sinn.

Här President, no dëse méi allgemengen Iwwerleeunge kommen ech nach zu der Lackerung vun de Moossnamen, déi jo de Premier de Méindeg schonn ugekënnegt huet an haut a senger Deklaratioun nach preziséiert huet. Ech kommen awer och zu de Léieren, déi mir lues awer sécher mussen aus dëser Situatioun zéien.

Wéi scho gesot, stëmmen déi Moossnamen optimistesch, quitte datt sech lues a lues e puer Inkohärenzen eraschläichen, se bedeiten awer net de Welténnergang ...

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- ... a se kënnen och behuewe ginn. Ech mengen net, datt dat elo de Problem wär vun dëser Zäit. Villes stëmmt eis jiddefalls optimistesch a positiv. De „Bleif doheem!" gëtt opgehuewen an d'Mënschen däerfe sech nees dobausse begéinen. Se däerfe Besuch doheem empfänken, eenzel Sportaarten an ëffentlechen Infrastrukturen ënner fräiem Himmel ausüben, Kulturinstitutioune wéi zum Beispill Muséeën a Bibliothéike besichen, also alles dat, wat zum normale Liewe gehéiert an domat och zu deene Rechter eigentlech, déi am Normalzoustand vun enger Demokratie net däerfe gekäppt ginn. Datt se gekäppt gi sinn, an och an den nächste Wochen zum Deel limitéiert bleiwen, war awer néideg. Et huet eis awer och eppes geléiert.

D'Léier, déi mir doraus mussen zéien, Dir Dammen an Dir Hären, ass déi, datt d'Gesondheet déi éischt Konditioun vun der Fräiheet ass, an dat kann een net oft genuch widderhuelen, well nëmme wann d'Gesondheet stëmmt, kënne mir fräi liewen. Duerfir brauche mir e staarken ëffentleche Gesondheetssystem, dee Crashtester wéi dësen iwwersteet.

Op d'Zukunft bezunn, vun där ech scho virdru geschwat hunn, heescht dat awer och, datt sech eng Rei Chantieren an deem Secteur erausschielen, déi eis awer och schonn zum gudden Deel bekannt sinn.

D'Schwächte vun eisem Gesondheetssystem hu sech nämlech grad am Kontext vun der Kris besonnesch bemierkbar gemaach. Mat deene Schwächte mengen ech virun allem déi schläichend Penurie u Gesondheetsberuffler, Dokteren a Spezialisten, déi virun allem am Spidolsecteur e wuessende Problem duerstellt. Et ass en Audit doriwwer virgestallt ginn, an ech mengen, dee musse mer nach eng Kéier genee ënnert d'Lupp huelen a Léisunge sichen. Ech mengen awer och déi ënnerduerchschnëttlech Zuel vu Generaliste pro 1.000 Awunner par rapport zu anere Länner.

Net anescht ass et dann och bei de Fleegeberuffer wéi deem vum Infirmier, der Infirmière, wou mir extreem vum Ausland ofhängeg sinn, och dat hu mer dës Kéier gutt gesinn, a mir si frou, datt d'Grenzen opbliwwe sinn. Dat heescht, mir mussen alles drusetzen, fir d'Erléiere vun deem Beruff zu Lëtzebuerg nees méi attraktiv ze maachen a méi Residenten an dee Beruff ze zéien. De Koalitiounsaccord geet och an déi Richtung.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir kënnt mech elo froen, wat dat dann elo alles mat Deconfinement ze dinn huet a mat deene Moossnamen, déi ab de Méindeg dann a Kraaft trieden. An eisen Aen huet dat ganz vill domat ze dinn, well den Deconfinement ganz enk un d'Performance vun eisem Gesondheetssecteur gebonnen ass. En hänkt reegelrecht dovun of. Déi gréisste Suerg ass jo net déi, datt kee Mënsch um Virus däerf erkranken. Dat ass souwisou eng Utopie, och wann d'Gestes barrières oprechterhale ginn a wann den Deconfinement aus Virsiicht nëmme lues vustattegeet.

Eis gréisste Suerg, Dir Dammen an Dir Hären, ass villméi déi, datt eise Gesondheetssystem zesummebrécht, wa vill Leit zur selwechter Zäit schwéier krank ginn a wéinst feelende Ressourcen net méi adequat versuergt kënne ginn oder just versuergt kënne ginn, wann eng ganz Rei Dokteren a Gesondheetsberuffler aus hirer Praxis an d'Spidol transferéiert musse ginn an hir regulär Patienten dee Moment musse vernoléissegen.

Grad aus deem Grond ass et méi wéi jee un der Zäit, d'Schwächten am Gesondheetssecteur ze behiewen, ugefaange bei deenen, déi ech elo erkläert hunn. Well wat notzt et och, wa mir iwwert de Bau vun engem Militärspidol fir Extreemfäll wéi Pandemien nodenken, wa mir net genuch Professioneller hunn, fir an deem Spidol ze schaffen?

Här President, en anere Beräich, dee staark vun eisem Gesondheetssystem ofhänkt, ass natierlech d'Wirtschaft. Well och d'Wirtschaft ka just dréien, wann d'Mënschen, déi an der Wirtschaft aktiv sinn, net krank oder confinéiert sinn. An och dat weist, wéi enk déi eenzel Secteuren aneneegräife wéi Puzzlestécker a wéi wichteg et ass, de Bléck net just op ee vun deene Secteuren ze riichten.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Wirtschaft nees un d'Dréien ze kréien, huet d'Regierung decidéiert, déi verschidden Aktivitéiten nees Schrëtt fir Schrëtt ze erlaben. Dat ass natierlech ganz erfreelech a féiert zu enger grousser Erliichterung bei all deene Concernéierten. An et ass och schéin ze gesinn, datt et jiddwerengem um Häerz läit, konstruktiv matzeschaffen an déi néideg Moossnamen en place ze setzen, ugefaange bei de Commercen an de Servicer um Client, déi e wichtege Pilier an der lokaler a regionaler Versuergungsketten duerstellen an deeglech op e gewëssene Seuil vun Aktivitéiten ugewise sinn, fir kee Personal mussen ze entloossen.

Well ëmmerhi bréngt et méi an d'Keess, engem Minister mat Krauselen d'Hoer ze schneiden, wéi e schéine Bonjour vun him ze kréien. A wann ech hei esou ronderëm mech kucken, da mengen ech, datt d'Coiffeure sech scho kënne freeën.

(Hilarité)

Op där anerer Säit stinn natierlech déi, déi sech net kënne freeën, wéi zum Beispill den Horeca-Secteur, dee seng Dieren nach muss zouloossen. D'Enttäuschung ass verständlech, mee ech warne virdrun, grad wéi de Premier, d'Etappen

ze iwwerstierzen. D'Problemer, déi eng „Goand-stop-Strategie", also eng Opmaachen-anzoumaache-Strategie géif mat sech bréngen, wiere ganz sécher méi grouss wéi déi vun enger zwar méi spéider, mee dauerhafter Éffnung. Hei léisst d'Regierung déi néideg Virsiicht walten, an dat mat Recht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer zum Schluss nach e Wuert zu deene 50 Masken, déi alle Biergerinnen a Bierger iwwer 16 Joer, wann ech dat richteg verstanen hunn, an dernieft och eise Frontaliere gratis offréiert ginn. Ech muss soen, datt dat der scho vill sinn, a fir eng Rei Persoune maache se och komplett Sënn. Sënnvoll ass awer och, datt ee se ka refuséieren, fir datt se der Kooperatioun kënnen zur Verfügung gestallt ginn, well och do gi se gebraucht.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Refuséieren am Fall, wou d'Leit weiderhin op déi méi ekologesch Stoffmaske wëllen zréckgräifen. Wann ee bedenkt, wivill Leit sech hierginn hunn, fir esou Masken ze bitzen, da wier et scho respektlos hinne géigeniwwer, wann déi Masken elo net méi däerfte benotzt ginn. An duerfir plädéiere mir weiderhi fir Stoffmasken.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Wat eis als Gréng awer och Suerge mécht an deem Kontext, ass de Fait, datt schonn haut vill Masken an der Natur landen. An den Naturschutzgebidder, an de Bëscher, et fënnt ee se schonn iwwerall, obschonn déi 50 Maske pro Persoun emol nach iwwerhaapt net verdeelt sinn.

Et ka jo net sinn, datt déi selwecht Masken, déi fir de Gesondheetsschutz vum Mënsch agesat ginn, duerno d'Natur verknaschten. Fir eis steet nämlech fest, datt Gesondheetsschutz an Naturschutz Hand an Hand musse goen. Oder besser gesot, Naturschutz ass och Gesondheetsschutz.

An duerfir riichten ech e waarmen Appell un d'Regierung, datt se op dësem Plang nach méi geziilt sensibiliséiert an d'Leit dozou unhält, trotz der grousser Offer u Pabeiermasken net ze vergiessen, datt et och eng ekologesch Alternativ dozou gëtt.

Deen anere wichtege Message, Här Premierminister, ass deen, datt d'Pabeiermasken op kee Fall an der Natur entsuergt däerfe ginn, esou kleng wéi se och sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, mat dëser ekologescher Nout halen ech op, mee ech sinn iwwerzeegt, datt mir eis nach méi oft mam Naturschutz musse beschäftegen, wann et drëms geet, Pandemien ze verhënneren an eis Gesellschaft gesond ze halen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché.

Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit aus e Merci un den Här Staatsminister an d'Madamm Ministesch, déi haut erëm eng Kéier hei an der Chamber present sinn, fir mat der Chamber zesummen ze diskutéieren, wéi mer als Land am beschten iwwert dës schwiereg Zäiten ewechkommen.

Ech mengen, zesummen hu mer all Iwwerleeungen an Decisiounen diskutéiert a gestalt, an als iewescht Prioritéit hu mer ëmmer d'Sécherheet an d'Gesondheet vun eise Bierger an de Vierdergrond gestallt. Ech géif mengen, wann een haut zréckkuckt, muss ee soen, datt mir net nëmmen als Politik zesummen, mee virun allem och mat der ganzer Populatioun e positiivt Resultat haut kënnen opweisen.

Am Ufank vun der Kris, Här President, hunn den Här Staatsminister an den Här Finanzminister gesot: „D'Staatsfinanze sinn an der Rei! Wat et kascht, dat kascht et! Kee gëtt op der Streck gelooss!" A wéi ech dat héieren hunn, Här President, do hunn ech mer geduecht: Do hunn Der awer elo zwee de Mond e bësse voll geholl, eppes versprach, wat ech mengen, wat sécherlech net kann esou an der Integralitéit respektéiert ginn.

Sinn d'Staatsfinanzen an der Rei? Op den éischte Bléck muss ee soen: „Jo!" Kuckt een awer méi genau, däerft dat net de Fall sinn. Zënter de Maastricht-Krittären ass fixéiert, datt d'Schold vun engem Staat net soll iwwer 60 % vum PIB klammen. Lëtzebuerg kann houfreg sinn. Mir hunn et bis haut färdegbruecht, d'Grenz bei 20 % ze halen. An et war zënter de Maastricht-Krittären heibannen och ëmmer eng Eestëmmegkeet, eng grouss Unanimitéit, datt een als klengt Land mat enger klenger Ekonomie net sollt déi 60 % upeilen, mee 30 % wier virsiichteg fir e klengt Land.

Duerfir hunn ech och an eise Budgetsdebatten ëmmer gesot, datt de Staat misst higoen a versichen, wann e Scholden ophëlt, och Kapital zréckzebezuelen, fir domadder d'Scholden esou niddreg ze hale wéi méiglech an e Sputt ze hunn, fir wann eng Kéier eng Kris kënnt.

Et hunn der vill vun Iech ëmmer gesot: „En zielt all Joers dat selwecht!" Mee et ass kee Joer méi falsch ginn. An haut, mengen ech, kënne mer soen, datt ech ëmmer Recht hat. A gudden Zäite mécht ee keng Emprunten. Do kuckt een, mat deem Geld, wat een erakritt, auszekommen. Et bezilt ee seng Scholden an et versicht een, Reserven unzeleeën. En aalt Sprëchwuert seet: „Spare in der Zeit, so hast du in der Not!"

Mir hunn och haut an de Staatsfinanze keng Mouk méi. Viru Joren hate mer ëmmer eng Mouk an de Betriber leien, well eeben d'Steieren net alleguer agezu gi si vun de Verwaltungen, déi d'Betriber ze bezuelen haten. 2008 bei der Kris hate mer déi Mouk a mir konnten dunn d'Steieren eranzéien, déi nach an de Betriber louchen, a mir konnten duerfir vläicht finanziell besser duerch déi Kris kommen.

Haut hu mer keng Reserve méi an de Betriber leien. A mir hu misse feststellen, nodeem d'Kris quasi ee Mount amgaangen ass an déi éischt Schätzunge konnte gemaach ginn, datt de Staat am Fong dëst Joer am Staatsbudget en Defizit vu 5 Milliarde mécht. En Defizit, deen ee muss an d'Relatioun stelle mam globale Chiffer vun dem Staatsbudget, deen 22 bis 23 Milliarden ass, da si 5 Milliarde ganz vill Geld.

Mir wëssen, datt och d'nächst Joer, 2021, nach musse Scholden opgeholl ginn an datt dann déi 20 % un d'Grenz vun deenen 30 % däerften erukommen. Elo hu mer nach Chance, esou wéi den Här Finanzminister eis dat en Dënschdeg hei erkläert huet, datt de Finanzsecteur praktesch net vill bis elo vun där Finanzkris getraff ginn ass, soss wier déi Situatioun sécherlech fir eis ganz dramatesch.

Ech géif och duerfir proposéieren, Här President, datt eise President vun der Finanzkommissioun soll eng Sitzung aruffen, wou déi eenzel Responsabel vun der Steierverwaltung, dem Enregistrement an der Douane eis géifen e Bilan zéien, wéi si d'Perspektive fir dëst Joer gesinn, wéi si un déi Chiffere komm sinn, wat si mengen.

Mir wëssen aus der Vergaangenheet, datt d'Estimatioune vun deene Verwaltunge ganz dacks ëmmer bei der Realitéit louchen, bei deem, wat se am Viraus gesot hunn. Mir mussen eiser Meenung no elo direkt no der Kris erëm kucken, datt mer dee finanzielle Sputt hierkréien, datt mer dee Prozentsaz erëm op 20 a wa méiglech drënner erofgesat kréien, well déi nächst Kris, déi kënnt bestëmmt. A wa mer dann net déi finanziell Reserven erëm méiglech maachen, da geet et déi nächst Kéier vun 30 % op 40 % erop.

En zweete Punkt, dat ass, ob mer keen op der Streck loossen. Dach, et gi Leit op der Streck gelooss, dat souwuel wat d'Salariat ubelaangt wéi och wat d'Entreprisen ubelaangt. Wa mer d'Salariat kucken a gesinn, wivill Leit eleng am éischte Mount vun der Kris zousätzlech an de Chômage komm sinn: 1.746 am Mount Mäerz. Vum Mount Abrëll leien nach keng Chiffere vir. Mee 1.746 bannent engem Mount an 2.728 op ee Joer gekuckt, wou de Chômage gewuess ass.

Et ass dovun auszegoen, datt dëse Mount an déi nächst Méint déi Zuelen do nach wäerte staark klammen. An dat si Leit, ob mer wëllen oder net, déi sinn Affer vun dëser Kris, déi hunn eng Situatioun, wou se net méi wëssen, wat fir eng Garantien datt se hunn, si sinn am Chômage, wou et schwéier wäert ginn, an deenen nächste Méint Aarbechten ze fannen, a se wëssen och, datt de Chômage an der Reegel hei am Land ee Joer bedeit.

Duerfir mengen ech, musse mer wëssen, datt mer schonn eng ganz Partie Leit op der Streck gelooss hunn. Och déi Leit an der Kuerzaarbecht, wat eng formidabel Saach ass, datt mer d'Leit an de Betriber halen. Se kréien 80 %. Et däerf net ënner 100 % vum Mindestloun goen, wou mer extra begréissen, datt d'Regierung do mat de Gewerkschaften e Konsens fonnt huet, fir déi Léisung ze maachen, datt keen däerf ënner 100 % vum Mindestloun an der Kuerzaarbecht kréien.

Mee och hei musse mer wëssen, datt fir vill Leit mat klenge Paien 20 % de Mount manner an der Pai, datt dat grouss Problemer fir déi Leit bleiwen. An déi Leit sinn och zumindest zum Deel op der Streck bliwwen. An ech maachen och hei en Appell un d'Regierung, fir datt mer weider kucken, datt déi Kuerzaarbecht, datt déi iwwert d'Distanz weider finanzéiert gëtt.

Mee och déi Kleng- a Mëttelbetriber an d'Independantë sinn op der Streck bliwwen. Ech mengen, et war falsch, datt d'Regierung virun enger gewëssener Zäit elo d'Baumäert opgemaach huet an déi kleng Geschäfter hu missen zoubleiwen. Mir konnten dat net verstoen, datt eise Premier, deen awer enger liberaler Partei ugehéiert, datt do d'Prioritéit éischter international Chaînë kruten, fir kënnen d'Geschäfter opzemaachen, an déi kleng Geschäftsleit hu missen zouloossen.

An Däitschland hu se et zum Beispill ëmgedréit gemaach, do hu se déi kleng opgemaach a se hunn déi grouss zougeloss. Hei zu Lëtzebuerg hu mir de Contraire gemaach.

A wann een da gesäit, haut ass gesot ginn, datt villes fir d'Independantë gemaach ginn ass, mee dat ass alles nëmmen etappeweis komm. An ech stelle fest, datt duerfir och vläicht déi Politik, wou den Här Engel virdru gesot huet, déi den Här Dan Kersch op engem Facebook oder op enger privater Matdeelung gemaach huet, wat awer seng Meenung war, datt déi op Facebook vläicht méi éierlech war wéi dat, wat e soss offiziell als Minister gesot huet, wéi en do iwwert de Mëttelstand an d'Independanten hiergefall ass.

D'Politik huet hei net drop reagéiert. De Staatsminister huet sech net dovunner distanzéiert. An et ass dovunner auszegoen, datt och d'Regierung zumindest am Ufank déi Politik gemaach huet, déi den Dan Kersch gesot huet, a ganz zaghaft Etapp fir Etapp eeben elo eppes gemaach huet, wat positiv ass. Och wa mer wëssen, datt och nach mat deene Moossname vill Mëttelständler an Independanten net däerften iwwert d'Distanz kommen.

Gëschter huet de Mëttelstandsminister e Communiqué gemaach, wou en eng ganz Rei vun Zuelen a Moossnamen opgefouert huet, wat de Staat fir de Mëttelstand gemaach huet, wat richteg ass. An et ass gesot ginn: „Et bleift keen op der Streck!" Mee et wäerten der op der Streck bleiwen. Vill Betriber kréien elo no Wochen Äntwerten, datt se keng Ënnerstëtzung kréien. Déi Betriber hunn awer misse wochelaang waarden, fir eng Äntwert ze kréien. An och d'Betriber, déi gesot kritt hunn, se kréichen eng, hunn awer nach kee Geld kritt. Mir hu gëschter nach bei enger Partie Leit nogefrot, déi hu vu Mäerz bis haut nach keng Indemnitéit kritt, obscho se eng versprach kruten.

Och d'Dokteren. D'Dokteren, déi am Mäerz an am Abrëll grouss Leeschtunge gemaach hunn, fir de Gesondheetssystem um Lafen ze halen, hunn haut nach keng Sue kritt, wéi dat vum Mount Mäerz de Fall war.

An duerfir, esou Aussoe wéi déi vum Här Dan Kersch an och vum neie Wirtschaftsminister, dem Här Fayot, deen am Fong seet, datt een intelligente Patron elo no der Kris soll senge Leit Congé ginn, mengen ech, droen net dozou bäi, fir eeben d'Situatioun ze léisen. Mee grad elo brauchen d'Betriber d'Leit a grad elo gëtt diskutéiert, ob een de Congé collectif net soll verleeën. Wann dann awer e Wirtschaftsminister higeet an e seet, d'Betriber sollen elo emol de Leit Congé ginn, ech mengen, dann ass dat schonn e ganz staarkt Stéck. De Kolleeg Laurent Mosar huet och an deem Zesummenhang, mengen ech, eng Question parlementaire gestallt.

Ee lescht Wuert, Här President, dat sinn d'Geschäfter, déi elo erëm kënnen opmaachen, mee d'Hotellen, d'Restauratioun an d'Cafetiere kënnen net opmaachen. Ech hun de leschte Méinden an der Kommissioun, wéi mer mat dem Bureau an der Presidentekonferenz mam Här Staatsminister an der Ministesch zesumme waren, gefrot, ech hunn do keng kloer Äntwert kritt. An ech hat mer wierklech erwaart, datt haut de Staatsminister hei géif eng kloer Ausso maachen, wat den Horeca-Secteur mécht. Et gëtt eng Katastroph, wann dëse Secteur net ka kuerzfristeg opmaachen. Et gëtt keng Ursaach! Et gëtt keng Ursaach, firwat d'Restauratioun, d'Caféen, d'Hotelsbranche net kënnen opmaachen.

Eis däitsch Noperen hunn decidéiert, datt tëschent dem 9. an dem 22. Mee d'Gastronomie erëm opmécht. D'Saarland seet viru Päischten. An Éisträich seet, de 15. Mee géife se opgoen. Mir hei zu Lëtzebuerg maachen net op. Mir loossen hei zou a mir loossen dee Secteur voll widdert d'Wand lafen. Ech mengen, et gëtt keng Ursaach. Mir kënnen … D'Leit kënnen erëm an d'Geschäfter goen. Se kënne mat den Autoe fueren. Se kënne sech privat treffen. Se kënne sech dobaussen treffen. Se kënnen an d'Schoul goen, d'Kanner ginn an d'Schoulen. Mir maache Sport. Mir maache Kultur. Mee just d'Restauranten, d'Caféen däerfen net opmaachen.

(Interruption par la présidence)

A mir maachen duerfir, Här President, en dréngenden Appell hei un d'Regierung, fir datt se derfir suergt, datt eis Caféen, eis Restaurante spéitstens de 25. Juni kënnen opmaachen, fir datt se vun der Päischtvakanz an dem Päischtweekend kënne profitéieren.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- 25. Juni?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- 25. Mee. Entschëllegt, ech hat mech verschwat. Ech si frou, Här Staatsminister, …

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir wollte virun Iech opmaachen!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech si frou, Här Staatsminister, datt Der mer esou opmierksam nolauschtert an datt Der mech korrigéiert hutt, datt ech de 25. Mee gemengt hunn. Et bleift elo nach just ze hoffen, Dir hutt mer esou gutt nogelauschtert, datt Der et och elo maacht.

Ech soen Iech dofir Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gibéryen.

Nächste Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Et ass virdru scho gesot ginn, dat hei ass elo déi fënneft Debatt innerhalb vu siwe Wochen, déi mir iwwert de Coronavirus féieren, an déi drëtt Regierungserklärung dozou.

Ech hat geduecht, datt de Premierminister dat géif maachen, wat en ugekënnegt hat, nämlech d'Strategie vum Deconfinement presentéieren. Ech muss Iech awer soen, a sengen Ausféierungen hunn ech näischt Strateegesches héieren, emol näischt Takteschеs, just d'Widderhuelung vun deem, wat e scho viru sechs Deeg op enger Pressekonferenz ugekënnegt huet. Duerfir ass et och elo relativ müsseg, iwwer eng Strategie ze diskutéieren, firwat vill Kolleegen dat och net gemaach hunn, well se sech net mat där Strategie konnten ausenanersetzen.

Nawell huet de Premier och Saache gesot, déi duerchaus richteg sinn. En huet gesot, datt mer et fäerdegbruecht hunn an deene leschte siwe Wochen, dat Schlëmmst ze verhënneren. En huet Recht, wann e seet, datt mer et fäerdegbruecht hunn, duerch déi Mesuren, déi geholl gi sinn, de Gesondheetssystem net ze iwwerlaaschten. An en huet och Recht, wann e seet, datt et an eiser Gesellschaft eng grouss Solidaritéit ginn ass, well mer soss déi lescht siwe Wochen esou net iwwerstanen hätten.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- An nieft där Solidaritéit ass et nämlech och eng ganz grouss Disziplinn ginn, Här Premierminister, vun de Leit, vun de Bierger aus eisem Land, well soss hätten all déi liberticide Mesuren, déi hei geholl gi sinn, net esou kënnen ëmgesat ginn. An ech mengen, datt dat ganz wichteg ass.

An d'Martine Hansen huet virdrun eppes ganz Wichteges, mengen ech, gesot, datt dat nämlech, d'Akzeptanz vun der Populatioun, d'Grondviraussetzung ass, fir kënnen déi Mesuren duerchzezéien, well soss villes net méi akzeptéiert gëtt. Ëmsou méi wichteg wier gewiescht, wann de Premier hei eng Strategie presentéiert hätt vum Deconfinement.

Duerfir wëll ech follgend Elementer ervirhiewen: Den Deconfinement ass, mengen ech, wichteg a gutt, esou wéi en elo emol an enger éischter Etapp ugekënnegt ass. Well den Deconfinement huet net fir alleguer d'Leit dat selwecht bedeit. Et ass nämlech e Risenënnerscheed gewiescht, ob een an enger 45-Quadratmeter-Wunneng confinéiert war, zesumme mat sengem Partner an den zwee Kanner, oder ob een an enger Villa um Land confinéiert war, eventuell mat Swimmingpool, an niewelaanscht beim Teletravail nach déi déck Zéif eventuell konnt an de Pool stiechen.

(Hilarité)

Fir Verschiddener war de Confinement eng Häll. Fir anerer war et d'Méiglechkeet, fir d'Familljeliewen an d'Beruffsliewen eventuell esouguer besser kënne mateneen ze verbannen, wéi dat virdrun de Fall war. Duerfir mengen ech, ass et ganz wichteg, datt elo erëm d'Méiglechkeet besteet, datt de „Bleif doheem!" opgehuewe gëtt.

Et ass och wichteg, well mat deem Deconfinement weesentlech Grondrechter verbonne sinn, déi erëm ufänken, lues awer sécher méi u Gewiicht ze gewannen. Déi sozial Kontakter, déi eist alldeeglecht Liewen ausmaachen, déi souguer deemno wéi vläicht d'Essenz vun eisem Liewe sinn, kënnen erëm méi stattfannen. An dat ass wichteg.

Vu datt awer keng Strategie presentéiert gouf, mee just den Datum vum nächste Méinden, fir eng Etapp vum Deconfinement ze maachen, bleift et dobäi, wat bis elo schonn dacks virkomm ass, nämlech Inkohärenze vun der Regierung, eng mangelhaft Kommunikatioun, an eng mangelhaft Kommunikatioun, déi dann

erëm Froen opwerft bei eis als Deputéierten an awer och dobaussen an der Populatioun, a wat riskéiere kann, dozou ze féieren, wat d'Martine Hansen ugedeit huet, datt nämlech eventuell déi Mesuren op eemol net méi op déi ganz grouss breet Zoustëmmung treffen.

Verschidde Problemer vun der Kommunikatioun, an do muss ech d'Regierung a Schutz huelen, hu mat der Natur vum Virus ze dinn a mat wëssenschaftleche Aussoen oder Erkenntnisser, déi innerhalb vun deene leschte siwe Woche radikal gewiesselt hunn. Huet et virun enger Zäit nach geheescht, datt d'Kanner e ganz wichtege Porteur, Transmetteur vum Virus wären, huet et kuerz drop geheescht, d'Kanner wären dat net. Vu Wëssenschaftler ass dat komm, net onbedéngt vun där enger oder anerer Regierung. Dat selwecht gëllt, wat d'Immunitéit ugeet. Huet et am Ufank geheescht: „Een, deen eng Kéier de Virus hat, deen ass méi wéi sécher immun", huet et duerno geheescht: „Nee, dat stëmmt net, en ass warscheinlech net immun." Net méi spéit wéi gëschter hunn ech gelies, dat wier elo awer erëm alles Blödsinn. A Südkorea hätte se erausfonnt, datt d'Leit elo awer erëm eng Immunitéit hätten.

Dat heescht, ech kritiséieren net nëmmen d'Regierung, wann ech soen, datt et eng problematesch Kommunikatioun gëtt, mee awer och d'Regierung. Haut sinn ech eppes ganz Neits gewuer ginn. Dat war, mengen ech, déi eenzeg nei Informatioun, déi de Premier gesot huet, nämlech datt och ganz vill Jonker op den Intensivstatioune géife leien. Ma da froen ech Iech einfach: Da gitt eis déi Zuelen! Wat sinn d'Catégorie-d'âgë vun deene verschiddene Leit op deenen Intensivstatiounen aktuell an an der Vergaangenheet? Iwwerhaapt, wat sinn d'Catégorie-d'âgë vun de Leit, déi hospitaliséiert gi sinn? Wat ass de Krankheetsverlaf? Dat ass dach wichteg ze wëssen, fir datt mir kënnen aschätzen, ob déi Mesuren éischtens sënnvoll waren, zweetens wierksam waren. Och do lafe mer ëmmer erëm hannendrun a froen a froen als Deputéiert Informatiounen.

Eng Risekonfusioun ass fir mech awer op jidde Fall - ech hu just eng Première C gemaach - déi ominéis Reproduktiounszuel. Déi soll, hunn ech haut gelies, bei 1,04 leien. Do froen ech mech awer: Wéi ass dat méiglech, datt déi bei iwwer 1 läit? Dat heescht, datt eng infizéiert Persoun eigentlech méi wéi eng aner Persoun ustécht. Wéi ass dat méiglech, wa gläichzäiteg d'Infektiounszuele falen? Déi nei Infektiounszuelen. Dat ass mir net kloer. An ech weess och net, wéi déi Rechnunge gemaach gi sinn. Déi ënnerstellen elo net, datt se falsch sinn. Just, ech versti se net. An dann ass et fir mech als Deputéierte schwéier, dat anzeschätzen, an et ass, mengen ech, och fir d'Leit dobausse schwéier, dat anzeschätzen.

Gëschter hate mer eng Debatt hei, eng Heure d'actualité iwwert d'Schoul. An do huet den Educatiounsminister zu Recht gesot, datt et wichteg ass, datt d'Kanner elo erëm erausginn, eventuell och mat de Klassen erausginn, well d'Gefor dobaussen, sech géigesäiteg mam Virus unzestiechen, weesentlech manner grouss ass wéi a geschlossene Raim. Sou wäit, sou gutt. Dat heescht: „Gitt eraus!" Bis elo huet et ëmmer geheescht: „Bleift doheem!" Dat si Widdersprëch an der Kommunikatioun, wou een, mengen ech, ganz, ganz gutt oppasse muss, wat ee seet a wéi een et seet.

Dat Eenzegt, wat awer wierklech strateegesch Elementer sinn, dat ass dat Dokument, wat mer gëschter zougestallt kritt hu vun der sougenannter Taskforce. D'Zäit leeft mer dovun an duerfir wëll ech just dräi Saachen ervirhiewen. Ganz kloer strateegesch ass testen, testen, testen an zweetens tracen. An dann, wann een dat Dokument weider liest, da gëtt do vu Contingente geschwat, et ass virdrun och schonn ernimmt ginn. An do stellen ech mir awer einfach d'Fro: Wéi soll dat fonctionéieren?

Do steet dann dran, datt d'Populatioun a Contingente vu 50.000 bis 100.000 Leit soll opgedeelt ginn, déi dann alleguer solle getest ginn, op fräiwëlleger Basis natierlech, an dann nach eng Kéier deen Test widderholl gëtt. A wann da festgestallt ginn ass, datt ënnert deenen, mat deene Mesuren, déi drunhänken, wéi datt se deelweis confinéiert ginn, kee méi de Virus huet, da gëtt den nächste Contingent getest, wou ech mer einfach ... Bei mir sinn do nëmmen nach Fragezeechen. An ech hat mer geduecht, datt mer haut vläicht e puer Erklärungen dozou kritt hätten.

An dat Zweet ass, an do hunn ech awer och net schlecht gestaunt, datt déi Taskforce ouni iergendwellech Explikatiounen einfach seet, si géif eng Tracingapp recommandéieren, well déi vill méi effikass wier. Or ass et esou, datt ech alles, wat ech bis elo gelies hunn, an all déi Länner, déi dat bis elo probéiert hunn, wéi zum Beispill Singapur, dovunner zréckkomm sinn, well genau dat do manner effikass ass wéi den individuellen analogen Tracing. Och do Froen iwwer Froen, hei keng Äntwerten.

Et gëtt andauernd iwwert d'Commercë geschwat. An den Horeca-Beräich, deen nach ëmmer zou ass, datt sinn oft, oft ganz kleng, ganz kleng Patronen, ganz kleng Independanten, déi et ganz schwéier hunn an déi iwwerhaapt keng Perspektiv am Moment hunn. An ech hat mer net erwaart, datt de Premier elo onbedéngt seet, genau deen an deen Datum geet elo den Horeca-Beräich op. Ech hat mer awer e puer strateegesch Elementer erwaart, déi en annoncéiert hätt, opgrond vu wéi engen Donnéeë wat erëm weider kann opgoen. Och do hunn ech leider näischt héieren.

An dann dat Allerlescht, wat ech soe wëll, iwwert dat nach kee gesschwat huet: Mir brauchen net nëmmen eng Deconfinementsstrategie. Mir brauchen eng Strategie, fir aus dem État de crise hei erauszekommen, an zwar esou séier wéi méiglech. Well et muss ee sech berechtegterweis als Deputéierten d'Fro stellen, ob déi Konditiounen, déi viru siwe Woche waren, am Moment nach erfëllt sinn.

Virun 20 Deeg hu mir an der Chamber annoncéiert kritt, datt, éischtens, d'Chamber géif matagebonne ginn an esou eng Strategie, fir aus dem État de crise erauszekommen. An zweetens hu mer annoncéiert kritt, datt dat elo relativ zügeg awer soll geschéien. Wéi gesot, dat war virun 20 Deeg. An ech froen hei ronderëm: Ass iergendee vun den Deputéierten an déi Diskussioune matagebonne gewiescht vun der Sortie vum État de crise? Also ech op jidde Fall net. Ech op jidde Fall net! An ech mengen, och kee vun deenen anere 60 Deputéierten heibannen.

Duerfir mengen ech wierklech ofschléissend, Här President, mir mussen als Chamber och erëm d'Souveränitéit zréckgewannen a mir brauche schnellstméiglech - schnellstméiglech! - Bedéngungen, datt mer kënnen dat Gesetz, wat den État de crise verlängert huet, ofschafen. An ech appelléiere ganz staark un d'Regierung an ech appelléieren un alleguer d'Fraktiounspresidenten, datt dat esou séier wéi méiglech geschitt, am beschte Fall en accord, a Kohärenz mat Decisiounen, déi virdru getraff gi sinn, mat Reglementer, déi eventuell och nach mussen iwwert den État de crise eraus hir Valeur hunn. Och do hätt ech mer haut déi eng oder aner Informatioun méi gewënscht. Mee neen, et war einfach just e Copy-Paste vun der Pressekonferenz viru sechs Deeg. An dat ass leider Gottes bedauerlech.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum.

Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Premierminister, Madamm Gesondheetsministesch, mir ginn elo also an déi zweet Phas vum Deconfinement. E puer individuell Fräiheete kréien d'Biergerinnen an d'Bierger also elo no bal zwee Méint erëm zréck, mee bäi Wäitem nach net all.

D'Versammlungsrecht bleift weiderhin ageschränkt, mee Besich ginn deelweis erëm erlaabt a verschidde Geschäfter ginn erëm op.

Fir eis Piraten bleift d'Virsiicht awer d'Norm. D'laangfristeg Fräiheet ass awer dat iewescht Zil. Eis Matbiergerinnen a Matbierger, mir alleguerten hunn eis dat verdéngt, well mer solidaresch waren a well mer eis un d'Reegele gehalen hunn. Well mer alleguerten op eis an eis Matbierger opgepasst hunn, kënne mer elo nees e Schratt a Richtung Normalitéit goen.

Fir eis Piraten, déi dësen État de crise schwéieren Häerzens matgestëmmt hunn, ass dat e Grond zur Freed. Schliisslech si mer eng Partei, déi fir d'Grondwäerter vun der Fräiheet an der Selbstbestëmmung vum Mënsch antrëtt.

Am Ufank vum État de crise ass vill vu Proportionalitéit geschwat ginn. Haut wësse mer, et war net fir näischt. Mir sinn haut e Schrëtt méi no un der Fräiheet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Moien hunn ech mer d'Pressekonferenz vun der Covid-19-Taskforce op der Zong zergoe gelooss, an ech muss Iech eppes soen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech war erféiert!

Här President, ech war erféiert, well offensichtlech den optimisteschsten Zenario agetrueden ass. Den optimisteschsten Zenario, dat si bal 100 Leit, déi bis haut gestuerwe sinn. Loosst eis net doriwwer diskutéieren, ob ee mat oder wéinst Covid-19 gestuerwen ass, well all Doudegen ass een ze vill. Den Zenario, deem dës zweet Phas vum Deconfinement zugronn läit, geet dovunner aus, datt bis Enn des Joers bal 500 Persoune stierwe kéinten. 500 Mënscheliewen. 500 eenzel Schicksaler. Dat ass dramatesch!

Här President, d'Wëssenschaftler vun der Covid-19-Taskforce gesinn also elo ewell eng zweet Well vun August bis Oktober viraus, an dat souguer, wa mer eis theoreetesch alleguerte géifen un déi nei Reegelen halen. Natierlech gëtt et keng 100%eg Sécherheet. Et gëtt keen Nullinfektiounsrisiko. Dat Eenzegt, wat et gëtt, dat ass ee Wëllen, e Wëllen, dee Virus hei ze bremsen, e gemeinsame Wëllen, de Risiko vum Virus doduerch, datt ee sech un d'Reegelen hält, ze miniméieren. Mir alleguerte mussen eis bewosst sinn, datt d'Reegelen, déi elo nees gelackert ginn, net dierfen op déi liicht Schëller geholl ginn. Et ginn nämlech och Modeller, déi vu bal 1.500 Doudegen ausginn. Dat wëllt kee vun eis heibannen erliewen!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi lescht Wochen hu gewisen: Ekonomesch Interessie sinn och a Krisenzäite mat Mesures de précaution ze vereenen. Dat weist den Teletravail, dee vill Biergerinnen a Bierger an de leschte Woche fir d'éischte Kéier an hirem Liewen esou direkt praktizéiert hunn. D'Coronakris huet och gewisen, datt mir et duerch den Teletravail fäerdegbruecht hunn, d'Employéen ze schützen, ouni datt d'Aarbecht dobäi komplett op der Streck blouf. Den Teletravail, an dat gouf op dëser Plaz ewell méi oft gesot, huet sech trotz grousser Skepsis innerhalb vu kierzester Zäit quasi generaliséiert.

Mir Piraten plädéieren zënter Jore fir den Ausbau vum Homeoffice an elo d'autant plus, well mir domat och nach effikass Liewe kënne schützen an d'Leit net onnéideg virun d'Dier schécken. Mir sollten eis mëttelfristeg iwwerleeën, wéi mir d'Effets bénéfiques vum Teletravail och no der Kris weider notze kënnen. Manner Ëmweltbelaaschtung, manner Trafic, méi Zäit mat der Famill an hoffentlech geschwënn och erëm méi mat de Frënn.

Wéi bei all Kris ass een duerno ëmmer méi schlau. Mir däerfen elo net de Feeler maachen, erëm an al Muster zréckzeverfalen an erëm ze denke wéi virdrun. Den Teletravail ass ee vun deene Beispiller, wou d'Kris eis effektiv viruebruecht huet. Mir sollten dësen Outil elo och weiderhin notzen, fir d'Leit ze schützen, ouni datt dobäi wäertvoll Aarbechtszäit, awer och Liewenszäit verluer geet. Och am Deconfinement bleift dës Aarbechtsweis d'Norm.

Här President, mir schwätze vu Geste-barrièren. Mir schwätze vu Masken, Masken, Masken an nach eemol Masken, déi d'Regierung verdeelt huet, verdeele wäert an déi een undoe soll. Jo, dat ass e grousse Gest, mee, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat si 50 Maske fir déi kleng Entrepreneuren, déi fir all Client eng nei brauchen? Virun der Kris krut een esou eng Këscht vu 50 Maske fir 8 Euro. Aktuell kascht esou eng Këscht an der Apdikt gären emol iwwer 50 Euro.

Et geet net duer, d'Geschäfter nees opzemaachen an op Geste-barrièren ze setzen. Och hei musse mer d'Betriber elo geziilt ënnerstëtzen, fir datt si sech kënnen adequat op déi néideg Sécherheetsprecautioune preparéieren an hire Clientë kënnen e gudden a virun allem séchere Service ubidden, dat ouni finanziell Neibelaaschtung.

Här President, ech kommen awer nach eng Kéier op déi Pressekonferenz vun de Moien zréck, wou ee villes gewuer gouf, dovun och eng Rei Saachen, déi ech ewell an der Chamber gefrot hat. Hei am héijen Haus gouf ech dunn awer vertréischt op e spéideren Zäitpunkt. Nujee. „D'Kommunikatioun muss kloer an transparent sinn", huet d'Madamm Hansen virdru gesot. Ma si muss virun allem kohärent sinn, muss Substanz hunn an däerf net vu symboleschen Aktioune liewen. Mir hätten eis erwaart, dës Studië kënnen ze analyséieren an ze kommentéieren.

Déi aktuell Zuelen, dat sinn déi Zuelen, déi mer gëschter Owend geschéckt kruten. Här President, gëschter Owend, wärend mer nach iwwert de CETA diskutéiert hunn. D'Diskussioun iwwert den Deconfinement ass doduerjer elo an den Hannergrond geréckelt.

Ech war éierlech gesot erstaunt, datt et der Regierung hir Prioritéit war, de CETA wärend dem État de crise duerchzebaatschen, amplaz gëschter ewell iwwert den Deconfinement ze diskutéieren. Gären hätte mer awer och déi Modeller an der Santéskommissioun mat de Wëssenschaftler diskutéiert, amplaz se elo, net emol 24 Stonnen no der Publikatioun um Portail, hei mussen ze diskutéieren.

Transparenz? Fehlanzeige! Dat sinn alles Floskelen, déi gären dobausse vun der Regierung affichéiert ginn, mee et war awer heefeg schwiereg, fir un d'Informatiounen ze kommen. Mee da sot dat a schwätzt net vun Transparenz an Oppenheet!

A jo, Här Bettel, et sinn zéng Säiten. An hannert deenen zéng Säite sti mathematesch Modeller, déi mer nach ëmmer net hunn. Hannert deenen zéng Säite stinn Grafiken, wou ee gesäit, datt iergendwou tëschent 500 a 1.500 Mënscheliewen um Spill stinn. A mir als Deputéierten haten en amont vun dëser Diskussioun net d'Chance, fir d'Wëssenschaftler ze interpelléieren, ze interrogéieren an ze froen, wourobber se déi eenzel Saache baséieren.

Anscheinend steet et am Ament um Ordre du jour vun enger gutt gefëllter Santéskommissioun en Dënschdeg de Moien. Ech weess net, wéi mer déi Punkten alleguerten, déi do um Ordre du jour stinn, an 90 Minutte sollen zur Genüge vu jiddwerengem traitéieren.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ma da maacht eng weider Sëtzung!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Dat ass eng gutt Ausso, Här Di Bartolomeo. Et wär awer gutt gewiescht, wa mer vläicht schonn éischter hätte kënnen driwwer schwätzen, anstatt datt mer ëmmer erëm - an déi ganz Säit vun der Oppositioun huet dat haut méi wéi eng Kéier widderholl - mussen der Regierung an der Majoritéit hei verschidden Daten a Fakten aus der Nues zéien! Et muss bal méi penibel si wéi e Coronatest! Ech kann Iech soen, esou ee Coronatest ass richteg, richteg onagreabel! A warscheinlech misste mer nach eng méi laang Pipette huelen, fir Iech d'Donnéeën aus der Nues ze zéien.

(Brouhaha)

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir haten ewell bei der éischter Phas vum Deconfinement gefuerdert, kloer Richtlinne fir d'Geschäfter opzestellen, wat d'Unzuel vu Persoune pro Quadratmeter ugeet. De Premier sot, et wier net néideg, well déi meescht sech un d'Reegelen halen. Eng kloer Richtlinn géif awer och deenen Employéen hëllefen, déi net fir déi meescht schaffen, mee fir déi schwaarz Schof.

Ech kommen erëm op d'Fro vun de klore Messagen zréck. Kloer si Messagen, déi d'Leit einfach novollzéie kënnen. Kloer Messagë sinn net: „Dir musst net méi doheem bleiwen, mee bleift awer éischter doheem!" Kloer wier et, wéi vill Persoune pro Quadratmeter an engem Geschäft vun 10 Quadratmeter, 50 Quadratmeter oder 1.000 Quadratmeter erlaabt sinn.

Een, vun deem ech gemengt hat, en hätt dat mat de klore Messagë verstanen, war de Wirtschaftsminister, dee gesot huet: „Et gëtt keen am Ree stoe gelooss." Mee wat ass d'Realitéit? Vill Schall, vill Rauch, mee d'Hëllef kënnt net un!

D'Kolleegen hunn et ewell gesot: D'Refuse fir d'Independantë sinn e weidere Coup an de Bauch fir Leit, déi sech trauen, sech trauen, fir op eegene Been ze stoen, sech trauen, fir Aarbechtsplazen ze schafen, sech trauen, fir d'Ekonomie um Rullen ze halen. Amplaz mat Plooschteren ze probéieren, Schosswonnen ze verpléischteren, soll d'Regierung endlech d'Ambulanz fir eis Ekonomie ruffen an net och nach op d'Ambulanz schéissen, wa se mat kloren, mee deplacéierte Messagë behaapt, all Independant wär e klenge Krösus. E klore Plang fir d'Relance wär hei vunnéiten.

Ech schwätzen alt nees vu Kloerheet. Kloerheet, déi eis an der Kommunikatioun feelt. Vill gëtt annoncéiert, mee um Enn gëllt net dat, wat ee versprécht, mee dat, wat een ëmsetzt.

Wa mer d'Ambulanz fir eis Wirtschaft ruffen, da musse mer u jiddwereen denken, an net nëmmen un déi Déck. Mir mussen ënner Anhale vun der physescher Distanz an an no der Kris méi no beieneeréckelen. Dat heescht, datt déi, déi am prekäersten dru sinn, och als Éischt musse gehollef kréien. Déi, déi duerch d'Kris virun nei Käschte gestallt goufen, mussen Ënnerstëtzung kréien. Mir mussen d'Digitaliséierung virundreiwen an awer och derfir suergen, datt wéinst der Digitaliséierung keen ofgehaange gëtt!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Méindeg maache mer e klenge Schratt an e weideren Deconfinement, mee et brauch eis alleguerten, fir och weider d'Verantwortung ze iwwerhuelen. Mir mussen d'Effekter vun der zweeter Well mitigéieren. Mir musse weider zesummenhalen, fir datt mer weiderhin dem optimisteschste Modell vun eise Wëssenschaftler no bleiwen an net an d'Horrorzenarie kommen, déi kee vun eis sech wierklech virstelle wëllt.

Ech sot et ewell gëschter, wéi mer iwwert d'Opmaache vun de Schoule geschwat hunn: Mir musse léieren, mam Virus eens ze ginn. Mir musse vigilant bleiwen. A mir alleguerte sinn Deel vun dëser Lutte géint en onsiichtbare Feind. De Kampf géint de Virus ass nach net eriwwer, mee mir si gutt ënnerwee. Loosst eis all zesummen derfir suergen, datt et esou weidergeet!

Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

An elo huet d'Regierung d'Wuert. Fir d'éischt de Premier- a Staatsminister Xavier Bettel, an da wäert d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert de Relais iwwerhuelen. Här Staatsminister, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, e grousse Merci. D'Fro, firwat gëschter keen Debat hei stattfonnt huet: Ech hat gëschter en europäesche Sommet mat de Balkanlänner. Ech hat dat jo och an der Conférence des Présidents gefrot. An ech hat gemengt, dass déi Leit, déi do waren, dat och matkritt hätten.

Et ass vun Dialog geschwat ginn, Här President. Ech mengen, an der Politik ass nach ni iwwer eppes esou vill geschwat gi wéi iwwert de Coronavirus! Dir hutt et selwer gesot: Et ass dee fënneften Debat. Et ass keng Woch gewiescht, wou d'Gesondheetsministesch an ech selwer net an d'Conférence des Présidents komm sinn. Mir hu permanente Kontakt gehat - all Ministère - mat deene verschiddenen Uspriechpartner, déi ee kann hunn.

An d'Beispill, dat och grad d'Fraktiounspresidentin vun der CSV geholl huet vun der Schoul: Do ass vum Educatiounsminister wierklech - an dat huet e jo och scho bestätegt - Kontakt gewiescht mat de Representanten. Dat heescht, dat war och vläicht net dat bescht Beispill.

D'Fro ass och gestallt ginn, wéi Aarbechtsgruppe géife goen a wien elo alles mat um Deconfinement géif schaffen. Här President, ech muss lech soen: esou vill Beamten! Wann ech all Schoul kucken: All Schouldirekter kuckt mat sengem Personal, mat senge Leit an der Schoul, wéi en dee Confinement och a sengem Haus organiséiert. Dat heescht, wann ee mer d'Fro stellt: Wie schafft alles um Deconfinement mat?, da kann ech lech soen: Dausenden an Dausende vu Leit an dëse Momenter, wou déi Responsabel an all Administratioun dat doten och zesumme mat hire Leit kucken!

Ech hunn hei prezis d'Fro gestallt kritt ... An ech muss lech soen: Ech fannen et net ganz responsabel, wann ech hei gesot kréien, ech misst elo soen, wéini wat elo opgeet. De „Wannwann-wann" mam „Dann-dann-dann" ass hei gesot gi vun der Fraktiounscheffin. Ech kann lech just soen, dass d'Zuele mir et erlaben ze soen, wéini wat geschitt. D'Zuelen! Mir hunn den 11. Mee elo eng éischt Ouverture, Här President. Wann nom 11. Mee zwou Wochen herno vergaange sinn, kënne mer estiméieren!

Ech verstinn, dass d'Leit och eng gewësse Previsibilitéit brauchen. Duerfir hu mer deen Datum vum 1. Juni jo gesot: fir dass ee kann - kann! -, wann d'Zuelen et erlaben, dann deen dote Schrëtt och maachen! Mee fir elo kënnen ze soen: „Et muss da sinn" an „Dat musse fest Datume sinn", dat maachen ech net.

Als responsabele Politiker, Här President, kann ech mech net engagéieren, esou wéi ech mech och net engagéiert hat, dass déi Saachen den 11. Mee definitiv géifen opgoen. Wann een hei wëllt duerno de Reproche gemaach kréien: Firwat hutt Der et dann esou fréi opgemaach oder esou spéit opgemaach?, ech kann lech just soen, dass mir an der Regierung mat den Zuelen, déi mer hunn, dann déi Decisioun och kënnen huelen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Premierminister, erlaabt Der, datt d'Madamm Hansen lech eng Fro stellt?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Selbstverständlech, Här President.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech froen den Här Premierminister dann nach eng Kéier ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Et ass just meng Zäit, déi leeft. Ech wier frou, wann déi da gestoppt gëtt. Okay?

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech froen hien nach eng Kéier. Hie seet, an och den Här Delles huet dat scho gesot: „Wann d'Zuele gutt sinn, da maache mer op."

An ech froen einfach: Wéi eng Zuele sinn dat? A wat heescht „gutt"? Ass dat de Reproduktiounstaux vum Virus? Déi Rat vum Virus? Ass et: esou vill Prozent vun de Better an der Klinik besat? Ass et d'Unzuel vun Infektioune pro Dag? Wat ass et? Wat gëtt genau gekuckt? An ech denken, da wier et kloer.

Dir hutt jo gesot: „Warscheinlech kënne mer eventuell den 1. Juni opmaachen." Mee d'Fro ass eeben: Wéi eng Zuele gi gekuckt? A wat ass „gutt"?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ma genau déi, déi d'Madamm Hansen zitéiert huet. Déi alleguerten, déi allegueren!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Wat ass „gutt"?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Déi alleguerte mussen zesumme gekuckt ginn. Dat ass d'Zuel vun den Intensivbetter. Dat ass eng Kéier, wéi den Taux d'infection ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech kréie keng Äntwert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- ... och weider leeft an d'Tester, de Prorata vun den Tester an den infizéierte Personen. Wann een déi dräi Saachen huet, kann een definitiv Decisiounen huelen. A virdrun ass dat net méiglech.

Virdrun ass och geschwat ginn iwwert d'Wirtschaft an d'Netwirtschaft. Mir probéiere wierklech - an ech sinn elo frou, dass de Finanzminister hei ass, den Här Gramegna - dès le départ ...

An hei ass vu verschiddene Leit gesot ginn: „Jo, mee Dir sidd virsiichteg a wéi gesäit d'Finanzsituatioun aus?" Ech kann lech just eppes soen, Här President: Wann ënnert där viregter Regierung, wou och de Finanzminister den Här Gramegna war, net heiansdo d'Handbrems gezu gi wier an opgepasst gi wier, wéi ee mat der Finanzpolitik a mat de Steiergelder géif ëmgoen, dann hätte mir haut net déi Situatioun, déi mer hunn!

A wa mer haut en Triple-A hunn a wäerten alles maachen, fir dass mer deen Triple-A och kënnen halen, erlaabt eis dat, et besser ofzefiederen, wéi et an anere Länner de Fall ass. An den Här Gramegna, deen awer, ech géif soen, den Tenancier vun den ëffentleche Gelder ass, dee gutt oppasst, wéi e mat den ëffentleche Gelder ëmgeet, huet awer hei dès le départ och bewisen, dass mer alleguerte fir eis Wirtschaft, fir eis Ekonomie och mussen ëffentlech Gelder eranhuelen.

An dat, wat ech awer wierklech wéilt evitéieren, Här President: Hei gëtt gesot, et dierf een net d'Independanté géint déi aner ... et dierf een net d'Geschäftsleit géint déi breet an déi schmuel Schëlleren ... Da géif ech och wierklech awer evitéieren, Här President, dass hei op eng Kéier probéiert gëtt, eng Front opzemaache vis-à-vis vun enger Persoun, déi sengem Papp seet: „Ech gi gär Staatsbeamten."

D'Leit solle sech och net schummen, wa se Staatsbeamte wëlle sinn, esou wéi dat hei vun enger Fraktiounscheffin gesot ginn ass.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech mengen, jiddwereen ... Also, ech kann dat soen, well ech sinn et.

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Iwwert den Tracing, Här President ...

(Brouhaha)

Jo, mee dann ...

Iwwert den Tracing, Här President, ech hat nämlech gemengt, mir géifen duerno driwwer schwätzen. Mee, wéi gesot, ech hat gëschter och e Conseil vun den Digital- a Kommunikatiounsministeren, wou mer iwwert den Tracing geschwat hunn. A mir waarden op eng gemeinsam Propositioun. Et gëtt dru geschafft.

Déi Däitsch hunn eis ze verstoe ginn, dass si elo eng Propositioun hätten, déi mer kéinten huelen. D'Fransousen hunn eis gesot, dass si eng aner Propositioun hätten, déi mer kéinten huelen. Déi eng hu gesot: „Mir maachen et zentral." Déi aner hu gesot, si maachen et dezentral. Déi eng hu behaapt, si géife gär mat Google a mat Apple schaffen.

Ech kann lech just soen, dass dat, esou wéi et hei an der Chamber ass, esou wéi hei an der Chamber d'Meenung war - bis elo, ausser d'Pressekonferenz dës Woch och vun der gréisster Oppositiounspartei, déi op eng Kéier seet: „Mir mussen elo awer eng App kréien" -, si mir der Meenung, ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dat hunn ech net gesot!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dir net, Madamm Fraktiounspresidentin, mee Är Parteipresident.

... si mir der Meenung, dass eng Tracingapp wierklech nëmmen och e Sënn huet, wann all déi Garantien do sinn, déi mer och als Chamber zesumme géife fuerderen.

An d'Wëssenschaft ... Ech kréien hei och gesot: „D'Wëssenschaft fuerdert esou eng App." Jo, d'Wëssenschaft fuerdert eng. An dat ass och eng apolitesch Haltung. An dat ass och gutt! An déi musse mer och kënnen analyséieren! Mir mussen duerno awer politesch Decisiounen och huelen. An am Moment si fir eis all déi Garantien net ginn, fir dat kënnen ze maachen.

D'Fro iwwert den État de crise. Also, ech hätt jo am léifsten, Här President, mir hätten den État de crise net gebraucht! Mee mir hunn awer gesinn, dass mer soss keng Gesetzgeebung kéinten adaptéieren an enger Situatioun, wou mer wierklech hu misse reagéiere bannent 24 Stonnen.

Mir hunn elo festgehalen, an ech wëll dat och eng Kéier hei soen - an, Här Baum, ech wäert lech da vläicht enttäuschen -, Här President, dass mer de 15. Mee bei lech géife kommen, dat ass freides - d'Chamber hat nämlech gesot, mir bräichten dräi Wochen, an dat sinn dann och dräi Woche plus ou moins -, dass mer gär en Echange mat lech hätte mat engem Text, deen en Avant-projet vun eis ass, dat heescht vun Iddien, déi mer hunn, dass mer déi e Freideg bei lech géife presentéiere kommen an d'Conférence des Présidents an de Bureau, esou wéi mer dat bis elo haten, dass Der do de Pabeier kritt, dass mer méindes den 18. nees eng Kéier an d'Chamber kommen, fir mat lech dann Är Kriticken, Är Propositioune kënnen ze lauschteren, fir dass ech dann den 18. mëttes nees e Regierungsrot kann organiséieren, fir dann eeben déi nächst Etappen ze kucken, wéi mer aus dem État de crise kommen, woufir mer och eng legal Basis brauchen, fir kënnen do eng Äntwert ze ginn op d'Problemer, déi mer hunn.

Dann nach zwee Punkten.

Also, op déi ganz sanitär Froe wäert d'Madamm Gesondheetsministesch och agoen. Mee ech wollt awer hei just, wa mer vum Sanitär schwätzen, Här President ... Ech war elo d'lescht Woch och am CSA an der Rockhal bei de Leit, an och am CHEM mam Buergermeeschter, mam Député-maire vun Esch.

An ech muss lech soen: Déi Motivatioun vun deene Leit, déi do schaffen, vu Leit, déi sech virdrun net kannt hunn, zum Beispill am Centre de soins avancés, déi do wierklech zesummenhalen, déi wierklech och déi gemeinsam Politik, déi mer bis elo fäerdegbruecht hunn awer ze deelen, och schätzen, an einfach Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, well et sinn och iwwer 60 % Netlëtzebuerger am CHEM, wierklech deen Zesummenhalt, dat Engagement fir déi aner Bierger ... Also, et ass eng Leçon vun Zesummeliewen, vun Engagement wierklech an Empathie fir aner Bierger, déi och wierklech beispillhaft ass.

Ech wollt dat wierklech hei ënnersträichen. A wann ech mat der Gesondheetsministesch do ënnerwee sinn, spiere mer wierklech iwwerall, dass de ganze Corps médical engagéiert ass, déi do mat Empathie dee Beruff am Fong richteg ausgewielt hunn.

Dann nach zwee Punkten, Här President.

Et geet iwwert déi Maskegeschicht vun deene 50 Masken. Ech wëll just drun erënneren, dass eng chirurgesch Mask awer nach ëmmer, och wann deen een oder aneren dat net gär héiert, méi sécher ass wéi déi meescht stofte Masken. Et muss ee wëssen, dass déi pabeiers Masken, also déi Masques chirurgicaux, méi sécher si wéi eng stofte Mask. Duerfir soll een de Leit net d'Gefill ginn, dass déi Masque-chirurgicallen do näischt wieren. Au contraire, déi protegéieren awer besser wéi stofte Masken.

Mee mir sinn awer ganz averstanen - an ech muss der Madamm Lorsché och Recht ginn -: Et muss kee se siche kommen! Et ass eng Fakultéit, déi mer hunn, well mer als Staat awer d'Mask op ville Plazen imposéieren als Mesure barrière obligatoire souguer op verschiddene Punkten, wou mer der Meenung sinn - an den Här Clement sot et virdrun -, de Präis vun de Masken ... A mir hunn et fäerdegbruecht, se ze kafen op engem anere Präis, wéi dat haut um Marché ass, dass mer et fäerdegbruecht hunn, fréi anzekafen!

A wéi mer viru Woche gesot hunn oder viru méi wéi engem Mount gesot hunn: „Mir kafen an, wat mer kréien", dunn hu verschidde Leit gesot: „Dir braucht déi emol net!" Ma ech si frou, dass mer der deemools kaaft hunn an dat et haut erlaabt, dass mer dës Distributioun och kënne maachen!

An déi Distributioun fänkt schonn an den nächsten Deeg un, an och déi nächst Woche wäert se goen. Verschidde Gemenge wäerte méi Zäit brauchen, well Dir wësst jo och, dass dat och mat der Organisatioun vun de Schoulen do ab dem 25. organiséiert gëtt. Mee ech weess zum Beispill, dass d'Armée och elo kuckt, wéi ee kann och deem engen an deem aneren ... Well mir sollen net vergiessen: Eis Frontalieren, déi ech elo just zitéiert hunn, déi am ganze Spidolswiese schaffen, déi hunn am Moment nach guer näischt kritt. An ech mengen, dass et duerfir och wichteg ass, dass een do déi doten Distributioun esou séier wéi méiglech ka maachen.

Mee, wéi gesot, et ass eng finanziell Ënnerstëtzung fir d'Leit, well et awer och eng Depense ass, a virun allem och: Et kritt een der net iwwerall an net onbedéngt. Duerfir hu mer fonnt, dass et wichteg wier, dës Distributioun kënnen ze maachen. An ech sinn och frou, dass dat heibannen awer och vun deene meeschte Bänke gedroe gëtt.

An erlaabt mer mat engem Punkt opzehalen, deen hei zitéiert ginn ass vun der Fraktiounscheffin vun der CSV, iwwer Europa. Jo, mir feieren dëse Weekend de 70. Anniversaire vun der Schumans-Deklaratioun an och de 75. Anniversaire vum Enn vum Zweete Weltkrich. An ech wier frou, wann ech muer kéint, den 8., d'Celebratioune feieren, oder och éieren, fir all déi Leit, déi am Zweete Weltkrich gestuerwe sinn. An dee Friddensprojet Europa ass deen, deen eis haut vill méi bréngt wéi heiansdo déi Konflikter, déi mer hunn.

Déi Situatioun mat zouene Grenzen, déi mer hunn, ass eng Situatioun, déi mer wierklech bedaueren. A gleeft mer, Här President, dass all d'Ministeren, ob dat den Ausseminister ass, ob dat d'Groussregiounsministesch ass, ob dat déi verschidde Ministere mat hiren Homologe sinn, ob dat um Niveau vun de Chefs d'État a Chefs de gouvernement ass, permanent gesot hunn: „Dat doten hëlleft net vill, dat dote blockéiert!"

Mir hunn interveneiert, fir zum Beispill bei eisen däitschen Noperen extra Filièren ze kréien, fir dass d'Leit solle méi séier duerchkommen. Mir hu fir Vignetté gekämpft, dass se sollen och erkennbar si vu baussen, dass se net méi missten iwwerall stoe bleiwen. Mir hunn dat permanent gemaach. Dir wësst och, Här President, dass dat eng Compétence nationale ass, obwuel - obwuel! - déi normalerweis, wa Schléissunge vu Grenze sinn, och bei der Kommissioun sollte gemellt ginn. An do ... Nee! An dëser Situatioun hu verschidde Leit d'Distanciation sociale éischter als Distanciation nationale gesinn a leider dee falsche Reflex gehat.

Mir hunn ni Grenzen zougemaach. Mir gleewen, dass, wann een en internationalen an en europäesche Problem huet, een e gemeinsame Problem huet an och just eng gemeinsam Äntwert kann d'Léisung sinn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Premierminister.

An de Relais iwwerhëlt d'Madamm Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Jo, merci a gudde Mëtteg alleguerten. Ech si frou, dass mer eis eens sinn, dass een hei eng Strategie brauch. An ech sinn och ganz frou, dass mer eis eens sinn iwwert dat, wat eng Strategie bedeit. Eng Strategie, d'Madamm Hansen huet et gesot, bedeit en Zil hunn. D'Zil vun eiser Strategie, dat war vun Ufank u ganz kloer an et huet och net geännert. Op Englesch seet een „flatten the curve". Dat, wat mir wollten, ass d'Epidemie ofbremsen. Mir wëssen, si ass do, mee et gëtt keen Impfstoff dergéint. Also, wat kann ee maachen? Et muss een et an d'Zäit strecken.

Dat ass kloer eist Zil. Dat war eist Zil vun Ufank un an et ass och haut nach d'Zil. D'Zil ass, eng zweet grouss Well evitéieren a virun allem déi Well kleng halen, esou kleng halen, dass mer gutt kënne mat deem Virus liewen, dass en eis net an d'Gesiicht schléit, dass eise Gesondheetssystem e ka packen. Dat ass d'Zil. An dat schéngt mer kloer. An dat Zil huet och net geännert, vun Ufank un. Ech stinn dozou. Et wäert eis och nach eng Rei Wochen a Méint beschäftegen.

Da gehéiert zu enger Strategie eng Zäitschinn. An der Reegel schonn. En normale strateegesche Plang huet eng kloer Zäitschinn.

Et gehéiert och dozou, dass et faktebaséiert ass. Do sinn ech ganz d'accord. Just mam Virus Corona muss een eng Optioun huelen. Wann ee wëllt faktebaséiert schaffe par rapport zum Corona, da kann ee keng kloer Zäitschinn ginn, well mir mussen ofwaarden. Mir musse Schrëtt fir Schrëtt goen. A genau dat ass déi Strategie, déi mer gefuer sinn. Mir hunn ee Schrëtt geholl, en nächste Schrëtt. An da waarde mer of, wat mer gesinn, wat mer léiere vum Virus. Mir kucken, wat d'Tester eis weisen. Mir kucken, wat eis Kurven eis weisen.

Dat heescht, wa mer wëlle faktebaséiert schaffen - an dat ass eis Strategie ... Mir wëllen net einfach poleemesch eppes an de Raum setzen a soen: „Da geet dat op, da geet dat op." Nee, mir hu ganz kloer derfir optéiert, Schrëtt fir Schrëtt ze goen. An ech mengen, dass dat och beim éischte Schratt, dee mer geholl hu fir den Deconfinement, schwiereg ze verstoe war. Mir hu gesot: „Mir waarden dräi Wochen", well dat ass déi Zäit, déi ee brauch, wann ee wëllt seriö op enger Kurv gesinn, ob eng Mesure en Impakt huet oder net. Déi muss ee sech ginn.

Ech verstinn, dass dat net einfach ass ofzewaarden. Ongewëssheet ass generell net flott. An an dësen Zäiten, wou een trotzdeem vill Angscht huet ronderëm dee Virus, dat ass eppes, wat de Leit vill Suerge mécht, op ville Pläng, do ass dat net einfach. Mee dat ass déi Strategie, déi mer gewielt hunn: eng virsiichteg Strategie, eng faktebaséiert Strategie. Duerfir ass d'Zäit net eng Zäitschinn, déi mer wierklech virausginn.

Et ass e Wann-Dann. Dat ass kloer. Wann ech misst resuméieren an Äre Wierder, ass et genau dat: Wa mer gesinn, dass déi éischt Mesuren net allze vill e schlëmmen Impakt hunn, an dat war de Fall - mir hu quasi näischt gesinn, et ass wierklech net eropgaang um Niveau vun den Infektiounen, et ass net eropgaang um Niveau vun den Hospitalisatiounen -, da si mer prett, fir en zweete Schrëtt ze goen. An op där Basis kënne mer evaluéieren: Wat bedeit et, wa mer en nächste Schratt huelen?

Mee mir musse wëssen, wat d'Grondvirausssetzunge sinn. Mir musse wëssen: Wou sti mer? Wéi gesäit et aus op eisen Intensivstatiounen? Wéi gesäit et aus mat den Infektiounen? Wéi gesäit et aus mat deem berüümten R?

An et ass richteg, Dir hutt et scho virun dräi Woche gefrot. Ech hat och deemools scho gesot: „Mir hunn en nach net." Firwat? Well mer eis eréischt eng Datebank opgestallt hunn. A mir hunn eis oft gesinn a leschter Zäit an der Conférence des Présidents, och an der Santéskommissioun, wou ech Iech erkläert hunn: Mir hu ganz vill dran investéiert, zesumme mat eiser Uni wierklech eng seriö Datebank ze erstellen, déi eis eegen Daten huet, net iergendeppes, wat kopéiert ass op e chineesesche Modell, mee eng Datebank, eng Modellisatioun, déi op deem fousst, wat an eisem Land hei Sache ass. Dat heescht, eis eegen Zuele ginn injektéiert. An dat brauch eng gewëssen Zäit. Jiddwereen, dee sech schonn technesch mat Modellisatioune befaasst huet, dee weess dat. Dat brauch eng gewëssen Zäit, bis dat stabiliséiert ass.

An eis Modellisatioun ass eréischt viru ronn 14 Deeg wierklech richteg stabiliséiert ginn, an dat erlaabt et engem dann och, en R ze berechnen. Wéi berechent een en R? Wann een dat googelt, fënnt een dat. Et ass eng mathematesch Equatioun, déi ass ongeféier eng DIN A4-Säit laang. Mir echappéiert dat, ech hunn eng Sektioun A gemaach.

(Hilarité)

Ech kann Iech awer soen: Ech hunn a mengem direkten Ëmfeld Leit, déi op enger C sinn a rezent drop waren. Bei Iech ass et vläicht e bësselche wäit hier, mee normalerweis, mat enger Première C kritt een dat hin. Et ass mathematesch sécherlech iwwert dat eraus, wat een op enger A léiert. Mee op enger C, normalerweis, misst et klappen. Ech denken, dass et beim Här Baum just einfach e bësse wäit zréckläit, mee mat e bësselche Mathematiknohëllef misst dat goen.

Et ass eng ganz kompliséiert Berechnung a si fousst och op Modellisatioun. Den R justement, an duerfir konnte mer deen och elo eréischt richteg liwweren - oder relativ richteg, well en ass jo och ganz ëmstridden -, dee fousst hei zu Lëtzebuerg op eisen eegene Modellisatiounen. Also hunn déi Modellisatioune fir d'éischt misse stabiliséiert sinn, fir dass mer eis R-Berechnung kënnen deementspriechend alimentéieren.

Firwat geet en net erof? Ben, e geet net einfach erof, wa manner nei Infizéierter sinn. Esou einfach ass et net, soss géifen net eng DIN A4-Säit anhuelen. Et si méi Parameteren, déi afléissen. An ech ginn dovun aus, dass eis Uni, déi eis do wierklech ënnerstëtzt, fir dat ze berechnen, dat och richteg mécht. Jiddefalls gesinn ech mech net, dat a Fro stellen.

Wann awer aner Leit dat kënnen norechnen, sinn ech gären op fir eng Entrevue. Da kënne mer driwwer diskutéieren. Ech géif dann nämlech och déi néideg Experte matbréngen, well ech net dee richtegen Interlocuteur sinn, fir déi mathematesch Diskussioun ze féieren.

Dann ass gesot ginn: „Eng Strategie, wann een dat gutt mécht, mécht een et am Dialog an net mat Consultingfirmen." An där Hisiicht ware mer vun Ufank u ganz transparent, mat wiem mer geschafft hunn. Mir hunn en dagdeeglechen Echange mat eise Spideeler, mat der FHL, mat de Representantë vun der Dokterschaft, mat der AMMD.

Mir hu mat hinne geschafft fir de Confinement an elo fir den Deconfinement. Mir schaffe mat hinnen dagdeeglech fir d'Organisatioun um Terrain vun deene Strukturen, déi mer op d'Plaz gesat hunn. Mir hunn e Coordinateur national bei eis am Ministère de la Santé, dee vun der AMMD designéiert ginn ass. Dat heescht, ee vun hinnen. Dat sinn Experte vum Fach aus eisem Land, déi bei eis matschaffen, déi laangjäreg Erfarung hunn.

Mir hunn och eng Rei gestanen Dokteren hei aus dem Land, déi sech zur Verfügung gestallt hunn. Mir hu se och deels agestallt iwwer Contrats d'expert, déi eis begleeden. Si sinn Dokteren hei vu Lëtzebuerg, déi den Terrain kennen an déi hiert Wëssen abrénge ronderëm d'Santé an deem ganze Prozess, dee mer duerchginn.

Da schaffe mer och zesumme mam Cercle des médecins généralistes. Dir wësst, mir hunn eng ganz Rei Ligne-de-garden opgestallt ronderëm eis CSAen, och an de Maison-de-soinen, e ganz ëmgekrempelte Gesondheetssystem. Dat gëtt alles organiséiert am Gespréich mam Cercle des médecins généralistes. Ech weess net, wien e besseren Interlocuteur fir eis kéint sinn an dëser Zäit. Dat si keng exotesch Consultingfirmen, dat si Leit hei vum Terrain vum Fach, déi de lëtzebuergesche Kontext kennen, déi aus dem Spidolsecteur kommen an déi wëssen, wat se do erabréngen un Erfarungen.

Da schaffe mer awer och ganz enk zesumme mat der Fuerschung, mat eiser lëtzebuergescher Fuerschung. Lëtzebuergesch Fuerschungsacteuren hu sech zesummegesat vun Ufank u vun der Kris an enger Taskforce Covid-19. Déi hunn eng Website, déi ass Open Source. Et ka jiddwereen suivéieren, sech dat abonéieren. Do komme reegelméisseg nei Aarbechten. An déi Aarbechten, déi kucke mir natierlech mat groussem Interêt a mir schaffen och zesumme mat hinnen.

Dës Taskforce mécht eng remarkabel Aarbecht! Ech wëll dat wierklech ënnersträichen. Si si ganz spontan zesummekomm a schaffen op all deenen Theemen, déi wichteg si ronderëm dës Kris. An et ass och hire Pabeier, deen Der gëschter kritt hutt, deen och ganz aktuell ass.

Deen ass kuerzfristeg komm. Firwat? Well en och erëm eng Kéier déi aktuellsten Zuele beinhalt. E fousst op Modellisatiounen, déi esou rezent sinn, wéi et nëmmen iergendwéi geet. An op dee Rapport hu mer eis baséiert. Dat ass de Genre vun Aarbechten, op déi mer eis stäipen, fir eebe kënnen eng Strategie ze begleeden.

Jo, widderhuelen. Ech sinn a mengem Beruff virdrun net gewinnt gewiescht, esou vill ze widderhuelen. Ech war iergendwéi ëmmer gewinnt, dass ee mer nogelauschtert huet. Ech hunn awer geléiert - dat ass dat, wat ech wierklech geléiert hunn -, dass een oft muss widderhuelen. An duerfir e grousse Merci un de Gilles Baum. Ech mengen, ech kommen och nach eng Kéier fir eng Nohëllefstonn. Wann een aus dem pedagogesche Beräich kënnt, fält engem dat méi liicht. Et ass mer scho wichteg, dass een ëmmer erëm muss widderhuelen.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Dir sidd ëmmer wëllkomm, Madamm Minister.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Gell? Well „testen, testen, testen", souwäit ech mech erënneren, ass dat e Sproch, deen ech bei all Pressekonferenz, bei all Rencontre, déi mer haten, vun Ufank un ëmmer erëm gesot hunn.

Et ass net mëttlerweil, wou d'Santé et entdeckt huet. Et ass gesot ginn, „mëttlerweil huet och d'Santé agesinn, dass ee muss testen, testen, testen". Mëttlerweil, dat wär fir mech eréischt en cours de route, mee bei eis war dat vun Ufank u kloer. An dat ass eng ganz gutt Zensur, déi mer och international kritt hunn. Dir wësst et: Mir ware laang wierklech Spëtzereider. Haut si mer op der zweeter Plaz. Malta test mëttlerweil e bësselche méi wéi mir. Mir ware laang Nummer 1. Mir sinn Nummer 8 weltwäit, an an Europa si mer Nummer 2. Mir teste wierklech vill. A mir wäerten och weiderhi ganz vill testen.

An och dat war e Baustee vun eiser Strategie vun Ufank un. Eng Teststrategie ass een integrale Baustee vun enger Strategie. Dat ass näischt, wat einfach am Raum steet. Dat ass en Element vun enger Strategie! An dat ass e begleedend Element, wat mer developpéiert hunn.

Déi Testingstrategie ass komplex, jo, well mer vill verschidde Saache maachen. Mir maachen net just een Typ vun Test bei deenen, déi Symptomer hunn. Nee, mir schaffe mat der Fuerschung zesummen. Mir hu villfälteg Projete lafen. Mir hu Fuerschungsprojete lafe ronderëm den Testing. An ech denken, dass et kaum e Land gëtt, wat esou eng ambitiéis Diversitéit huet um Niveau vun den Tester, déi lafen, an och vun den Testprojeten, déi lafen.

Vläicht kann ech se awer nach eng Kéier widderhuelen, et ass vläicht net vu Muttwëll.

Mir teste generell all déi Leit, déi Symptomer hunn - schonn ëmmer, am Ufank méi restriktiv. Firwat och méi restriktiv? Opgrond vun de Recommandatiounen, déi mer international haten, awer och opgrond vum Fait, dass mer dat Material net esou disponibel haten, wéi mer eis et gewënscht hätten. Wat mer méi Material kritt hunn, wat ee méi Erkenntnisser hat - wat ee besser Tester kritt huet och, wat mer méi getest hunn.

Haut teste mer nieft deem, wat mer souwisou maachen - dat heescht, nach ëmmer jiddwereen, dee Symptomer huet, dat ass ganz wichteg -, och verstäerkt a verschiddene Secteuren, do, wou et extra wichteg ass. An de Maison-de-soine beispillsweis teste mer am Moment systematesch, well mer wëssen, dass et do besonnesch wichteg ass, déi Positiv erauszefilteren.

Dann hu mer och Clustertester amgaangen. Dat ass dat, wat Der uschwätzt. Déi Clusteren oder Contingenten, wat ass dat? Dat sinn Deeler vun der Populatioun. An dat huet eng Logik. Do ass schonn eng Strategie derhannert. Wat maache mer? Mir testen déi, déi erausginn. Mir ware ganz confinéiert. Dann ass de Bau opgaangen. Da beschäftege mer eis mat deem Secteur. Do gëtt een Echantillon getest. Da kucke mer, ob deen Echantillon an der Rei ass. Wann e besuergneserreegend wier, hätt ee kënne méi breet testen, eppes ënnerhuelen.

Dann hu mer elo d'Primaner getest. Elo si mer amgaangen, de Bau fir d'zweet ze testen, well e war bei 2,2 %. Dat ass okay, et kéint awer besser sinn. Wann esou eng Zuel do ass, da maache mer dat nach eng Kéier hannendrun, fir ze kucken, ob eng Evolutioun do ass, ob et sech verschlëmmert huet oder net.

D'selwecht sinn d'Bréiwer erausgaange fir elo déi nächst Etappen. Am Commerce wäert elo en Echantillon getest ginn, d'Services de soins à la personne wäerte getest ginn. Iwwerall do, wou elo nei Secteuren opginn d'nächst Woch, wäerten Echantillone geholl ginn. Dat ass eise Cluster-Prevalenztest, dee maache mer queesch duerch de Gaart, an d'Strategie besteet doranner, dat au fur et à mesure ze maachen, wéi mer nei Secteuren opmaachen, fir déi eeben duerchzetesten.

A wann iergendwou eppes Beonrouegendes ass, dann hu mer d'Capacitéit hoffentlech iwwert d'nächst Wochen a Méint. An och do gëtt et nach e puer Inconnuen an der Logistik, mee do si mer zouversiichtlech. Dat ass d'selwecht wéi bei de Masken. Dat war och ni e Geheimnis. Mir kënnen ëmmer nëmmen dat maachen, wat mer och disponibel hunn. Mee eis Ambitioun ass et, mat engem grousse Projet wierklech esou opgestallt ze sinn, dass mer net limitéiert wäerte sinn an dass mer lues a lues kënnen d'ganzt Land duerchtesten, no enger Priorisatioun, an déi ass, wéi gesot, Stéck fir Stéck. Et ginn nei Secteuren op an déi wäerte getest ginn.

Null Risiko gëtt et net. Vill diskutéiert muss och weiderhi ginn. Ech géif och just eng Kéier ënnersträichen, dass mer och ganz, ganz vill Echangen hate mat der Chamber. Et ass gesot ginn: Et ware fënnef Debatten, dräi Deklaratiounen, och d'Santéskommissioun koum zesummen. An der Conférence des Présidents sti mer Ried an Äntwert, wann Der Froen hutt. Well et ass normal, dass vill Froe sinn, et ass eng nei Situatioun. Et ass jo wierklech komplex alles.

Ech hu just eng Kéier zesummegezielt, mir hunn och ganz vill Question-parlementairë scho beäntwert am Kontext Covid. Ech hunn déi eng Kéier zesummegezielt. Wat hate mer? 9 Froe ronderëm de Confinement, dann hate mer der 15 ronderëm d'Tester an den Tracing, déi scho beäntwert sinn, mir hunn der 3 gehat, wat d'Réserve sanitaire ass, 11 ronderëm d'Logistik, d'Matériel de protection, eng zur Exitstrategie. Dat sinn der 38 insgesamt, an ech hat der 10 gezielt, déi scho virum Confinement waren. Dat heescht, mir kommen op 48 Question-parlementairen entre-temps, déi an dësem Kontext beäntwert gi sinn, wat, mengen ech, awer och misst fir vill Transparenz suergen. Wann dat net esou ass, maachen ech mer Suergen. Dann drécke mer eis warscheinlech nach net gutt genuch aus. Mee och do si mer weiderhi beméit, wa Froe sinn, déi ze beäntwerten.

Wat gëllt elo déi nächst Etappen? Do ass u sech un der Strategie net ganz vill Neies. Si gëtt weider appliséiert. Mir wäerten ofwaarden, wat den Effekt ass vun deem nächste Schratt, dee mer maachen. Deen éischte war schonn e ganz konsistente mam Bausecteur. Dat ass e grousse Secteur, deen opgaangen ass. Elo kënnt en nächste groussen Hoff derbäi, dee mer kënne maachen, well mer wierklech gutt waren um Niveau vun den Infektiounen. Mir si wäit erofkomm.

Wat monitore mer déi ganzen Zäit? Wat kucke mer un Zuelen? De Premier huet et just gesot. Ben, mir behalen natierlech en A op eis nei Infektiounen iwwert déi ganz Tester, déi mir maachen. Mir probéieren, déi Leit, déi positiv sinn, esou gutt wéi méiglech ze isoléieren. Dofir maache mer eisen Tracing. Doriwwer hu mer och scho ganz vill geschwat. Do hate mer d'Geleeënheet, eis auszetauschen an der Conférence des Présidents. Et si Froen dozou komm. Mir tracen am Moment manuell. Dat wësst Dir heibannen, mir hunn dat schonn e puermol exposéiert.

A fir d'Leit dobausse vläicht och nach eng Kéier: Wat bedeit dat? Eis Inspection sanitaire, déi rifft un. Wann ee positiv getest gëtt, gi mir direkt informéiert. D'Leit gi kontaktéiert, an da gëtt mat hinne retracéiert, mat wiem se a Kontakt waren, fir dass een déi, déi an enkem Kontakt waren, do, wou et mat engem Risiko verbonnen ass, dass een déi Leit och wierklech kann isoléieren, an eng Quarantän eebe setzen. Dat ass dat, wat mer elo maachen. Wéi gesot, dat ass och näischt Neies. Et ass bekannt gewiescht, et ass esou, wéi mer et gemaach hunn am Ufank vun der Pandemie. Dunn, am Confinement, ass et net méi gemaach ginn, an et ass och selbstverständlech erëm nei ugaangen dee Moment, wou elo den Deconfinement kënnt. An et ass och ëmmer esou annoncéiert gi vusäite vun der Regierung, souwuel op de Pressekonferenze wéi och hei an den Echangen. An et ass och wichteg, dass mer dat kënne bäihalen.

Vun eiser Säit aus si mer zouversiichtlech. Ech muss soen, de Sven Clement sot, e wär erschreckt, wéi e gelies huet, dass mer am optimisteschen Zenario sinn. Ech si selwer frou doriwwer. Ech sinn erliichtert. Dat war main Zil. Alles, wat mer maachen, huet natierlech d'Ambitioun, dass mer esou gutt wéi méiglech derduerchkommen. An deem Sënn deelen ech och net d'Meenung, dass mer d'Häll hannert eis hunn. Et ass keng schéin Zäit, et ass keng einfach Zäit, zemools fir eis Betriber. Mee d'Häll war et net. D'Häll wär eppes ganz anescht gewiescht. An d'Häll war net esou wäit ewech.

An eis Ambitioun ass et, mat där Strategie, déi mer hunn, zu där mer stinn, och weiderhin ze kucken, dass hei net d'Häll ausbrécht.

Ech géif Iech Merci soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Gesondheetsministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zum zweeten …

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Här President, Parole après ministre!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Jo, den Här Baum dohannen.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Den Här Baum, heihannen.

Dräi Remarken. Merci de Regierungsmembere fir dës Explikatiounen. Déi éischt Remark ass: D'Madamm Gesondheetsministesch huet gesot, datt d'Transparenz doranner bestanen hätt, datt se op esou vill Question-parlementairë geäntwert hätt. Do wëllt ech awer soen, datt dat eng legal Obligatioun ass. Transparenz wier gewiescht, datt et iwwerhaapt net néideg gewiescht wier, datt iergendeen eng Question parlementaire gestallt hätt. Ech mengen, datt een dat awer preziséiere muss.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Dat Zweet ass: Dir hutt ganz Recht an Dir hutt mech do op mengem schwaache Fouss erwëscht, wat meng mathematesch Fäegkeeten ugeet, obwuel ech de Papp vun engem héijen Dignitär aus der Sozialistescher Aarbechterpartei als Proff hat op Première. Mee Dir hutt Recht, do gëtt et bei mir nach Sputt no uewen.

Mee wouran ech awer net schlecht sinn, dat si Memotechniken. Als Schauspiller muss een Text léieren an duerfir kann ech mech u Saachen nach erënneren. An ech ka mech awer erënneren, datt am Ufank, zumindest wat d'Tester ugaangen ass, et ëmmer geheescht huet: Et huet kee Wäert, jiddwereen ze testen! Oder: Et huet virun allem kee Wäert, Leit ze testen, déi keng Symptomer hunn, well déi Tester da feelerhaft kënne sinn! Dat gehéiert awer och zur ganzer Geschicht zumindest derbäi. An dat ass eng aner Geschicht wéi testen, testen, testen, déi elo erzielt gëtt.

Datt et duerfir Grënn gëtt, dat wëll ech ganz gären, ganz gären zougestoen, deelweis, well d'WHO aner Recommandatioune ginn huet, deelweis awer och, well mer iwwerhaapt keng Tester haten. Dat mag alles richteg sinn, mee fir d'Komplettheet muss een dat awer och soen, soudatt dat awer och en Element ass, wat zur Confusioun gefouert huet.

An dann drëttens, dee berüümten „R". Also, wann ech elo richteg verstanen hunn, ass et jo dann esou, datt mir eng ganz eege mathematesch Formel hunn, déi eng aner Formel ass wéi déi an Däitschland, oder eng aner Formel ass wéi an engem anere Land, well se spezialiséiert ass op Lëtzebuerg.

Okay, Dir rëselt mam Kapp. Dat heescht, et ass déi selwecht Formel. Wann et déi selwecht Formel ass, da kann ee jo Saache matenee vergläichen. An dann ass d'Fro: Wann de Premierminister seet, den R, d'Entwécklung vum R, ass fir eis e wichtegen Indicateur fir de Confinement respektiv Deconfinement, da géif ech gär wëssen, wat Ärer Meenung no e gudden R ass,

soudatt mir et als einfach Deputéiert och verstinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, fir komplett ze sinn, géif ech zu dem Testen, Testen, Teste soen: Genau déi doten Diskussioun, dass mer am Ufank gesot hunn, mir géife just déi Symptomatesch testen, déi hate mer an der Conférence des Présidents. Wou ech lech och d'Äntwert ginn hat, dass d'Tester vun deemools net méi d'Tester vun haut sinn. An d'Feelerquot ass eng aner deemools gewiescht, soudass et zu deem Zäitpunkt kee Sënn gemaach huet, asymptomatesch Leit ze testen. Et war och nach net gewosst, dass et esou vill asymptomatesch Träger géif ginn. A mir hunn eng ganz aner Generatioun vun Tester entre-temps. Dat ass déi Erklärung, déi ech ginn hat. Dofir, fir komplett ze sinn, géif ech et och gären dann domadder completéieren, well mir waren do scho bei der Diskussioun, dass dat eng Kontradiktioun wär. An ech widderhuele vläicht och dann nach eng Kéier d'Erklärung, déi ech dozou ginn hat.

Zum R: Dat ass déi selwecht Formel, esou krut ech dat erkläert, wéi déi, déi och beim Robert Koch-Institut verwent gëtt. Mee d'Donnéeën, déi een injektéiert, sinn natierlech national Donnéeën. Et ass dat, wat ech wollt soen. Dat heescht, dat, wat mer eranalimentéieren, fir dat ze berechnen, dat sinn eis Donnéeën.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Wéini ass den R gutt?

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Den R ass gutt, wann en ënner 1 ass. Well den R bedeit, dass een de Virus weidergëtt. Wann deen ënner 1 geet, an ech kann lech dee ganz rezente soen, well ech krut deen elo just eran, dat ass nach en anere wéi deen de Moien, also et ass net en aneren, et ass just en neien Update, a mir hunn do déi fatidique Nummer 1, do si mer drënner. Mir sinn elo bei 0,99 an d'Tendenz op eisem R ass degressiv säit iwwert de leschte Wochen. Och dat war e Facteur, deen eis positiv gestëmmt huet, fir kënnen an déi nächst Etapp ze goen.

Hätt een do eng steigend Tendenz gehat, wär dat net esou gutt gewiescht. Mee e geet lues a lues erof an en ass säit elo haut, säit den Neiberechnungen, och ënner 1 ukomm.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nach just, Här President, och fir ze completéieren, well den Här Baum huet och reagéiert op dee Punkt, wou d'Madamm Hansen mer jo d'Fro gestallt huet och iwwert den R.

De Fait ass: Et ass den Ensembel, et ass net nëmmen een, et sinn och d'Better. Ech hunn lech virdrun och erkläert, dass mer eng Rëtsch vun Donnéeë musse kënnen analyséieren. Et ass net nëmmen dat eent. Et sinn och d'Better. Et sinn d'Infektiounen, et sinn d'Zuelen et cetera. Et sinn eng Rëtsch vu Parameteren, déi mer mussen hunn, déi dann och eebe kënnen analyséiert ginn. Mee et ass net just ee Parameter, deen erlabe géif, fir ze soen, et ass elo esou oder et ass esou. Et sinn déi dräi, véier Parameteren beieneen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools fir déi Prezisiounen. An dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vun der Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, merci, Här President. U sech ass elo nach eng Fro bäikomm. Also, ech ka wierklech vläicht schwéier vu Begrëff sinn, mee ech hu gemengt gehat, virdru wär gesot ginn, mir hätten den R elo eréischt kënne kréien, well e wär elo eréischt berechent ginn. A wann ech dat elo richteg nogelauschtert hunn, dann hutt Der gesot, den R wär degressiv an de leschte Wochen. Wann en degressiv an de leschte Woche war, da musse mer der jo och scho vu virdru gehat hunn.

Also, ech hunn dat elo net ganz richteg verstane gehat. An ech mengen och, datt ech ganz am Ufank eng Kéier am Bureau gefrot hat, wéi den R wier, an datt du gesot ginn ass: En ass gutt!

An dunn hat ech och gefrot: Wat heescht „gutt"? An dunn hat ech eemol gesot kritt: 0,6 esou dorëmmer. Soudatt awer nach meng Fro ass: Wéi ass d'Evolutioun vun deem R? A wéi laang hu mer en? Dat ass déi éischt Fro.

Dann hunn ech awer och nach eppes bei der Teststrategie net richteg verstanen. Ech hu méi net richteg verstanen, mee an deem Dokument, wat mer gëschter kritt hunn, do steet dran, et wäre Kontingenter definéiert an d'Bevëlkerung géif opgedeelt ginn a Gruppe vu 50.000 bis 100.000. Do ass wierklech meng Fro: Sinn déi schonn opgedeelt? Oder kënnt dat iergendwann?

A vläicht e bësse méi konkreet: Ech mengen, den Här Engel hat gesot a senger Ried, wann d'Tester weisen, datt et gutt ass, da kann d'Schoul erëm opgoen, oder da kann d'Schoul, ech denken de 25. Mee, bei deene Klengen opgoen.

Ech hu wierklech d'Fro, ech hunn et net verstane gehat, well am Ufank ass et zumindest bei eis doheem esou ukomm gewiescht, wéi wann all Schüler géif getest ginn. Sou, mäi Meedche geet awer elo d'nächst Woch an d'Schoul. Hatt krut op jidde Fall keng Mail a kee Bréif, soudatt ech net mengen, datt jiddweree getest gëtt. D'Premièren hunn ugefaang, elo fänkt de Rescht vum Lycée un. Ass bei deem Rescht vum Lycée och ee Kontingent geholl ginn, déi getest gi sinn? A gëtt da gekuckt, ob der net vill do sinn, a maache mer et dovunner ofhängeg, datt d'Schoul opgemaach gëtt?

Wéi gesot, dee klore Message ass net eriwwerkomm gewiescht. Mir hu vläicht... Ech hu jo gesot, ech si vläicht schwéier vu Begrëff.

Dann, bei der Exitstrategie, do hunn ech gesot, ass et noutwendeg, datt mer eng beschtméiglech Kenntnis vum Terrain hunn. An ech hu vu Sozialdialog geschwat. A wann ech mech richteg erënneren, dann ass beim 1. Mee gesot ginn, den OGB-L, den LCGB an och d'CGFP hu gesot: „Mir sinn net consultéiert ginn. Mir konnten net matschwätzen!" D'Nora Back huet iergendwann eng Kéier gesot: „… nicht einbezogen, nur informiert."

An dat war dat, wat ech gemengt hunn: De Sozialdialog ass bei dëser Exitstrategie immens wichteg. Also wär et wichteg, déi Leit net nëmmen ze informéieren, mee fir se och ze consultéieren an op si ze lauschteren.

An dann hunn ech just nach eng lescht Fro, déi ass méi einfach warscheinlech. D'Kierchen, ginn déi iergendwann eng Kéier op? A wat ass do virgesinn?

Merci.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wéi konnt ech dat vergiessen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung, d'Madamm Gesondheetsministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo. Ech fänken nach eng Kéier mam R un. Dir wësst, mir haten och schonn doriwwer rieds, dass mer säit elo mëttlerweil zéng Deeg wierklech fest e Partenariat och mat der Uni hunn, wou si eis dagdeeglech eis Chifferen eraginn. Dofir gesitt Der och eng Evolutioun bei eis um Site. Vu blanke Chiffere geet dat aus, lues a lues komme Saache bäi. Et komme Grafike bäi an esou kënnt och den R bäi. Deen ass do, si rechne scho méi laang, mee bis e stabel war, et ass e bëssen dee selwechten Zäitpunkt, wou eis ganz Donnéeën ugefaangen hunn, esou stabel ze ginn, dass mer dat och wëllen no bausse kommunikéieren. Ab do gëtt e berechent. Ech schwätzen lech dovunner, also, ech hunn en, mengen ech, elo säit zéng Deeg ongeféier. An do gesäit een awer déi Tendenz dran. Mee dat ass déi Informatioun, déi mer kréien.

Vun den Tester: D'Dokument schwätzt vum Prinzip, vu Kontingenter. Wat ass dat? Dat ass näischt anescht wéi dass ee ka Stéck fir Stéck testen. An eis Strategie ass eeben: Déi Stécker, déi éischt an der Prioritéit, déi mer huelen, dat sinn déi Secteuren, déi eeben elo opgaange sinn. Dat heescht, dat, wat beschriwwen ass am Dokument - dat ass jo e begleedend Dokument fir d'Regierung -, dat erkläert de Prinzip vun deem Test, dass een opdeelt. An eis Opdeelung, dat ass eeben de konkreete Choix, dee mer geholl hunn, fir unzefänke mam Bau. Da kommen d'Premièren hannendrun. Elo kommen déi Secteure Commerce an esou weider. Dotëschent waren effektiv d'Premièren, dat war e klenge Grupp, dee konnte mer ganz duerchtesten.

Mee fir Är Fro ze beäntwerten: D'Lycéesschüler, do gëtt elo en Echantillon getest, d'selwecht wéi beim Bau an d'selwecht wéi beim Commerce. Déi Courrierë sinn erausgaangen. Do gëtt opgrond vun engem Echantillon elo eng Foto geholl, wann een esou wëllt, awer et gëtt net komplett duerchgetest.

Firwat? Well déi Fro kënnt warscheinlech direkt hannendrun. Well mer Stand haut net déi Capacitéit stoen hunn, fir deen dote Secteur elo ganz ze testen. Mir hoffen, dass mir dat lues a lues kréien. An deem grousse Projet, dee presentéiert ginn ass, war dat och ëmmer matgesot, mee dat ass net esou an d'Schlagzeilen eropgeréckelt. Natierlech ass do eng ganz ambitiéis Logistik nach en place ze setzen. Dat mécht een net vun haut op muer. Et war en éischten Datum vum 18. Mee avancéiert. Et ass net sécher, dass dee ka gehale ginn. Mir sinn elo éischter bei Enn Mee. Mee dat huet domadder ze dinn, dass dee groussen ambitiéise Projet eeben e ganze Package ass mat Logistik, mat Testzenteren an esou weider.

Dir kënnt lech virstellen, fir op déi Capacitéit eropzefueren, do ass nach vill en place ze kréien. An do ass haut nach net dee genauen Datum ze soen, wéini mer dofir prett sinn. Mee mir fueren déi Teststrategie eeben am Sënn vu Cluster-Prevalenztester, esou nennt een dat. Dat sinn Echantillonen. Dat heescht, mir determinéieren e Grupp, soe mer de Commerce. Mir wësse genau, wivill Leit dat sinn, dat hu mer jo iwwer eis Date beim Staat, an da gëtt dorobber en Echantillon berechent. Déi Leit ginn ugeschriwwen, kréien hiren Test gemaach. A mir hunn och genuch Material, wann elo wierklech eppes Verdächteges wär, fir da schnell nozezéien.

An déi aner Fro, déi Der gestallt hutt. Et ass net esou, dass mer eréischt opmaachen, wa mer dat hunn. Dat ass eng Begleetmoossnam, déi mer hunn zum Deconfinement. Dat heescht, mir wäerten dee ganzen Deconfinement iwwer déi Tester maachen, fir e Bild ze behalen, fir ze gesinn, a relativ schnell ze gesinn, wann iergendwou eppes verdächteg wär oder aus dem Rudder géif goen. Mee et ass net esou, dass fir d'éischt misst d'Resultat do sinn an dann d'Decisioun geholl gëtt. Dat ass …

Ech sinn d'accord, dass dat alles effektiv kompliziert ass. An et muss een et warscheinlech ëmmer erëm ganz pedagogesch och widderhuelen.

Fir d'Exitstrategie, fir d'Berodung vu menger Säit, effektiv, dat si sanitär Moossnamen, dofir erkläert dat och, dass vusäite vun der Santé haaptsächlech eebe Beroder aus der Medezinn, aus deem Beräich, an och aus der Fuerschung matgeschafft hunn an deem Dialog, dee mir geféiert hunn.

Mee mir hunn och en anere Grupp, do kann de Premier vläicht e puer Wuert derzou soen, wou mer en aneren Dialog och fuerderen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wéi gesot, Här President, et sinn zwou Froe vun der Madamm Hansen gestallt ginn. Déi éischt ass iwwert den Dialog. Also, wéi gesot, mir hunn en Dialog, ob deen elo formell, informell ass, mat deem engen oder mat deem aneren. Mee ech géif souwisou proposéieren, an dat hu mer och an der Regierung schonn diskutéiert, dass mer bei deem Ganzen, dee Relanceprogramm, deen och wierklech gefrot gëtt …

Et huet virdrun ee gesot: Jo, den Här Bausch huet gesot, et muss en neie Koalitiounsaccord, mir mussen nei Prioritéite setzen! Mir mussen nei Prioritéite setzen, a mir mussen eeben och kucken, wéi mer d'Ekonomie zesummen ugekuerbelt kréien.

An do maachen ech och eng Offer, eng Offer, dass mer do selbstverständlech, wa mer deen Debat, deen Echange, pardon, sollten hu mat deem engen oder mat deem aneren Acteur, och mat de Fraktiounen hei deen Echange sollten hunn, ob se an der Majoritéit oder an der Oppositioun sinn, dass mer eebe mat deenen och en Echange kënnen hunn iwwert déi nächst Schrëtt, déi mer zesumme maachen, wa mer un engem Plan de relance schaffen. An net nëmme politesch et méi breet och gesinn, mengen ech, wat net onwichteg wier, dass een dat dote mécht an där Etapp, wou een, wéi gesot, en Dialog soll hunn, fir eng Relance économique am Land ze hunn.

Dann, iwwert d'Culten huet d'Madamm Hansen mer eng ganz prezis Fro gestallt. Ech hat do schonn en éischten Echange mat engem Culte, wou ech gesot hunn, si solle mir do d'Propositioun maachen, wéi si dat doten eebe kéinten organiséieren, dat heescht, wéi et zeremoniell géif oflafen, wat kéint gemaach ginn, wat net kéint gemaach ginn. An ech hat net méi spéit wéi de Moien eng Diskussioun och bei eis am Haus mat de Responsabele vum Culte, dass mer e Courrier wäerte maachen un all Culte, dee konventionéiert ass, dat heescht, wou mer e Lien hunn, fir ze wëssen, wéi si am Fong d'Positioun gesi vun hirem Culte.

Well d'Culten hu verschidde Praktiken. Dat heescht, do sinn och verschidde Méiglechkeete fir deen een oder deen aneren ze appliziéieren. Am Moment si se alleguerten digital. Mee dat heescht, wa mer dat bis hunn, da kënne mer dat kucken, well am Moment sinn dat Etablissementer, déi awer de Public empfänken.

Dat heescht, déi falen och ënnert déi doten Dispositiounen. Mee wéi gesot, wann do Distanze kënne respektéiert ginn, wann do net de Kontakt ze no kënnt, wann do souguer de Port vun engem Mask ka sinn, da sinn dat doten alles Punkten, déi et da géifen erméiglechen, fir dass déi verschidde Culten och nees hir Zeremonië kënnen organiséieren. Mee wéi gesot, ech hat scho mat engem Culte en Echange, mee ech waarden do op hir konkreet Propositiounen. An ech mengen, dass dat och muss d'Garantie sinn.

Well Dir wësst, dass ee vun den éischte gréissere Foyere vum Virus zu Mulhouse war an enger Manifestation religieuse, déi organiséiert ginn ass, wou Honnerte vu Leit sech ugestach hunn. Dowéinster, ech wëll wierklech evitéieren, dass mer hei och eppes géifen dann am Fong autoriséieren …

(Brouhaha)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ass Ischgl e Culte? Ech wousst awer net, dass Ischgl eng Kierch wier. Ou, elo sinn ech awer iwwerrascht, Här Bettel.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also, ech wëll, ech weess net …

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Ech hat gemengt, dass den Här Spautz e bësse méi Dignitéit vis-à-vis vun de Culten hätt. Mee et gëtt e Culte, Här President, deen zu Mulhouse e groussen Zeremoniell hat, wou iwwer 800 Leit present waren, an do der Honnerte waren …

Wann den Här Spautz mengt, dat wier zu Ischgl Party, ech hu méi Respekt fir d'Culten.

(Brouhaha et hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Premier- a Staatsminister.

Une voix.- ... se ofgeschaaft!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech gesinn, et ass keng Wuertmeldung méi do. Domadder ass dann d'Diskussioun ofgeschloss.

4. Motion de M. Sven Clement relative à l'invitation du Gouvernement à ne pas rendre l'utilisation d'une application de traçage des contacts obligatoire

A mir kënnen dann zum zweete Punkt vum Ordre du jour vun haut kommen.

Et handelt sech ëm d'Motioun vum Här Sven Clement iwwert d'Verwendung vun enger Tracingapp. An ech géif direkt dem Auteur vun der Motioun, dem Här Clement, d'Wuert ginn.

Exposé

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Premier huet et elo grad gesot: Et ass puere Chaos um Maart! Et ass puere Chaos, well déi eng, déi wëllen dat eent, déi aner wëllen eppes anescht an déi drëtt, déi wësse guer net, wat et u Léisung gëtt. Déi eng wëllen zentral Applikatiounen. Déi loosse sech och nach vu Geheimdéngschter beroden, déi dann natierlech attestéieren, datt déi Daten 100 % sécher wären, wa se op engem zentrale Server sinn, esou wéi an England am Moment. Dat ass dee Moment, wou ech frou sinn, datt Groussbritannien d'EU verléisst, well dat ass u sech gutt, datt d'Geheimdéngschter zumindest bei eis am Moment net matzeschwätzen hunn, ob d'Donnéeë bei esou engem System sécher sinn oder net.

D'Wëssenschaft ass sech net eens. Net emol an engem Institut hei zu Lëtzebuerg, dee sech Security and Trust nennt, ass ee sech eens, ob een dann elo eng Tracingapp wëllt oder net, ob et eng zentral oder eng dezentral soll sinn. Mee dat ass ganz gutt esou. Dat ass d'Fräiheet vun der Wëssenschaft. Wëssenschaftler solle virdenken. Mee et ass eis Responsabilitéit heibannen dann, aus deene verschiddene Messagen eppes erauszekristalliséieren an e politesche Message dropzesetzen.

Duerfir hat ech de 17. Mäerz hei eng Motioun deposéiert, déi sech mam Theema vun den Tracingapplikatioune beschäftegt huet. Dës Motioun gouf an d'Kommissioun verwisen, wou dunn den 28. Abréll an enger dach ganz konstruktiver Kommissiounssëtzung ganz vill Facteuren op d'Tapéit koumen, an aus där en neien Text ervirgaangen ass, deen dann och haut vun de Fraktioune vum Ganze 54 Deputéierten heibanne matgedroe gëtt. Ech iwwerginn lech dës verbessert Motioun.

Motion modifiée

D'Deputéiertechamber stellt fest:

1. Am Kontext vun der Coronakris gëtt d'Zuel vun den Tracingapplikatioune weltwäit ëmmer méi grouss;

2. Contacttracing ass - soulaang keng Impfung existéiert - ee wichtegen Deel an enger gesamter sanitärer Strategie, déi Infektiounsketten effikass ënnerbrieche kann;

3. d'Regierung huet sech méi Moyene ginn, fir en analogen Tracing duerchzeféieren;

4. d'Recht op Privatsphär ass ee fundamentaalt Mënscherecht;

5. iwwer 500 Wëssenschaftler hu kloer Ufuerderungen u Contacttracing-Applikatiounen am Contact Tracing Joint Statement vum 19. Abrëll formuléiert;

6. reng technologesch Léisunge kënnen nëmmen een Deel vun enger gesamter sanitärer Léisung sinn;

7. net all Mënsch huet e Smartphone;

8. de European Data Protection Board (EDPB) huet den 21. Abrëll d'Lignes directrices fir den Asatz vu Contacttracing-Applicatioune publizéiert an dobäi d'Mindestkritäre souwéi den Appell fir Datespuersamkeet formuléiert.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- weiderhin op den analogen Tracing ze setzen an déi néideg personell Capacitéiten ze assuréieren;

- ënner kengen Ëmstänn eng obligatoresch Tracingapplikatioun zu Lëtzebuerg anzeféieren;

- just op eng fräiwëlleg Tracingapplikatioun zréckzegräifen, wann den europäesche Kontext dëst vun eisem Land verlaangt;

- an dësem Kontext eng Base légale ze schafen, déi genau definéiert, ënner wéi enge Konditiounen esou eng fräiwëlleg Tracingapplikatioun zu Lëtzebuerg kéint entwéckelt a genotzt ginn:

a) Vun Ufank un d'Prinzippie vun Dateschutz an Datespuersamkeet virzegesinn an zäitlech Begrenzunge fir d'Späicheren an d'Notze vun den Date festzehalen;

b) d'Interoperabilitéit vun esou enger App mat den EU-Partner ze garantéieren, déi och eng dezentral Späicherung notzen;

c) de Sourcecode vun enger eventueller App oppenzeleeën, fir esou eng onofhängeg Analys ze erméiglechen;

d) keng zentral Späicherung vun Daten ze erlaben, déi Persounen identifizéiere kënnen;

e) sécherzestellen, datt Donnéeën, och anonymmer, nëmme mam explizitten Accord vum Utilisateur gedeelt kënne ginn;

f) keng Tracingapplikatioun zouzeloossen, déi nach aner Gesondheetsdonnéeën oder -servicer geréiert respektiv ubitt;

wann op eng Tracingapp zréckgegraff géif,

- sech géint Diskriminéierung vu Leit anzesetzen, déi d'App net wëllen oder kënne benotzen;

- eng Evaluatioun vum Dateschutz, der Efficacitéit an der sanitärer Plus-value ze maachen.

(s.) Sven Clement, Guy Arendt, Josée Lorsché, Laurent Mosar, Lydia Mutsch.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- Jo, am schéinste wier et, mir bräichte keng Tracingapp. Am schéinste wier et, mir hätte keng Coronakris.

(Brouhaha)

Jo, dat wär am schéinsten. Déi nächstbescht Léisung an der Coronakris ass den analogen Tracing, eppes, wat mer kennen, eppes, wat dateschutzkonform ass, eppes, wat de Leit hëlleft, wou e perséinleche Kontakt besteet. Mee mir sinn an engem Europa, mir sinn an enger globaler Welt. An do kann et sinn, an ech soen, et ka sinn, datt Reesbeschränkunge just fale wäerten, wann dann d'Leit fräiwëlleg kënnen op esou eng App zréckgräifen. An nëmmen da sollt et och zu esou enger App kommen. A falls et zu enger App kënnt, da gëtt dës Motioun, déi redigéiert gouf, der Regierung e kloert Verhandlungsmandat mat.

Mir als Chamber wären déi Éischt an Europa, déi hirer Regierung e kloert Verhandlungsmandat mat op de Wee ginn, en amont. Normalerweis beschwéiere mer eis ex post, wat dann elo erëm diskutéiert a beschloss gouf. Hei hu mir als Parlament emol eng Kéier virgegraff a gesot, wat net geet.

Wat net geet, an dat geet ganz kloer aus der Motioun ervir, dat ass eng obligatoresch Tracingapp. Wat net geet, ass en Tracking vun de Leit. Wat net geet, ass, perséinlech Donnéeën op zentrale Serveren ze späicheren. Wat ënner bestëmmte Bedingunge geet, an dann nach ëmmer fräiwëlleg, ass eng dezentral Tracingapp, eng App, wou keng perséinlech Donnéeë weidergi ginn, ouni datt d'Persoun, déi se generéiert huet, dat explizitt accordéiert.

Mir fuerderen haut awer net nëmmen dat! Mir fuerderen och, datt keen däerf diskriminéiert ginn, deen entweeder keng App installéiere kann oder keng App installéiere wëllt, soudatt een net kann engem verbidden, akafen ze goen, just well e keng App huet. Och dat ass e wichtege Baustee fir ze verhënneren, datt aus enger fräiwëlleger App duerch d'Hannerdier awer géif eng obligatoresch App ginn.

Dann ass et ganz wichteg, datt d'Notzer Proprietär iwwer hir Donnéeë solle bleiwen. Bis dee Moment, wou den Notzer selwer seet: „Ech iwwerdroen elo eppes", verloosse keng Donnéeë säin Handy. Och dat ass e wichtege Prinzip aus déser App.

Gläichzäiteg fuerdert d'Chamber mat déser Motioun, datt de Quellcode ëffentlech muss sinn, soudatt all Notzer dat och ka kontrolléieren, ob déi Garantien, déi mer hei fuerderen, och ëmgesat ginn. Och dat ass en Zeeche vun Transparenz.

A schlussendlech däerf och keen Tracing abauen an eng App, déi schonn aner Gesondheetsdaten huet. Och esou soll verhënnert ginn, datt et iergendwou en Abus gëtt an nach Donnéeën awer iwwer Ëmweeër matenee verknäppt ginn.

Jo, et wär gutt, wa mer ni eng App bräichten. Mee wa mer vun der Aktualitéit iwwerholl géife ginn oder mat Aschränkunge vun der Reesfräiheet konfrontéiert wieren, dann - an nëmmen dann! -, muss esou eng App encadréiert ginn.

A schlussendlech solle mer evaluéieren, ob dat Ganzt och eppes bruecht huet. Esou schütze mer d'Privatliewe vun de Leit duerch Fräiwëllegkeet, Antidiskriminéierung an Transparenz als éischt a bis elo eenzegt Land an der EU.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Viviane Reding agedroen. Madamm Reding, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Merci, Här President. Technologie ass en Hëllefsmëttel, Technologie ass ni e Selbstzweck an et ass ni en Ersatz vum Mënsch. An déi Prinzippien, déi gëlle besonnesch, wann et ëm d'Gesondheetswiese geet. An dofir muss ee wéi bei all Maschinn, déi agesat gëtt, froen: Notzt et eppes? Si Geforen domadder verbonnen? A kënne mer eventuell, wa Geforen dermat verbonne wären, déi Gefore kontrolléieren? Esou wäert dat och mat enger eventueller Tracingapp sinn.

Well déi App op den Handy vun der Eenzelpersoun erofgeluede muss ginn, ass ze klären:

Éischtens, si genuch Mënsche bereet hei zu Lëtzebuerg, déi App fräiwëlleg op hiren Handy erofzelueden? Well ereischt wann, jee no System, 60 %, 70 %, 80 % vun de Leit dat maachen, ass de System eppes wäert.

Zweetens, wéi iwwerzeege mer déi, déi net wëllen? Wéi brénge mer déi mat? An déi hu jo d'Recht, net ze wëllen. A wéi hëllefe mer deenen, déi net kënnen?

Drëttens, wéi evitéiere mer, datt Daten an eng falsch Hand geroden an zu kommerziellen Zwecker mëssbraucht ginn?

A véiertens, wéi suerge mer derfir, datt, wann d'Maschinn eng Warnung un e méigleche Kranken erausgëtt, deen d'Méiglechkeet huet, mat engem Mënsch duerno ze schwätzen, net mat enger Maschinn, mat engem Mënsch, fir eng Äntwert op seng Froen ze kréien, fir conseilléiert ze ginn?

Jo, mir wëssen alleguerten, datt Lëtzebuerg e klengt Land ass. Mir hunn net eis eegen IT-Technologien. An dofir, wat maache mer? Wéi de Premierminister et gesot huet, wéi e mat senge Kolleege geschwat huet: „Mir schléissen eis engem aneren un oder mir diskutéiere selwer mat Apple a mat Google a versichen, mat hinnen eens ze ginn." A mir mussen op jidde Fall kucken, datt, wa mer eng Lëtzebuerger App hunn, déi och nach a Frankräich an an Däitschland gëllt, wann déi bei eis kommen, déi Leit, oder wa mir wëllen iwwer eis Grenz goen. An do fänken d'Problemer schonn un, well a Frankräich gi se mat Apple net eens a se hunn also nach keng App. An an Däitschland si se nach ëmmer amgaang ze bastelen. Also, op wie verloosse mer eis?

Vill Froen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an nach wéineg Äntwerten. Dat eenzeg Logescht wär jo, wann eng europäesch Léisung géif kommen. Mee déi ass och nach net a Siicht, an dat bedauere mer ganz vill. Also, d'Chamber huet d'Konditiounen hei op den Dësch geluecht mat enger grousser Majoritéit, kann ech mer virstellen. Ech hoffen nëmme vun Häerzen, datt mer déi Konditiounen ni brauchen ze applizéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Reding. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt *(DP).*- Merci, Här President. Mir hu virdrun héieren: „Widderhuelen, widderhuelen." Ech mengen, mir sinn hei och voll dodranner, well ech wäert e puer Saache widderhuelen, déi vläicht scho gesot gi sinn.

Bon, wéi d'Regierung den État de crise ausgeruff huet, si verschidde Moossnamen, an dorënner, wéi mer et wëssen, de Confinement an de Prinzip vum Social Distancing, festgehale ginn. Déi Mesurë sollten eigentlech verhënneren, datt eng rapid an exponentiell Verbreedung vum Virus stattfënnt. Déi Moossnamen, déi sécherlech fir vill Leit net einfach sinn a waren, hunn hiert Zil awer elo erreecht. Allerdéngs kann een net soen, datt mer doduerch eng 100%eg Sécherheet hunn. Mir mussen och léieren, mat deem Virus an Zukunft ze liewen.

Fir awer d'Zuel vun den Ustiechungen esou kleng wéi méiglech ze halen, mussen infizéiert Persounen - an dat ass schonn x-mol gesot ginn - lokaliséiert ginn. Dat geschitt duerch breet Teste vun der Bevëlkerung, wat iwwregens och vun internationalen Experte gefrot gëtt. Op Initiativ vum Fuerschungsminister Claude Meisch ass Lëtzebuerg dat éischt Land op der Welt, dat sech d'Capacitéite ginn huet, fir a kuerzer Zäit seng Populatioun kënnen ze testen. An dat ass jo elo voll amgaang, hu mer héieren.

De sougenannte Contacttracing ass, soulaang keng Impfung existéiert, e wichtegen Deel an enger gesamter sanitärer Strategie, déi d'Infektiounsketten effikass ënnerbrieche kann. Wann eng Persoun positiv getest gëtt, ass et net onwichteg fir erauszefannen, mat wiem déi Persoun a Kontakt war.

Säit Ufank vun der Kris ass zu Lëtzebuerg en analogen - a mir hunn dat och schonn héieren - oder e sougenannte manuellen Tracing duerchgefouert ginn, just ee Moment mat enger kuerzer Ënnerbriechung, déi eeben noutwendeg war. Iwwregens gëtt esou e manuellen Tracing och an der Belsch duerchgefouert.

D'DP ënnerstëtzt d'Usiicht vum Premier Xavier Bettel, déi hien hei am Haus schonn ugekënnegt huet, datt prioritär den analogen Tracing muss ausgebaut ginn. Nieft dem Schutz vu privaten Daten erméiglecht den analoge Modell ausserdeem eng mënschlech Prise en charge, déi grad a Krisenzäite wichteg ass, sief et, fir déi betraffe Persounen ze begleeden a perséinlech ze betreien.

D'Regierung huet sech dofir och déi néideg Mëttel ginn, andeems d'Zuel vun de Mataarbechter, déi den Tracing maachen, staark erhéicht/erop gesat ginn ass. Allerdéngs zéie verschidde Regierungen an d'Kommissioun zu Bréissel a Betracht, en digitalen Tracing iwwer eng App um Smartphone anzeféieren. Mir kruten dat jo elo virun e puer Minutte vun eisem Premier bestätegt.

Do ginn awer d'Meenungen iwwer esou eng App, an net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, wäit auserneen. Wat dobäi opgefall ass, ass, datt verschidde Politiker hei am Land hir Meenung diesbezüglech geännert hunn. Ufanks hu se sech ganz vehement, haaptsächlech aus Dateschutzgrënn, géint esou eng App gewiert. An elo setzen déi selwecht Leit sech mat aller Kraaft an, fir d'Entwécklung vun enger Tracingapp ze fërderen.

D'DP war vun Ufank u géint esou eng Tracingapp a wäert an Zukunft virsiichteg sinn, wat d'Benotze vun eventuellen digitalen Tracingapps ugeet. Nieft den eventuelle Riske vun Dateschutz ass et och d'Fro vun der prakteschet Ëmsetzung a vun der Effikassitéit vum digitale Modell.

Nieft der Balance tëschent dem Risiko vun enger Infektioun an eise Fräiheeten a Mënscherechter stelle sech villfälteg aner Froen, wéi zum Beispill: Wat fir eng Donnéeë gi gesammelt a gespäichert? Wou gi se gespäichert? Wien huet Zougrëff drop? Wéi laang ginn d'Donnéeë gehal? Kann d'App net zweckentfremdet ginn, andeem Verknüpfunge mat anere Fichiere mat Gesondheetsdonnéeë gemaach ginn?

Mir kënnen eis allerdéngs enger europäescher Léisung net verschléissen, wann - awer nëmme wann! - den internationale Kontext dëst erfuerdert am Interessi vun der Gesondheet vun eise Bierger. Wann esou eng Tracingapp agefouert sollt ginn, kann d'Benotzung vun esou enger App nëmmen op fräiwëlleger Basis sinn. Bierger, déi esou eng App net wëllen oder kënne benotzen, dierfen op kee Fall benodeelegt ginn. Et huet nämlech net jiddwereen e Smartphone an net all Awunner ass bereet, seng Donnéeën ze deelen.

Et ass ee sech natierlech eens fir ze soen, datt eng fräiwëlleg Applikatioun awer nëmmen dann effikass ass, wann och genuch Leit se benotzen. Déi Vue gëtt och vu Spezialiste gedeelt. An do schwätzt ee vu 60 % bis 70 % vun der Bevëlkerung, déi esou eng App muss benotzen, fir datt se iwwerhaapt effikass ass.

Et ass hei och net oninteressant ze erwänen, datt eng däitsch Zäitschrëft aus der Informatikbranche eng Ëmfro bei hire Lieser gemaach huet. An dobäi koum eraus, datt vun 2.534 Leit, déi geäntwert hunn, 45 % bereet wären, eng App erofzelueden, a bei 1.020 wier et en Nee. Beim Jo waren allerdéngs déi méi eeler Persoune majoritär.

Eng Tracingapp kënnt fir d'DP nëmmen dann a Fro, wann d'Interoperabilitéit mat anere Länner, d'Interoperabilitéit vun der App mat den EU-Partner ka garantéiert ginn an d'Datespäicherung no dezentralem Modell geschitt. Et kann net sinn, datt d'Donnéeën zentral op enger Plaz gespäichert ginn, wou se vill méi vulnerabel - an ech maachen do kee Wuertspill - sinn.

Ech wëll nach emol ënnerstraichen, wéi wichteg et ass, den Dateschutz vun eise Bierger ze garantéieren. An als Konklusioun bestätegen ech, datt d'Positioun vun der DP kloer ass: Mir favoriséieren an ënnerstëtze weiderhin den analoge Contacttracing. Mir verschléissen eis net virum digitale Modell, falls dësen unhand vun EU-Decisioune sollt onauswäichlech an noutwendeg ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Arendt. An da wier et um honorabelen Här Yves Cruchten. Nee, bei der LSAP ass et déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Et ass schonn e bëssen eng ongewéinlech Motioun, mat där mer haut hei befaasst sinn, net nëmme well et hei de Piraten gelongen ass, bal parteiiwwergräifend eng Allianz ze schmieden, fir se ze presentéieren, och net well hei d'Regierung temoignéiert kritt, dass se eigentlech am Moment alles richteg mécht, wat deen Tracing do ugeet, mee virun allem well sech - obwuel dass mer fannen, dass alles gutt leeft - awer zwee Drëttel vun där Motioun domadder beschäftegt, wat mer maachen, wa mer op en anere Wee ginn.

Fir et direkt aganks hei ze soen: Mir sinn als LSAP méi wéi kritesch géigeniwwer vun enger Tracingapp agestallt, virun allem wéinst de Risiken; Risiken am Dateschutz, Risiken am Schutz vun der Privatsphär. A skeptesch si mer net nëmmen, wat d'Confidentialitéit ugeet, mee och wat d'Effikassitéit an d'Viabilitéit vun esou enger Tracingapp ugeet. A grad haut huet d'WHO eng Matdeelung gemaach, dass een net ze vill héich Erwaardungen un esou Appe soll knäppen. Och dat huele mer mat op de Wee.

Et ass och aus guddem Grond, dass hei d'Regierung eis voll Ënnerstëtzung kritt bei deem analogen Tracing, dee se duerchféiert, den individuellen Tracing, deen eigentlech heescht „back to the roots", well dat hate mer schonn. An do kënne mer elo erëm drop zréckkommen, eebe well mer esou e gudde Management haten, deen eis an d'Lag versetzt - dat hu mer jo och bei der Debatt vu virdrun héieren -, fir dat elo erëm kënnen ze maachen.

An awer, an da sinn ech bei deenen zwee Drëttel vun der Motioun, déi dee Wee hei duerchspillen, dee mer vläicht eng Kéier als Land wëllen aneschters goen oder obligéiert ginn, en aneschters ze goen. Dofir hei och direkt déi Prinzippien, déi fir d'LSAP wichteg sinn: Esou eng App muss onbedéngt fräiwëlleg sinn. D'Démarche ronderëm d'Ausschaffe vun esou enger App muss transparent sinn. Et dierf op kee Fall eng zentral Späicherung vun den Donnéeë ginn. Et dierf och keng Nodeeler fir déi ginn, déi net d'accord sinn, esou eng App iwwerhaapt ze applizéieren oder ze utiliséieren. An d'Utilisatioun muss natierlech op d'Durée vun der sanitärer Kris limitéiert ginn.

Firwat spille mer dann iwwerhaapt elo deen anere Modell duerch, dee mer eigentlech fir eis guer net onbedéngt wëllen, a stelle Reegelen op fir deen Zenario? Majo kommt, mir si realistesch! A mäi Virriedner huet et och elo hei ënnerstrach: Wann et eng europäesch Utilisatioun oder Standardisatioun vun enger Tracingapp gëtt, da si mer an enger anerer Ausgangslag, wéi mer et haut sinn. Da spillt natierlech d'Situatioun vun eisem Land, eis territorial Gréisst, eis demografesch Lag, déi grouss Mobilitéit an a ronderëm eist Land. Da kënnen an dierfe mer eis net isoléieren! Mir kënnen eis dann net stuer stellen an unilateral géint esou Mesurë spären.

An dofir ass et da wichteg, dass mer eebe Konditiounen a Reegelen opstellen, an zwar elo schonn opstellen. An dofir sti mir och hannert där Motioun a sinn och frou, dass déi Considératiounen, déi eis als LSAP besonnesch um Häerz leien, och alleguerten agefloss sinn.

Mir fannen et och ganz gutt, dass Lëtzebuerg eng proaktiv Roll wëllt spillen. Mir waarden net of, wat emol e bëssen esou geschitt. Nee, mir maachen alleguer eisen Job! Mir maachen en

hei als Chamber, andeem mer dat thematiséieren an eis abannen an déi doten Diskussioun; dësen Debat ass e ganz gutt Beispill dofir. D'Regierung mécht hiren Job. Mir sinn driwwer informéiert ginn, dass och un enger gesetzlecher Grondlag geschafft gëtt. Et wier vläicht interessant ze wëssen, a wéi enger Zäitachs dass dat geduecht ass, fir dass och d'Reegele kloer sinn.

Mir hunn och eis Fuerschung, déi sech domadder befaasst. Hei ass mer opgefall, dass an där Smart-Exit-Strategie, déi ee vu 16 Fuerschungsprogrammer am Kader vum Covid-19 ass, dass do och déi eventuell Implementatioun vun esou enger Tracingapp schonn thematiséiert gëtt. Dat fanne mir gutt. Dat ass deen nämmlechte Professer Peter Ryan, deen och Signataire ass vun de Wëssenschaftler, déi sech hei abruecht hunn.

Ofschléissend vläicht nach eng Fro, déi ech haaptsächlech un eise Staatsminister riichten: Wéi wäit si mer op europäeschem Niveau? Wéi lafen do d'Diskussiounen? Kënne mir eis och do mat eise Leit abannen an déi Diskussioun?

An en allerleschte Punkt: Mir hu bis elo eng ganz grouss Akzeptanz hei am Land fir d'Demarche vun der Regierung fonnt, och wat den Tracing ubelaangt. Dat muss och an der Zukunft esou bleiwen. An dofir ass et wichteg, déi doten Diskussiounen an aller Transparenz ze féieren an an Zukunft och derfir ze suergen, dass d'Leit agebonne ginn, vläicht och verstäerkt derfir suergen, dass mer eng digital Zivillgesellschaft hei am Land kënnen opbauen, déi sech do mat kann abauen a mat kann diskutéieren. Dat ass ganz wichteg. Dat läit eis um Häerz a mir stinn zu dëser Motioun.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Mutsch. Den nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Merci, Här President. Erlaabt mer virewech ze soen, datt ech u sech haut just Porte-parole vum Här Marc Hansen sinn, dee leider haut net kann hei sinn.

An de leschte Méint probéiere mer iwwerall op der Welt mat de verschiddenste Méttelen, dem neie Coronavirus Meeschter ze ginn, seng Auswierkungen ze verstoen a seng Ausbreedung maximal ze bremsen an domadder Liewen ze retten, en attendant dass Medikamenter an Impfunge fäerdeg entwéckelt a getest sinn.

Op sanitärem, gesellschaftlechem an individuellem Plang hu mer zu Lëtzebuerg mat Succès an nach zur richteger Zäit radikal Mesurë geholl a bereeden eis elo drop vir, fir nees schrëttweis an d'Normalitéit zréckzekommen a gläichzäiteg d'Infektiounskurv flaachzehalen.

Eng wichteg Roll wäert dobäi den epidemiologeschen Traçage vum Virus spillen. Den Traçage erlaabt et, déi lescht Kontakter vu positiv geteste Persounen nozevollzéien, fir da mat geziilte Moossnamen d'Infektiounskette vum Virus kënnen ze ënnerbriechen. Déi Approche existéiert och fir aner meldeflichteg Krankheeten.

Momentan gëtt de Covid-19-Traçage iwwer Telefon gemaach. Als Gréng begréisse mir dës direkt a personaliséiert Approche. Vun der Nëtzlechkeet vun enger digitaler Tracingapplikatioun fir den Handy si mir allerdéngs manner iwwerzeegt. Hei sinn nach vill ze vill Froen, speziell a puncto sanitäer Effikassitéit, Technik, Dateschutz an Datesécherheet, ongekläert.

Mir ënnerstëtzen déi virleiend Konsensmotioun, well den Text elo déi fir eis wichteg Elementer enthält:

- D'Prioritéit muss weiderhin um klasseschen Traçage per Telefon leien.

- Eng Tracingapp géif zu Lëtzebuerg nëmme Sënn maachen, wa se am EU-Kontext agefouert géif ginn a grenziwwerschreidend fonctionéiert.

- Virun allem misst d'Benotze vun der App fräiwëlleg sinn, net mat anere Gesondheetsfonctioune kombinéiert ginn an d'Prinzippie vum Dateschutz an der Datespuersamkeet garantéieren.

- A fir kënnen ze gesinn, ob déi App iwwerhaapt effikass ass, misst vun Ufank un eng Evaluatioun vum Dateschutz, der Effikassitéit an der sanitärer Plus-value virgesi ginn.

- A fënneftens, sämtlech wichteg Punkte fir eng Tracingapp mussen an engem kloren a strenge legale Kader festgehale ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, fir eis Gréng ass kloer: De Virustracing per Handyapp kann ëmmer just en Deel vun enger gesamter sanitärer Strategie sinn. Et ass kee Wonnermëttel. A wa mer vun Deconfinement schwätzen, muss den Haaptakzent weider op villem Testen an op den dringend noutwendegen Distanz- an Hygiènesléisunge leien.

De Schutz vu perséinlechen Daten a vun de Grondfräiheeten ass déif an eisem Rechtssystem verankert. Deementspriechend wär d'Approche, bei där de Standuert an d'Beweegunge vun den Notzer iwwerwaacht ginn a wou d'Donnéeë kënnen op Persounen zréckverfolegt ginn, net mat eisem Verständnis vum Dateschutz a vu perséinlecher Fräiheet kompatibel!

Falls mir à terme awer - vum EU-Niveau hier - op de Wee vun enger Tracingapp misste goen, sinn, wéi scho gesot, verschidde Krittäre fir eis elementar:

Fräiwëllegkeet a keng Benodeelegung, falls een d'App net wëllt installéieren. An dat bedeit och, dass de Besëtz vun där App net dierf zu enger Aart Passéierschäi ginn. Déi Mënschen, déi d'App net wëllen oder net kënne benotzen, dierfen op kee Fall diskriminéiert ginn oder Nodeeler erfueren.

Nieft der Fräiwëllegkeet sinn d'Zweckgebonnenheet grad wéi d'zäitlech Begrenzung absolutt wichteg Krittären, falls et zu enger Tracingapp sollt kommen.

Wann ech vun Zweckgebonnenheet schwätzen, dann heescht dat:

- dass keng Ausweitung vun der App op aner Beräicher vum Liewen an der Gesondheet dierf kommen;

- de Programmcode muss oppegeluecht ginn an et soll keen Datenaustausch mat aneren Appen um Smartphone stattfannen;

- d'Tracingapp inklusiv hiren Donnéeë muss no der Kris kënne propper geläscht ginn;

- an an dësem Kontext si mer och kritesch vis-à-vis vun der Propos vun der AMMD, fir eng Tracingfonctioun a méi eng breet Gesondheetsapp ze integréieren, well dann d'Zweckgebonnenheet an déi zäitlech Begrenzung net méi garantéiert kënne ginn.

Positiv gesi mer bei der aktueller Debatt zu Lëtzebuerg, dass sech op deene verschiddenste Fronte fir eng dezentral Späicherung vun den Donnéeën ausgeschwat gouf. Eng zentral Späicherung vun den Donnéeën, egal ob an engem staatlechen oder engem kommerzielle Server, déi eng direkt oder indirekt Identifikatioun an domat eng generell Iwwerwaachung vun allen aneren Notzer erlaabt, ass fir eis net dateschutzkonform.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir begréissen ausdrécklech déi oppen a proaktiv Debatt, déi d'lescht Woch an der Chamberskommissioun an haut hei stattfonnt huet. Mir si fundamental dovunner iwwerzeegt, dass mir eis Capacitéiten an Efforten op de manuellen Traçage solle konzentréieren.

Mir sinn awer alles, mee keng Insel. A mir wëllen och keng sinn. Dofir kënne mer den internationale Kontext net ausblenden. Falls op EU-Niveau d'Notzung vun esou enger App géif verlaangt ginn, da solle mir preparéiert sinn, fir och do fir d'Anhale vun den erwäänte Prinzippie vun Datesécherheet, Dateschutz, Fräiwëllegkeet an Zweckgebonnenheet anzetrieden.

Här Chamberspresident, merci dem Här Clement fir d'Weiderdreiwe vun dëser wichteger Fro an d'Kooperatioun un dëser gemeinsamer Motioun, déi mir als gréng Fraktioun gäre matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Här President, ech kann net verstoppen, datt et mech wonnert, datt eis Kolleege vun de Piraten esou en Text presentéieren.

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- Ma Dir hutt en net gelies, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech erënnere mech, datt déi Partei eng Kéier ugetrueden ass, fir fir d'Grondfräiheeten anzetrieden. Haut ass et déi Partei, déi en Text hei virleet, fir d'Grondfräiheeten anzeschränken. Et ass en Dokument, wat u sech och eis Roll an Europa komplett verkennt. Et ass en Dokument vum vorauseilende Gehorsam, wéi eis däitsch Kolleege géife soen.

Wat mir erwaarde vun der Regierung, dat ass, fir zu Bréissel Nee ze soen! Wat ass iwwerhaapt d'Base légale? Am Gesondheetssecteur huet d'EU keng Kompetenzen. A wéi engem institutionellen Zenario soll sech dat hei iwwerhaapt ofspillen? Wa Lëtzebuerg Courage hätt a sech géif zu deem bekennen, wat jo hei anscheinend gewollt ass, da solle se sech am Conseil iwwerstëmme loossen! Da soll d'Regierung heihinner kommen a soen: „Mir hu gekämpft fir d'Fräiheeten! Mir hu gekämpft a mir sinn iwwerstëmmt ginn." Da weess, éischtens, jiddereen, wou d'Regierung steet, an, zweetens, wësse mer, wat d'Europäesch Unioun fir e Charakter an dëser Fro huet.

Et ass och en naiivt Dokument. Ech wëll Iech just e puer Beispiller nennen. Da steet hei, mir sollen d'Interoperabilitéit vun esou enger App mat den EU-Partner garantéieren, déi och eng dezentral Datespäicherung hunn. A Frankräich, vun deene mer grad héieren hunn, datt se wéilten eng zentral … Wat soe se dann zu Paräis, wa mir soen: „Är Frontalieren", oder esou. Vu wéi engem System hänken déi dann of, wann d'Fransouse keng dezentral Späicherung hunn?

A virun allem - wat eng Naivitéit! - well souwuel eng zentral Späicherung wéi eng dezentral Späicherung sinn net sécher, wat den Dateschutz ugeet an d'Privatsphär! Och bei der dezentraler Späicherung kann ee retracéieren! Och do gëtt et Gefore fir ze retracéieren.

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- Wéi dann, Här Kartheiser? Kënnt Der mer dat mathematesch erklären? Well ech mat mengem Hannergrondwësse weess et net.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dir kënnt och vläicht derfir suergen, Här President, datt ech net ënnerbrach ginn!

Dann dat Zweet ass: Hei an dësem Text steet eppes, wou ech mech einfach och aus logesche Grënn nëmme kann driwwer wonneren. Hei steet, „keng zentral Späicherung vun Daten ze erlaben, déi Persounen identifizéiere kënnen". Jo, mee den Zweck vun der Warnung ass d'Identifikatioun! Well wann een ee wëllt warnen, muss ee kënnen identifizéieren!

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- Nee!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Also ass dat hei …

Dach!

An dat ass eeben en onlogescht Unhuelen.

Dann dat Nächst: „Sécherzestellen, datt Donnéeën, och anonymmer, nëmme mam explizitten Accord vum Utilisateur gedeelt kënne ginn." Jo, entweeder et ass een anonym oder et kann een den Utilisateur froen, ob een d'accord ass. Dann ass en awer net anonym! An där Saachen nach!

Wësst Der, d'Realitéit an dëser Saach ass ganz einfach déi heiten: Et gëtt keng Sécherheet, weeder bei zentraler nach bei dezentraler Datespäicherung! Et gëtt keng Anonymitéit! An Australien hu se elo e Modell agefouert, soi-disant anonym, an et gëtt een nëmmen no Klassen agestuuft. D'Altersklass muss een uginn, d'Telefonsnummer an de Postcode. Dat ass eng Anonymitéit, vun där mer jo kënne wëssen, wat se wäert ass.

Mir hunn hei en Dokument leien, wat mir net matdroen. Mir droen et net mat, well mer eiser Positioun trei bleiwen. Mir wëlle keen elektroneschen Tracing! Mir wëssen, datt mer doran en Iwwerwaachungsstaat ginn! Wa mer eng Kéier esou e Monster aféieren, wësse mer net, wat dermat geschitt.

Hei si Verschiddener ugetruede fir ze soen: „Mir wëllen eng zäitlech Beschränkung. Mir wëllen net, datt aner Krankheeten dropkommen." A jidderee seet eigentlech Prinzippien, wou e gläichzäiteg hei weist, datt en ëmfält ënnert deem geréngsten Drock, dee kënnt! Well et ass jo och dat, et ass dat Ëmfalen, wat mech hei stéiert! Wann et vum europäeschen Niveau gewënscht ass, jo, dann ass et jo net méi fräiwëlleg. Dann ass et keng Fräiwëllegkeet! Fräiwëlleg gezwongen!

An do hätte mir gär eng Regierung, déi opsteet a seet: Mir maachen dat doten net mat! Fir eis sinn déi Grondwäerter, de Schutz vun der Privatsphär, de Schutz vun der Beweegungsfräiheet … Dat ass et eis einfach derwäert, datt mer géint den europäeschen Drock uginn.

A loosst Iech iwwerstëmmen, Här Bettel oder Madamm Gesondheetsministesch, jee nodeem a wéi engem Conseil dat ass, a weist eis, datt Der fir déi Fräiheet astitt, vun där Der sot, Dir géift se nach héichhalen! Mir als ADR si kloer: Mir si géint eng Tracingapp!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Den Här Clement wëllt Iech awer nach eng Fro stellen.

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- Ech wollt den Här Kartheiser froen, wéi eng … Pardon, Här President. Den Här Kartheiser huet elo véier Minutten driwwer geschwat, wat alles net an dëser Motioun steet. An ech wollt e froen, ob e sech dann och véier Minutten Zäit geholl hat, fir déi Motioun ze liesen an ze verstoen, wéi Fräiwëllegkeet dann elo op eemol soll zum Zwang ginn.

Ech hunn et logesch, well en huet sech jo op d'Logik baséiert, net verstanen. Dofir, Här Kartheiser, ech géif ganz gäre wëssen, wéi da Fräiwëllegkeet zum Zwang gëtt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, dat heiten ass elo e Cours a Logik fir eis Piraten-Kolleegen. Ech hunn hei eng Motioun, déi d'Piraten viru Kuerzem hei tabléiert hunn, an ech liesen Iech elo mol Sätz vir. Wie se als éischte versteet, gewënnt eng Pizza mat mir, soubal d'Restauranten erëm op sinn.

(Hilarité)

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- Dat wëllt keen, Här Kartheiser!

Une voix.- Et wëllt kee matgoen, fäerten ech ganz.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Aus dëse Grënn …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser, mir sinn hei net an enger Tombola.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Elo lauschtert emol no, wat eis Piraten u Logik produzéieren: „Aus dëse Grënn invitéiert Deputéiertechamber d'Regierung, keng obligatoresch Tracingapplikatioun, säitens der Regierung, zu Lëtzebuerg zouzeloossen." Jo, ass se dann elo obligatoresch säitens der Regierung? Oder wat ass déi genee Interpretatioun vun dësem Saz?

„[…] och bei volontären Applikatiounen, säitens der Regierung, keng zentral Späicherung vun Donnéeën zouzeloossen." Wa se dann obligatoresch ass oder privat, ass et dann erlaabt?

An esou eng Partei, déi an zwee Sätz véier logesch Widderspréch produzéiert, brauch eis net ze froen, wéi Logik produzéiert gëtt oder wéi se ze interpretéieren ass! Här Clement, ech géif Iech bieden, gitt zréck an déi elementar Logikschoul.

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- O jo, gutt! Dofir sollen al wäiss Männer keng Gesetzer iwwer Internet maachen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dir musst Är Pizza selwer iessen!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- An dann ass den Tour um honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, et ass eng ganz bosseg Diskussioun, déi mer hei féieren, net nëmme well mer gesinn, datt sech ehemoleg Fraktiounskolleegen …

Une voix.- Jo!

(Hilarité)

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- … hei en erbitterte Wettstreit liwweren, wien dee gréisste Schoulmeeschter ass, …

(Hilarité)

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Dat war just wéinst de Suen!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- … mee se ass virun allem och ganz bosseg dowéinst, well jiddwereen, deen ech elo héieren hunn, all Fraktioun an och d'Regierung gesot hunn, se wéilte keng Tracingapps. Ma da géif ech soen: Ma dann hale mer dat fest a mer ginn der Regierung e klore Verhandlungsoptrag: Kommt, mir maache keng Tracingapps, wa jiddwereen där Meenung ass!

Dofir fannen ech déi Motioun hei, och wa se gutt gemengt ass, wierklech superfetatoire. Well et ass ongeféier esou, wéi wann ee géif soen: „Mer wëlle kee Krich géint d'Schwäiz féieren." An da brénge mer eng Motioun eran: „Jo, mee wa Krich géint d'Schwäiz, dann hätte mer awer gär déi an déi Konditiounen." Ma nee! Kommt, mir bleiwe kloer: Mir wëlle kee Krich! Mir wëlle keng Tracingapp! Kommt, mir loossen et duerfir sinn!

Firwat wëlle mer keng?

Éischtens, an dat hat ech virdru scho gesot, et gëtt keng - awer nu guer keng! - wëssenschaftlech Etüd, déi den Notze vun esou enger Tracingapp bis elo op iergendeng Aart a Weis bewisen hätt. Am Géigendeel! An ech si frou, datt déi fréier Gesondheetsministesch, d'Madamm Mutsch, drop higewisen huet. D'WHO huet elo nach selwer gesot: „Kanner, passt nëmmen op! Esou Tracingapps, et ass guer net gesot, ob dat iergendeppes bréngt."

Firwat? Well virausgesat gëtt, souguer bei deenen, déi derfir sinn, datt 60 % bis 80 % vun enger Populatioun mat esou enger Tracingapp missten ausgestatt sinn, fir datt se iwwerhaapt en theoreeteschen Notzen hätt. Verschidde

Länner hate se schonn agefouert, a ganz kuerz drop, aus genau deene Grënn, nämlech well d'Populatioun net an deem Mooss matgemaach huet, hu si se erëm ausgesat.

Ech fäerten, datt heimadder eppes anescht gemaach gëtt, nämlech datt e Fouss an der Dier ass: vun der Beschneidung vu weesentleche Fräiheetsrechter, vun der Beschneidung vum Dateschutz. An, wéi gesot, wa mer eis alleguerten eens sinn, datt mer se net wëllen, da brauche mer, mengen ech, och keng esou eng App.

Wann elo gesot gëtt: „Jo, mee et ka sinn, wann eis Nopeschlänner oder d'Europäesch Unioun eis dat opzwéngen an domadder eventuell Reesbeschränkunge verbannen", da muss ee ganz kloer soen: Dat ass e Broch vun europäeschen Traitéen! Also éischter brécht d'Europäesch Unioun zesummen, wéi datt dat doten eng Bedingung gëtt vu Reesbeschränkungen.

Duerfir stëmme mir dat hei net mat. Mir mengen, d'Regierung sollt e ganz kloert Verhandlungsmandat hunn, déi Positioun, déi se d'ailleurs am Ufank hat, nämlech fir ze soen: „Mir wëllen esou eng App net!", an och dobäi bleiwen.

Well mir mussen eis jo bewosst sinn: Et gëtt am Moment ee grousse Gewënner vun dëser Kris. An dat sinn all déi grouss Boîtë ronderëm d'Digitaliséierungen. Dat si GAFA - Google, Amazon, Facebook … -, déi och d'ailleurs am stäerksten hei hannendru sinn, datt dat realiséiert gëtt.

A mer däerfen et net dohinner komme loossen, datt grondleeënd Fräiheetsrechter de grousse Verléierer vun dëser Kris sinn! Duerfir stëmme mir dat hei net mat.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. D'Regierung huet d'Wuert, de Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech soen Iech Merci. D'Madamm Justizministesch ass och derbäi, well, wéi Der wësst, um europäeschen Niveau vertrëtt och de Justizministère déi ganz Dateschutzfroen. An duerfir ass et wichteg, dass mer och allen zwee haut hei present sinn, wéi mer dat och an der Kommissioun gemaach hunn.

Ech wëll Iech just soen: Ech hat virgëschter, wéi gesot, dee Conseil Télécom mat den Digitalisatiounsministeren, fir Iech ze soen, dass am Moment Schweden an de Benelux - Belsch, Holland a Lëtzebuerg - déi Länner sinn, déi skeptesch sinn, déi Reserven hunn, déi am Fong géint en Traçage digital sinn. Déi véier Länner. Déi véier.

Et sinn aner Länner - well den Informell nach net ëffentlech war, wëll ech elo kee Land zitéieren -, mee et sinn aner Länner, déi scho gesot hunn, dass se keng europäesch Léisung wéilten, dass mer se net bräichten. An dat sinn och grouss Länner, déi gesot hunn, souguer eng national bräichte si vläicht net. Et géif duergoen, dass se der regional hätten. Dat heescht, emol keng Coordination au niveau national. Ech weess net, wéi dat soll fonctionéieren. Mee dat sinn Aussoen, déi gëschter gemaach gi sinn.

D'Belsch huet eis gesot, dass se, wéi gesot, am Moment keng digital App géife maachen, mee den analogen Traçage géife maachen, mee et net kéinten ausschléissen, dass se awer vläicht och eng Kéier kéinten eng digital App maachen.

An de Konklusioune vun der kroatescher Presidence ass festgehale ginn, dass ee sous verschiddene Reserve vu verschiddene Länner awer kéint d'App als Méiglechkeet gesi bei engem Deconfinement, dass se bei der Ouverture vun de Grenzen als Konditioun vu verschiddene Länner kéint zréckbehale ginn.

Dowéinster mengen ech, dass et wichteg ass, dass mer net all Dier zoumaachen. Dir wësst, dass dës Regierung … An déi eenzeg richteg Saach, wou ech dem Här Baum awer wierklech och Recht ginn, dat ass, dass se superfetatoire ass. Jo, se ass superfetatoire, well mer am Fong als Regierung schonn dat dote wëllen. Dat heescht, d'Motioun brauche mer net fir ze soen, dass dat, wat mer bis elo gemaach hunn, richteg soll sinn.

Mee tant mieux! Et hëlleft mir awer, muss ech Iech ganz éierlech soen, Här President, wann ech Negociatiounen hunn, fir kënnen ze soen, dass och mäi Parlament déi Meenung deelt an dass mer an déi Richtung wëlle goen.

Mee dat heescht: Fir dës Regierung bleift den Analog, wéi gesot, dat, wat mer wëlle maachen. Mir packen et och normalerweis. Wann d'Zuele sech bestätegen, esou wéi se haut sinn, ass dat doten total an der Linn. Mee ech mengen, mir musse räsonabel kënne sinn, dass, wa mer duerno - ech hunn Iech gesot, et sinn der elo nach véier - eleng sinn an dann an der grousser Vakanz eng Konditioun vun deenen anere Länner ass ze soen: „Wann an Ärem Land keng App ass, da kënnen d'Lëtzebuerger néierens iergendzwousch an Europa oder an der Welt." Well et ass carrement méiglech, dass och nach verschidden aner Länner international dat dote virgesinn, wann ee se net huet. Da muss ech soen, dann hätte mer politesch awer och eng Responsabilitéit, déi net akzeptabel wier.

Dowéinst, wéi gesot, Här President, fënnt dës Motioun och d'Zoustëmmung vun der Regierung. Et ass net un eis ze decidéieren, mee mir ënnerstëtzen op jidde Fall, dass Der eis am Fong geholl ënnerstëtzt an deene Mesuren, déi mer bis elo och gemaach hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Premierminister. D'Diskussioun ass domat …

(Interruption par Mme la Ministre Sam Tanson)

Nee, d'Madamm Justizministesch wëllt nach e puer Prezisioune ginn.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- E Complement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Tanson, wannechgelift.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, merci, Här President. Par rapport zu och virun allem deem, wat den Här Baum elo gesot huet, zu dem Caractère superfétatoire vun der Motioun. Sur le principe: Jo, well mer keng App wëllen, mee et stinn awer Elementer dran, déi net negligeabel sinn. Dat ass de Fait, dass mer eis och soen: Mir wëllen e legale Kader au cas où, wou och eng App kënnt, déi mir net géifen entwéckelen an déi mir net géifen ënnerstëtzen.

Et sinn elo hei Nimm gefall vu groussen internationalen Entreprisen. Ech schléissen net aus, dass esou Applikatiounen och wäerten op europäeschem Territoire herno disponibel sinn, dat ass och net ausgeschloss vun den aktuellen europäeschen Texter hier, an dass mer eis do awer déi néideg Garde-foue gi fir ze evitéieren, dass déi Daten, déi an esou enger App géife gesammelt ginn, fir Zwecker detournéiert ginn, déi mer net wëllen, respektiv fir Kontrollen herno benotzt ginn, déi mer net wëllen.

An duerfir fannen ech, dass, op deem Punkt jiddefalls, dat heiten net iwwerflësseg ass, well et och eng kloer Positioun ass vum Parlament fir ze soen: Mir hätte gären, dass mer eis hei encadréieren, wat d'Hypothees vun esou enger App wär, dass mer do déi néideg Garde-fouen hunn. Dat wollt ech nach preziséieren.

A pour le reste, d'Madamm Mutsch hat d'Fro gestallt, wou mer mat den Aarbechten dru wären. Mir sinn um Regierungsniveau amgaangen, dorunner ze schaffen, fir eeben esou en Text ze elaboréieren. An de Moment venu diskutéiere mer dat natierlech och hei mat Iech, fir do e kohärenten a gudden Text op d'Been ze stellen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Tanson fir déi Prezisiounen. An dann hat den honorabelen Här Paul Galles d'Wuert nach gefrot.

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt eng Fro stellen. Also, den Här Premierminister huet am Debat virdru gesot, dass se nach net als Regierung an der Situatioun waren, fir missen déi national Eethikkommissioun unzefroe fir iergendeen Zesummenhang mat dëser Kris.

Ofgesinn dovun, dass ech et schwiereg fannen ze mengen, dass een déi national Eethikkommissioun nëmmen da misst aberuffen oder froen, wann et ganz dréngend gëtt - ech mengen nämlech, dass do ganz vill Fäll sinn, wou ee se eigentlech misst automatesch Froen, och wann et net schonn ëm Liewen an Doud geet -, wëll ech an dësem Fall froen, ob bei dësem ganz spezifeschen Theema vun der Tracingapp déi national Eethikkommissioun consultéiert ginn ass.

Well Eethik kënnt net nëmmen an d'Spill, wann et katastrophal gëtt, mee hei si Saachen an Theeme wéi Dateschutz, Sécherheet, Gesondheet, Technologie, also e ganze Komplex vu Saachen am Spill. An ech fannen, dass et do ganz gutt wär, déi national Eethikkommissioun eng Kéier ëm en Avis ze froen. An dofir wollt ech froen, ob dat an dësem Fall passéiert ass, a wann nach net, ob et vläicht virgesi wär.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Galles. An ech ginn d'Wuert direkt weider un de Premierminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, bis elo ass den Eethikrot net gefrot ginn, fir en Avis ofzeginn. Ech hat d'lescht Woch an deem Grupp, wou ech mat de Vertrieder vun der Chambre des Salariés, mam President vun der Chambre de Commerce, mat engem Spezialist an der Eethik, dem Här Gillen, et cetera, et cetera, en Echange gehat, wat fir mech och wichteg ass, fir se ze consultéieren an där doter Fro, fir och de Bols ze fillen, sou wéi ech och erkläert hunn, dass mer deen Echange och wëllen hunn eebe fir d'Kollateralschied bei deem engen a bei deem aneren ze hunn.

Ech kann dee Punkt um Ordre du jour vum nächste Regierungsrot abordéiere fir ze kucken, ob eng Volontéit do ass oder net. Mee Dir wësst, dass de Comité d'éthique sech och selwer autosaiséiere kann. Zum Beispill, ech hunn Iech virdru gesot: Mir hunn en net saiséiert bei där eethescher Fro, déi mer vläicht hätte misse stellen, fir Choixe vu Patienten ze maachen. Dat heescht, et ass och méiglech, bis ech den nächste Regierungsrot hunn, dass sech de Comité d'éthique elo op Är Suggestioun vläicht de Weekend da saiséiert. Mee, wéi gesot, ech wäert dann am nächste Conseil de Gouvernement op jidde Fall de Sujet abordéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Premierminister. Domat ass d'Diskussioun definitiv ofgeschloss.

Mir kéimen dann zum Vott vun dëser Motioun. Ech ginn dervun aus, datt de Vote électronique gefrot ass. Ech wollt drop hiweisen, datt de Vote électronique just fir déi perséinlech Stëmme méiglech ass. Duerfir stëmme mer fir d'éischt elektronesch fir déi perséinlech Stëmmen of. Duerno maachen ech dann en Appel nominal fir de Vote par procuration.

Vote sur la motion modifiée

De Vott fänkt un.

Ech bieden am Fong geholl déi, déi e Vote par procuration wëlle maachen, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Dës Motioun ass mat 53 Jo-Stëmmen a 6 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : la motion est adoptée par 54 voix pour et 6 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Claude Haagen), Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par M. François Benoy), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

5. Résolution de M. Yves Cruchten relative à l'intervention auprès des parlements de nos pays avoisinants afin de leur faire part des inquiétudes des parlementaires luxembourgeois concernant l'espace Schengen

(Résolution déposée en séance publique n° 33 du 6 mai 2020 - à consulter en page 520 de ce compte rendu)

Da kënne mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg kommen. Dat ass d'Resolutioun vum Här Yves Cruchten iwwert d'Suerg vun eise Parlamenter betreffend de Schenge-Raum, déi wärend der Sitzung vu gëschter deponéiert gouf. An ech géif direkt dem Auteur vun der Resolutioun, dem Här Cruchten, d'Wuert ginn.

Exposé

M. Yves Cruchten *(LSAP), auteur.*- Villmools merci, Här President. Ech wëll awer aganks och soen, dass et net meng Resolutioun ass, mee et eng gemeinsam Resolutioun ass vun der aussepolitescher Kommissioun, déi de leschte Méindeg zesummekomm war a wou mer zesumme mat eisem Ausseminister de Punkt gemaach hunn iwwert d'Situatioun op de Lëtzebuerger Grenzen, déi vu Land zu Land e bësse verschidden ass.

An do war festgehale ginn, dass mer haut oder dës Woch géifen eng Resolutioun zur Ofstëmmung bréngen. An ech wëll och soen, dass déi Resolutioun am Virfeld d'Ënnerstëtzung vu sämtlechen, vun alle Parteien, déi hei am Parlament vertruede sinn, kritt huet an déi se alleguerte mat mir ënnerschriwwen hunn, wéi ech gëschter den Depot gemaach hunn.

Ech maachen et awer ganz kuerz, well d'Problematik ass jo bekannt.

Bal 35 Joer nodeems d'Schengen-Ofkommes ënnerschriwwe gouf an domadder de Grondstee vun dem Europa ouni Grenze geluecht gouf, musse mer haut leider feststellen duerch d'Situatioun, déi mer kennen, dass op belscher an op franséischer Säit erëm Kontrolle gemaach ginn an op der däitscher Säit net nëmme Kontrolle gemaach ginn, mee souguer eenzel Grenziwwergäng carrement zou sinn an am Moment och nach zou bleiwen, och wann an der rezenter Vergaangenheet deen een oder anere Grenziwwergang erëm opgemaach gouf. Dozou kommen ech méi spéit.

Dat stellt selbstverständlech vill Leit an eisem Land, an net nëmmen an eisem Land, mee an der Grousregioun, virun eng ganz Partie Problemer. Mir denken natierlech als Éischt un d'Frontalieren. Déi ginn zwar nach ëmmer erageloss an iwwert d'Grenz gelooss, mee mussen dacks awer grouss Ëmweeër fueren, grad ewéi eng ganz Partie vu Baueren, déi net méi esou einfach op hir Stécker kommen.

Eng Damm huet sech souguer bei mir gemellt, fir mer ze soen, dass si déi aner Säit vun der Sauer e Päerd stoen hätt, ëm dat se sech géif këmmeren, a si géif net eriwwer gelooss ginn, fir no hirem Päerd ze kucken. Dat sinn esou där eenzel klenger Schicksaler, mee insgesamt sinn dat warscheinlech Honnerten, vläicht souguer Dausende Fäll vu Leit, déi richteg Problemer domadder hunn! Am Ausseministère fonctionéiert och eng Hotline, déi vill genotzt gëtt vu Leit, déi do uruffe fir ze froen, gehollef ze kréien an dëser Situatioun.

An där Resolutioun, déi ech hei presentéieren an iwwert déi mer haut schwätzen, an ech ginn net op all Detail an, do, mengen ech, ass dat Wichtegst, dass mir als Lëtzebuerger Chamber nach eng Kéier e grousst Bekenntnis maachen zum Europa ouni Grenzen. A mir rappeléieren, wéi wichteg dës grouss Errungenschaft fir d'Mënschen an der Grousregioun ass. D'Mënschen an der Grousregioun, déi dëst Europa ouni Grenzen all Dag liewen!

An eng zweet Saach, déi mer maachen, ass, mir ënnerstëtzen …

(Interruption par M. Aly Kaes)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift! Den Här Cruchten huet d'Wuert, fir d'Resolutioun ze presentéieren.

M. Yves Cruchten *(LSAP), auteur.*- Et ass net esou schlëmm, Här Kaes. Dir hutt e staarkt Organ. Et ass kee Problem.

Mir ënnerstëtzen eis Regierung, déi sech op alle méiglechen diplomatesche Kanäl, an net nëmmen den Ausseminister, och de Premierminister a vill vun hire Kolleegen, bei hiren Homologen agesat hunn, fir Léisungen ze fannen, pragmatesch Léisungen, an hunn och ëmmer erëm drop higewisen, dass mir zu Lëtzebuerg net der Meenung sinn, dass Grenzen zoumaachen eng Léisung wär, fir de Problem vun der Coronainfektioun ze léisen.

Mir ënnerstëtzen awer och d'Buergermeeschteren aus de Grenzuertschaften, déi sech zu Wuert gemellt hunn. Den Här Gloden ass hei bei eis. Hien ass ee vun deenen, déi sech zu Wuert gemellt hunn an déi deen Ëmstand do op d'Schäerfst kritiséiert hunn. Si kréien och eis Ënnerstëtzung, grad ewéi eis sechs Kolleege Parlamentarier aus dem Europaparlament, déi net méi spéit wéi haut och nach op déi Situatioun reagéiert hunn.

Als Parlament engagéiere mir eis mat dëser Resolutioun awer och selwer. Mir engagéieren eis, dass mir op parlamentareschem Niveau déi Méiglechkeeten notzen, déi mir hunn, fir zum Beispill am interregionale Parlamentarierrot oder och nach am Beneluxparlament déi Problematik ëmmer erëm zur Sprooch ze bréngen.

Ech weess, dass Eenzelner vun eis dat och scho gemaach hunn, mee et ass a mengen Ae wichteg. Quitte dass mer elo schonn esou lues Liicht um Enn vum Tunnel gesinn an eigentlech kéinten domadder rechnen, dass sech d'Proble-

matik an deenen nächste Wochen oder Méint wäert léisen, musse mer awer ëmmer erëm drop hiweisen, dass déi Fro do an dee Problem do sech och muer an enger anerer Situatioun kéint stellen. An duerfir ass et wichteg, dass mer do net labber loossen an déi Situatioun och an deene Gremien, wou mir als Parlament vertruede sinn, zur Sprooch bréngen.

Ech wéilt ophale mat engem …, well ech hunn haut de Moie gelies, dass d'Madamm Malu Dreyer, Ministerpresidentin vu Rheinland-Pfalz, gesot huet, si géif sech asetzen, fir dass déi zoue Grenzen erëm sollen opgemaach ginn. Ech géif gären, wann Der erlaabt, zwee Sätz vun hir zitéieren. Et sinn zwee ganz einfach Sätz, mee si resuméieren am allerbeschten, wat gemengt ass.

An engem Zeitungsinterview hunn ech gelies, dass se gesot huet: „Es gibt überhaupt keinen Grund, warum Rheinland-Pfälzer, Luxemburger und Franzosen mit solchen Hürden zu tun hätten. Es gibt zwischen den Menschen beiderseits der Grenze ein gutes Verhältnis. Und ich plädiere dafür, die Nachbarschaft zu unseren europäischen Freunden wieder gut zu gestalten." Ech mengen, domadder wär alles gesot.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem honorabelen Här Yves Cruchten fir dës Resolutioun. An ech géif dann d'Wuert ginn un den honorabelen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Mir gi selbstverständlech den Accord fir dës Missioun. Selbstverständlech ass et fir eis gradesou wéi fir all déi aner Parteien evident, datt d'Grenzen am Schenge-Raum net sollen, net däerfen zougemaach ginn an datt d'Solidaritéit zwëschent den europäesche Länner och muss a schwéiere Situatioune wéi där heiter spillen an datt d'Trennung vun engem vun deem aneren, wa se och nach an der Covidkris an um sanitäre Plang net vill hëlleft, wierklech onsënneg ass an e schlecht Symbol ass fir Europa. Dat ass alles evident. Dofir stëmme mer evidenterweis déi Resolutioun hei och.

Ech wëll trotzdeem e puer Remarken hei maachen. Mir hu se alleguer zesummen ënnerschriwwen, well ech dem President vun der Kommissioun déi och scho gemaach hunn.

Mir sinn d'accord mam Inhalt. Et ass eng Noutwendegkeet. Dat ass evident! Mee ech soen awer trotzdeem: Fir elo déi Resolutioun hei haut ze maachen, sechs Wochen nodeem datt d'Grenzen zougemaach gi sinn, ass vläicht e wéineg spéit. An och haaptsächlech nodeem datt d'Regierung, d'Buergermeeschteren, d'Associatiounen, d'Parteien, d'Jugendorganisatioune vun de Parteien, d'Gewerkschaften, d'Kommissioun scho repetitiv dat selwecht gesot hunn, repetitiv op deene verschiddenste Plazen alleguer intervenéiert sinn, fannen ech, datt dat, wa mer sechs Wochen duerno dat selwecht maachen, vläicht e wéineg mat Retard ass. An och den Adressat, dee mer hunn, fir eis elo un auslännesch Parlamenter ze wenden, ass vläicht net onbedéngt dee richtegen, well et sinn net déi, déi an dësem Dossier vill kënnen ausriichten.

Dir wësst, ech sinn - ech profitéieren dovunner, fir dat lasszeginn - e groussen Demandeur, fir eng uerdentlech, eng richteg, eng effikass parlamentaresch Diplomatie ze organiséieren. Ech fannen, datt d'Parlament um diplomatesche Punkt eppes ze soen huet an och eng aner Stëmm kann huele wéi d'Regierung, och aner Saache ka soen, op anere Plaze wéi d'Regierung ka soen, an dat och soll maachen. Mee ech mengen, wa mer dat wëlle maachen, da soll et zilorientéiert sinn, da soll et effikass sinn an da soll et op engem Terrain an zu deem Moment sinn, wou d'Parlament seng Stëmm kann erhiewen, fir eppes weiderzebréngen a fir eppes anescht ze maachen, wéi aner Leit et an hirer Missioun souwisou hunn.

An ech hunn hei d'Impressioun, datt mer am Fong eppes soen, wat richteg ass, kee contestéiert dat, mee datt mer et just soen, fir datt mir och nach eppes soen, dat selwecht, wat déi aner souwisou säit Woche scho gesot hunn.

Dofir stëmme mer dat hei selbstverständlech, well d'Cause an den Inhalt selbstverständlech richteg sinn a mer et och net a Fro stellen, mee ech sinn Demandeur, an ech soen dat hei ganz kloer, datt mer eis eng Kéier an der Aussekommissioun zesummesetzen, och mam Chamberspresident, fir ze organiséieren an ze diskutéieren, wéi dann eng sënnvoll parlamentaresch Diplomatie an Zukunft kann ausgesinn. Well dat wär och fir eist Parlament en neit an e wichtegt Element, wa mer eis iwwert déi Missioun géifen anescht upaken a géifen eens ginn, wéi mer an Zukunft domadder géife verfueren.

Selbstverständlech stëmme mer déi heite Resolutioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wiseler. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. De Premier huet et virdru scho gesot: Muer ass en historeschen Dag. Muer sinn et 75 Joer hier, datt d'Enn vum Zweete Weltkrich agelaut ginn ass, well definitiv ass en eréischt am September 1945 mat der Kapitulatioun vu Japan op en Enn gaangen. Duerno koume wichteg Etappe fir Europa. Déi brauch een net méi am Detail hei ze widderhuelen.

De 25. Mäerz 1957: d'Réimech Verträg. A mat där Entwécklung vun engem Europa, wat mer haut kennen. Mir hunn, dat kann ee roueg soen, en Héichhaus opgebaut mat 28 Stäck. Leider ass ee Stack de Moment vakant. Ech hoffen awer, datt deen esou séier wéi méiglech erëm wäert opgefëllt ginn.

Et koume bedeitend Etappen an Europa, virun allem déi: 1985 - d'Aféierung vum Schenge-Raum. Do ass eppes vir sech gaangen, wat viller secht net konnte virstellen, datt op eemol Grenzen opgaange sinn. An et kann ee sech selwer nach erënneren, wéi een nach méi kleng war an et ass een emol sonndes mëttes an Däitschland op Nenneg oder Pärel eng Taass Kaffi drénke gefuer mat der Famill, da stoung ee fir d'éischt emol 40 Minutten op der Grenz, ier een iwwer koum, fir da seng Taass Kaffi ze drénken. Dat war op eemol eriwwer.

An eppes ass am Laf vun der Zäit entstanen: Dat ass eng gewësse Selbstverständlechkeet. An ech riichte mech hei, dat ass awer eleo net schlecht gemengt, virun allem un déi jonk Generatioun, déi dat haut alles als selbstverständlech ugesinn. Déi mengen, dat wier also praktesch e Geschenk, datt ee sech kéint duerch ganz Europa deplacéieren, ouni mussen e Pass ze weisen.

Datt dat leider awer an där haiteger Zäit net méi onbedéngt de Fall ass, dat hu mer an deene leschte Woche gemierkt. Et ass eng gewëssen Onzefriddenheet entstanen, besonnesch hei zu Lëtzebuerg, déi novollzéibar ass. Et si plus ou moins 240.000 Leit, déi all Dag aus deenen dräi Grenzlänner op Lëtzebuerg kommen. A mir hunn awer elo grad gemierkt: Wat wier eis Ekonomie wäert, wann déi Leit net méi all Dag heihinner kéimen?

Et si Schikanen opgeriicht ginn. Besonnesch eis däitsch Partner - an ech betounen dat awer hei: „Partner" - hunn derfir gesuergt, datt déi Onzefriddenheet och bei deenen ugrenzende Gemenge laanscht d'Musel, laanscht d'Sauer, laanscht d'Our ëmmer méi grouss ginn ass. Ech hunn och Verständnis, datt do gewësse Reaktioune koumen.

A wat elo déi Resolutioun hei ubelaangt, sinn ech net grad der Meenung wéi den Här Wiseler, datt se zu engem ze spéiden Zäitpunkt kënnt. Natierlech hätt een déi och scho kënnen éischter hei presentéieren, mee et muss een awer och an d'Zukunft kucken.

An et ass awer wichteg, datt mer dat hei thematiséieren um parlamentareschen, um interparlamentareschen Niveau! Well wann och d'Grenze vläicht muer, iwwermuer erëm opginn, dann ass de Problem net aus der Welt geschaaft. Dowéinst ass déi Resolutioun och zu dësem Zäitpunkt also ënnerstëtzenswäert. A virun allem och um Niveau vum CPI respektiv och vum Beneluxparlament kann ech lech soen, datt net méi spéit wéi muer de Moien de Bureau respektiv d'Commission permanente vum Beneluxparlament zesummekënnt, fir ënner anerem och iwwert déi heite Problematik ze diskutéieren.

Ech wëll awer eppes hei och nach ënnerstäichen, an dat ass den Toun. An dowéinst wëll ech och dem Här Cruchten e ganz grousse Merci ausspriechen, well e war bëssen ze vill bescheiden. Dach, hien ass awer den Auteur vun där Resolutioun, déi natierlech hei vu jiddwerengem matgedroe gëtt. Mee et ass virun allem den Toun! An Dir hutt dee richtegen Toun hei fonnt. Well mir däerfen awer trotz allem, jo, déi Evenementer, déi elo an deene leschte Woche hei passéiert sinn, net als Ursaach huelen, fir elo vis-à-vis vun eise Partner - an ech betounen dat nach eng Kéier: „vis-à-vis vun eise Partner" - eng gewëssen Trotzreaktioun elo ze weisen. Dat wier net gutt.

Mir hunn esou vill zesummen erreecht - esou vill zesummen erreecht! -, a besonnesch mir als Lëtzebuerger kënnen dat jo awer am beschten novollzéien, wat och an der Grenzregioun hei entstanen ass. Elo ass en Incident de parcours virkomm, deen ech ënner kengen Ëmstänn hei wëll verteidegen, mee deen awer och net Ursaach däerf sinn, fir elo eng gutt Relatioun, déi zwëschen deenen dräi Länner geherrscht huet, besonnesch och mat Däitschland, awer elo e bësselchen hei op d'Spill ze setzen.

A wat géif geschéien, wa mir als Politiker elo géifen en Zeeche ginn, datt mer eis praktesch géife solidariséiere mat deenen dach nach ëmmer virherrschenden EU-Skeptiker? Ma déi hunn nëmmen drop gewaart, datt déi politesch Autoritéiten elo géifen an de Populismus verfalen an déi Glacke géife laude vun deenen, déi soen: „Ma halt, dat do ass vläicht souguer den Ufank vum Enn vun enger Europäescher Unioun", datt mir géifen e falscht Zeeche setzen.

Mir setzen hei e richtegt Zeechen, wa mer soen: Ma, voilà, mir sichen elo grad den Dialog. Mir wëllen elo grad mat deene Parlamenter, déi eis direkt hei ëmginn, zesummen diskutéieren a kucken: Wéi kënne mer dat doten an Zukunft evitéieren?

Well et hu sech natierlech e puer Schwaachpunkten hei erauskristalliséiert an der Pandemiekris elo hei, virun allem natierlech och déi um europäeschen Niveau, wou natierlech kloer ginn ass, datt d'Europäesch Kommissioun virun allem eeben och begrenzte Kompetenzen huet an esou Dossieren. Och dat ass eng Erkenntnis. Och déi muss dann diskutéiert ginn. An dowéinst mengen ech jiddefalls, datt dee Wee, dee mer haut hei ginn, dee richtegen ass.

D'Demokratesch Partei wëllt och do säin Obulus leeschten, wëllt den Dialog mat eisen dräi Nopeschlänner nach wie vor héichhalen. Mir spillen elo net hei, wéi gesot, dee klenge beleidegte Bouf, mee mir sinn op, fir den Dialog ze féieren. Ech sinn och iwwerzeegt, datt mer eng gemeinsam Positioun fannen, fir datt mer an Zukunft - mer hoffe jo net, datt sech dat nach eng Kéier widderhëlt, mee falls nach eng Kéier sollten esou Situatiounen antrieden -, datt mer da besser gewappnet sinn an datt mer dann net mussen ongléckllecherweis esou Evenementer iwwer eis ergoe loossen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Och vu menger Säit villmools merci fir dës Initiativ, déi, virewech, mir natierlech och matdroen.

Ech mengen, wat wichteg ass: Mir schwätzen net just iwwert déi aktuell Situatioun. Natierlech schwätze mer iwwert déi aktuell Situatioun, mee mir schwätzen hei iwwer e Reflex, deen entstanen ass, bei enger Menace wéi enger Pandemie d'Grenzen zouzemaachen. An ech mengen, et geet virun allem drëm, dass mer deen Automatismus a Fro stellen, net nëmme bei eis, déi mir et jo direkt am Alldag mierken, mee eeben och bei den Entscheedungsträger e bësselche méi wäit ewech.

Wie weess, ob dat elo a Frankräich ass oder an Däitschland. D'Capitalle sinn ëmmer e bësselche méi wäit ewech an net all Land fonctionéiert wéi Lëtzebuerg, wou jiddereen esou no openeesëtzt wéi bei eis. Ech mengen, dass et och heiansdo net esou einfach ass, wann een elo zu Berlin sëtzt, fir sech direkt fir déi Problematik fir e klengt Lëtzebuerg ze interesséieren. Dofir ass et wichteg, dass mer net just un déi Situatioun elo denken, mee dat eeben e bësselche méi breet gesinn.

An Däitschland a verschiddene Bundeslänner ginn d'Mesurë gelackert - d'Coiffeure ginn op, deelweis Restauranten, lues a lues Hoteller - an d'Grenze bleiwen awer zou. Dat ass immens schwiereg. Et ass de Leit net verständlech ze maachen.

Wat mir besonnesch Angscht mécht, dat ass, dass d'Ressentimenten zouhuelen. Mir maachen elo deen Exercice hei, mee ech schwätzen net just vun eis, ech schwätzen och vu Leit aus Frankräich. Wann een e bësselche Social Media de Moment verfollegt: Och téscht Frankräich an Däitschland op der Grenz passéieren änlech Geschichten.

A wat mir Suerge mécht, dat ass, dass et anscheinend elo ufänkt, och esou Ressentimenten ze ginn, wann een dann op eemol e Fransous mat enger franséischer Plack op där anerer Säit gesäit, dass een do schonn ufänkt, e bësselche seng Distanzen ze huelen. Dat heescht, mir sinn hei ganz kloer an engem Zenario, wou eppes, wat iwwer Joren zesummegewuess ass, elo innerhalb vun e puer Woche futti gemaach gëtt. An dat mécht mech net nëmmen traureg, mee dat mécht mer och Suergen.

Also, wat kënne mer maachen? Bon. Ech mengen, et gi Gemengen. D'Gemenge maachen dat op hirem Niveau téschent … Also, eis Gemengen dës Säit, d'Gemengen déi aner Säit. D'Regierung mécht et op hirem Niveau. Natierlech kënne mer och verlaangen, an dat ass, mengen ech, net ganz onnëtz, dass d'Europäesch Kommissioun hei och Stellung bezitt. Well hei stelle sech awer e puer Froen, wéi et méiglech ass, dass innerhalb vu kuerzer Zäit, ouni mat sengem Noper ze schwätzen, d'Grenzen einfach zougemaach ginn.

Mee mir sinn hei an engem Parlament a mir hunn och e Counterpart an deenen anere Länner. An ech mengen, dass et och nëmme gerechtfertegt ass, wa mir si als Unhaltspunkt huelen, fir eeben do och op eisem Niveau déi Leit ze sensibiliséieren, wat eis Suerge sinn. An ech si mer och sécher, dass mer do vill Leit wäerte fannen, déi Verständnis derfir weisen an dann hirersäits och hir Responsabilitéit huelen, fir an hire Parteien dat Néidegt ze maachen.

Ech ka just e bësselchen aus Erfarung schwätzen. Ech hu selwer eeben an Däitschland studéiert an ee vu menge Studiekolleegen, deen ass elo Oberbürgermeister vun enger vun deene Grenzgemengen do. An dann ass et normal, dass een och do e bësselchen a Kontakt kënnt an nofreet. A wat ech mierken, dat ass, dass sech déi aner Säit vun der Grenz genau déi selwecht Froe gestallt ginn, wéi mir eis se stellen. A wat si maachen: Si ginn och en Niveau méi héich. Si gi bei hir Parlamentarier aus hirem Landkrees. Si ginn déi Saache weider.

An dat huet gehollef, well doriwwer sinn och erëm Kontakter mat eise Regierungsmemberen entstanen. An ech mengen, et ass absolument net falsch, dass mir eis Responsabilitéit dann deementspriechend och hei huelen. Well alles, wat ee mécht, hëlleft. An vun dohier fannen ech et nëmme gutt esou, dass mir dat hei och op eisem Niveau maachen. Ech fannen dat déi richteg Approche. Ech soen lech dofir nach eng Kéier Merci, Här Cruchten, fir dës Initiativ, jiddերengem, deen et matgedroen huet a ginn natierlech domadder och eisen Accord.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Empain. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. An ech wéilt ufänke mat engem ganz grousse Merci un den Här Cruchten an u jiddereen, dee matgehollef huet, déi Resolutioun hei ze formuléieren an och d'Initiativ ze huelen. Dat ass eng ganz gutt! An an dee Merci wéilt ech och gläich aschléissen all déi Leit, déi sech, wéi d'Buergermeeschteren a vill anerer, agesat hunn, fir eeben déi Situatioun, déi mer elo kennen, ze verbesseren oder se wa méiglech ganz ofzeschafen.

Mir hunn elo eng Situatioun an Europa kennegeléiert, déi eis als ADR vläicht manner iwwerrascht wéi anerer, well mir betruechten eis als ganz realistesch, wat d'europäesch Politik ugeet, vläicht als pragmatesch, als Eurorealisten. A mir wëssen: D'Grenze sinn do!

Et ass e bëssen en Dram, zemools vun engem klenge Land, fir ze soen, well mer eis och un deen Zoustand gewinnt hunn, datt et ganz einfach ass an datt mer se am Alldag net méi gespuert hunn. Et wier jo ze dreemen an ze soen: D'Grenze spillen an Europa keng Roll méi. Dat ass net esou. Dat ass hoffentlech dacks esou, mee mir hunn awer gesinn: Et ass net esou!

A mir mussen dorauser och iwwerleeën, politesch Konsequenzen ze zéien. Wat ass haut eigentlech den Zoustand, de Wäert vun de Grenzen an Europa? Firwat konnt et sou wäit kommen, datt se erëm op déi Manéier an eis Erënnerung zréckgeruff ginn? A wat kënne mer maachen, fir dat mëttelfristeg a laangfristeg ze verbesseren?

Ech mengen, e Grondelement an där ganzer Diskussioun ass, Vertrauen opbauen, Vertrauen téschent de Staaten. Mir hunn dee Phenomeen, firwat d'Grenzen erëm méi an dat politescht Dagesgeschäft geréckelt sinn, firwat d'Leit, d'Politiker erëm méi u Grenzen denken, eigentlech säit 2015, säit der Migratiounskris. Virdru war dat anescht.

A mir hunn eigentlech zënterhier e Vertrauensverloscht. Mir haten op eemol Grenzkontrollen téschent Éisträich an Däitschland, keng Zich méi téschent Dänemark an Däitschland. An op villen anere Plazen an Europa sinn d'Grenzen zu enger spierbarer Realitéit ginn.

Elo war et e Reflex. Elo ass gesot ginn: Bon, elo hu mer vläicht d'Méiglechkeet, datt sech eng Krankheet méi séier ausbreet. An an deem selwechte Reflex ass iergendwéi dann dee Gedanken opkomm: Wann eng Grenz zou ass, kënne mer vläicht e Virus besser dobaussen halen.

Verschiddener heibanne géife soen: „Eng Grenz ka kee Virus dobaussen halen. Eng zoue

Grenz ka kee Virus stoppen!“ Eng oppe Grenz natierlech och net. An an deem Sënn ass et natierlech och nozevollzéien, datt deen een oder aneren an iergendenger Haaptstad op dee Gedanke kënnt fir ze probéieren, esou eng Moossnam ze huelen.

Mir musse Vertrauen opbauen, Vertrauen an all Hisiicht an der Politik, och wat d'Gesondheetsvirsuerg ugeet. Awer dee falsche Wee ass eeben eng App. Mir hunn dat virdru gesot. Mir kënnen net dat Vertrauen net op Käschte vun de Grondfräiheete vun den europäesche Bierger aféieren. Mir kënnen net dat, wat Europa u sech ausmécht, nämlech Mënscherechter an Demokratie, op d'Spill setzen, fir dëse Grenzverkéier duerchzezéien.

Vertrauen opbauen a parlamentaresch Demokratie an Diplomatie, wéi och den Här Wiseler et gesot huet, ass eng ganz wichteg Saach. Mir maachen elo dësen Text. Fir datt dësen Text awer eng Bedeitung kritt, well Berlin ass wäit a Lëtzebuerg, vu Berlin aus gesinn, ass ganz kleng, och vu Paräis aus, sollte mer vläicht e Schrëtt méi wäit goen.

An ech kann den Här President hei nëmmen encouragéieren, seng Homologen unzeruffen, se ze invitéieren op Lëtzebuerg, fir datt mer zesummen an enger Situatioun si mat de Parlamentspresidente vun den Nopeschstaaten, fir déi ganz Saach tangibel ze maachen. Invitéiert se op Lëtzebuerg! Huelt se heihinner, oppe Grenz oder net oppe Grenz.

A mir feieren dat. Mir kënnen nach méi maache wéi dësen Text, deen e ganz wichtege Schrëtt ass. Awer wann ee wëllt parlamentaresch Diplomatie maachen, da sollte mer och dee Wee ganz goen a kloer Zeeche setzen, datt mer wëllen oppe Grenzen an Europa, datt mer wëlle Vertrauen opbauen, datt mer zesummen dostinn, fir eng gemeinsam Zukunft opzebauen, awer op enger realistescher Basis.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Et ass an esou Situatiounen, wou ee mierkt, wat Solidaritéit bedeit, oder wou ee mierkt, wat Manktem u Solidaritéit bedeit. Ech mengen, et ass immens wichteg ze ënnersträichen, datt, wa mer vun dëser Resolutioun schwätzen, mer ganz kloer en Ënnerscheed maachen tëscht der Bundesregierung zu Berlin an natierlech der Bevëlkerung an Däitschland selwer.

Et mierkt een awer, an dat ass keng Neiegkeet, datt d'Bundesregierung zu Berlin mat Solidaritéit seelen eppes konnt ufänken. Mir mierken dat elo mat de Grenzen, wéi se virgaange sinn. Mir mierken dat awer och op aneren Niveauen, wann et drëms geet, anere Länner innerhalb vun der EU ze hëllefen, wéi deene südleche Länner, déi oft esou duergestallt ginn, wéi wa se faul wieren, wéi wa se net géife schaffen - wat natierlech eng Ligen ass -, an déi duerno natierlech duerch eng restriktiv Austeritéitspolitik, déi éischter aus dem Norde vun Europa imposéiert gëtt, mat och nach engem ganz komesche moraleschen Usproch ...

Ech mengen, an dëser aktueller Situatioun kann ee soen: Däitschland ass ee grousst Land. Berlin ass wäit vu Lëtzebuerg. D'Stad Lëtzebuerg war awer eng Zäit preisesch, am richtege Sënn natierlech, net als Insulte, mee dat hu se zu Berlin awer och scho laang …

(Interruption)

Et war eng Festung, jo.

(Interruptions par Mme Lydie Polfer)

Et war eng Garnisoun, pardon. Jo jo. Si waren do, jo. D'Buergermeeschtesch weess et besser.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Du war d'Madamm Polfer nach net Buergermeeschtesch.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Mee, ech mengen, dat soll och keen Argument sinn, well Däitschland ass awer och e federale Staat. An ech ginn dovunner aus, dass se ganz genau wëssen, wat geschitt.

Ech mengen, et ass awer och warscheinlech e politesche Calcul. Et däerf een net vergiessen, wien och den Inneminister an Däitschland ass. An et däerf een och net vergiessen, wou deen Inneminister gäre Politik mécht, nämlech a Béierzelter. Ech wëll net karikaturéieren, mee et ass awer oft esou. An dat ass och eng politesch Stréimung, déi mengt, datt een onsolidaresch muss si mat Flüchtlingen. Et gouf virdru gesot, wat dat och … An dat bréngt natierlech och näischt.

Et mécht souwisou kee Sënn, wat déi däitsch Regierung gemaach huet mat de Grenzen, fir ze mengen, et kéint een e Virus aschränke mat de Grenzen. Mir wësse jo ganz genau, datt et dréms geet, datt d'Leit sech net ze vill beweege sollen.

Et huet ee souwisou gemierkt, datt dee Confinement éischter dozou bäigedroen huet, wéi mer hei virdru gewuer gi sinn, datt den R erofgaangen ass. Géif et iwwerhaapt Sënn maachen, dann hätt Däitschland dat selwecht gemaach mat der Belsch oder mat Holland. An ech mengen net, datt déi Länner besser dosti wéi mir, ganz au contraire. Do muss ee wierklech ganz vill Froe stellen, wat do virgeet am Innenministère zu Berlin.

Mir hätten natierlech och kënnen als Lëtzebuerger genauesou topesch Retorsiounsmoossnamen huelen, mee, ech mengen, dat wier genau dat falscht Signal gewiescht. Éischtens soll een net eis däitsch Nopere bestrofe fir dat, wat zu Berlin geschitt ass, well dat sinn eis Noperen. Den Här Graas huet gesot, eis Partner. Et si souguer eis Frënn u sech. An ech mengen, mir wäerten no dëser Kris weider zesumme mat deene Leit liewen.

D'Madamm Empain huet gesot, datt et wichteg ass, datt politesch Organisatiounen och selwer Saachen ënnerhuelen. Mir maachen dat och mat de politeschen Organisatiounen an der Groussregioun, déi eis no stinn. Ob dat eppes ännert, ob et souwisou net ze spéit ass, well d'Saache sech an nächster Zukunft wäerten änneren, dat sief dohigestallt, mee et ass awer och e Moment, fir eeben erëm eng Kéier Solidaritéit iwwert d'Grenzen ze weisen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat heiten ass fir mech en emotionaalt Theema. Meng Urgroussbom ass als Kand vun enger Lëtzebuerger Famill deemools am Preiseschen gebuer ginn, wat duerno awer erëm Frankräich ginn ass. Si huet also schonn direkt bei der Gebuert eng aner Nationalitéit gehat wéi de Rescht vun der Famill. Si gouf dunn duerch eng Okkupatioun respektiv duerch eng Liberatioun nach eng Kéier ëm eng Nationalitéit bruecht. A schlussendlech ass si duerch Bestiednis, dat war deemools nach esou, erëm Lëtzebuergerin ginn.

Meng Urgroussbom hat dräi Nationalitéiten. Dräi Nationalitéiten aus der Groussregioun. Ech selwer hunn an der Groussregioun studéiert. Ech hu mech an der Groussregioun op der Uni derfir agesat, datt d'Studente méi einfach kéinten iwwert d'Grenze mobill sinn, andeem mer et am Kader vun der Universitéit der Großregion jiddwerengem erméiglecht hunn, u sech op méi wéi enger Plaz an eiser schéiner Groussregioun ze studéieren. Och dat ass Zesummeliewen! A grad dat ass Zesummeliewen! Lëtzebuerg war ëmmer e Land, wou d'Grenzen dach relativ oppe waren.

Souguer wann d'Douanieren do stoungen, dann haten d'Lëtzebuerger, wéi een dat am Weste vum Land ka gesinn, mat de Schmuggglerpfaden hir Weeër a Mëttelen, fir dach awer hir Hénger vun Arel vum Maart ze kréien. Respektiv och iwwert d'Musel gouf et e reegen Austausch, deen net onbedéngt ëmmer gutt …

(Interruptions et hilarité)

… gesi war vun den Douanieren. An dat hu mer mam Schengen-Accord, deen no enger lëtzebuergescher Stad benannt ass, dunn och enterinéiert an Europa.

Mir hunn en Accord, deen dat Zesummeliewen an der Groussregioun hei nach méi wichteg gemaach huet. An ech mengen, datt et wichteg ass, genau deen ze erhalen. An haut, zwee Deeg virum Europadag, ass et ëmsou méi wichteg, als Parlament nach eng Kéier drun ze erënneren, wéi wichteg déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht ass. An duerfir begréissen ech, an duerfir hunn ech och déi Resolutioun mat ënnerschriwwen, déi eis opfuerdert, deen Austausch ze verstäerken, besser a méi zesummen ze schwätzen a konkreet Aktiounen och zesummen unzegoen.

Well nëmmen, wa mer an der Groussregioun zesummestinn, da si mer op eemol net méi esou kleng vu Berlin aus, da si mer net méi esou wäit vu Paräis ewech, mee dann hu mer Partner, déi vill méi no u Berlin an u Paräis sinn an déi dat dann och kënnen an hir jeeweileg Haaptstied matdroen. An duerfir ass déi Zesummenaarbecht och mat de regionale Vertriedungen esou wichteg. An duerfir fannen ech et ganz gutt, datt déi Resolutioun haut hei ka gestëmmt ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo, merci, Här President. Et war am Fong geholl vu menger Säit net wierklech virgesinn, fir hei eng grouss Interventioun ze maachen, mee ech géif gären de Parlamentarier Merci soen, dass se d'Efforte vun der Regierung begréissen a vun all deene politeschen Acteuren, déi sech an deene leschte Méint agesat hunn, fir dass d'Grenzen net sollen zougoen. Dass dat och elo just geschitt, een Dag virun dem Enn vum Zweete Weltkrich, dee viru 75 Joer zu Enn gaangen ass, mengen ech, ass och an där Hisiicht e ganz wichtegt an e ganz gutt Symbol.

Ech kann Iech soen, dass déi lescht dräi Méint, déi vum Coronavirus gepräägt waren, an Europa ganz vill Divergenze provozéiert hunn, an net en Elan vun Eenegkeet, wéi ee sech et hätt kënnen erhoffen. Ech kann Iech soen, am Ufank, wéi all Land national Mesurë geholl huet, waren eng Rëtsch Appelle fir ze soen: Bon, mir verstinn, dass een an deem Stress vun deem Virus net spontan Saache konnt zesumme maachen. Et hätt een awer kënnen Hoffnung hunn, a Verschiddener haten dat, ënner anerem Lëtzebuerg, dass wéinstens, fir erauszekommen aus där Kris, mer géifen dat zesumme maachen.

A mir haten haut hei am Parlament déi Motioun iwwert d'Appen, iwwert d'Applikatiounen, wou een erëm gesäit, dass Europa net zesummeschafft. An d'Grenzen zoumaachen, ass warscheinlech eng vun deene schlëmmste Saachen, déi geschitt ass an deene leschten dräi Méint, well et gehéiert zu deene véier grousse Fräiheeten, déi mer an eisem Marché unique hunn. Net ze schwätze vu Schengen, op déi sech elo déi heite Resolutioun baséiert.

Ech kann Iech soen: All Regierungsmember setzt sech an an all deene Conseile vun Europa, wou en am Numm vu Lëtzebuerg siegéiert, fir dass d'Grenze sollen opbleiwen. Ech kann Iech awer och soen, dass d'Inkohärenzen och an de Positioune vun den État-membren heiansdo ganz erschreckend sinn. Dann huet een heiansdo en État-membre, dat seet: „Déi véier Libertéiten, dat ass dat Schéinst, wat mer hunn. Dat ass dat Wäertvollst, wat mer hunn, politesch, fräiheetlech gesinn a wirtschaftlech gesinn.“ An da beim nächsten Theema verdeedege se eng aner Positioun. Dat ass extreem frustrant.

Ech kann Iech just soen: Lëtzebuerg versicht an et geléngt Lëtzebuerg, op deem Theema do ëmmer kohärent ze sinn. An ech kann Iech verspriechen, dass mer dat wäerten an den nächste Wochen a Méint weider maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, dem Finanzminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir géifen dann elo iwwert déi Resolutioun ofstëmmen.

Kënne mer à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Déi, déi mat der Resolutioun d'accord sinn, sollen dann d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Resolutioun ass also eestëmmeg ugeholl.

6. 7540 - Projet de loi portant prorogation de certains délais prévus dans les lois sectorielles du secteur financier durant l'état de crise

Mir kommen elo zum Projet de loi 7540 iwwert d'sektoriell Gesetzer vum Finanzberäich wärend dem Krisenzoustand. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeleucht. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt, ginn. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP)*, *rapporteur*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, zwee Gesetzesprojeten, de 7540 an de 7555, iwwert dee mer méi spéit wäerte schwätzen, déi ech haut rapportéieren, reie sech an de Kontext vun anere Gesetzer am Kontext vun der Coronakris an. Wéinst den operationelle Schwieregkeeten, déi d'Covid-19-Kris fir d'Entreprisë mat sech bréngt, decidéiere mir hei iwwer zäitweileg Derogatioune bei de Verflichtungen an der Kontabilitéit am Finanz- an am Assurancësecteur.

Et geet bei deenen zwee Secteuren ëm d'Verlängeren ëm dräi Méint vun den Delaien, fir de Verflichtunge beim Opstellen a bei der Veröffentlechung vun de periodesche Rapporten, wéi zum Beispill de Comptes annuels, nozekommen. Duerfir ginn déi respektiv sektoriell Gesetzer ugepasst.

Wéi eng Entitéite ginn hei viséiert? Et sinn dat notamment d'Établissements de crédits, d'Entreprises d'assurances et de réassurances, d'Fonds de titrisation, verschidde Sociétés d'investissement en capital à risque, déi sougenannte SICARen, d'Institutions de retraite professionnelle ënnert der Form vu SEPCAV an ASSEP, verschidde Fonds d'investissement spécialisés, déi sougenannte FISen, an d'Organismes de placement collectif, d'OPCen.

Ech wëll och ënnersträichen, datt dëse Projet e Pendant zum Gesetzesprojet 7541 ass, deen déi selwecht Friste virgesäit a verlängert. Dee Projet verlängert déi selwecht Friste fir de Volet vun de Gesellschaften a méi genee d'ofgeännert Gesetz vum 10. August 2015 iwwert d'Gesellschaften an d'ofgeännert Gesetz vum 19. Dezember 2002 iwwert de Firmeregëster an d'Kontabilitéit an d'Comptes annuels.

Wann et an de sektorielle Gesetzer, déi mir hei viséieren, Renvoien op déi genannte Gesetzer aus dem Gesetzesprojet 7541 ginn, sinn natierlech déi Delaien anzehalen. Dëse Projet de loi réckelt awer just déi Fristen no hannen, déi net der Harmonisatioun um europäeschen Niveau ënnerleien. Ech wäert méi spéit nach op dëse Punkt agoen, well et dozou e puer Echangë mam Conseil d'État gouf.

Fir Abusen ze vermeiden, si just déi Rapporte viséiert, fir déi déi initial Frist den 18. Mäerz nach net ofgelaf war. Eng zweet Konditioun ass, datt déi Rapporte sech nëmmen op eng Period bezéie kënnen, déi um Dag vum offiziellen Enn vum État de crise ofgeschloss ass.

Eng wichteg Prezisioun ass, datt d'Delaien, déi tëschent dem 18. Mäerz an dem Dag vum Akraafttriede vun dësem Gesetz ofgelaf wieren, och vun dësem Projet de loi ofgedeckt ginn. Akraafttrieden heescht an dësem Fall den Dag vun der Publikatioun vum Gesetz am Journal officiel.

Här President, de Staatsrot huet a sengem Avis vum 3. Abrëll 2020 e puer Remarke gemaach. Laut dem Exposé des motifs soll dëse Projet jo nëmmen d'Delaie betreffen, déi net um europäeschen Niveau harmoniséiert sinn. De Staatsrot notéiert awer, datt laut him d'Artikelen 1 bis 8 vum initiale Projet de loi Bestëmmungen ännere sollen, déi op europäeschen Direktive foussen.

Déi héich Kierperschaft huet duerfir Erklärungen zur Kompatibilitéit mam europäesche Recht gefrot. De Staatsrot huet a sengem Avis complémentaire d'Explikatioune vun der Finanz- a Budgetskommissioun net allegeurte gedeelt an zwou Propositioune gemaach.

Zréckbehale gouf d'Optioun, fir den initialen Artikel 8 iwwert d'Delaie fir d'Fonds d'investissement alternatifs réservés ze sträichen. An engems sinn d'Artikele 4, 6 a 7 preziséiert ginn, fir de Remarke vum Staatsrot nozekommen.

Doriwwer eraus huet de Staatsrot mussen eng Opposition formelle zum initialen Artikel 10 formuléieren. An deem Artikel war nämlech virgesinn, datt d'CSSF an den CAA fir d'Assurancen, also d'Iwwerwaachungsautoritéite vun de Finanz- an Assurancësecteuren, d'Delaie fir d'Publikatioun vu de periodesche Rapporte vu verschiddenen Entreprisë kéinten ëm dräi Méint verlängeren. Dat hätt déi Entreprisë betraff, déi vun der jeeweileger Autoritéit iwwerwaacht ginn an net explizitt vun dësem Projet de loi viséiert gewiescht wieren.

De Staatsrot stellt fest, dass esou eng Dispositioun géint den Artikel 108bis vun der Verfassung verstousse géif, dee wuel den Établissements public d'Méiglechkeet gëtt, fir Reglementer ze huelen, mee déi Reglementer dierfen net géint bestoend Gesetzer verstoussen. Dësen Artikel gouf op Propositioun vum Staatsrot gestrach.

D'Handelskummer huet hiren Avis den 30. Mäerz ofginn. Si notéiert am Kontext vun de Fongen, datt de Projet de loi d'Fonds d'investissement alternatifs an d'Organismes de placement collectif en valeurs mobilières, och nach OPCVM genannt, net viséiert.

D'Chambre de Commerce weist an hirem Avis op eng Kommunikatioun vun der europäescher Wäertpabeier- a Marchésiwwerwaachungsautoritéit, déi sougenannten ESMA, hin, déi eng Verlängerung vum Delai och fir dës Entitéiten erméiglecht. An hirem Avis complémentaire widderhëlt d'Chambre de Commerce, grad wéi de Staatsrot a sengem Avis complémentaire, hir Observatioun a beriffft sech op eng weider Kom-

munikatioun vun der ESMA vum 9. Abréll, déi den nationalen Autoritéite recommandéiert, fir deenen zwou Zorte vu Fongen eng Toleranz beim Delai vun der Publikatioun vun de Rapporten ze loossen.

Här President, ier ech ofschléissen, wollt ech nach soen, dass am Texte coordonné, wéi en an der Kommissioun ugeholl ginn ass, eng kleng Erreur matérielle ënnerlaf ass. Et gëtt sech nämlech am Artikel 8 beruff op den Artikel 1 bis 8. Natierlech kann den Artikel 8 sech net op sech selwer beruffen. Do misst also déi „1 bis 8" duerch „1 bis 7" ersat ginn, an net „1 bis 8". De President huet och de Moie schonn e Courrier diesbezüglech un de Conseil d'État geschéckt, soudass déi Erreur matérielle ka rektifizéiert ginn.

Dat gesot, bleift mer nach just de Kolleegen aus der Cofibu an all de Mataarbechter hei am Haus an an der Fraktioun Merci ze soen an Iech alleguerte fir d'Nolauschteren. An ech ginn natierlech am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Arendt. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech géif ufänke mat engem ganz grousse Merci un eisen exzellente Rapporteur, deen eng ganz komplex Matière am Detail awer ganz kloer hei duergeluecht huet. En huet och op d'Wichtegkeet vun deem Projet higewisen.

Et geet och drëm, datt a Krisenzäiten d'Gesellschaften aus dem Finanz- an aus dem Assurancësecteur weider kënnen normal fonctionéieren. Dat ass ganz wichteg. Et ass duerfir och e wichtege Projet.

An ech ginn duerfir och den Accord vu menger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar. An dann ass et um honorabelen Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci och dem Rapporteur fir säi Rapport. An ech ginn heimadder och den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Jo, ech wollt och am Numm vun der grénger Fraktioun dem Här Guy Arendt villmools Merci soe fir säin explizitte Rapport an natierlech och den Accord gi vun eiser Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech hu keng weider Wuertmeldungen. Da ginn ech d'Wuert un d'Regierung, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Merci, Här President. Ech freeë mech iwwert d'Zoustëmmung vun enger grousser Majoritéit hei am Parlament.

Et geet jo hei haaptsächlech drëms, d'Delaie fir d'Publikatioun vun de Compte-annuellen ëm dräi Méint ze réckelen. Jidderee versteet d'Utilitéit vun esou enger Mesure, mee natierlech muss een dat awer gesetzlech verankeren. Dat maache mer hei zum éischten.

Zum zweeten ass de Perimeter vun dësem Gesetz e bësse méi kleng gemaach ginn op Basis vun de Kommentaren, déi och justifiéiert sinn, vum Conseil d'État. An Dir hutt deem an der Commission des Finances Rechnung gedroen. An dat ass och gutt esou.

Et ass awer och esou, dass op europäeschem Niveau d'ESMA an d'EIOPA, dat heescht, déi europäesch Regulateure selwer, och gesot hunn, dass si selwer recommandéieren, Flexibilitéit ze weisen. Dat heescht, op deene Sujeten, wou mer elo net konnten handelen, well dat op europäeschem Recht fousst, recommandéieren Europäesch Institutiounen den nationale Regulateuren, do flexibel ze sinn, soudass mer iwwert dee Biais e bësse kënne versécher sinn, dass hei déi Flexibilitéit, déi hei net an eisem Gesetz konnt zréckbehale ginn, op europäeschem Niveau och wäert méiglech sinn.

An dann eng lescht Saach, déi mer wichteg schéngt, ass, wann Dir dat heite stëmmt, dass dat domat just fir dëst Joer gülteg ass an en fait den Droit fir de Rescht applikabel bleift an Zukunft, soudass mer duerno net méi mussen hannerzeg goen oder nach eng Kéier amendéieren. Dat heiten ass fir eng Kéier.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, dem Finanzminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7540. Den Text steet am Document parlementaire 7540[6].

Wéi eis de Rapporteur virdrun drop higewisen huet, huet sech eng Erreur matérielle an den Text vum Projet de loi ageschlach. Am Artikel 8 am Ufank vum éischte Saz ass d'Ziffer 8 duerch eng Ziffer 7 ze ersetzen. Den Ufank vum Saz liest sech deemno: « La présente loi s'applique uniquement aux documents visés aux articles 1er à 7 […]. » De Staatsrot ass vun dësen Ännerungen a Kenntnis gesat ginn.

Mir stëmmen elo iwwert den ofgeännerten Text of. Ech wollt drop hiweisen, datt de Vote électronique just fir déi perséinlech Stëmme méiglech ass.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7540 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un.

Mir kommen elo zu dem Vote par procuration. Ech bieden déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Une voix.- Ech mengen, mäin ass net gaangen.

M. Fernand Etgen, Président.- A okay, jo.

(Concertation interne)

Deen ass awer enregistréiert.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7540 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Claude Haagen), Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par M. François Benoy), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7555 - Projet de loi portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise

Deen nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 7555 iwwert d'Upassung vu verschiddenen Delaien am Steier-, Finanz- a Budgetsberäich. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeleet. A Rapporter vun dësem Projet de loi ass nach eng Kéier den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur*.- Jo, nach eng Kéier merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass näischt Neits, déi sanitär Kris huet d'ekonomescht Liewen an eng Ausnamesituatioun versat. An nieft all de Mesuren aus dem Stabiliséierungsprogramm setzt de Projet de loi 7555, dee mer hei diskutéieren, den Akzent op d'Verréckele vun enge sëllechen Delaien am Beräich vun de Steieren, de Finanzen a vum Budget.

Vu datt d'Effete vun dësen Ännerungen iwwert den 30. Juni 2020 erausginn, musse mer hei iwwer e Gesetz legiferéieren, an dat kann net iwwer e Règlement grand-ducal gemaach ginn.

An den Artikelen 1 bis 7 vum Text geet et ëm eng Verlängerung vun den Delaie bei den direkte Steieren. D'Steierzueler sollen an déser Zäit méi Flexibilitéit kréien. Duerfir gëtt den Delai, fir d'Steiererklärung fir d'Joer 2019 eranzeginn, vum 31. Mäerz vun dësem Joer op den 30. Juni vun dësem Joer verlängert. Dat gëllt souwuel fir d'Personne-physiquë wéi och d'Personne-moralen, also d'Gesellschaften. Déi Frist gëllt och, fir de Choix vun der kollektiver oder der individueller Besteierung vu Conjointen ze maachen. An hei gouf nach mat engem Amendement nogebessert, fir den Delai och op Non-residenten ze erweideren.

Den Artikel 3 vum Gesetzesprojet gesäit weider vir, datt d'Reklamatioune respektiv Recourse bei der Steierverwaltung bis den 30. Juni suspendéiert ginn. Mat engem Amendement ass preziséiert ginn, datt d'Suspensioun den 18. Mäerz ufänkt, also den Dag vun der Deklaratioun vum Ausnamezoustand zu Lëtzebuerg.

Den Artikel 4 vum Projet de loi gesäit eng Verlängerung vun der Prescriptiounsfrist fir d'Creancë vum Tresor a vun der Steierverwaltung vir, déi den 31. Dezember 2020 verjäre géifen. Déi ginn also verlängert bis op den 31. Dezember 2021. Betraff sinn och d'Privileegien an d'Garantië vum Tresor souwéi d'Creancen, déi Lëtzebuerg fir aner Länner andreift am Kader vun der internationaler Zesummenaarbecht. Fir déi genannte Fäll ass d'Prescriptiounsfrist op den 31. Dezember 2021 verluecht.

Verschidden Delaie bei den Hypothéiken, déi ginn och verlängert, dëst fir ze verhënneren, datt verschidde Privileegen hire Rang verléieren an an eng Hypothéik verfalen. Esou gëtt den Delai vu 45 Deeg ab dem Datum vun der Ënnerschreft vum Akt op 90 Deeg erhéicht. De Privileeg op eng Soulte vu Matierwen oder Copartageantë gëtt vu 60 op 120 Deeg erhéicht.

D'Covid-19-Kris huet och en Impakt op de Fonctionnement vu villen ëffentleche Organismen. Fir ze vermeiden, datt de Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg déi legal Delaie fir d'Publikatioun vu sengem Rapport d'activité vum 1. Semester a vu senger Finanzsituatioun net anhale kann, gëtt am Artikel 8 virgeschloen, fir déi Frist op den 30. September 2020 ze verleeën. D'Mandater vun de Membere vum Comité directeur vun dësem Fong wieren eigentlech am Juni dëst Joer ofgelaf. Déi Mandater ginn op den 31. Oktober 2020 verlängert, fir e propperen Ofschloss ze garantéieren.

Den Artikel 9 viséiert d'Trésorerie de l'État an d'Direction du contrôle financier. D'Tresorerie kritt ënnert dësen exzeptionellen Ëmstänn och méi Zäit, fir hiren Obligatiounen nozekommen. Duerfir muss de Projet de loi Compte générale vum Exercice 2019 bis den 30. September 2020 deposéiert ginn. Als Konsequenz dovunner gëtt den Delai fir de Rapport vun der Cour des comptes iwwert dee Kont op den 30. November 2020 verlängert.

D'Tresorerie ass bei der Virbereedung vum Compte général op den Avis vun der Inspection générale des finances ugewisen. Fir den Acteure genuch Sputt ze ginn, schléit de Projet de loi vir, den Delai ëm dräi Méint no hannen ze verréckelen, dat heescht op den 30. September 2020.

Deen zweete Volet vum Artikel 9 verduebelt d'Frist vum Contrôleur financier, fir d'Budgetsoperatiounen an d'Budgetsdepensë guttzeheeschen oder ze refuséieren. Dat ass wichteg, fir alleguerten d'Dossieren am Kontext mam Covid-19 kënne prioritär ze behandelen a fir ze verhënneren, datt aner Depensen net kënnen an den Delaie behandelt ginn.

Schliisslech gesäit den Artikel 10 vum Projet vir, datt d'Gesetz iwwert den Office du Ducroire un déi aktuell Ëmstänn ugepasst gëtt. Ech wëll drun erënneren, datt mir am November zejoert engem neie Gesetz fir dës Agence zougestëmmt hunn. Den Artikel 41 vun deem Gesetz vum 4. Dezember 2019 gesäit Dispositions transitoires et finales vir, déi en Transfert vu verschiddene Leit vun der Handelskummer eriwwer an d'Sekretariat vum Office du Ducroire virgesinn. Dee Prozess sollt dem Gesetz no bis den 30. Juni vun dësem Joer fäerdeg sinn. Fir e gudden Iwwergang ze garantéieren, gëtt duerfir proposéiert, fir den Delai op den 31. Dezember vum lafende Joer ze verleeën.

Här President, de Staatsrot huet a sengem Avis vum 23. Abréll keng Bedenken zu dësem Gesetzesprojet formuléiert. D'Handelskummer huet de Projet de loi den 8. Abréll eng éischte Kéier aviséiert. Si bedauert dobäi, datt d'Delaie fir d'TVA, fir den Enregistrement a fir d'Transcriptiounen net vun dësem Gesetzesprojet ofgedeckt ginn.

Des Weideren hätt sech d'Chambre de Commerce eng Flexibilitéit bei den Echeancë vun der Norme commune de déclaration, dem FATCA, a beim neie Gesetz iwwert d'Transpositioun vun der DAC-6-Direktiv erwaart. D'Handelskummer freet no engem Amendement an déi Richtung. Wann net, da freet se no Toleranz bei de Verwaltungen a bei de Strofen, well vill Acteuren de Moment Schwieregkeeten hunn, hir Dokumenter zesummenzekréien.

Eng weider Observatioun gëtt et dann am Zesummenhang mat der Koordinatioun vun dësem Projet de loi a vum Gesetzesprojet 7541 iwwert d'Extensioun vun den Delaie fir d'Publikatioun vun de Comptes annuels a vun de Comptes consolidés. D'Chambre de Commerce wënscht sech hei en Alignement vun dem Depot vun de Steiererklärungen un déi hei genannten Depote vum Projet de loi 7541.

Ofschléissend begréisst d'Chambre de Commerce d'Initiativ, fir den Transfert vum Personal bei den Office du Ducroire op d'Enn vum Joer ze verleeën. An an hirem Avis complémentaire begréisst d'Chambre de Commerce déi zwee Amendementer, déi agereecht gi sinn, mee bedauert, datt deenen no hir méi wichtege Remarke vum éischten Avis net Rechnung gedroe ginn ass.

D'Handwierkskummer huet keng gréisser Awänn zu dësem Projet de loi. Si rifft an hirem Avis awer dozou op, datt de Staat seng Fournisseuren an dësen Zäite soll esou séier wéi méiglech bezuelen, fir deenen hir Tresorerie ze ënnerstëtzen.

Och d'Chambre des Salariés huet zum Gesetzesprojet keng weider Bedenke formuléiert.

Här President, dat gesot, bleift mer nach just, de Kolleegen an der Cofibu, de Mataarbechter hei am Haus an an der Fraktioun Merci ze soen an Iech all fir d'Nolauschteren. An ech ginn am Numm vun der DP den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Arendt. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent, nee, den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President, fir déi léif Begréissung.

(Hilarité)

Ech wëll och selbstverständlech dann dem Rapporter, dem Guy Arendt, Merci soen, well hien huet e ganz prezisen, awer och e gudden a verständleche Rapport gemaach. Ech ka mech deem och nëmmen uschléissen. An ech soen lech direkt, dass mir selbstverständlech dëse Projet de loi hei matdroen.

Ech wëll just op dräi Punkten agoen. Deen éischte Punkt ass deen, en huet zum Schluss vu sengem Rapport gesot, dat ass den Avis vun der Chambre de Commerce. Deen hunn ech ganz komplett fonnt. Deen ass och op Punkten agaangen, déi, mengen ech, Här Minister, am Fong net iwwerall an dem Gesetzesprojet ofgedeckt sinn. A sollt et do Nobesserunge ginn, si mir selbstverständlech op als CSV-Fraktioun, fir deem och kuerzfristeg kënnen zouzestëmmen.

En zweete Punkt ass deen, deen awer méi fundamental ass. Mir verlängeren elo am Kader vun der Covidkris den Delai, fir eng Steiererklärung ofzeginn. Also dat bezitt sech net nëmmen op d'Betriber, mee dat bezitt sech och virun allem op privat Leit.

Privat Leit, déi mussen an der Reegel hir Steiererklärung bis den 31. Mäerz ofginn. An Dir wësst, Dir Dammen an Dir Hären heibannen, an och vill Leit dobaussen, dass dat oft eng „mer à boire" ass. Net fir d'Steiererklärung ze maachen, mee well d'Leit, well de Bierger dobaussen net emol allegueren déi Dokumenter zur Verfügung huet, fir déi Steiererklärung kënnen esou ofzeginn an esou auszefëllen, wéi dat misst sinn.

Ee vun den Haaptpunkten ass zum Beispill deen, dat wësse vill Leit, déi eng Pensioun kréie beim Staat, déi souguer eng Pai vum Staat kréien, déi kréien hir järlech Lounbescheinegung, also dat, wat se u Gehalt oder Loun haten, kënnt oft eréischt géint Mëtt Mäerz an dann hätte se theoreetesch nach just, fir am Délai légal ofzeginn, 14 Deeg Zäit.

Abee, wa mer et dëst Joer kënne verlängeren, fir dat op den 30. Juni ze maachen, ech mengen, da sollt een dat och kënne maachen an normale Joren, wou mer keng Covidkris hunn.

Fir ze soen, dat heescht elo net, dass d'Leit méi spéit bezuelen, mee dat heescht, dass deen, dee wëllt seng Steiererklärung éischter maachen, well en zum Beispill Suen nach zegutt huet vum Staat, dat kënnt jo och emol vir, dee kann dat jo maachen. Mee déi Obligation légale, déi sollt op den 30. Juni reportéiert ginn.

Den zweete Punkt ass deen, dass d'Leit och, zum Beispill, déi Appartementer hunn, déi verlount sinn, déi kréie jo déi Dekonte vun de Copropriétéite guer net zurzäit eran, well oft déi

Assemblée-generalle vun de Coproprietéiten eréischt tagen, souguer zum Beispill no dem 30. Mäerz. An ech géif duerfir de Finanzminister invitéieren, dass, wann et dëst Joer geet, 2020 an der Covidkris, ee soll wierklech sech iwwerleeën, fir deen Delai op de Juni zréckzeversetzen.

Elo kënnt Dir natierlech soen, Här Finanzminister, et ass keen, deen, wann e seng Steiererklärung den 30. Abrëll ofgëtt, da vun der Steierverwaltung penaliséiert gëtt. Mee kommt, et gi vill Aarbechte vereinfacht, géif een den 30. Juni halen, an dass een dann d'Leit awer och unhält, fir an dem zweete Semester, wa se en retard sinn, hir Steiererklärunge méi zügeg ofzeginn.

En zweeten a leschte Punkt, dat ass deen, ech wëll dat soen, deen eis awer e bësse feelt. De Finanzminister huet ugekënnegt, mat Recht, dass de Staat en Emprunt mécht, wou en negativ Zënse kritt, dat heescht, wou en eigentlech en Emprunt zitt a wou e remuneréiert gëtt, well en elo den Emprunt zitt.

Abee, wann Der hannendru sidd, mat Ären Avancen ze bezuelen, wann Der den Dekont vun Äre Steieren, wann Der deen net bannent Monatsfrist honoréiert, da lafen Zënsen. Wéi dat elo am Gesetz virgesinn ass, ass dat 0,6 % de Mount. Do sot Der: „0,6 % de Mount, dat ass dach näischt." Mee dat si 7,2 % d'Joer. 7,2 % d'Joer! Wann Der bei eng Bank géift goen an déi géif Iech zu dësen Zäite 7,2 % d'Joer froen, da géift Der soen: „Ma dat si Gangster!"

En drëtte Punkt ass do, dass d'Leit, wa se vum Staat Suen zréckzekréien hunn, da kréie se keng Zënsen, emol net 0,6 % d'Joer. An dat bedeit natierlech fir vill Leit, zum Beispill wa se gebaut hunn, wou se dann awer vläicht mat hirer Famill méi knapps bei Keess sinn, da soe se: „Et ass awer e bëssen eng Sauerei - op gutt Lëtzebuergesch - ze soen, dass wann ech hannendra sinn, da muss ech dem Staat direkt Zënse bezuelen, a wann ech Suen zegutt hu vum Staat, da kréien ech keng Zënsen an et dauert!" Jee no Behäbegkeet heiansdo méi wéi ee Mount, bis dass een déi Steiererklärung emol gemaach kritt an, och doriwwer eraus, bis dass een dann den Dekont kritt.

An duerfir wollt ech mer erlaben, Här Minister, am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Motioun eranzebréngen, fir den Taux, deen ass bei den Intérêt-de-retarde bei de Steieren de Mount op 0,6 % de Mount, fir dee vun 0,6 % op 0,3 % de Mount erofzesetzen. Da géif e järlechen Zënssaz vun 3,6 % ufalen, ech mengen, deen awer nach zimmlech consequent ass zu dësen Zäiten an trotzdeem méi no bei der Realitéit ass, wéi dat de Moment de Fall ass.

Well wa meng Informatiounen a meng Recherchë gutt sinn, dann ass deen Taux vun deenen 0,6 % de Mount aus dem Joer 1989. An Dir wësst alleguerten, besonnesch déi méi am avancéierten Alter sinn, dass mer 1989/1990 ganz aner Zënssätz haten zu Lëtzebuerg an der Bankewelt bei den Zentralbanken deemools, wéi dat elo de Fall ass. An ech wier eigentlech frou, am Numm vun der CSV-Fraktioun, wann dëser Fuerderung kéint nokomm ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu le projet de loi n° 7555 portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise ;

- vu le contexte de taux d'intérêts bas persistants ;

- vu que dans ce même contexte l'État vient d'émettre un emprunt de 2,5 milliards d'euros à taux négatif (-0,035 %), ce qui signifie que l'opération s'est soldée avec un surplus au profit de la Trésorerie de l'État ;

- vu l'article 155 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (LIR),

invite le Gouvernement

- à fixer le taux de l'intérêt de retard visé aux alinéas 1 à 6, numéro 3 de l'article 155 de la LIR, tel que spécifié au règlement grand-ducal du 18 décembre 1998, à 0,3 % par mois.

(s.) Gilles Roth, Léon Gloden, Aly Kaes, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Fir de Rescht si mir konstruktiv, Här Finanzminister, a mir gi selbstverständlech d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci dem Rapporter fir säin exzellente Rapport. An ech ginn heimadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech schléisse mech deene Wierder un. Och mir ginn den Accord zu dësem Projet de loi a soen natierlech dem Här Arendt villmools Merci fir säi Rapport.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da ginn ech d'Wuert un d'Regierung, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol dem Guy Arendt e grousse Merci fir de mëndleche a schrëftleche Bericht fir dëse Projet de loi an och fir dee viregten; ech hat et virdru vergiess.

Ech mengen, et ass eng grouss Zoustëmmung hei fir dat, wat mer maachen. Vläicht just, fir d'Saachen an de Kontext ze setzen: Dir stëmmt haut iwwer e Report vun Delaie vun Enn Mäerz op Enn Juni - en gros ass et dat -, an dann ..., bei verschidde Mesurë sinn et aner Delaien. Dat maache mer per Gesetz. Mir hunn awer eng Rëtsch Decisioune geholl, déi mer net hu misse per Gesetz maachen, déi awer e groussen Impakt hunn op d'Entreprisen. Ech denken do, wat d'Fiskalitéit ubelaangt, un d'Avancen, déi vun der Steierverwaltung op null kënne gesat gi „sur simple demande". An dat fonctionéiert ganz gutt an et sinn Dausende Betriber, déi dat gefrot hunn. Dat gëtt de Betriber ganz vill Liquiditéit.

Mir hunn iwwregens dat selwecht gemaach fir d'Sécurité sociale. Dofir, déi Kommentare vun der Chambre de Commerce hätt een nach vill méi kënne maachen. Et hätt een hei nach maache kënnen an do nach maache kënnen. Jo, et kann een nach ëmmer alles e ganz klenge Krack besser maachen.

Mee ech hätt mer vläicht gewënscht, dass unerkannt ginn ass, wat hei gemaach ginn ass, an dass een dat géif an de Kontext setzen. An da gëtt grad och nach justement den Enregistrement genannt fir d'TVA, dass mer do och nach hätte missen eppes maachen. De toute façon ass den Enregistrement flexibel an dëser Period an en huet an engem Rekordtempo Remboursementer gemaach. Och do hätt ee sech jo awer kënnen erwaarden, dass do eng Unerkennung ass.

Mee bon, mir liewen an enger Zäit, wou alles ganz séier geet. An dat, wat da positiv ass, dat gëtt da vläicht vergiess. An dann, wann een awer den Täppelchen op dem i selwer vergiess huet, vun deem gëtt da geschwat.

(Interruptions et hilarité)

D'Delaien, fir d'Deklaratioun ze deposéieren. Ech hu ganz vill Verständnis fir dat, wat den Här Roth gesot huet zu dësen Delaisfroen. Ech sinn elo säit siwe Joer Finanzminister, maache meng Deklaratioun, hu bis virdrun ëmmer meng Deklaratioun selwer gemaach a weess, wéi komplizéiert et ass, dat an den Delaien ze maachen. Dat ass eng Realitéit. A wéi ech du Minister gi sinn, hunn ech relativ séier gesot: Deen Delai do vum 31. Mäerz - an den Här Roth weess dat, well hie kennt jo deen Domän ganz gutt -, den 31. Mäerz, dat ass ganz enk, well effektiv verschidde Piècë kritt een eréischt am Laf vum Mäerz. Dann huet een en fait zwou, dräi Wochen Zäit. Bon. Et kann een och soen: Dat ass laang genuch. Da soll jiddereë sech begannen an et maachen.

A wann ech dat dann der Steierverwaltung gesot hunn, dann hu se mer gesot: „Jo, mee mir si ganz flexibel!" Bon. Et ass e Choix, deen ee muss maachen. Et kéint een ..., an ech verschléisse mech där Saach och net. Ech soen Iech och éierlech, vu dass ..., Dir hutt jo elo eng Motioun, net doriwwer, iwwer aner Saachen och proposéiert: Ech verschléisse mech och net dem Virschlag.

Ech wëll elo net hei direkt: „Jo, mir maachen dat!" soen, well ech awer nach wëll eng Diskussioun mat der Steierverwaltung maachen. Well wann ech hei soen, ech si mat Iech d'accord, dann sinn déi net frou, well ech mat hinnen awer e regeelméissegen Dialog hunn. An a mat den Administratioune soll een dialogéieren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Mee, ech mengen, Ären Usaz ass awer e gudden. Mee et muss een awer direkt hannendru soen: Wa mer dat dann elo dräi Méint verschiben op den 30. Juni, fir d'Deklaratioun ze setzen, da si mer awer herno sec. Enfin, sec. Dann ass d'Verwaltung ..., da kritt Der de 5. Juli geschriwwen: „Dir hutt Är Steiererklärung net erageschéckt." Dat huet Virdeeler an Nodeeler. Dat muss ee gutt ofweien.

An dofir, ech wäert op Är Fro zréckkommen an ech gesinn och vill Virdeeler, fir méi Claretéit ze hunn. Et huet een en Delai an dann huet ee sech un deen ze halen. Mee deen Delai muss och räsonabel sinn; an dee vum 31. Mäerz ass net ganz räsonabel, well d'Piècë méi spéit kommen.

Zu der leschter Propositioun, zu der Motioun, déi Der ageereecht hutt, géif ech proposéieren, dass mer dat an d'Kommissioun schécken, fir dass mer en Echange doriwwer hunn. Och do, mengen ech, ass Diskussiounsbedarf. An Dir hutt och eng Propositioun gemaach, déi verständeg ass. Dir halbéiert gären den Taux. Ech mengen, do soll een driwwer schwätzen an elo net hei am Stress eng Decisioun huelen. Mee, ech mengen, och do ass Diskussiounsbedarf.

Ech sinn also op, fir déi Diskussiounen hei weiderzeféieren. Ech si frou, dass fir all déi aner Elementer Verständnis hei ass an dass dat ugeholl gëtt. Dat gëtt eis Flexibilitéit, och wat d'Konten, de Compte général ubelaangt, deen och dëst Joer wäert méi spéit kommen. Ech mengen net, dass dat Luxus ass, dass mer dat froen, well Dir kënnt Iech jo virstellen, wann ee Milliarden Depensë méi ze geréieren huet, wéi dat elo leider an der Kris de Fall ass, ass dat e risege Stress fir déi kleng Ekippen, déi mer hunn an der IGF a bei de Contrôleur-financieren.

An dann e lescht Wuert zu de Contrôleur-financieren, déi an dëser Zäit ganz vill strapazéiert ginn an alle Ministèren. D'Extension de délai, déi se hei kréien - ech mengen, et ass wichteg, dass een dat freet -, ass net, fir dass se sech solle méi Zäit ginn, fir e Visa dropzesetzen oder den Accord ze ginn, mee et ass, fir dass se Zäit hunn, den Urgencen ze äntweren an doduerch déi Saachen, déi net esou urgent sinn, kënnen e bëssen op der Säit ze loossen. Ech mengen, dat ass och „de bon sens" an dofir hu mer dat och virgeschloen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Finanzminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7555. Den Text steet am Document parlementaire 7555[7]. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme par vote électronique. An duerno maachen ech dann den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7555 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Mir kommen elo zu dem Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Dat heescht, dëse Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Claude Haagen), Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par M. François Benoy), François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Charles Margue), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da komme mer zur Motioun. Ass d'Chamber domadder d'accord, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen?

Ech ginn d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Also, ech hu Kenntnis geholl dervun, dass de Finanzminister nach Klärungsbedarf huet mat der Verwaltung. Mee, Här Minister, ech hunn awer och esou e bësse gesinn op där anerer Säit vun dësem héijen Haus, dass dat net onbedéngt op Ofleenung gestouss wier. A vu dass ech Iech awer dës Woch schonn, mengen ech, genuch genervt hunn a fir ...

(Hilarité)

... an engem konstruktive Geescht opzehalen, géif ech da proposéieren, dass mer d'accord sinn an dass mer dat hei sollten an enger vun den nächste Kommissiounen, Här Bauler, dann diskutéieren.

Merci.

Vote sur le renvoi de la motion en commission

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wien domat d'accord ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg an d'Kommissioun verwisen.

(La motion n°1 de M. Gilles Roth est renvoyée à la Commission des Finances et du Budget.)

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 12. an 13. Mee virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.09 heures.)

Le saviez-vous ?

ADMINISTRATION PARLEMENTAIRE

L'administration de la Chambre des Députés se compose du Secrétaire général, des Secrétaires généraux adjoints ainsi que des fonctionnaires et employés de la Chambre. Le Secrétaire général, qui est le chef de l'administration parlementaire, est élu par la Chambre alors que les deux Secrétaires généraux adjoints qui l'assistent dans l'accomplissement de ses missions sont nommés par le Bureau. L'administration parlementaire comprend actuellement quelque 100 agents.

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

SÉANCE 35

MARDI
12 MAI 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Communications

- *M. Fernand Etgen, Président*

3. 7575 - Proposition de révision du Chapitre VI. de la Constitution

- *Déclaration de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président*

4. Ordre du jour

- *M. Fernand Etgen, Président*

5. Heure de questions au Gouvernement

Question n° 103 du 12 mai 2020 de Mme Martine Hansen relative à l'encadrement des enfants dans le cadre de la reprise des classes scolaires, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- *Mme Martine Hansen (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

Question n° 104 du 12 mai 2020 de Mme Carole Hartmann relative à la rémunération des médecins qui ont travaillé dans les centres de soins avancés durant la crise du Covid-19, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

et

Question n° 105 du 12 mai 2020 de M. Jean-Marie Halsdorf relative aux différences récentes entre l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) et la Caisse nationale de santé (CNS), adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- *Mme Carole Hartmann - M. Jean-Marie Halsdorf - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*

Question n° 106 du 11 mai 2020 de M. Dan Biancalana relative à l'organisation des transports publics dans la 2e phase de déconfinement, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,

Question n° 107 du 12 mai 2020 de M. Jeff Engelen relative aux mesures d'hygiène dans les transports publics, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

et

Question n° 108 du 12 mai 2020 de M. David Wagner relative à l'organisation des transports publics dans la 2e phase de déconfinement, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- *M. Dan Biancalana - M. Jeff Engelen - M. David Wagner - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*

Question n° 109 du 12 mai 2020 de M. Jeff Engelen relative à la prolongation du chômage partiel, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie solidaire et sociale

- *M. Jeff Engelen - M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

Question n° 110 du 11 mai 2020 de M. François Benoy relative au projet de plan belge sur la gestion à long terme des déchets radioactifs conditionnés de haute activité et/ou de longue durée de vie, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

- *M. François Benoy - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*

Question n° 111 du 12 mai 2020 de M. Paul Galles relative aux droits de couverture santé des personnes qui travaillent en situation administrative irrégulière et celles exerçant une activité professionnelle occasionnellement sous contrats intérimaires, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- *M. Paul Galles - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*

Question n° 112 du 11 mai 2020 de M. André Bauler relative à l'impact de la crise sanitaire sur les différentes branches de l'économie luxembourgeoise, en particulier sur les entreprises du secteur ICT et sur celles de l'industrie manufacturière, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- *M. André Bauler - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie*

Question n° 113 du 12 mai 2020 de M. Sven Clement relative à la publication des modèles utilisés par le Gouvernement pour le déconfinement, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

- *M. Sven Clement - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

Question n° 114 du 11 mai 2020 de Mme Djuna Bernard relative à l'inclusion des élèves à besoins éducatifs spécifiques dans le cadre de la reprise dans l'enseignement et dans les structures d'accueil, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- *Mme Octavie Modert - M. Fernand Etgen, Président (intervention de Mme Octavie Modert)*
- *Mme Djuna Bernard - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

Question n° 115 du 11 mai 2020 de M. Gusty Graas relative à l'impact de l'accord de libre-échange UE-Mexique sur l'agriculture, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

- *M. Gusty Graas - M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*

6. 7414B - Proposition de révision de l'article 95ter de la Constitution - second vote constitutionnel

- *Second vote constitutionnel sur l'ensemble de la proposition de révision de la Constitution*

7. 7541 - Projet de loi portant prorogation des délais de dépôt et de publication des comptes annuels, des comptes consolidés et des rapports y afférents durant l'état de crise

- *Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue*
- *Discussion générale : Mme Diane Adehm - M. Guy Arendt - Mme Cécile Hemmen*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. Question élargie n° 34 de M. Léon Gloden au sujet de la situation pénitentiaire au Luxembourg

- *M. Léon Gloden - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - M. Léon Gloden - Mme la Ministre Sam Tanson*

9. Question élargie n° 35 de M. Marco Schank au sujet du suicide chez les enfants et adolescents

- *M. Marco Schank - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - M. Marco Schank - Mme la Ministre Paulette Lenert - M. le Ministre Claude Meisch*

10. Question élargie n° 32 de M. Marc Spautz au sujet des salariés handicapés dans la fonction publique

- *M. Marc Spautz - M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique - M. Marc Spautz - M. le Ministre Marc Hansen*

11. 7557 - Projet de loi portant dérogation à certaines dispositions légales applicables aux fonctionnaires et employés de l'État et aux fonctionnaires et employés communaux en relation avec l'état de crise sanitaire liée au Covid-19

- *Rapport de la Commission de la Fonction publique : M. Gusty Graas*
- *Discussion générale : Mme Diane Adehm - M. Yves Cruchten - Mme Chantal Gary - M. David Wagner - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. 7570 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés visant à insérer dans le Règlement de la Chambre des Députés une possibilité de rendre publics les procès-verbaux du Bureau et de la Conférence des Présidents

- *Rapport de la Commission du Règlement : M. Roy Reding*
- *Discussion générale : M. Léon Gloden - Mme Simone Beissel - M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
- *Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch et M. Dan Kersch, Vice-Premiers Ministres ; M. Romain Schneider, M. Claude Meisch, Mme Carole Dieschbourg, M. Marc Hansen, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Nee, Här President, dat ass net de Fall.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen an den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 12 mai 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7574** - Projet de loi du XX portant modification*

1° du Code du travail ;

2° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 06.05.2020

***7576** - Projet de loi du * portant modification de*

1° la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant la fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire ;

2° la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

3° la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création de l'Institut de formation de l'éducation nationale

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 06.05.2020

***7577** - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article 75 du Code civil*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 07.05.2020

***7578** - Proposition de loi relative aux investissements étrangers au Luxembourg*

Dépôt : M. Claude Wiseler, Député, le 07.05.2020

3) Les demandes de pétition publique et la demande de pétition ordinaire suivantes ont été déposées :

***1595** - Demande de pétition ordinaire : Géint d'Droe vun de Masken*

Dépôt : Sylvain Lickes, le 07.05.2020

***1592** - Demande de pétition publique : Referendum national 5G*

Dépôt : Fabian Hirtz, le 08.05.2020

***1593** - Demande de pétition publique : Nous, Les gens/We, the people/Wir, die Menschen/Nós, a pessoa*

Dépôt : Fabian Hirtz, le 08.05.2020

***1589** - Demande de pétition publique : Prime de reconnaissance pour les salariés des sociétés de services de sécurité et de gardiennage*

Dépôt : Armand Wildanger au nom de NGL-SNEP, le 08.05.2020

***1590** - Demande de pétition publique : Création du métier d'agent de sécurité*

Dépôt : Armand Wildanger au nom de NGL-SNEP, le 08.05.2020

***1591** - Demande de pétition publique : Frais d'agence immobilière*

Dépôt : Ali Cesmedar, le 08.05.2020

***1594** - Demande de pétition publique : Congé collectif*

Dépôt : Antonio Manuel Gracio Pedrosa, le 08.05.2020

***1596** - Demande de pétition publique : Créer une base légale légale pour rendre le télétravail obligatoire au moins une fois par semaine pour les professions le permettant*

Dépôt : Max Zambelli, le 10.05.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. 7575 - Proposition de révision du Chapitre VI. de la Constitution

Déclaration de recevabilité

An hirer Reunioun vum 7. Mee 2020 huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de révision vun der Constitutioun ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de révision vum Kapitel VI vun der Constitutioun 7575, déi de 5. Mee 2020 vum Här Léon Gloden deponéiert gouf. Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, d'Proposition de révision vun der Constitutioun 7575 als recevabel ze erklären?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Jo, Här President!

(Assentiment)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dann ass et esou decidéiert.

4. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Jo, Här President!

(Assentiment)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dann ass et esou decidéiert.

5. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 86 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntweren.

Als éischt hu mer d'Fro Nummer 103 vun der Madamm Martine Hansen un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert den Encadrement vun de Kanner am Kader vun der Reprise vun de Schoulklassen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 103 du 12 mai 2020 de Mme Martine Hansen relative à l'encadrement des enfants dans le cadre de la reprise des classes scolaires, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. De 25. Mee geet d'Grondschoul erëm op. An awer hu mer nach eng Partie Froen. Eng éischt Rei vu Froen dréint sech ëm de Congé pour raisons familiales. Déi leschte Woch huet den Här Minister hei op dëser Plaz gesot, datt déi Elteren, déi Kanner ënner dräi Joer hunn, nach kënne weiderhin de Congé pour raisons familiales kréien. Gëschter hunn ech gelies, dat wär elo véier Joer. Kann den Här Minister eis soen, wat do richteg ass?

Déi lescht Woch huet den Här Minister och hei gesot, déi éischt Prioritéit wär, fir genuch Plazen ze schafen an de Betreiungsstrukture fir d'Kanner. An do, wou d'Gemengen dat net géife fäerdegbréngen, do kéint de Congé pour raisons familiales nach weider u sech accordéiert ginn.

Wat heescht dat genau: „wann d'Gemengen et net fäerdegbréngen"? Heescht dat genau, wa se net genuch Plazen hunn, oder heescht dat och, wann net genuch forméiert Personal do ass, datt een da kann de Congé pour raisons familiales accordéieren? A wien hëlt d'Decisioun, wéi eng Elteren datt da kënne vun dësem Congé profitéieren?

Eng zweet Rei vu Froen dréint sech ëm d'Personal. Et ass eng schwiereg Zäit an der Schoul. D'Kanner musse relativ laang roueg sëtze bleiwen. Si musse sech un d'Sécherheetsreegelen halen. Mir wëssen och, datt net all d'Kanner brav sinn. Mir wëssen och, datt mer verhalenskreativ Kanner hunn.

Dofir meng Froen: Wéi eng Qualifikatioune muss d'Personal hunn, wat an den Übungswochen agesat gëtt respektiv am Accueil? Stëmmt et, datt den Här Minister en allgemengen Appell gemaach huet u sämtlech Unistudenten, fir hei anzesprangen? Ass et an den Ae vum Minister méiglech, datt Personal ouni pedagogesch Grondkenntnisser dës Aufgabe kann adequat iwwerhuelen?

An hei zu dësem Block eng lescht Fro: Wien ass haftbar, wann eppes geschitt, well trotz Opsiicht d'Kanner sech net un d'Sécherheetsreegelen halen?

Een drëtten Deel vu Froe geet ëm d'Privatcrèchen. Gëtt et hei eng neie Cadre réglementaire?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dat do ass jo eng Interpellatioun!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Si kloer Informatiounen un d'Privatcrèchen erausgaangen? Sinn zum Beispill och si an Ärer Teststrategie dran?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dat ass eng Interpellatioun!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Well och d'Crèchë musse sech preparéieren. An och si musse kucken, wéi si iwwert d'Ronne kommen.

An eng leschte Fro, wëll ech den Här Minister gesinn dosëtze mat sengem Buff: Ass do d'Qualitéit vun deene Buffe gepréift ginn? Ech hat nämlech och een esou doheem gekuckt, an ech mengen, dee misst ee véiermol ronderëmdréinen, fir datt en dicht wär.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. Den Här Educatiounsminister Claude Meisch, wannechgelift.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, lo musse mer kucken, am Schnellverfaren hei derduerchzekommen, well dat doten, dat ware gläich eng Rei vu Froen, op déi ech soll äntweren an deene véier Minutten, déi mer als Äntwert eigentlech op eng Fro hei gestatt sinn. Zu där leschter Fro: Déi hu mir net getest. An ech géif och dovunner ofroden, se esou oft ze diebelen, datt se dicht sinn, well soss kéint ee mol Problemer bei der Ootmung kréien.

Zum Congé pour raisons familiales, do kéinten allerdéngs och meng zwee Kolleegen, den Aarbechtsminister an de Minister vun der Sécurité sociale, hei äntwerten. D'Regierung ass sech eens ginn, datt mer soen: „Mir hätten allgemeng gären de Choix fir déi Eltere vu Kanner bis dräi Joer, an dat heescht bis zur Obligation scolaire vu véier Joer." Also all déi Kanner, déi ënner véier Joer sinn, kéinten dovunner profitéieren, well mer do dervun ausginn, datt ganz vill Kanner elo keng Plaz méi wäerte kréien, well nei sanitär Bestëmmungen an de Crèchë sinn an duerfir dann och manner Plazen do wäerten disponibel sinn. An amplaz datt elo d'Crèchen do wäerten decidéieren, wien dann eng Plaz kritt, ass et vläicht méi geschéckt, mir ginn den Elteren de Choix an déi decidéieren do.

Mee et ass esou, datt jo och fir d'Structures d'accueil fir scolariséiert Kanner de Prinzip gëllt, wa keng Plaz méi assuréiert gëtt, datt een dann eebe ka vun engem Congé pour raisons familiales profitéieren. Ech denken, datt dat relativ einfach lo ze maachen ass.

Mir hunn e Questionnaire erausgeschéckt u sämtlech Elteren. Déi hu jo geäntwert. Déi konnten hir Demandë formuléieren doranner a souguer soen, a wat fir enge Plagen datt se gären eng Betreiung hätten, sief et an der B-Woch moies, sief et nomëttes, och ob dat lo vun eng bis zwou ass, fir vläicht nach do z'iessen, ob dat vun zwou bis véier ass oder wierklech dann nach eng Kéier bis sechs Auer. Dat hu mer alles enregistréiert.

Wann elo d'Träger vun deene Strukturen, vun de Structures d'accueil, respektiv d'Schoul do zur Konklusioun kommen, datt déi fakultativ Plagen net kënnen assuréiert ginn, da wäerten d'Elteren informéiert ginn doriwwer. An domadder hu se dann och d'Recht, fir e Congé pour raisons familiales unzefroen. Woubäi een awer och nach muss eng Kéier ënnerstraichen, datt e Congé pour raisons familiales och ka fraktionéiert ginn, och ka stonneweis geholl ginn, also och vläicht zum Beispill fir déi Plagen, wou een eeben hei elo keng Gard assuréiert kritt huet.

Wat fir e Personal datt wou agesat gëtt, do huele mer natierlech fir alles dat, wat Schoul ass, reell Schoulzäit ass, Personal, wat den Zougang huet zur Éducation nationale. Do komme mer absolut gutt aus. Mir ginn och dervun aus, datt mer an deenen allermeeschte Gemenge wäerten déi Übungswoch moies mat Schoulpersonal, Personal also vun der Éducation nationale, déi bis elo schonn am Enseignement fondamental intervenéiert sinn, kënnen assuréiert kréien.

Jo, mir hunn en Appell gemaach, fir dass och nach aner Leit elo temporär derbäistoussen, zum Beispill Studenten. Mir hu momentan Studente vun der Uni.lu, déi am BScE studéieren, also fir Enseignant studéieren. Déi sinn am Stage. Déi hëllefen eis momentan. Wann hire Stage fäerdeg ass, hir Uni fäerdeg ass fir dëst Joer, wäerte mer deene proposéieren, datt se bei eis bleiwen an e Contrat à durée déterminée kréie bis Enn vum Schouljoer, well dat awer gutt Leit sinn, déi souwisou elo scho mathëllefen an déi mer absolut wäerte brauchen.

Et ass och esou, datt mer mat der Hëllef vun der ACEL sämtlech Studenten opgeruff hunn an informéiert hunn, datt et momentan e Besoin gëtt bei eis, a gekuckt hunn, ob si Interessi hätten. An dat ass awer och keng Neierung. Also ganz vill Studenten, déi op den Unie studéieren, ginn zum Beispill iwwert de Summer Nohëllefcoursen, Cours de rattrapage an de Lycéeën, fir déi Schülerinnen a Schüler ze ënnerstëtzen, déi an der Preparatioun sinn op hiren Noexamen.

Dat heescht, mir denken, datt deen, deen dat iwwert de Summer ka maachen, engem Schüler hëllefen, sech op säin Noexamen ze preparéieren, oder engem Grappvoll Schüler dobäi kann hëllefen, deen ass och absolutt à même, fir déi Étude surveillée moies an den Übungswochen ze garantéieren.

An no deene Krittären hu mer dann och gekuckt, datt mer déi Selektioun do maachen. Ech kann Iech informéieren, datt mer do momentan méi Demanden hunn, wéi mer eigentlech e Besoin detektéiert hunn, soudatt mer och do kënnen eng Selektioun maachen. An dat gëtt eis awer och d'Gewëssheet, datt mer dat gutt wäerten assuréiert kréien, déi B-Wochen. An ech denken, datt dat jo och nach eng Kéier d'Gemengenautoritéite rassuréiert, datt mer do zesummen och dat, wat mëttes muss ugebuede ginn, wäerten hikréien.

Et ass kloer, datt mer natierlech mussen als Schoul, och als Enseignanten, kucken, datt mer d'Schülerinnen an d'Schüler informéieren, wat d'Sécherheetsmesurë sinn, wat fir en neit Comportement datt do gëllt. Mee et ass natierlech esou, datt kee responsabel gemaach gëtt, wann dat emol eng Kéier vun engem Schüler net respektéiert gëtt. Et gëtt also hei eng Obligation de moyen a keng Obligation de résultat. Ech denken, datt dat eigentlech evident ass.

Wat d'Crèchen ubelaangt, Här President, do ass et esou, datt mer drop an dru sinn, eng Kommunikatioun erauszeginn. Ech versti jiddereen, a wann ech Gestionnaire vun enger Crèche wär, da géif ech och dorobber waarden, fir déi Informatiounen ze kréien. Allerdéngs hu mer natierlech och do nach eng Kéier missen dat sanitäert Konzept mat der Santé ofklären. Dee Go, deen hu mer elo.

A warscheinlech muer wäert eng Kommunikatioun un d'Gestionnairë vun de Crèchen alleguerten erausgoen, déi dann nach eng Kéier dee genaue Fonctionnement wäert beschreiwen, wéi eng Crèche ka fonctionéieren, wivill Kanner datt se kann huelen, wat fir eng Kanner datt da kënnen dohinnerkommen. An do wëll ech just nach eng Kéier rappeléieren: Et wäerten däitlech manner Kanner sinn an de Crèchen, also wierklech am Klengkandberäich, wéi dat bis elo de Fall war, well ganz einfach déi sanitär Bestëmmungen eis dozou verflichten.

Ech hoffen, dat war elo net ze vill schnell an awer komplett.

Villmools merci fir Ären Interêt.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 104 vun der Madamm Carole Hartmann an zur Fro Nummer 105 vum Här Jean-Marie Halsdorf un de Minister fir sozial Sécherheet iwwert d'Gehalt vun den Dokteren, déi wärend der Covid-19-Kris an de Centres de soins avancés geschafft hunn, an iwwert d'Differenzen tëscht der AMMD an der CNS. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 104 du 12 mai 2020 de Mme Carole Hartmann relative à la rémunération des médecins qui ont travaillé dans les centres de soins avancés durant la crise du Covid-19, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- Question n° 105 du 12 mai 2020 de M. Jean-Marie Halsdorf relative aux différences récentes entre l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) et la Caisse nationale de santé (CNS), adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Merci, Här President. Eist Gesondheetspersonal huet an de leschte Wochen onermiddlech geschafft, fir d'Gesondheet vun all de Leit ze assuréieren. Dorënner sinn och Dokteren, déi säit dem 23. Mäerz an de Centres de soins avancés bis zu sechs Stonnen den Dag a véier Deeg d'Woch schaffen. Si all verdéngen net nëmmen eisen déifste Respekt, mee si sollen och eng gerecht Remuneratioun kréien.

An engem Règlement grand-ducal vum 3. Mäerz ass doweinst notamment en eenheetlechen Tarif horaire festgeleucht ginn, deen un all Dokter, deen am Centre de soins avancés schafft, ouni dass de Patient eng Dokteschrechnung muss avancéieren, direkt vun der CNS soll bezuelt ginn. De Kader war deemno gesat.

Eng Rei Dokteren, déi elo säit annerhallwem Mount an de Centres de soins avancés engagéiert sinn, hunn elo awer bemängelt, datt si nach net bezuelt goufen. D'Dokteschassociatioun hat d'lescht Woch och an engem Sënn e Bréif un d'CNS gemaach. Dofir en éischten Deel u Froen un de Minister vun der Sécurité sociale: Ass effektiv nach keen Dokter vun der CNS bezuelt ginn? A wourunner läit et, dass déi Concernéiert nach net oder nach net all fir hir Aarbecht an de Centres de soins avancés bezuelt goufen, wéi dat am Règlement grand-ducal festgeleucht goufen?

D'CNS hat an der Press als Reaktioun uginn, datt si zertifizéiert Dokumenter vum Coordinateur national bräicht, fir d'Dokteren auszebezuelen. D'AMMD hat dorobber geäntwert, datt déi Donnéeë scho géife virleien.

Dofir en zweeten Deel u Froen, Här Minister: Ëm wat fir zertifizéiert Dokumenter respektiv Donnéeë geet et, déi d'CNS nach bräicht? Leien dës vir oder net? A wann nach net oder net jiddereе bezuelt gouf, wéini kënnen dës Dokteren domadder rechnen, och bezuelt ze ginn?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Hartmann. Den Här Jean-Marie Halsdorf huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Hären, ech hunn also effektiv och Froen, déi op där selwechter Matrice leie wéi dat, wat d'Madamm Hartmann elo gesot huet, well ech muss Iech soen, ech war wierklech iwwerrascht d'lescht Woch, wéi de Bréif komm ass, wéi mer Kenntnis kritt hu vun deem Bréif, deen d'AMMD un d'CNS geschéckt huet, dass do e Malaise wier.

Well effektiv, an ech widderhuelen do, wat d'Madamm Hartmann sot, d'Dokteren an d'Fleegepersonal hunn effektiv an deene leschte Wochen, et kann ee scho bal soe Méint, responsabel matgeschafft, si hu matgezunn, d'Pandemie an de Gréff ze kréien am Spidol, am Extrahospitalier. An et ware vill Praxissen zou. D'Doktere waren, wéi et och elo gesot ginn ass, an de Centres de soins avancés engagéiert. D'Spideeler hu sech mat den Dokteren nei opgestallt. Et war alles virbildlech. An da kënnt esou eppes.

An dann ass et esou, dass d'Regierung effektiv déi Tariffer, déi elo ausbezuelt ginn an der Covidzäit, dass se déi unilateral, ouni Concertatioun gemaach huet. Déi üblech Prozedur dann, fir d'Tariffer ze fixéieren, déi gouf net gemaach. D'Doktere goufen am Fong geholl dee Moment net consultéiert. Duerfir wier meng éischt Fro déi, Här Minister: Firwat ass dann effektiv guer keen ...? War do wierklech guer kee Kontakt? A firwat ass dat esou gemaach ginn? Firwat ass do vläicht net méi Formalismus an déi ganz Prozedur materakomm? Ech wier frou, fir déi Detailer gewuer ze ginn.

Dann, wat awer och nach war, dat ass, d'lescht Woch ass dunn op eng Kéier gesot ginn: „Jo, déi ganz Problematik mam Schaffen ...", do si Saache gesot ginn: „Wat ass da lo eng geleeschte Stonn? Wat ass eng geschaffte Stonn? Wat ass eng Disponibilitéit?", obschonn am Fong geholl d'Doktere soen, dat wär vun Ufank u kloer gewiescht. Dat heescht, do weess ech, dass dat „ein Stein des Anstoßes" ass. Ass dësen Arbitrage elo geléist?

Da muss jo effektiv, wéi d'Madamm Hartmann et gesot huet, deen nationale Coordinateur certifiéieren, da kann d'CNS bezuelen. Wou si mer lo do drun? Wat ass bis elo ausbezuelt? Wann nach net ausbezuelt ass, wou sinn do d'Grënn? Dat ass e bëssen déi selwecht Fro, déi si gestallt huet.

Ech wollt nach eng Suggestioun bäisetzen, an zwar déi, dass ech soen: D'Dokteren, déi schaffen am Moment vill. Si hunn net vill Fräizäit. Si si wierklech déck ënner Drock. Hätt een net besser gehat, amplaz déi Formulairen auszefëllen, fir do mat Akkonten ze fueren? Dat heescht, do hätt een net d'Donnéeë missen alleguerten direkt ginn, mee et kéint een déi jo noliwweren a posteriori an dann ausbezuele respektiv kucken, wou d'Problemer sinn. Dat wier a mengen Ae Pragmatismus gewiescht, oder e partnerschaftlecht, gëigesäitegt Vertraue wier hei ubruecht gewiescht.

Duerfir an deem Kontext dann och zwou Froen nach eng Kéier un de Minister fir sozial Sécherheet. Éischtens: Hutt Dir Kenntnis vum Oflaf vun där ganzer Geschicht, déi ech Iech elo gezielt hunn, an d'Madamm Hartmann och? Oder huet hei d'CNS eegemächteg gehandelt? Sidd Dir do am Bild gewiescht? An da wichteg: Wéi gedenkt d'Regierung hei erëm zwëschent den Dokteren an der CNS ze vermëttelen? Well eppes ass wichteg, an dat wësse mer alleguerten: Vertrauen an Hand an Hand schaffen an

deem Beräich, dat ass am Interessi vun eis all an och vun de Patienten.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Halsdorf. Den Här Minister fir d'sozial Sécherheet, den Här Romain Schneider, huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Merci och deenen zwee Deputéierte fir déi Froen, déi gestallt gi sinn, well dat effektiv eng Saach ass, déi ech och an der Press gelies hunn an och verfollegt hunn. Ech hunn och de Bréif vun der AMMD matkritt.

Virausgeschéckt zur Fro, ob de Minister dovun Informatiounen hat: Selbstverständlech! De Minister ass a permanentem Kontakt mat der CNS, grad an esou enger schwiereger Zäit, wou d'CNS immens gefuerdert ass, fir awer och deenen eenzelen Aktivitéiten, deenen eenzelne Prestatiounen nozegoen.

An ech mengen, vun dëser Plaz aus engersäits emol, wéi Dir och allen zwee gesot hutt, e grousse Merci un d'Dokteren, awer och un d'Fleegepersonal, u sämtlecht Personal, wat gehollef huet an deene leschte Wochen, datt effektiv och eis Gesondheetsversuergung exzellent opgestallt ass, fir grad dëser Pandemie entgéintzegoen. Mee genausou gutt och, mengen ech, de Beamten, de Fonctionnairë vun der CNS, déi hei ganz vill Aarbecht geleescht hunn, fir och déi zousätzlech Aarbecht ze stemmen.

Bedéngt duerch d'Covidpandemie huet eise Gesondheetssystem, an Dir hutt et och gesot, musse reorganiséiert ginn. Et ass ganz kloer. A mir hunn dat gemaach och op Basis vum Reglement vum 18. Mäerz 2020, wou eng Rei Mesurë geholl goufen. Zum Beispill den Artikel 3, wou d'„activités exercées en cabinet libéral" reduzéiert goufen op d'„problèmes de santé les plus sévères et […] urgents".

Zweetens awer och den Artikel 5: « Doivent être maintenues les activités qui sont essentielles pour […] le secteur de la santé et des soins, y compris les activités hospitalières […] ». Dat war d'Basis am Prinzip dovunner, fir - an dat am Kader och vun engem Echange mat der AMMD a mat alle Partner - ze kucken an der Cellule de crise, eng Reorganisatioun vum Gesondheetssystem wärend dëser Zäit ze maachen.

An et goufe véier Ligne-de-garden am Secteur extrahospitalier agefouert an eng spezifesch Ligne de garde am Secteur hospitalier. Firwat soen ech dat? Well een nämlech och déi eenzel Linne muss kucken, wann et herno ëm d'Fro geet: Wou si mer dru mam Ausbezuele vun deenen Indemnitéite respektiv vun deenen Akte respektiv vun deene Forfaiten? Forfaiten, déi decidéiert goufen an Aarbechtsgruppen, déi an der Cellule de crise fonctionéiert hunn a wou all d'Acteuren aus der Santé, aus der Sécurité sociale a vun den Dokteren derbäi waren, fir do Stoussrichtungen ze kréien.

Am Secteur extrahospitalier, fir eng Kéier op déi véier Linnen anzegoen: Déi éischt ass déi vun de Centres de soins avancés, den CSAen, déi am bekanntste sinn, déi eng Ulafstell si fir Covidpatienten, verdeelt iwwert d'Land. Zweetens eng Gard vun Hausdokteren iwwer Teleconsultatioun fir Netcovidfäll, eng drëtt Gard am Kader vun den Alters- a Fleegeheimer an eng véiert Gard dann och nach fir d'Zänndokterurgencen, déi op d'Bee gestallt gouf, an och dat mat der Méiglechkeet vun Teleconsultatioun.

Am Secteur hospitalier ass dann d'Prise en charge am Spidol och nei organiséiert ginn, an dat mat enger spezifescher Prise en charge vu schwéiere Covidfäll, enger Gard fir d'Urgencë vun Netcovidfäll a virun allem och enger Disponibilitéit vu Spezialisten. Et ass dat, wat och vun de Riedner hei ugeschwat gouf.

Dës Aktivitéiten an de verschiddene Ligne-degardë si mat grousse Asaz - ech widderhuelen et nach eng Kéier - vun den Dokteren an och vum Fleegepersonal opgestallt an och assuréiert ginn, ënnert der Responsabilitéit, an et gouf schonn hei genannt, vun engem Coordinateur national, deen um Santésministère schafft, deen agestallt gouf, fir déi doten Aufgab ze maachen. Ee Coordinateur national, dee proposéiert gouf vun der AMMD an dee jo elo en place ass, fir wichteg Aufgaben ze maachen. An ech komme spéider drop zréck.

All déi Fichieren, déi lo erakommen, déi wierklech och ganz einfach gehandhaabt goufen, gi ganz einfach validéiert vun dësem Coordinateur national, wat och ganz kloer ass, fir en Iwwerbléck ze kréien, well hie jo och den Iwwerbléck hat iwwert dat, wat en place gesat gouf a wat och um Terrain geleescht gëtt.

Dës verschidde Ligne-de-garden, wéi gesot, si mat groussem Asaz gemaach ginn. Mee virun allem doniewent, an et gouf hei zitéiert, hu mir och als Sécurité sociale relativ séier reagéiert, andeem d'Akten an der Nomenclature adaptéiert goufen, fir datt se also remuneréiert konnte ginn, zum Beispill d'Teleconsultatioun, en aneren Akt, an derniewent awer och d'Participatiounen un deenen eenzele Ligne-de-garden.

Wat elo d'Ausbezuelen ubelaangt vun deenen Indemnitéiten, déi ausgeschwat goufen, mengen ech, ass et esou, datt effektiv d'CNS wéi och ech selwer, wéi Dir och, Kenntnis vum Bréif vum 4. Mee geholl hunn, dee mer och verstinn. Et ass evident, wéi Dir gesot hutt: Wann ee sech engagéiert fir eppes, wann ee schafft, da muss ee selbstverständlech och derfir remuneréiert ginn! An et ass och ni a Fro gestallt gi vun der CNS a selbstverständlech och net vu mir, datt dës Aufgab exzellent gemaach gouf.

Et muss een awer och kucken - an et ass ganz legitimm, mengen ech, datt och grad d'AMMD als Vertrieder vun den Dokteren hei e Bréif geschéckt huet, fir dat nach eng Kéier nozefroen -, fir dës Gelder auszebezuelen, brauch d'CNS awer ganz einfach Informatiounen, an ech zitéiere se eng Kéier hei: Si muss Informatioune kréien, déi wierklech op dat Einfachst reduzéiert goufen, engersäits den Numm vum Dokter, zweetens d'Matricule an drëttens d'Zuel vun de Stonnen, déi zënter dem 16. Mäerz geschafft goufen. Dës Donnéeë ginn da viruginn un de Coordinateur national, dee se muss validéieren an dee Moment un d'CNS weiderginn, an da kënnt d'Ausbezuelung an d'Lafen.

An an deem Sënn, mengen ech, ass et och esou, datt, wann een déi eenzel Linnen hëlt: Wat elo d'Linn 1 betrëfft, wat d'CSAe betrëfft, sinn déi prett, fir ausbezuelt ze ginn, oder si si souguer schonn ausbezuelt. Hei sinn also déi dote Formalitéite gelaf.

Wat d'Linn 2 betrëfft, déi ass an der Finalisatioun. An och hei wäert de Paiement an deenen nächsten Deeg stattfannen, well et war an deem ganze Kontext d'lescht Woch nach eng Kéier eng Reunioun gewiescht vun der CNS mat dem Coordinateur national an deenen eenzelne Coordinateure fir ze kucken, séier virunzekommen a wéi Der gesot hutt zu Recht, déi Suen, déi ausstinn, och schnellstméiglech ze bezuelen.

Wat d'Linnen 3 a 4 betrëfft, do ass et esou, datt d'Donnéeë musse kommunikéiert gi vun dem Coordinateur national un d'CGPO, déi dann an deem Moment och d'Saisie mécht. Och hei leeft d'Saach. Och dat misst relativ schnell kënnen ofgewéckelt ginn.

Wat d'Linn 5 betrëfft, deen e bësse méi technesche Dossier ass dee virun allem mat de Spideeler. An och hei huet d'CNS sech zesummegesat an eenzele Reunioune schonn, fir mat de Spideeler ze kucken, och hei eng Formule ze fannen, fir d'Ëmsetzung relativ schnell ze assuréieren. An hei ass et en technesche Volet, dee wierklech am Detail och nach eng Kéier muss gekuckt ginn. An hei geet d'CNS op de Wee, fir elo Avancen, Akkonten direkt emol ze bezuelen, fir datt mer do mol éischt Saachen ausbezuelen, déi effektiv ausstinn.

An deem Sënn, mengen ech, nach eng Kéier vu menger Plaz aus merci jiddwerengem fir säin Engagement. Natierlech huet jiddwereen d'Recht op déi Prestatiounen, déi ausgemaach sinn. An ech sinn iwwerzeegt, datt och d'CNS dës Ausbezuelunge schnellstméiglech ka maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Minister fir sozial Sécherheet, dem Romain Schneider.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 106 vum Här Dan Biancalana, zur Fro Nummer 107 vum Här Jeff Engelen an zur Fro Nummer 108 vum Här David Wagner un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Organisatioun vum ëffentlechen Transport an der zweeter Phas vum Deconfinement an iwwert d'Hygiènesmesuren am ëffentlechen Transport.

Här Dan Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 106 du 11 mai 2020 de M. Dan Biancalana relative à l'organisation des transports publics dans la 2e phase de déconfinement, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- Question n° 107 du 12 mai 2020 de M. Jeff Engelen relative aux mesures d'hygiène dans les transports publics, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- Question n° 108 du 12 mai 2020 de M. David Wagner relative à l'organisation des transports publics dans la 2e phase de déconfinement, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 20. Abrëll huet d'Regierung mat der Reouverture vun de Chantieren an de Baumäert den éischte Schratt a Richtung Deconfinement gemaach. Well awer weiderhi keen akute Besoin, sougutt wat d'Frequenze wéi d'Capacitéite betrëfft, bestoung, huet den ëffentlechen Transport nach weider am krisebedéngte Service réduit funktionéiert. De Minister fir Mobilitéit huet deemools erkläert, dass mam Deconfinement an notamment dem Neistart vum Schoulbetrib hei natierlech déi néideg Upassunge gemaach géifen.

Gëschter mam Start vun der zweeter Phas vum Deconfinement an domadder och dem Éremophuele vum Schoulbetrib am Secondaire a mat der Reouverture vun de Commercë schéngen déi Upassungen am reguläre ëffentlechen Transport awer nach net gemaach ginn ze sinn. Den ëffentlechen Transport huet nämlech nach no de Sonndeshorairë funktionéiert. D'CFL huet op Nofro erkläert, dass d'Restriktiounen am Zuchbetrib nach bis den 18. Mee géifen oprechterhale ginn.

D'Mobilitéitsapp war och net à jour. Si huet fir den Zuch déi regulär Horairë vu virun dem Confinement ugewisen, mee d'Zich sinn och nach no den Horairë (veuillez lire: no de Sonndeshorairë) gefuer. D'CFL seet lapidar dozou, dass een hir eegen App benotze soll. An ausserdeem fueren d'Busser an der Stad och nach reduzéiert.

Bon, mam Resultat, dass all d'Usageren, d'Schüler an och Netschüler, méi laang ënnerwee waren, Problemer haten, op hir Destinatioun ze kommen, an zu de Spëtzestonnen hu missen an iwwerfëllte Busser an Zich fueren. Bon, aus sanitärer Siicht natierlech alles, mee keng ideal Situatioun!

Dofir meng véier Froen un den Här Transportminister: Sinn dem Här Minister dës Situatioune bekannt? Kann de Minister confirméieren, dass d'CFL eréischt ab dem 18. Mee an den normale Betrib wiesselt? A wa jo, firwat geschitt dat eréischt dann? Wat war bezéiungsweis ass de Grond, dass d'Mobilitéitsapp net à jour war? Maachen zwou parallell Appen, déi vun der Mobilitéitszentral an déi vun der CFL, net méi Duerjerneen ewéi Guddes? An déi lescht Fro: Wéi gesäit et allgemeng mat de Busreseauen aus?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Biancalana. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Elo, wou den Deconfinement sou lues ufänkt unzefänken, fueren och erëm weesentlech méi Leit mam ëffentlechen Transport, sief dat Zuch, Bus oder Tram. Si mussen eng Gesiichtsmask undoen a limitéieren domadder d'Trépfcheninfektioun. Trotzdeem bleift en Ustiechungsrisiko, net zulescht wéinst der eventueller Schmierinfektioun. De Sars-CoV-2 kann nämlech e puer Deeg op der Uewerfläch iwwerliewen.

Domadder wollt ech d'Fro stellen un d'Regierung: Wat ass hei ënnerholl ginn, fir deem Risiko vun der Iwwerdroung entgéintzewierken? Well et muss ee jo wëssen, datt den ëffentlechen Transport dee Beräich ass, wou den Iwwerdroungsrisiko am gréissten ass.

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engelen. Den Här David Wagner huet d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech gesinn, datt vill Froen an déi selwecht Richtung ginn. Zënter dem 4. Mee an zemools och zënter gëschter, dem 11. Mee, wou eng wichteg Phas vum Deconfinement ugaangen ass, ass och eng nei Phas am ëffentlechen Transport ugaangen an eng weider Phase de renforcement ass och fir de 25. Mee virgesinn.

De Problem ass elo awer deen, datt zanter gëschter de Confinement staark opgelackert gouf an datt nees Zéngdausende vu Leit zréck op d'Aarbecht ginn an dofir och op den ëffentlechen Transport zréckgräife mussen. An deemno wéi musse Salariéen - hunn ech och héieren - bis eng Stonn op der Gare waarden. An de Problem ass, hautzudaags kann ee sech jo och net an de Bistro sëtze goen, fir d'Zäit vergoen ze loossen.

Obwuel erëm vill méi Leit op den Zuch, de Bus oder Tram zréckgräife mussen, fir schaffen ze goen, an dat och aus der ganzer Groussregioun, muss een awer feststellen, datt net all ëffentlecht Transportmëttel anscheinend mathält. Gewëssen Zuchlinne fueren nach ëmmer op Spuerflam. An elo si se och schonn zu gewëssenen Zäite vill méi staark beluecht.

Dofir och eng Fro, ob de Ministère schonn Zuelen huet vun der Besetzung vu gewëssene Linnen zu gewëssenen Zäiten. Et ass e bësse fréi vläicht nach, well et ass zënter gëschter de Fall, mee vläicht kann een do schonn eng Aschätzung hunn.

D'Fro och vun de Verbindunge Bus-Zuch, sief et VdL, RGTR oder TICE, ass vläicht och heikel: Huet de Ministère dann och Informatioune schonn iwwer gewësse Verbindungsknet op jidde Fall.

Et stellt sech och d'Fro vun der Informatioun. Dat ass och schonn opkomm. Ech hunn dat och schonn héieren, datt anscheinend d'Mobilitéitsapp net ëmmer up to date wier an et kéint ee sech net onbedéngt drop verloossen. An iwwerhaapt stellt sech d'Fro ..., well d'Kommunikatioun fir ze soen, datt den ëffentlechen Transport erëm progressiv normal fuere géif, ouni awer kloer ze soen inwiefern, stellt vill Salariéë virun e Casse-tête. D'Problem ass och, d'Informatioun staamt jo vum 4. Mee. Dat heescht, warscheinlech si schonn Decisioune geholl ginn an der Woch virdrun a warscheinlech och ier iwwerhaapt de Strategieplang vun der Regierung vum Deconfinement komm ass. Dofir stellt sech och d'Fro, inwiefern net do misst en Update geschéien.

An dann, d'Fro ass och déi vum Personal, der Disponibilitéit vum Personal. Dat spillt natierlech eng Roll. Wou si mer drun? Wien ass disponibel? A wat fir en Impakt huet dat op d'Fonctionéiere vun de verschiddenen Transportmëttelen?

An dann nach eng lescht Fro: D'éischt Klass, wéi ass dat? Gëllt do déi selwecht Reegel? Oder kéint ee sech net iwwerleeën, fir wéinstens an dëser Zäit déi éischt Klass och opzemaache fir jiddereen, fir dann och méi Plaz kënnen ze hunn?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. Den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President, a merci den Deputéierte fir hir Froen, déi all effektiv jo an déi nämmlecht Richtung, plus ou moins, gaange sinn.

Fir d'éischt ass emol ze soen, datt et ganz schwéier war, fir genau virauszegesinn, wivill Leit de 4. Mee a virun allem elo den 11. Mee erëm géifen op den ëffentlechen Transport klammen, well ech wëll awer drop hiweisen, datt zwar d'Schoulen erëm fonctionéieren an och elo de Commerce erëm op ass, mee ganz, ganz vill nach am Teletravail geschafft gëtt. Dat heescht, et ass ganz schwéier ofzeschätze gewiescht, wivill der genau den 11. Mee erëm géifen op den ëffentlechen Transport kommen.

Ech mengen, dat hutt Der och um Stroossereseau gemierkt. D'Strooss sinn awer och nach net esou voll erëm, et fëllt sech erëm, mee awer nach net esou, wéi et virdru war. A wann Der op de Kierchbierg an de Finanz-, Bankesecteur gitt oder an den europäesche Secteur gitt, da gesitt Der, datt nach ganz, ganz vill Bürostierm net besat sinn. Dat heescht, datt nach ëmmer am Teletravail geschafft gëtt. Dat wäert sech elo lues a lues natierlech erëm normaliséieren.

Et war awer natierlech deem Rechnung gedroe ginn, datt et ab dem 4. respektiv dem 11. Mee erëm géif méi Betrib am ëffentlechen Transport ginn. Sou fiert zum Beispill den RGTRs-Busreseau zënter dem 11. Mee erëm normal wéi virun der Kris. Deen eenzegen Ënnerscheed, dee besteet, dat ass am Schülertransport, well mer do natierlech eng spezifesch Situatioun hunn, well d'Schoule jo net esou laang daueren. Dat heescht, do sinn d'Schoulbusser och e bëssen ëmorganiséiert ginn.

An dat mécht och d'Schwieregkeet zu engem groussen Deel bei der App aus. Well déi App, déi ass jo opgebaut op den normale Farplang. An Dir kënnt déi App an och déi Coordonnéeën, déi Dir do agitt, net einfach esou vun engem Dag op deen aneren ëmmer erëm änneren goen. Dat gëtt relativ schwiereg. Dat ass eng immens Programmatioun, déi do derhannertstécht. Wann de Farplang zum Beispill wiesselt, dat muss laang virdrun ëmprogramméiert ginn, fir deen neie Farplang dran ze hunn an der App. Duerfir gëtt et de Moment nach eng ganz Rei Schwieregkeete ganz sécher mat der App, bis mer erëm am normale Rhythmus si vum gesamten ëffentlechen Transport.

Bei den Zich ass et esou, d'Zich si mer eropgefuer scho par rapport zu wärend der Kris, awer natierlech nach net op de Maximum, wat méiglech ass oder wat virdru gefuer ginn ass. Dat wäert awer och elo geschéien. Déi nächst Etapp ass effektiv den 18. Mee.

Bon, iwwerfëllten Zich, ech muss awer soen: Ech hu bis elo keng Meldung kritt, datt elo d'Zich wierklech déck iwwerfëllt gewiescht wären. Sécherlech si se schonn erëm besat, awer dat huet sech bis elo nach an engem erdréiglech Mooss gehalen.

Mee wéi gesot, nach eng Kéier: Et ass extreem schwéier, well mir wëssen net am Deconfinement, wéi séier vum Teletravail elo erëm eriwwergeschalt gëtt, haaptsächlech am Bürosberäich, op normale Service. Mee ab dem 18. Mee a spéitstens dem 25. Mee, wann d'Primärschoule kommen, da fiert den Zuch erëm komplett normal wéi virdrun. Da si mer erëm am normale Farplang dran.

Et ass also, wéi gesot, en Oftaaschten, wat mer hu misse maachen, well et ganz schwéier war, genau prezis virauszesoen, wéi d'Entwécklung am ëffentlechen Transport wär, sou wéi se och net virausseebar war am Stroosseverkéier. Mee wéi gesot, an deenen nächsten zwou Woche wäert dat awer erëm alles komplett op den normale Rhythmus goen.

Zu den hygieenesche Mesuren, déi sinn extreem groussgeschriwwen am ganzen ëffentlechen Transport. Zum Beispill beim Tram, do fuere mer de Moment am Zéng-Minutten-Takt. Do si mer och - dat ass och deen eenzegen, wou ech elo schonn Zuelen hunn, well do gëtt automatesch gezielt -, do si mer awer nach ganz, ganz wäit ewech vun den normalen Zuelen. Et ass extreem gutt Plaz nach an den Trammen, moies. Mir sinn och schonn do mam Takt eropgaangen op den Zéng-Minutte-Rhythmus. Da gi mer och elo graduell natierlech erop, bis mer dann erëm an de Spëtzestonnen um Véier-Minutte-Rhythmus sinn, wou mer um Schluss waren.

Mee déi Rammen, vu datt mer déi de Moment net ëmmer am Asaz hunn, fueren déi pro hallwen Dag. Dat heescht, déi ginn all hallwen Dag eng Kéier komplett desinfizéiert. Dertëschent ginn natierlech d'Klenschen ofgemaach, d'Glasflächen an esou weider.

Bei den Zich ass et d'nämmlecht, déi ginn och eemol pro Dag komplett desinfizéiert. An dertëschent ginn nach permanent ëmmer erëm d'Glasflächen, esou vill wéi et méiglech ass, ofgemaach. Bei de Busse selbstverständlech och. All déi Surfacen, déi eebe risikohaft sinn, datt eng Schmierinfektioun ka bestoen, déi gi mindestens eemol pro Dag komplett desinfizéiert, mee verschidde Fläche souguer méi oft am Dag, souwäit dat am Laf vun de Servicer natierlech geet.

An dann ass natierlech souwisou de Mask ..., also de Mundschutz, pardon, virgeschriwwen am ëffentlechen Transport, obligatoresch! Do steet och eng Strof drop vun 145 Euro, wann ee sech net drun hält.

Et ass esou, datt ech scho gefrot gi si vun de Gewerkschaften, datt an de Bussen zum Beispill heiansdo dann eenzel Leit ... An et si wierklech eenzel Leit, well de Gros vun der Bevëlkerung hält sech wierklech gutt drun. Ech si selwer déi leschtzwee Deeg mam Tram gefuer, mam Bus gefuer, do hat all Mënsch de Mundschutz un. Mee et gëtt der natierlech ëmmer erëm, déi dat net wëllen. Do wäerte Stéchprouwe gemaach ginn. D'Police wäert kontrolléieren.

Virun allem, bon, ech mengen am Zuch oder an de Bussen, do kann d'Personal deejéinegen drop opmierksam maachen, datt dat net geet, datt e wannechgelift soll säi Mundschutz undinn, mee déi hunn natierlech keng Polizeigewalt. Déi kënne lo kengem e Protokoll maachen an och keng Identitéiten ophuelen. Da muss d'Police geruff ginn.

Mee d'Police mécht Stéchprouwen! Ech mengen, ech hat dat jo e Freideg ugekënnegt mam Generaldirekter vun der Police. An d'Police wäert och heiansdo elo an d'Garen, an d'Zich goen, a wien do erwëscht gëtt, do gëtt et och net méi vill ze diskutéieren, dat kascht 145 Euro. Ech mengen, entre-temps misst jiddwereen et wëssen. Duerfir brauche mer elo keng Sensibilisatioun méi ze maachen, déi ass genuch gemaach ginn, an da gëtt dat scho protokolléiert.

D'Personal ass natierlech selbstverständlech geschützt, do erfëlle mer alleguer déi strikt Hygiëneskonditiounen, fir d'Personal ze schützen, déi vun der Santé virgeschriwwe sinn. An ech mengen, de Moment hu mer vum Personalbestand hier Gott sei Dank a glécklecherweis keng gréisser Problemer am ëffentlechen Transport. Mir si bis elo net betraff gewiescht vu gréissere Krankheetsfäll duerch de Covid selwer.

Ech hunn awer och mat der Gesondheetsministesch scho gekuckt: Mir wäerten den Transport, d'Personal an esou e Rastertest eranhuelen an deenen nächste Wochen. Ech mengen, soubal déi Tester elo zur Genüge do sinn, solle jo Secteur pro Secteur an der aktiver Bevëlkerung esou Rastertester gemaach ginn. An d'Personal vum ëffentlechen Transport fält ganz sécher dodrënner, well dat sinn der, déi natierlech vill Kontakt hu mat der Ëffentlechkeet. Duerfir ass et wichteg, datt mer do e genaue Monitoring maache fir erauszefannen, ob d'Personal schonn ..., wéi héich de Verseuchungsgrad, loosse mer et esou nennen, am Personal ass oder net. Mee bis elo gesäit et gutt aus. An doriwwer freeë mer eis a mir hoffen och, datt dat esou bleift.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch.

Déi nächst Fro ass d'Fro Nummer 109 vum Här Jeff Engelen un de Minister fir Aarbecht a Beschäftegung iwwert d'Verlängerung vum Chômage partiel. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 109 du 12 mai 2020 de M. Jeff Engelen relative à la prolongation du chômage partiel, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie solidaire et sociale

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Am Kader vum Deconfinement hu vill Betriber Start- respektiv Optragsschwieregkeeten. Si hunn engersäits deels wuel Aarbechten, mee bei private Leit kënnen eenzel Aarbechten, jee nodeem wat fir enger Natur datt se sinn, net ausgefouert ginn aus Angscht virum Coronavirus.

Déi zweet Schwieregkeet bei der Optragslag do ass: An dëser Pandemiezäit, dat si jo elo gutt zwee Méint, hu vill Leit gezéckt oder guer keng Opträg un d'Betriber ginn. An ech mengen, och dat gëtt Problemer an de Betriber am Laf vum Joer. De Patron huet dann am Laf vum Joer de Choix, wann en dovunner betraff ass, entweeder Leit ze entloossen oder, wann d'Méiglechkeet besteet, se an de Chômage partiel ze schécken.

Duerfir meng Fro aus dëser Siicht vun de Suergen, déi ech hei virgedroen hunn: Gëtt de Chômage partiel bäibehalen, och nom aktuellen Delai, zum Beispill bis den 31. Dezember dëses Joers? Dat wier meng Fro un den Här Minister.

Merci, Här Minister.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. De Minister fir Aarbecht a Beschäftegung, den Här Dan Kersch, huet d'Wuert.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Merci och dem Här Engelen fir d'Fro.

Fir eng konkreet Äntwert ze ginn, mengen ech, muss ech e bëssen aushuelen a ganz kloer soen, dass mer de System vum Chômage partiel wierklech ausgedeent haten. Mir hunn natierlech de Cas de force majeure hei spille gelooss. Normalerweis si mer an enger Logik vu Chômage partiel conjoncturel respektiv Chômage partiel structurel. Hei ass elo ganz massiv de Cas de force majeure geholl ginn a mir hunn do d'Gesetz esou ausgeluecht, wéi et och méiglech war, en faveur vun de Betriber, nämlech, dass mer eriwwergeswitcht sinn op de System vun Avancen, wat mer soss an engem normale System net haten, wou ëmmer erëm opgrond vun Dekonte geschafft ginn ass.

Mir hunn och zwou Kategorien u sech geschaaft: engersäits déi Betriber, déi vun der Regierung oder duerch de Règlement de crise obligéiert gi si fir zouzemaachen, an anerersäits déi Betriber, déi entweeder selwer decidéiert hu fir zouzemaachen oder hir Aktivitéiten drastesch reduzéiert hunn.

Déi éischt Kategorie ass mat enger simple Demande, déi se un d'ADEM gestallt hunn iwwer en neie Formulaire, dee mer kreéiert haten, och digital, direkt och ausbezuelt ginn.

Déi zweet Kategorie huet nach eng Kéier misse vum Comité de conjoncture avaléiert ginn. An dat ass dann och geschitt. An dat ass dann och de Grond gewiescht, firwat dass mer net, wéi soss an der Vergaangenheet ëmmer, de Comité de conjoncture nëmmen eemol de Mount zesummegeruff hunn, mee praktesch all Woch hei zesummesouzen.

Dee System huet eis erlaabt, fir d'Liquiditéiten an d'Betriber eranzebréngen. Wann een haut kuckt, wou mer haut ugelaangt sinn: bal 14.000 Betriber, déi dovunner profitéiert hunn, iwwer 290.000 Paien, déi esou ofgedeckt ginn, an e Chiffer, dee sech an der Tëschenzäit op 637 Milliounen Euro beleeft.

Dat hei ass e ganz kloert Instrument, fir de Betriber ze hëllefen ze iwwerliewen. Et ass awer och en Instrument, wat verhënnert, dass Dausenden an Dausende vu Leit beieneen an de Chômage gefall wären. Et ass also mat ganz grousser Sécherheet och en Instrument vun der Cohésion sociale an eisem Land.

Et ass kloer, haut de Moien hu mer och driwwer diskutéiert am Comité de conjoncture, wéi et soll weidergoen. D'Iddi ass elo déi, dass fir de Mount Mee selbstverständlech de System weiderleeft, wéi ech en elo beschriwwen hunn. Den 31. Mee ass dee leschten Datum, wou ee kann eng Demande maache fir de Mount Mee. An ab dem Juni géife mer esou fueren, dass alleguerten déi Betriber, déi nach net däerfen opmaachen ab dem 11. Mee - Dir wësst, dass eng Rei Betriber nach net däerfe schaffen -, weider iwwert de System vun den Avancë waerte fueren an dass alleguerten déi aner Betriber dann awer iwwert de System, sou wéi mer en ëmmer haten, vun Dekonte wäerte fueren.

Dir wësst och, dass d'Regierung amgaangen ass, e Gesamtkonzept auszeschaffen, wéi mer de Betriber wäerten ënnert d'Äerm kënne gräifen. Et ass den Interêt, den erklärten Interêt vun der Regierung, fir esou vill wéi méiglech Betriber ze retten. All Betrib, all eenzele Betrib, dee mer kënne retten, mécht och déi sozial Fro zu Lëtzebuerg méi kleng. An dofir wäerte mer alles drusetzen, fir de Betriber ze hëllefen, iwwert dës Kris eraus kënnen ze bestoen.

An deem Sënn wäerte mer och a kierzter Zäit dee ganze Paquet virstellen. An ech kann lech elo scho soen, dass de Chômage partiel een Element vun deem Paquet wäert sinn.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Aarbechtsminister Dan Kersch.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 110 vum Här François Benoy un d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert dee belsche Plang fir d'Gestioun vum nuklearen Offall. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 110 du 11 mai 2020 de M. François Benoy relative au projet de plan belge sur la gestion à long terme des déchets radioactifs conditionnés de haute activité et/ou de longue durée de vie, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. François Benoy *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Hären, d'belsch Autoritéite sichen Dechargen, fir hiren héich radioaktiven Atomdreck endzelageren. An déi Sich, déi ass och no un der Lëtzebuerger Grenz. A Lëtzebuerg ass e Land vun Atomgéigner a mir wëllen och keng nuklear Offäll op onser Grenz. Dofir musse mer och alles maachen, fir dat heiten ze verhënneren.

D'Ministesch hat eng kuerzfristeg Pressekonferenz de Moien. An ech fannen et och wichteg, an dofir meng Fro, dass se ons hei de Point mécht. Als President vun der Ëmweltkommissioun hunn ech d'Ministesch och gefrot a mat hir ofgemaach, dass se ons d'nächst Woch an der Kommissioun eng Kéier zu deem heiten Theema Ried an Äntwert steet an dass mer mat hir kënnen diskutéieren.

Et geet hei konkreet ëm en Avant-projet d'arrêté royal, mat deem d'belsch Regierung soll de Prinzip vum Verbuddele vun hirem héich radioaktiven Atomoffall als prinzipiell belsch Endlagerléisung validéieren. En zukünftegt Endlager un der Grenz vu Lëtzebuerg ass also e grousse Risk bei deem heiten Avant-projet.

An dësen Dossier, dee läit elo dem grand Public vir a bis den 13. Juni ka jiddwereen säin Avis eraginn. Dat ass och grenziwwerschreidend. Dat heescht, et gëllt also och fir Lëtzebuerg. An ech mengen, mir mussen hei eng ganz kloer Äntwert ginn: Nee zu Atomoffall un onser Grenz! An dofir mengen ech och, dass d'Regierung, d'Chamber, d'Gemengen, d'Bierger, d'Zivillgesellschaft, jiddwereen hei onbedéngt muss säin Avis ofginn. Mir wëllen a mir brauchen esou eppes net ronderëm d'Grenz!

Et geet hei konkreet ëm siwe Sitten, déi selektionéiert goufen. Déi leien alleguerten an der Wallonie respektiv an der Grenzregioun. An et sinn dräi Sitten, déi ganz no u Lëtzebuerg grenzen. Dat eent, dat ass eng Fläch, déi sech vun Neufchâteau hinzitt bis an onst Land quasi era laanscht d'Sauer, also am Éislek. Dat anert ass an der Gaume ronderëm Virton: e groussen Territoire, dee fënnef Kilometer hannert der Grenz zu Rodange ufänkt an och hanner Arel ass. An dat anert ass am Hohen Venn.

A mir wëssen alleguerten, geologesch Schichten oder och Drénkwaasserschichten, déi maache kee Stopp op der Grenz. Nee, déi gi weider. An dat Ganzt, dat ass och ganz no bei onser gréisster nationaler Drénkwaasserreserv, dem SEBES. Also ass et wichteg, dass mer hei wierklech eis aschalten, well hei geet et ëm grouss Risike fir Lëtzebuerg.

Meng Froen un d'Ministesch wären: Wéi ass d'Analys vu belscher Säit hei gelaf fir déi heite Selektioun? Gouf do eng komplett Ëmweltimpaktstudie gemaach? Gouf do och iwwert d'Grenz ewech gekuckt a sech mat Lëtzebuerg concertéiert respektiv goufe mer saiséiert? Wéi gesäit d'Ministesch hei de potenzielle Risk respektiv den Impakt fir Lëtzebuerg? A plangt d'Regierung, hei dergéint Asproch ze erhiewen?

Ech si gespaant op der Ministesch hir Äntwert an ech soen hir Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. D'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Carole Dieschbourg, huet d'Wuert.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, merci éischtens emol dem François Benoy, datt en dat hei zur Sprooch bréngt, well et ass definitiv elo eng Consultatioun, wou mer a sech op allen Niveaue sollen zesummeschaffen.

D'belsch Autoritéite sinn amgaangen, en neien nationale Plang ze maachen, dee se iwwer Arrêté royal wëlle fixéieren, wéi se wëllen hir Atommüllproblematik léisen. An dat wëlle se mat engem Endlager a verschiddene geologesche Schichte maachen. An déi éischt Fro, déi sech stellt: Wéi hu se dat gekuckt? Ma si hunn haaptsächlech déi geologesch Schichte gekuckt. An da komme ganz vill Sitten eraus. Dovunner sinn der siwen, déi an engem Ëmkrees vu manner wéi 100 Kilometer sinn. An déi dräi wichtegst goufe vum François Benoy grad scho genannt. Dat ass bei der Gaume.

(Mme Carole Dieschbourg montre une documentation.)

Ech halen dat vläicht an d'Luucht: bei der Gaume; hei de Synclinal de Neufchâteau; an nach hei beim Massif de Stavelot. A sech sinn dat déi Punkten, déi relativ direkt un eis Grenz erukommen a wou wierklech och d'Gefor besteet, dass déi geologesch Schichte bis an eis Drénkwaasserkierper kéinte materagoen.

Et gouf bis ewell keng Concertatioun gemaach. Mir si saiséiert an dëser Consultation du public vun hirem Plang. A soumat hu mer haut dofir eng Pressekonferenz, e Point presse gemaach fir ze soen: „D'Bierger kënne sech och un déi belsch Autoritéite wenden, fir hiren Avis ze ginn."

Wat gesi mer also elo à ce stade? Éischtens emol hu mer Bedenken iwwert d'Aart a Weis, wéi deen Dossier hei opgerullt gëtt, well se soen: „Mir kucke lo alleguerten d'Sitten, a well mer nach kee genaue Site kucken, hu mer nach kee genauen Impakt gekuckt, och net iwwert d'Grenz ewech."

Or menge mir, dass dat awer contraire ass a schwéier ze vereene mat europäeschen Direktiven, awer och mat der Espoo-Konventioun. A mir halen drop, datt als Éischt och gekuckt gëtt, wat dann iwwerhaapt d'Impakter op d'Bierger, op d'Ëmwelt, op eis Gewässer sinn, ier ee kann e Plang unhuelen, wou sou vill Sitten drastinn, déi och eis hei zu Lëtzebuerg betreffen. Dofir ass dat fir eis och nach e komplett. A mir fannen dofir och, dass d'Päerd e bësse vun hannen opgesuedelt gëtt, well een als Éischt emol Sitten an de Raum stellt an da seet: „Duerno gi mer e Stéck wieder." Mir gesinn also Inkohärenzen. An dat wäerte mir als Regierung och zum Ausdrock bréngen.

Mir wäerten also virun dem 13. Juni en Avis maachen. Ech hunn och den Dossier, sou wéi en elo ass, wéi en elo an der Consultatioun ass, un d'Autoritéiten hei am Land weidergereecht, un d'Administratiounen, ënner anerem och d'Waasserverwaltung, well d'Waasser sécherlech an dësem Kontext e wichtegt Theema ass.

An dann ass et awer, mengen ech, och gutt, dass d'Chamberskommissioun an deene leschte Méint vill geschafft huet um Atomhaftungsgesetz, well dat betrëfft nämlech net nëmmen Accidenter am Kader vu Centrale-nucléairen, mee och dës Fäll, wou Dechete gelagert wäerte ginn.

An dofir, mengen ech, ass et wichteg, dass nieft dem Avis, dee mir sécher als Regierung maachen, nieft deenen Avisen, déi sécherlech d'ONGe wäerte finaliséieren an déi och d'Bierger kënne schreiwen, mer och um politesche Plang weiderschaffen hei zu Lëtzebuerg, fir e gudde Kader ze kreéieren am Kader vun der Atomhaftung an de Méiglechkeeten, déi eis do opstinn. Dofir wär ech frou iwwer eng grouss Ënnerstëtzung, och vun eisen Deputéierten, an dass mer eis dëse Fall genee ukucken an zu Lëtzebuerg, wéi mer et an dem Atomdossier ëmmer maachen, mat enger gemeinsamer a staarker Stëmm schwätzen.

Dofir merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Dieschbourg.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 111 vum Här Paul Galles un de Minister fir d'sozial Sécherheet iwwert d'Krankeversécherung vun de Leit, déi sech an enger onreegelméisseger Situatioun befannen oder zäitweis ënner Interimskontrakt schaffen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 111 du 12 mai 2020 de M. Paul Galles relative aux droits de couverture santé des personnes qui travaillent en situation administrative irrégulière et celles exerçant une activité professionnelle occasionnellement sous contrats intérimaires, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

M. Paul Galles *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, an enger Kris ass eng vun den entscheedende Saachen, dass een d'Situatioun vun de Leit, vu Gruppe vu Leit oder vu ganze Secteure genau am Detail kuckt, a besonnesch wann déi Mënschen an enger prekärer Situatioun sinn.

Dofir ware mer ganz interpelléiert vun engem Communiqué vun der ASTI, an deem et eebe grad ëm déi Leit gaangen ass, déi an enger Situation administrative irrégulière sinn oder als Interimaire schaffen an déi lo an enger besonnescher Situatioun sinn. Well esou Leit an och nach anerer kënnen nämlech hir Cotisatioun bei der CNS op enger fräiwëlleger Basis bezuelen. Wa se dat awer wärend zwee Méint net maachen, da fléie se normalerweis eraus aus deem System.

An hei si mer drop higewise ginn, a mir hunn dat vläicht allegeurte gelies, dass déi Gefor natierlech bei deene Leit am Moment besonnesch grouss ass, well se déi finanziell Mëttelen net hunn, fir déi Cotisatioun ze bezuelen. An eng vun deene gréissten Hëllefsorganisatiounen hei zu Lëtzebuerg huet nach grad haut e Rapport erausginn, wou se seet, dass vun deene Leit, déi virdrun ni Hëllef ugefrot hunn an déi lo Hëllef ufroen, och eng ganz Rei Leit sinn, déi eebe grad als Interimaire schaffen.

Duerfir ass d'Fro, déi gestallt ass oder déi mer eis géife stellen, déi, ob et méiglech wär, ob den Här Minister sech kéint virstellen, eebe genau déi dote Saach auszesetzen, déi Obligatioun fir wärend deene Méint elo hir Cotisatioun ze bezuelen, soudass se aus dem System net erausfléien. Kéint den Här Minister sech virstellen, dat ze maachen?

Ech wëll awer den Här Minister och direkt froen, ob e sech där Problematik an deem dote Sënn am Detail och bewosst ass, ob et dozou och vläicht Zuele ginn. An ob en déi Propos, déi d'ASTI hei ganz konkreet mécht an déi mer wëllen opgräifen an déi mer ganz interessant fannen, well et ëm d'Gesondheet vun de Leit geet, awer och ëm d'Solidaritéit an der Gesellschaft, ob e sech ka virstellen, déi Propos opzegräifen.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Galles. An dann ass et nach eng Kéier um Här Minister fir sozial Sécherheet, dem Här Romain Schneider.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Merci, Här President. A merci och dem Här Galles fir dës Froen, well et effektiv richteg ass, datt grad an esou schwéiere Krisenzäite wéi der Pandemie virun allem déi vulnerabel Leit, an hei schwätze mer effektiv vu vulnerabele Leit am soziale Volet, am Mëttelpunkt musse stoen.

An dofir, fir direkt op Är Fro ze äntweren: Jo, ech hu mat dem Centre commun geschwat fir ze kucken, genausou gutt wéi bei de Betriber, datt mer och bei de Persounen de Moment keng Poursuitte maachen, wann effektiv Cotisatiounen net bezuelt ginn. An duerno kucke mer dann, e Relevé, e Kassensturz ze maache fir ze kucken engersäits: Wat steet op bei den Dekonten, déi doleien? An: Wéi kënne mer effektiv och kucken, Léisungen ze fannen, fir dann dës Saachen auszegläichen?

Ech setze mech do zesumme mam Centre commun, fir engersäits d'Zuelen ze kréien, vu wéi ville Persounen datt mer schwätzen, zweetens och ze kucken, wat fir eng Montanten datt hei spillen. An hei ass et natierlech esou, datt déi meescht hei eigentlech e Mindestmontant cotiséieren, fir kënne couvréiert ze ginn. An ech wäert duerno dann de Regierungsrot saiséiere fir ze kucken, och eng Léisung fir si ze fannen.

Ech mengen, datt et scho wichteg ass, datt et grad an dësen Zäite wichteg ass, datt mer eeben dës volontär Versécherung hunn an datt eebe grad zu dëse Momenter, wann effektiv och Moyene feelen, fir se ze bezuelen, dëse Moyen bestoe bleift. Dat ass keng Ausnam, mee et ass einfach eng administrativ Applikatioun, déi mer maache fir ze kucken, hei effektiv och Méiglechkeeten ze fannen, fir dës Period ze ... Sou wéi mer dat iwwregens och bei de Betriber jo gemaach hunn, déi jo och de Moment hir Cotisatiounen, wa se net à même sinn, se ze bezuelen, kënnen aussetzen an nobezuelen, ouni datt de Moment och Penalitéite gefrot ginn.

Dir hutt awer och d'Fro opgehäit vun den Interimairen, wat een anere Volet ass. D'Interimairen, fir déi effektiv och grad an enger Zäit, wou op Interimsaarbecht jo wärend der Covidkris, wou eng Rei Betriber zou waren, eng Rei Secteuren zou waren, net méi esou zréckgegraff gouf, natierlech och do ëmmer erëm de Problem kënnt, wann zum Beispill een, deen am Interim ass, de Weekend net schafft, datt en dann fält en dee Moment och aus der Versécherung erausfält.

Hei gëtt et ee ganz einfache Modell, fir deem entgéintzegoen. Hei kann eng Demande gemaach ginn un de Centre commun an et kann da just fir déi Deeg, wou effektiv net geschafft gëtt, bezuelt ginn. Dat ass d'Couverture integrale, déi do wäert fonctionéieren. Dat ass eppes, wat mer och scho probéiert hunn a deene leschte Méint méi ze kommunikéieren, datt effektiv och an deem dote Beräich am Krankheetsfall jiddweree couvréiert ass.

Wann derniewent, mengen ech, grad an enger Zäit, wéi ech gesot hunn, wou den Interim net esou spillt, eng länger Zäit keng Aarbechtsperiod do ass, kann natierlech d'Persoun och an deem Moment sech aschreiwen als Demandeur d'emploi respektiv eng Chômagedemande stellen. A wa se d'Konditiounen erfëllt, gëtt se och iwwert de Chômage couvréiert.

Hannendrun, mengen ech, ass awer eng Fro, déi mer schonn eng Kéier diskutéiert haten, déi mer ëmmer nach um Häerz läit, dat ass déi fir ze kucken, dat, wat am Koalitiounsaccord steet - dat geet iwwert dat heiten eraus -, dat ass den Accès universel aux soins de santé. Och hei hate mer eng ganz Rei vu flotte Reuniounen, flotten Diskussioune gehat, engersäits dem ronnen Dësch, mee och mat aneren, fir ze kucken, Léisungen ze fannen.

Mir sinn amgaangen, e Konzept opzestellen. A wann dat finaliséiert ass, wäerte mer et nach eng Kéier mat de verschiddene Partner uschwätzen a selbstverständlech, wéi och deemools versprach, mat der Chamber respektiv mat der Chamberskommissioun diskutéieren.

An deem Sënn, merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Schneider.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 112 vum Här André Bauler un de Wirtschaftsminister iwwert den Impakt vun der sanitärer Kris op d'Lëtzebuerger Wirtschaft. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 112 du 11 mai 2020 de M. André Bauler relative à l'impact de la crise sanitaire sur les différentes branches de l'économie luxembourgeoise, en particulier sur les entreprises du secteur ICT et sur celles de l'industrie manufacturière, adressée à M. le Ministre de l'Économie

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn eng Fro un den Här Wirtschaftsminister, wat den Impakt ugeet vun der sanitärer Kris op déi verschidde Branchë vun eiser Lëtzebuerger Ekonomie, virun allem op den ICT-Secteur an op déi klassesch Industriebetriber.

In medias res, hei sinn d'Froen: Wat ass den éischte provisoresche Feedback, deen de Ministère aus deene verschiddene Branchë bis ewell kritt huet? Wat fir Entreprisen hu staark ënnert dem Confinement, dem sougenannte Lockdown, gelidden, wat fir eng manner?

Wat ass den Impakt op den ICT-Secteur? Konnten an dësem Beräich d'Degaten, also de wirtschaftlechen Ausfall, éischter begrenzt ginn? Gëtt et souguer industriell Betriber, déi an an duerch d'Kris eventuell méi Opträg kruten? Konnt et plazeweis zu engem zäitweilegen Austausch vu Personal tëscht de Betriber kommen?

An zum gudde Schluss wollt ech nach wëssen: Hunn déi aussergewéinlech Lockerunge beim Congé parental eppes Konkreetes bei den Aarbechtskräfte kënne bréngen?

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bauler. Den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Merci, Här President. Merci dem André Bauler fir déi Fro, déi mer et erlaabt, effektiv e bëssen op d'Situatioun vun der Industrie a vun dem ICT-Secteur hei anzegoen.

Ech hunn effektiv profitéiert vun deene leschten zwou Wochen, fir eng Partie Visitten ze maachen um Terrain, bei enger Partie Betriber aus der Industrie. Ech war zum Beispill bei ArcelorMittal um Belval. Ech hat eng Entrevue mat Leit vu Guardian, vu Liberty Steel, wou ech gëschter nach war, ech war bei Rotarex zu Lëntgen, mee och nach bei Fours Hein zu Stroossen a bei DuPont. An ech konnt mer bei all deene Betriber do e Bild maachen iwwert den Impakt vun der Covid-19-Kris op d'Situatioun an der Lëtzebuerger Industrie.

Et ass u sech e relativ nuancéiert Bild, wat sech do ofzeechent. Ech erënneren drun, dass d'Industrie net ee vun deene Secteure war, déi zougemaach goufen duerch d'Decisioun vun der Lëtzebuerger Regierung. Déi Betriber konnten en fait weiderschaffen am Respekt vun de sanitäre Reegelen, vun de sanitäre Contrainten. An dat hunn der och ganz vill gemaach.

Et ass awer ee Phenomeen gewiescht direkt am Ufank, deen hinnen ze schafe gemaach huet, dat war u sech dee vun enger gewësser Rei vun Absencen. Et huet ee relativ schnell gesinn, dass vill Mataarbechter net schaffe komm sinn - dat hat sécher mat Angscht ze dinn, dat hat awer och mat familiäre Grënn ze dinn, et sinn der ganz vill, déi hu missen op d'Kanner oppassen -, soudass sech u sech eng Situatioun erginn huet, wou verschidden Industriebetriber net méi konnte schaffen oder net méi op deem selwechten Niveau konnte weiderschaffe wéi nach virun der Kris.

Op där anerer Säit hat Der e puer Entreprisen, déi eng méi grouss Nofro souguer haten, well se Produite gemaach hunn, déi ganz „on demand" waren. Dat ass engersäits natierlech DuPont, deenen hir Tyveks-Linn am Fong weltwäit gefrot war fir déi Schutzkleeder, déi hiergestallt goufen an déi ganz staark gebraucht goufen. Mee awer och zum Beispill e Betrib wéi Rotarex, dee Valven hierstellt, déi fir Beootmungsapparater benotzt ginn. Dat heescht, déi hunn hir Produktioun ëmgestallt op esou Valven. An och déi hunn natierlech do e Surplus vun Aktivitéit gehat.

Ee Problem, mat deem Industriebetriber generell konfrontéiert waren an och nach ëmmer sinn, dat ass dee vum Approvisionnement. Et ass natierlech duerch déi Covid-19-Kris eng Ënnerbriechung vun internationale Liwwerkette ginn, déi natierlech munche Betriber an der Industrie ze schafe gemaach hunn. Dat ass ee Phenomeen. En anere Phenomeen, dee sech gewisen huet, dat ass einfach dee vun den zouene Grenzen. Et sinn eng ganz Rei Betriber, déi hir Produktioun net méi konnten an d'Ausland liwwere wéinst zouene Grenzen.

Eng aner Difficultéit, déi mer hunn an der Industrie, dat ass déi vun der Autosindustrie. Dir wësst, dass am Mäerz an am Abrëll d'Produktioun an der Autosbranche ganz staark erofgefuer ginn ass weltwäit. An dat huet natierlech eiser Autozouliwwererindustrie, déi jo staark ass bei eis, ze schafe gedoen. Dat sinn ongeféier 10.000 Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg. An dat ass e Secteur, deen och vill méi lues gedréit huet, deen awer elo lues a lues och erëm op d'Bee kënnt.

Bon, Dir wësst och, dass mer natierlech eng Stolindustrie hunn an eng Glasindustrie, déi och ofhänke vum Bau. Och do war et méi lues gaangen an deene leschten zwee Méint an och dat huet sech dann natierlech repercutéiert op d'Aktivitéit an deene Secteuren.

Een Indicateur natierlech, deen ëmmer wichteg ass, dat ass dee vum Chômage partiel. An do gesäit een, dass et Stand haut en Usproch vun 71,3 Milliounen Euro gouf fir Kuerzaarbecht am Secteur vun der Industrie. Dat mécht ongeféier 9 % vum nationalen Emploi aus. Zum Vergläch wësst Der, dass de globale Chiffer, dee mer bis haut hunn, dass dat 637 Milliounen Avancë fir de Chômage partiel in globo si fir déi ganz Lëtzebuerger Ekonomie. Mee dat gëtt lech och eng Iddi vum Impakt vum Covid-19 op d'Aktivitéit am Industriesecteur.

Ech wëll just nach ganz kuerz agoen op Är Fro, wat den ICT-Secteur ugeet. Ech mengen, do muss ee soen, dass et sech an dëser Kris bezuelt gemaach huet, dass mer déi lescht Jore massiv an Infrastrukturen investéiert hunn am Beräich vun der IT. Eleng déi Lëtzebuerger Post huet an deene leschte fënnef bis sechs Joer ronn eng Milliard Euro investéiert an d'Infrastruktur, a séieren Internet, a Konnektivitéit. An dat huet eis hei natierlech ganz staark gehollef. Well Dir wësst, dass déi ganz Reseaue ganz staark beusprocht gi sinn, méi wéi dräimol sou staark wéi an normalen Zäiten. Den Teletravail à grande échelle ass natierlech eppes, wat och ganz staark eropgefuer ginn ass, gradesou natierlech wéi am Beräich vun der Industrie, wou och doduerch konnt e bëssen normal weidergeschafft ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Fayot.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 113 vum Här Sven Clement un de Premierminister iwwert d'Publikatioun vun den Deconfinementsmodeller vun der Regierung. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 113 du 12 mai 2020 de M. Sven Clement relative à la publication des modèles utilisés par le Gouvernement pour le déconfinement, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Här President, Här Premierminister, am Kader vun der Deconfinementsstrategie gouf eng Fuerschungsekipp vun der Taskforce domadder beoptraagt, fir verschidde Modeller duerchzerechnen. Dës Ekipp sollt also d'Regierung domadder beroden, wéi eng Modeller et ginn, an dann ass herno d'politesch Responsabilitéit bei der Regierung fir ze entscheeden, wéi ee Modell een da suivéiert, wéi eng Contrainten een a Kaf hëlt, wéi eng Contrainten een eebe rejetéiert.

De 25. Abrëll goufe fënnef Modeller vun der Uni Lëtzebuerg um data.public.lu, dem Open-Data-Portal vum Staat, verëffentlecht. Op Basis vun deene Réidate konnten dunn eng Rëtsch aner Leit aus der Zivillgesellschaft hir eege Grafike bauen, hir eegen Interpretatiounen zéien.

Rezent dunn, den 3. Mee, krute mer als Chamber, mee och d'grouss Ëffentlechkeet iwwert de Site vun der Regierung, 14 aner Modeller presentéiert. Dës Kéier awer net op Basis vun de Réidonnéeën, mee op Basis vu Grafiken, vu schéine faarwege Grafiken, déi awer relativ kleng gerode sinn an och net ganz einfach konnte vergréissert ginn.

Dës 14 Modeller, relativ komplett, hu verschidden Zenarien duergestallt. De Problem ass: Deen een Zenario, dee jiddwereen interesséiert huet, nämlech deen, deen d'Regierung zréckbehalen huet, nämlech d'Services à la personne plus eeben d'Visitten doheem vu sechs Leit opzemaachen, deen ass an där Lëscht net ze fannen. Et goufe verschidde Variatiounen, mee dee prezisen ass doran net ze fannen.

Deementspriechend huet sech d'Fro gestallt: Gouf d'Strategie, déi d'Regierung zréckbehalen huet, modeliséiert? Wa jo, firwat gouf dës net verëffentlecht? A wann nee, firwat goufen Etüde gemaach fir 14 aner Modeller, fir dann eng 15. Pist ze huelen, ouni datt do eng evidenzbaséiert Grondlag bestanen huet?

Des Weideren: Firwat sinn um Open-Data-Portal vum Staat net all d'Modeller mat hire Modelldonnéeën an och mat hire Berechnungsmethode verëffentlecht? Wäerten dës Donnéeën nach verëffentlecht ginn?

An och: Plangt d'Regierung, dës Donnéeë reegelméisseg aktualiséieren ze loossen, fir datt esou och an der Ëffentlechkeet an transparenten an oppenen Debat ka stattfannen iwwert d'Konsequenze vun deene jeeweilegen Handlungsempfeelungen, déi d'Regierung no bausse kommunizéiert?

Ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. De Premier a Staatsminister, den Här Xavier Bettel, wannechgelift.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, ech soen dem honorabelen Här Clement Merci fir déi Fro, déi mer erlaabt, e puer Saachen hei kënnen ze preziséieren. Déi éischt Saach ass, sou wéi den Här Clement et och gesot huet, dass déi Modeller jo vun der Uni an och vun de Fuerscher ausgeschafft gi sinn, an dowéinst sinn déi Donnéeën och der Uni hir. Ech wäert d'Demande vum Här Clement och der Uni weiderginn. Op jidde Fall wäerte mir eis net opposéieren, wa se all déi Metadonnéeën an all déi Donnéeën och géife publizéieren, mee mir sinn net de Proprietär vun deenen Donnéeën, well si se och gefuerscht hunn. Dowéinst wäerte mir hinnen op jidde Fall déi Demande weiderleeden an eis och net opposéieren, wa se géife publizéiert ginn.

De Fait ass: Mir hunn de Modell 6. Wann Der dee kuckt, dat ass deen, deen och am noosten ass bei deem, wat mer gemaach hunn. Mir hunn iwwer 90 % vun deem och geholl, well mer gemengt hunn, dass dee räsonabel wier. Wann een déi sozial Froen, déi psychologesch Froen an och déi wirtschaftlech Froen zesummen op eng Wo setzt, wéi gesot, si mir der Meenung, dass dat doten dee Modell ass, deen och misst fonctionéiere mat deenen Zuelen, déi mer och kritt hu vun deene Chercheuren.

Wat awer och nach eng Kéier wichteg ass, an ech insistéieren, well Der mer d'Geleeënheet gitt: Et ass net, well een doheem elo op zwee oder véier ..., déi Reegelen, déi mer wierklech froen, fir och doheem déi Distanzen anzehalen, de Respekt vun de Reegelen ass ganz, ganz wichteg! Et kann net sinn, dass een am Bus, op der Aarbecht, am Buttek, iwwerall Distanzen anhält, Precautiounen hëlt an dass een, soubal d'Dier doheem zougeet, op eng Kéier guer keng Precautioune méi hëlt an do op eng Kéier guer keng Reegele méi zielen.

Dowéinst wierklech e waarmen Appell: Déi nächst Etappen, déi mer lo kéinten huelen, déi

jo och an deem Scheema dra sinn, zum Beispill mat de Restauranten oder mat der Gastronomie a mat deenen anere Punkten, déi och nach méiglech sinn, kënne gemaach ginn, wann d'Leit sech wierklech un déi dote Reegelen och halen.

Elo e Bilan scho kënnen ze zéien, ass vill ze vill verfréit. Dat heescht, mir mussen elo och den Delai vun der Inkubatiounszäit ofwaarden. Mee wéi gesot, bis elo hu mer et zesumme fäerdegbruecht mat deem Seriö, mat där Solidaritéit a virun allem mat deem Respekt ee vis-à-vis vun deem aneren an onser Gesellschaft, dass mer do bis elo am Fong déi dote Modeller konnten hunn.

Wa scho bei der Decisioun, déi mer geholl hu vum 20., fir d'Chantieren opzemaachen, wann do déi Mesuren net zesumme festgehale gi wären an och net respektéiert gi wären, dann hätte mer déi heite Mesuren iwwerhaapt den 11. Mee net kënnen huelen.

Mee wéi gesot, Här President, ech wäert bei der Uni op jidde Fall déi Demande do weiderginn, fir dass mer déi doten Donnéeën dann och kéinten ëffentlech maachen, wann de Proprietär vun deenen Donnéeën, d'Uni, och domadder averstanen ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Premierminister.

Mir kommen dann zur Fro Nummer 114 vun der Madamm Djuna Bernard un de Minister fir Educatioun iwwert d'Inklusioun vun de Schüler mat spezielle Bedierfnesser am Kader vun der Schoulreprise. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Här President, d'Zäit vun der Heure de questions ass eriwwer.

(Brouhaha)

D'leschte Kéier hutt Der der CSV d'Wuert ewechgeholl, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- ... wéi d'Stonn eriwwer war. A wann d'Majoritéit drun ass, ass dat kee Problem. Dir musst awer dat Ganzt mat deem richtege Seriö maachen an ee wéi deen aneren ziele loossen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir haten déi leschte Kéier an der Conférence des Présidents, wéi mer d'Analys vun där Situatioun gemaach haten, festgehalen, datt doduerch, datt mer siwe politesch Formatiounen hunn, eng Heure de questions net méi onbedéngt eng „Heure" de questions ass, mee datt déi e bësse méi laang kann daueren, datt déi éischt Trame eréischt just eriwwer war, zäitlech gekuckt, an datt déi nëmmen ëm zwou Minutten iwwerschratt war par rapport zu 60 Minutten.

An duerfir sëtzen ech déi ganzen Zäit hei mat der Auer an ech hat souwuel d'Madamm Bernard wéi och den Här Graas drop opmierksam gemaach, datt et nawell kéint sinn, datt hir Froen haut net dru kéimen. A well et eeben esou knapp war an et manner war wéi dat, wat generell gekuckt eng Trame un Zäit brauch, dowéinst hunn ech elo déi zweet Trame ugefrot an duerfir hunn ech d'Fro vun der Madamm Bernard an och déi vum Här Graas nach zougelooss.

Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Also effektiv deux poids et deux mesures!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 114 du 11 mai 2020 de Mme Djuna Bernard relative à l'inclusion des élèves à besoins éducatifs spécifiques dans le cadre de la reprise dans l'enseignement et dans les structures d'accueil, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Merci, Här President. Här Minister, nieft der regulärer Grondschoul ginn och d'Kanner aus de Centres de compétences deemnächst erëm an d'Schoul. Vill vun de Schüler sinn net permanent do, mee ginn deelweis an d'Classe d'attache zréck oder och an d'Maison relais aus dem Duerf. Dëst ass e wichtege Bestanddeel vun enger méiglechst inklusiver Bildungsapproche. Aner Kanner gi komplett an de Centres de compétences beschoult an zousätzlech zum Schoulunterrecht kréie si och a puncto Motorik, Sproochentwécklung oder soss sonderpedagogesche Moossnamen nach eng zousätzlech Förderung.

Natierlech huet och si an hir Familljen d'Phas vum Confinement ganz schwéier getraff. Wëssentlech, dass d'Organisatioun vun der Rentrée eng grouss Erausfuerderung ass, hätte mer follgend Froen: Wéi ass d'Rentrée an de Centres de compétences organiséiert? Hunn d'Schüler hei och A- a B-Wochen? A gi se an der B-Woch, wa se da kënnen, an eng Maison relais, vläicht an déi an hirem Duerf? Falls net, wéi gëtt soss d'nonformal Bildung an d'Betreiung an de Centres de compétences ëmgesat? A wéi kann ee sécherstellen, dass trotzdeem d'Inklusioun am Bildungssecteur kann héichgehale ginn, och wa mer wëssen, dass d'Hygiènesreegele méi strikt a méi schwéier sinn?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Bernard. D'Wuert huet dann den Educatiounsminister, den Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och der honorabeler Madamm Bernard fir déi Fro hei, déi mer d'Geleeënheet gëtt, kuerz op e Volet ze äntweren an anzegoen, dee mer bis elo effektiv nach net gebürend thematiséiert hunn. Dat huet awer dorunner geleeën, datt mer eigentlech bis haut nach an Diskussioune ware mat den Instanze vun der Santé, fir déi sanitär Bestëmmunge kënne festzehalen. An déi wäerte mer och am Laf vun dëser Woch nach eemol kommunikéieren.

Dat läit awer och dorunner, datt, wa mer beim Enseignement secondaire, dem Enseignement fondamental oder och de Structures d'accueil en eenheetleche System hunn, deen eigentlech queesch duerch de Gaart d'selwecht fonctionéiert, dat bei de Kompetenzzentre fir Kanner mat extrae Besoine sécherlech net de Fall ass a mer doduerjer vill méi genau musse kucken a vill méi staark mussen differenzéieren an eenzel Cas-de-figuren dann och analyséieren an dann deem och Rechnung droen. Dat hu mer esou gutt ewéi méiglech gemaach.

En Deel vun der Rentrée ass, wéi fir déi aner Ordre-d'enseignemente jo och, schonn zum Deel geschitt, well zanter dem 20. Abrëll hunn d'Kompetenzzentren d'Méiglechkeet, eng Rei vu Schüler erëm ze kontaktéieren. An fir eng Rei vu Schüler, wou et wierklech indiquéiert war, datt et noutwendeg ass, datt se méiglechst fréi nees zréck an de Kompetenzzenter géife kommen, fir déi ass dat och zanter dem 20. Abrëll de Fall.

Dat heescht, d'Aktivitéit, déi fënnt schonn erëm statt, wann och net mat der Totalitéit vun de Schülerinnen a Schüler. Déi Haapttranche vun de Schülerinnen a Schüler wäert hir Reprise dann och de 25. Mee maachen, zesumme mat de Grondschoulen an deenen anere Structure-d'accueilen.

Wichteg ass hei, méi wéi elo de Prinzip, datt mer mat hallwe Klassen a mat A- a B-Gruppe schaffen, deen eigentlech hei net an deem Mooss zur Uwendung kënnt, datt mer Vermëschungen evitéieren. An dat heescht awer, datt bis op Weideres och eng ganz Rei vu wichtege Prinzippie vun der Inklusioun, wéi zum Beispill, datt ech och a meng Structure d'accueil ka goen, déi bei mir am Quartier ass, fir do mat de Kanner kënnen a Kontakt ze kommen, datt dat eeben dacks net ginn ass.

Wann ech moies an engem Kompetenzzenter sinn, da kann ech net an en zweete Grupp vun de Structures d'accueil goen, d'selwecht wéi et momentan fir all déi aner Kanner an der Grondschoul och de Fall ass. Da bleiwen ech eigentlech an deem dote Grupp. Duerfir besteet hei och weiderhin d'Méiglechkeet vun engem spezielle Congé fir d'Elteren, déi sech dann am Nomëtteg och kënne fräihuelen, fir den Accueil selwer doheem ze assuréieren. An et ginn awer och punktuell Mesurë geholl an de Kompetenzzentren, fir eng Mëttesbetreiung bis an den Owend era kënne sécherzestellen. Dat dann eeben erëm am Grupp, an deem Kontext, wéi en och moies encadréiert ginn ass.

Dat sinn déi wichtegst Prinzippien, déi do festgehale goufen. Nach eng Kéier: Ech denken, datt et wichteg ass, datt mer lo schnell mat deenen Informatiounen souwuel bei d'Kompetenzzentre wéi virun allem awer och bei déi concernéiert Eltere kommen, fir datt een och do weess, wéi et weidergeet ab dem 25. Mee.

Mee nach eng Kéier: Et ass hei wierklech vill méi komplex nach eemol, well net all Kand mat engem spezielle Besoin ass e vulnerabelt Kand, mee et gëtt och méi vulnerabel Kanner, déi mer ënnert de Kanner mat spezielle Besoinen erëmfannen, wat duerfir nach eng Kéier eng speziell Protektioun och noutwendeg mécht. An natierlech och, jee nodeem wat fir e spezielle Besoin dat Kand huet, ass et nach eng Kéier eng ganz aner Prise en charge, déi noutwendeg ass, mat ganz anere sanitäre Moossnamen, wéi mer déi mussen ëmsetzen. Dat heescht, hei déi Restriktiounen, déi mer hunn, an déi Instruktiounen, déi mer hunn, déi variéieren och nach eng Kéier vu Kompetenzzenter zu Kompetenzzenter.

Ech denken, datt mer awer hei zesumme mat der Santé gutt Léisunge fonnt hunn, fir méiglechst schnell och de Kanner mat extrae Besoinen eeben dat erëm zoukommen ze loossen, wat hiert Grondrecht ass, nämlech Bildung vun enger héijer Qualitéit.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 115 vum Här Gusty Graas un de Minister fir Landwirtschaft a Wäibau a ländlech Entwécklung iwwert den Impakt vum Handelsofkommes vun der Europäescher Unioun mat Mexiko op d'Landwirtschaft. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 115 du 11 mai 2020 de M. Gusty Graas relative à l'impact de l'accord de libre-échange UE-Mexique sur l'agriculture, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Effektiv, de leschten 28. Abrëll huet d'Europäesch Kommissioun mat Mexiko en neit Fräihandelsofkommes ënnerschriwwen. Ech wëll drun erënneren, datt schonn 1967 (veuillez lire: schonn 1997) en éischt Fräihandelsofkommes mat deem Land gemaach gi war. Elo ass et eng Upassung vum Accord aus dem Joer 2000. Dat Ganzt erënnert een natierlech e bëssen elo un de CETA. Ech wëll och drun erënneren, datt Mexiko dee wichtegsten Handelspartner vun der EU a Latäinamerika ass. Ech wëll mech allerdéngs haut selbstverständlech just op de Volet agraire limitéieren, well soss géif dat eng vill ze vill laang Diskussioun hei ginn.

Wat zum Beispill nei ass: datt praktesch fir all EU-Gefligel a -Schwéngefleesch den Zougang zum mexikanesche Maart an Zukunft wäert ouni Douanestaxe kënne gemaach ginn. Da kritt d'EU och eng Fräihandelsquot fir Mëllechpolver vun 30.000 Tonnen d'Joer. An déi soll op 50.000 Tonne bannent fënnef Joer eropgesat ginn. An da gëtt et och nach eng taxfräi Quot vun 13.000 Tonne fir Mëllechprodukter.

Natierlech dierft dat keen iwwerraschen, datt awer och elo schonn eng gewëssen Oppositioun sech bemierkbar mécht, virun allem a Frankräich ënnert de franséische Baueren. Duerfir hätt ech an dësem Kontext elo fënnef Froen un den Här Landwirtschaftsminister ze stellen.

Éischtens: ob duerch dëst neit Fräihandelsofkommes all EU-Normen, virun allem natierlech am Ëmweltschutz an an der Déierenhaltung, garantéiert ginn. Zweetens: Vu datt jo eng gewëssen Oppositioun sech bemierkbar mécht, wéi ass d'Positioun vum Lëtzebuerger Landwirtschaftsministère? Drëttens: Wat sinn natierlech och d'Virdeeler fir d'Lëtzebuerger Landwirtschaft? Dann: Ass esou en Ofkommes och kompatibel mat der Iddi, déi mer jo alleguer mat ënnerstëtzen, fir u sech déi lokal a regional Produkter nach méi ze promouvéieren hei zu Lëtzebuerg? An dann eng lescht Fro: Et ass virgesinn, datt 340 nei Indicateurs géographiques sollen agefouert ginn, dat heescht also Produkter, déi e gewëssene Label hunn, déi geschützt sinn; inwiefern kéint och Lëtzebuerg vläicht gegeebenefalls dovunner profitéieren?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. De Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung, den Här Romain Schneider, huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Merci, Här President. Merci och dem Här Graas fir dës Fro, déi pertinent ass. An ech mengen, et ass effektiv ganz rezent, wéi en zitéiert huet, den 28. Abrëll 2020, wou et zum Ofschloss vun de Verhandlunge koum zwëschent der EU a Mexiko. Verhandlungen, déi schonn zënter 2018 ugefaangen hunn ze lafen a wou mer wëssen, datt dat hei elo keen éischten Accord ass. Mee ech mengen, et ass eng Aktualiséierung vun deem besteeënden Accord, déi hei virgeholl gëtt, engem éischten Accord, dee vun 1997 hier ass, also wat vu scho relativ laang datéiert.

Et ass nach, an Dir hutt et virdrun zitéiert, e ganz laange Wee, bis mer effektiv dësen Accord och wäerten a Kraaft hunn, well engersäits muss e jo nach duerch de Conseil an duerch d'Parlament, d'Europäescht Parlament an den Europäesche Conseil goen an derniewent natierlech dann och an deenen eenzele Länner duerch d'Parlament. A mir hu bei eenzelen Accorde jo gesinn, wéi laang datt et effektiv dauert. Och bei allen Diskussiounen, déi lafen.

Wann ee kuckt, wat déi wichteg an och déi positiv Neierungen an dësem Accord fir d'EU sinn, an Dir hutt een Deel dervun zitéiert, sinn dat d'Reduzéierung vun technesche an administrative Formalitéite fir d'Exporter vun Industrieprodukter souwéi awer och de besseren Zougang vun den europäesche Betriber bei den ëffentlechen Ausschreiwungen a Mexiko. Dat ass deen ee Volet.

Op där anerer Säit ass et awer och esou, datt europäesch Betriber a Mexiko direkt Investitioune kënne maachen an datt hei, mengen ech, och gläichzäiteg en transparente Mechanismus fir eventuell Sträitfäll opgestallt gëtt, dee sougenannten Investment Court System, deen hei ausgeschafft gouf.

Eng vun deene grousse Neierungen, an dat ass richteg, dat hutt Der zitéiert, dat ass effektiv och d'Integratioun vun der Landwirtschaft. An hei muss ee soen, datt mir och vun der Landwirtschaft aus dësen Accord, dësen éischten Accord gekuckt hunn an datt en a priori elo net direkt en negativen Impakt op d'Lëtzebuerger Landwirtschaft duerstellt. Ech kommen op enger Rei Punkten dorop hin, wou een dann effektiv och zu dëse Konklusioune ka kommen.

Engersäits kënnen eng Rei Agrar- a Liewensmëttelprodukter ouni reduzéiert Douanestariffer lo no Mexiko exportéiert ginn. An ech mengen - Dir hutt der eng Rei zitéiert -, wann een eng Kéier d'Lëscht dervu liest, dat ass Pouletsfleesch, dat ass Schwéngefleesch, dat ass Kéis, dat ass Mëllechpolver, also effektiv Saachen, déi mir och de Moment hei zu Lëtzebuerg zur Genüge zum Deel produzéieren, virun allem d'Mëllechpolver, de Kéis, an och d'Schwéngefleesch zum Deel. An da kënnen awer och Äppel a Séisswueren an Nuddelen hei drënnerfalen.

Wat och wichteg ass derbäi: datt an dësem Accord och steet, datt 340 europäesch Hierkonftsbezeechnungen, wéi zum Beispill de Feta, de Gouda, d'Parmaham oder och de Schampes, a Mexiko geschützt wäerte ginn. An op där anerer Säit kënnen natierlech dann och d'mexikanesch Produzenten hei an d'EU exportéieren, mee dat awer och an enger limitéierter Zuel. Wat zum Beispill d'Réndfleesch ubelaangt, sinn dat 20.000 Tonnen. Dat ass ongeféier en hallwe Prozent vun der EU-Produktioun, déi do ass.

Natierlech mussen, an dat war eng vun Äre Froen, d'EU-Normen am Beräich Liewensmëttelsécherheet respektéiert ginn, wéi och de Versuergerprinzip selbstverständlech muss respektéiert ginn.

Ech mengen, dat hei ass e relativ ausgeglachenen Accord, och virun allem am Beräich vun der Agrar- an der Liewensmëttelproduktioun. A wéi scho gesot, mengen ech, hu mir op den éischte Bléck elo direkt keen negativen Impakt op d'Landwirtschaft gesinn, mee vläicht souguer och Chancen, fir virun allem an deene Beräicher, wou mer eng héich Produktioun hunn, och kënnen en Ofsaz ze kréien.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Schneider.

6. 7414B - Proposition de révision de l'article 95ter de la Constitution - second vote constitutionnel

Mir kommen elo zum zweete Vote constitutionnel iwwert d'Verfassungsofännerung 7414B iwwert d'Arrêtéë vum Verfassungsgeriicht. Den Text steet am Document parlementaire 7414B[4]. Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt.

Second vote constitutionnel sur l'ensemble de la proposition de révision de la Constitution 7414B

D'Ofstëmme fänkt un. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Propositioun ass mat 56 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun eestëmmeg ugeholl. Et ass also esou decidéiert.

Résultat définitif après redressement : la proposition de révision de la Constitution 7414B est adoptée en second vote constitutionnel à l'unanimité des 57 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff et Claude Lamberty ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo,

Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

7. 7541 - Projet de loi portant prorogation des délais de dépôt et de publication des comptes annuels, des comptes consolidés et des rapports y afférents durant l'état de crise

Deen nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7541 iwwert d'Verlängerung vun den Delaie vun de Joresofschlosskonte wärend dem Krisennoutstand. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue.

Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech presentéieren Iech elo a kuerze Wierder de mëndleche Rapport iwwert de Gesetzesprojet 7541, wou et ëm d'Verlängerung vun Delaie geet fir den Depot an d'Publikatioun vun de Joreskonten, de consolidéierte Konten an de Rapporten, fir dass d'Entreprisen déi néideg Zäit kréien, hire legale Verflichtungen nozekommen, wat schwiereg kéint gi fir verschiddener an dëse Krisenzäiten.

Et ass e weidert Gesetz, dat mer mussen unhuelen am Kontext vun der Covid-19-Kris, well déi Ännerungen, déi mer hei virgesinn, nach bis iwwert déi maximal Dauer vum État de crise mussen en vigueur bleiwen. Dofir kann dat bekanntlech net iwwer e Reglement gemaach ginn.

Den Depot war de 27. Mäerz 2020 duerch d'Justizministesch Sam Tanson, nodeems den Avant-projet dee selwechten Dag an der Justizkommissioun presentéiert gouf. Den Avis vun der Handwierkerkummer war de 26. Mäerz do an dee vun der Handelskummer den 30. Mäerz. Déi zwee waren à la base positiv an hunn drop higewisen, dass awer nach weider Delaien an dësem Kontext misste verlängert ginn.

Den Avis vum Staatsrot hu mer dunn den 3. Abrëll zur Kenntnis geholl, wou e publizéiert ginn ass. An der Kommissiounssitzung vun der Justiz den 8. Abrëll waren dunn d'Nominatioun vum Rapporter, den Examen article par article, den Examen vum Avis vum Staatsrot, d'Presentatioun vun enger Serie Amendementer. Dës Amendementer goufen du par lettre circulaire den 9. Abrëll vun der Justizkommissioun ugeholl. An den Avis complémentaire vum Staatsrot gouf den 23. Abrëll publizéiert. D'Adoptioun vum Rapport duerch d'Justizkommissioun war de 4. Mee.

Ëm wat geet et? Mat dësem Gesetz verlängere mer, sou wéi dat schonn a verschiddenen aneren Länner gemaach gouf, notamment a Frankräich, verschidden Delaie fir den Depot vun de Comptes annuels, de Comptes consolidés a fir d'Ofhale vun AGe vun Entreprisen. Mir maachen dëst per Gesetz, wéi gesot, well d'Durée vun der Verlängerung iwwert d'Dauer vum État de crise erausgeet an d'Krisereglement also net duergeet.

Am Artikel 1 gi fir d'Entreprisë follgend Delaien ëm dräi Méint verlängert: den Delai, fir d'Comptes annuels respektiv d'Soldë vun de Konte mat de Rapporten, déi derzougehéieren, sou wéi et am Plan comptable normalisé virgesinn ass, ze deposéieren. D'Konte vun 2019, déi spéitstens den 31. Juli beim RCS mussen deposéiert ginn, hunn dann doduerch en zousätzlechen Delai vun dräi Méint bis den 31. Oktober 2020, fir deposéiert ze ginn. Och d'Publikatioun vun de Konten a Rapports annuels, déi am Gesetz vun 2002 iwwert d'Paiementer un d'Regierunge virgesi sinn, falen ënnert d'Uwendungsgebitt vum Gesetz a profitéiere vun den dräi Méint zousätzlechen Delai.

Mir bleiwen domadder och insgesamt mat eisen Delaie konform zum EU-Recht, wat en Depot bis zu maximal zwielef Méint nom Oflaf vum Exercice comptable virgesäit. Mir leien och elo mat dësem Gesetz ënnert deenen erlaabten zwielef Méint. De Staatsrot hat sech nämlech déi Fro zur Konformitéit zum EU-Recht gestallt. An déi konnt deemno positiv beäntwert ginn, wat de Staatsrot a sengem Avis complémentaire dann och esou aktéiert huet. Déi selwecht Verlängerung vun dräi Méint gëtt am Artikel 2 vum Gesetz fir d'Comptes consolidés an déi unhängeg Rapporten ugewannt.

Den Artikel 3, dee geet zréck op eng Remark vum Conseil d'État, dass et net logesch ass, den Delai vum Depot vun Dokumenter ze verlängeren, wann anerersäits d'AGe vun den Entreprisë mussen innerhalb vum alen Delai ofgehale ginn. Den Artikel 3 couvréiert d'Entreprisen, déi duerch den Artikel 8 vum Code de commerce viséiert sinn, déi der Obligation comptable ënnerleien.

D'Krisereglement vum 20. Mäerz huet den Delai, fir dës Veranstaltungen ofzehalen, schonns ëm zwee Méint verlängert, vun Abrëll op Juni. Mee fir Planungssécherheet ze hunn, falls den État de crise éischter géif zu Enn goen, a fir d'Delaien ze harmoniséieren, gëtt och hei nach e Mount bäigesat, soudass d'AGe musse bis spéitstens néng Méint nom Enn vum Exercice ofgehale ginn.

Am Artikel 4 féiere mer eng Derogatioun an zu den Dispositioune vun der Loi modifiée vum 10. August 1915 iwwert d'Sociétés commerciales. Den Delai am Artikel 1500-2 Punkt 2° gëtt ëm dräi Méint verlängert. An deem Artikel geet et ëm d'Strofe fir de Gerant oder den Administrateur, dee sech net un d'Delaie fir den Depot vun de Comptes annuels a Comptes consolidés géif halen.

Am Artikel 5 gëtt da kloergestallt, fir Abusen ze vermeiden, dass just d'Comptes annuels, d'Comptes consolidés, d'Rapports y afférents an AGe vun der Verlängerung vun dësen Delaie profitéiere kënnen, wou den Exercice virum Enn vum État de crise clôturéiert gouf, sou wéi en am Gesetz vum 24. Mäerz verlängert gouf, a fir déi den Delai fir den Depot vun den Dokumenter net op den 18. Mäerz ofgelaf war.

Nach eng Remark fir ofzeschléissen: Wat d'Établissements publics ugeet, wou mer och dru geduecht haten, se an dëse Gesetzesprojet materanzehuelen, soen ech just, dass dat de Moment ënnersicht gëtt. An da kucke mer, op wéi eng Établissement-publicken dat zoutrëfft, wéi eng Delaie musse verlängert ginn. Wann dat da gegeebenefalls néideg ass, géif dat an engem weidere Gesetz gereegelt ginn.

Ech froen also Är Zoustëmmung zu dësem Projet a ginn och an engems den Accord vun der grénger Fraktioun. Ech schléissen heimat mäi mëndleche Rapport a soe jiddwerengem Merci, deen un den Aarbechten zu dësem Gesetzesprojet bedeelegt war um Ministère, an der Chamber, an der Fraktioun, an och de Kolleegen an der Kommissioun fir eis Diskussioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm agedroen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wéilt dem Rapporter och villmools Merci soe fir säi gréndleche Rapport, deen e gemaach huet, souwuel schrëftlech wéi mëndlech.

Et ass e relativ technescht Gesetz, mee et ass awer e Gesetz, wat äusserst wichteg ass fir d'Sociétéiten, fir dass se eng gewësse Planungssécherheet hunn, wat eeben hir Assemblée-générallen ugeet a wat den Depot vun de Konten ugeet.

Ech mengen, mir hunn alleguerte gemierkt an deene leschte Wochen a Méint, dass et net ëmmer esou einfach war. An duerfir begréisse se mat Sécherheet alleguerten, dass se déi dräi Méint kréien, eeben d'Verlängerung vum Delai, fir alles dann esou, wéi et vum Gesetz virgesinn ass, virzeleeën.

Ech géif dann och heimadder den Accord vun der CSV ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Adehm. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt *(DP).*- Jo, ech géif dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Dee Projet de loi hei ass an der Linn vun anere Projeten, déi mer schonn déi lescht Woch um Ordre du jour haten. Ech kann an deem Sënn nëmmen der DP hiren Accord zu dësem Projet de loi ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Arendt. Da wier et un der honorabeler Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir dee gutt verständleche Rapport. Jo, d'Publikatioun vun de Konte vun enger Societéit ass jo och an enger gewëssener Hisiicht d'Konterpartie fir déi limitéiert Haftung vun den Associéen a verschiddenen Typpe vu Societéiten. Duerch d'Transparenz ass jo och historesch gekuckt ginn, fir d'Responsabilité limitée souzesoen auszebalancéieren.

Zanter 2012 ass den Depot jo schonn elektronesch gemaach ginn. Mee mat dësem Gesetz gëtt awer de Societéiten a virun allem den Associéen - well et ass jo ëm si, ëm déi et hei am Endeffekt geet an déi och am Endeffekt kënnen haftbar gemaach ginn -, déi néideg Zäit gelooss, fir alleguerten d'Prozeduren ënnert den néidege sanitäre Precautiounen duerchzezéien.

Mir passen eis Gesetzgeebung also un eng ongewéinlech Situatioun un, ouni d'Transparenz an d'Rechtssécherheet ze verléieren, wat jo och zentral ass an dësen Zäiten. An duerfir ginn ech och ouni Bedenken den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hemmen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President, a merci dem Här Rapporter, deen, mengen ech, dat Gesetz hei ganz gutt duergeleecht huet.

Am Resümmee: D'Haaptzil ass et, d'Schwieregkeeten an d'Retarde beim Opstellen an dem Veréffentleche vu Konten a Rapporten ze evitéieren. Dat ass dat, wat mer heimat, mengen ech, erreechen.

An als Informatioun: Soubal d'Gesetz en vigueur ass, wäert och e faméise Q&A, also e Questions/Réponses, um Site cnc.lu ze fanne sinn. Dat ass d'Commission des normes comptables, wou een dann och nach eng Kéier detailléiert Informatioune fënnt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7541 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7541. Den Text steet am Document parlementaire 7541[6]. Mir komme fir d'éischt zur Ofstëmmung vun deene perséinleche Stëmmen. Duerno maachen ech en Appel nominal fir de Vote par procuration.

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

De Projet de loi ass da mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. Question élargie n° 34 de M. Léon Gloden au sujet de la situation pénitentiaire au Luxembourg

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 34 vum Här Léon Gloden iwwert d'Prisongen zu Lëtzebuerg. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an, no der Äntwert vun der Madamm Minister, seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou.

Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Ech hunn déi Question élargie de 5. Mäerz eraginn. 2018 war en turbulent Joer fir d'Prisongswiesen zu Lëtzebuerg. Mir haten op där enger Säit eng Rei Reformen, déi ëmgesat gi sinn, wéi zum Beispill d'Reform vum Strofvollzuch an och d'Schafung vun enger neier Prisongsverwaltung. Et goufen och 2018 eng Rei Incidenten am Prisong. 2019 ass net vill no bausse gedrongen. Heescht dat, datt et manner Revolten, manner Gewalt ginn ass?

2020 hu mer jo alleguer matkritt, an dat hu mer och schonn thematiséiert an der Commission juridique, datt et zu enger Rei Incidente komm ass. An ech hunn och do bedauert, datt am Fong déi Häftlingen, déi à l'origine sinn, och nach recompenséiert gi sinn, well se déi selwecht Sue krute wéi all déi aner, déi sech anstänneg behuelen.

Opgrond vun deene Virfäll am Joer 2018 sinn d'Agents pénitentiaires jo och ausstafféiert ginn. Dozou eng Rei Froen: Kann ee schonn e Bilan zéien, opgrond vun där Ausstattung, ob dat e positiven Effet huet? Wéi ass et mat der Radikaliséierung am Prisong? A wéi steet et ëm d'Formatioun vun den Agents pénitentiaires?

Dann hat Äre Virgänger, Madamm Justizministerin, eis versprach, eng Opwäertung vun der Karriär vun den Agents pénitentiaires ze maachen. Ech zitéieren den Här Braz: „Si kréien eng Primm als Indemnité spéciale an der Héicht vun 12 Punkten." Ass dat geschitt?

Da wësse mer och, datt den Drogeproblem reell ass an dem Prisong. Den Direkter, den Här Legil, huet dat den 22. Februar op RTL nach eng Kéier ënnerstrach. Do ass meng Fro: Ass et net méiglech, datt et do zu enger Kooperatioun tëschent Police an Douane mam Prisong kënnt, fir do sporadesch Kontrollen ze maachen?

De Fokus vun de gesetzleche Reformen, déi ech virdru genannt hunn, ass jo, datt déi sollen zur Resozialiséierung vum Veruerteelte féieren. Duerfir, Madamm Ministesch: Kann een do schonn e Bilan maachen? Wivill Prisonéier hunn effektiv vun deem Plan volontaire d'insertion profitéiert? Wéi steet et ëm d'Aarbechtsmoossname fir d'Prisonéier? A wéi steet et ëm d'Maisons de transition? Wéi leeft do d'Zesummenaarbecht mat de Servicer, zum Beispill vun der Caritas, of?

Dann, en Dauertheema ass jo och d'Presenz vu Mannerjäregen zu Schraasseg am Prisong. Dir wësst, Madamm Ministesch, datt mer dat net kënne guttheeschen.

Da generell nach zum Prisong: Wéi evoluéiert den Taux d'occupation? Wat fir en Impakt huet déi nei Sursisreegelung dorobber? Wéi gesäit d'Zesummenaarbecht vun den Autoritéite mat den Nopeschlänner a besonnesch och mat den Drëttstaaten aus, wann e Prisonéier kéint seng Strof zum Beispill a sengem Heemechtsland, wat en Drëttstaat ass, verbréngen?

Da wësse mer alleguer, datt Suessem amgaang ass gebaut ze ginn, den Uerschterhaff. Wéi ass et do mat dem Rekrutéierungsplang? A wéini ginn déi nei Leit do forméiert?

Ech soe Merci fir d'Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministerin Sam Tanson.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Merci villmools fir d'Fro, déi och haut nach genausou pertinent ass, wann net souguer nach méi wéi dee Moment, wou Der se gestallt hutt.

Dir wësst, dass de Prisong och déi lescht Wochen - ech mengen, mir alleguer, mee de Prisong nach méi speziell - an enger ganz ugespaanter Situatioun wor, well d'Visitten och ënnerbonne gi sinn, relativ séier, eebe fir ze evitéieren, dass de Virus an de Prisong erakënnt. Wat natierlech fir d'Detenuen, déi do sinn, net agreabel ass, wa se kee Kontakt méi hu mat der Aussewelt. Duerfir hu mer jo zréckgegraff op Skype an op Telefon. An duerfir waren och déi 50 Euro geduecht. An déi 50 Euro, déi krut all Detenu, deen do ass, zousätzlech zu deene Suen, déi en normalerweis zur Verfügung huet. A mir hätten net kënnen, ausser ... Dat wier eigentlech eng Strof zousätzlech gewiescht zu där Strof, déi se scho kruten. Dat wier dann also eng Sanktioun gewiescht. An zousätzlech och zu Poursuitten, deene se sech eventuell aussetze wéinst deem, wat se am Prisong gemaach hunn, wier dat jo eng supplementaire Strof gewiescht, déi esou net virgesinn ass. Duerfir krut jiddereen do dee selwecht Montant.

D'Visitte ginn och d'nächst Woch erëm op, mat Plexiglasinstallatiounen, natierlech hanner Glas, et sinn och Plexiglasinstallatiounen an deem

grousse Raum virgesinn, soudass mer hoffen, e bëssen Tensioun nach erauszekréien.

Vun 2019 hunn ech och elo keng Connaissance vun engem gréisseren Incident. Mee wéi gesot, dëst Joer, de 25. Mäerz, war et effektiv wierklech héich, héich hiergaangen. Ech mengen, mir haten am Detail doriwwer geschwat. Mee eng ganz effikass Gestioun an e gutt Zesummeschaffen tëschent Police an den Agent-penitentiairen an all de Verwaltungen, déi implizéiert sinn, huet mat sech bruecht, dass mer dat awer konnte séier an de Gréff kréien. Déi Prisonéier sinn dunn an en anere Régime cellulaire komm, wat och mat sech bruecht huet, dass d'Situatioun sech berouegt huet. Duerno gouf et nach en Hongerstreik. Mee och deen huet sech nees berouegt, soudass mer elo awer erëm op méi engem rouege Gewässer ënnerwee sinn.

Natierlech gëtt et Drogen am Prisong. Ech mengen, Dir wësst dat, dat ass allgemeng bekannt. Natierlech ass dat näischt, wat mer wëllen toleréieren. Net nëmmen, well Drogen illegal sinn, mee och, well se derzou féieren, dass Handel bedriwwe gëtt am Prisong, a well et natierlech och, deemno ëm wat et geet, sanitär Konditioune sinn, déi ee muss gutt encadréieren.

Duerfir gëtt ganz reegelméisseg kontrolléiert. Et ass och reegelméisseg esou, dass Saache fonnt ginn. Et ass nach d'lescht Woch am Kader vun Analyse Cannabis fonnt ginn. A si probéieren, dat op de Minimum ze reduzéieren. Mee mat deene sëllechen An- an Ausgäng, déi et awer am Prisong gëtt - ongeféier 1.000 Entrées et sorties den Dag am Centre pénitentiaire -, kann een dat natierlech net komplett evitéieren.

Wat mer als Projet hunn, dat ass, eemol eng Hondsstaffel an de Prisong ze kréien, fir ze maachen, dass och do kann detektéiert ginn. An dann hu mer e Projet pilote mat Däitschland, wou mer speziell Detektoren hunn, fir eeben och Droge kënnen ze detektéieren.

Dir hutt Froe gestallt zum Plan volontaire d'insertion. Dee gëtt et effektiv zënter September 2018. E fonctionéiert gutt. Et si vum September 2018 bis den 10. Mäerz 2020 242 Condamnéen, déi esou e PVI proposéiert kruten zu Giwenech. Am CPL, also zu Schraasseg, sinn 13 Detenuen op Giwenech mat engem Plan volontaire d'insertion transferéiert ginn. 4 Detenuen, déi een ënnerschriwwen hunn a realiséiert hunn, e PVI, si fräikomm am CPL. 4 Detenuen hunn e PVI gefrot, mee d'Mise en œuvre huet net stattfonnt, well 2 Detenuen net méi wollten, an 2 anerer hu kee Motiv uginn. 2 Detenuen hunn de PVI achevéiert an 22 sinn der am Moment a verschiddene Mesuren am Kader vun engem PVI. 2 sinn der nach net ënnerschriwwen a 4 sinn der en cours d'élaboration.

An där selwechter Period hunn 68 Persounen, dat sinn 39 % vun de Condamnéen, e PVI gefrot an och krut. An 174 hunn optéiert, fir kee PVI ze froen. 16 Persounen hu kee gefrot, well déi Peine, déi hinnen nach bliwwen ass, manner wéi zwee Méint wor. 49 hu kee gefrot, well se a Semi-liberté zu Giwenech waren, also vun Ufank un. An 41 hunn den Accord vun der Semi-liberté krut, soubal se zu Giwenech waren, an hu sech drop konzentréiert, eng Aarbecht ze fannen. An 28 Detenuen haten en Emploi en vue an engem Futur proche.

Dir hutt de Projet vun de Maisons de transition ugeschwat. Do hu mer mam Familljeministère eppes elaboréiert, wéi mer a besteeënde Strukturen ... An ech proposéieren, dass mer relativ zäitno - dat war just virun dem Declenchement vum État de crise, wou mer do weiderkomm waren -, mee dass mer dat mat der Familljeministesch zesummen eng Kéier presentéieren, wéi mer eis dat virstellen. Mir hunn net optéiert fir e System vu Maisons de transition à part, well mer wollten evitéieren, dass Detenuë vun enger Plaz zesummen op eng aner Plaz kommen, mee mir wollte se integréieren an déi global Strukturen, déi mer hunn, awer mat Leit, déi mer dann do zur Verfügung stellen.

Dann de Plan de recrutement: Natierlech brauche mer vill méi Leit fir déi nächst Jore fir d'Ouverture vum Uerschterhaff. Dat hate mer jo och schonn am Kader vun de Budgetsdiskussiounen, do hat ech lech gesot, wat d'Projektioune sinn. Mee dat hänkt net vu mir eleng of. Dat muss duerch d'CER goen, wou mer dann déi Persounen accordéiert kréien oder net.

Dir hat nach Froe gestallt zu der Kompositioun vun der Population carcérale. Stand haut si 446 Detenuen zu Schraasseg, dorënner 20 Fraen, déi den Ament do sinn. An ongeféier d'Hallschent ass en détention préventive, dat heescht, dat sinn dann déi, déi de Moment vun der Ouverture vum Uerschterhaff net méi do wären.

Dann hat Der nach eng Fro gestallt zu der Karriär vun den Agenten. Och do hat ech Diskussioune mat hinnen, schonn zejoert. An ech sollt mech dëst Joer mam Minister vun der Fonction publique zesummesetzen, well en dat natierlech wëllt afléisse loossen an déi global Reform vun de Karriären, wat jo och verständlech ass, fir dass mer do eng Kohärenz hunn. Dat huet natierlech och elo an deene leschte Wochen net kënne stattfannen. Mee och dat wäerte mer an deenen nächste Wochen nach eng Kéier relancéieren, fir do weiderzekommen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Justizministerin. Den Här Gloden huet nach eng Zousazfro.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Natierlech.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Gloden, wannechgelift.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Ech soen der Madamm Ministesch Merci fir déi Äntwerten. Ech hunn nach eng Zousazfro.

Nach eng Kéier zréck op d'Drogeproblematik, Dir hutt gesot: „Wärend der Coronakris elo ware keng Visitten erlaabt", wat ze verstoen ass. Mengen Informatiounen no ass awer d'Drogeproblematik wärend der Coronakris net manner ginn. Et stellt sech also d'Fro: Wou kommen déi Drogen eran, wa se net duerch d'Visitten erakommen? Ech mengen, dee Problem ass wierklech reell. An dee sollt mat aller Häert bekämpft ginn, dobaussen an och am Prisong!

Une voix.- Très bien!

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Ech deelen dat komplett. Ech hunn allerdéngs héieren, dass manner Drogen do wären, wat natierlech och erëm aner Problemer mat sech bruecht huet bei verschiddenen Detenuen.

Mee ech mengen, et si Saachen, déi zum Beispill iwwer Päck kënne probéiert ginn, erabruecht ze ginn. D'Leit si relativ kreativ. Ech gi lo keng Beispiller, fir net Leit op Iddien ze bréngen. Mee ech sinn awer ganz mat lech d'accord!

Dat ass net eppes, wou ech soen: „Dat ass kee Problem!" Well et ass e reelle Problem, eleng dowéinst, well doduerch e Marchandage entsteet, well gedealt gëtt, well Leit ënner Drock gesat ginn, well da Suen am Spill sinn. An natierlech och wéinst dem Aspekt vun der Gesondheet vu verschiddenen Detenuen, wa mer vun haarden Droge schwätzen, wou och ganz schwéier ze kontrolléieren ass, wat déi dann herno consomméieren. Duerfir, ech sinn absolutt d'accord. Duerfir hu mer jo och de Projet vun der Hondsstaffel, mir hunn dee Projet mat Däitschland, fir eis do déi néideg Moyenen ze ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Justizministesch.

9. Question élargie n° 35 de M. Marco Schank au sujet du suicide chez les enfants et adolescents

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 35 vum Här Marco Schank iwwert de Selbstmord bei Kanner a Jugendlechen. Och hei huet den Auteur vun der Fro fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an, no der Äntwert vun der Madamm Ministesch, seng eventuell Zousazfro ze stellen. D'Regierung huet zéng Minutten zegutt. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

M. Marco Schank *(CSV).*- Sou, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jiddereen vun eis ass a sengem direkten Entourage déi eng oder aner Kéier mat engem Suicide konfrontéiert ginn. Eng Problematik, déi eis nach vill méi opréselt a betraff mécht, wann et sech ëm jonk Leit handelt, déi net wollte weiderliewen.

An hei stelle sech enorm vill Froen. Am Plan national de prévention du suicide heescht et ënner anerem, datt een Doudesfall op 50 e Suicide wier an datt d'Zuel vun den Tentativen zu Lëtzebuerg insgesamt sech géif tëscht 700 a 1.600 d'Joer situéieren an d'Donkelziffer entspriechend héich wier. An enger Etüd iwwert d'Problematik vun Depressiounen - 2019 vum Robert Koch-Institut - a 25 europäesche Länner louch Lëtzebuerg mat 10 % op der éischter Plaz. De Luxembourg Institute of Health hält fest, datt virun allem Jugendlecher a jonk Erwuessener mat Depressiounen ze kämpfen hunn. Domat wollt ech bei d'Schoule respektiv d'Lycéeën a menge verschiddene Froe kommen.

An all Lycée gëtt et e SePAS, e Service psychosocial et d'accompagnement scolaires mat Leit wéi Psychologen, Assistant-sociallen, Educateuren, déi speziell forméiert sinn, fir am Fall vun engem Suicide adequat ze reagéieren. An deem Kontext froen ech mech, ob d'Lycéeën hei net ze vill eleng gelooss ginn, fir deene Besoinen, besonnesch a puncto Formatioun, ze entspriechen. Ass de SePAS am Kontext vun der Problematik Suicide gutt genuch outiléiert? Respektiv misst net derfir gesuergt ginn, och mat Hëllef vum Ministère, datt méi Formateuren zur Verfügung stinn, déi souwuel de SePAS wéi och d'Enseignanteën an d'Enseignantë forméieren?

Ech kréie gesot, datt d'Nofro no esou Formatiounen immens grouss ass an d'Offer bäi Wäitem net géif duergoen. Deemno meng Fro: Misst de Ministère net hei, bei net manner wéi 40 Lycéeën hei am Land, verstäerkt dëse Besoinen entspriechen?

Här President, d'Problematik vum Suicide däerf keen Tabutheema sinn. Meng Fro: Ass deemno séchergestallt, datt dëse Sujet an der Schoul thematiséiert gëtt? Steet entspriechend didaktescht Material zur Verfügung? Huet all Schoul eng schoulesch Preventiounsdemarche fir Schüler, Elteren, Enseignanten, Enseignanteën, an dëst, fir ënner anerem déi entspriechend Warnsignaler vu jonke Mënsche richteg ze deiten?

Stéchwuert Postventioun am Géigesaz zur Preventioun: De Suicide an d'Tentative de suicide hunn natierlech och Repercussiounen op den direkten Entourage vun deem jonke Mënsch, dee sech suicidéiert huet oder et probéiert huet. A besonnesch d'Trauer no engem Suicide ass eng ganz schwiereg Epreuve, déi et ze bewältege gëllt a wou eng Betreiung sécher néideg ass an och net däerf op sech waarde loossen. Gëtt et an all Schoul/Lycée en Team vun Enseignantë respektiv Experten, déi direkt verfügbar sinn, fir Frënn a Kolleege vum Suicidé ze betreien? Hei kann, souwäit ech weess, op extern Hëllef zréckgegraff ginn. Mee vu wou kënnt déi Betreiung? Vun innerhalb, ausserhalb der Schoul, respektiv déi zwee?

An dann: Wier et net sënnvoll, an de Schoule respektiv de Lycéeën eng Aart Kriseninterventiounsteam anzeriichten, fir adequat virbereet ze sinn?

Vun den Experte gëtt dacks gesot, déi bescht Suicidepreventioun wier eng Stäerkung vum Bien-être physique et mental vun deem jonke Mënsch. Dozou eng a mengen Ae ganz weesentlech Fro: Wier et duerfir net sënnvoll, an der Schoul eng extra Plage am Horaire ze hunn, wou d'Schülerinnen an d'Schüler léieren, op hiren eegene Bien-être Uecht ze ginn?

Ech hu mer och soe gelooss, datt et an deem engen oder anere Lycée esou ee Projet pilote gëtt, e sougenannte Coaching. Wier et hei net sënnvoll, esou e Projet flächendeckend, oder nobäi flächendeckend, national an alle Lycéeën anzeféieren?

Zum Schluss: E Wonsch vun de Gestionnairë vum Kanner- a Jugendtelefon un den Educatiounsminister wier, fir Mesuren en place ze setzen, fir datt de Kanner- a Jugendtelefon nach méi sichtbar gëtt, e gutt Stéck méi sichtbar, mat Hëllef vun, ech soen emol „moderner Kommunikatioun" - Affichë si vläicht e bëssen iwwerlieft -, oder och als Sujet am Fach Vie et société, mam Zil, datt all Kand, all Jonken d'Telefonsnummer an de Kontakt vun dësem Service kennt.

An zum Schluss: Ech kréien och gesot, datt zousätzlech Moyene sënnvoll wieren, fir d'Gestioun vun dësem nationale Service an der Ecoute vun deene jonke Leit ze stäerken, eeben och fir d'Preventioun vu Suicidë bei Kanner a jonke Leit.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Schank. De Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e grousse Merci och un de Marco Schank, well e geet eigentlech hei mam gudde Beispill vir. An eppes, wat mer géint de Suicide kënne maachen, dat ass, datt mer derzou bäidroen, datt en enttabuiséiert gëtt, datt mer driwwer schwätzen, datt mer en an de Mëttelpunkt vun dem Debat bréngen an datt mer en als ganz eeschte Problem och wouerhuelen, well dat hëlt och ganz villen Acteuren eng gewësse Veronsécherung, déi se hunn am Ëmgang mat dem Sujet vum Suicide, ganz besonnesch och am Ëmgang mat dem Sujet vum Suicide, wann et Kanner oder Jugendlecher sinn, déi hirem Liewen op déi doten tragesch Manéier en Enn setzen.

Mir leien an de Chifferen do duerchaus an der europäescher Moyenne, mat sechs bis aacht Suicidë pro Joer an deene leschte Jore vun ënner 25-Järegen. Dat soll eis awer elo net derzou féieren, datt mer eis domadder zefridde ginn, well jiddwereen, deen op déi dote Manéier sengem Liewen en Enn setzt, ass sécherlech een ze vill.

Mir wëssen, och duerch déi reegelméisseg HBSC-Etüden, datt et eng ganz Rei Risikofacteure gëtt, op déi mer ganz besonnesch mussen Uecht ginn, notamment Jonker, déi krank sinn, Jonker, déi Gewalt ausgesat si respektiv gewalttäteg sinn. Drogekonsum ass natierlech och hei en Theema, awer och Schoulstress, och Schoul ka mat derzou féieren, datt ee finalement vläicht an dësem Liewe seng Plaz net méi gesäit. D'Relatioun mat den Elteren, awer och mat anere soziale Kontakter, ass natierlech hei och primordial.

A ganz besonnesch geféierlech gëtt et virun allem, wann déi Facteuren do sech cumuléieren. Da mierkt een, datt, statistesch gesinn, de Risiko nach eng Kéier vill méi grouss gëtt.

De Marco Schank huet zu Recht op d'Formatioun vun deene Professionnelen higewisen. Op där enger Säit muss ee soen, datt mer an der glécklecher Situatioun sinn, datt mer eise Reseau vun de SePASen an de Lycéeën hunn. An ech denken, ganz vill aner Länner, ganz vill aner Bildungssystemer, ganz vill aner Lycéeën an anere Länner beneiden eis eigentlech fir déi Ressourcë vu Psychologen, vun Educateuren, vun Assistant-sociallen, déi mer an eise Schoulen hunn, déi sech där doter Problematik kënnen unhuelen.

Allerdéngs, wat mer brauchen, an do sinn ech ganz no beim Marco Schank, dat ass, datt mer eng Whole-School-Approach brauchen, datt d'Schoul sech als Ganzt engagéiert an datt et net ee Service ass, deen dann duerfir zoustänneg ass an do d'Responsabilitéit dréit, mee datt et all Acteur vun der Schoul ass, notamment och all Enseignant. An duerfir sinn déi Formatiounen, och vun den Enseignanten, esou wichteg. Den IFEN, den Institut de formation de l'éducation nationale, ass doranner engagéiert, wëllt dat och nach ausbauen, gradesou wéi de SePAS och eng ganz Rei vu Konferenzen oder Formatiounen an deem Domän schonn ugebueden huet an dat awer och nach weider soll maachen.

Fir datt et eng Aarbecht vun enger ganzer Schoul gëtt, wäerte mer am nächste Schouljoer och eng Decharge aféiere fir Enseignanten, déi sech dann an enger Kommissioun fir d'Preventioun vum Suicide matengagéieren, mat hiren Aarbechtskolleege vum SePAS, fir och wierklech ze weisen, datt do op där enger Säit vum SePAS, also vun de Psychologen, awer och vun engem Service socio-éducatif, och vun den Enseignanten, eppes gemeinsam ze leeschten ass, fir bei deene Warnsignaler do opmierksam ze ginn an dann awer och adequat kënnen ze reagéieren.

Zum Schluss, éier ech d'Wuert weiderginn un d'Gesondheetsministesch Paulette Lenert, just nach eng allgemeng Remark, an ech mengen och do, datt mer eis kënnen eens maachen, datt d'Wuelbefanne vun deem Jonken am Zentrum steet an datt dat, wat als Optrag fir all Bildungsstruktur eigentlech muss gëllen, ob dat eng Schoul ass, ob et d'Strukturen am nonformale Bildungsberäich sinn, Follgendes ass: dee jonke Mënsch ze stäerken, staark Jonker erauszebréngen, hinne Selbstvertraue mat op de Wee ze ginn, hinnen ze weisen, wou hir Plaz am Liewe ka sinn, hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, sech selwer kennenzeléieren, hir Plaz an der Welt ze fannen, an hirem Ëmfeld och ze fannen.

Dat, denken ech, ass einfach extreem, extreem wichteg, well da si se och emol vläicht bei deem engen oder deem anere Risikofacteur, wou Jonker a Kontakt komme dermadder - wat net ausbleift, well mir kënne se net aspären, mir kënne se net a Watt apaken -, da si se staark genuch, fir dat och ze meeschteren an do resistent oder resilient dergéint kënnen ze sinn.

An dat anert, dat ass, datt mer d'Aen ophalen, alleguerten. Et ass eng Aufgab fir d'Schoul, mee et ass och eng Aufgab fir dat privat Ëmfeld, et ass eng Aufgab fir dat soziaalt Ëmfeld vun deem Jonke fir ze mierken: Do sinn elo eng Rei vu Facteuren, déi beieneekommen, déi en erhéichte Risiko duerstellen. An datt mer selwer eis och responsabel spieren, natierlech och emol eng Kéier d'Telefonsnummer vum Kanner- a Jugendtelefon weiderginn. Mee virun allem solle mer eis Zäit huele mat deene Jonken, hinnen nolauschteren, probéieren, hinnen de Wee ze weisen an och ze weisen, datt et ganz normal ass, datt ee sech grad a jonke Joren emol eng Kéier selwer a Fro stellt an, jo, och sech déi existenziell Froe stellt. An datt mer alleguerten do derduerchgaange sinn an datt mer alleguerten eis Äntwerten dorobber fonnt hunn, an datt jiddereen seng Äntwert dorobber ka fannen!

Domadder, mengen ech, huele mer och deene Jonken d'Angscht virum Liewen, wa mer eis d'Angscht virun deem Tabutheema vum Suicide och e Stéckwäit ewechhuelen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Meisch. An ech ginn d'Wuert

weider un d'Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. E Virus, dat ass eppes Plakatives. Dat kann een einfach esou ewechwëschen. Do schwätzt et sech och méi einfach driwwer. Beim Suicide ass et anescht. Vill Leit verstinn en net wierklech, well se zu deene Gléckleche gehéieren, déi keng Suicidegedanke kennen. An dofir ass et och ganz schwéier sech virzestellen, wat dat mat engem Mënsch mécht. Dofir ass et am Endeffekt eppes, wou een am léifsten einfach guer net dovunner schwätzt.

Ech muss soen, wéi ech d'Zuele gesinn hu vun de Suiciden hei am Land - iergendwou kennen ech se och, et ass en Theema, wat mech vill beschäftegt huet -, sinn ech awer erëm erschreckt, wéi ech se gesinn hunn. Mir schätzen d'Zuel hei queesch duerch d'Populatioun op 70 bis 80 Fäll d'Joer. Dat ass net näischt. Dat si vill Mënschen, déi mer verléieren. Et ass hei e komesche Parallelismus zum Corona - ech sinn e bësse gepräägt dovunner am Moment -: och dräimol sou vill Männer wéi Fraen.

An dann, wat nach méi erschreckend ass: Wa mer den Taux kucke vun de Suicideversich, dat sinn der nach zéng- bis zwanzegmol méi wéi déi, déi dann och reusséieren. Dat heescht, et si ganz vill Leit, déi trotzdeem awer op iergendeng Aart a Weis nach probéieren, ëm Hëllef ze ruffen, an déi net gehéiert ginn oder net matzäit gehéiert ginn, oder vläicht awer matzäit gehéiert ginn.

D'Doudesfäll duerch Suicide vun deenen ënner 26-Järege maachen insgesamt 7,33 % aus vun der ganzer Zuel. An dat, wat opfält ass, dass déi ganz grouss Majoritéit dovunner am Alter tëschent 20 a 24 Joer läit. Dat heescht, dat ass eng Period am Liewen, wou ee ka vläicht méi cibléiert och Preventioun maachen. Et ass eng Period, wou d'Leit hir Orientatioun sichen, vläicht och net fannen, de Sënn vum Liewen net richteg fannen. Op alle Fall huet et mech erschreckt, dass dat effektiv esou eng Diskrepanz ass an der Altersopdeelung an eebe spezifesch deen doten Alter hei am Land besonnesch gefäerdet ze si schéngt: e Moment, wou d'Leit hire Lycée ofgeschloss hunn an iergendwou hire Wee am Liewe sichen an offensichtlech net fannen.

Et ass e komplexe Problem, deen och muss villschichteg ugaange ginn. Et ass och keen individuelle Problem. En äussert sech individuell, mee et ass e gesellschaftleche Problem. Wa mer Suiciden an eiser Gesellschaft hunn, dann hu mer iergendwou als Kollektiv e Problem. Wann d'Mënschen net méi wëlle liewen, dat ass eppes, wat wierklech konträr ass zu eiser Natur! Iergendwéi si mer gemaach fir ze iwwerliewen.

An deenen Aktiounen, déi ausgewise gi sinn am Aktiounsplang, deen elo d'lescht Joer ofgelaf ass, gëtt ganz vill Wäert op d'Preventioun geluecht, och op Sensibilisatioun. Mir hu Guiden ausgeschafft. Ech mengen, dat ass ganz wichteg: Wa mer en Theema hunn, iwwert dat net geschwat gëtt, muss een et och op déi Aart a Weis ugoen, dass een et iwwerhaapt an d'Gespréich brénge, dass een d'Problematik op eng didaktesch Aart a Weis de Leit méi no bréngt.

Wat hu mer gehat? Mir hunn e praktesche Guide, zum Beispill fir déi „Postventioun". Dat ass och e Wuert, wat ech haut kenne geléiert hunn, wéi ech dat heite preparéiert hunn: Dat ass wuel d'Opaarbechtung oder d'Veraarbechtung vun engem Problem. Dëse Guide ass spezifesch ausgeschafft gi fir Schouldirektiounen an d'Internater, mam Objektiv, fir hinnen ze hëllefen, déi Zäit nom Suicide, wann esou eppes war an hirer Institutioun, méiglechst gutt kënnen ze geréieren.

Dann hu mer och eng ganz Rei Formatioune gemaach. Effektiv, déi si ganz gutt ukomm. Déi Formatiounen hu vill Uklang fonnt. Mir hunn der gehat fir d'Direktioune vun de Schoulen, dëst zesumme mam Zentrum fir Informatioun a Preventioun vun der Ligue, déi sech hei mat der Santé koordinéiert.

Dann hu mer och speziell Formatioune fir Enseignantë gehat. Dëst Joer goufen 150 Enseignanten doranner ausgebilt. Et ass eng ganz grouss Demande effektiv do. An ech mengen, dat ass eppes, wou ee muss norüsten. Positiv bei der Saach ass, dass eng grouss Nofro ass. Dat weist jo, dass d'Sensibilisatioun iergendwou hir Friichten dréit an dass d'Leit wëlle méi wëssen dozou, dass se sech wëllen abréngen a vläicht net onbedéngt wëssen, wéi. Soudass ech denken, dass mer op där Pist wierklech musse verstäerkt weiderfueren an dës Formatioune weider ubidden.

Mir hunn och am Beräich vun der direkter Interventioun - et si jo och Leit, déi an de Soinen, also déi direkt interveneiere ronderëm de Fall -, do hu mer och spezifesch Formatiounen. Do sinn der elo iwwer dausend zënter Ufank vun eisem nationale Suicide-Preventiounsplang ofgehale ginn. An dat sinn, hunn ech mer soe gelooss, duebel esou vill Leit, wéi mer geplangt haten. Och do also e groussen Interessi, soudass mer mat eisem Preventiounsplang dach awer schonn e puer ganz grouss a wichteg Schrëtt gemaach hunn an deem Sënn, dass mer d'Leit souwäit kréien, dass se sech fir d'Theema interesséieren an och wëlle forméieren. Ech denken, do si mer dann alleguerte gefuerdert, fir dat och weider opzebauen.

Da géif ech och nach ervirhiewen, ... An da si mer bei den Ursaachen, et ass nämlech méi schwéier, d'Ursaache vum Suicide ze bekämpfen, wéi déi vum Virus. Do kann d'Forschung droplasskämpfen, et weess ee genau, wien de Feind ass. Mee beim Suicide ass et méi schwéier.

Ech sinn awer ganz frou ze gesinn, dass Coursen an de Schoulen ugebuede ginn, fir Empathie a Resilienz ze stäerke bei eise Schüler. Ech denken, dass dat an eiser Gesellschaft eppes ganz Wichteges ass. Mir sinn eng Gesellschaft, déi vun Individualismus gepräägt ass. Do ass de Risiko, fir an d'Isolatioun ze geroden, natierlech méi grouss, wéi wann ee méi zesumme muss stoen, duerch d'Nout, zum Beispill. Dat ass bei eis net esou de Fall, soudass Empathie sécherlech eppes ass, wat eise Kanner soll nobruecht ginn. Ech weess, et si vill Länner, déi dat scho quasi als obligatorescht Fach agefouert hunn, wat sécherlech eng gutt Pist ass.

Dann och Resilienzcoursen, well mir wëssen et: Mir sinn eng Wuelstandsgesellschaft, a wann een net gewinnt ass opzestoen, well een net esou séier fält oder ëmgestouss gëtt, da kritt een och keng Resilienz. Och do ass et also eppes, wat ee vläicht muss méi trainéiere bei eis ewéi an anere Länner, well eis Kanner et vläicht ze vill gutt haten, a mir et alleguerten ze vill gutt haten. A wann een net gewinnt ass, mat bluddege Féiss ze lafen, dann ass dat net esou einfach. Och do géif ech also soen, dass dat eng ganz gutt Pist ass.

Aneren Handlungsbedarf, dee mir nach gesinn, ass um Niveau vun der Prise en charge. D'Prise en charge ass extreem wichteg. Betraff sinn net nëmmen d'Familljen. Et ass e ganzt Ëmfeld. An do happert et nach e bëssen. D'Waardezäiten, hunn ech mer soe gelooss, och fir eng psychotherapeutesch Prise en charge, déi si bis zu dräi Méint. Dat ass extreem laang. Do ass déi Phas, wou et wierklech gebraucht gëtt, wou et akut ass, schonn erëm. Soudass mer dat och wierklech mussen am A hunn a kucken, wéi mer de Mangel u Spezialisten, dee mer am Land awer nach hunn am psychiatresche Beräich, souwuel um Niveau vun de Medezinner wéi och vun den Infirmiers psychiatriques, wéi mer dat kënnen ugoen, wéi mer do kënne méi Leit an dëse Beruff erakréien, dee vläicht och méi attraktiv maache kënnen. An da sinn och aner Pisten, déi mer mussen ënnersichen, zum Beispill klären, wéi de Remboursement vun de Prestatioune vun de Psychotherapeuten eventuell en Impakt op dës Waardezäite kéint hunn.

Des Weideren ass natierlech d'Zesummenaarbecht tëschent all den Acteure ganz wichteg. Ech mengen, do deet sech scho ganz vill. Et ass e Problem, deen ee vu ville Säite kann ugoen. Et ass wichteg, dass jiddweree weess, wou en Erkennungsfacteur ass fir Suicidesituatiounen.

(Interruption par la présidence)

An deem Sënn sinn och d'Éischt-Hëllef-Coursë fir de grand Public ausgebaut ginn iwwert déi lescht Joren. Nieft der normaler klassescher Éischt Hëllef, wéi ech se nach aus menger Lycéeszäit kannt hunn, zum Beispill, ass eng Dimension santé mentale agefloss. Déi ass an enger éischter Phas an den Entreprisë schonn deployéiert ginn. Och an der Fonction publique ënner anerem: Säit mer an der Fonction publique e Service psychosocial stoen hunn, kann ech lech versécheren, dass och do am Éischt-Hëllef-Cours e spezielle Cours ass fir d'Éischt Hëllef eeben um psychologeschen Niveau, deen och ganz gefrot ass. Dat ass e Cours, wou am Ufank d'Leit sech gefrot hunn: „Wat maacht Der dann domadder?" Mee dee war direkt ausverkaf. Och do also vill Interesse vun de Leit, fir sech einfach ze renseignéieren, wat se kënne maachen. Dat soll dann ausgedeent ginn op d'Schoulen an och an d'Formatioun vun den Enseignanten agräifen.

Dann, des Weideren ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Madamm Santésministesch, Dir musst zum Schluss kommen.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Ech muss zum Schluss kommen. Dat fält mer heiansdo schwéier. Voilà. Fiabel Donnéeën, wollt ech just och nach ënnerstraichen, déi brauche mer. Wa mer eppes wëllen ugoen, da musse mer ons och esou opstellen, dass mer et besser kenne léieren.

Da géif ech lech Merci soen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools. Den Här Marco Schank huet nach eng Zousazfro.

M. Marco Schank *(CSV)*.- Jo, ganz kuerz eng Fro un d'Madamm Santésministesch. Ech hunn am Virfeld, fir dës Question élargie virzebereeden, vun der Ligue eng Partie Etüde geschéckt kritt. An do war eng derbäi, déi mech och erschreckt huet, awer aus Däitschland, wou bei Kanner, Schüler a Schülerinnen alles gekuckt ginn ass, wat mat Depressioun, Angschtstéierung ze dinn huet.

An ech wollt einfach froen: Gëtt et - ech hunn et nämlech net fonnt -, gëtt et eng Etüd fir Lëtzebuerg fir genau deen do Altersduerchschnëtt, 10 bis 17 Joer, bei Schülerinnen a Schüler? Respektiv, wier et net sënnvoll, wann et se net gëtt, fir esou eng Etüd eng Kéier maachen ze loossen, fir ze gesinn, wou d'Kanner respektiv déi jonk Leit stinn an deem Kontext?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Schank. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Ech muss lech soen, ech weess selwer net, ob et eng gëtt oder net. Ech wäert mech renseignéieren an där Hisiicht. Wann dat net de Fall ass, ass et sécherlech interessant. Mee vläicht weess de Claude eppes méi dozou?

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Jo, also et gëtt jo d'HBSC-Etüd, wat eng international Etüd ass, wou Lëtzebuerg ëmmer matmécht, wat eng Kollaboratioun och ass tëschent der Santé an an der Educatioun, wou grad Jonker, Schülerinnen a Schüler matmaachen, wou et eeben och ëm déi dote Froe geet vum Wuelbefannen, wou Jonker och gefrot ginn, wat hir Plaz am Liewen ass a wéi se sech an der Schoul, an hirem privaten Ëmfeld zurechtfannen, a wou mer eeben och erausfonnt hunn, wat d'Risikofacteure kënne sinn, well mer jo dat och do mat kënnen offroen. Dat gëtt eis eng Indicatioun.

An en Deel vun där Preventiounspolitik, déi mer bis elo gemaach hunn an déi mer weider wëllen intensivéieren iwwert déi nächst Joren, baséiere mer op d'HBSC-Etüd.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools.

10. Question élargie n° 32 de M. Marc Spautz au sujet des salariés handicapés dans la fonction publique

Mir kommen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 32 vum Här Marc Spautz iwwert d'behënnert Leit am ëffentlechen Déngscht. An och hei huet den Auteur fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an, no der Äntwert vum Minister, eng eventuell Zousazfro ze stellen. An d'Regierung huet zéng Minutten. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi hei Fro geet zréck op den 3. Mäerz 2020, wou ech d'Ufro gestallt hunn. Dat war virun eiser Covidkris. An et ass am Fong eng Konsequenz, déi nach méi wäit zréckläit, vun enger Fro, déi ech un de Minister vun der Fonction publique am Januar gestallt hat.

Et geet nämlech drëm: Wat kënne mer maachen, fir méi Leit mat engem Handicap op den éischten Aarbechtsmaart ze kréien? Well dat déi Leit motivéiert, well dat wichteg ass fir déi Leit, dass se eng Motivatioun hunn, fir kënnen um éischten Aarbechtsmaart ze sëtzen an net nëmmen um Marché protégé, dee mer Gott sei Dank hunn, mee wou et och do ëmmer méi schwiereg ass, fir Plazen ze fanne fir déi Leit mat engem Handicap.

An dofir war meng Fro deemools un d'Regierung, wat alles am ëffentlechen Déngscht géif gemaach ginn, fir Leit mat engem Handicap op den éischten Aarbechtsmaart ze kréien.

De Minister huet mer deemools geäntwert, dass 912 Leit mat engem Handicap offiziell beim Staat gemellt sinn, wou et awer eng Donkelziffer gëtt - do sinn de Minister an ech eis och eens -: Nämlech all déi, déi agestallt gi sinn, ier se en Handicap haten, gi jo elo net opgefouert domat, dass se elo en Handicap hunn. An dofir war et och net méiglech fir d'Sécurité sociale, se alleguerten zréckzefannen. Mee dat sinn déi „just" 912 - „just" tëschent Guillemets -, déi se fonnt hunn. Dat sinn 284 Salariéen, 627 Employéen an 1 Fonctionnaire.

Wat kënne mer awer elo maachen, fir nach méi Leit op dem éischten Aarbechtsmaart anzestellen an der Fonction publique, well d'Fonction publique jo muss d'soziaalt Gewësse si vum Land a fir dass mer et och domadder fäerdegbréngen, dass de Privatsecteur och Leit op dem éischten Aarbechtsmaart hëlt, déi vun engem Handicap betraff sinn.

Do kenne mer d'Behënnerterechtskonventioun, déi ganz kloer an hirem Artikel 27 sech domat beschäftegt, wat alles muss gemaach gi bei Aarbecht a Beschäftegung vun de Leit mat Behënnerung an dass et och do wichteg ass, dass do eng Egalitéit besteet, dass déi genausou behandelt gi wéi déi Leit, déi keen Handicap hunn, wa se do schaffen. A mir kennen natierlech och d'Direktiv 2000/78/CE vun der Égalité de traitement, fir Avancementer ze kréien, fir Promotiounen ze kréien, zwëschent Leit mat an ouni Handicap.

An do ass meng Fro: Wat huet d'Regierung wëlles ze maachen, fir dat ze promouvéieren, fir méi Leit kënne mat Handicap anzestellen, souwuel beim Staat, souwuel am ëffentleche Secteur, an den Administratiounen, fir domat e gutt Beispill ze si fir de Privatsecteur, dass do och nach méi där Leit, déi leider en Handicap hunn, eng Beschäftegung kënne fannen?

An dann ass awer och eng aner Fro: Wéi vill Fäll si beim Conseil arbitral gelant, well festgestallt ginn ass, dass e Mënsch, dee mat engem Handicap am Secteur public schafft, net déi Promotioune kritt huet, déi e gäre gehat hätt. E puer Fäll si bekannt. Do gëtt sech och um Europäesche Geriichtshaff heiansdo dermat beschäftegt.

An dat ass déi Fro, déi ech wollt un de Minister stellen: Wéi gesäit de Plang vun der Regierung aus, fir do kënnen zousätzlech Aarbechtsplazen ze schafen?

Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. D'Regierung huet d'Wuert, den zouständege Minister fir den ëffentlechen Déngscht, den Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique*.- Här President, léif Dammen an Hären Deputéiert, honorabelen Här Spautz, ech sinn am Fong op deem dote Sujet ganz sensibel, sou wéi alleguerten déi Leit an der Fonction publique, déi sech domadder beschäftegen. An et wär eng Kéier derwäert och, fir méi laang driwwer ze schwätzen, grad och an dësem Kontext, well dat eppes ass, woumat mer eis eng Kéier kéinte méi intensiv beschäftegen.

Dir hutt, zu Recht, e bëssen och iwwert d'Donkelziffer geschwat, well déi Zuelen, déi ech lech do genannt hunn, déi sinn natierlech net déi ganz Realitéit vun deene Leit, déi bei der Fonction publique schaffen.

Dir hutt och vum Virbild vun der Fonction publique geschwat, och mat der Obligatioun vun deene 5 % par rapport zu dem Effectif, dee mer hunn. An dee Prozentsaz, déi 912 Leit, dat si ronn 3,1 % par rapport zu dem Effectif vun der Fonction publique. Dat ass natierlech nach net op deene 5 %, wéi et virgesinn ass.

Ech hunn awer och eng Kéier d'Zuelen nogekuckt, fir ze kucken, wéi dann d'Entwécklung an de leschte Jore war. Ech sinn zréckgaange bis d'Joer 2007. Firwat 2007? Well do am Fong den SAP agesat ginn ass, mat deem een dat eenegermoosse ka recenséieren. 2007 ware mer bei 505 Agenten. Dat waren deemools 2,4 %. Dat ass dann an d'Luucht gaangen. 2012 waren et 704 Leit, 2,9 %. Dunn huet et sech laang op deenen 2,9 % etabléiert. A mir sinn elo op deenen 912 Leit, also 3,1 %.

Dir hutt e bësse vun der Donkelziffer geschwat, mee ech wéilt dat e bësse méi erweidere fir ze erklären, dass se nach méi grouss ass wéi am Fong just déi, déi wärend hirer Ustellung vläicht an déi Situatioun kommen, well et gëtt der och ganz vill, an dat mierke mer och bei deene Servicer, déi sech méi intensiv domadder beschäftegen, et sinn der och, déi kéinten de Statut kréien, mee déi melle sech op eng Aarbechtsplaz, déi ausgeschriwwen ass, an déi ginn emol guer net un, dass se de Statut zegutt hätten, aus diverse Grënn. Där gëtt et och. Déi kënne mer natierlech dann och net recenséieren.

Mir hunn och déi, déi eeben an enger Situatioun vun dem Travailleur handicapé kéinte sinn, wann et der Definitioun vun den Nations Unies géif nogoen. An et sinn der natierlech, déi en cours de route - an dat sinn déi, déi Dir ernimmt hutt -, déi en cours de route eng Kéier an déi Situatioun kommen. Dat ass och deen ee Fonctionnaire, vun deem rieds ass. Et ass vläicht e bësse bizarre, dass ee Fonctionnaire doran ass. Dat ass am Fong e fréieren Employé, deen en cours de route fonctionariséiert ginn ass. An dat ass deen een.

D'Donkelziffer kann een awer e bësse méi kloer maachen, well Dir wësst, dass zanter dem 1.

Oktober 2005 d'Reform vun der Fonction publique a Kraaft getrueden ass an dass een eeben och mat der Commission des pensions och aner Decisioune konnt huelen. Dee Moment konnte se verschidde Leit - dat gouf et zwar schonn esou - anescht affektéieren, an eng aner Administratioun, mee si konnten awer och e Service à temps partiel pour raisons de santé ausschwätzen. An do sinn der da vill, déi doranner énnerdaach koumen, soudass et ongeféier 45 Agente sinn, déi virun der Kommissioun eng aner Affektatioun kruten an eng aner Administratioun. Da kommen der 290 mat dobäi, déi e Service à temps partiel eebe virun der Pensiounskommissioun kruten. An da kommen der nach 40 dobäi, déi vun deenen zwou Mesurë profitéiert hunn. Dat heescht, dass se eng aner Affektatioun kruten, d'Administratioun gewiesselt hunn, an nach mat dobäi eeben en Temps partiel pour raisons de santé.

Dat heescht, wa mer déi doten 375 Leit géifen och bei déi Zuelen emol schonn eng Kéier bäirechnen, well der ganz vill kéinten iwwert dee Statut da lafen, da si mer entre-temps bei 4,2 %. Mee dat ass natierlech ganz kompliziéiert, fir dat ze maachen. Sou vill eng Kéier zu den Zuelen.

An dann awer, mengen ech, deen zweeten Deel, deen Iech a mir awer och ganz wichteg ass, dat ass: Wat gëtt an der Fonction publique gemaach?

Wéi 2019, an dat wësst Der, d'Gesetz „Aide" (veuillez lire: d'Gesetz „Assistance à l'inclusion dans l'emploi") ausgeschafft ginn ass, dat war jo vum Familljeministère, do huet d'Fonction publique ganz vill mat dru geschafft. An d'Mise en œuvre vun deem Gesetz fir de Secteur public, déi gëtt gemaach vun dem Service psychosocial, dee bei der Fonction publique eeben och installéiert ass. Déi Leit maachen eng immens wäertvoll Aarbecht, fir d'Leit selwer ze begleeden, fir den Echange och ze hu mat de Spezialisten a mat den Associatiounen, déi sech dorëm bekëmmeren, an awer och do eng Aarbecht ze maache mat den Administratiounen.

Well dat ass vläicht en Deel, dee ganz dacks vergiess ginn ass: Et ass vill mat de Persoune selwer geschafft ginn, mat den Associatiounen, awer net mat den Administratiounen an deenen, déi an deenen Administratioune schaffen, wou vläicht ee mat esou engem Statut bäikënnt, fir dass dat och kann an engem korrekten Ëmfeld lafen, dass et eng richteg Inklusioun gëtt, net nëmmen eng Integratioun vun deem op där Plaz, mee eng Inklusioun. An do ass eng Opklärungsaarbecht gemaach ginn, och vun de Servicer, dem Service psychosocial notamment, eebe fir dat och ze maachen.

Dir wësst, dass et, fir eeben d'Égalité des chances ze assuréieren, och bei de Stagen oder bei den Examen e ganze Koup spezifesch Amenagementer gëtt, dass dat alles ka geschéien, dass d'Fonction publique sech och dorëms bekëmmert, dass mer natierlech och op deenen Aarbechtsplazen Amenagementer maachen: sief et, wat d'Pulter ugeet, speziell Sëtzer, speziellt Material, Computermaterial, wann et vläicht Suerge mat den Ae gëtt, gesondheetlech Problemer, fir dat och kënnen ze maachen. Domat beschäftegen déi Leit sech och mat derbäi, an dat souwuel fir déi eng Säit, also fir deen Eenzelnen, wéi awer och fir d'Administratiounen, fir dass dat an engem ganz inklusive Gedanken iwwert d'Bün geet.

Et gëtt och Ministèren an Administratiounen, déi hunn eng Charte de la diversité ënnerschriwwen. Eng ganz grouss Campagne ass gefouert ginn iwwert déi sougenannten „handicaps invisibles", dat heescht psychesch Handicappen. A souguer schonn am Joer 2007, virun der internationaler Campagne, der „Mental Health Aid", huet d'Fonction publique och alleguerten hir Agente sensibiliséiert an och e Cours fir de Management ugebuede fir genee deen dote Volet, fir dass och alleguerten d'Responsabele vun de Servicer kéinten domadder ëmgoen.

Fir de Rescht ass et e Sujet, wou och de Service an der Fonction publique weider Efforte wäert drop maachen. Et gëtt nach vill där Initiativen, op déi een nach kéint agoen. Dat géif e bëssen de Kader haut sprengen. Mee et ass eppes wichteg, a mir och, esou wéi et Iech wichteg ass: dass do och de Staat an d'ëffentlech Hand eng Virbildfunktioun sollen assuréieren, dat an engem Geescht vun der Inklusioun. An dass mer op déi spezifesch Besoinen, op déi spezifesch Kompetenze vläicht aginn, fir dass dat an engem gudde Mateneen herno ka funktionéieren, well et ass och just esou, wéi et durabel kann op eng gutt Aart a Weis fir déi zwou Säite fonctionéieren. Dat ass net ëmmer evident fir jiddwereen. Mee et läit eis ganz, ganz uewen, fir dat doten och nach weiderzedreiwen.

An déi Zuelen, wou een elo bestëmmt mat allméiglechen Gerechens och nach kéint de Prozentsaz do an d'Luucht setzen, dat ass am Fong net dat Wichtegst. Ech mengen, dat ass just statistescht Material, fir eng Kéier e bëssen de Kader méi grouss opzemaachen. Et geet jo drëm, fir der esou vill wéi méiglech an deem dote Kontext kënnen ze begleeden, an net fir onbedéngt eng Zuel ze erreechen, fir se ze iwwerbidden, fir ze soen: „Ma déi Zuel, déi hu mer elo erreecht." Dat ass et jo elo wierklech net.

Et geet drëm, fir am Eenzelnen déi Leit alleguerten ze ënnerstëtzen, dass déi an der Fonction publique och kënne fonctionéieren, an och, wéi Dir et gesot hutt, e Virbild kënnen ze si fir de Secteur dobaussen. An ech hunn op ville Plazen och mat deem engen oder aneren an deem Kontext zesummegeschafft. Dat ass eng ganz gutt Erfarung, fir jiddwereen. Dat ass genee esou, wéi et am beschte soll goen: mateneen, am inklusive Gedanken.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister. Den Här Spautz huet nach eng Zousazfro.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech wëll dem Minister fir d'alleréischt Merci soe fir déi Äntwerten. Dat mat der Donkelziffer, déi kann nach méi grouss sinn! Kee weess, wou en drun ass. Ech fannen och déi Suggestioun gutt, déi de Minister gemaach huet, fir sech eng Kéier méi am Detail domat ze beschäftegen.

An ech géif dofir d'Fro stellen un de Minister, ob et net méiglech wär, dass e mat senger Kolleegin, déi zoustänneg ass fir den Handicap - en huet se och erwäänt, dat ass de Familljeministère -, ob een net och eng Kéier sollt eng Jointe maachen zwëschent Fonction publique a Famille, fir och ze kucken, wat deen Agent d'inclusion betrëfft, dee geschafe ginn ass 2019, deen de Minister erwäänt huet, fir do eng Kéier kënnen e ganze Bilan ze maachen an eng gréisser Debatt doriwwer ze féieren, well et wichteg ass.

An d'Dankbarkeet vun deene Leit, déi betraff sinn, fir kënnen um éischten Aarbechtsmaart aktiv ze sinn, ass enorm. Do kritt een oft méi erëm wéi dat, wat een investéiert, virun allem och mënschlech, soudass et derwäert wär, dass mer dat als Chamber géife maachen, zesumme mat der Regierung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech ginn d'Wuert direkt zréck un de Minister fir den ëffentlechen Déngscht.

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique.*- Jo, also déi dote Propos oder Offer géif ech ganz gär eng Kéier unhuelen. Ech soen der Kolleegin dat och eng Kéier, wa mer eis gesinn, dass mer dann eng Kéier, wann och den État de crise eriwwer ass, dat an der néideger Rou eng Kéier mat engem Document préparatoire och an enger Jointe kënne maachen. Well et ass, mengen ech, e Sujet, wéi ech gesot hunn, bei deem ech och gemierkt hunn an dem Ministère de la Fonction publique, wéi ech dat heiten ugeschwat hunn an och am Virfeld schonn an der Presentatioun vun de Servicer, dass en de Leit alleguerte ganz uewe läit, déi dat mat vill Motivatioun, mat deem néidegen Taktgefill och kënne maachen.

An ech komme ganz gär op déi dote Propos oder Offer zréck, fir dat eng Kéier zesummen dann an enger Jointe ze thematiséieren, mat e puer Dokumenter, déi dat kéinten illustréieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Regierung.

11. 7557 - Projet de loi portant dérogation à certaines dispositions légales applicables aux fonctionnaires et employés de l'État et aux fonctionnaires et employés communaux en relation avec l'état de crise sanitaire liée au Covid-19

Da komme mer zu deem nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass de Projet de loi 7557 iwwert d'Derogatioun zu verschiddene legalen Dispositiounen, déi d'Staatsbeamten an d'Employéë betreffen. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gusty Graas.

Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Fonction publique

M. Gusty Graas *(DP), rapporteur.*- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 18. Mäerz ass jo hei zu Lëtzebuerg den État de crise ausgeruff ginn. Dat gouf dunn den 21. Mäerz hei vun eis fir dräi Méint confirméiert. Déi Zäit war och eng rapid Verbreedung vum Covid-19-Virus an duerfir si scho Mëtt Mäerz um Niveau vun der Regierung Diskussioune gefouert ginn, fir eng sougenannt Réserve sanitaire anzesetzen, an dat virun allem aus zwee Grënn, well eeben, wéi gesot, déi Courbe de trajectoire vum Virus rapid an d'Luucht gaangen ass.

D'Zuel vun de Fäll huet alt vun engem Dag op deen anere sech verduebelt. Ech wëll op den Haaptpic hiweisen, dat war de 26. Mäerz, do hate mer 263 Fäll an engem Dag. Dat ass jo nach net allze laang hier. D'Gefor war also grouss, datt mat där Entwécklung eng Kéier d'Zuel vun 300 Infektioune pro Dag géif erreecht ginn. An et war eng zweet Gefor do, déi och am Raum stoung an déi net vun der Hand ze weise war, dat war nämlech déi, datt mer eng Penurie, gegeebenefalls, u Fleegepersonal kréichen, well jo och ee Moment d'Iwwerleeung bei eise franséischen Nopere war, fir d'Grenz och fir d'Frontalieren zouzemaachen, soudatt se net méi hätte kënnen eriwwerkommen an eis Spideeler. Wat dat bedeit hätt, ech mengen, dat brauch een hei net weider ze definéieren. Dat wier natierlech eng Katastroph gewiescht!

Duerfir hunn u sech missen eng Rei Mesurë geholl ginn, och wat Derogatioune vum Rekrutement beim Staat an der Fonction publique dann ubelaangt. An déi goufen op Basis vun den Artikelen 9 a 17 vum ofgeännerte grousherzoglechen Reglement vum 18. Mäerz 2020 a vum grousherzogleche Reglement vum 27. Mäerz 2020 geholl.

Eng Rei Ännerungen hunn nämlech en Effet, deen iwwert d'Period vum État de crise erausgeet, och souguer wann d'Ursaach vun dem Declenchement an där Period läit. An doweinst, wéi gesot, stëmme mer haut e Gesetz, fir déi Situatioun dann och gesetzlech ze reegelen a fir datt virun allem awer och keng Nodeeler fir déi betraffe Leit géifen entstoen.

Et ass intensiv op deem Dossier hei geschafft ginn, woubäi ech och direkt wëll de Membere vun der Kommissioun e grousse Merci fir hir Flexibilitéit ausspriechen. U sech hätt de Projet jo och scho sollen d'lescht Woch hei um Ordre du jour stoen, mee bedéngt eeben duerch d'Deklaratioun vum Premier, wat jo och verständlech ass, ass en dann op dës Woch gesat ginn.

De Projet war den 8. Abrëll deposéiert ginn. Den 29. Abrëll ass de President vun der Kommissioun vun der Fonction publique Rapporter genannt ginn. An där selwechter Reunioun ass och de Projet virgestallt ginn an och eng Analys vum Avis vum Conseil d'État gemaach ginn. An de 4. Mee ass de Rapport och eestëmmeg ugeholl ginn.

Ëm wat geet et elo ganz genee? Mee et si virun allem véier Haaptpunkten. Deen éischte Punkt, wéi gesot, gesäit eng Derogatioun vir, datt den Examen médical an den zwee Méint no der Admissioun beim Staat oder de Gemengen, dee jo da muss sinn, mat enger Suspensioun vun dësem Delai wärend dem État de crise ass. Och wann dës Mesure, wéi gesot, Rekrutementer wärend dem État de crise viséiert, ass den Examen an deenen zwee Méint nom Enn vun dëser Period. A wann eng Persoun natierlech als inapte géif erkläert ginn, dann ass de provisoresche Stage oder den Aarbechtskontrakt de plein droit eriwwer.

Da komme mer zu engem zweete wichtege Punkt. Do geet et ëm Ugestallten, déi op Basis vum Artikel 35 vum ofgeännerte Gesetz vum 25. Mäerz 2015 iwwert d'Gehälter an d'Avancementer an der Preretraite sinn an elo awer wéinst de Kris e Contrat à durée déterminée kruten. Dëse Kontrakt bleift bis zu senger Echeance a Kraaft, och wann dat iwwert d'Enn vum État de crise erausgeet. An déi Leit behale selbstverständlech awer och hire Statut als Pensionéierten. De Verdéngscht ass awer natierlech och plafonéiert, well se jo schonn hir Pensioun kréien. De Moment, oder jiddefalls no mengem leschte Wëssensstand, de Minister weess awer do vläicht méi, ass et nach ëmmer nëmmen eng Persoun, déi dovunner Gebrauch gemaach huet.

Da komme mer zum drëtte Punkt, dat ass u sech dee Weesentlechsten, dee Wichtegsten, an zwar geet et do ëm Leit, déi e Contrat à durée déterminée gemaach hunn, dat op Basis vum Artikel 1 vum grousherzogleche Reglement vum 27. Mäerz. Dat heescht, dat si Leit, déi kommen aus medezinnesche Beruffer, aus paramedezinnesche Beruffer, wéi Dokteren, Veterinären, Psychotherapeuten, Infirmieren, Kinesitherapeuten, Masseuren, Orthophonisten, Osteopathen, Dieteticiennes, Ergotherapeuten, Hiewammen, Assistants sociaux oder Aidessoignants. Déi si rekrutéiert ginn, well se eeben eng Autorisation d'exercer hunn. An hire Contrat à durée déterminée baséiert sech op d'ëmgeännert Gesetz vum 29. Abrëll 1983 iwwert d'Dokteren, d'Zänndokteren an d'Verterinäre souwéi op dat ofgeännert Gesetz vum 26. Mäerz 1992 iwwert d'Gesondheetsberuffer.

Déi sougenannt Réserve sanitaire ass u sech iwwer zwee Weeër geschafe ginn: Éischtens huet emol de Ministère de la Santé no engem néidege Profill gesicht, ënner anerem och Medezinnstudenten a Studenten aus dem LTPS. Zweetens ass dunn awer och, ufanks Abrëll, d'Propos u liberal Professioune gemaach ginn, fir e CDD vu 16 Stonnen d'Woch kënnen ze maachen. Déi kruten dann dee Moment de Statut och vum Employé de l'État. Allerdéngs dierfte se gläichzäiteg dann net och nach e Kontrakt als Salarié hunn, deen iwwer 50 % de Mount géif goen. Dee gréissten Deel vun deene Leit huet sech iwwregens iwwer myguichet.lu rekrutéiere gelooss. Dee Kontrakt gesäit allerdéngs awer och vir, datt ee ka gegeebenefalls fir aner Tâchen agesat ginn.

Bis elo, an och do kucken ech awer den Här Minister, ob déi Zuel nach stëmmt: 1.489 Leit - hunn ech hei stoen - hätte se als Employé de l'État, op dem Stand vum 5. Mee, rekrutéiert. Vläicht ass deen een oder deen aneren entretemps derbäikomm. Wat d'Remuneratioun ubelaangt, do gi se laut hirer entspriechender Karriär natierlech och bezuelt. 700 Leit wieren um Terrain affektéiert, soit am Spidol, soit an de Maisons de soins oder an de CSAen. A d'Gesamtkäschte ginn op 10,3 Milliounen Euro geschat.

Den 3. Mee huet op Avis vum Minister vun der Fonction publique d'Gesondheetsministesch déi Employés de l'État autoriséiert, hir Aktivitéite bis den 29. Mee vun dësem Joer auszeüben. An all déi Zuelen, déi ech Iech elo hei soen, misst ech am Fong geholl net weiderginn, well et awer schonn e bëssen de Kader vum Rapport hei sprengt. Mee ech mengen, et ass awer interessant, déi Zuelen hei matzedeelen. Déi hunn ech och aus enger Question parlementaire vun der Kolleegin Diane Adehm vum 4. Mee, soudatt ech dervun ausginn, datt dat, wat ech elo hei zielen, awer zumindest dann och alles richteg misst sinn.

Voilà! Dat Gesetz erlaabt eeben, wéi gesot, virun allem awer och, datt dee Kontrakt kann eng Gültegkeet behale bis iwwert den État de crise eraus.

Dann zum véierte Punkt, do geet et ëm d'Fonctionnairen a Beamten, déi eebe bedéngt duerch d'sanitär Kris elo net kënnen un enger Formatioun deelhuelen oder net kënnen un engem Examen deelhuelen, wat natierlech Nodeeler fir hir Karriär géif mat sech bréngen, well doduerch entsteet nämlech e Retard, kann e Retard entstoen, souwuel bei der Nominatioun wéi eeben och bei den Avancementer. Duerch dëse Gesetzesprojet ass den Effet vun hirer Nominatioun oder hirem Avancement op den urspréngliech virgesinnenen Dag elo festgeleucht, virausgesat, datt se natierlech den Examen an der éischter Sessioun no der Kris dann och packen.

Et gëtt eng Remark, déi een och nach muss maachen, do geet et ëm d'Stagiairen, an zwar déi, déi en Echec haten an dem Examen no der Kris, am éischten Examen no der Kris, an eréischt spéider d'Konditioune géifen erfëllen. Déi kréien hir Nominatioun dann natierlech eréischt an deem éischte Mount no der Sessioun vum Examen, déi no hirem Echec war.

Dann och nach kuerz zum Avis vum Conseil d'État vum 28. Abrëll. De Conseil d'État huet eng Rei Remarke gemaach - och legistescher Natur, och textueller Natur, déi hu mer och all iwwerholl. En huet keng Opposition formelle gemaach. Eng Remark hu mer net iwwerholl, op déi kommen ech nach kuerz zréck.

De Conseil d'État, dee schwätzt sech awer och dann derfir aus, fir elo eeben, wann dat Gesetz bis gestëmmt ass an och a Kraaft ass, d'Artikelen 9 a 17 vum grousherzogleche Reglement vum 18. Mäerz 2020 an den Artikel 1 vum grousherzogleche Reglement vum 27. Mäerz vun dësem Joer formal ofzeschafen, well déi Dispositiounen, wéi gesot, elo am Gesetz sinn.

An da kommen ech op déi kleng Remark nach zréck. De Conseil d'État wollt effektiv hunn, datt mir den Artikel 5 vum Gesetz géife supprimméieren. Do geet et ëm d'Publikatioun. Do war awer d'Kommissioun anerer Meenung, fir eebe méi prezis ze sinn, méi flexibel kënnen ze sinn, a sot, datt e prezisen Datum géif festgehale ginn, wou eeben, wéi gesot, dëst Gesetz da géif a Kraaft trieden.

Voilà, ofschléissend wëll ech dann awer och nach d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei bréngen, net ouni och nach der Madamm Sonnetti an dem Här Lamesch Merci ze soen, déi jo och hu missen iwwert de Weekend emol derhannertgoen, fir datt mer alles konnten an den utillen Delaien hei presentéieren.

An ech géif Iech, wéi gesot, och bieden, dësem Projet, deen dach awer eng Wichtegkeet huet, zouzestëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. Als éischte Riedner ass déi

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

honorabel Madamm Diane Adehm agedroen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV)*.- Merci, Här President. Fir eis als CSV ass dat heiten e ganz, ganz wichtege Projet de loi, well et geet nämlech drëm, fir Rechtssécherheet ze schafe fir Leit, déi de Moment scho beim Staat schaffen, déi awer nach keng fest Nominatioun hunn, respektiv fir Leit, déi op hir Avancementer waarden, déi d'Formatioune gemaach hunn oder nach net gemaach hunn. Jo, fir dat doten alles ze klären, duerfir ass et fir eis immens wichteg. An och, wéi de Rapporter et virdrun a sengem exzellente Rapport gesot huet, fir déi Leit, déi musse bei den Dokter goen - well wann ee wëllt beim Staat schaffen, muss een en Examen médical maachen -, och fir déi ass et wichteg ze wëssen, dass deen Dokteschtermin kann no hanne geréckelt ginn.

Et ass awer och, wéi de Rapporter et richteg gesot huet, e ganz wichtegt Gesetz am Kader vun der Coronakris, well mir wëssen alleguerten, dass eng Réserve sanitaire nationale geschaaft ginn ass op Basis vum Gesetz vum 8. Dezember 1981, wat dem Minister et erlaabt, fir Leit aus de Gesondheetsberuffer ze requisitionéieren, wa mer eng ganz grav international Kris hunn.

Déi Leit, déi dann op deem dote Wee an déi Réserve sanitaire nationale agestallt gi sinn, déi hunn, wéi gesot, Kontrakter kritt op Basis vu 40 Stonnen a vu 16 Stonnen d'Woch. A mir soen dem Minister och villmools Merci, dass en eis Modèles types vun esou Kontrakter zoukomme gelooss huet, fir dass mer déi eng Kéier konnte kucken. Ech soen och der Ministesch, der Paulette Lenert, Merci, dass se mer op eng Question parlementaire urgente geäntwert huet, wou se gesot huet, dass de Käschtepunkt vun deene Kontrakter eng 10,3 Millioune fir de Staat ass.

D'Ministesch huet mer och gesot, dass am Ganzen 1.489 Kontrakter ënnerschriwwe goufen an dass vun deene Leit der ronn 700 de Moment permanent schaffen. An déi aner Leit, dat si Leit, déi kënnen u sech geruff ginn, wann Nout um Mann ass.

Wat ech awer och nach dozou soe wëll, an dat ass e Punkt, wou d'CSV wierklech drop gepocht huet, dat ass den Artikel 14 vum Statut vun de Staatsbeamten, deen ausdrécklech virgesäit, dass een, dee beim Staat schafft, keng kommerziell, handwierklech oder industriell Aktivitéit däerf hunn. En däerf keng liberal Professioun ausüben oder iergendeng aner bezuelt Aktivitéit aus dem Privatsecteur. Mir haten an der Kommissioun zimmlech hefteg Diskussiounen iwwert deen dote Punkt, well kee richteg wousst, wéi dat dann elo mat deene Leit aus der Réserve sanitaire goe géif, déi dann och 16-Stonne-Kontrakter ënnerschriwwen hatten.

An do ass dann derzou ze soen, dass d'Ministesch da schlussendlech och op eng Question parlementaire geäntwert huet, dass si den 3. Mee 2020 dann den Accord ginn huet, dass déi Leit, déi e Kontrakt am Kader vun der Réserve sanitaire hunn, dann och niewelaanscht kënnen hire Beruff nach weider ausüben, wa se dat wëllen. Ofschléissend wéilt ech nach soen, dass zu deem heite Gesetzesprojet keen Avis vun der Chambre des Fonctionnaires virläit.

A fir nach eng Kéier op déi ganz Diskussioun zréckzekommen, déi mer d'lescht Woch mat de Studenten haten aus dem Lycée pour professions de santé, do ass nach dozou ze soen, dass do d'Ministesch och op eng Question parlementaire geäntwert huet, wou ganz genee detailléiert ass, wéi eng Schüler am Kader vu wéi engem Stage kënne weiderschaffen. A si huet eis zumindest geäntwert, dass déi eenzeg Schüler, deenen hire Kontrakt beendegt ginn ass, déi Schüler sinn, déi erëm zréck mussen an de Lycée goen, sief et haut, sief et nächste Méindeg.

Voilà! Ofschléissend soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der CSV.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Adehm. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Villmools merci, Här President. Merci awer och dem Rapporter Gusty Graas fir e wierklech ganz kompletten, gudden a verständleche Rapport, deen e gemaach huet. Zum Contenu brauch een haut näischt méi bäizeflécken. E Merci awer och der Madamm Adehm, déi eis nach e Rappell vun all hire Question-parlementairë gemaach huet. Dat erspuert eis dann elo, dass mer déi nach eng Kéier musse liesen.

(Hilarité)

Mee e besonnesche Merci geet awer un alleguerten déi Leit, déi bereet waren, an der Réserve sanitaire matzemaachen. Ech mengen, wa mer an Nout sinn, ass et gutt ze wëssen, dass hei zu Lëtzebuerg eng Partie Saache funktionéieren, ewéi déi doten. Dofir nach eng Kéier merci dofir.

A selbstverständlech ginn ech heimadder den Accord vun der LSAP.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Cruchten. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Chantal Gary.

Mme Chantal Gary *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Merci, Gusty Graas, fir deen detailléierte Rapport. An heimat ginn ech och den Accord vun der gréng
er Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Gary. Da ginn ech d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Mir ginn och eisen Accord zu dësem Projet de loi. Ech wollt awer kuerz zréckkommen - dat ass jo och ugeschwat ginn - op dee komesche Mëssel, deen awer stattfonnt huet, wat d'Réserve sanitaire ugeet a wat particulièrement d'Schüler ugeet vum Lycée technique pour professions de santé. Glécklecherweis hat d'lescht Woch awer d'Wochenzäitschrëft „woxx" bericht iwwert déi Annulation de contrat d'un commun accord, deen awer op jidde Fall nëmme vun enger Säit koum, dee „commun accord". Dat war eng gelunge Situatioun an aarbechtsrechtlech u sech skandaléis. Dat ass awer iwwert de Weekend, glécklecherweis, erëm gereegelt ginn.

Wat wier geschitt, wann d'Press net doriwwer bericht hätt? Dat ass eng aner Fro. Mee op jidde Fall beweist et, datt een an där Hisiicht muss reellement villes klären.

Déi heite Kris kann net e Virwand sinn, fir awer och op eng legal Aart a Weis „egal wat ze maachen", fir dat op gutt Lëtzebuergesch ze soen! An ech mengen, an deem Fall war dat de Fall. An dat muss eng Kéier ganz kloer gesot ginn, fir datt et net an anere Beräicher och - ech hoffen, et ass net de Fall -, fir datt et net an anere Beräicher och geschitt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Da ginn ech op déi aner Säit vum Sall, bei den honorabelen Här Fernand Kartheiser, wannechgelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. Ech wéilt och ufänke mat zwee Mercien, deen éischten natierlech un den Här Graas, deen eis wierklech eng ganz perfekt Presentatioun vun dësem Projet de loi gemaach huet, eng ganz iwwerzeegend, well d'ADR wäert deen och matstëmmen.

Deen zweete Merci geet natierlech un all déi Leit, déi sech gemellt hunn, déi matschaffen un dëser Réserve sanitaire, déi eis an enger schwiereger Zäit grouss Déngschter geleescht huet.

Mir mussen natierlech och kucken, wann dës Kris eng Kéier eriwwer ass - a mir hoffe jo, datt dat och geschwënn de Fall ass -, wéi mer kënnen och an Zukunft op genuch Leit zréckgräifen, wann et néideg ass.

Wann esou en Text wéi deen hei gemaach gëtt, da muss natierlech a kuerzer Zäit Grousses geleescht ginn. Dat ass am Ministère vun der Fonction publique geschitt. Mir mussen och kucken, ob dat och alles ëmmer korrekt gelaf ass. Dat muss kontrolléiert ginn, selbstverständlech, well eng grouss Zuel vu Kontrakter a kuerzer Zäit hu musse gemaach ginn. A selbstverständlech musse mer do och kucken, ob d'Interessie vum Steierbezueler ëmmer respektéiert goufen.

Mee méi wichteg nach ass, op där anerer Säit, fir Ongerechtegkeeten ze evitéieren, Ongerechtegkeeten, wéi se zum Beispill beim Lycée technique pour professions de santé opkomm sinn a wou mer jo elo awer eng Léisung fonnt hunn. A mir mussen och kucken, datt anerer, wéi Dokteren an Zänndokteren, déi sech do gemellt haten, déi do matgeschafft hunn, och remuneréiert ginn.

Meng Kolleegen hei, den Här Roy Reding an den Här Jeff Engelen, hunn eng Question parlementaire zu deem Theema gestallt, wou Problemer sinn, datt d'Dokteren an d'Zänndokteren net remuneréiert goufen, well do och Schwieregkeete mat der Gesondheetskeess sinn.

Ech mengen, wa mer als Staat dësen Effort gemaach hunn, dee richteg ass an dee mir als ADR voll ënnerstëtzen, ass et genausou eis Verflichtung, fir derfir ze suergen, datt all Form vun Ongerechtegkeet, all Form vun Netunerkennung vun engem Effort, deen d'Leit maachen an eisem gemeinsamen Interessi, ka verhënnert ginn. An deem Sënn encouragéiere mer d'Regierung, fir dorunner virunzeschaffen.

Ech soen Iech Merci. A wéi gesot: D'ADR stëmmt dat hei gär mat.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Merci dem Gusty Graas fir säin exzellente Rapport. Och mir Piraten wäerten dee Projet hei matstëmmen.

Et ass elo scho villes gesot ginn. Ech wëll awer nach op ee klenge Punkt agoen an och eng Kéier de Minister luewe fir déi vill Äntwerten, déi mer kritt hunn. Et war sécherlech heiansdo e bësse méi kritesch an der Kommissioun. An de Minister war awer do ganz transparent an och immens transparent, dass mer elo nach eng Kéier déi CDDen als Musterbeispill zougeschéckt kritt hunn.

Dir kënnt dat gären eng Kéier mat an de Regierungsrot huelen. Ech géif mer dat och bei anere Ministere wënschen!

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. An da ginn ech och direkt der Regierung d'Wuert. De Minister fir den ëffentlechen Déngscht, den Här Marc Hansen, wannechgelift.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique*.- Här President, léif alleguerten, ech géif wëllen ufänken, fir dem Rapporter, dem Gusty Graas, Merci ze soen, well en erspuert mir et, fir elo an deen awer techneschen Detail eranzeklammen.

Dat heiten ass eng gutt Illustratioun vun deem, wéi mer, mengen ech, awer och am État de crise mat der Chamber zesummegeschafft hunn. Ech mengen, mir hunn déi dote Bestëmmungen an dem Règlement de crise geholl, well et do ganz séier huet musse goen. A mir hunn, lassgeléist dovunner, direkt en Text hei erabruecht, och wa mer wëssen, dass, wann den État de crise elo nach méi laang wéi bis den 29. Mee geet, mer dat jo emol guer net hätte misse maachen. Mir hunn awer direkt deen Text hei deposéiert, fir eeben och an der Chamber an an der Chamberskommissioun hei e Retour driwwer ze huelen. An ech soen och der Chamberskommissioun Merci fir deen Echange, dee mer hunn.

Och grad dat, mengen ech, ass awer och e Beispill, dass mer do mat dem Text hei hikomm sinn: Do waren e puer Echangen. Do ware Saachen, déi eis eng Kéier un d'Häerz geluecht gi sinn. Ech sinn déi Kéier drop, nodeem ech gesot hat, ech géif mer dat nach eng Kéier duerch de Kapp goe loossen, och méindes erëmkomm an déi Chamberskommissioun an ech hunn den Deputéierten och gesot, dass ech deene Remarke Rechnung gedroen hunn an dass eeben och d'Santésministesch gefrot huet, fir en Avis ze kréie vun dem Fonction-publiques-Minister, fir dass déi Activités accessoires kéinten erlaabt gi vun deem Moment un, wou erëm normal medezinnesch Aktivitéite kéinten ufänken.

Dofir ass dat, mengen ech, och awer e gutt Beispill vun deem, wéi mer och an der Kris - och mat engem Text, deen doriwwer erausgeet, net wëssend, ob een dat vläicht eng Kéier brauch, mee trotzdeem ass deen Text hei - kënnen hei zesummen diskutéieren, mat alleguerten de Punkten, déi Iech um Häerz leien.

Ech wëll kuerz eng Kéier awer och op dat, wat elo gesot ginn ass, agoen, op deen een oder anere Mëssel. Sécher gouf et do e Mëssel. Mee ech wéilt ee grousse Merci och hei awer matabannen an Iech dat awer dann och eng Kéier erklären.

An där Zäit ronderëm deen 29. Mäerz, mat den Zuelen, déi de Rapporter och hei ernimmt huet, war net ze gesinn, wat alles eventuell op eis kéint duerkommen. Dunn ass bannent kuerzer Zäit och op dem govjobs.lu en Opruff gemaach ginn, fir déi Réserve sanitaire am Land ze mobiliséieren. Do si Volontairë gesicht ginn. Do si Leit gesicht ginn, déi eng Hand géife matupaken. Dat waren Dausende Leit, déi dat kéinte maachen.

An do, bannent engem Weekend praktesch a bannent e puer Nuechten, hu Beamten, déi aus der Fonction publique koumen, hei als Backoffice, wann ech esou däerf soen, fir de Santésministère zu Dosende gehollef, fir dat heiten iwwerhaapt operationell hinzekréien.

Dat ass eppes, wou vläicht net esou vill driwwer geschwat ginn ass. An ech wëll awer vun där heiter Plaz aus eng Kéier profitéieren - an ech mengen, an Ärer alleguerten Numm, wann ech mer dat däerf erlaben -, fir deene Leit och Merci ze soen, well do ass awer eng eemoleg Aarbecht gemaach ginn, bannent kuerzer Zäit. Si hu sech Demarchen um Guichet, Systemer afale gelooss, fir dat dann och kënnen ze maachen, mat Recruteure vun dem CGPO, mat Leit, déi wierklech nuechtelaang dorunner geschafft hunn - ech soen Iech dat och hei! - an och dee ganze Weekend, fir dat hinzekréien, mat Suergen, déi natierlech sinn.

An dass do natierlech e puer Spéin falen, dat soen ech Iech ganz éierlech hei, ech mengen, dat ass kee Geheimnis! Mee si hunn och probéiert, wéi dee Mëssel opgetaucht ass elo iwwert de Weekend, dat erëm hannerzeggoen ze loossen. Mee wa séier geschafft gëtt, an ech zitéieren do ee vun de Responsabele vun der WHO, ganz am Ufank vum Virus: „Wa mer de Virus wëlle bekämpfen, dat ass eng onheemlech Aufgab. Dat ass e Sprint. A wa mer do 100 % Perfektioun och nach sichen ze erreechen, dat ass net méiglech!" Hei war deen ee Mëssel, deen opgetaucht ass. Et gouf bestëmmt nach deen een oder anere klenge Mëssel dorëmmer. Wann dat dann opgetaucht ass, hu mer och probéiert, dat riichtzebéien. Mee et kann een natierlech och dat eng Kéier a Betruecht zéien, dass do vu ganz ville Leit mat ganz vill Engagement dat doten iwwer Nuecht gemaach ginn ass, mat Digitalexperten, mat deene vun dem CGPO a mat der Santé. An ech wéilt deenen eng Kéier dofir hei Merci soen.

A merci natierlech och deene Leit, déi sech gemellt hunn. Ech mengen, déi sinn essentiell. Déi hu mer gebraucht. An déi wäerte mer, deemno wéi, och nach weider brauchen.

An dofir och un Iech e Merci, dass mer kënnen hei praktesch unanime, wann ech dat och verstinn, deen heite Projet stëmmen, well en ass, mengen ech, awer ganz wichteg, fir och déi Course eeben do ze packen, fir op d'mannst eenegermoosse kënne mat op deem Marathon do ze lafen.

An hei ass och d'Illustratioun vun deem, wat mir awer och ganz wichteg ass, an dat soen ech och haut als Minister vun der Fonction publique: Hei si jo Leit och rekrutéiert aus alle Beräicher, och aus dem Privatsecteur, vu liberale

Beruffer, déi eng Hand matupaken, zesumme mat deenen Efforte vun deenen aus der Fonction publique. Ech kommen elo net nëmmen heihinner als Minister hei vun der Fonction publique a soen hei e grousse Merci iwwert d'Staatsbeamten: Och e Merci un allegueren déi Leit, déi aus dem Privatsecteur hei eng Hand matupaken! Dat hei ass dat Beispill, wou mer zesummen an enger nationaler Unioun, aus egal wat fir engem Secteur, kënnen d'Saach ugoen, fir an deem dote Match kënnen eng Chance ze hu fir kënnen ze gewannen.

An dofir de Merci souwuel un déi aus der Fonction publique wéi aus dem Secteur privé, déi eng Hand matupaken, fir dat ze maachen!

De Fonction-publiques-Ministère ass hei de Backoffice. Dir wësst, wéi mer fonctionéieren. Dat hu mer gemaach. A mir sinn och nach ëmmer amgaangen, dat ze maachen, well awer do nach vill Kontrakter lafen an och d'Nobeaarbechte vun deem, wat da geschitt.

An deem Sënn soen ech lech Merci an ech si frou, dass dat heiten esou breet gedroe gëtt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Minister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7557. Den Text steet am Document parlementaire 7557[2]. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen, an da maachen ech en Appel nominal fir de Vote par procuration.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7557 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Här Benoy, Dir feelt nach dohannen. De Carlo Back och nach. Den André Bauler.

Wie wëllt e Vote par procuration ofginn?

Appel nominal (votes par procuration)

De Projet 7557 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. 7570 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés visant à insérer dans le Règlement de la Chambre des Députés une possibilité de rendre publics les procès-verbaux du Bureau et de la Conférence des Présidents

Mir kommen elo zum Ännerungsvirschlag zum Chambersreglement 7570, deen et erméiglecht, Ausschnëtter aus de Procès-verballe vum Bureau a vun der Presidentekonferenz ze verëffentlechen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert direkt un de Rapporter vun dëser Propositioun, den honorabelen Här Roy Reding.

Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Règlement

M. Roy Reding *(ADR), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleegen, scho virun der Deklaratioun vum État de crise koum et zu engem Dialog tëschent Regierung a Chamber. Dat war immens, immens wichteg, fir do kënnen zesummenzeschaffen.

Am Ufank ass dat geschitt tëschent Regierung an der Conférence des Présidents. Duerno si Réunion-jointë gemaach gi vun der Conférence des Présidents, dem Bureau vun der Chamber an der Regierung. An de Wëllen ass einfach geäussert ginn, fir kënnen déi Rapporten, asoufern se sech op d'Kris bezéien, och ze veröffentlechen, fir par rapport zur Bevëlkerung a voller Transparenz kënnen ze schaffen.

Wuel verstane sinn nëmmen déi Rapporte betraff, déi mat der Kris ze dinn hunn, well mer am Prinzip der Meenung waren, bal eestëmmeg an der Kommissioun, datt déi Diskussiounen am Chambersbureau an och an der Conférence des Présidents d'Confidentialitéit sollte behalen. Duerfir schwätze mer hei vun „extraits" vu Rapporten an net vun de Rapporten zesummen.

Wat ass nach ze soen? Der Chamber hir Servicer, dat ass ganz wichteg fir eise Service des relations publiques, wäerten, wann d'Veröffentlechung stattfënnt, op e Vott vun deene jeeweilege Gremien no hirem Droit de votation hin, déi Saache public maachen, an net „unter ferner liefen" an iergendenger Rubrik op eisem Site, wou ee se net géif fannen, mee op enger Säit, déi dëser Saach dediéiert ass.

Fir de Rescht verweisen ech op de Rapport an de Rapport complémentaire, déi allen zwee an eiser Kommissioun eestëmmeg ugeholl gi sinn. An da bréngen ech selbstverständlech den Accord vun der ADR zu dësem Text.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Merci dem Rapporteur fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Merci awer och deem, deen à l'origine ass vun dësem Rapport, dem Sven Clement mat senger Proposition de loi. Hie wäert herno sécher selwer drop agoen.

Et kann ee soen, datt dës Ëmännerung am Reglement am Fong d'Konsequenz ass vun eiser Motioun, déi mer unanime hei am Ufank vun der Kris gestëmmt hunn an der Chamber, aus där ech e puer Passagë wollt rappeléieren:

fir d'éischt, datt mer an enger Koordinatioun tëschent Chamber an der Regierung dës Kris géife meeschteren;

dann och d'Obligatioun vun der Regierung, op d'Froe vum dem éischte Pouvoir ze äntwerten;

datt reegelméisseg all Woch eng Reunioun tëschent der Chamber an der Regierung géif stattfannen ënnert der Form vun dem Organe ad hoc Conférence des Présidents a Bureau;

datt d'Chamber iwwer all Changement esou schnell wéi méiglech sollt informéiert ginn,

an datt eng adequat a cibléiert Informatioun vum Public duerch d'Regierung wäert gemaach ginn.

An de But vun dëser Ännerung an eisem Chambersreglement ass jo och, fir Transparenz no bausse walten ze loossen. Datt d'Leit dat kënnen noliesen, ass politesch wichteg, mee et ass och herno historesch wichteg, wann ee vun den zukünftege Studenten zum Beispill op der uni.lu seng Thees géif iwwert dës Kris schreiwen, datt e kann en Abléck kréien an déi politesch Diskussiounen, déi tëschent Chamber a Regierung gefouert gi sinn.

Ech ka mer awer net verzwécken, nach eng Kéier hei ze rappeléieren, datt, wann am Ufank d'Informatiounspolitik gutt gelaf ass, se awer méi spéit méi spärlech gelaf ass. Et war éischter Quantitéit wéi Qualitéit.

Ech wéilt och nach eng Kéier dorop hiweisen, Här President, dat ass eng Aufgab vun eis, an ech kucken de President vun der Institutiounskommissioun, wa mer elo un dat Kapitel kommen iwwert d'Institutiounen, wéi eng Chamber sech opstellt an enger Crise sanitaire, well, an et ass oft genuch hei um Riednerpult gesot ginn: D'Verfassung an och d'Reglement kennen d'Kris, mee awer net déi Crise sanitaire, wéi mer se elo hei hunn!

An do ass vill am Ausland doriwwer geschriwwen a geschwat ginn. Ech verweisen zum Beispill op e ganz interessanten Artikel an der Editioun vum 5. Abrëll vun der „Süddeutsche Zeitung": „Ein Rettungspaket für den Bundestag", wou zum Beispill dee Gedanke gefouert gëtt vum President vum Bundestag iwwer e sougenannt „Notparlament", dat am Fong e kleng Parlament ass proportionell zu der Representatioun am normale Parlament. Bei enger Crise sanitaire hätt et och kënnen zum Beispill geschéien, datt hei 40 Deputéiert de Coronavirus kritt hätten, an da wiere mer net à même gewiescht ze siegéieren. Alles dat si Gedanken, déi ee soll matafléisse loossen am Kader vun eisen Iwwerleeunge vun der Verfassungsännerung, iwwert d'Institutiounen.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Här President, villmools merci. Ech wéilt ufänken, fir dem President-rapporteur, dem Roy Reding, häerzlech Merci ze soen, mee och dem Benoît Reiter. Et ass immens schnell hei geschafft ginn: e Rapport an nach e Rapport complémentaire. Ech wëll awer och dem Sven Clement Merci soe fir seng Initiativ.

Contrairement zu mengem Virriedner wëll ech awer hei en häerzleche Merci soe sougutt dem Premier Xavier Bettel wéi der Madamm Lenert an deenen anere Kolleege vun der Regierung, déi systematesch a reegelméisseg bei eis komm sinn, fir eis en long et en large net nëmmen ze informéieren iwwert de State-of-play vun der ganzer Situatioun, mee eis op onzieleg Froen ze äntwerten.

An ech ginn dervun aus - an entschëllegt mech, wann ech elo e bëssen direkt sinn! -, et ass op eemol eng viszeral Loscht bei den Deputéierte komm, sougutt vun der Majoritéit, mee haaptsächlech vun der Oppositioun a vun de Sensibilitéiten, fir dass déi onzieleg Froen an Äntwerten an eis rezent Debatte keinte publizéiert ginn, well, ech mengen, et ass eng Saach vun der Demokratie, et ass eng Saach vun Transparenz, mee et ass och eng Saach vu Plusvalue vun der Aarbecht vun all Eenzelen. An de Sven Clement huet d'Initiativ geholl.

Mir hunn am Kader vun de Gespréicher liicht - plus ou moins liicht - deviéiert vum Text vis-à-vis zu dem Text, dee mer elo hunn. Mir hunn dat awer esou gemaach, dass de Système de vote sougutt vun der Conférence wéi vum Bureau respektéiert gi sinn, dass awer d'„substantifique moelle", dat heescht, déi Extraiten, déi wichteg si fir all Mënsch, dass déi géife publizéiert ginn.

Mir hunn dat erreecht, wat mer wollten, an dofir soen ech all Mënsch Merci. An ech ginn, bien entendu, den Accord vun der DP. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Beissel. An da wier et um honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Merci dem Rapporter fir seng gutt Duerleeung vum Objet vun dëser Proposition de modification. Dat war ganz korrekt a ganz op de Punkt bruecht. Merci och dem Sven Clement fir d'Initiativ, fir dës Ännerung un dësem Reglement ze huelen.

D'Regierung kënnt eemol d'Woch bei d'Conférence des Présidents an de Bureau, fir Ried an Äntwert ze stoen zu alle Froen. Si maachen dat wärend dräi, véier - alt nach méi laang - Stonnen, fir wierklech op all Fro ganz am Detail ze äntwerten. An dat hei ass e weidert Zeeche vun Transparenz, wat an där ganzer Diskussioun hei soll gemaach ginn, nämlech, datt déi Rapporte sollen ëffentlech gemaach ginn. Ech fannen dat eng gutt Saach, net nëmmen historesch, an engem historesche Sënn gekuckt, mee och fir elo an enger kuerzer Zäit och nach eng Kéier kënnen nozekucken, wat alles geschwat ginn ass.

An dofir ass dat heiten eng gutt Propositioun, déi mer nëmmen ënnerstëtzen. An ech ginn domadder den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Ech schléisse mech och de Wierder vum Georges Engel un. Ech mengen, mir sëtze ganz laang do a mir kréien immens vill Äntwerten. Och wann net ëmmer alles 100 % ka gewosst sinn an engem État de crise, muss een awer soen, dass dës Chamber e ganz gudden Echange huet mat der Regierung an dass wierklech de Xavier Bettel souwuel wéi d'Gesondheetsministesch, d'Madamm Lenert, eis stonnelaang Ried an Äntwert stinn an och anerer ëmmer erëm kommen, wa mer se froen. An dofir e grousse Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht mat hinnen.

Deen anere Merci geet natierlech dann och un de President vun der Kommissioun an och Rapporter vun dëser Modifikatioun vum Règlement, de Roy Reding, dee sech hei eragekniet huet a wou eng gutt Propos herno zesummen ausgeschafft gouf, op Basis vun där Virlag vum Sven Clement, deem ech dann och wéilt Merci soen.

An hei gesäit ee gutt: Wann ee wëllt zesummeschaffen, da geet et. Dofir en Appell, an dësem État de crise d'Käpp zesummenzestiechen, well da kënnt och méi derbäi eraus, wéi wa mer se auserneestrecken.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir stëmmen dat heiten natierlech och mat. Ech kommen awer net derlaanscht, e Wuert ze verléieren iwwert déi awer e bësse speziell Konstellatioun, mat där mer et ze dinn hunn. Nämlech déi Reuniounen, déi bestinn aus de Membere vum Bureau an de Membere vun der Presidentekonferenz, wat awer dozou féiert, datt, souwuel wat de Bureau wéi och d'Presidentekonferenz ugeet, eigentlech hir wierklech Funktiounen net erfëllt ginn. Mee et ass eng Noutléisung, déi fonnt ginn ass, fir et ze erméiglechen, datt alleguer d'Parteien an deem Gremium vertruede sinn.

Well wéi mer wëssen, sinn déi Lénk déi Eenzeg, déi net am Bureau vertruede sinn, déi och keng Rapporte kréie vun de Bureaussëtzungen. Duerfir ass probéiert ginn, déi dote Solutioun ze fannen, fir awer alleguer d'Parteie mat u Bord ze huelen. Wat ech vum Prinzip hier natierlech och begréissen, wat awer déi méi wäit goend Fro vun der Kompositioun vum Bureau, vu senger Funktioun a vun der Abezéiung vun alle politesche Parteien hei an der Chamber weider oppestoe léisst. An d'Reform vun eisem Reglement léisst am Moment jo och, krisebedéngt, nach e bëssen op sech waarden. Mee ech mengen, datt mer och dee Chantier als Chamber sollte weider ugoen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, Dir Dammen an Hären, den 30. Abrëll hunn ech dës Proposition de modification du Règlement deposéiert, déi initial als Zil hat, fir, mëttels engem Vott, d'Procès-verballe vun der Conférence des Présidents a vum Bureau kënnen ëffentlech ze maachen.

Mäin Zil, an dat verstoppen ech net, war, fir eng generell Dispositioun ze fannen, eppes, wat et erméiglecht hätt, fir Transparenz net nëmmen am État de crise ze schafen, mee wat deene jeeweilege Gremien d'Chance ginn hätt, selwer ze entscheeden, wéini eppes public késint ginn oder net. D'Diskussiounen an der Kommissioun hu sech awer, entgéint menger Hoffnung, eenzeg an eleng op d'Veröffentleche vun de besote Rapporte wärend dem État de crise beschränkt.

Eis Propositioun huet virgesinn, datt awer d'Membere vun deene jeeweilege Gremien - an do rejoignéieren ech de Marc Baum, wann et och nach ëm d'Stëmmrecht an deene Gremie geet, wou am Moment ëmmerhi ganzer aacht Deputéierter vu 60 net mat engem Stëmmrecht an der Conférence des Présidents vertruede sinn, notamment d'ADR, déi Lénk an d'Piraten -, datt déi Memberen, déi e Stëmmrecht hätten, also largement d'Majoritéit entscheet hätt, ob, a wa jo, ënner wéi enger Form eppes veröffentlecht gi wier.

Bref, dës Propositioun gouf net zréckbehalen, an an der Diskussioun, déi och vum Rapporter, deem ech Merci soe fir de Rapport a fir d'Viraarbecht, duergeleuecht gouf, gouf eng nei Propositioun ausgeschafft, déi dunn an der Kommissioun de Konsens fonnt huet, mam Zil, datt mer iwwerhaapt eppes géife kréien, datt mer wéinstens d'Dier e bësse géifen opmaachen. Et ass wäit ewech vu „Fënstere grouss oprappen an déi Gremie ...

(Interruption)

Le saviez-VOUS ?

SESSION

Une session est une des divisions de la législature. Il s'agit de la période de l'année pendant laquelle siège la Chambre des Députés. Le Règlement de la Chambre prévoit l'ouverture de la session pour le deuxième mardi d'octobre. Généralement une session se clôture juste avant l'ouverture de la prochaine session.

... méi transparent maachen". Et ass definitiv just e Spalt wäit, wou eng Dier opgemaach gëtt.

Et ass awer e wichtege Spalt, well grad an dësem État de crise, an dat gouf vum Léon Gloden jo och ugeschwat, gëtt et Procès-verballen, déi awer d'Interaktioun zwëschent den zwou Instanzen, den zwee Pouvoiren, der Exekutiv an der Legislativ, illustréieren. An ech mengen, an do war sech och an deenen Ad-hoc-Reuniounen u sech jiddwereen eens, datt mer zumindest dat missten ëffentlech maachen. An ech soen dofir och all deene bedeelegte Parteien natierlech Merci, a) fir d'Ënnerstëtzung vum Prinzip, datt mer wéinstens e bëssen Transparenz erakréien.

Ech perséinlech hätt mer méi gewënscht. Ech sinn ugetrueden, fir méi Transparenz an d'Politik ze bréngen, fir méi Oppenheet eranzebréngen. A wann ech heimadder e klenge Bäitrag zumindest haut ka leeschten, da sinn ech frou. Mee ech hunn awer och eng Tréin am A, datt mer net méi wäit konnte goen, datt mer eis net getraut hunn, méi wäit ze goen.

Jo, ech héieren hei schonn: „Trau dech!" Majo, sot dat Äre Vertrieder an deene jeeweilege Kommissioun: „Traut Iech!" Kommt, mir trauen eis, méi transparent ze sinn! Kommt, mir trauen eis, der Populatioun ze weisen, wat an deene Gremie viru sech geet! Dat meescht dovunner ass administrativ. Dat meescht dovunner ass net emol „de l'art pour l'art", mee et ass Aarbecht! Et weist, datt tatsächlech, fir esou eng Plenière wéi haut ze organiséieren, et net duergeet, einfach nëmme Projet-de-loien op eng Lëscht ze setzen, mee datt et eeben och drëm geet, d'Disponibilitéiten ze kucken, ze kucken, wéi eng Projete prioritär musse sinn.

All dat bleift weiderhi virun der Ëffentlechkeet verstoppt! D'Chamber fënnt just an den normale Kommissiounen an an der Plenière statt. D'Aarbecht hannendru bleift weiderhin e Mystère!

Mir hätte kënne méi wäit goen. Mir maachen et haut net. Dat ass d'Tréin am A. Ech sinn awer ganz frou, datt mer haut Unanimitéit kënne fannen, fir zumindest dëse Krisenorgan, dee mer do ad hoc geschafen hunn, méi transparent ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert den Ännerungsvirschlag zum Chambersreglement 7570. Den Text steet am Document parlementaire 7570[2]. Fir d'éischt hu mer de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen, duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 7570

De Vott fänkt un.

Wie wëllt e Vote par procuration maachen?

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dësen Ännerungsvirschlag 7570 eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtteg um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.34 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 33, 34 et 35

33e séance

Ouverture de la séance publique p. 502

Dépôt d'une motion par M. Jeff Engelen p. 502

Heure d'actualité des groupes politiques DP, LSAP et déi gréng au sujet de la reprise progressive des activités dans les écoles et les structures d'accueil p. 502-507

7457 - Projet de loi portant approbation de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles, le 30 octobre 2016
et
7460 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, fait à Bruxelles, le 30 octobre 2016 p. 507-520

Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten au sujet de l'intervention auprès des parlements de nos pays avoisinants afin de leur faire part des inquiétudes des parlementaires luxembourgeois concernant l'espace Schengen p. 520-521

7458 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de protection des investissements entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, fait à Bruxelles, le 19 octobre 2018
et
7459 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, fait à Bruxelles, le 19 octobre 2018 p. 521-523

34e séance

Ouverture de la séance publique p. 524

Dépôt d'une proposition de loi par M. Claude Wiseler p. 524

Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, au sujet de la stratégie de déconfinement progressif, suivie d'un débat p. 524-534

Motion de M. Sven Clement relative à l'invitation du Gouvernement à ne pas rendre l'utilisation d'une application de traçage des contacts obligatoire p. 534-537

Résolution de M. Yves Cruchten relative à l'intervention auprès des parlements de nos pays avoisinants afin de leur faire part des inquiétudes des parlementaires luxembourgeois concernant l'espace Schengen p. 537-539

7540 - Projet de loi portant prorogation de certains délais prévus dans les lois sectorielles du secteur financier durant l'état de crise p. 539-540

7555 - Projet de loi portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise p. 540-541

35e séance

Ouverture de la séance publique p. 542

Communications p. 542

7575 - Proposition de révision du Chapitre VI. de la Constitution (Déclaration de recevabilité) p. 543

Ordre du jour p. 543

Heure de questions au Gouvernement

- Question n° 103 du 12 mai 2020 de Mme Martine Hansen relative à l'encadrement des enfants dans lecadre de la reprise des classes scolaires, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 543

- Question n° 104 du 12 mai 2020 de Mme Carole Hartmann relative à la rémunération des médecins qui ont travaillé dans les centres de soins avancés durant la crise du Covid-19, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale
et
- Question n° 105 du 12 mai 2020 de M. Jean-Marie Halsdorf relative aux différences récentes entre l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) et la Caisse nationale de santé (CNS), adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 543-544

- Question n° 106 du 11 mai 2020 de M. Dan Biancalana relative à l'organisation des transports publics dans la 2e phase de déconfinement, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,

- Question n° 107 du 12 mai 2020 de M. Jeff Engelen relative aux mesures d'hygiène dans les transports publics, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
et
- Question n° 108 du 12 mai 2020 de M. David Wagner relative à l'organisation des transports publics dans la 2e phase de déconfinement, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 544-545

- Question n° 109 du 12 mai 2020 de M. Jeff Engelen relative à la prolongation du chômage partiel, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie solidaire et sociale p. 545

- Question n° 110 du 11 mai 2020 de M. François Benoy relative au projet de plan belge sur la gestion à long terme des déchets radioactifs conditionnés de haute activité et/ou de longue durée de vie, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable p. 545

- Question n° 111 du 12 mai 2020 de M. Paul Galles relative aux droits de couverture santé des personnes qui travaillent en situation administrative irrégulière et celles exerçant une activité professionnelle occasionnellement sous contrats intérimaires, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 546

- Question n° 112 du 11 mai 2020 de M. André Bauler relative à l'impact de la crise sanitaire sur les différentes branches de l'économie luxembourgeoise, en particulier sur les entreprises du secteur ICT et sur celles de l'industrie manufacturière, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 546

- Question n° 113 du 12 mai 2020 de M. Sven Clement relative à la publication des modèles utilisés par le Gouvernement pour le déconfinement, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État p. 546-547

- Question n° 114 du 11 mai 2020 de Mme Djuna Bernard relative à l'inclusion des élèves à besoins éducatifs spécifiques dans le cadre de la reprise dans l'enseignement et dans les structures d'accueil, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 547

- Question n° 115 du 11 mai 2020 de M. Gusty Graas relative à l'impact de l'accord de libre-échange UE-Mexique sur l'agriculture, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural p. 547

7414B - Proposition de révision de l'article 95ter de la Constitution - second vote constitutionnel p. 547-548

7541 - Projet de loi portant prorogation des délais de dépôt et de publication des comptes annuels, des comptes consolidés et des rapports y afférents durant l'état de crise p. 548

Question élargie n° 34 de M. Léon Gloden au sujet de la situation pénitentiaire au Luxembourg p. 548-549

Question élargie n° 35 de M. Marco Schank au sujet du suicide chez les enfants et adolescents p. 549-550

Question élargie n° 32 de M. Marc Spautz au sujet des salariés handicapés dans la fonction publique p. 550-551

7557 - Projet de loi portant dérogation à certaines dispositions légales applicables aux fonctionnaires et employés de l'État et aux fonctionnaires et employés communaux en relation avec l'état de crise sanitaire liée au Covid-19 p. 551-553

7570 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés visant à insérer dans le Règlement de la Chambre des Députés une possibilité de rendre publics les procès-verbaux du Bureau et de la Conférence des Présidents p. 553-554

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 16** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1829	Yves Cruchten	Contournement de Bascharage
1872	Tess Burton, Mars Di Bartolomeo	Utilisation des pesticides dans l'Union européenne
1943	Roy Reding	Opportunité des poursuites
2061	François Benoy, Marc Hansen	Pollution répétée des cours d'eau
2080	Yves Cruchten	Effets de la crise sanitaire sur la pollution de l'air
2083	Serge Wilmes	Nettoyage et désinfection des véhicules de transport en commun
2084	Laurent Mosar	Aide aux indépendants
2085	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Délais d'achèvement des biens immobiliers dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2089	Diane Adehm	Restauration scolaire dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2092	André Bauler	Dépôts de déchets illégaux
2095	Fernand Kartheiser	Effets de la crise sanitaire sur la pollution de l'air
2760 urgente	Martine Hansen, Gilles Roth, Laurent Mosar	Enquête de satisfaction par e-mail dans le cadre du suivi de personnes atteintes par la Covid-19
2792 urgente	David Wagner	Incendie au camp pour réfugiés Moria
2793 urgente	Stéphanie Empain	Incendie au camp pour réfugiés Moria
2850 urgente	Sven Clement	Mesures prévues dans le cas d'une infection Covid-19 dans une classe
2859 urgente	Marc Baum, David Wagner	Dispositions de testing du personnel enseignant dans les établissements d'enseignement musical
2860 urgente	Fernand Kartheiser	Mesures prévues dans le cas d'une infection Covid-19 dans une classe
2863 urgente	Martine Hansen	Mise en quarantaine du personnel enseignant
2865 urgente	Stéphanie Empain	Assèchement du lac de Weiswampach
2868 urgente	Marc Goergen	Assèchement du lac de Weiswampach

Question 1829 (05.02.2020) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant le **contournement de Bascharage :**

En date du 19 juillet 2018, la Chambre des Députés a voté le projet de construction d'un contournement pour la localité de Bascharage. Ce projet est d'une grande importance pour les citoyens de la commune de Käerjeng et alentours, étant donné qu'ils souffrent de l'afflux continu du trafic et des nuisances qui l'accompagnent.

Aussi, je me permets, 18 mois après le vote du projet, de demander à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics de faire le point sur l'avancement de ce dossier :

1) Quels travaux ont été réalisés depuis juillet 2018 ?

2) Quelles études ont été réalisées, respectivement quelles études doivent encore être réalisées avant le début des travaux de construction ?

3) Monsieur le Ministre est-il en mesure de garantir que toutes les études nécessaires seront réalisées dans les meilleurs délais et d'éviter qu'une situation comme celle concernant le contournement de Dippach ne se reproduise ?

4) Quelles autorisations préalables sont nécessaires pour entamer le chantier ? Qu'en est-il de ces autorisations ?

5) Quand est-ce que les travaux de construction pourront débuter et quelle est la durée estimée pour la réalisation du contournement ?

Réponse (09.06.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Depuis le vote du 19 juillet 2018 et la loi du 21 août 2018 relative à l'aménagement du contournement routier de Bascharage, le Gouvernement est autorisé à procéder aux études détaillées concernant les volets constructifs de ce projet. Dès lors, l'Administration des ponts et chaussées a fait élaborer ces études détaillées et le dossier de l'avant-projet détaillé de l'ensemble du projet vient d'être présenté. Vu l'ampleur du projet, les travaux seront scindés en plusieurs lots et les premiers dossiers de soumission sont en train d'être préparés.

Les travaux de construction proprement dits n'ont donc pas encore commencé à ce jour ; néanmoins, des travaux accessoires nécessaires aux études détaillées en matière de géologie, d'analyses de sols et de topographie ont été effectués.

ad 2) Les études suivantes ont été réalisées jusqu'à présent :

1) Études pour l'établissement des dossiers de soumission :

Les études détaillées pour l'établissement des dossiers de soumission des différents segments du contournement de Bascharage ont été menées, respectivement sont toujours en cours. Ces études détaillées se fondent sur d'autres études réalisées au préalable, notamment en matière de géologie et de topographie.

2) Une évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires a été menée et les résultats de la consultation du public ont été transmis au Premier Ministre le 27 juillet 2016 afin de les discuter au sein du Conseil de Gouvernement.

a) Étude acoustique :

Une étude acoustique a été réalisée en août 2016 et mise à jour en janvier 2018 et ce dans le secteur de la gare de Bascharage.

Les émissions sonores générées par le trafic empruntant le contournement routier projeté ont été calculées pour divers points situés le long du tracé et de l'actuelle route nationale N5. Ces études ont contribué à dimensionner l'écran acoustique de 800 m de longueur au niveau de la gare de Bascharage, qui fait partie du projet du contournement.

b) Étude de pollution de l'air :

Une étude sur la pollution de l'air a été réalisée en 2015.

Le trafic de la route nationale N5 qui traverse Bascharage engendre un niveau élevé de pollution de l'air dans certaines parties de la localité. Ceci concerne notamment le dioxyde d'azote pour lequel les valeurs limites sont dépassées régulièrement dans la partie centrale de la traversée de Bascharage.

Actuellement, la valeur annuelle moyenne du dioxyde d'azote NO_2 au centre de Bascharage, le long de l'avenue de Luxembourg, s'élève à 57 µg/m³ et se situe donc substantiellement au-dessus de la valeur limite de 40 µg/m³. Après la construction du contournement, une valeur de 31 µg/m³ est attendue, respectant donc la valeur limite actuelle.

c) Dans le cadre de cette évaluation des incidences, les incidences sur la faune protégée au niveau national (entre autres oiseaux et chauve-souris) ont également été évaluées.

ad 3) Les études du volet génie-civil sont en train d'être réalisées dans le but de finaliser les premiers dossiers de soumission au début de l'année prochaine. En ce qui concerne les compléments d'études environnementales nécessaires à la définition des conditions d'aménagement et d'exploitation ainsi que des mesures de compensation écologique, celles-ci sont réalisées en étroite collaboration avec le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et pourront être finalisées dans les prochains mois.

ad 4) a) Autorisations en matière de gestion de l'eau :

Le dossier pour la demande d'autorisation concernant la gestion de l'eau pourra être présenté au cours des prochaines semaines. Les principes de planification ont déjà été discutés avec l'Administration de la gestion de l'eau pendant la phase d'étude du projet.

b) Autorisation environnementale en application des dispositions transitoires de la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement :

Comme une partie du contournement traversera la zone Natura 2000 LU0001027, des mesures écologiques adéquates au niveau fonctionnel sont à prévoir. À cet effet, il est envisagé d'intégrer au moins huit hectares de forêt adjacente dans le réseau européen Natura 2000. Les procédures y relatives seront entamées dans les meilleurs délais.

Le projet du contournement de Bascharage touche également la zone protégée nationale Dreckswis et le règlement grand-ducal du 22 mars 2002 déclarant zone protégée la zone humide Dreckswis englobant des fonds sis sur le territoire des communes de Bascharage et de Sanem devra donc être modifié (→ adaptation des limites de la zone protégée et agrandissement de la zone vers le nord). Les modifications envisagées ont été discutées avec des représentants du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et la procédure y afférente commencera à courte échéance.

En termes de biotopes, l'ampleur des mesures compensatoires au niveau national a été définie en fonction du calcul du bilan écologique. Il est prévu d'aménager des forêts et de planter des haies et des arbres, ainsi que d'extensifier des prairies, de renaturer des cours d'eau et de créer des mares. Ces mesures ont fait l'objet de concertations entre l'Administration des ponts et chaussées et le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

Autorisations communales :

Le projet du contournement de Bascharage étant inscrit au Programme des contournements d'agglomérations et tronçons de route reliant un échangeur à la voirie normale de l'État prévu à l'article 6bis de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, les travaux de construction de cette voirie étant déclarés d'utilité publique et l'établissement, la modification et l'exploitation de cette voirie ressortissant exclusivement à l'État en vertu de l'article 2 de cette même loi, une autorisation de bâtir communale n'est pas requise. Les communes territorialement compétentes sont informées par des déclarations de travaux.

ad 5) À ce stade, il est difficile de prédire une date exacte du début des travaux. Selon le planning actuel, les travaux du contournement pourront démarrer au plus tôt en automne 2021 et la durée prévisible de l'ensemble du projet est de cinq années.

Question 1872 (13.02.2020) de **Mme Tess Burton** et **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**utilisation des pesticides dans l'Union européenne :**

Selon un rapport publié par la Cour des comptes européenne, les progrès accomplis en vue de mesurer et de réduire les risques liés à l'utilisation des pesticides dans l'UE ont été limités.

Plusieurs États membres ont pris du retard et n'ont pas encore transposé intégralement la directive sur une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable.

Par ailleurs, les agriculteurs ne sont pas suffisamment incités à adopter des méthodes de substitution. En outre, la Commission européenne n'est pas à même de surveiller étroitement les effets ou les risques résultant de l'utilisation des pesticides, affirment les auditeurs.

1) Nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural de quelle façon le Luxembourg est visé par les critiques formulées par la Cour des comptes européenne.

2) Qu'en est-il des reproches formulés à l'encontre de la Commission européenne ?

Réponse (13.03.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) D'abord il faut noter que la Cour des comptes européenne n'a pas audité le Luxembourg. Ainsi, les critiques formulées ne visent pas explicitement le Luxembourg. Cependant, certaines observations y relatives peuvent être faites :

Il est vrai que le Luxembourg avait pris du retard pour transposer en droit national la directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable par l'adoption de la loi du 19 décembre 2014 relative aux produits phytopharmaceutiques. Mes services sont actuellement en train de finaliser les règlements grand-ducaux prévus par cette loi qui font encore défaut.

La Cour des comptes européenne a par ailleurs regretté que la lutte intégrée soit peu appliquée dans l'UE. À cet égard, il convient de noter que pour promouvoir, entre autres, la lutte intégrée contre les ennemis des cultures, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural finance trois projets de recherche EFFO, ANGEL et Digital Pilot Farms, qui sont en phase d'exécution. En plus, tel que prévu par la directive en question, l'État assure l'accès gratuit à plusieurs outils d'aides à la décision (Sentinelle, VitiMeteo, RimPro) permettant aux agriculteurs d'appliquer les produits phytopharmaceutiques dans le respect des principes généraux de la lutte intégrée.

La Cour des comptes européenne a également regretté que le nombre de produits phytopharmaceutiques à faible risque dans l'UE reste peu élevé. Le Luxembourg n'a guère d'influence sur le nombre de produits phytopharmaceutiques à faible risque disponibles. Le marché luxembourgeois est trop petit pour inciter l'industrie à investir dans le développement de tels produits qui en général prend une dizaine d'années. De toute façon, la politique du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural vise à remplacer la lutte chimique par des méthodes mécaniques, biotechniques ou biologiques.

La Cour des comptes européenne a d'autre part manifesté son mécontentement par rap-

port aux statistiques disponibles dans l'UE concernant l'utilisation de produits phytopharmaceutiques. En ce qui concerne le Luxembourg, cette critique n'est toutefois pas valable, car un dossier publié sur le site Internet du Ministère de l'Agriculture renseigne sur la quantité de matières actives utilisées dans les cultures agricoles les plus importantes au Luxembourg.

ad 2) La Commission européenne a répondu dans un document annexé au rapport de la Cour des comptes européenne.

Question 1943 (27.02.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**opportunité des poursuites :**

De Parquet („Staatsanwaltschaft") huet hei zu Lëtzebuerg de Pouvoir ze decidéieren, datt eng Affär, eng Uklo, eng Denonciatioun poursuivéiert gëtt oder net. Dës „opportunité des poursuites" gëtt nach verstäerkt duerch d'Méiglechkeet Affäre „verjären ze loossen", dat heescht se zwar net formell ze klasséieren, mee awer och ni zur Uklo ze bréngen, esoudatt de betraffene Bierger ni viru Geriicht kënnt. An dësem Kontext stellen sech eng Rei vu Froen:

- Gëtt et eng Statistik wéi vill Affären all Joer klasséiert ginn an wéi vill der verjäre gelooss ginn?

- Gëtt et iergendwellech objektiv Krittären, fir ze decidéiere wien oder wat poursuivéiert gëtt oder net?

- Gëtt et iergendeng Kontroll, datt dee Pouvoir net mëssbraucht gëtt, sief et fir enger Persoun zu Stroffräiheet ze verhëllefen, sief et fir eng Persoun aus perséinlechen oder politesche Motiver ze schikanéieren?

Réponse (09.06.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

De Lëtzebuerger System ass effektiv, genee wéi zum Beispill de franséischen, op d'opportunité des poursuites opgebaut. Dëst bedeit, datt anescht wéi an engem System wou d'office muss poursuivéiert ginn, de Parquet eng gewësse Latitude am Choix vun de poursuivéierten Affären huet. Dee Choix ka sech duerchaus un objektive Krittären orientéieren, déi nieft de gëllende Gesetzer an hirer jurisprudenzieller Interpretatioun och d'Spezifissitéite vum Fall concernéieren.

Och wann de Parquet am Kader vun der Opportunité des poursuites schafft, kann ee sécher net vun engem discretionnairë Pouvoir an deem Sënn schwätzen.

Den Artikel 23 Paragraf 4 vum Code de procédure pénale gesäit an deem Sënn vir, dass de Parquet an engem Delai vun 18 Méint op all Plainte oder Denonciatioun muss äntweren, an am Fall vun engem Classement och de Grond vum Classement muss uginn.

Den Artikel 23 Paragraf 5 gesäit iwwerdeems vir, dass all Victime muss iwwer hiert Recht informéiert ginn, a wéi enge Konditioune si op eng Poursuite iwwer Citation directe oder eng Plainte mat Constitution de partie civile kann zréckgräifen.

Dës zwou Méiglechkeeten erméiglechen et all Bierger, d'Prozedur vum Strofprozess selwer unzestoussen, ouni datt de Parquet dat misst maachen.

Wa fir d'Faite kéinte kriminell oder korrektionnell Strofe gesprach ginn, gëtt d'Victime driwwer informeiert, datt se sech kann un de Procureur général wenden, deen dem zoustännege Procureur d'État kann opdroe Poursuiten ze engagéieren.

Sollt e Bierger mat der Decisioun vum Parquet net d'accord sinn, huet en nach ëmmer Weeër, déi Décisioun a Fro ze stellen. Dat entweeder iwwert de Wee vun enger Citation directe, dat heescht iwwer eng direkt Saisine vun der Juridictioun oder iwwert dee vun enger Plainte beim Untersuchungsriichter géint d'Decisioun vum Classement. De gëllende rechtleche Kader dierft deemno déi néideg Moyene bidden, fir den Exercice vun der Opportunité des poursuites am Respekt vun de Rechter vum Justiciabel ze garantéieren.

D'Statistik betreffend classéiert Affäre befënnt sech en annexe vun der Äntwert.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2061 (20.04.2020) de **MM. François Benoy** et **Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant la **pollution répétée des cours d'eau :**

Le 18 mars 2020, des agents de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) ont constaté la pollution du Drosbach et de l'Alzette, la pollution provenant probablement de la vidange d'un bassin de décantation recueillant des eaux de fonçage dans le Drosbach. Le 10 avril 2020, la Chiers a également été victime d'une pollution due à la défaillance du bassin de rétention de la zone industrielle Gadderscheier. Des problèmes au niveau du bassin de rétention des eaux pluviales de cette zone industrielle ont également été à l'origine des pollutions de la Chiers en 2014 et 2019.

Les six pollutions de cours d'eau qui ont eu lieu dans les neuf derniers mois ont révélé la persistance des faiblesses au niveau des infrastructures de sécurité dans les zones industrielles et des stations d'épuration au Luxembourg, ainsi que le besoin de développer une culture de sécurité à cet égard. Ils ont également démontré qu'une protection effective des cours d'eau luxembourgeois nécessite la collaboration du Ministère de l'Environnement, du Ministère de l'Économie, du CGDIS ainsi que des communes et syndicats intercommunaux.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) De manière générale, quelle est la démarche à suivre par les autorités et services responsables lors de la détection d'une pollution d'eau ?

Suite aux pollutions de l'année précédente, le Gouvernement avait confirmé qu'une analyse générale des différentes zones d'activités et industrielles et de leur infrastructure de sécurité, notamment des bassins de rétention, était en cours. Selon le Ministre de l'Économie, dans sa réponse à la question parlementaire n° 1283, cinq parmi les 15 zones d'activités économiques nationales ne disposent pas encore de bassins de rétention.

2) Quels sont les constats préliminaires voire les conclusions de l'analyse générale des différentes zones d'activités et industrielles existantes susmentionnée ?

3) Le Gouvernement dispose-t-il d'une stratégie pour prévenir des pollutions de cours d'eau dues à des défaillances des infrastructures de sécurité dans les zones d'activités ? Dans l'affirmative, quelles en sont les mesures principales ? Comment les responsabilités doivent-elles être réparties au niveau de l'entretien de l'infrastructure de sécurité afin d'en assurer un niveau impeccable et un fonctionnement sans faille ?

4) Est-ce que des mesures spécifiques sont à prévoir pour améliorer l'infrastructure de sécurité dans les zones d'activités ne disposant pas de bassin de rétention et en quoi consistent-elles le cas échéant ?

Était également annoncée la mise en place d'un groupe de travail de l'AGE, du CGDIS et du Ministère de l'Économie pour mieux gérer les eaux d'extinction lors d'incendies de grande envergure dans des zones d'activités ou lors de feux de végétation.

5) Quelles sont les conclusions qui ont été tirées quant à la gestion des eaux d'extinction ? Quelles mesures doivent prioritairement être mises en place pour assurer une meilleure protection des cours d'eau lors d'incendies ?

Les communes ou syndicats intercommunaux sont, quant à eux, en charge de la construction, de la gestion et de la maintenance des infrastructures d'assainissement. Ils ont donc également une responsabilité importante dans la protection des eaux.

6) Par quels moyens les communes et syndicats intercommunaux sont-ils encouragés pour professionnaliser la gestion des stations d'épuration ? Est-ce que des formations des personnels sont offertes à cet égard ?

Réponse commune (08.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1) Dès qu'une pollution d'eau est signalée au Central de secours d'urgence (CSU 112), soit par un témoin, soit par une autre autorité (police, commune, AGE, etc.), le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) alerte directement le Centre d'incendie de secours (CIS) local pour une évaluation rapide de la situation et pour la mise en œuvre des premières mesures, telles que par exemple, la pose d'un barrage. En même temps, la permanence de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) est informée par le CSU 112 afin de lui permettre d'envoyer un expert sur le site de l'incident. Le Commandant des opérations de secours (COS) du CGDIS décide alors, en étroite collaboration avec l'AGE et les autres autorités, dont notamment les autorités communales, des mesures à prendre. Le CGDIS tient à disposition dans ses différents CIS du matériel pour la rétention (barrages de différentes tailles) et l'absorption (cubes absorbants, skimmers, pompes, etc.) de substances polluantes. De plus, son groupe d'intervention spécialisé NRBC dispose d'experts dans le domaine de l'analyse et de la dépollution pour soutenir en cas de besoin, le CIS local et les autres autorités.

La démarche spécifique à l'AGE est de prélever des échantillons d'eau pour des analyses en laboratoire et d'évaluer la situation et l'impact sur l'eau. De plus l'agent fait des recherches de la source de la pollution pour arrêter le déversement le plus vite possible et de trouver l'auteur de la pollution. L'AGE a le moyen avec un budget d'urgence de prendre des mesures si une intervention est faisable et que l'auteur ne peut pas être trouvé. L'AGE a également la possibilité d'agir comme officier de police judiciaire.

ad 2) Un groupe de travail regroupant l'AGE, le CGDIS et le Ministère de l'Économie et mis en place en décembre 2019 est en train d'analyser toutes les zones d'activités sur le territoire luxembourgeois. Les analyses sont en cours et étant donné qu'un état des lieux de tous les réseaux et infrastructures de chaque zone est à vérifier elles revêtent une certaine complexité. Lors des interventions, entrevues et échanges entre le CGDIS et l'AGE, les constats préliminaires ont permis d'identifier des défaillances sur certains niveaux (que ce soit de responsabilité, organisation, etc.). Celles-ci seront prises en compte lors de l'établissement des conclusions sur la situation générale des différentes zones.

Le CGDIS n'a pas encore pu débuter un travail de planification pour les interventions tombant sous sa responsabilité. En effet, les ressources humaines ont dû se concentrer sur la gestion de la crise Covid-19 depuis le mois de février 2020. De plus, et dans le cadre de l'analyse générale des différentes zones d'activités et de leur infrastructure de sécurité, dont notamment les bassins de rétention, le CGDIS ne dispose d'aucune compétence pour l'analyse des bassins de rétention. Son action se limite à l'évaluation du risque incendie et des besoins en eau nécessaires pour la lutte et qui doivent être retenues avant leur rejet dans une station d'épuration ou dans un cours d'eau.

Pour ce qui est de l'analyse de la situation générale des différentes zones d'activités économiques existantes, qu'elles soient nationales, régionales et communales et donc relevant de ressorts de compétence respectivement étatiques, intercommunaux et communaux, il est à ce stade trop tôt pour tirer des conclusions générales. Il s'agit d'un travail de longue haleine qui ne pourra que se faire progressivement alors que l'ensemble du territoire national devra être analysé.

ad 3) La stratégie fait partie des conclusions de l'analyse générale des infrastructures qui sera réalisée dans le cadre du groupe de travail mis en place en décembre 2019. Il est par contre évident que les gestionnaires des infrastructures des zones d'activité (que ce soit le Ministère de l'Économie ou les administrations communales respectivement les syndicats communaux) sont responsables de leurs infrastructures et doivent veiller au bon fonctionnement et à l'entretien régulier de celles-ci.

Il y a lieu de noter que pour les zones d'activités existantes, la complexité résidera dans le fait d'identifier tout d'abord les réseaux souterrains existants éventuellement raccordés à des bassins de sécurité et/ou de rétention, puis à diagnostiquer les besoins en fonction de la situation spécifique de chaque zone et de la nature des activités implantées.

Au besoin, le Ministère de l'Économie procédera dans les zones d'activités économiques nationales qui lui sont affectées aux investissements nécessaires pour pallier des carences avérées, selon le programme pluriannuel précité.

L'entretien des infrastructures existantes se fait sous la responsabilité du Ministère de l'Économie soit moyennant convention avec les communes territorialement compétentes, soit moyennant contrat avec des prestataires de services spécialisés.

Dans une deuxième phase devra être effectuée l'analyse de la situation existante au sein des zones d'activités économiques régionales et communales existantes et il s'agira certainement de définir, à l'instar de ce qui est envisagé pour les zones d'activités économiques nationales, un plan d'action pluriannuel afin de mettre en place un niveau de sécurité adéquat au sein de toutes les zones d'activités économiques se trouvant sur le territoire national, y compris les zones commerciales

À ce titre, il s'agit de différencier entre les bassins de rétention et de sécurité, alors que les premiers ayant fonction première de retenir les eaux de pluie (et secondairement les eaux d'extinction s'écoulant par les canalisations pour eaux pluviales) et les seconds ont fonction de retenir d'éventuelles contaminations issues de processus de production ou d'eaux d'incendie et sont implantés sur les sites des entreprises.

Ainsi donc, les bassins de rétention constituent le dernier maillon permettant de retenir une éventuelle pollution avant son écoulement dans un cours d'eau dans une série de mesures à mettre en place en amont, principalement sur les sites des entreprises.

Il n'est pas possible de définir des mesures principales généralisées qui seraient applicables à toutes les zones d'activités économiques mais les mesures devront être définies au cas par cas en fonction de la spécificité de chaque site, des infrastructures en place, de la disponibilité foncière pour implanter de nouvelles infrastructures de sécurité, pouvant d'ailleurs s'avérer compliqué pour des sites existants, et en fonction de la nature des activités présentes.

Les responsabilités devront, en fonction du type de zone d'activités économiques et de la fonction de l'infrastructure, être réparties au cas par cas entre les gestionnaires de zones et les entreprises y implantées.

ad 4) Les réseaux des zones d'activités qui aujourd'hui ne disposent pas de bassin de rétention centralisé sont également analysés en détail. Si une faisabilité d'instaurer un système de collecte avec rétention centralisée s'avère difficilement réalisable, il y a lieu d'analyser chaque société à l'intérieur de cette zone. Il est important de rappeler que la gestion des eaux en temps normal et en cas d'incident commence sur le site des sociétés, entreprises et particuliers. Déjà à ce niveau toutes les mesures organisationnelles sont à prendre afin d'empêcher des pollutions. Il est évident que le meilleur système de gestion d'une zone ne peut jamais compenser l'absence de culture de sécurité et de protocoles internes visant à réduire des pollutions ou à communiquer ouvertement en cas d'incident.

Il est également important de rappeler que les bassins de rétention dans les zones d'activités sont principalement dédiés à la gestion des eaux pluviales propres en cas de forte pluie. Ils ne peuvent pas compenser des défaillances au niveau des entreprises, mais peuvent en cas extrême jouer le rôle du tout dernier maillon de défense dans une longue chaine.

Les mesures à prendre dans les zones d'activités sans bassin de rétention dépendent, par conséquent, fortement des sites et infrastructures de ces sites localisés dans ces zones.

Les éventuelles mesures d'amélioration de la sécurité à mettre en place individuellement pour chaque zone d'activités économiques comprendront aussi bien des mesures physiques sous forme d'infrastructures (bassins de sécurité et de rétention), des systèmes de détection plus généralisés et automatisés, une culture intraentreprise de prévention, de sensibilisation et de formation aux risques et aux mesures à prendre en cas d'incendie telles que l'évaluation des besoins en eaux d'extinction (bassins d'incendie) et de leur rétention (dimensionnement en fonction des bassins de sécurité et de rétention).

La direction de la stratégie opérationnelle du CGDIS, sans avoir de compétence réglementaire dans ce domaine, est à la disposition des ministères et autorités communales pour les conseiller en matière de prévention contre les incendies, d'évaluation des besoins en eaux d'extinction et de leur rétention.

ad 5) Étant donné que le groupe de travail AGE CGDIS Ministère de l'Économie n'a pas encore terminé ses analyses, aucune conclusion ne peut être tirée à ce moment. Cependant il semble évident que déjà aujourd'hui un entretien régulier des infrastructures en place par les gestionnaires de ces dernières ainsi que toute mesure préventive à éviter une pollution sur le site des entreprises jouent un rôle primordial.

Néanmoins et comme annoncé, le CGDIS travaille sur ces problématiques de dimensionnement, des besoins en eaux d'extinction et de leur rétention, afin d'en faire ressortir des axes d'amélioration.

ad 6) L'autonomie communale laisse le libre choix aux communes et syndicats de communes de participer à toute formation voulue. Il semble évident que toute formation peut être

considérée comme une des mesures nécessaires afin de garantir une approche concertée dans ce domaine. Les syndicats intercommunaux sont membres de réseaux d'experts nationaux (comme l'Association luxembourgeoise des services d'eau - ALUSEAU) ou encore internationaux (DVGW, EUREAU...) qui proposent régulièrement des formations pour les collaborateurs et ceci à tous les niveaux. Dans une logique de formation continue, de mise à niveau concernant les meilleures techniques disponibles et d'échanges d'expérience, une participation à ces formations est fortement préconisée.

Question 2080 (23.04.2020) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **effets de la crise sanitaire sur la pollution de l'air :**

Au cours des dernières semaines, l'activité économique au Grand-Duché de Luxembourg a été fortement réduite. De même, les mesures prises pour combattre la propagation du virus Covid-19, notamment l'appel des autorités nationales compétentes aux citoyens de rester à domicile, ont engendré une nette diminution du trafic routier, source majeure des émissions de CO_2 au Luxembourg.

En France, le Haut Conseil pour le climat (HCC) vient de publier ses premiers calculs censés capter l'effet de la crise sanitaire sur les émissions de CO_2. Ainsi, il table sur une réduction des rejets carbonés de 5 % à 15 % sur l'année par rapport au niveau atteint en 2019.

Dans ce cadre, je me permets de poser à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable les questions suivantes **:**

1) Est-ce que le ministère a pu évaluer cette période exceptionnelle ? Est-ce que les moyens à disposition s'avèrent suffisants pour procéder à une analyse d'impact précise des mesures sur les émissions de CO_2 ?

2) Quel était l'impact des mesures sanitaires sur la qualité de l'air et plus particulièrement sur les émissions de CO_2 ?

3) Tandis que l'application Meng Loft indiquait une qualité de l'air moyenne voire médiocre (en date du 12 avril 2020), le site Internet emwelt.lu renseignait des valeurs bonnes voire excellentes pour certains types de polluants. Quelles pourraient être les raisons à l'origine de ces disparités ?

Réponse (08.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Étant donné que la période exceptionnelle perdure, il est très difficile d'évaluer les effets sur les émissions de CO_2. Ainsi, pour évaluer son impact, il est primordial d'avoir recours à des données fiables qui sont disponibles pour plusieurs mois. Cependant, les données de livraisons brutes par produit combustible, telles que publiées mensuellement par le Statec (tableau A4101, https://statistiques.public.lu), constitueraient une source de données utilisables pour faire une première estimation. Cependant, celles-ci ne sont actuellement disponibles que jusqu'au mois de mars 2020. Du moment que les données pour les mois d'avril et mai seront disponibles, l'impact de la crise pourra être plus précisément chiffré, et une première estimation pour l'année 2020 pourra être faite en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre (voir aussi réponse à la question 2).

ad 2) Pour ce qui est de la qualité de l'air, une baisse claire et nette a été observée au niveau du dioxyde d'azote à la suite du confinement, ceci notamment aux stations de mesure en milieu urbain et à proximité directe des grands axes routiers. Cette baisse peut être attribuée à la réduction du trafic routier. Pour les autres polluants, à savoir les particules fines et l'ozone, des baisses comparables n'ont pas été observées. En effet, pour ces polluants, d'autres sources et phénomènes ont un impact dominant sur les concentrations mesurées. Pour les particules fines, ce sont les émissions des installations de production d'énergie, y compris les installations de chauffage, qui constituent la source d'émission la plus importante. D'autres sources d'émissions importantes sont l'industrie et l'agriculture. Pour l'ozone, les concentrations mesurées ne dépendent pas seulement des émissions d'oxydes d'azote mais également des émissions de composés organiques volatils. Par ailleurs, les concentrations mesurées sont dépendantes des conditions météorologiques (vent, pluie, couche d'inversion et pour le cas de l'ozone le rayonnement UV), qui peuvent soit amplifier ou amoindrir les concentrations de manière à rendre une comparaison difficile.

En ce qui concerne l'impact de la crise sur les concentrations de CO_2 dans l'atmosphère, il faut savoir que les gaz à effet de serre, une fois émis, s'accumulent dans l'atmosphère, contrairement aux polluants atmosphériques à courte durée de vie tels que les oxydes d'azote et les particules fines. Ainsi, depuis l'industrialisation, les gaz à effet de serre intensifient l'effet de serre d'année en année.

Dans le flash conjoncture d'avril 2020, le Statec a constaté un effondrement des ventes de carburants au mois de mars de 30 % par rapport à mars 2019. Ceci devrait donc se traduire en une baisse conséquente des émissions de gaz à effet de serre dans le transport routier en 2020. Par ailleurs, le ralentissement économique général devrait renforcer cette tendance aussi dans la plupart des autres secteurs d'émission. Suivant la durée de la crise, on peut donc s'attendre à une nette baisse des émissions en 2020, qui pourrait être du même ordre de grandeur, voire plus prononcée que la réduction des émissions constatées par la suite de la crise financière de 2008. En 2009, une diminution globale de 5 % par rapport à 2008 a été constatée, alors que les émissions dans le transport routier avaient diminué de 8 %. Cependant, vue l'incertitude concernant les prévisions économiques, une diminution encore plus prononcée est envisageable pour 2020, qui pourrait dépasser les 10 % par rapport à 2018, dernière année comptabilisée (voir aussi note d'actualité sur les émissions de gaz à effet de serre : https://environnement.public.lu/dam-assets/actualites/2020/04/Appreciation-des-emissions-GES-et-situation-COVID-19.pdf). Cette baisse sera d'autant plus prononcée que la reprise économique sera lente. Il s'agit de noter cependant que le confinement est une situation exceptionnelle limitée dans le temps qui ne représente pas un changement structurel de l'économie. Par conséquent, il est à craindre que les émissions augmentent à nouveau avec la reprise des activités et les efforts en matière de réduction des gaz à effet de serre devront donc être poursuivis par la suite afin d'atteindre les objectifs du pays en matière de protection du climat.

ad 3) L'application Meng Loft affiche un indice de la qualité de l'air géolocalisé combiné qui est poussé par le polluant le plus défavorable à l'emplacement et au moment de consultation de l'application. En revanche, le site Internet emwelt.lu permet l'affichage des indices individuels par polluant aux différentes stations de mesure, ce qui n'est pas directement comparable avec l'indice combiné affiché par l'application. Il est d'ailleurs fréquent qu'un polluant domine le niveau de qualité. Ainsi, en date du 12 avril 2020, le site Internet emwelt.lu affichait pour la plupart des stations que l'ozone était à un niveau « médiocre » tandis que pour les particules fines ou le dioxyde d'azote l'indice était « bon » voire « excellent ». Pour plus d'informations concernant le calcul des indices dans l'application Meng Loft, veuillez consulter la section « Méthodologie » dans l'application.

Question 2083 (24.04.2020) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant le **nettoyage et** la **désinfection des véhicules de transport en commun :**

Och wann am Moment den ëffentlechen Transport op de Minimum reduzéiert ass, esou gouf ugekënnegt, datt mat der Reprise vum Ënnerrecht an de Schoulen, och den ëffentlechen Transport erëm lues a lues eropgefuer gëtt.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte weiderleeden:

- Ginn et kloer Consignë fir all d'Entreprisen, déi den ëffentlechen Transport assuréieren, wéi d'Gefierer solle gebotzt an desinfizéiert ginn, virun allem déi sëlleche Grëffer etc.?

- Wann net, ass den Här Minister och der Meenung, datt an dësem Beräich kloer Richtlinne wichteg wieren?

Réponse (25.05.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

CFL:

Zich an Zuchpersonal

D'Desinfektioun vun de ville Kontaktflächen (Grëffer, Handleef, Knäppercher, Lavaboen asw.) ass iwwert déi lescht Wochen intensifiéiert ginn, fir esou ze garantéieren, dass déi kritesch Flächen e puermol den Dag, mee op d'mannst eemol bannent 24 Stonnen, desinfizéiert ginn.

Betreffend d'Gefierer vum ëffentlechen Transport am Eisebunnsecteur, gëllt säit dem 6. Mäerz 2020 d'Virschrëft, datt am Fall vun enger Presenz vun engem mat Covid-19 infizéierte Passagéier déi ganz Ramm aus dem Service geholl gëtt en vue vun enger kompletter Desinfektioun.

Déi Rammen, déi fir Maintenanceaarbechten an den Atelier kommen, gi virdrun och desinfizéiert.

All Poste de conduite gëtt op d'mannst eemol den Dag desinfizéiert. Doriwwer eraus ginn d'Desinfektiounen och während méi laangen Arrêten an der Stater Gare an an der Gare zu Péiteng vum verstäerkte Botzpersonal duerchgefouert.

Déi Zich, déi den Dag duerno agesat ginn, ginn virdrun nuets mëttels Pulverisatioun an Nebulisatioun mat Desinfektiounsmëttelen traitéiert.

Desinfektiounsdicher stinn dem Zuchpersonal zur Verfügung.

Busser a Buschaufferen

D'Kontaktflächen (Staangen, Knäppercher, Poste de conduite) vun der gesamter Busflott ginn all Dag vu méindes bis freides desinfizéiert. All Bus gëtt eemol an der Woch komplett desinfizéiert. Et handelt sech dobäi ëm eng integral Desinfektioun vum Banneraum mëttels Pulverisatioun vun Desinfektiounsmëttelen.

Doriwwer eraus stinn Desifektiounsmëttelen an Desinfektiounsdicher an der Betribszentral zur Verfügung, soudass virun der Schicht all Buschauffer d'Méiglechkeet huet, de Poste de conduite ze desinfizéieren.

Garen an Haltestellen

Déi dem Public zougänglech Raimlechkeete ginn eemol den Dag vu méindes bis freides desinfizéiert. All Kontaktflächen (Gelänneren, Knäppercher, Grëffer asw.), déi vum Client oder vum Zuchpersonal kéinten ugepak ginn, gi mat Desinfektiounsmëttele propper gemaach.

D'Personal vun der Botzekipp schafft net méi a Gruppen, mee eenzel, a muss déi minimal Distanz vis-à-vis vun de Clienten an aneren CFL-Agente respektéieren. Händsche fir den eemolege Gebrauch a Fläsche mat enger hydroalkoholescher Léisung stinn dësen Agenten zur Verfügung.

Jee no Noutwendegkeet, ginn an all de Beräicher vum ëffentlechen Transport och spontan Desinfektiounen duerchgefouert.

RGTR an TICE:

De Grondprinzip ass, dass sech soll un d'Consignë vun der Santé respektiv vun der Regierung gehale ginn.

Wat d'Busse vum RGTR ugeet, si keng spezifesch Consignen erausgaangen, wat d'Botzen oder d'Desinfektioun ugeet. Et si just Instruktiounen un d'Busbetriber gaangen iwwer Barrière- respektiv Sécherheetsmesuren, wéi d'viischt Dier zouzeloossen, déi éischt Rei Sëtzer hannert dem Chauffer fräizeloossen souwéi an de grenziwwerschreitende Busse keng Billjeeën ze verkafen.

Zanter dem Ufank vun der Kris kréie meng Servicer reegelméisseg vun diverse private Busunternehmer matgedeelt, dass si hir Busse grëndlech géife botzen an och desinfizéieren. Den TICE desinfizéiert d'Busse reegelméisseg op der Escher Gare, wann de Chauffer gewiesselt gëtt, et ginn dann och sämltech Haltestaangen ofgemaach. De Produit, deen dofir benotzt gëtt, ass „Asept 90".

LuxTram:

Rullmaterial

All Nuecht ginn d'Rammen integral mat engem Produit lavant gebotzt an zousätzlech mat Desinfektiounsdicher vun Nosocomia.

D'Ramme ginn no all Tour vum Tramsconducteur kontrolléiert a bei de geréngsten Opfällegkeeten ausgetosch.

Personal

Dem Personal vu LuxTram sti Masken an Desinfektiounsmëttel zur Verfügung. An allen Trapenhaiser, Gemeinschaftsraim a Couloiren am Atelier oder am Siège gëllt eng Maskeflicht fir d'Personal. Just an zouenen Eenzelbureaue souwéi an der Conducteurskabinn vum Tram ass d'Droe vun enger Mask fakultativ.

Fir de Rescht gëllen déi selwescht Consignen, wéi vun der Regierung festgehalen.

Question 2084 (24.04.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**aide aux indépendants :**

Et huet Woche gedauert, bis d'Regierung den Independantë mat Direkthëllefen ënnert d'Äerm gegraff huet. Den „Trau Dech" schéngt just e Werbeslogan fir déi vermeintlech besser Joren - also Net-Krisejoren - ze sinn.

Wann ee sech nämlech méi am Detail mat de Konditioune befaasst, ënnert deenen en Independant eng Direkthëllef ka kréien, da stellt ee fest, dass déi ë. a. och un de Verdéngscht aus dem Joer 2019 geknäppt ass. Huet en Independant e bësse méi wéi 60.000 verdéngt, dann huet e keen Urecht op Direkthëllef.

Dat ass bedauerlech, well domat eigentlech ganz vill Independanten op en Neits duerch de Raster falen. Och vill Iwwersetzer, där mer der zu Lëtzebuerg, net zulescht wéinst der Presenz vun den EU-Institutiounen, vill hunn, leiden ënnert der aktueller Situatioun.

Aus all deenen Iwwerleeungen eraus, wéilt ech follgend Froen un d'Häre Ministere fir Wirtschaft, Mëttelstand an Aarbecht stellen:

- Wéi gedenkt d'Regierung all deene Leit „direkt" ze hëllefen?

- Gehéiert een der Regierung no scho mat engem Joresverdéngscht vu knapps méi wéi 60.000 Euro am Joer 2019 zu de Besserverdénger a brauch dofir am Joer 2020 an ënnert der Lascht vum „Lockdown" keng direkt staatlech Hëllef?

- Wéi ass et mat deem vill beschwuerenen „Trau Dech"? Gëllt dee just an Net-Krisenzäiten?

- Wëllt d'Regierung d'Independanten wierklech derzou bréngen Chômage unzefroen; e méi confortabele Wee, wéi sech mussen ze verschëlden? Kënnt dat de Staat am Endeffekt net méi deier ze stoen, finanziell an och vum Image hier, wéi eng Direkthëllef?

Réponse commune (25.05.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

D'Coronakris huet eis Wirtschaft mat grousser Wucht an extreem héijer Vitess getraff. Dofir schéngt et eis ëmsou méi wichteg, fir d'Ausschaffe vun deene verschiddenen Hëllefen an de chronologesche Kontext ze setzen.

Nodeems eng sëlleche Betriber duerch d'Akraafttriede vum groussherzogleche Reglement vum 18. Mäerz hir Dieren hu missen zoumaachen, huet d'Regierung de 25. Mäerz, also innerhalb vun enger Woch, eng Hëllef vu 5.000 € ausgeschafft fir déi betraffe Betriber.

Parallell dozou ass mam Gesetz vum 3. Abrëll d'Instrument vun der Avance remboursable geschaaft ginn. Eng Mesure, déi et ville Betriber an Independanten erlaabt, bis zu 500.000 € u Liquiditéiten ze kréien.

Den 8. Abrëll ass eng spezifesch op d'Independanten ausgeriichten Hëllef an d'Weeër geleet gi vun 2.500 €. Dëst onofhängeg dovun, ob den Independant seng Dieren huet missen zoumaachen oder net an onofhängeg dovun, ob dem Independant säi Ministère de tutelle de Mëttelstand ass oder net.

Am Uschloss si souwuel d'Hëllefe fir d'Betriber, gradesou wéi d'Hëllefe vun den Independanten de 24. Abrëll respektiv de 6. Mee nach eng Kéier substanziell ausgebaut ginn.

Beim Ausschaffe vun all dëse Mesuren ass ëmmer probéiert ginn, fir se mam néidege Fangerspëtzegefill do anzesetzen, wou se am néidegste gebraucht ginn.

D'Regierung ass sech der Wichtegkeet vum Mëttelstand voll a ganz bewosst a wäert de Mëttelstand weiderhi mat aller Konsequenz ënnerstëtzen. Mir wëllen op dëser Plaz dofir och drop hiweisen, dass de Lëtzebuerger Staat nach ni sou vill Hëllefen un de Mëttelstand ausbezuelt huet wéi wärend dëser Covid-19-Kris.

Déi verschidden Hëllefsinstrumenter wäerte sech och weiderhin nach entwéckelen. D'Akraafttriede vum neie Fonds de solidarité an déi nei Aide fir den Eenzelhandel sinn an dësem Zesummenhank weider wichteg Mesuren.

Question 2085 (24.04.2020) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **délais d'achèvement des biens immobiliers dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

L'état de crise instauré au niveau national à la suite de la propagation du virus Covid-19 est allé de pair entre autres avec la fermeture de l'ensemble des chantiers sur le territoire du Luxembourg. Par conséquent, la date prévue de livraison des biens immobiliers vendus en l'état futur d'achèvement est repoussée.

Néanmoins, il existe des cas de promoteurs immobiliers qui ont d'emblée annoncé aux futurs acquéreurs que le décalage de la livraison serait supérieur à la durée de fermeture des chantiers

étant donné que ces promoteurs immobiliers incluent un délai supplémentaire pour l'arrêt et la reprise des travaux sur site. Il va sans dire qu'en vertu des limitations de circulation mises en place dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, les futurs acquéreurs n'ont pas les moyens de vérifier la date effective de reprise des travaux par eux-mêmes, alors qu'ils risquent de subir des coûts financiers supplémentaires.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre envisage de définir des critères par voie de règlement afin d'éviter que les promoteurs immobiliers fixent des décalages de livraisons exagérés ? Est-ce que Monsieur le Ministre estime que certains promoteurs immobiliers, en l'absence de précisions apportées par le Ministère du Logement sur le nombre de jours supplémentaires de décalage du délai de livraison, puissent être tentés de contourner le paiement d'indemnités pour dépassement du délai de livraison du bien immobilier ?

2) Par ailleurs, concernant la pression exercée par une première entreprise de construction sur le maître d'ouvrage pour signer un avenant prévoyant le paiement par ce dernier d'une indemnité pour la mise en place et le suivi des mesures de sécurité sanitaire sur le chantier sous peine d'arrêter les activités de construction, quel est l'avis de Monsieur le Ministre ?

Réponse (25.05.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1) Étant donné que les éventuels retards de livraison, et les conséquences contractuelles qui en découlent, suite à la crise du coronavirus et des mesures prises dans ce contexte ne concernent pas les chantiers de construction de logements différemment que d'autres types de chantiers, il n'est pas prévu de légiférer spécifiquement dans les cas visés par les honorables Députés. Le ministère recommande aux personnes concernées de rechercher une solution à l'amiable, le cas échéant en ayant recours au médiateur de la consommation ou aux services de l'Union luxembourgeoise des consommateurs. Ceci d'autant plus que les contrats prévoient souvent des clauses qui règlent les retards de livraison. Les clients devront dès lors faire appliquer ces clauses, le cas échéant devant le juge compétent.

ad 2) Pour ce qui est des pressions que les honorables Députés considèrent être exercées par certaines entreprises sur les maîtres d'ouvrage, le ministre considère encore que la législation régissant les contrats commerciaux, respectivement la protection des consommateurs, devraient fournir les règles nécessaires à la poursuite des travaux et chantiers.

Le ministère rappelle que même en présence de la crise sanitaire que nous traversons actuellement, le contrat initial signé par les parties reste toujours en vigueur et sort ses effets.

Dès lors, il y a lieu d'analyser les clauses du contrat signé entre parties, afin de vérifier si la société de construction est en droit d'augmenter les prix pour poursuivre ses activités de construction.

Les entreprises de constructions ne peuvent pas légalement imposer à leurs clients de signer un avenant ou de payer une nouvelle facture afin de poursuivre les travaux de construction. Les parties ne peuvent déroger au contenu du contrat que par un commun accord entre elles.

Question 2089 (27.04.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **restauration scolaire dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

Eisen Informatiounen no bleiwen, opgrond vun der aktueller sanitärer Situatioun, alleguer d'Restopolis-Restauranten a -Cafeteriae bis op Weideres zou.

Als Alternativ bidden d'Prestateuren de Schüler vum 4. Mee un eng personaliséiert „Frupstut" un. Et ginn dem Schüler Plate wéi Sandwichen oder Zaloten ugebueden.

Iwwert d'Internetsäit oder d'App kann een dräi Menü-Formule reservéieren, déi da moies tëschent 9.30 an 11.30 Auer virun de Klassesall bruecht ginn.

An dësem Kontext well ech dem Här Educatiounsminister follgend Froe stellen:

1. A wéi engem Emballage gëtt dës „Frupstut" (y compris de Couvert) geliwwert?

2. Setzt de Minister op Nohaltegkeet, andeem gratis PET-Fläschen ugebuede ginn?

3. Wann d'Iessen tëschent 9.30 an 11.30 Auer ausgeliwwert gëtt, wéi gëtt séchergestallt, dass näischt dra verdierft?

4. Ass de Minister der Meenung, dass eng Zalot an/oder e Sandwich den Ernärungsbesoine vu Jugendleche gerecht gëtt?

5. Wou iessen déi Jonk hir „Frupstut"? Kann de Social Distancing assuréiert ginn, wann déi Jonk zu Mëtteg iessen, oder gëtt an der Schoulklass giess?

Réponse (09.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'Platen an d'Produkter, déi d'Gäscht online bestellen, ginn an enger Pabeierstut geliwwert. Restopolis benotzt zanter Februar 2019 keng Plastikstute méi, fir de Gäscht gratis matzeginn a gräift och elo an der Kris net op esou Tuten zréck. D'Zaloten an déi kal Mëttesplate ginn an ekologesche Barquetten zerwéiert, déi och biologesch ofbaubar sinn. Wann et wärend der Covid-19-Kris zu enger Rupture de stock vun ekologesche Barquetten komme kéint, wéi dat och bei anere Produkter kéint passéieren, misst Restopolis op d'Plastiksbarquetten zréckgräifen, fir weider kënnen d'Ausliwwerung vun de Frupstuten ze garantéieren. D'Gäscht, déi eng Frupstut bestellen, ginn iwwert d'Internetsäit an d'sozial Medie vu Restopolis sensibiliséiert, fir hiert eegent Besteck matzebréngen. An dëser Krisenzäit ziele mir staark op d'Eegeverantwortung vun de Gäscht, fir esou wéineg wéi méiglech Offall ze produzéieren. Restopolis wëllt jiddereen, dee keen eegent Besteck huet, mat engem Wegwerfbesteck depanéieren wann de Gaascht eent bestellt. Dat besteet aus Holz an ass a Pakpabéier agepakt. Wann et zu enger Rupture de stock vum hëlze Besteck komme sollt, giff Restopolis op alternatiivt Besteck zréckgräifen.

ad 2. Restopolis engagéiert sech weiderhi fir eng nohalteg Schoul- an Unirestauratioun. An der Campagne „Restopolis goes green", déi 2019 organiséiert ginn ass, huet de Service seng Gäscht sensibiliséiert, an hirem Schoulalldag op PET-Fläschen ze verzichten a léiwer e Bidon ze benotzen, dee si an der Schoul mat Krunnewaasser opfëlle kënnen. Zanter 2019 verkeeft Restopolis an all senge Restauranten zum subventionéierte Präis vu 7 Euro de Bidon myCan aus Inox fir kaalt a waarmt Gedrénks. Et gouf awer festgestallt, datt vill Gäscht nach ëmmer keen eegene Bidon hunn. D'Covid-19-Kris verlaangt hygieenesch Moossnamen, déi leider méi Verpackungen oder Wegwerfprodukter wéi Masken oder Händsche mat sech bréngen, wéi virun der Kris, an dat, fir Liewen ze retten. Mat der gratis Fläsch Waasser, déi optional ugebuede gëtt, soll verhënnert ginn, datt Kanner, déi keen eegene Bidon hunn, um Krunn drénken a sech esou mat dem Virus ustiechen. Déi gratis optional Fläsch erlaabt awer, déi Kanner ze depanéieren, déi kee Bidon hunn, a verhënnert, datt se deshydratéieren. Dernieft hunn d'Kanner keng Méiglechkeet, sech Gedrénks aus engem Automat ze huelen, well d'Gedrénksautomate wärend der Covid-19-Kris net a Betrib sinn.

An der Covid-19-Kris ass de Schutz vun der Gesondheet vill méi schwéier kompatibel mat dem Schutz vun der Ëmwelt. D'PET-Fläsch ass déi beschten hygieenesch Léisung, fir eppes ze drénken, wann de Gaascht keen eegene Bidon dobäi huet. Zu Lëtzebuerg ginn haut 80 % vun all de verkaafte PET-Fläsche recycléiert. Selbstverständlech sensibiliséiert Restopolis nawell wärend der Kris seng Gäscht, hir eege Bidonen an hiert eegent Besteck matzebréngen an esou hire Plastikkonsum ze reduzéieren.

ad 3. Restopolis hält sech streng un d'Virgabe vum Ministère de la Santé a killt d'Sandwichen, d'Zaloten an déi kal Menüen op véier Grad erof, wa se an d'Frupstut agepaakt ginn. D'Frupstute ginn dann an de Frigo gestallt, bis se ausgedeelt ginn. D'Mataarbechter vu Restopolis oder vun der Schoul, déi d'Frupstute moies ausdeelen, klappen un d'Dier vun all Klassesall, wa si d'Frupstuten virum Sall op en Dësch leeën. Duerch dat Klappe wëssen d'Schüler, datt hir Frupstut um Dësch läit, a si kënnen se dann eran an hire Sall huelen.

ad 4. An der Woch vum 4. bis den 8. Mee 2020 huet Restopolis déi nei Frupstut arodéiert an duerfir just eng reduzéiert Offer ugebueden, vu datt just Schüler vun de Premièresklasse Schoul haten. Vum 11. Mee 2020 u goufen an der personaliséierter Frupstut eng breet Offer vu Produkter an Iessen ugebueden. Dës Offer besteet aus kale Menüe mat saisonalen a regionalen Entréeën an Desserten, déi mat frëschem Uebst oder lokale Mëllechprodukter zoubereet ginn. All Gaascht, deen e Sandwich bestellt, kritt all Dag eng aner Zalot oder Cruditéiten als Bäilag. Jiddereen, deen eng Frupstut bestellt, kann och gratis Schouluebst a gratis Schoulmëllech als Optioun auswielen.

D'Frupstut ass déi beschtméiglech Offer, déi Restopolis senge Gäscht an der Kris zerwéiere kann, a se bitt hinnen all Dag eng Menüoffer, déi equilibréiert ass. D'Offer vun der Frupstut ass en Noutbehollef an der Krisenzäit an erlaabt et Restopolis, senge Gäscht all Dag eppes z'iessen ze zerwéieren, wann d'Kantinnen zou sinn. An dëser Krisenzäit si vill bedürfteg Kanner nach méi wéi soss op dës Iessoffer ugewisen, well si soss vläicht keen Zougang zu engem equilibréierten Iessen hätten.

ad 5. D'Schüler iessen an der Schoulklass, fir de Social Distancing ze garantéieren.

Question 2092 (27.04.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **dépôts de déchets illégaux :**

Il y a quelques semaines, j'avais signalé à la Police grand-ducale et à vous-même, lors d'une commission parlementaire, l'existence d'un dépôt de déchets inertes et de verres brisés en un endroit précis de l'ancienne N7 aux environs du lieu-dit « Köppenhaff ».

Ma réclamation n'est d'ailleurs pas restée lettre morte. Le dépôt en question a bien été enlevé. Hélas, d'autres petits dépôts (une dizaine) situés depuis belle lurette le long de l'ancienne N7 entre « Köppenhaff » et « Flébour » et que j'avais également signalés aux autorités compétentes à cette occasion, n'ont pas été éliminés jusqu'à ce jour.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre est-elle disposée à intervenir auprès des autorités compétentes afin de remédier à cette situation regrettable ?

2) Madame la Ministre se propose-t-elle de lancer une enquête pour détecter, si faire se peut, le ou les auteurs de ces dépôts illégaux ?

3) Puisque l'ancienne route en question semble être utilisée fréquemment comme décharge, de quelle manière Madame la Ministre entend-elle éviter que des personnes ne continuent à y déposer des déchets inertes et autres (pneus, plastiques, cartons, etc.) ? Une limitation du trafic et donc accès restreint y seraient-ils envisageables à l'avenir ? Madame la Ministre serait-elle prête à intervenir auprès de l'Administration des ponts et chaussées afin de trouver une solution en la matière ?

Réponse (09.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) L'abandon de déchets le long des voies publiques constitue en effet une situation regrettable, à laquelle il doit être remédié en toute conséquence.

Conformément aux dispositions de l'article 20, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets les communes ont l'obligation d'assurer la collecte et le traitement des déchets ménagers et des déchets assimilés abandonnés sur leur territoire, à l'exception de ceux qui se trouvent le long de la voirie dont l'entretien relève de l'Administration des ponts et chaussées.

Ce paragraphe précise entre autres que les communes ont le droit de facturer aux producteurs ou détenteurs respectifs les frais qui en résultent.

Or, pour se faire rembourser les frais occasionnés par des dépôts illégaux de déchets l'auteur doit pouvoir être identifié. Les communes doivent donc recourir au concours de la force publique qui dispose de services et équipements spéciaux permettant une recherche efficace de l'auteur de l'infraction. Au cas où l'auteur est identifié les peines et/ou amendes pénales prévues à l'article 47 de la loi susmentionnée s'appliquent en fonction du type de déchet abandonné.

Dans ce contexte, il y a lieu de noter que les agents de l'entité mobile de l'Administration de la nature et des forêts et ceux de l'unité contrôles et inspections de l'Administration de l'environnement n'ont, ni le droit de donner des injonctions aux chauffeurs de véhicules sur la voie publique, ni accès au registre des plaques minéralogiques. Au cas où un numéro de plaque minéralogique leur est signalé par un témoin en relation avec un dépôt illégal de déchets, les agents précités doivent recourir au concours de la force publique qui devra par la suite prendre en charge l'enquête.

L'obligation de collecter les déchets le long des routes découle pour l'Administration des ponts et chaussées de la loi modifiée du 3 août 2010 portant réorganisation de l'Administration des ponts et chaussées, alors que l'article 1er dispose parmi les compétences notamment l'entretien de la voirie de l'État.

Étant donné que des sanctions en cas de non-respect par les communes et l'Administration des ponts et chaussées des dispositions précitées ne sont pas prévues par la législation, la ministre peut tout au plus faire rappeler par l'intermédiaire des ministres de tutelle les obligations respectives.

ad 2) En date du 31 mars 2020, deux agents de l'Administration de la nature et des forêts ont procédé à un contrôle des alentours de l'ancienne N7. Deux petits dépôts et deux pneus usés ont pu être repérés en date de ce jour, cependant aucun indice pouvant identifier l'auteur n'a pu être détecté. Les pneus ont été évacués durant le contrôle par les agents en question et la présence de déchets a été signalé au préposé de la nature et des forêts territorialement compétent.

Il faut noter que l'Administration de la nature et des forêts procède périodiquement au contrôle à l'évacuation des déchets dans les alentours de l'ancienne N7 et du « Köppenhaff ».

Lors d'un contrôle sur site effectué en date du 6 mai 2020 par un agent de l'Administration de l'environnement, un dépôt de déchets de verdure (volume $< 0.1\ m^3$) et des restes d'un dépôt de déchets inertes de démolition (volume $< 0.1\ m^3$) ont été détectés.

À défaut de témoins, une enquête à mener par des agents de la Police grand-ducale, de l'Administration de la nature et des forêts ou de l'Administration de l'environnement aura peu de chances d'aboutir dans ce cas précis.

En effet, les deux dépôts de déchets en question ne présentent aucune trace utilisable permettant de remonter aux auteurs des dépôts illégaux de déchets.

ad 3) Il semble peu probable qu'une personne prête à commettre une infraction s'en laisserait dissuader par une réglementation supplémentaire au niveau de la circulation sur un chemin peu fréquenté.

Question 2095 (28.04.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **effets de la crise sanitaire sur la pollution de l'air :**

Den Noutstand huet de Verkéier op eise Stroosse ganz staark reduzéiert. Vu Villen onerwaart, sinn awer d'Emissiounswäerter vun dëser Situatioun net däitlech betraff. Manner onerwaart, well vill Expertë schonn ëmmer drop higewisen hunn, datt vill fei Stëbspartikelen an der Natur virkommen, ass och den Undeel u Feinstëbs net signifikant zréckgaangen. Mee sécher ass, datt de Réckgang vun den Emissiounen net am Verhältnes zum Réckgang beim Autosverkéier ass.

D'Regierungsstrategie, fir d'individuell Mobilitéit ze penaliséieren, den Dieselmotor als onerwënscht ze deklaréieren an E-Mobilitéit ze favoriséieren, baut awer op d'Argument, datt den Individualverkéier Haaptverursaacher vun den héije Stéckstoff- a Fäinstëbswäerter ass. Duerfir hätt ech dës Froen un d'Regierung:

1. Kann d'Regierung d'Zuele vum Réckgang vun den Emissioune bei CO_2, Stéckstoff a Feinstëbs esouwéi d'Zuele vum Réckgang vum Autosverkéier wärend dem Confinement publizéieren?

2. Iwwerleet d'Regierung, hir Mobilitéitsstrategie ze revidéieren, wann déi nei Miessunge vu Schuedstoffer weisen, datt den Individualverkéier net deen erwaarten Afloss op d'Emissiounen huet an also net esou ëmweltschiedlech ass, wéi bis elo ugeholl?

3. Wéi wëllt d'Regierung sécherstellen, datt an Zukunft Decisiounen, déi Bierger grousse finanzielle Schued kënne bréngen, objektiv an op enger méi gesécherter wëssenschaftlecher Basis gefaasst ginn?

4. Déi deels gravéierend Nodeeler vun der Elektromobilitéit sinn an de leschte Méint jo vill diskutéiert ginn. Ass deen duerch déi aktuell Miessungen erbruechte Beweis, datt weeder bei de Stéckstoff- nach bei de Stëbsemissiounen, den Auto als haaptverantwortlech kann ugesi ginn, Grond genuch, fir hir Aféierung méi lues a reflektéiert ze maachen, fir den Ingenieuren Zäit ze ginn, esouwuel bei der Stroumversuergung wéi och bei der Batterietechnologie a virun allem de Materialien, ëmweltfrëndlech Léisungen ze fannen, déi och net op Kanneraarbecht zréckgräifen?

5. Gesäit d'Regierung och vir, Besëtzer vun Dieselautoen, déi duerch eng eventuell falsch negativ Beurteelung vum Dieselmotor e grousse Wäertverloscht op hire Gefierer erfueren hunn, ze entschiedegen?

Réponse commune (04.06.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Am „Conjoncture Flash" vum Abrëll 2020 huet de Statec e Réckgang vun dem Kraaftstoffverkaf (Diesel a Bensinn) vun 30 % fir de Mount Mäerz 2020 par rapport zum Mäerz 2019 festgestallt. Doduerch kann ee vun enger netter Baisse vun den Emissioune souwuel bei de Klimagase wéi och bei den Loftschuedstoffer am Stroosseverkéier ausgoen. Fir de reellen Impakt vun der Kris kënnen ze quantifizéieren, feelt et awer nach un méi prezisen Donnéeën. Am Moment ginn et dëser Donnéeë vum Statec (Livraison brute de produits combustibles, tableau A4101, http://statistiques.public.lu) just bis de Mount Mäerz, also dem Ufank vun der Kris. Et bräicht een Donnéeën awer och nach fir de Mount Abrëll a Mee, fir eng sënnvoll Ofschätzung kënnen ze maachen. Ausserdeem ass unzehuelen, datt deen Effekt op d'Emissiounen zäitlech limitéiert wäert sinn an datt, jee no der Rapiditéit vun der Reprise vun der ekonomescher Aktivitéit, d'Emissiounen nees wäerten op den übleche Level eropgoen. Doduerch ass et wichteg, datt d'Efforten, fir d'Emissiounen erofzedrécke weider gefouert ginn, fir d'Objektiver beim Klimaschutz a bei der Loftqualitéit ze erreechen.

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 2067 vum 20. Abrëll 2020 am Detail erkläert, weisen d'Resultater vun de Lëtzebuerger Loftmiessstatiounen allgemeng eng däitlech Baisse bei de Stéckstoffdioxid-(NO_2)-Konzentratioune fir d'Méint Mäerz an Abrëll 2020 op. Besonnesch am urbane Beräich an op Plaze mat héijem Verkéiersopkommen, waren am Verglach mam Joer 2019 op bal all de Miessstatiounen d'Konzentratiounen an der Moyenne ëm circa 30 % méi niddreg, esoudatt een dës Baisse op den Abroch am Verkéier kann zréckféieren. Bei de Feinstaub-(PM10)-Konzentratioune konnten an där Period keng ersiichtlech Baissen observéiert ginn. Anescht ewéi beim Stéckstoffdioxid si beim Feinstaub d'Verkéiersemissiounen och net déi dominant Quell. Hei sinn d'Emissioune vun den Energieproduktiounsanlagen a besonnesch déi vun den Heizungen déi dominant Ursaach. Weider weesentlech Quelle vu Feinstaubemissioune sinn d'Industrie an d'Landwirtschaft.

Et muss een och nach ergänzen, datt onofhängeg vun de fräigesaten Emissiounen, déi grad gemoosse Konzentratiounen awer méi oder manner grousse Schwankungen ënnerleien, jee nodeem déi grad virherrschend Wiederkonditioune fir eng méi oder manner gutt Ausbreedung vun de Schuedstoffer an der Loft suergen. Dofir ass et virzezéien, d'Evaluatioun no enger méi laanger Periode ze maachen.

Déi uewen ernimmten Ännerunge bei den Emissioune, sinn fir d'Regierung dohir keng Ursaach, fir hir Mobilitéitsstrategie, wat d'Emissioune vum motoriséierten Individualverkéier betrëfft, ze revidéieren.

Betreffend d'Hierstellung vun de Batterië vun engem Elektroauto an déi reell Emissioune vun engem Elektroauto wärend sengem Liewenszyklus, esou goufen dës Punkten an de rezenten Äntwerten op d'parlamentaresch Ufroen N° 0243 an N° 1774 traitéiert.

Wat den eventuelle Wäertverloscht vun Dieselautoe betrëfft, esou sief drop opmierksam gemaach, datt dëst virun Allem op d'Veronsécherung vun de Konsumente, wat verschidde Motorisatiounen ubelaangt, zréckzeféieren ass. Dës Veronsécherung gouf dann och notamment duerch verschidden Autoshiersteller ausgeléist, well dës probéiert hunn, fir d'Homologatioun hir Autoe maximal ze optiméieren an awer déi reell Emissiounen op der Strooss dësen Optimisatiounen net Rechnung gedroen hunn an deemno d'Emissiounsverhalen op der Strooss vill méi schlecht war wéi am Labo.

Duerch d'Investigatiounen, déi 2015 lancéiert goufen, well verschidden Hiersteller dës Optimisatiounen op d'Spëtzt bruecht haten a sech zum Deel net ganz kooperativ verhalen hunn, ass et tatsächlech zu enger genereller Veronsécherung um-Marché komm. Zousätzlech dozou, hu verschidde Länner Mesurë geholl, fir Autoe mat spezifesche Motorisatiounen op verschiddene Plazen ze verbidden, wat dëse Phenomeen zousätzlech verstäerkt huet.

Obwuel esou Mesuren hei zu Lëtzebuerg net agefouert goufen an dëst am Moment och net geplangt ass, geet aus den Immatrikulatiounszuele vun der SNCA ervir, dass an de leschte Jore manner Autoe mat engem Dieselmotor hei am Land ugemellt goufen. D'Regierung huet sech, wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 2067 beschriwwen, an de leschte Joren, haaptsächlech dorop fokusséiert, dass Tester, déi am Kader vun der Homologatioun gemaach ginn, méi reell Emissiounswäerter solle liwweren, fir doduerch och d'Vertraue vum Konsument erëm ze gewannen. Dës Mesuren hu sech allerdéngs net reng op den Auto mat engem Dieselmotor bezunn, mee op sämtlech Autoen. Wat d'Ëmstellung vum Homologatiounszyklus NEDC op WLTP ubelaangt, ass drop ze verweisen, dass hei de Client mat den affichéierten CO_2-Wäerter (Verbrauch), déi nach no dem alen NEDC-Zyklus gemooss an affichéiert goufen, laang net richteg informéiert gouf, an d'Autoen zum Deel bis zu 2,14l/100 km méi verbraucht hunn. Duerch d'Ëmstellung op den neie WLTP-Zyklus kann de zukünftege Keefer sech e bessert Bild maachen, wat seng reell Käschte beim Kaf vun engem Auto sinn. Et sief natierlech och hei dorobber verwisen, dass de WLTP-CO_2-Wäert an Zukunft bei neien Autoen effektiv benotzt wäert ginn, fir d'Autossteier ze berechnen.

Een eventuelle Wäertverloscht vun Dieselautoen ass also net op Mesurë vun der Regierung zréckzeféieren. Dës hunn och ni als Zil, fir eenzel Motorisatiounen ze penaliséieren, mee éischter, fir technologieneutral a baséierend op esou realistesch wéi méiglech Zuelen, wat d'Emissiounen ugeet, de Prinzip vum „pollueur-payeur" konsequent ëmzesetzen.

Question urgente 2760 (03.09.2020) de **Mme Martine Hansen**, **MM. Gilles Roth** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**enquête de satisfaction par e-mail dans le cadre du suivi de personnes atteintes par la Covid-19 :**

Selon les informations parues dans un article du « Paperjam » en date du 2 septembre 2020, des résidents ont reçu une enquête de satisfaction par e-mail dans le cadre du suivi de personnes atteintes par le Covid-19. Il s'avère que le formulaire est prérempli avec des données et des témoignages personnels d'autres personnes interrogées. L'article en question mentionne encore un deuxième problème, à savoir que le sondage peut être rempli autant de fois que souhaité, ce qui rend ses résultats totalement sans valeur. Dans ce contexte, il se pose ainsi la question de la protection des données collectées dans le cadre de cette enquête.

Dans la mesure où Madame la Ministre de la Santé a expressément ordonné cette enquête en question, nous aimerions poser les questions suivantes :

- Est-ce que Madame la Ministre est au courant de ce bug ?

- Comment la ministre envisage-t-elle de réagir ?

- Comment cette panne informatique a-t-elle pu se produire ?

- Quelle est la base légale de l'enquête par rapport à la législation de la protection des données ?

- Est-ce que la CNPD a été consultée à l'avance dans ce contexte ?

- La ministre peut-elle nous garantir que tant l'identité des personnes que les données de santé des personnes concernées dans le cadre de cette enquête restent anonymes et protégées ?

Réponse (09.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

La Direction de la santé procède en effet à une enquête de satisfaction des personnes ayant eu un contact avec son service de contact tracing dans un souci d'amélioration des processus de suivi des personnes positives et de leurs contacts en vue de gérer efficacement les mises en isolement et en quarantaine, ceci dans le cadre de l'exécution de la mission d'intérêt public dont est investie la direction (article 6 du règlement général relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données).

Pour ce faire, un formulaire électronique a été développé et traduit en trois langues. Une invitation à participer à l'enquête comprenant un lien vers le formulaire est envoyée par courrier électronique à toute personne ayant été appelée par le service du contact tracing par lequel une adresse e-mail a été communiquée dans le cadre de la mise en isolement ou en quarantaine. Ainsi, l'utilisation de l'adresse e-mail est strictement limitée à l'envoi du lien vers le formulaire. La participation à l'enquête de satisfaction se fait évidemment sur base volontaire et la collecte des informations est anonyme.

La loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 permet explicitement le recueil et l'utilisation des adresses électroniques par le Directeur de la santé ou son délégué.

Or, il semble malheureusement que lors de la traduction du formulaire en différentes langues, un problème a surgi et a eu comme conséquence qu'une personne était en mesure de voir les réponses aux questions introduites par la personne ayant précédemment rempli le formulaire. Dès que la Direction de la santé a été informée de cet incident, le formulaire a été désactivé. Il ne sera remis en service qu'après correction du problème.

Enfin, il convient de noter qu'un tel traitement ne présuppose pas une consultation préalable de la Commission nationale pour la protection des données, notamment au regard du caractère volontaire de la participation à l'enquête, tout comme du caractère anonyme des réponses. En effet, à aucun moment il n'est demandé au répondant de s'identifier et les questions posées sont de portée générale.

Question urgente 2792 (10.09.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant l'**incendie au camp pour réfugiés Moria :**

Dans la nuit de mardi à mercredi de cette semaine, le camp de réfugiés de Moria sur l'île grecque de Lesbos a été l'objet d'un énorme incendie. Désormais, entre 12.000 et 13.000 demandeurs d'asile qui peuplaient ce camp initialement prévu pour accueillir environ 3.000 personnes, se trouvent dans le dénuement le plus absolu.

Au niveau de l'Union européenne, la commissaire chargée des affaires intérieures a annoncé que l'UE prenait en charge un transfert immédiat vers la Grèce continentale de 400 mineurs. La Norvège a quant à elle également proposé d'accueillir des demandeurs d'asile. En Allemagne, plusieurs Länder ont également appelé le Gouvernement fédéral à accueillir des demandeurs d'asile issus du camp de Moria.

À la vue de cette immense catastrophe humaine, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

- Le Gouvernement luxembourgeois entend-il également proposer son aide urgente, par exemple en accueillant un certain nombre de demandeurs d'asile sur le sol luxembourgeois ?

Réponse (11.09.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

La catastrophe humaine de Moria requiert un effort de solidarité urgent pour apporter une aide immédiate sur le terrain. Il faudra en tirer rapidement les leçons pour prévenir des catastrophes similaires à l'avenir. L'Union européenne devra faire preuve d'une solidarité obligatoire et pérenne pour garantir un accueil plus équitable des demandeurs d'asile et des réfugiés au niveau européen.

Le Gouvernement est en contact avec la présidence allemande du Conseil des ministres UE, la Commission européenne et le Gouvernement grec ainsi qu'avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour accueillir à courte échéance sur le sol luxembourgeois des victimes démunies par cet incendie.

Question urgente 2793 (10.09.2020) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant l'**incendie au camp pour réfugiés Moria :**

Dans la matinée du mercredi 9 septembre 2020, un incendie catastrophique a ravagé le camp de Moria, le plus grand camp de réfugiés en Grèce. Selon les premières informations des pompiers et secouristes grecs, la quasi-totalité du camp a été détruite. L'île de Lesbos où se situe le camp hébergeant plus de 12.000 réfugiés a été déclarée en état d'urgence par le Gouvernement grec.

Par le passé, les camps de réfugiés et particulièrement celui de Moria ont régulièrement fait l'objet de reportages dans les médias et de discussions politiques. Alors que récemment, le risque de contagion du coronavirus a été particulièrement scruté, les conditions d'hygiène et de vie plus générales à l'intérieur du camp ont été décriés de façon récurrente, tant par les réfugiés que par les organisations non gouvernementales. Il ressort de témoignages directs et de la couverture médiatique que les émeutes et conflits étaient devenus des occurrences quasi journalières à l'intérieur du camp dans un passé récent.

L'incendie fait éclater au grand jour la situation des camps de réfugiés en Méditerranée européenne et risque d'exacerber radicalement l'enjeu de la répartition des réfugiés parmi les États membres de l'Union européenne. Outre le défi immédiat de prêter une aide d'urgence aux réfugiés sur l'île de Lesbos, il importe dès lors aussi de garder en vue les défis fondamentaux de la politique de migration et d'asile dans un contexte européen.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Monsieur le Ministre est-il déjà entré en contact avec ses homologues européens afin de venir au secours des réfugiés du camp Moria le plus rapidement possible ? Monsieur le Ministre entend-il lancer des mesures luxembourgeoises indépendantes en faveur des réfugiés ?

2) Monsieur le Ministre estime-t-il que les événements récents à Lesbos (à savoir la crise sanitaire à l'intérieur du camp et l'incendie) sont susceptibles de provoquer un déblocage au niveau des négociations européennes concernant l'accueil et la répartition des réfugiés entre les États membres ?

Réponse (14.09.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

La catastrophe humaine de Moria requiert un effort de solidarité urgent pour apporter une aide immédiate sur le terrain. Il faudra en tirer rapidement les leçons pour prévenir des catastrophes similaires à l'avenir. Comme l'honorable Députée l'a justement soulevé, les tensions ont été exacerbées par les conditions mêmes de l'accueil. La Commission européenne et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés s'engagent de s'investir dans l'amélioration des conditions sur l'île de Lesbos.

Les États membres pourront surtout y contribuer par un effort de relocalisation pour réduire le nombre de personnes à accueillir sur place. Le Gouvernement est en contact avec la présidence allemande du Conseil des ministres UE, la Commission européenne et le Gouvernement grec ainsi qu'avec le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations Unies pour accueillir à brève échéance sur le sol luxembourgeois des victimes démunies par cet incendie.

La Commission européenne devrait tenir à l'esprit cette catastrophe dans le cadre du pacte migratoire qu'elle entend présenter le 1er octobre 2020. L'Union européenne doit faire preuve d'une solidarité obligatoire et pérenne pour garantir un accueil plus équitable des demandeurs d'asile et des réfugiés au niveau européen. Toutefois, le résultat de ces négociations dépendra de l'attitude des États membres, qui doit impérativement évoluer après cette catastrophe de Moria.

Question urgente 2850 (17.09.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **mesures prévues dans le cas d'une infection Covid-19 dans une classe :**

Fir d'Ausbreedung vun der Covid-19-Pandemie anzedämmen, gëtt vu ministerieller Säit aus e Contacttracing gemaach, fir potenziell infizéiert Persounen ze identifizéieren an zäitweileg ze isoléieren. Dobäi ass et wichteg, dass Leit, déi a Kontakt mat enger infizéierter Persoun waren, méiglechst séier doriwwer informéiert ginn, fir dass si de Virus net nach weider verbreede kënnen. Vill Persounen informéieren hiert Ëmfeld dofir direkt, wa si positiv op de Covid-19 getest ginn, a warnen déi Persoune vir, mat deenen si a Kontakt waren, éier dës vun der Santé kontaktéiert ginn.

Esou kann et virkommen, dass eng Schouljoffer oder e Schoulmeeschter vun den Elteren doriwwer informéiert gëtt, dass e Kand aus der Klass positiv op de Covid-19 getest gouf, éier d'Léierpersonal vun der Santé ugeruff kritt. Fir d'Schoulpersonal stellt sech an dëse Fäll d'Fro, ob si selwer bzw. hir Direktioun decidéiere kënnen, Klassen temporär vum Presenzunterrecht auszeschléissen, éier si eng Ordonnance vum Minister krut hunn, aus där kloer ervirgeet, dass eng Mise en quarantaine vun de Schüler beschloss gouf. Wa si nämlech decidéieren ze waarden, bis eng offiziell Ordonnance virläit, kéint et zu Situatioune kommen, an deene Schüler, déi sech potenziell bei engem Klassekomerod mam Virus ugestach hunn, nach ee bis zwee Deeg regulär an d'Schoul ginn, well d'Ordonnance fir eng Quarantän net séier genuch ausgesprach gouf, obwuel d'Léierpersonal informéiert gouf. Anerersäits riskéiere si, mat der Decisioun hir Klass zouzemaachen, hir Kompetenzen ze iwwerschreiden an d'Kanner ouni legal Basis vum Schoulunterrecht auszeschléissen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de d'Ministere fir Bildung a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Huet d'Madamm Ministesch Zuelen iwwert d'Zäit, déi duerchschnëttlech vergeet tëschent deem Moment, wou ee positiivt Covid-19-Testresultat fir eng Persoun virläit, an deem Moment, wou all duerch de Contacttracing

ermëttelt Persounen an Institutioune kontaktéiert goufen?

2. Gouf et vu ministerieller Säit aus eng Circulaire fir d'Léierpersonal, aus där kloer ervirgeet, wéi si reagéiere sollten, am Fall wou si vun Elteren iwwer eng Covid-19-Infektioun an hirer Klass informéiert goufen?

3. Dierfen Titulairen decidéieren, ob d'Schüler aus hire Klassen temporär vum Presenzunterrecht ausgeschloss kënne ginn, wann et eng Infektioun mam Covid-19 an der Klass gouf, éier eng ministeriell Ordonnance virläit?

Falls net: Kënnt dës Kompetenz niewent dem Minister nach Persoune mat enger Funktioun am Enseignement zou?

Réponse commune (23.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Inspection sanitaire huet déi genee Donnéeë betreffend den Zäitpunkt zu deem si vun de Laboratoiren d'Resultater vun de Persounen, déi positiv op de Covid-19 getest gi sinn, iwwermëttelt kritt.

Dësen Zäitpunkt ka verschidde si vum Moment, wou de Laboratoire der betraffener Persoun d'Resultat matdeelt.

Den Horaire vun all Appell gëtt enregistréiert. Soumat kann déi genau Auerzäit retracéiert ginn, zu där eng Persoun, déi ee Contact à haut risque mat enger infizéierter Persoun hat, informéiert gouf. Déi duerchschnëttlech Dauer tëschent der Receptioun vum positive Resultat an dem Ofschloss vun allen Etappe vum Contacttracing läit am Allgemengen ënner 24 Stonnen. En ass ofhängeg vun der gudder Zesummenaarbecht vun alle Persounen, déi dozou opgeruff sinn, déi noutwendeg Informatioune fir dëse Contacttracing ze ginn. Dozou zielen och d'Employeuren an d'Institutiounen, bei deenen de Kontakt ka geschitt sinn.

ad 2. Et läit op der Hand, datt den Titulaire de classe, dee vun den Elteren iwwert d'Covid-19-Infektioun vun hirem Kand informéiert gouf, dës Informatioun, iwwert d'Regionaldirektioun respektiv d'Lycéesdirektioun un d'Cellule de coordination weiderleet. A Récksprooch mat der Direktioun vun der Santé ënnerhält dës all weider Schrëtter, fir jee no Situatioun enger Verbreedung vum Virus effikass entgéintzewierken. Aus dem Kapitel 4 vun der Nott un d'Personal aus de Schoulen an de Lycéeën, déi am Virfeld vun der Rentrée 2020/2021 un d'Personal geschéckt gouf, ginn déi eenzel Instanze mat hire Missiounen ervir, déi an dësem Kontext matwierken.

Am Fall, wou d'Kand sech zu deem Zäitpunkt an der Schoul befënnt, ass d'Prozedur, déi an den temporaire sanitäre Recommandatiounen am Kontext vum Covid-19 beschriwwe gëtt, anzehalen. Dës Recommandatiounen, déi dem Léierpersonal d'lescht Schouljoer zweemol vu mengen zoustännege Servicer geschéckt goufen, si vun der Direktioun vun der Santé an Zesummenaarbecht mat mengem Ministère ausgeschafft ginn an och aktuell fir de grand Public um Internetsite vum Gesondheetsministère zougänglech. Am Fall, wou ee Schüler Symptomer huet, muss e säi Mondschutz undinn an an engem separate Sall isoléiert ginn, fir déi aner Membere vun der Schoulcommunautéit ze schützen.

ad 3. Ewéi et aus de Circulairen un d'Schoul- an d'Lycéespersonal evirgeet, gëtt mäi Ministère, soubal e vun enger Direktioun informéiert gëtt, dass eng Covid-19-Infektioun an enger Schoul virläit, dëst weider un d'Cellule de Coordination. Dës Cellule mécht op deeglecher Basis e Rapport zur aktueller Situatioun an de Schoulen a steet all Dag a Kontakt mam Comité de pilotage „Covid-19 and Education". Wann et néideg wier, kann dëse Comité de pilotage déi néideg Mesure decidéieren.

D'Mesure vun der Quarantän ënnerläit hei der Autoritéit vun der Direktioun vun der Santé. Nëmme si dierf heifir den Accord ginn a bestëmmte Schüler, Klassen oder ganz Cyclen a Quarantän setzen.

Een Elterendeel vun engem Schüler, deen a Quarantän muss, ka fir d'Dauer vun der Quarantän de Congé pour raisons familiales ufroen, fir sech ëm d'Kand ze këmmeren. Am Fall, wou d'Schüler aus enger Klass isoléiert ginn, huet jeeweils een Elterendeel d'Méiglechkeet, de Congé pour raisons familiales unzefroen, fir d'Kand ausserhalb vun de Schoulzäiten ze encadréieren.

An der uewe genannte Circulaire ënnerscheede mir ausserdeem tëschent dräi Zenarien an dëst a Funktioun vun der Unzuel vun den infizéierte Persounen.

Zenario 1: Et läit just ee Covid-19-Fall an enger Klass vir

Am Fall, wou een isoléierte Covid-19-Fall an der Klass virläit, kann een dovunner ausgoen, dass d'Source vun der Infektioun ausserhalb vun der Schoul läit. Deementspriechend gëtt de Rescht vun der Klass net automatesch mat a Quarantän gesat, allerdéngs trëtt d'Mesure vum Isolement a Kraaft. D'Matschüler esouwéi d'Enseignanten, déi an direktem Kontakt mam Kand stoungen, ginn am Kader vum Contacttracing opgefuerdert, sech testen ze loossen. Wärend si op d'Resultater vum Test waarden, musse si follgend Consignen, déi an de Circulairen un d'Schoul- an d'Lycéespersonal erkläert ginn, befollegen:

- Falls si keng Symptomer virweisen, ginn d'Schüler an d'Léierpersonal weider an d'Schoul.

- D'Enseignanten an d'Schüler ab dem Cycle 2 mussen um Terrain vun der Schoul (um Schoulhaff), innerhalb vum Schoulgebai an am Klassesall eng Mask unhunn. An dëst wärend fënnef Deeg nom leschte Kontakt mat der infizéierter Persoun a wärend si op d'Resultat vun hirem Test waarden.

- D'Schüler aus der betraffener Klass esouwéi hiert Léierpersonal evitéieren all Kontakt mam Rescht vun der Schoulcommunautéit. Dat heescht:

• d'Schüler ginn net an de Schoulhaff wann aner Klassen do sinn;

• d'Schüler ginn net méi an den Turn- a Schwammunterrecht;

• d'Schüler ginn net méi an d'Raim vum SEA (Services d'éducation et d'accueil), mee ginn den éischten Dag vun hirem Isolement isoléiert um Niveau vum SEA betreit. Vum nächsten Dag u ginn dës Kanner net méi ausserhalb vun de Schoulstonne betreit a mussen nom Unterrecht heemgoen.

Ausserdeem dierfen d'Kanner net méi un ausserschouleschen Aktivitéiten (z. B. Hobbyen, kulturell Evenementer etc.) deelhuelen.

Zenario 2: Et leie méi Covid-19-Fäll an enger Klass vir

Och hei kann een net direkt dovunner ausgoen, datt et eng Infektiounsketten an der Schoul gëtt. D'Schüler kënne sech zum Beispill och baussent der Schoul bei gemeinsamen Aktivitéiten ugestach hunn. Trotzdeem ass d'Infektiounsgefor an dësem Fall natierlech méi héich an dofir gëtt als Virsichtsmoossnam een oder méi Enseignanten esouwéi déi ganz Klass a Quarantän gesat. Ausserdeem gëtt eng Identifikatioun vun all Kontaktpersoun an der Schoul duerchgefouert (Contacttracing).

Zenario 3: Et gëtt eng Infektiounsketten an enger Schoul

Wa méi Persoune sech innerhalb vun der Schoul ugestach hunn, dann trëfft de Comité de pilotage „Covid-19 and Education" zousätzlech Protektiounsmoossnamen. Dës Mesurë kënnen esouwuel vum Gesondheetsministère ewéi och vum Educatiounsministère geholl ginn. Och hei gëtt nees e Contacttracing vun de Kontakter gemaach an déi betraffe Klasse ginn a Quarantän gesat.

D'Protektioun vun alle Schüler esouwéi vum ganze Léierpersonal ass a bleift weiderhin d'Prioritéit. Duerch e kollektiven Effort an eng enk Zesummenaarbecht tëschent alle bedeelegten Acteure bleiwe mir weiderhi reaktiv, soudass déi jeeweils entspriechend Mesurë getraff kënne ginn.

Question urgente 2859 (18.09.2020) de **MM. Marc Baum** et **David Wagner** *(déi Lénk)* concernant les **dispositions de testing du personnel enseignant dans les établissements d'enseignement musical :**

En amont de la rentrée scolaire, le personnel enseignant et les élèves ont été invités à se faire tester gratuitement dans le cadre du large scale testing. Il est également prévu, en cas de besoin, de déployer de nouvelles mesures de testing dans les bâtiments scolaires, auprès des populations scolaires, élèves et enseignant(e)s. Dans un document officiel du 4 septembre 2020 du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, il est question du testing « d'une grande partie, voire de la totalité de la population scolaire ». La mise en place de ces mesures incombent cependant à la Direction de la santé. D'après des informations qui nous ont été transmises, des enseignant(e)s d'établissements d'enseignement musical (UGDA), n'auraient en qualité de chargé(e)s de cours pas eu accès au tests gratuits sous prétexte que ces tests ne seraient destinés qu'aux enseignant(e)s fonctionnaires. Si cette information s'avère véridique, cela représenterait non seulement une inégalité de traitement, mais aussi un important risque sanitaire pour toutes les personnes impliquées, d'autant plus que par leur nature même, la pratique de certains instruments et du chant impliquent de prendre encore davantage de précautions sanitaires.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous indiquer s'il s'agit là d'une information véridique ?

2) Dans l'affirmative, Madame et Monsieur les Ministres feront-ils rapidement le nécessaire pour remédier à cette situation en mettant l'option du test gratuit à disposition de tout le personnel enseignant tous statuts confondus ?

Réponse commun (22.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Afin d'assurer une rentrée scolaire permettant de lutter efficacement contre le Covid-19, le Gouvernement luxembourgeois a invité les élèves et jeunes âgés entre 4 et 20 ans et résidant au Luxembourg ainsi que le personnel de l'éducation nationale à participer volontairement et gratuitement au test du dépistage à grande échelle du Covid-19. À cela s'ajoute que des capacités de tests supplémentaires ont dû être dégagées afin de permettre aux résidents devant se déplacer dans un pays qui requiert un test négatif de se faire tester tout comme les capacités de test nécessaires pour permettre aux personnes qui résident au Grand-Duché et revenant d'un séjour à l'étranger de se soumettre à un dépistage au Covid-19 gratuit. L'envergure de ces dépistages a fait en sorte que la capacité à effectuer des tests a temporairement atteint ses limites.

Le dépistage à grande échelle ayant pour objectif de vérifier et de comprendre la prévalence de l'infection Covid-19 dans la population luxembourgeoise en vue d'évaluer la diffusion du virus, a par ailleurs montré que le virus n'était que faiblement présent parmi la population scolaire. Pour ces raisons, un dépistage systématique parmi les enseignants d'établissements d'enseignement musical du secteur communal n'a pas été envisagé au moment de la période précédant la rentrée scolaire.

Question urgente 2860 (18.09.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **mesures prévues dans le cas d'une infection Covid-19 dans une classe :**

Wann e Kand positiv op Covid-19 getest gëtt, gëtt déi ganz Klass a Quarantän gesat. Si bleift da vun deenen anere Klassen isoléiert. Déi éischt Fäll am Fondamental si schonn opgetrueden. Et feelt u kloren Instruktiounen iwwert d'Prozeduren an d'Modalitéiten, a well d'Situatioun sech an der Praxis awer zimmlech chaotesch duerstellt, wéilt ech dem Här Schoulminister follgend Froe stellen:

1. Vu wiem an a wéi engem Delai gëtt den Enseignant kontaktéiert, wann e Kand aus senger Klass positiv ass?

2. Wie muss d'Eltere vun deenen anere Kanner aus der Klass kontaktéieren?

3. Wéi a vu wiem ginn déi aner Membere vun der Schoulcommunautéit informéiert? Ginn et do genee Instruktiounen?

4. Well déi Klass net mat deenen anere Klassen a Kontakt kommen dierf, mussen d'Kanner entweeder méi fréi oder méi spéit an d'Schoul kommen, also dann och net mat dem gewéinleche Schoultransport. Wien iwwerhëlt d'Verantwortung wann op dem zäitlech oder raimlech decaléierte Schoulwee eppes geschitt?

5. Kréien d'Eltere genee Instruktiounen, fir dee Schoulwee sécher ze gestalten? Wann déi Kanner mam ëffentleche Bus kommen, vläicht och nach zesumme mat anere Kanner, kann dat dann net eng Ustiechungsgefor fir déi aner Kanner mat sech bréngen?

6. Wéi gëtt mat esou Situatiounen an enger Maison relais ëmgaangen?

7. Mussen déi Kanner a Quarantän och an der Fräizäit isoléiert bleiwen, däerfen also net a Veräiner goen asw.? Sinn d'Elteren dofir verantwortlech?

8. Wéi ass et mat de Geschwëster vu Kanner aus enger Klass a Quarantän?

9. Kritt den Enseignant kloer Instruktiounen iwwert déi sanitär Sécherheet, zum Beispill vum Schouldokter?

10. Ass virgesinn, datt d'Schoulcommunautéit progressiv méi sécher Maske (FFP2) kritt?

11. Hunn d'Elteren dat Recht, hiert Kand am Fall, wou eng Klass a Quarantän ass, wärend där Zäit doheem ze halen? Wéi eng Prozedure mussen d'Eltere befollegen? Musse si d'Quarantän vun hirem Kand anere matdeelen (z. B. op der Aarbechtsplaz)? Si si automatesch och a Quarantän?

Réponse (23.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Am Fall vun enger Covid-19-Infektioun a senger Klass gëtt den Enseignant spéitstens am Kader vum Contacttracing vun der Cellule de coordination vum MENJE kontaktéiert an iwwert d'Mesuren, déi et jee no Unzuel vun de Covid-19-Infektiounen ze applizéiere gëlt, informéiert.

Am Fall wou d'Eltere vum betraffene Schüler den Enseignant scho virdrun informéieren, reecht dësen d'Informatioun sou séier wéi méiglech, a gegeebenefalls iwwert d'Schouldirektioun, un d'Cellule de coordination weider.

D'Eltere vun de betraffene Kanner ginn de selwechten Dag nach, wou dat éischt positiivt Resultat erauskënnt, vun der Inspection sanitaire kontaktéiert.

A béide Fäll gëtt sech déi néideg Zäit geholl, fir den Enseignanten am Kader vun engem Telefonsgespréich den Detail vun de Mesuren ze erklären an hinnen op hir Froen ze äntweren.

ad 2. Fir esou reaktiv ewéi méiglech ze sinn, gouf am Kader vun der sanitärer Kris an all Schouldirektioun eng Cellule Covid kreéiert. Dës Cellule kontaktéiert kontaktéiert am Fall vun enger Isolatioun vun der Klass déi jeeweileg betraffen Elteren. Bei weidere Froe kënnen d'Elteren zu all Moment d'Helpline 8002-9090 uruffen.

Am Fall vum Zenario 3 (Circulaire „Informations au personnel enseignant et éducatif de l'enseignement fondamental pour la rentrée scolaire 2020/2021", Säit 8), an deem méi Persounen sech bannent der Schoul ugestach hunn, trëfft de Comité de pilotage „Covid-19 and Education" zousätzlech Protektiounsmoossnamen. Dës Mesurë kënnen esouwuel vum Gesondheetsministère ewéi och vum Educatiounsministère geholl ginn.

ad 3. Fir e Maximum u Reaktivitéit ze erméiglechen, kontaktéiert d'Regionaldirektioun oder d'Lycéesdirektioun och all déi aner Membere vun der Schoulcommunautéit fir si iwwert d'Virleie vun engem positive Covid-19-Fall ze informéieren. Am Kader vun dëser Informatioun steet esouwuel d'Transparenz wéi och den Dateschutz am Viergergrond an esou kréien déi impliziéiert Acteure genee déi Informatiounen, déi néideg sinn, fir eng optimal Adaptatioun vun de Preventiounsmesuren ze assuréieren, esou datt si sech an hiert Ëmfeld schütze kënnen.

ad 4. + 5. De Rapport „L'école face à la Covid-19 au Luxembourg", an deem d'Erkenntnisser aus enger déifgräifender Analys vun der Evolutioun vun de Covid-19-Infektiounen an de Lëtzebuerger Schoulen opgefouert sinn, beinhalt keng Indikatiounen dofir, datt et an engem Schoultransport Infektioune ginn hätt. Deemno ass den Trajet zwëschent der Schoul an dem Doheem aktuell net als Aktivitéit anzestufen, wärend där d'Schüler engem héijen Infektiounsrisiko ausgesat wieren.

Fir d'Schüler am Schoultransport an am ëffentleche Transport gëllen d'Consignen aus de Circulairen, déi dem Schoulpersonal am Virfeld vun der Rentrée zoukomme gelooss goufen an um Internetsite vu mengem Ministère ëffentlech zougänglech sinn. Aus dëse Circulairë geet ervir, datt all Kand iwwer sechs Joer souwuel am Schoultransport ewéi och am ëffentleche Bus um Trajet zwëschen dem Doheem an der Schoul eng Mask muss unhunn.

Vu datt d'Organisatioun vum Schoultransport am Enseignement fondamental an de Gemengen hir Attributioune fält, steet et de Gemenge fräi, no enger Evaluatioun vun de lokale Gegeebenheete weider Preventiounsmesuren ze decidéieren.

ad 6. Kanner aus enger Klass, déi an Isolatioun ass, dierfen net méi an d'Maison relais goen, well do d'Distanz mat anere Kanner net garantéiert ka ginn. Dës Kanner ginn den éischten Dag vun de Services d'éducation et d'accueil (SEA) isoléiert betreit fir de Kontakt mat anere Kanner op e Minimum ze begrenzen. Vum nächsten Dag u ginn dës Kanner net méi ausserhalb vun de Schoulstonne betreit a mussen nom Unterrecht heemgoen.

Fir ausserhalb vun de Schoulzäiten eng gëeegent Prise en charge vun de Schüler, déi bedéngt duerch den Isolement net méi dierfen un ausserschouleschen Aktivitéiten deelhuelen, sécherzestellen, huet jeeweils ee concernéierten Elterendeel d'Méiglechkeet, de Congé pour raisons familiales unzefroen.

ad 7. Esouwuel wärend dem Isolement ewéi och der Quarantän ass eng Participatioun un ausserschouleschen Aktivitéite respektiv

Fräizäitaktivitéiten ze ënnerloossen. Doriwwer informéiert d'Ordonnance vun der Direction de la santé. D'Eltere sinn dofir verantwortlech, datt dëst agehale gëtt.

ad 8. D'Geschwëster oder aner Leit aus der Famill vun engem Kand, dat an Isolatioun ass, well een anert Kand aus der Klass, en Enseignant oder Educateur positiv op Covid-19 getest gouf, ginn net isoléiert, et sief dann, et géif sech am Contacttracing erausstellen, datt si an hirer Fräizäit een direkte Kontakt mat der positiv geteste Persoun gehat hätten.

ad 9. An Zesummenaarbecht zwëschent dem Gesondheetsministère a menge Servicer goufen a ginn och weiderhi wärend der sanitärer Kris Dokumenter ausgeschafft an deenen d'Mesuren, déi spezifesch vun de Membere vun der Schoulcommunautéit mussen ëmgesat ginn, am Detail erkläert sinn. Am Virfeld vum Enseignement en alternance, dem Zesummeleeë vun de Klassegruppen an der Rentrée 2020/2021 gouf dem Schoulpersonal jeeweils eng Nott mat geneeë Consignen zoukomme gelooss. Derbäi kënnt, dass och déi temporaire sanitär Recommandatiounen am Kontext vum Covid-19 bei Bedarf ugepasst goufen an un d'Schoulpersonal verschéckt goufen. Des Weidere ginn um Internetsite vu mengem Ministère eng sëllechen Informatioune betreffend de Covid-19 am schoulesche Kontext zur Verfügung gestallt an à jour gehalen. Zum aktuellen Zäitpunkt ass d'Helpline 8002-9090, op där een ënner anerem allgemeng Informatiounen iwwer d'Moossnamen am Bildungsberäich ka froen, nach ëmmer aktiv, esoudass d'Enseignanten och hei een oppent Ouer fannen.

ad 10. FFP2-Maske sinn am Prinzip dem Secteur sanitaire virbehalen, an eventuell vereenzelte vulnerabele Persounen. Et wär och ganz schwiereg fir Kanner, dës Maske reegelméisseg ze droen. Dës Maske sinn am fräien Handel ze kréien, an all Persoun, déi esou eng Mask wéilt, kéint se deemno kafen.

Doriwwer eraus haten d'Schoulen am Virfeld vun der Rentrée d'Méiglechkeet, fir d'Material, dat fir d'Ëmsetzung vun den temporaire sanitäre Recommandatiounen an de Schoulen néideg ass, bei mengem zouständegе Service ze bestellen. A puncto Mundschutz konnte chirurgesch Masken, Buffe fir d'Kanner, déi d'lescht Joer nach net an d'Cyclen 2 bis 4 gaange sinn, an FFP2-Maske fir déi vulnerabel Persounen, déi just mat ënner anerem dëser Adaptatioun kënnen an d'Schoul goen, bestallt ginn.

Duerch de Respekt vun de Geste-barrièren an deenen aneren temporaire sanitäre Recommandatiounen am Kontext vum Covid-19 gëtt den Infektiounsrisiko an de Lëtzebuerger Schoulen esou kleng ewéi méiglech gehalen an aus deem Grond ass et aktuell net virgesinn, FFP2-Masken un all d'Membere vun der Schoulcommunautéit ze verdeelen.

ad 11. Wann eng Klass an Isolatioun gesat gëtt, ginn d'Kanner aus dëser Klass weiderhin an d'Schoul. Si dierfen allerdéngs net méi un ausserschouleschen Aktivitéiten deelhuelen.

Aus dësem Grond kënnen Elteren, deenen hir Kanner an Isolatioun sinn, Congé pour raison familiales ufroen. Déi genee Demarche fir d'Ufroe vun dësem Congé gëtt um Internetsite vun der CNS erkläert an hei kënnen d'Elteren och de Formulaire eroflueden, via deen si hir Demande kënnen erareechen.

Am Fall vun enger Isolatioun vun hirem Kand, sinn d'Eltere selwer net betraff, well si kee Kontakt mat der positiv getester Persoun haten. Aus dësem Grond kann och ëmmer just ee vun den Eltere gläichzäiteg vum Congé pour raisons familiales profitéieren, fir sech ëm d'Betreiung vum Kand, dat an Isolatioun ass, ze këmmeren.

Question urgente 2863 (21.09.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **mise en quarantaine du personnel enseignant :**

An de leschten Deeg konnt een op de sozialen Netzwierker vu Fäll liesen, wou Enseignanten a Quarantän gesat ginn, awer trotzdeem autoriséiert ginn hir Coursen ze halen. Den Direkter vun der Santé beréfft sech an de jeeweilegen Autorisatiounen op den Artikel 7 Paragraf 3 Alinea 3 vum Gesetz vum 17. Juli 2020 dee Follgendes festhält:

« La personne concernée par une mesure de mise en quarantaine peut se voir délivrer un certificat d'incapacité de travail ou de dispense de scolarité en cas de besoin ainsi que, le cas échéant, une autorisation de sortie sous réserve de respecter les mesures de prévention précisées dans l'ordonnance. »

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi vill Fäll vu Léierpersonal, dat a Quarantän gesat gouf an awer soll schaffe goen, ginn et am Moment?

2. Sinn esou Autorisatiounen, fir trotz Quarantän dierfe schaffen ze goen, och schonn an anere Beruffer ausgestallt ginn?

3. Wa jo, wéi vill an a wéi enge Beruffer?

4. Goufen et schonn Demandë fir vun esou enger Autorisatioun ze profitéieren, déi refuséiert goufen? Wa jo, aus wéi engem Grond?

5. No wéi enge Krittäre kann esou eng Autorisatioun ugefrot gi vu Betriber oder vun Independanten?

Réponse commune (22.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Tëschent dem 15. September an dem 21. September sinn am Ganzen 93 Enseignanten a Quarantän gesat gi mat enger Autorisatioun de sortie, fir schaffen ze goen.

ad 2. Esou Autorisatiounen goufe bis elo net ausgestallt fir aner Beruffer. D'Direktioun vun der Santé huet awer eng Prozedur virgesinn an deem Sënn fir d'Gesondheetsberuffler an de Spideeler an an de Maisons de soins falls et do zu Enkpäss beim Personal géif kommen. Et wär duerchaus méiglech, da Personal an der Quarantän schaffen ze loossen, natierlech ënner ganz strengen Oplagen (Equipement de protection individuel - EPI). D'Direktioun vun der Santé huet awer bis elo keng esou Autorisatioun mussen ausstellen.

ad 3. Den Direkter vun der Santé huet bis elo nach keng Demandë fir esou Autorisatiounen am Kontext vun der Aarbecht krut.

ad 4. All Bierger, deen ënner Quarantän gesat gëtt, kann esou eng Autorisatioun beim Direkter vun der Santé ufroen. All Demande gëtt individuell gepréift op Basis vun der Drénglechkeet (wéi schnell muss déi Aktivitéit gemaach ginn? ka si net bis no der Quarantän waarden?), der Wichtegkeet (ass déi Aktivitéit essentiell? wat sinn d'Konsequenze fir de Betraffene wann si net elo gemaach ka ginn?) an der Duerchféierbarkeet (ass et méiglech d'Aktivitéit esou duerchzeféieren, dass de Risk vun enger eventueller Contaminatioun vun Drëttpersounen ausgeschloss ass?).

Question urgente 2865 (21.09.2020) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant l'**assèchement du lac de Weiswampach :**

Le 18 septembre 2020, une équipe de l'Administration de la nature et des forêts (ANF) a été alertée par des résidents locaux ayant constaté que le niveau de l'eau du lac de Weiswampach était loin en dessous du niveau habituel. Selon le bourgmestre de la commune, le niveau de l'eau du lac aurait été baissé afin de créer une zone tampon avant l'hiver. Étant donné que la limite usuelle de la zone tampon est d'un mètre par rapport au niveau de référence et que l'assèchement a fait baisser l'eau au-delà de cette limite, l'ANF a demandé aux autorités communales de cesser l'assèchement et de ramener le niveau minimal d'un mètre.

Malgré cette demande, force est de constater que le niveau du lac a continué à baisser par la suite. Selon le bourgmestre de la commune, une écluse défectueuse rendrait la remise à niveau de l'eau impossible.

Par ailleurs, le bourgmestre a précisé que les autorités communales voulaient aller au-delà du niveau d'un mètre afin de réparer l'écluse qui serait défectueuse depuis plus de 20 ans. Selon le bourgmestre, la réparation de l'écluse permettrait de restaurer un biotope asséché depuis longtemps à cause de l'écluse défectueuse.

Le bourgmestre a également mentionné l'intention de la commune de procéder à un moment ultérieur à un nettoyage complet du lac.

Dans ce contexte je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer les événements décrits ci-dessus ?

2) Quels faits ont été constatés par les collaborateurs du Ministère de l'Environnement sur place, notamment concernant le niveau d'eau du lac, l'écluse défectueuse ou encore les éventuelles mesures prises par les autorités communales afin de protéger la faune et la flore du lac suite à l'assèchement ?

3) Quelles sont les conséquences de l'assèchement sur la faune et la flore du lac ? Quelles mesures seront nécessaires afin de rétablir le lac à son état initial ? Par qui ces mesures serontelles mises en place voire financées ?

4) De quelles autorisations l'administration communale devrait-elle disposer afin d'effectuer la réparation de l'écluse par le biais d'un assèchement du lac ? Quelles autorisations sont nécessaires pour le nettoyage d'un lac ? L'administration communale dispose-t-elle des autorisations requises ?

5) Quelles seront les conséquences des événements décrits ci-haut, notamment sur le projet de la construction d'un hôtel près du lac ?

6) Madame la Ministre est-elle d'avis que la réparation de l'écluse permettrait effectivement de restaurer le biotope asséché ?

Réponse (23.09.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Oui, des agents de l'Administration de la nature et des forêts (ANF) et de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) étaient à Weiswampach en date du 18, 20 et 21 septembre 2020 afin d'examiner la situation sur les lieux.

Les autorités communales ont été invitées par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (MECDD) en date du 18 septembre 2020 (vendredi dernier) de cesser l'assèchement. Après cette intervention l'écluse a été fermée. Malgré cette démarche, le niveau du lac semblait continuer à se baisser au cours du weekend. Ceci est probablement dû au fait qu'une certaine quantité d'eau se déverse à un endroit près de l'écluse et que le lac n'est pas suffisamment alimenté par son ruisseau et ceci à cause de la sécheresse actuelle.

Il faut souligner qu'il s'agit d'un lac artificiel, n'étant pas considéré comme masse d'eau selon la directive cadre sur l'eau comme sa surface est inférieure à 50 hectares, ni comme biotope protégé au sens de l'article 17 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Par contre la « Kailsbaach » en amont et la « Wemperbaach » en aval des lacs sont des masses d'eau de surface dont le bon état écologique doit être établi d'ici 2027 au plus tard. Une des mesures les plus importantes à réaliser dans cet aspect et de rétablir la franchissabilité écologique entre les deux masses d'eau et donc à travers les lacs. Des biotopes protégés (BK11, marécages/bas marais) se trouvent en aval des deux lacs artificiels et sont alimentés par la « Wemperbaach ». Ainsi, la gestion du niveau du lac a des répercussions aussi bien sur le lac même que sur les ruisseaux et les biotopes en aval.

Les faits relatés par l'honorable Députée peuvent être confirmés. La commune dispose en effet d'une autorisation sur base de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau qui prévoit un abaissement du niveau d'eau d'un mètre avant la période hivernale. Il a été constaté par les agents de l'ANF que l'abaissement opéré la semaine passée est nettement supérieur au niveau autorisé et que le niveau de l'étang était encore constamment en baisse. Les mesures prises pour ramener le lac au niveau autorisé se sont montrées insuffisantes et ceci notamment à cause d'une vanne non étanche, qui a pour répercussion que l'écoulement ne puisse être complètement arrêté, et un débit très faible de la « Kailsbaach » qui alimente le lac en eau.

ad 2) Le 18 septembre 2020 (vendredi dernier) les agents de l'ANF ont constaté que le niveau d'eau de l'étang était abaissé. Les autorités communales ont essayé d'arrêter le déversement d'eau.

Concernant la vanne défectueuse, il est difficile de réaliser les travaux d'étanchéification tant qu'elle se trouve partiellement submergée. Il faut par conséquent trouver une solution technique pour réaliser ces travaux sans pour autant risquer de provoquer un dessèchement complet du lac ni d'une variation trop forte du débit de la « Wemperbaach » en aval des lacs, phénomène qui a été également registré les jours précédents.

Afin de pouvoir évaluer le risque pour la faune aquatique, la concentration de l'oxygène a été déterminée par une mesure manuelle au courant du 21 septembre 2020 (hier). Cette mesure a montré que la saturation en oxygène est toujours à 100 % et donc comparable aux résultats obtenus au cours de l'année dans le cadre de la surveillance des eaux de baignade. L'AGE installe le 22 septembre 2020 (aujourd'hui) une sonde permettant de surveiller l'évolution de ce paramètre en ligne pour pouvoir réagir le cas échéant. Les autorités communales doivent préparer une aération artificielle de l'eau du lac ou encore un prélèvement des poissons avant que le niveau d'oxygène ne devienne critique.

ad 3) Une analyse approfondie sera effectuée par l'ANF et l'AGE pour déterminer les conséquences exactes de l'abaissement du niveau d'eau. Il est encore trop tôt pour tirer des conclusions définitives et le changement des conditions météorologiques des prochains jours devrait contribuer à une amélioration de la situation.

Le principe « pollueur-payeur » est d'application. Par conséquent, les mesures, si elles s'avéraient nécessaires sont à supporter par la commune.

ad 4) L'effet de l'abaissement du niveau s'est fait remarquer par une augmentation significative de la « Wemperbaach » et de la Clerve. Les agents du service hydrométrie de l'Administration de la gestion de l'eau ont déterminé que trois quarts du débit de la Clerve proviennent de la « Wemperbaach » et donc du lac. Ces travaux ont donc eu un effet modificatif sur le régime hydraulique de plusieurs masses d'eau et sont donc interdits conformément à l'article 22, point 4, de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau. Les travaux auraient dû faire l'objet d'une demande d'autorisation et uniquement après l'obtention de cette dernière, fixant notamment les débits tolérables, la commune aurait pu les réaliser.

Par ailleurs, l'article 10 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles dispose que :

« Sans préjudice de l'autorisation du ministre ayant dans ses attributions la gestion de l'eau, l'autorisation du ministre est requise pour tous travaux de drainage, de curage de fossés et de cours d'eau, et plus généralement pour tous les travaux en relation avec l'eau, susceptibles d'avoir une influence préjudiciable sur les espèces sauvages et leurs habitats. L'autorisation du ministre est également requise pour la création et la modification d'étangs ou autres plans d'eau en zone verte. »

ad 5) D'après mes informations, l'abaissement opéré par l'autorité communale n'est pas en rapport direct avec le projet de construction.

De manière générale, il est évident que toute autorisation existante ou future doit être respectée, faute de quoi une fermeture de chantier pourrait être prononcée.

ad 6) Il ne s'agit pas d'un biotope protégé au sens de l'article 17 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Toutefois, la réparation de l'écluse permettrait de mieux gérer le plan d'eau et les ruisseaux et donc les biotopes en aval.

Question urgente 2868 (21.09.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**assèchement du lac de Weiswampach :**

De Weekend si Fotoen op de soziale Meiden zirkuléiert, déi weisen, wéi de Fëscherséi zu Wäiswampech eidel gelaf ass. An engem Tageblatt-Artikel vun haut erkläert de Buergermeeschter vun der Gemeng Wäiswampech, datt eng vun de Schleisen defekt wär an d'Waasser weiderhi géif auslafen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Ass d'Ministesch fir Ëmwelt a Kenntnis dovunner, datt de besote Séi zu Wäiswampech eidel gelaf ass? Wann jo, zënter wéini?

2. Kann d'Ministesch erklären, firwat de Séi eidel lafe gelooss ginn ass a wien dofir responsabel ass?

3. Wien ass responsabel fir d'Instandhaltung vun de Schleisen?

4. Kann zum aktuellen Zäitpunkt schonns evaluéiert ginn, zu wéi engen Ëmweltschied an/oder Biodiversitéitsverloschter et koum?

5. Wie wäert dofir opkommen, fir de Biotop erëm beschtméiglech a säin natierlechen Zoustand zréckzesetzen?

Réponse (22.09.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

D'Äntwert op déi dringend parlamentaresch Fro N° 2865 vun der éierewäerten Deputéierte Madamm Stéphanie Empain beäntwert och dem éierewäerten Deputéierten Här Marc Goergen seng dringend parlamentaresch Fro N° 2868.